

This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + Make non-commercial use of the files We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + Refrain from automated querying Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + Maintain attribution The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + Keep it legal Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + Ne pas procéder à des requêtes automatisées N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + Ne pas supprimer l'attribution Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + Rester dans la légalité Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse http://books.google.com



HISTOIRE DU DROIT CRIMINEL

DES

PEUPLES MODERNES

DEPUIS LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN JUSQU'AU XIXº SIECLE

IMPRIMENTE DE CHASSAIGNON, RUE GIT LE COFTE 7

HISTOIRE

DROIT CRIMINEL

DES

PEUPLES MODERNES

DÉRÉ DANS SES RAPPORTS AVEC LES PROGRÈS DE LA CIVILISATION

DEPUIS LA CHUTE DE L'EMPIRE ROMAIN JUSQU'AU XIXº SIÈCLE

PAR ALBERT DU BOYS

ANCIEN MAGISTRAT

POUR FAIRE SUITE A L'HISTOIRE

DU DROIT CRIMINEL DES PEUPLES ANCIENS

DU MÊME AUTEUR

PARIS

AUGUSTE DURAND, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DES GRÈS, 5

1854

- j.



PRÈFACE.

En 1845, nous avons fait paraître l'Histoire du droit criminel des peuples anciens; cette histoire avait été continuée jusqu'à l'établissement du Christianisme, c'est-à-dire jusqu'à l'admission de la religion de Jésus-Christ dans la société antique; en un mot, jusqu'à Constantin et Théodose.

Aujourd'hui, nous allons publier l'Histoire du droit criminel des peuples modernes, depuis l'invasion des barbares jusqu'au dix-neuvième siècle. Nous verrons que, pendant cette longue période de temps, les institutions judiciaires, comme les institutions sociales et politiques, se sont développées sous l'influence toujours agissante du Christianisme. La société européenne était née et avait grandi sous le paganisme; lorsqu'elle embrassa la

dectrine de l'Evangile, elle n'eut pas assez d'éner vitale pour se transformer et se rajeunir comp tement à l'aide du sang nouveau que s'efforçait lui infuser l'Eglise. Les conquérants du ne semblent avoir eu la mission providentielle détruire par le ser et le seu tout ce qui restait de civilisation palenne; alors, au milieu des plus du épreuves et des plus sanglants orages, recommen lentement, sous l'infatigable tutelle du clergé catl lique, le travail destiné à constituer la socie moderne, tout imprégnée de Christianisme. n'est pas que l'ancien élément civilisateur, sous nom de science romaine, de littérature et mythologie classique, etc., ne se soit souvent m dans ce travail au pur élément religieux, et n'. jeté dans la marche de l'humanité une singulié perturbation. Mais au moyen-age, la foi avtellement pénétré les mœurs populaires, que to es qu'on cherchait artificiellement à y introdui d'incompatible avec le Christianisme ne pouvait prendre racine.

Capendant, à l'époque de la renaissance du dre et à calle de la renaissance des lettres, on ne peut p nier que l'élément paien n'ait réagi à un certa degré au sein de l'Europe nouvelle, et qu'il ne fail en tenir compte dans l'histoire de nos institutions sociales.

L'élément barbare ou germanique s'efface : contraire peu à peu, à mesure que la civilisation chrétienne s'accroît et se développe. Il ne reste aujourd'hui, de cette partie de nos traditions, que des souvenirs de liberté et de franchise locales.

Mais dans le moment où les barbares du nord implantèrent dans l'Europe méridionale leurs lois et leurs coutumes, ces lois et ces coutumes servent à constater le niveau auquel s'abaissa l'état social, et à reconnaître le nouveau point de départ de la civilisation renaissante.

C'est pour cela que nous avons cru devoir approfondir cette législation, moins connue qu'on ne pense, et que nous sommes allé en rechercher les origines jusque dans les ténèbres de la Scandinavie. Nous avons voulu prendre sur le fait la rudesse native des institutions germaniques, là où aucune influence romaine n'avait pu en altérer l'originalité primitive. En montrant quel immense chemin ces peuples du nord ont eu à parcourir pour arriver à constituer parmi eux un véritable ordre social, on comprendra mieux tout ce qu'a eu à faire le Christianisme pour les élever jusqu'à la civilisation où ils sont parvenus. On saura aussi mieux apprécier la valeur de ces progrès achetés par tant d'efforts et par tant de siècles, et peut-être serat-on moins tenté d'en compromettre les résultats par de folles utopies et par des révolutions subversives.

Nous comparerons en passant les institutions des nations chrétiennes avec celles des peuples musul-

E

Ħ

Pandantala mananalga, inatitutions, ilaliantalisme or de l'Angleterre et de l'Allentagne or de l'Angleterre et de l'Allentagne or en du fixed motor de l'angleterre et de l'Allentagne or en elle l'angleter en en la main parint les peuples du midi de l'Europe, grans n'a vonte parint les peuples du midi de l'Europe, grans n'a vonte parint les peuples du midi de l'Europe, grans nouyeau représenté par la papauté, ni l'Esparté, bù la foi entholique se contantismi dongtomps aucasan adriffante au angleter parint la foi entholique se contantismi dongtomps aucasan adriffante au angleter parint la foi entholique se contantismi de l'angleter parint l'angleter pari

Dans-contableaus des progrès de l'ordie chilente pénational fille de l'ordie de l'ordie chilente à leur rang les pentitien de l'ordie cristique de l'ordie de l'ordie de l'ordie de l'ordie de l'ordie de l'ordie condent nécessité d'appende de l'appende de l'appende condent l'ordie de l'o

laquelle ils avaient d'abord été soumis, des réformes et des améliorations antérieurement réclamées,

mérites et aux crimes. L'est dire assez qu'on y trouve le type de de la justice, type dont on doit sans cesse chercher l'application sur la terre dans les limites du possible.

and the statement of a first first first and of the spreaded to the spreaded of the spreaded o

300 Aures (1860) — Alconomore \$40 france

THE HUDIEWOLD OF THE TWO MITHINGTON OF MITTEE

sman all montantely

		•	
•			
		•	

HISTOIRE

DU DROIT CRIMINEL

DES PEUPLES MODERNES

DEPUIS L'INVASION DES BARBARES JUSQU'AU XIXº SIÈCLE.

PROLÉGOMÈNES.

§ Ier.

Origine des premières notions d'un droit criminel dans l'enfance des sociétés.

Accoutumés à des lois qui protégent nos propriétés et nos personnes, nous pouvons difficilement nous figurer qu'il ait existé un état à demi sauvage, dans lequel l'absence de ces lois produisit une absence à peu près complète de sécurité. On ne réfléchit pas aux conséquences qu'entraîne une indépendance individuelle (1) que rien ne limite, si ce n'est quelques

⁽¹⁾ Les Allemands ont un mot énergique pour représenter cette idée: selbstandigkeit, état où l'on ne dépend que de soi-même.

traditions religieuses défigurées, et des principes de morale mal enseignés et imparfaitement compris. Cependant, comme pour nous montrer quel a été le commun point de départ des sociétés civilisées, la Providence a permis que beaucoup de peuples sur la terre soient restés dans cet état où ont été nos premiers pères. Elle semble ainsi avoir mis sous nos yeux un tableau vivant de notre passé, où se retrouvent fidèlement nos antiques et obscures origines.

Ce spectacle des peuplades sauvages répandues dans l'Asie, l'Afrique, l'Amérique et l'Océanie, a encore cela d'instructif qu'en nous faisant évaluer, en quelque sorte, la distance que nous avons parcourue dans la voie de la civilisation, il nous donne la mesure des efforts prodigieux que la société a dû faire sur elle-même pour conquérir et vulgariser dans son propre sein les premières notions de police et de pénalité; pour limiter d'abord, et détruire ensuite peu à peu, chez chacun de ses membres, l'idée et la pratique de l'indépendance individuelle.

Les notions abstraites, qui supposent une multitude d'observations particulières généralisées, sont ordinairement au-dessus de la portée de l'enfance de l'homme. Elles ne peuvent avoir accès dans son intelligence qu'à un âge plus avancé de sa vie. On peut appliquer le même principe à l'enfance des peuples : eux aussi ne peuvent pas s'élever du premier coup aux idées sociales les plus abstraites, telles, par exemple, que l'idée de l'Etat prise dans son sens le plus général et le plus absolu.

Cependant, d'après tous les documents de l'histoire et de la tradition, on ne peut pas non plus supposer

que l'homme ait jamais été réduit à une individualité complétement isolée, ni qu'il ait vécu dans les bois à la manière des animaux. Les fables de l'antiquité païenne sur ce point sont uniquement fondées sur des fictions de quelques poètes ou orateurs des âges civilisés, lesquels ne chargèrent le tableau de la barbarie des premiers hommes que pour relever le mérite des génies civilisateurs qui leur donnèrent des lois (1).

Notre intention, d'ailleurs, n'est pas de nous perdre dans les ténèbres des mythologies, ni même dans les hasardeuses conjectures des philosophies symboliques. Nous déclarons vouloir prendre les hommes au moment où ils nous apparaissent aux premières lueurs de l'histoire, groupés en familles ou en tribus. En remontant plus haut encore, rien ne se présenterait plus à nos regards que des formes indécises et flottantes. La science du publiciste ne peut pas se prendre à de vains fantômes ni à d'incertaines hypothèses : il faut qu'elle s'arrête à ce point de l'horizon historique où les nuages lointains se transforment en réalités fixes, où les personnes et les choses prennent une consistance assurée.

En partant de ce point de vue, il faut nécessairement admettre, avec la plupart des érudits de nos jours, que l'homme, au moment où il sent naître en lui la conscience de son existence morale et intellectuelle, se trouve toujours membre d'une société plus ou moins restreinte, suivant qu'on l'appelle famille, race ou peuple. On reconnaît aussi, dans ces groupes disséminés çà et là que forme l'humanité à son berceau, l'empire

⁽¹⁾ Cicer., De invent. Rhet., lib. 1, § II, et de Orat., lib. 1, 10 8. Horat., Ars poet., v. 391; Virg., Encid., lib. viii, etc.

d'une tradition religieuse et la domination d'un droit préexistant.

Mais l'idée de ce droit a quelque chose de vague et de consus; il semble alors que toute espèce de crime ne lèse que l'individu seul, et que ce n'est que par la voie indirecte de la solidarité que la tribu ou la famille est appelée à venir au secours de l'offensé, ou à tirer vengeance du meurtre commis sur sa personne.

De plus, le peu d'ordre et de régularité qui existait dans les relations sociales entre des groupes composés d'un petit nombre d'hommes, et souvent peu unis et peu compactes dans leur composition intérieure, devait engendrer sans cesse des troubles, des querelles et des guerres privées.

Nous ne croyons pas pourtant que dans les premiers âges du monde, la vengeance individuelle ait existé sans aucune espèce de frein, et qu'elle ait pu être étendue arbitrairement, au gré de la passion de l'offensé, audelà de toute proportion avec l'offense. On ne peut pas non plus soutenir que l'état primitif des hommes ait été une guerre sans fin et sans trève. A une certaine époque, les collisions sanglantes étaient sans doute fort nombreuses; mais, après tout, ce n'étaient que des accidents qui ne faisaient pas le fond même de la vie de société.

Or, tandis que l'instinct moral avertissait chaque conscience individuelle de l'injustice de telle ou telle violence, l'instinct social s'éveillait en même temps et faisait sentir à chaque famille ou à chaque tribu la nécessité, de renfermer la vengeance dans de certaines bornes, et même de se laisser désarmer par des indemnités ou dédommagements qui supposaient l'existence d'un tort reconnu et en partie réparé. Il est curieux de

suivre les progrès de cette action civilisatrice qui s'efforce de rétrécir de plus en plus le domaine de la vengeance du sang, cette primitive et grossière manifestation du droit.

Pour faire pénétrer dans les esprits l'idée abstraite d'un pouvoir pris en dehors de la famille, et ayant le droit et la mission de réprimer tous les crimes, même tous les crimes privés, il faut le travail successif de plusieurs générations et de plusieurs siècles. Il y a des gradations par lesquelles on doit passer pour faire l'éducation de la société humaine; si on les franchit brusquement, en imposant à des esprits incultes des notions auxquelles rien ne les aura préparés, au lieu de leur donner l'idée d'un droit perfectionné, on ne leur présentera d'autre image que celle de l'abus de la puissance et de la force.

Du reste, il est à remarquer qu'à défaut d'un droit proprement dit il existe; dès le principe, parmi les groupes sociaux primitifs, famille, clan ou tribu, à l'intérieur, une certaine juridiction domestique; à l'extérieur, la loi de la vengeance du sang. Non pas que cette division fût rigoureusement exacte, en tant qu'elle reproduirait nos idées modernes sur les limites précises des juridictions : le droit du dehors faisait souvent invasion au dedans, et des scènes sanglantes éclataient entre concitoyens, entre confédérés, entre frères; seulement, on peut affirmer que c'est principalement entre les membres des diverses familles ou des diverses tribus, que s'exerce de la manière la plus apparente la vengeance du sang.

Nous avons donc maintenant à faire voir quelles ont été les premières modifications, les premières limites

apportées à l'existence de ce droit. Nous prouverons ainsi que l'ensemble de ces modifications et de ces règles a constitué et constitue encore aujourd'hui la législation criminelle des peuples primitifs.

C'est dans ces premières transformations qu'il faut observer les sociétés humaines, pour bien comprendre comment elles arrivent, non pas encore à l'idée complète de l'Etat ou de la cité, mais seulement à une notion faible et imparfaite d'un droit privé de punition et de poursuite des attentats contre les personnes.

§ II.

Du droit de vengeance.

Ce sujet est très-important, sous le rapport philosophique comme sous le rapport historique. Nous allons le considérer successivement dans la théorie et dans les faits.

Tant que l'Etat n'est pas constitué, les familles sont entre elles dans une position analogue à celle où se trouvent aujourd'hui les nations par rapport au droit de paix et de guerre. Alors le droit de vengeance ou de guerre privée est un moyen légitime de répression en l'absence d'un pouvoir répressif supérieur et reconnu.

L'homme et la famille ont leur dignité et leur indépendance réciproques à conserver. Si l'individu ou le groupe injurié ne se venge pas, il s'expose évidemment à des injures, à des agressions nouvelles. Les membres de la famille ennemie qui auront pris l'offensive la reprendront sans cesse vis-à-vis d'hommes qu'ils auront cessé de craindre, et qu'ils auront commencé à mépriser. Ils déponilleront, ils opprimeront de plus en plus ces

malheureux, tant qu'enfin ils les chasseront de leur territoire, les extermineront ou les réduiront en esclavage.

Si, au contraire, la famille attaquée dans un de ses membres prend fait et cause pour lui; si elle répond au meurtre par le meurtre, au pillage par le pillage, elle regagnera en ascendant et en influence tout ce qu'elle avait momentanément perdu; elle se replacera à un rang égal ou supérieur à celui de la tribu ennemie. Si elle est victorieuse, et qu'elle garde de la modération dans la victoire, elle se contentera d'une réparation qui constatera son droit et qui empêchera qu'on ne le viole à l'avenir.

Grâce aux préjugés de nos sociétés civilisées (car la civilisation a aussi ses préjugés quand il s'agit d'apprécier le passé), nous nous scandalisons étrangement de ces coutumes sauvages qui rachètent le meurtre d'un homme avec de l'argent, ou avec des fournitures d'armes, de bestiaux, etc.... Mais d'abord, ces coutumes ont été dans leur temps un immense bienfait social; et si on eût voulu rigoureusement appliquer de famille à famille, ou de tribu à tribu, le principe du talion, vie pour vie, quand se seraient arrêtées les vengeances alternatives entre ces groupes rivaux? Ces violences sans cesse renaissantes, devenant tour à tour causes et effets, se seraient indéfiniment légitimées les unes par les autres. Du reste, aujourd'hui encore, de nation à nation, nous procédons souvent de la même manière. Quand un roi a voulu injustement agrandir son empire, les peuples qui lui ont résisté, et qui sont parvenus à le resouler sur son territoire, se sont plus d'une sois contentés d'imposer au vaincu, pour toute satisfaction, des indemnités ou contributions de guerre. C'est aussi la réparation du sang versé; c'est la sanction de la paix qui se conclut : en un mot, c'est faire en grand, pour arrêter des hostilités désastreuses, ce que pratiquaient en petit les familles ou les tribus des sociétés primitives.

Il y a donc un droit public, et par là même une morale privée, qui diffèrent suivant le milieu social dans lequel la Providence a placé les hommes.

Dans les tribus des Hébreux, Moïse n'a pas dû prosscrire la vengeance d'une manière absolue. Dans un état de civilisation plus avancée, Jésus-Christ a pu promulguer une morale plus pure (1). A cette époque, la société était devenue assez forte pour protéger l'individu, sans qu'il fût réduit à s'armer lui-même pour sa défense.

Le Coran a consacré la vengeance du sang, parce qu'il a été promulgué au milieu des tribus à demi sauvages de l'Arabie, qui n'auraient pas pu concevoir ou admettre une loi plus avancée.

Les législations germaniques, scandinaves, etc., ont toutes admis ce droit de vengeance. L'antiquité profane nous le révèle déjà réglementé et modifié, ainsi que nos antiquités de l'Europe septentrionale. Nous le lisons écrit en relief sur le bouclier d'Achille, où le père des poètes nous montre deux hommes plaidant l'un contre

⁽¹⁾ Je sais très-bien que la loi de Moïse était à la fois spirituelle et temporelle, tandis que l'Evangile est bien plus spirituel que temporel ; mais toute loi morale suppose une pratique possible, et dans l'enfance des sociétés, la renonciation à la vengeance cût été une sorte de suicide pour l'individu et pour la famille.

l'autre, pour savoir si la rançon du meurtre a été ou son acquittée par celui qui l'avait commis (1).

Les lettres de nos missionnaires nous en révèlent l'existence à l'extrémité de l'Orient, chez les Japonais, peuple isolé du reste du monde: toto divisos orbe.... Et voici dans quels termes de plus modernes voyageurs confirment des récits qui remontent à deux ou trois siècles: « Autresois, on pouvait reprocher aux Japonais

- « une coutume sanguinaire, qui imposait aux descen-
- « dants d'un homme offensé l'obligation de venger son
- injure, quand ils en trouvaient l'occasion, dans le
- sang de la postérité de celui qui l'avait insulté. Mais
- « cette coutume est presque tombée en désuétude par

Preuve évidente en même temps des progrès que sont dans la civilisation les peuples même qui passent pour être le plus complétement immobiles.

Chez les peuples nomades de l'Arabie, qui semblent encore reproduire les mœurs du temps d'Ismaël, on retrouve l'existence du droit de vengeance et de la composition pécuniaire.

Il y a quelque temps, un voyageur français était à Suez. Il demande au pacha de cette ville une escorte et un firman pour aller au Sinaï. Le pacha lui répond par

^{1,} Δίο δάνδρας έκθασο είναια πουτέ άνδρος άπορουμένου

Ried., ch. xvIII, vers 498. Ce passage curieux mérite d'être étudié en entier, comme un monument de la procédure primitive.

Exries et Malte-Brun, Collection de royages, tom x11, p. 384, et traduction de la curieuse relation de M. Golovnin, capitaine de marine russe, qui sut retenu prisonnier en 1811 et les années suivantes par les Japonais.

un refus formel: « La route n'est pas sûre, dit-il; il « a du sang entre les tribus du désert. » En esset, de hommes d'une tribu avaient été tués dans une quere par deux ou trois autres Arabes appartenant à la trivoisine. Le soir, un vieux scheik arrive du mont Sina on lui demande des nouvelles de la contrée : il répoi que tout est arrangé, pacisié. On avait acquitté la del du sang; pour racheter le sang des deux victimes, tribu des meurtriers avait payé quatre dromadaires!

Nous pourrions multiplier à l'infini de pareils exemple tirés des mœurs des peuples sauvages dans les cirparties du monde; mais ce qui fait la force de ces exemple c'est bien moins leur nombre plus ou moins grand, que le conformité avec la nature des choses, avec les principqui président aux origines et aux progrès de la civilisation

Il y a pourtant des savants qui, au nom de l'érud tion historique, ont nié que la vengeance du sai ait existé soit chez les Hindous et les Egyptiens, so chez les Gaulois ou Celtes; il n'y aurait pas eu non plude droit de vengeance chez les Polonais. Si l'histoire presentait des exceptions aussi considérables au systèmque nous avons exposé, elles prouveraient, en este qu'il ne peut pas être érigé en loi générale. Mais il not est facile de répondre à ces objections et d'éclaircir ce doutes.

§ 111.

Des Hindous, des Egyptiens et des Celtes. -- Des Polonais et des Slave

La où la théocratie pure, fondée sur le régime de castes, fleurit dans toute sa puissance, il est impossibl que les ténèbres ne s'étendent pas sur l'ensemble de faits nationaux antérieurs à l'organisation sociale qui est émanée d'elle. Le sacerdoce héréditaire, qui gouverne en maître souverain, se transmet de génération en génération le soin d'effacer jusqu'aux moindres traces de cette liberté sauvage et désordonnée à laquelle il a substitué un système de compression forte et minutieuse. C'est ainsi qu'on n'a point et qu'on ne peut avoir de notion historique et précise sur les faits se rapportant à l'âge primitif des Hindous et des Egyptiens. Certaines traditions furent conservées chez ces peuples par la classe éclairée; mais, pour la masse du peuple, les origines historiques se couvrirent des voiles épais de la poésie, ou même se perdirent tout à fait dans l'ombre.

Si la lutte qui paraît avoir existé dans l'Inde entre les Brahmanes et les Kchatryas (1) avait tourné au prosit de ces derniers, les traditions primitives auraient pu être recueillies à la sois en toute liberté par les poètes et par les historiens.

Des lueurs suffisantes éclaireraient alors le berceau de cette contrée; mais aussitôt après cette phase sociale, où les Indiens commencèrent à se civiliser par la religion, ils furent saisis et comme pétrifiés par le régime des castes.

Il en suit de même de l'Egypte, qui, suivant les inductions de la science moderne (2), paraît avoir été initiée

⁽¹⁾ Cette lutte est racontée d'une manière emblématique dans le Mahabarat, le plus ancien poème de l'Inde.

⁽²⁾ Que telle ait été l'origine de la civilisation égyptienne, et qu'elle sût due à une émigration de peuples, on en trouve la preuve en ce que le caractère de la langue cophte n'est pas indien. (Schlegel, Essai sur la langue et la philosophie des Indiens, pag. 179, trad. de Mazure, 1837.)

aux premiers rudiments de la civilisation par une colon de prêtres venus de l'Inde. Cette invasion sacerdotalen s'étendant sur les rivages du Nil, aurait ôté au Cophtes indigènes toute conscience de leur vie socia antérieure.

Il nous serait donc impossible de trouver dans le monuments nationaux de ces contrées des renseignemen historiques qui nous permissent d'exposer d'une maniè précise et détaillée la révolution sociale qui, là comn ailleurs, dut modifier et abolir la vengeance du sang. la différence des poèmes d'Homère, les poèmes indies sont beaucoup moins historiques que mythiques et co mogoniques.

Cependant, pour l'Egypte en particulier, il reste de traces confuses des mœurs de ses temps primitificates Grecs nous ont transmis quelques-unes des ancienne traditions de ce pays. Ainsi, Diodore nous apprend qu'aide de son fils Orus, la reine-déesse Isis vengea conti Typhon le meurtre de son mari et frère Osiris. E faisant elle-même une dernière fois usage de la ver geance du sang, elle aurait détruit ou enchaîné l'barbarie, et serait devenue le symbole du génie civili sateur. Par la crainte des châtiments, elle mit un term à l'injure et à l'abus de la force qui ne connaît aucun loi (1).

Des sources analogues nous manquent pour les traditions primitives de l'Inde (2).

⁽¹⁾ Diodore de Sic., liv. 1, c. 80-88, etc. Voir aussi les notes seves tes de son traducteur M. Myot, ancien conseiller d'Etat.

⁽²⁾ Chez les Hindous, la religion a détruit tous les monuments his toriques, dit le savant Klaproth. « Il est trop vrai, dit M. Guignissi que nous n'avons pas plus l'histoire religieuse que l'histoire politique à

Quant aux Gaulois, nous avons à peu près les mêmes observations à faire. La théocratie druidique est une des plus puissantes qui aient dominé un peuple, parmi celles qui n'étaient pas héréditaires. En soumettant leurs jeunes élèves à une initiation de vingt années, ils se créaient, à leur égard, une véritable paternité intellectuelle et morale.

Cependant, nous ne nous bornerons pas encore ici à des arguments négatifs tirés de l'obscurité que projette une théocratie absolue sur le passé qu'elle a anéanti. Il existe deux monuments législatifs écrits en langue celtique, et dont l'antiquité est certainement fort reculée. L'un appartient au pays de Galles, l'autre à l'Irlande. La science la plus récente (1) a fait valoir des considé-

l'Inde. » (Hist. des rel. de l'antiq., tom. 1, p. 39.) Cependant, d'après les découvertes toutes nouvelles de la science, on ne désespère pas de pouvoir recomposer cette histoire. Quant à la Chine, on sait que ses chroniques primitives ont péri dans l'incendie de 213 av. J.-C., allumé par un empereur novateur « qui avait bien senti qu'il ne pou-" vait disposer à son gré du présent, sans abolir le souvenir du " passé. » — Voir les Nouveaux mélanges asiatiques de M. Abel Rémusat, tom. 11, p. 137, Paris, 1829, chez Schubart et Heideloff. Celle espèce de persécution contre l'histoire dura environ un siècle; après quoi les lettres, rendues à la liberté de la science, cherchèrent à retrouver le passé de leur pays dans quelques débris tronqués d'écrits od de monuments. Mais on sent combien ces travaux durent être insuffisants. Aussi les Chinois conviennent eux-mêmes de l'obscurité qui couvre les premiers siècles de leur histoire. — « On doit, dit M. * Abel Rémusat, admirer la consiance des critiques d'Occident, qui " entreprennent de résormer le travail des critiques chinois, deux " mille ans après eux, ne sachant qu'imparsaitement la langue, et " quelquesois même ne l'ayant pas étudiée. » Ibid., p. 138, tiré de la biographie de l'historiographe Ssé-ma-thsian, qu'on a appelé l'Hérodote de la Chine. Du reste, comme le dit un historien moderne, la rengeance du sang existe encore en Chine à quelques égards. Saint-Victor, tom. 11, p. 121, Etudes sur l'histoire universelle.

(1) Voir sur les lois d'Howel-dda la nouvelle traduction en langue

rations puissantes à l'appui de l'authenticité de ces recueils. Certaines analogies qu'on peut y remarquer avec des coutumes qu'on prétend particulières aux Germains et aux Danois, prouveraient tout au plus des interpolations partielles introduites par les derniers rédacteurs ou compilateurs; mais on peut bien soutenir aussi que ces similitudes tiennent à un état pareil d'enfance et de formation sociale chez ces différents peuples.

Dans les Gaules, du temps des Druides, comme dans l'Inde des Brahmines, on trouve une civilisation sortie de l'enfance sociale; les documents historiques manquent pour remonter plus haut. Par conséquent, il est tout simple qu'on ne puisse pas y retrouver le droit de vengeance.

Ce droit est, il est vrai, écrit en toutes lettres dans les deux monuments celtiques auxquels nous venons de faire allusion: l'un, connu sous le titre de Triades galloises ou lois de Howel-dda; l'autre, conservé en Irlande sous le nom de lois des Brehons (1).

Mais on ne fait remonter l'existence de ces recueils qu'aux viii et ix siècles, et ceux mêmes qui en

anglaise faite il y a quelques années par ordre de la reine Victoria, et qui paratt supérieure pour l'exactitude au recueil de Wotton, connu depuis longtemps dans le monde de la science. MM. de Courson, Hersard de la Villemarqué, Lenormant, paraissent croire à l'authenticité de ces lois. Quant aux lois irlandaises des Brehons dont Hallam et d'autres publicistes anglais ont paru suspecter l'originalité et l'antiquité, des savants de Dublin ont montré qu'elles étaient encore plus évidemment authentiques que les triades galloises. Léland avait déjà du reste plaidé cette thèse; il prétend que ce recueil est du 8^{me} siècle; voir la traduction de ces lois en anglais par Vallancey.

(1) Les Brehons étaient des juges pris dans certaines samilles, qui jugeaient au haut d'un tertre sur un banc de gazon.

primitif on a ajouté de bonne heure des coutumes empruntées aux Danois et aux Germains. De ce nombre pourrait être la disposition qui condamne la famille entière d'un meurtrier à participer à la réparation de la lésion ou de l'homicide commis par un de ses membres [1]. Nous en dirons autant d'un passage de la loi des Brehons qui consacre et règle la composition pécuniaire due en pareil cas par le meurtrier et par sa famille.

Ces inductions historiques seraient trop saibles pour pouvoir être la base d'une argumentation sérieuse. Mais, d'un autre côté, on ne peut pas tirer avantage contre votre thèse du silence d'une histoire des Gaules qui n'existe pas pour nous, avant l'époque où y régna le culte druidique.

Il nous reste à examiner l'objection que l'on va chercher dans l'ancienne Pologne contre la généralité de la coutume du droit de vengeance chez les Slaves.

Les Polonais ne sont qu'une branche de la grande smille des Slaves, issus eux-mêmes des Sarmates, s'il sant s'en rapporter aux inductions de la science moderne 2. Que si les Slaves primitifs ont pratiqué le droit de la vengeance, avant d'arriver sur les bords de la

^{(1),} C. Vened., tom. 1, liv. 3, chap. 1, § 12, p. 222-214 de l'édition auglaise. Voici le paragr. 1er de ce chap. « Whoever is a murderer the full Galanas falls upon him, and thus the Galanas is to be shared: we third upon the murderer and upon his father and mother, if they be living; and of that, two parts upon himself, and the third upon his father and mother, and of the third part which falls upon the parents, two pence upon the father and upon the mother.... etc. »

² Essai sur l'origine des Slaves, par M. Eichoff, professeur de littérature étrangère à la faculté des lettres de Lyon, Lyon, Borte, 1848. Nous savons que cette opinion est contestée.

Vistule, il serait indifférent pour notre thèse qu'un rameau détaché de la souche commune y eût renoncé, après avoir accompli sa séparation et sa migration particulières. Or, dans les vieilles lois de celle des nations slaves qui est devenue la plus nombreuse et la plus puissante, dans la Pravda russe (1) de Jaroslaw, on lit ce qui suit : « S'il arrive qu'un homme tue un homme, le frère venge son frère, ou le fils le père, le père le fils ; à défaut du fils, le fils du frère ou le fils de la sœur. Si le mort ne laisse personne qui puisse le venger, l'amende sera de 40 grivnas, etc.... (2). »

Ces vieilles lois et coutumes, qui ont été recueillies et écrites dans le xir siècle, ne différent pas de celles qu'on a retrouvées de nos jours existantes encore chez les Monténégrins (3), peuplade slave des bords de l'Adriatique, restée à l'état d'enfance sociale. « La vengeance « du sang, dit un voyageur moderne, y est une chose « consacrée chez les familles les plus distinguées, et la « renonciation à la vengeance est une des plus grandes « solennités. Ces réconciliations ont lieu en présence de « l'assemblée nationale et de la kmeti, ou tribunal

⁽¹⁾ La Pravda est un recueil de vieilles lois russes, attribué à Jaros-law. Elle est connue sous le nom de Pravda de Novgorod, ou législation des princes. Pravda veut dire en russe vérité, droit, force et justice: cette synonymie est remarquable. Rouskaïa Pravda, recueil de vérités russes. Npagba (Pravda) de Npabo (Pravo) (rectus, rectiudo, fortitudo). Note communiquée par M. de Circourt.)

⁽²⁾ On peut lire de savants commentaires sur cette loi et sur les vicilles coutumes russes dans l'ouvrage allemand d'Ewers, intitulé: Das alteste recht der Russen Dorpat, 1826).

⁽³⁾ Suivant MM. Cyprien Robert et Ernest Desprez, qui sont si bien en état d'en juger, c'est dans le *Monténégro* que se parle le slave le plus pur.

« composé de vingt-quatre anciens, sur lesquels chaque

« partie en choisit six, ce qui fait douze (1). »

La race slave nous offre donc dans deux de ses rejetons divers le phénomène que nous avons observé en comparant nos ancêtres barbares à des peuplades sauvages récemment observées par les voyageurs. L'âge social des Monténégrins au xix° siècle se rapporte à celui des Moscovites au xii°. Ceux-ci ont marché, ceux-là sont restés stationnaires. C'est ainsi que dans nos plaines nous voyons en été des arbres chargés de fruits, tandis que sur le haut des montagnes, des arbres de même espèce sont encore couverts de fleurs.

De ces exemples remarquables, nous pourrions donc conclure que le droit de vengeance a appartenu aux peuples slaves primitifs, et par conséquent aux Polonais; mais nous en trouverons encore des traces dans les propres monuments de cette branche particulière des Slaves.

Il y a un vieux mot polonais, vina, dette, qui veut dire aussi peine. La dette de ce genre, qu'on n'acquitte pas, suppose au créancier du sang le droit de se faire payer de ses propres mains. De plus, nous lisons dans les statuts dela petite Pologne: « Judex prout poterit, amicabiliter secum componere teneatur (2). » Or, la réconciliation opérée par le juge, la composition réglée au moyen de son intervention, tout cela suppose un droit préexistant de vengeance que cette organisation nouvelle est destinée à combattre. D'après ces statuts, la peine n'est autre chose que la satisfaction due par l'offenseur à l'offensé;

⁽¹⁾ Voyage historique dans le Monténégro, par le colonel Vialla de Sommières, tom. 1, pag. 339, Paris, 1807.

⁽²⁾ Statuta minoris Polonia, au titre de Kava, peine.

c'est bien là le caractère de transition entre la vengeance privée et la vengeance sociale. Si l'offensé ou sa famille n'acceptait pas les propositions du coupable, celui-ci s'adressait au magistrat, lui avouait sa faute, et se déclarait prêt à subir la peine ou l'humiliation, kava. Sous les auspices de ce magistrat, il cherchait par son humble hommage, pokora, à obtenir son pardon, et au moyen de certaines formules et d'une cérémonie publique où il devait manifester son humiliation et son repentir, ce pardon ne pouvait lui être refusé.

A la réconciliation des parties, succèda la paix publique, qui plaça la sécurité de chacun sous la garantie de la société. On distinguait la paix temporaire et la paix irrévocable, mir et pokoï (1).

Après avoir ainsi, par des considérations politiques et historiques, rétabli la preuve des lois générales qui président aux premiers développements des sociétés humaines dans leurs rapports avec la formation du droit criminel, nous abordons l'histoire de ce droit dans l'Europe moderne. Les chapitres qui suivent montreront comment les peuples germaniques, les premiers qui aient succèdé dans l'Europe à la domination de l'empire romain, ont passé du régime de la vengeance du sang à celui des peines sociales.

§ IV.

Carte de l'Europe au commencement de l'empire romain.

Quand on jette un coup d'œil sur la carte du monde ancien, on voit qu'au temps de la république romaine, l'Europe barbare s'étendait de l'île de Bretagne et de la péninsule armoricaine jusqu'aux régions hyperboréennes

1) Lettre inédite de M. Lelewel, savant historien polonais.

habitées par les Scandinaves. En achevant la conquête des Gaules, César fit, si j'ose parler ainsi, une large trouée au milieu de cette portion presque inconnue de l'Europe; il refoula vers le nord-est les peuplades germaniques qui, sous la conduite d'Arioviste, commençaient l'invasion des Gaules, poussées qu'elles étaient par le mouvement lent, mais général et continu, des nations septentrionales. Il rejeta vers l'ouest, dans les forêts de l'Armorique et de l'île de Bretagne, le culte druidique dont la forte hiérarchie ralliait les débris de la nationalité gauloise. Le Druidisme proscrit continua de subsister dans la Gaule à l'état de société secrète.

Sous les premiers empereurs, la brêche commencée par César s'agrandit à l'est et à l'ouest. D'un autre côté, les légions romaines soumirent l'île de Bretagne, moins la Calédonie et peut-être l'extrémité du pays de Galles (1); de l'autre, elles se répandirent, au-delà du Rhin, où cependant, malgré les victoires de Germanicus et de quelques autres généraux, elles ne fondèrent jamais de solides conquêtes. Toute trace de nationalité gauloise et bretonne, tout vestige d'influence druidique parut s'effacer sous la domination savante et despotique de l'Empire. Et ce qu'on retrouve aujourd'hui, grâce à de patientes et curieuses recherches, ne présente que des débris plus intéressants peut-être pour l'antiquaire que pour le publiciste.

Cependant, comme on peut démêler çà et là, dans les institutions de la première race des rois francs, quelques traces d'influence de l'élément celtique, nous ne devons

⁽¹⁾ Ou Cambrie, habitée par les Kymris ou Cymris; les Saxons les appelèrent Walli, étrangers, d'où est venu le mot de Galli, pays de Galles.

pas complétement passer sous silence ce que nous sa des mœurs et des coutumes des Gaulois, les pres possesseurs de notre sol natal.

Il sera d'ailleurs instructif et intéressant de comp sous quelques rapports caractéristiques, les institu des Germains et des Celtes, à l'époque de César e premiers empereurs romains.

§ V.

Civilisation et constitution de la famille chez les Gaulois et cl Germains. — Famille slave ayant plus de ressemblance avec ce Germains. — Clan et clientelle des Celtes. — Comitains des Ger

Si l'on compare les Gaulois tels que nous les trent César et Strabon, aux Germains que nous dé Tacite, on ne peut s'empêcher de reconnaître che derniers une civilisation plus avancée. La classific des personnes y est mieux fixée, la hiérarchie se mieux organisée, la famille constituée avec plus de le

César nous parle de plusieurs villes ou cités cor rables, qui existaient dans les Gaules avant la con romaine (1). Une sorte de luxe au moins relatif se requait dans ces villes. Les réunions de chaumières tentes des Germains n'auraient pas même mérité le de bourgades; car, suivant Tacite, c'étaient des equi servaient de refuge aux troupeaux et aux mé des familles groupées ensemble (2).

⁽¹⁾ Comment., lib. 1 et seq. Du temps d'Auguste, il y avait 11 gauloises. Dans toutes ces cités, existait un certain mou commercial et industriel. Suivant Pline, les Eduens inventé placage, les Bituriges, l'étamage; et d'autres peuples gaulo ginérent la charrue à roues, les tonneaux en bois cerclé pour letc. Pliu., Hist. natur., lib. 34, nº 8.

^{2,} Tacit., De mor. German., xvi, nos 18 et 14.

Si, de ces aspects extérieurs de la vie matérielle, on passe à ce qui fait l'essence même de la vie intime des peuples, à la constitution de la famille, on trouve encore de grandes différences entre les coutumes germaniques et les coutumes celtiques.

Chez les Celtes, le pouvoir du père de famille est illimité; il a le droit de vie et de mort sur ses enfants comme sur sa semme (1). Les parents cherchent à inspirer à leurs enfants une sorte de terreur; ils ne leur permettent pas de les aborder en public avant qu'ils aient l'âge de porter les armes. Ils ont le droit de les réduire en esclavage, ce qui semble être la conséquence du droit de vie et de mort.

La puissance paternelle n'était certainement pas aussi absolue chez les Germains (2). On trouve cependant chez eux des exemples d'enfants vendus par leurs pères (3), et même par des mères devenues veuves. Mais, d'une part, cette vente n'avait pu avoir lieu que pour des enfants au-dessous de douze ans, âge auquel la loi leur accordait une sorte d'émancipation; d'une autre part, le recueil des Gragàs, cette vieille loi de la Scandinavie, pure de toute influence étrangère, nous fait connaître que ce droit de vente n'était, en réalité, exercé que dans certains cas, tels que celui où le père insolvable livrait son fils en son lieu et place à son créancier, dont il aurait été réduit, sans cette substitu-

⁽¹⁾ Cæs., Comment., lib. vi.

⁽²⁾ Heinecc., Element. jur. German., et Pardessus, Loi sal. p. 433, 3e dissertation.

⁽³⁾ Capitul., lib. x1, c. 4, et Vie de S. Julien, dans Labbe, Biblioth. manuscr., tom. 2, pag. 575.

pas complétement passer sous silence ce que nous savons des mœurs et des coutumes des Gaulois, les premiers possesseurs de notre sol natal.

Il sera d'ailleurs instructif et intéressant de comparer, sous quelques rapports caractéristiques, les institutions des Germains et des Celtes, à l'époque de César et des premiers empereurs romains.

§ V.

Civilisation et constitution de la famille chez les Gaulois et chez les Germains. — Famille slave ayant plus de ressemblance avec celle des Germains. — Clan et ciientelle des Celtes. — Comitatus des Germains.

Si l'on compare les Gaulois tels que nous les montrent César et Strabon, aux Germains que nous dépeint Tacite, on ne peut s'empêcher de reconnaître chez ces derniers une civilisation plus avancée. La classification des personnes y est mieux fixée, la hiérarchie sociale mieux organisée, la famille constituée avec plus de force.

César nous parle de plusieurs villes ou cités considérables, qui existaient dans les Gaules avant la conquête romaine (1). Une sorte de luxe au moins relatif se remarquait dans ces villes. Les réunions de chaumières ou de tentes des Germains n'auraient pas même mérité le titre de bourgades; car, suivant Tacite, c'étaient des enclos qui servaient de refuge aux troupeaux et aux ménages des familles groupées ensemble (2).

⁽¹⁾ Comment., lib. 1 et seq. Du temps d'Auguste, il y avait 115 cités gauloises. Dans toutes ces cités, existait un certain mouvement commercial et industriel. Suivant Pline, les Eduens inventèrent le placage, les Bituriges, l'étamage; et d'autres peuples gaulois imaginérent la charrue à roues, les tonneaux en bois cerclé pour les vins, etc. Plin., Hist. natur., lib. 34, nº 8.

²⁾ Tacit., De mor. German., xvi, nos 18 et 14.

Si, de ces aspects extérieurs de la vie matérielle, on passe à ce qui fait l'essence même de la vie intime des peuples, à la constitution de la famille, on trouve encore de grandes différences entre les coutumes germaniques et les coutumes celtiques.

Chez les Celtes, le pouvoir du père de famille est illimité; il a le droit de vie et de mort sur ses enfants comme sur sa femme (1). Les parents cherchent à inspirer à leurs enfants une sorte de terreur; ils ne leur permettent pas de les aborder en public avant qu'ils aient l'âge de porter les armes. Ils ont le droit de les réduire en esclavage, ce qui semble être la conséquence du droit de vie et de mort.

La puissance paternelle n'était certainement pas aussi absolue chez les Germains (2). On trouve cependant chez eux des exemples d'enfants vendus par leurs pères (3), et même par des mères devenues veuves. Mais, d'une part, cette vente n'avait pu avoir lieu que pour des enfants au-dessous de douze ans, âge auquel la loi leur accordait une sorte d'émancipation; d'une autre part, le recueil des Gragàs, cette vieille loi de la Scandinavie, pure de toute influence étrangère, nous fait connaître que ce droit de vente n'était, en réalité, exercé que dans certains cas, tels que celui où le père insolvable livrait son fils en son lieu et place à son créancier, dont il aurait été réduit, sans cette substitu-

⁽¹⁾ Cæs., Comment., lib. vi.

⁽²⁾ Heinecc., Element. jur. German., et Pardessus, Loi sal. p. 455, 3º dissertation.

⁽³⁾ Capitul., lib. x1, c. 4, et Vie de S. Julien, dans Labbe, Biblioth, manuscr., tom. 2, pag. 575.

tion, à devenir lui-même l'esclave (1). Le silence cautres lois germaniques à cet égard nous autorise fonder sur ce texte la conjecture de la nécessité quelque motif semblable, pour rendre raison de cet a rigoureux de la puissance paternelle.

En Germanie, le père avait sur ses enfants droit appelé mundium (Mund), qui différait, dans sessence, de la paterna potestas des Romains. mundium engendrait les devoirs de la responsabilité côté des droits de la puissance. Il impliquait une réprocité dont l'idée était étrangère au Jus Quiritiu D'autres différences essentielles apparaissent enc dans la constitution de la famille chez les races celtiet germanique.

On peut comparer la famille celtique au cercle trace le jet d'une pierre sur la surface des eaux d lac. Ce cercle va s'agrandissant toujours, jusqu'à que l'on perde de vue ses lignes extrêmes. De mé dans la Bretagne, la principauté de Galles, l'Ecosse l'Irlande, qui gardent encore, après tant de siècles, traces de leur origine celtique, les liens de consant nité, s'étendant indéfiniment sans se rompre pend une longue suite de générations, produisirent le qui a égalé, souvent même dépassé numériquement tribu arabe ou tartare.

Ainsi, lors du procès d'Orgétorix chez les Helvèt ce chef celte paraît devant le tribunal avec sa fami montant à dix mille hommes, sans compter ses clients Les chroniqueurs de l'Ecosse nous racontent les mêt

⁽¹⁾ Prés. latine des Grag., par Schlegel, p. ccxx11.

⁽²⁾ Cæs., Bell. gall., 1, 4.

choses des chefs de clan de leur pays; là aussi, un Campbell se présentait avec cinq mille hommes devant le tribunal de Glascow ou d'Edimbourg, et l'appareil de ces cortéges nombreux et armés paralysait l'action de la justice (1).

La famille germanique présente un aspect tout différent; elle se compose d'un cercle dont la circonférence ne peut pas s'accroître au-delà de certaines limites fixées par les mœurs ou par les lois (2). Chaque branche collatérale, arrivée à un éloignement déterminé de la souche commune, devient elle-même une souche nouvelle. Mais ordinairement, elle se souviendra de son origine, elle gardera le même culte et même elle continuera d'adorer les mêmes dieux que la branche aînée. Quelquefois, ces branches diverses de la même race s'uniront pour concerter ensemble une expédition guerrière; presque toujours elles s'entendront pour se désendre contre une invasion de territoire; et, suivant que cette réunion de petits cercles formera une fusion plus ou moins intime, une ligue plus ou moins permanente, on l'appellera peuple ou confédération.

Quelques publicistes allemands ont encore admis chez les Germains un groupe naturel intermédiaire entre la samille et le peuple proprement dit : c'est la race Stàmme. Mais cette subdivision est plutôt fondée sur des hypothèses ou sur des inductions scientifiques que

^{(1) «} Un homme, accusé d'un crime, dit un juge et homme d'Etat du xve siècle, se présente fréquemment à la cour de justice devant laquelle il est cité, soutenu par une telle compagnie d'amis armés, qu'on dirait qu'il veut désier les juges et le jury. » (Walter Scott, Histoire d'Ecosse, t. 11, p. 88, traduct. Paris, Gosselin, 1839.)

⁽²⁾ Ces limites étaient ordinairement le septième degré de parenté.

sur des témoignages positifs d'anciens chroniqueurs historiens. Il nous semble d'ailleurs que, du mon où les divers rameaux d'une race germanique, a s'être donné une existence indépendante, se rejoigna pour former une communauté sociale, ils forma véritablement une nation, ou au moins une peupl La similitude du langage leur faisait reconnaître identité d'origine, et c'était là sans doute le prei lien de ces associations qui ont leur racine, non p dans des combinaisons artificielles, mais dans la na même de l'humanité, telle que l'a créée la Provide

Quoi qu'il en soit, la facilité de séparation des fam n'empêchait pas chez les Germains une tendance cohésion sous une autre forme. Si les anneaux de chaîne se détachaient en se multipliant, ils ne tarde pas à se ressouder, et l'unité de la fédération guern remplaçait celle qui résultait du parentage indéfinir agrandi des anciens Celtes.

Il n'en était pas de même chez les Slaves. Ce pe admettait, comme les Germains, le principe qui res gnait l'extension de la famille : mais il ne paraît que rien vînt corriger la dispersion sans cesse renaiss de ses membres, ni qu'aucun point de ralliement offert à leurs colonies flottantes et mutuellement jalo de leur liberté, comme autant de petites républianarchiques.

« Lorsqu'un village slave comptait plusieurs fam de plus de sept membres, et qu'une année se donnait double ou quadruple récolte, il tirait de sein de quoi fonder une colonie. Les vieillards déte naient, d'après les anciennes coutumes, l'emplacer que cette colonie devait occuper. Arrivés sur nouvelles terres, les émigrants attelaient à une charrue un bœuf blanc et un bœuf noir, et le sillon, tracé ainsi autour d'une vaste enceinte, formait la limite légale de l'établissement naissant. La colonie s'appelait Swoboda ou Sloboda, liberté. Il devait y être réservé un bois sacré pour les cérémonies religieuses, aussi bien que pour le Ding ou tribunal, et pour la discussion des affaires publiques en assemblée générale (1). »

On voit, maintenant, comment les Germains ont passé à travers ces tribus patriarcales et agricoles, protégées par leur pauvreté et leur simplicité, sans chercher à les subjuguer ou à les entraîner à leur suite comme des auxiliaires. On comprend également comment le peuple slave, impatient de toute union et de toute autorité centrale, fut si facilement dompté et réduit en servage par les Mongols, nation séroce de l'Asie, et organisée spécialement pour le pillage, la guerre et la conquête.

Chez les Celtes, au contraire, qui résistèrent si longtemps aux Romains, et qui, en Armorique et dans une partie de la Bretagne, ne subirent jamais leur joug, nonseulement la famille tendait indéfiniment à s'accroître, mais elle se fortifiait encore par des institutions qui lui servaient de complément et, pour ainsi dire, d'appendice: je veux parler de la clientelle, sur laquelle César nous a laissé de si curieux détails.

Les clients des chevaliers gaulois (equites) étaient de deux sortes : les soldurii et les ambacti. Les premiers appartenaient à l'ordre de la noblesse ; les seconds, à la classe du peuple. Ces chevaliers avaient toujours,

⁽¹⁾ Cours de Mickiewicz, Revue des Deux-Mondes, du 15 décembre 1843, et Ewers, das alteste Recht der Russen. Hambourg, 1826.

autour d'eux, un nombre de clients proportionné à l'état de leur naissance, ou aux ressources de leur patrimoine (1).

L'espèce de pacte réciproque qui unissait au patron les clients appelés soldurii, rappelle un peu les liens féodaux entre le noble vassal et le suzerain. César nous montre le guerrier Adcantuanus accompagné de six cents de ces soldurii; puis il ajoute: « Telle est la condition « de ces hommes, qu'ils jouissent de tous les biens de « la vie avec ceux auxquels ils se sont consacrés par un « pacte d'amitié. Si leur chef périt de mort violente, ils « partagent son sort, et se tuent de leur propre main. Il « n'est pas arrivé, de mémoire d'homme, qu'un de ceux « qui s'étaient dévoués à un chef par un pacte semblable « ait refusé de mourir aussitôt que ce chef était « mort (2). »

Comme pendant à ce tableau tracé par Jules César, Tacite fait une belle peinture du dévouement des Comites ou compagnons des chefs germains. Si ce dévouement semble avoir quelque chose de moins absolu, de moins imposé, si l'on peut s'exprimer ainsi, que celui des clients gaulois, il n'en est pas moins noble et moins complet. « Ce n'est point une chose honteuse, dit-il, de « faire partie de la suite de ces guerriers, arrivés au « commandement par l'éclat de leur naissance ou de « leurs services personnels. Il règne même dans ces « associations une sorte de hiérarchie, réglée par celui « qui y préside et qui les forme. » Tacite explique

⁽¹⁾ Cars., de Bello gallico, lib. vi, cap. 15.

⁽²⁾ Id., Ibid., l. 111, c. 22. Voir aussi ce qu'il dit de la fidélité des clients de Litavicus. Id., ibid., V11, 40.

encore que le prince ou chef choisit lui-même son cortége, comitatum, parmi les jeunes gens que recommandent à son suffrage une noblesse insigne ou les services signalés de leurs pères. Le comitatus, composé, par chaque chef illustre, pour le temps d'une guerre, ou même, quelquesois, pour la durée de sa vie militaire, avait donc un caractère d'amovibilité qui différait prosondément de la clientelle gauloise : celle-ci, comme la clientelle romaine, était demeurée sujette à une transmission héréditaire. Pour les ambacti (1) cela est évident: on pourrait le contester pour les soldurii, dont le dévouement était plus volontaire et plus libre. Cependant César ne fait pas de distinction entre les uns et les autres. Du reste, la différence entre la clientelle des Celtes et le comitatum des Germains s'explique assez naturellement: elle tient non-seulement à la plus grande extension de la famille chez les Gaulois, mais encore à leur état de civilisation plus avancée. Quand les Germains, si longtemps mobiles et presque nomades, s'installèrent, soit au-delà, soit en deçà du Rhin, leur comitatus finit aussi par se lier à la propriété foncière et par devenir le régime féodal (2), après avoir passé par une série de transformations successives : et, peut-être même, le vasselage devint d'autant plus facile à établir dans les Gaules, qu'il y réveilla ces traditions de la clientelle, à peine effacées par l'occupation des Romains; car nous trouvons

⁽¹⁾ Les Ambactes étaient plébéiens, et les plébéiens étaient, dit César, penè servorum loco. Ils devaient donc être pris dans les terres du chef, parmi les colons, comme les seigneurs du moyen-àge choisissaient des hommes d'armes parmi leurs serfs.

⁽²⁾ Au temps de Tibère, Julius Florus soulève les Trévires; ses troupes étaient en grande partie composées de clients et d'obærati: Vulgus obæratorum aut clientium arma cepit, dit Tacite. Ann., lib. 111, c. 42.

encore des traces de l'existence de ces institutions avaient persisté longtemps après la conquête, au m dans les campagnes.

§ VI.

Du droit criminel et des formes politiques des Gaulois et des Gern d'après les historiens latins. — Du peu d'importance de l'élé celtique pur dans le travail de reconstitution de la société europé

La différence dans le degré de civilisation suffit en pour rendre raison de la différence du système p chez les Celtes et chez les Germains; ceux-ci n'ont encore reconnu que ce qu'ils appellent l'offense pri c'est-à-dire le meurtre et l'assassinat, soit justici du pouvoir social; ils ne le font intervenir que dans cas où les paronts de la victime renoncent au dro vengeance privée, et se contentent d'une compos pécuniaire. Alors c'est par lui que l'exécution à transaction est garantie; et en même temps s'intre peu à peu l'usage de l'amende, fredum, qui est pay l'état, tandis que la composition (Wehrgeld) ou ra de la vendetta, est payée à la famille du mort o l'offensé. C'est ainsi que la justice sociale commen établir ses droits à côté de la justice privée, en atten qu'elle l'écarte et la remplace d'une manière comp

Deux espèces de crimes seulement sont réputés cr sociaux chez les Germains du temps de Tacite, et, co tels, punis de la peine capitale. D'une part, c'e trahison et la désertion à l'ennemi; de l'autre, c'e lâcheté et cette espèce de suicide de la pudeur que lois modernes laissent impuni; on pendait les traîts les transfuges; on noyait dans la boue ou dans la fange des marais les lâches et ceux que l'historien romain appelle corpore in sames (1).

Chez les Gaulois, on ne rencontre rien qui ressemble au Wehrgeld ni au fredum. A la vérité, les criminels d'Etat étaient punis des plus cruels supplices (2); mais il y avait encore des peines assez sévères contre les coupables de crimes privés. Les uns et les autres étaient déférés au tribunal des Druides: les premiers, sur la poursuite de la cité, représentée par les magistrats; les seconds, sur celle de la partie lésée (3). Dans l'un et l'autre cas, l'accusé, avant même d'être jugé, sentait le poids de l'intervention sociale. Il comparaissait chargé de fers (4), et la torture, qui n'était pas usitée chez les Germains, paraît avoir été un moyen d'instruction employé par les Druides (5).

La nature des peines se montre aussi, dans les Gaules, infiniment plus variée qu'elle ne pouvait l'être chez un peuple resté dans la première enfance de la civilisation.

⁽¹⁾ Je crois, avec plusieurs commentateurs de Tacite, que Montesquieu s'est trompé quand il a entendu par là ceux qui se mutilaient, comme le sit Origène dans un accès d'enthousiasme religieux. Il ne saut pas vouloir corriger le texte ni remplacer corpore par torpore. Il s'agit évidemment ici du crime contre nature. La preuve de l'horreur que les Germains attachaient à ce crime peut résulter encore de la sévérité avec laquelle leurs lois punissaient toute allusion injurieuse qui pouvait y ètre faite. La loi 1^{re}, tit. 30, de la loi salique condamne à payer 600 deniers, quiconque aura appelé quelqu'un cinnitum.

⁽²⁾ Cæs., de Bell. gall., lib. v1, c. 44; lib. v11, 4 et 43; lib. v1, 20.

⁽³⁾ Id., ibid., I, 4. A Klimrath, Hist. du droit public et privé de la France, t. 1, p. 196, chez Joubert, 1843.

⁽⁴⁾ Id., ibid., lib. 1, 4.

⁽³⁾ Id., ibid., lib. v1, 19.

Outre la potence et la noyade, les Gaulois avaient encla mutilation, la confiscation, le bannissement, l'amer et l'excommunication, ou l'interdiction des sacrific Cette dernière peine prouvait la puissance de l'élémeligieux et l'influence de l'ordre sacerdotal (1). reste, elle avait quelques rapports avec l'interdiction l'eau et du feu chez les Romains.

L'organisation de la justice est encore réglée to autrement dans les Gaules que dans la Germanie. prépondérance de la théocratie druidique se fait ser d'une manière toute particulière dans les jugements, c bords occidentaux du Rhin jusqu'aux plages de l'Océa Les principes pagorum ne rendent la justice que da de très-petites causes; leur juridiction semble s'amo drir toujours davantage au profit de celle des Druide ce n'est guère plus que ce que nous appelons une jutice municipale.

Tacite peint d'un trait la différence de pouvoir adinistratif, en Germanie, pour les affaires ordinaires pour les plus graves: De minoribus rebus princip consultant, de majoribus, omnes. Puis il parle cette assemblée générale qui ne connaissait que d plus grandes causes, et il nous apprend que, dans le cas très-rares que nous avons mentionnés, où il s'agiss de la peine de mort, cette assemblée seule était comptente pour la prononcer: Licet etiam apud conciliu accusare quoque et discrimen capiti intendere (1 « Aussi, dit M. Pardessus, les Germains avaient po « maxime, comme quelques peuples de l'antiquit

⁽¹⁾ Cæs., de Bello gall. v, v1, v11 et passim.

⁽²⁾ Voir Tac., Mor. germen., x1 et x11.

- « qu'un citoyen ne pouvait être retranché de la société
- « sans la volonté légalement exprimée de cette même
- « société, c'est-à-dire sans une décision de l'assemblée
- « nationale (1) ».

Il en était ainsi, en effet, chez les peuples où l'élément théocratique ne prévalait pas. Il fallait, pour pouvoir prononcer cette terrible peine, ou des juges revêtus d'un caractère particulier par la divinité, ou la réunion générale des hommes libres, représentant la société elle-même.

Du reste, le principe de délégation du pouvoir judiciaire était admis chez les Germains, mais cette délégation, quoique émanant de l'assemblée nationale, était restreinte aux cas qui n'intéressent pas l'Etat, ou, si l'on veut, au cas de crimes privés. C'était au sein de cette assemblée qu'étaient élus les principes qui allaient tenir leurs assises dans les bourgades et les cantons. Là, ces principes ou chefs que les Germains appelaient Grafs, choisissaient cent assesseurs, parmi lesquels un certain nombre leur prêtaient le concours de leurs lumières dans chacune de ces localités (2). C'était dans ces mals particuliers que, dans le cas de meurtre ou d'assassinat prémédité, se réglaient ces compositions pécuniaires, qui se payèrent d'abord, comme dans les temps primitifs

^{1.} Loi salique, dissertat. 9e, p. 566.

Eliguntur in iisdem conciliis et principes, qui jura per pagos ricosque reddant. Centeni singulis ex plebe comites, concilium simul etauctoritas, adsunt. (Tac., de Mor. Germ., x11.) De savants critiques ont pensé que le mot centeni avait été ajouté mal à propos par des copistes au texte de l'auteur. Suivant eux, c'était la totalité des hommes libres, qui formait le tribunal, et le princeps ou graf n'avait point d'influence sur le choix des membres de ce tribunal.

de Rome (1), en troupeaux et en chevaux. Tacite com paraît ces principes aux préteurs romains. L'analogi nous paraîtrait plus exacte avec les grands-juges d'An gleterre allant présider les jurys dans divers comtés Du reste, l'institution anglaise a eu son berceau dan l'institution germanique.

Ces espèces de fédérations de tribus, se constituan en assemblée générale, devaient conduire aux confédérations de peuplades, réunies par des intérêts ou de périls communs. Le système fédératif était plus essentiel la constitution gauloise; il se présente là plus lié et mieurassis, grâce à l'influence de la puissante organisation des Druides répandue sur tout le territoire. La ville centrale de leur confédération était la cité des Carnutes.

Dans chaque cité ou état, il y avait un Vergobret ou Rex, un Brennin ou Dux. L'un et l'autre semblent avoir été également élus pour la vie par les Druides avec l'intervention des magistrats (2).

Chez les Germains, le système sédératif n'était pas une sorme de l'Etat : les consédérations des Francs, des Allemands, etc., étaient, comme nous l'avons dit plus haut, des réunions de samilles ou de tribus provenant de la même race, et se liguant pour désendre le sol natal ou pour envahir le territoire ennemi.

Quant aux constitutions politiques sous lesquelles vivaient les peuples germains, il paraît qu'elles étaient

⁽¹⁾ Voir notre Histoire du droit criminel des peuples ancients chap. 21. Preunia vient de perus, parce que les premières monaist portaient l'empreinte du mouton, dont elles étaient le signe représentatif.

² Convictolitanem, qui per sacerdotes, more civitatis, intermissi magistratibus, caset creatus, potestatem obtinere jussit. (Crs., 1. vii) (. 33.

tantôt monarchiques, tantôt aristocratiques. Le type de ces deux modes divers de gouvernement se retrouve dans la Norwège qui était régie par la forme monarchique, et dans l'Islande qui était une fédération républicaine aristocratique. Nous verrons que la plus grande différence de ces deux régimes était dans le mode d'élection du chef de l'Etat. Ici, c'était le plus digne, choisi par les hommes libres pour un laps de temps limité. Là, c'était l'un des rejetons de la race royale qui recevait dans l'assemblée générale de la nation une sorte d'investiture, et qui était ainsi revêtu d'une souveraineté viagère. A défaut d'une capacité suffisante dans le fils aîné du roi précédent, on prenait un autre membre de la famille. L'hérédité de mâle en mâle ne se fixa comme institution politique que beaucoup plus tard.

Ici doit se clore le parallèle entre les Gaulois et les Germains. Sans doute, on aurait pu le tracer d'une manière plus étendue et plus détaillée; mais pour faire connaître par leurs ressemblances et leurs différences les physionomies de ces deux peuples, il suffisait d'en dessiner les principaux traits.

Nous avons déjà laissé entrevoir que nous n'attachons pas à l'élément gallique une très-grande part d'influence dans la formation de la civilisation européenne ni même de la civilisation française proprement dite. A peine ces lignes étaient-elles écrites, que nous avons trouvé la même opinion exprimée avec cette concision de style et cette sûreté d'aperçus qui caractérisent l'excellent écrivain et le profond publiciste. Voici la citation textuelle de ce paragraphe, qui résume avec tant d'autorité notre propre opinion et qui devrait terminer à cet égard toutes les controverses.

« L'influence de l'élément gaulois a été médiocre; « sans doute, il servit de base au travail successif dont « nous sommes sortis, mais cette base fut molle et sans « résistance. Elle garda mieux ce que Rome lui donna « que ce que sa vieille civilisation avait mis en elle d'ori-« ginal. L'élément gaulois fut donc transfiguré par le « contact romain. Plus tard, l'élément germanique, « ajouté à cette première susion, en a sait une autre « nation, la nation française, nation qui n'est ni gau-« loise ni germanique, qui a son caractère propre, sa « physionomie éminemment distincte, qui ne ressemble « pas plus aux Celtes par les lois, les mœurs et le lan-« gage, que les Français d'aujourd'hui ne ressemblent à « ces Gaulois dont la haute stature inspirait l'effroi aux « Romains. L'élément germanique a été beaucoup plus « actif et beaucoup plus fécond : mais, il ne faut pas s'y « tromper, il ne s'est implanté dans la Gaule qu'à la « condition de s'y modifier..., etc. (1). »

Cependant, si nous faisions une histoire du droit civil français, il y aurait quelque intérêt à suivre le droit romain dans sa transplantation chez les Gaulois, à en étudier curieusement les altérations sur ce sol nouveau, enfin à rechercher la formation de cet élément mixte appelé l'élément gallo-romain. Mais, d'abord, nous ne bornons pas nos regards au peuple français; nous les étendons sur toutes les fations européennes. Or, à ce point de vue, il est hors de doute que le droit germanique doit être placé sur le premier plan dans notre tablea général; car il a eu la plus grande part à la formatio s

⁽¹⁾ Revue de législation, pag. 13, 1848, janvier, article de M. Troplong sur un ouvrage de M. Bonthois, sur les coutumes du bailliss d'Amiens.

définitive de la constitution de l'Europe et même des colonies qui se sont répandues dans le Nouveau-Monde. Il règne aujourd'hui, modifié par le christianisme, et, à divers degrés, par la tradition romaine, depuis la Suède et la Norwége, ses berceaux primitifs, jusqu'aux Etats-Unis et jusque sur les plages de la Nouvelle-Hollande dans l'Océan australien. En présence de cette force d'expansion de la race germanique, il serait absurde de n'accorder à ses institutions primitives qu'une attention secondaire. Ajoutons que nous faisons une histoire du droit criminel, et qu'il faut nous tenir renfermé dans les limites de notre sujet, déjà assez vaste par lui-même.

Nous croyons donc devoir, pour les premiers siècles de l'Europe moderne, concentrer nos efforts sur l'étude des lois et des mœurs germaniques, en constatant ce qu'elles ont dû au mélange de l'élément romain et à

l'insluence de l'Eglise chrétienne.

•			

LIVRE I".

PÉRIODE BARBARE OU PRIMITIVE.

CHAPITRE Ier.

§ Ier.

Des sources germaniques.

Les travaux de la science moderne nous font voir les diverses nations germaines s'asservissant par la conquête tous les peuples du midi de l'Europe, leur imposant leurs mœurs et leur législation barbares, et ne subissant que lentement, difficilement et à divers degrés, la réaction des lumières et des traditions des peuples vaincus, conservées par le clergé chrétien.

Nous aurons donc à reconnaître ce travail d'assimilation qui se fait peu à peu entre les races germaniques et latines, et à suivre ces deux affluents qui coulent longtemps sans se mêler; mais, auparavant, nous devrons remonter aux sources dont ils dérivent; et puisque, dans un ouvrage Précédent, nous avons exploré la source latine dans Rome même, il nous restera à étudier la source germanique au cœur de la Germanie.

Les Germains du midi, ou, si l'on veut, ceux qui conquirent l'Empire romain, nous ont laissé leurs coutumes écrites, mais non dans leurs langues nationales, soit que la rédaction primitive ait eu lieu sur-le-champ en latin, soit que des traductions en aient été faites qui soient seules parvenues jusqu'à nous. On peut en induire qu'elles se sont toutes plus ou moins ressenties du contact avec la civilisation romaine, et que nous ne possédons pas ces monuments dans leur pureté originale.

D'un autre côté, la plupart de ces lois antiques ont conservé, au milieu de leur texte latin, une soule de mots et de tournures barbares, qui témoignent de l'impossibilité où est la langue d'un peuple civilisé de pouvoir exprimer tous les usages d'un peuple qui ne l'est pas.

Cependant, les rédacteurs de ces coutumes, en les revêtant d'un costume en grande partie emprunté, ont dû en altérer le fond en même temps que la forme. Les Germains du nord, au contraire, et en particulier les Scandinaves, ce rameau considérable de la race germanique, ont eu un développement qui leur a été propre jusqu'au xII° siècle, et leurs lois nous sont parvenues écrites dans la langue nationale. On n'y trouve aucune trace d'influence romaine, comme chez les Goths, les Francs, etc., ni même d'influence byzantine comme chez les Slavo-Russes. Ces monuments, islandais, suédois, norwégiens et danois, nous offriront par conséquent des veines assez neuves à exploiter; ils nous serviront à compléter l'étude de l'esprit des lois germaniques, dans leur type antique et primordial.

Nous trouverons donc à mettre en œuvre des maténaux abondants, mais confus; et nous ne nous serions pas senti de force à débrouiller ce chaos, si nous n'avions pas pu nous appuyer sur les travaux antérieurs des érudits les plus distingués de l'Allemagne et de la France. Parmi eux, nous citerons Eichhorn, Grimm, Warnkænig, Gaup, Wilda, Birnbaum, Mittermaier, Den Iex et le Danois Schlegel, commentateur des Gragàs; en France, tout le monde connaît les beaux travaux de MM. Thierry, Pardessus, Troplong, Beugnot, Edouard Laboulaye, Guérard, Charles Giraud, Laferrière, etc. Il en est d'autres encore que nous pourrions nommer, et que nous citerons dans le cours de cet ouvrage.

À l'aide de ces savants auxiliaires, nous chercherons à discerner les phases diverses de progrès par lesquelles ont passé les peuples germaniques pour parvenir à cette demi-civilisation où les trouva le christianisme, qui leur tendit la main pour les élever encore plus haut.

Notre plus grand soin sera donc de coordonner convenablement et de résumer le plus brièvement possible les documents nombreux que nous avons réunis sur l'ère primitive des peuples germaniques. Nous comparerons de temps en temps les coutumes de ces peuples avec celles des nations modernes qui se trouvent aujourd'hui même dans un état de civilisation aussi peu avancé. Nous ferons aussi quelques rapprochements entre leur législation et celle des Slaves. C'est ainsi qu'en prenant les races germaniques pour centre et pour type de nos études, il nous sera possible de donner un aperçu général de l'histoire du droit criminel des principaux peuples modernes jusqu'à l'époque carlovingienne.

1 2.

De la vengeance chez les anciens Germains.

On a, de tout temps, regardé la vieille Germanie comme la terre classique de la vengeance privée (sehde). On aurait tort cependant de n'attribuer cette pratique de la vengeance qu'aux Germains, car elle a certainement existé chez tous les peuples primitifs.

La vengeance paraît n'avoir été en Germanie, dans les temps primitifs, qu'une réaction contre les torts soufferts. A mesure que se formèrent les notions de la communauté, ce germe de l'Etat, cet arbitraire se tempéra peu à peu; au lieu d'abandonner au caprice et aux fureurs de l'offensé l'offenseur, ou si l'on veut le coupable, quelque légère qu'eût été son agression ou son injure, on chercha à empêcher que la vengeance ne dépassât d'une manière trop choquante la lésion éprouvée; puis on arriva peu à peu à établir une proportion à peu près exacte entre le dommage et la réparation.

Les plus anciens textes des lois germaniques donnent dans certains cas de blessures ou d'agression, une autorisation illimitée de vengeance, sans s'inquiéter si la suite de l'exercice de cette vengeance sera une blessure ou un meurtre. « Qu'il tombe maudit et invengée et qu'il n'y ait lieu à aucune punition, soit qu'on le

« blesse, soit qu'on le tue (1). » C'est aussi le sens de cette formule connue et si souvent usitée dans ces vieilles lois : Faïdam (2) portet, ou qu'on ait partout le droit de guerre contre lui.

Ce n'est qu'à des époques plus tardives, que l'on trouve une prohibition de dépasser une certaine mesure dansl'exercice de la vengeance. Aussi, dans la nouvelle législation de Gulathing, il est établi que sans doute un offensé a le droit de se venger lui-même, puisqu'il ne peut maintenir son droit d'une autre manière; mais que si la vengeance dépasse l'offense (3), il doit donner des dédommagements pour cet excédant, suivant l'appréciation des prudhommes, probi homines. Or, cette idée de proportion exacte à établir finit par conduire d'ordinaire à l'idée de talion; mais le talion paraît avoir répugné aux Germains bien plus qu'aux Orientaux. Le talion (4) procède sans doute d'une notion plus pure de la justice; mais il dégénère aussi trop facilement en représailles froides et féroces, qui, en s'appuyant sur des doctrines exagérées d'intimidation, sont la source de ces tourments rassinés, de ces supplices ingénieux et savants dont l'Orient en particulier a été si cruellement

⁽¹⁾ Wilda, Strafrecht, p. 157.

⁽²⁾ En latin, faida; en allemand, Fehde, guerre ou querelle privée.

⁽³⁾ Magn. Gulath. M. cap. 20, p. 183.

⁽⁴⁾ On ne rencontre guère de traces du talion dans les lois germaniques proprenent dites du temps du paganisme. Ce qu'on trouve plus tard à ce sujet est emprunté aux lois de Moïse. Voir dans l'Histoire du droit de Zopfl, t. 1, p. 178, ce qui est relacif à la législation du roi Alfred.

prodigue. Or, c'était une chose antipathique à l'esprit des Germains, qu'une vengeance exécutée de sang-froic et après coup, contre un homme désarmé et sans désense. Couper un bras ou une jambe sur un billot i son adversaire, le châtrer, l'empoisonner, c'était commettre des crimes honteux, suivant toutes les sources du droit du Nord.

Un autre trait remarquable de la vengeance germanique, c'est qu'elle était incompatible avec la ruse et le mystere. L'Arabe (1) ou l'Italien frappe son ennemi dans l'ombre et dans la solitude. Le Germain attaquait son adversaire à la face du soleil, et s'il n'y avait pas eu de témoin de cette lutte, il devait lui-même publier son meurtre. La loi des Ripuaires contient à ce sujet un passage très-remarquable: elle veut que le meurtrier légitime veille publiquement près du cadavre de sa victime, ou soit en mesure de le produire pendant quarante ou quatorze jours (2). On trouve aussi dans la législation de Bavière que quiconque a tué d'une manière permise un effracteur ou un voleur, doit sur-le-champ le révéler aux voisins de la manière usitée (3). Il semble que l'on voulût par là donner satisfaction à ce besoin de l'âme que l'on appelle honneur dans la langue

⁽¹⁾ Michaelis, Mosaïsches Recht, p. 413.

⁽²⁾ Swivant apparemment que c'était un étranger ou un homme de pays, afin de laisser aux parents le temps d'apprendre la nouvelle t de faire leurs réclamations. (Loi ripuaire 1.xxv11, Si quis hominem...

⁽³⁾ Décret. Tassillon. 11, cap. 1v. Sed tamen ea genera trium hom cidiorum solito signo vicinis suis et his qui adsistunt assignet.

moderne. Il fallait que tout Germain sit connaître à ceux vec lesquels il vivait que l'homicide commis par lui l'était que la juste expiation d'un tort ou d'une offense saite à lui-même ou à ses parents.

Les Gragàs (1), ce recueil de lois islandaises qui, dans sa partie la plus ancienne, reslète si bien l'époque germanique primitive, contient des autorisations expresses d'une vengeance restreinte à certains cas, à certains temps, à certains lieux, mais non limitée dans son intensité. Voici quelques-uns de ces passages les plus remarquables:

« Si un homme a été blessé, il peut se venger, jus
« qu'à la prochaine assemblée générale, de celui qui

« lui a fait cette blessure. Le même droit est accordé à

« ceux qui l'accompagnaient dans le lieu où le fait s'est

» passé, etc. (2). On peut se venger par la mort de ces

« trois mots injurieux : ragan, strothin, sorthin, et

« l'homicide pour ce fait est permis aussi longtemps que

« pour l'attentat à l'honneur des femmes (3). » Et

alleurs: « L'homme se peut venger d'une blessure tant

Il Gragas veut dire oie grise, par allusion, dit-on, à l'oiseau qui prient à la plus grande vieillesse. Voir l'excellente traduction latine que a donnée à Copenhague le professeur Schlegel, accompagnée traduction et d'un glossaire.

^{2,} Gragàs: Wigsl., cap. xIII, v. 11, p. 17.

^[3] Id., ibid., II, p. 147. Ef mathr kallar mann ragan ethr strothin chr sorthin; si un homme en appelle un autre: misérable làche ragan, d'où vient l'anglais uretch), ou prostitué, ou sodomite, etc. Strothin, sututum, sorthin, muliebria passum: c'est le corpore insanis de Tacite, le cinnitus de la loi salique).

- « que la cicatrice n'est pas fermée; ses compagnons ont la
- « même faculté (1). Mais pour de petits coups qui ne
- « laissent point de traces, et qui ne deviennent ni bleus,
- « ni bruns, ni enslés, ils ne peuvent être vengés qu'aux
- « lieu et place et sans.retard (2). »

On pourrait multiplier des citations semblables tirées de ces lois barbares; on y verrait que dans certaines limites de temps et de lieu, le plus haut degré de vengeance, l'homicide, est autorisé pour de simples injures, pour des blessures légères et même pour de certaines infractions faites à la propriété (3). A la vérité, rien de pareil ne se trouve dans les autres lois germaniques; mais c'est qu'elles ne se rapportent pas à un état aussi complet d'enfance sociale.

Or, il fallut bientôt, pour pouvoir se venger avec impunité, prévenir les plaintes des parents du mort en faisant le procès au mort lui-même et en prouvant que les premiers torts venaient de la victime. C'est ainsi que Nial conseilla à Gunarr, qui avait tué quatorze hommes, de les faire exhumer et déclarer impies, parce que ces hommes s'étaient jetés sur lui avec l'intention de le tuer,

⁽¹⁾ Gragàs: Wigsl., II., p. 18, cap. xt.

⁽²⁾ II., 15, cap. 12, Dass. Voyez le Glossaire de Ducange, à la finée 2º vol. des Gragàs, au mot Vettvangi, sur le lieu du combat, en subdois, a Wighralli. Suivant les Gragàs, t. 11, p. 19, on doit entendre par là une portée de sièche, dans la circonférence de l'endroit où le combat a d'abord eu lieu.

⁽³⁾ Quand quelqu'un blesse les troupeaux d'autrui, il est mis sur-lechamp hors la loi. Gragàs, cap. LXXIX. II, p. 123.

lui et son frère (1). Cette autorisation d'enquête contre un homme mort n'est point étrangère au Miroir des Saxons (2), recueil législatif du moyen-âge, tandis que les lois barbares proprement dites n'en contiennent presque aucune trace. Les Gragàs, dont l'histoire de Nial (Nials Saga) semble souvent n'être qu'un commentaire en action, donnent le détail de la marche à suivre dans cette bizarre procédure (3). La plupart des vieilles législations scandinaves contiennent aussi de curieuses prescriptions sur ce point (4).

Voici un passage de l'une d'elles, attribuée au roi Hakon ou Haquin, l'un des rois les plus vénérés de l'antique Norwège:

- « Si quelqu'un trouve un homme chez une des femmes
- (1) Nials Saga, cap. 64, p. 99 et suiv. On peut voir de curieux détails sur la Saga de Nial dans les Lettres sur l'Islande, de Marmier. Nial est une espèce d'Ulysse scandinave. Il a la prudence et la subtilité du héros d'Homère; il l'égale au moins en courage et le dépasse en dureté de cœur. En somme, les mœurs de ces Iliades et de ces Odyssées islandaises sont plus barbares que les mœurs homériques.
- (2) Sachsenspiegel, 1, 69. Nous ferons un examen à part de ce recueil important.
- (3) Grag. Wigsl., cap. 31. 11, p. 62. « L'héritier, dit ce texte, doit procéder par une citation comme pour toute autre affaire : il doit nommer le tribunal devant lequel il assigne, et se servir des citations conformes au droit. Il demandera que l'accusé soit déclaré désacré ou mathème, plainte qui aurait eu pour but de lui ôter la paix s'il avait été vivant. (Nous verrons plus tard en quoi consistaient la paix et la mise hors la paix.)
- (4) Voir aussi Hakon Gulathing, M. 10, p. 16; la loi de West-Gothland, I Man. cap. 1x, p. 14, et 11, cap. xix, p. 127; L. d'Upl. L. Man. cap. 46, p. 171 et L. de Scanie, l. v., cap. 1x. Cette dernière loi dit que si un homme en tue un autre et veut le faire mettre en état d'anathème, il doit produire ses témoins aux 1er, 2° et 3° jours d'audience.

« de sa famille (son épouse, fille, mère ou sœur), i « peut le tuer s'il le veut; mais il doit ensuite raconte « le fait et en dire la cause au premier homme qu'i « rencontrera. Alors il attendra un certain temps qui « l'héritier du mort sasse lui-même circuler tout au « environs la flèche par laquelle le tribunal est convo-« qué pour connaître de l'homicide (1) : si l'héritier ne « le fait pas, il le fera lui-même. Au jour sixé il se « présentera devant le tribunal; là, après avoir déposé « ses armes sur le seuil du sanctuaire, il demanders « la paix suivant les formes ordinaires et produira le « témoignage de l'homme rencontré par lui la première « fois après l'homicide commis. Si l'accès de l'audience « lui est interdit de la part des héritiers du mort par la « force ou la menace, le tribunal, aussi bien que s'il « l'avait entendu lui-même dans sa désense, le procla-« mera en paix lui et ses biens, et, ainsi, l'homicidé « aura été censé avoir perdu la paix, tandis que celui-« là la conservera qui aura commis l'homicide (2). »

Dans ces temps où le pouvoir public se sentait impuissant à réprimer lui-même tous les excès, il encourageait les chess de samille à se saire justice eux-mêmes, en leur offrant de les couvrir de son approbation solennelle après une enquête et un jugement sur la moralité du fait.

⁽¹⁾ Nous reviendrons plus tard sur le tribunal de la stèche circulante.

⁽²⁾ Hakon-Gulathing, M. 10, p. 161. Voir aussi la loi de West-Gothland et la loi de Scanie.

Il y a plus : c'est que toute enquête, 'toute formalité cessaient d'être nécessaires en cas de flagrant délit. Ainsi, entre plusieurs textes que nous pourrions choisir pour prouver que tel était l'esprit de toute législation scandinave, nous en citerons un tiré des lois de l'Ost-Gothland, qui est ainsi conçu : « Si un homme en tue un « autre, et que l'héritier de la victime arrivant sur ces « entrefaites attaque le meurtrier, et l'étende gisant à « côté d'un autre homme (1). »

Enfin plus tard, quand on ne tuait pas l'offenseur ou le voleur en flagrant délit, on était tenu de le garrotter et de l'amener devant la justice sans aucun retard (2).

Nous venons de parler de l'héritier de la victime autorisé à se venger aussitôt et sur place. Cela nous conduit à traiter de la vengeance du sang en particulier, telle qu'elle s'exerçait chez les peuples germains.

La vengeance personnelle était un droit, la vengeance du sang était un devoir. L'une était la réparation d'un tort fait à soi-même; l'autre, l'expiation sacrée de la lésion faite à autrui, d'une lésion que ne pouvait plus

⁽f) L. d'Ost-Gothl., D. cap. 11, p. 46.

^{12;} Si les héritiers de la victime rencontrent le meurtrier et ne le tuent pas immédiatement, ils doivent le conduire au tribunal; ils peuvent lui lier les bras, mais non le mettre aux sers..., à moins que son homicide ne soit évidemment criminel (Ost-Gothl., D. cap. 11, p. 17, et la loi des Bavarois s'exprime ainsi: fur comprehensus judici tradatur, et secundum legem vindictæ subjaceat. Lex Bavar., viii, 8. Déjà on voit le mot vengeance changer de sens et s'entendre de la vindicte sociale ou punition proprement dite.

venger celui-là même qui l'avait soufferte. Sans doute, la famille subissait bien un dommage réel et direct par la perte d'un de ses membres, mais ce n'était déjà plus de l'individualisme que de prendre fait et cause pour cette victime à laquelle l'attachaient les liens du sang : c'était une noble idée de solidarité; dans cette sorte de vengeance, il y avait encore plus de tendresse et de dévouement pour la victime, que de ressentiment et de haine contre le meurtrier.

C'était donc un devoir de cœur; c'était aussi un devoir religieux.

La vengeance était le plaisir des dieux dans l'Olympe des Grecs; elle fut la passion des dieux dans le Walhalla odinique: qu'on lise l'Edda de Sæmund, on y trouve des récits de sang et de meurtre qui font pâlir les traditions helléniques d'Oreste et des Atrides. Sans doute aucun code religieux ne prescrit la vengeance comme une bonne œuvre; mais la poésie épique l'exalte comme un acte héroïque. Tout noble guerrier doit imiter les exemples d'Odin ou de Thor; toute femme de cœur, ceux de Gudruna (1) ou de Chrimhild.

Les Sagas scandinaves de la seconde Edda ont le même caractère, quoique le monde qui en est le théâtre soit presque un monde historique. Voici le récit d'une espèce de miracle qui vient donner à la vengeance le sceau d'une consécration céleste : « Un aveugle de

⁽¹⁾ Gudruna, pour venger ses frères tués par son mari Attila, tue les deux jeunes enfants de ce dernier, et lui fait manger leurs cœurs. C'était une vengeance de sang.

« naissance appelé Asmundr s'en vient à l'All-thing ou « tribunal suprême demander satisfaction à Litingr, « meurtrier de son père. — Litingr la lui refuse. — Si « je n'étais pas aveugle, s'écrie Asmundr, je saurais « bien me venger. — Il rentre dans sa tente, et tout « d'un coup ses yeux s'ouvrent à la lumière. — Que « Dieu soit loué, s'écrie-t-il, je vois ce qu'il veut de « moi! — Il saisit une hache, se précipite sur son « ennemi et le tue. Un instant après, ses yeux se « referment de nouvean et il reste aveugle (1). »

Mais on voit que ce n'est pas un ressentiment personnel, c'est le devoir de la vengeance filiale, qui se trouve ainsi encouragé par l'intervention miraculeuse de la divinité.

Si donc la vengeance du sang n'était pas prescrite par la religion, du moins elle était préconisée par les traditions poétiques et mythologiques qui s'y rattachaient.

Cette espèce de vengeance avait encore un caractère sacré en ce qu'elle se liait au culte pour les morts. Un guerrier allait sur le tombeau de son père jurer d'apaiser ses mânes par le meurtre de son ennemi. « Chez les « Frisons, au moment où on ensevelissait l'homme tué, « et en présence de ceux qui avaient mené le convoi, « l'un des parents donnait trois fois de l'épée nue sur « la tombe en criant: Vraëck! Vraëck! Vraëck! Ven- « geance! Vengeance! Vengeance! Vengeance! Vengeance! »

⁽¹⁾ Marmier, Lettres sur l'Islande, 3° éd., pp. 248-249, extrait de la Nials-Saga.

⁽²⁾ Michelet, Origines du droit, pag. 319 et suivantes. C'est de ce mot qu'est dérive le mot anglais : Wreak, venger, vengeance.

C'était chez les Germains une ignominie en même temps qu'une impiété, de laisser la mort d'un parent inexpiée et impunie. Tant que l'héritier de la victime n'agissait pas contre le meurtrier, on eût regardé comme indécent qu'il s'emparât de la place d'honneur du désunt et qu'il entrât en jouissance de ses biens (1). On es trouve une preuve saisissante dans cette anecdote tirée d'une vieille Saga: « Au moment que Bardr allait s'asseoir 💆 « sur le siège de son frère Hallr, qui avait été tué « depuis quelque temps, sa mère lui donna un soufflet « et lui désendit de s'y asseoir jusqu'à ce qu'il est « vengé son frère. Mais comme la vengeance traina en « longueur, elle lui servit ainsi qu'à son second frère « des pierres au lieu d'aliments: — Vous ne valez « pas davantage et ne méritez pas mieux, leur « dit-elle, puisque vous ne vengez pas la mort de « votre frère, et que vous entachez votre race d'in-« famie (2). »

C'était au plus proche parent qu'appartenait le droit de vengeance, ultio proximi. Quand même le meurtrier était un parent lui-même, cela ne devait pas arrêter la vengeance : il se trouve des exemples de frères qui l'exercent contre des frères, malgré le cri et la révolte

⁽¹⁾ Geyer, dans son Histoire de Suède, et Dahlmann, dans son Histoire de Danemarck, vont jusqu'à dire que le fils du mort était déshérité s'il ne se vengeait pas. Cela est exagéré; mais on voit ce qui a donné lieu à cette inexactitude.

⁽²⁾ Vaindaėla-Saga, cap. 23, et Heidarviyasa Saya, Islendiga-Sogw, 1, p. 273-344.

du cœur, quand cette vengeance est réclamée par le blessé mourant, par sa femme ou par sa mère (1).

La vengeance était un devoir placé sous la protection de la famille. Mais elle-même, représentée par ses chefs, approuvait quelquesois qu'on y dérogeât dans des circonstances exceptionnelles. Dans le chant de l'Edda, intitulé: Grottasaungr, le chant de la grotte, on loue beaucoup celui qui a dédaigné la vengeance contre le meurtrier de son père, parce qu'il l'a trouvé lié et garrotté.

Thorstein le Blanc avait un fils unique qui fut tué par vengeance. L'auteur de ce meurtre fit offrir au malheureux père une indemnité en argent. Voici comment Thorstein repoussa cette proposition: « Je ne veux pas, dit-il, porter mon fils mort dans ma bourse (2). » Quelque temps après, le meurtrier vint se mettre à la discrétion du noble vieillard, qui lui fit grâce de la vie.

C'est un exemple entre beaucoup d'autres que l'on pourrait citer, de ce qu'on appelait en Scandinavie la Siaelf-daemi (3). Dans ce genre de solution donnée à des querelles de famille, le coupable prenait pour juge la partie offensée et acceptait sa décision, si sévère qu'elle

⁽¹⁾ Helga quida hundingsbana. Edda Sæmundi, 1, p. 104-106. Id., ibid., 11, p. 157.

⁽²⁾ Muller, Sag. bibl., t. 1., p. 334. Dahlman's Geschichte von Danemarck, t. 1, p. 166. Grimm's deutsche-Altert, no 647.

⁽³⁾ Wilda, Strafrecht, p. 199. Voir aussi l'exemple d'Ingolph et Leiff condamnés simplement à l'exil par la famille d'Atli, qu'ils avaient tué, et allant peupler l'Islande, par suite de cette sentence à laquelle ils s'empressent de se soumettre. (Hist. de l'Islande par Marmier pour servir d'introduction au Voyage en Islande, publiée par ordre du gouvernement. Arth. Bertrand, 1840, t. 1.)

fût. C'était là, suivant les idées du temps, la plus grande marque d'honneur qu'il pût donner à un ennemi, et celui-ci répondait souvent à cet acte d'abandon et de confiance par la magnanimité et le pardon. Nous pensons que de tels procédés n'étaient pas étrangers à d'autres peuples germaniques (1) : ce qu'il y a de sûr, c'est qu'ils étaient dans les mœurs habituelles et journs-lières des Scandinaves.

Cette générosité de sentiments rendit moins populaire qu'elle ne le fut chez les autres peuples germaniques la rançon du meurtre ou la composition pécuniaire (Wehrgeld). Cette composition ne fut pour ainsi dire qu'une dernière ressource pour empêcher de s'éterniser les querelles. D'après les Gragàs, la vengeance était permise pendant un an et un jour : 1° au plus proche héritier

⁽¹⁾ On retrouve plus tard en Ecosse, non pas le nom de la Siaelfdaemi, mais la chose : on serait en droit de conclure que les Celtes ont connu cet usage aussi bien que les Germains, comme aussi on pourrait dire qu'il y a été apporté par les Danois. « On rapporte que le laird de Mac-Intosh, voulant désarmer la colère du marquis de Huntly contre son clan, vint dans le château de ce dernier co demandant que lui seul fût puni. La marquise de Huntly était seule au château : ayant parlé bas à la femme qui la suivait, elle réposék au chef suppliant : « Mac-Intosh, vous avez si profondément offensé notre famille, qu'elle ne vous pardonnerait pas avant que vous eussies placé votre tête sur le billot. » -- « Je me soumettrai même à cette humiliation, » répondit Mac-Intosh. Il s'agenouilla devant le billet qui servait à tuer les benufs et les moutons pour la consommation des gens et des hôtes du château; il y posa son cou en signe de soumission. Alors l'inexorable marquise fit un signe au cuisinier, qui d'un coup de hache trancha la tête du jeune laird. » (Hist. d'Ecosse, per Watter-Scott, deuxième série, chap. 6.) Cela se passait sous Jacques vi. Cette perfidie aurait été déshonorante chez les Scandinaves.

de la victime; 2º à ceux qui s'étaient trouvés présents au moment de sa mort; 3° aux membres de la famille à l'égard de qui le meurtrier était déclaré anathème. Mais au bout de l'an et jour, le droit de vengeance s'éteignait et il ne restait plus que la voie judiciaire. Alors l'autorisé à la poursuite devait demander à l'Allthing de faire déclarer l'auteur du meurtre hors la loi, ou réclamer une indemnité qui servait de sanction au pardon de l'héritier autorisé à la vengeance. Du reste, su bout d'un certain délai après l'homicide (1), le meurtrier pouvait demander extrajudiciairement (Grid M Trygd [2]) trève ou paix à la famille offensée, et ælle-ci ne devait pas se refuser à entrer en arrangement. Une indemnité était ordinairement débattue et convenue à ce sujet; de sorte que la composition pécuniaire ne imposait pas aux offensés par la force, mais elle entrait peu à peu dans les mœurs comme un biensait brement accepté.

Nous avons fait entrevoir ce que c'était que la paix, la rupture de la paix, la mise hors la loi, etc... Ce furent autant de degrés parcourus par les Germains pour s'élever de la vengeance à la justice sociale. Mais les paix particulières et générales, ainsi que le Tabou et les prohibitions religieuses employées par les Océaniens, les Africains, les Arabes, etc., etc., appartiennent à un

⁽¹⁾ Grag. Vigsl., cap. xv, II, p. 20. Schlegel traduit Vigslodi par ces mots: cædis sequelæ, suites de l'homicide. Vig, homicidium, cædes, vis. 2 Glossaire de Schlegel à la suite des Gragàs, aux mots Grid et Irigd.

ordre d'idées différent que nous allons aborder dans le chapitre suivant. Nous voulons parler de l'action de la théocratie ou de la religion, qui est nécessaire aux peuples pour les élever au-dessus de leur premier état d'enfance sociale.

CHAPITRE II.

DE LA THÉOCRATIE CHEZ LES SCANDINAVES ET CHEZ LES GERMAINS: COMPARAISON AVEC LA THÉOCRATIE CHEZ LES SLAVES.

Nous avons établi dans un autre ouvrage, à la fin de l'Histoire du droit criminel chez les peuples anciens, que la théocratie marque une phase nécessaire par laquelle passent les sociétés humaines pour arriver à la civilisation.

Il vient, en effet, un moment chez les nations barbares où les tendances pacifiantes et compressives finissent par se substituer à l'effusion du sang et à la licence individuelle. La paix sociale s'étend peu à peu sous diverses formes, à l'aide de l'influence religieuse ou sacerdotale; elle se substitue graduellement à la vengeance et à la guerre privée.

Cette réaction doit être ordinairement violente et sanguinaire elle-même, pour rester victorieuse. D'horribles tourments sont infligés au criminel au nom des dieux ou de la cité déifiée.

Le supplice du coupable est censé être un hommage rendu à la divinité; c'est la condamnation en première instance: la condamnation en dernier ressort se dans un autre monde. De là cette pensée, que le s'intéresse à la découverte des délits et des crimes, intervient en quelque sorte lui-même dans la proc criminelle. De là aussi la conséquence que dans théocratie pure, le sacerdoce administre la justic for extérieur est soumis à la même juridiction q for intérieur.

Ce régime a existé, comme nous l'avons vu, manière la plus absolue chez les Indous et che Egyptiens. Il a existé parmi les Perses et s'est su chez les Parsis. Les membres de cette secte rem encore à leurs prêtres, quand cela leur est perm le gouvernement des pays où ils vivent, la punitio crimes commis au sein de leurs familles et decommunauté (1).

A l'occident, les Etrusques et les Druides nous concore l'image d'une théocratie à peu près complé

Ce principe s'affaiblit à Rome et en Grèce. C dant, on trouve encore dans ces républiques antiq pratique des épreuves et celle de la consécra qui placent certains lieux ou certaines personnes la protection spéciale de la divinité (2).

Quant au mahométisme, quoique le calife fût d principe une espèce de pape séculier, et en même

⁽¹⁾ Voir Anquetil Duperron, préface de sa traduction du Avesta.

⁽²⁾ Voir notre Histoire du droit criminel des peuples ancie chapitres de la Grèce et de Rome.

armé du glaive des combats, on ne peut pas dire que ce fût un régime théocratique; il l'est néanmoins devenu quelquefois pour le besoin de certaines peuplades barbares chez lesquelles il s'était implanté originairement par la conquête. Par exemple à Java, la haute justice criminelle appartient aux Pangoulous ou grandsprêtres. Le sacerdoce mahométan, si faible ailleurs, s'est constitué dans cette île en corporation puissante (1).

Nous verrons également une sorte de consécration des personnes et des lieux s'établir chez les mahométans et poser par conséquent une barrière sacrée au meurtre et au vol.

La vieille Germanie connut-elle une théocratie pure, ou seulement une théocratie incomplète, qui ne se serait révélée que par une influence indirecte et par ces institutions religieuses qui doivent toujours entourer le berceau d'un peuple et seconder ses progrès? Ici, il faut distinguer. Le rameau de la race germanique qui se fixe dans le nord de l'Europe y fonde un culte sévère et fortement constitué, qui seul pourra enchaîner l'instinct nomade des tribus voyageuses venues de l'Asie. A l'imitation d'Odin, ce dieu conquérant qu'adorait la Germanie, le roi d'Upsal, grand-pontife lui-même dans son temps (2), était entouré de conseillers-prêtres qui, comme lui, avaient le double droit de juger et d'immoler

⁽¹⁾ Eyriès et Malte-Brun, Abrégé des voyages modernes, t. XIII, p. 135.

⁽²⁾ Ynglinga Saga, cap. 2, 8, 24; et Geyer, Geschichte Schwedens, 100.

des victimes: ce droit appartenait également à tous les chess de race noble. Cependant, il y avait, sous la suprématie du roi d'Upsal, un corps de pontises appelés Drottes ou Drottnars; en dessous de ce premier rang de la hiérarchie, nous trouvons les magiciens, et, enfin, les Scaldes ou chantres sacrés.

Les Drottnars étaient moins des prêtres proprement dits que des juges suprêmes et de race royale odinique, formant dans Upsal un tribunal sacré : c'étaient les Blodgodars qui remplissaient véritablement les fonctions du sacerdoce en égorgeant les victimes humaines et en présidant à tous les sacrifices : ils étaient à peu près aux Drottnars ce que les Eubages étaient aux Druides (1). Or, cette caste fonda son pouvoir, toujours croissant d'âge en âge, sur les sacrifices humains, qui entraînent, a fortiori, la conséquence du droit de vie et de mort des juges-pontifes sur les criminels dont les souillures attirent sur les peuples la colère de la Divinité.

Il paraît que les anciens Scandinaves ne faisaient d'abord que des sacrifices d'animaux à leurs trois principales divinités: Odin, Thor et Frigga, le dieu de la guerre, le dieu des saisons ou du tonnerre, et la déesse de la terre; mais, par la suite, afin de relever le culte du dieu des combats, on fit couler pour lui le sang des hommes. Comme le nombre trois et ses multiples (2)

⁽¹⁾ Dahlmann, Histoire du Danemarck, passim.

⁽²⁾ Les peuples de souches celtique et gauloise vénéraient également le nombre 3. (Voir à ce sujet les Triades galloises.)

passaient pour sacrés, chaque neuvième mois on renouvelait ces cérémonies essentielles du culte qui devaient durer neuf jours. Pendant chacun de ces jours, on immolait neuf victimes vivantes; mais c'était de neuf ans en neuf ans qu'avaient lieu, dans le grand temple d'Upsal, les sacrifices les plus solennels. Alors, en présence du roi, du sénat et des chefs les plus notables, on choisissait, parmi les captifs en temps de guerre et parmi les criminels en temps de paix, neuf personnes pour être immolées (1) sur les autels d'Odin. Les inforunés sur qui tombait ce choix étaient entourés d'honneurs, comblés de présents, et on leur prodiguait des promesses de félicité pour la vie à venir. Quelquefois, de très-hauts personnages, des rois même, étaient désignés pour le sacrifice, car on cherchait les victimes du plus haut prix pour désarmer la colère divine. C'est ainsi que le premier roi de Vermeland fut brûlé en l'honneur d'Odin pour faire cesser une grande disette (2).

De leur côté, les rois saisaient quelquesois des hécatombes de leurs propres sujets ou sacrisiaient leurs propres ensants: ainsi Hakon, roi de Norwège (3), Onnar, roi de Suède (4), sirent immoler leurs ensants

⁽¹⁾ L'évêque Dithmar rapporte dans sa Chronique de Mersebourg que dans ces grandes réunions on égorgeait quelquesois 99 hommes, autant de chevaux et de coqs. 99 est le nombre hiératique, mais ces sacrisces n'étaient pas toujours exécutés au pied de la lettre : ils étaient souvent figuratifs.

^{2,} Wormius, Monum Dan., pag. 26.

^{&#}x27;3, Sax. Grammat., lib. 1.

^{1,} Worm., Ibid., lib. 1.

sur les autels d'Odin, l'un pour obtenir la victoire sur ses ennemis, l'autre pour demander à ce dieu de prolonger sa propre vie. Le pontife qui présidait au sacrifice consacrait solennellement la victime, en disant : Je te dévoue à Odin, dans telle ou telle intention.

Il y avait un puits près du temple d'Upsal où l'on précipitait les personnes consacrées à la terre. Si le corps allait au fond, l'offrande était réputée agréable à la déesse; s'il surnageait, il était rejeté par elle, et on le pendait dans le bois sacré; chaque arbre et chaque feuille de ce bois consacré ainsi par le sang humain étaient regardés comme des choses saintes.

Nous devons aussi remarquer les traditions religieuses relatives au dieu Baldr. Ce dieu est l'idéal de la dou-ceur et de la beauté. Il meurt tué par un autre dieu appelé Hotr qui le frappe sans savoir ce qu'il fait (1).

La théologie scandinave enseignait à ce sujet que Baldr était mort comme holocauste pour justifier le fils de Bor ou Odin qui avait tué le géant Ymir. Il fallait donc en conclure que tout homicide devait être expié par la mort du meurtrier ou d'une victime qui se dévouait en son lieu et place. L'idée sociale de l'expiation, unie à celle de la pénalité et de la solidarité, découlait naturellement de ces dogmes religieux.

Il y avait en Danemarck, en Norwége, en Islande, des temples pareils à celui d'Upsal, des rits et des sacrifices semblables (2).

⁽¹⁾ Dahlmann, Histoire du Danemarck, passim.

⁽²⁾ Les Germains avant le Christianisms, par Ozanam, pag. 28.

En Islande, 39 prêtres rendaient la justice et présidaient aux fonctions sacrées; leurs charges étaient héréditaires, et tout s'accorde, dit M. Ozanam, pour indiquer une caste qui réunit longtemps les deux pouvoirs spirituel et temporel (1).

Ainsi, on peut dire que chez les Scandinaves, le régime théocratique était complétement en vigueur. Ce régime s'était modifié dans les autres races germaniques à mesure que le culte d'Odin, en s'éloignant de son centre, s'était lui-même affaibli. Chez les peuples essentiellement nomades, les rits et les traditions religieuses s'effaçaient bien plus facilement que chez ceux qui transportaient les habitudes sédentaires dans leurs nouvelles demeures. Il y avait un grand attachement à la religion et une théocratie païenne assez puissante parmi ces Germains du nord qui se confédérèrent plus tard sous le nom de Saxons (2); mais il n'en était pas de même des Goths, des Francs et des Suèves (3), qui formèrent si longtemps la flottante avant-garde de la Germanie du côté de l'Empire romain (4). Ces populations, toujours prêtes pour l'invasion, ne bâtissaient pas de temples proprement dits : ils élevaient dans les forêts sacrées des autels

⁽¹⁾ Les Germains avant le Christianisme, par Ozanam, pag. 29. Ils s'appelaient Godi. On prétait serment sur l'anneau qu'ils portaient à leur doigt, et chaque famille leur payait un tribut religieux. (Marmier, Leures sur l'Islande, édit. Charpentier, pag. 101.)

⁽²⁾ Saxons vient de Sax, couteau, glaive. C'était le peuple portant le glaive, le peuple guerrier par excellence.

⁽³⁾ Suèves, de Schireben, flotter, se balancer.

⁽⁴⁾ Ozanam, Germanie avant le Christianisme, pag. 111.

grossiers qu'ils pouvaient enlever avec leurs tente faire voyager au milieu d'eux.

« Or, comme le dit M. Ozanam, l'ancienne cons « tion théocratique ne pouvait plus maîtriser l'in « tuosité d'une race conquérante et victorieuse « voit les prêtres gagnés par les mœurs violentes « guerriers : les fonctions de ces deux castes s'inter « tissent et se confondent. »

En dehors de la race germanique, les Slaves pré tent à peu près le même phénomène. A Kiew Nowogorod, des temples immenses étaient consacr Péroun, le dieu tonnant, le dieu vengeur du crime. idole, étincelante de rubis et d'escarboucles, ava tête d'argent, les oreilles et les moustaches d'or, jambes de fer, le corps d'un bois dur et incorrupti et tenait une pierre taillée en forme d'éclair serpent Les prêtres punissaient de mort quiconque coupait bois dans les forêts qui lui étaient consacrées; ils immolaient des victimes choisies dans les troupez souvent parmi les prisonniers ou parmi les Slaves mêmes.

Sviatovit (le dieu du soleil, de la guerre et des n sons) était aussi, chaque année, l'objet d'une fête si dide et sanglante. Le pontife de ce dieu le consultataisant sauter le cheval sacré à travers des lames croisi il lui immolait 300 prisonniers pris à la guerre : lui qui rendait des oracles en son nom et qui inflainsi sur le gouvernement du peuple tout entier.

Si les prêtres dictaient la guerre ou la paix par le

oracles, ils imposaient, à plus forte raison, la paix privée aux individus et aux familles qui poursuivaient la vengeance du sang. Appelé aux pieds de leurs autels, le Slave le plus farouche sentait sa vengeance fléchir; il pardonnait à son ennemi, lui tendait la main droite, et lui remettait, en signe d'amitié et de réconciliation solennelle, une touffe de ses cheveux et une poignée d'herbes (1).

L'association de la royauté et du pontificat se révélait sous des formes visibles et palpables. Tous les lundis, chez les Russes de Nowogorod (2), le roi et le grand-prêtre venaient sièger devant l'autel sacré de Prowé (3) dieu de la justice et de la paix) pour rendre la justice dans l'assemblée du peuple : leurs arrêts semblaient inspirés par Prowé lui-même. Or, le culte que les Slaves rendaient à cette divinité se distinguait par une pureté idéale qui lui était particulière.

En Vagrie, c'était surtout Prowé qui était l'objet d'un culte public : mais ce culte n'était plus ensermé dans les temples bâtis de main d'homme. Au lieu de colonnades sculptées par l'artisan des villes, on se servait des

⁽¹⁾ Karamsin, Histoire de Russie, tom. 1, pag. et note 118.

⁽²⁾ Aussi bien que chez les Dalmates. (Histoire du droit slave, par Alexandre Macieiowski, traduction allemande par Buss; Stuttgard et Leips'g, 1835-6.)

⁽³⁾ Prowé était représenté sous la forme d'un vieillard dont les vêtements formaient des plis nombreux, avec des chaînes sur la poitrine et tenant un couteau à la main. D'un autre côté, le prêtre Holmold, en 1170, renversa un sanctuaire de Prowé ou Pravo; il n'y trouva que les drapeaux des Slaves avec leurs figurines. (Potoski, Voyage dans la Basse-Saxe, pag. 85.)

quatre chênes les plus antiques de la forêt, qu'on tourait d'une clôture en bois; c'est là qu'on offrait sacrisces solennels, c'est là que la justice se ren sous la présidence du grand-prêtre (1).

Chez les tribus slaves, plus sauvages, plus belliquet et plus nomades, on voulut, comme objet du cu quelque chose de plus mobile encore que des au portatifs: on érigea les étendards en dieux supérie qui permettaient de violer les temples et d'outrager idoles des autres peuples. « On vantait la puissance « l'enseigne énorme et bigarrée des Vendes de la Ba que, qui était déposée ordinairement dans le ten « de Sviatovit, et qui fut brûlée avec ce dieu et la ve d'Arcona par Waldemar, roi de Danemarck. On tro « à Rhétra une autre enseigne sacrée : c'était un dra « de cuivre avec une tête de femme et des mains arme « La chronique de Dittmar parle de deux drapeaux sla « reconnus pour de puissantes divinités (2). »

L'inconsistante et monstrueuse idolâtrie de peuplades barbares était admirablement bien représes par ces enseignes aux sigures bizarres, et par drapeaux qu'agitait le caprice des vents.

On comprend aussi ce que devait être une reliç réduite, pour seuls objets de culte, à ces emblèmes combats. C'était, en quelque sorte, la déffication d conquête, des massacres et du pillage. C'est bien là

⁽¹⁾ Karamsin, Histoire de Russie, tom. 1, pag. 137.

⁽²⁾ Histoire philosophique de Russie, par J. Esneaux, tom. 1, 36; Paris, 1828.

l'élément guerrier venait complétement annuler l'élément théocratique qui aspire à régner sur les âmes, et qui, s'il n'exclut pas toujours la force brutale, tend du moins à se la subordonner autant que possible.

Chez les Slaves un peu plus avancés, l'administration de la justice étant, comme nous venons de le dire, une des sormes du culte de Prowé, semblait se lier à une théocratie plus sorte que dans la Scandinavie elle-même: car, à Nowogorod et même dans la Vagrie, le sanctuaire même du dieu était le lieu où siégeait le tribunal, tandis que le Thing (1) des Scandinaves ou le Mâl des Germains n'était qu'une enceinte consacrée, il est vrai, par la religion, mais non pas précisément un sanctuaire ni un temple.

Les Scandinaves ou Germains du Nord avaient quelque chose de plus assis, de plus traditionnel, et par cela même de plus religieux, dans leurs assemblées publiques ou Dings annuels, que les Germains du Midi. En effet, ils entouraient les enceintes de ces assemblées de pierres énormes, qui n'avaient pas été apportées là en un jour, et qui devaient servir à plusieurs générations. En Uplande, les juges ou jurés s'asseyaient sur douze pierres; en Sudermanie, sur treize; la treizième était pour le président (2). En Norwège, il y avait le célèbre cercle de pierres de Thingkreeds, au bailliage de Stavanger. On voit encore aujourd'hui ce cercle, qui a deux

⁽¹⁾ Thing en scandinave, et Ding en vieux germain.

⁽²⁾ Grimm, Deustche Rechts-Althertumer, p. 803.

cents pieds de circonférence et 24 pierres carréquatre pieds de hauteur (1). En Islande, on se spour les Things annuels d'une espèce de cirque na de rochers qui se trouvait dans la partie inférieu l'Hécla et qui s'appelait Thingvalla (vallée du ou Ding). Le rocher ou saillie sur lequel le Log ou homme de la loi récitait chaque année la loi entière pour la rappeler au souvenir du peuple, s'ap le Logberg, roc de la loi, ou roc sacré (2).

Ces sanctuaires législatifs et judiciaires, où se trouvun siège pour le pontife et un autel pour le sacravaient un caractère de sainteté qu'ils empruntaien fois à la majesté des traditions passées, à la gradu présent et à l'espérance d'un avenir indestru comme le roc même de la loi, symbole de la natio et de la constitution du peuple. Le Mâl ou mal Germains ne pouvait avoir ce prestige mysté qu'exercent les souvenirs confus et les espér indéfinies. Ces peuples nomades se rendaient su montagne voisine de leurs tentes et de leurs caban feuillage qu'ils allaient abandonner à la saison proch c'est là qu'était leur Mallberg, et qu'ils allaient leurs assises à l'ombre des tilleuls ou des chênes rameaux étendus (3). Là, l'assemblée avait

⁽¹⁾ Grimm, Deustche Rechts-Althertumer, p. 807.

⁽²⁾ Pendant 200 ans, ce code primitif se perpétua ainsi souvenir et par la parole.

⁽³⁾ Michelet, Origines du droit, p. 301-302. On voit dans la planté sur une colline, où se rassemblent les paysans.

aspect d'une armée délibérante que d'une réunion de égislateurs ou de juges consultant les oracles du ciel. Lependant, Tacite atteste que les prêtres y avaient encore un certain pouvoir, et que leurs décisions étaient quelquefois regardées comme des ordres de la divinité elle-même. « Souvent, dit-il, le peuple choisit un des « siens, le fait combattre avec un prisonnier ennemi; « par l'issue du combat, on juge de quel côté penchera « la fortune (1). » Mais dans cette espèce de jugement de Dieu, le Germain pouvait se passer de l'intervențion des prêtres; il échappait au joug théocratique; il en appelait de tout à l'épée et au marteau (2).

Les prêtres durent alors se contenter de profiter de ces accès de superstition ou de faiblesse pour se créer une influence indirecte au moyen des épreuves judiciaires el de la consécration de certaines personnes et de certaines choses, moyens de procédure et d'ordre public qui se retrouvent généralement à une certaine époque de l'enfance des peuples.

⁽¹⁾ De moribus Germanorum, 10 et 11.

[🔁] Le marteau ou hache d'armes était l'emblème de Thor.

CHAPITRE III.

DE L'UNAGE DU TABOU CHEZ LES NATIONS OCÉANIENNES

Nous avons à examiner, chez des peuples à de sauvages, une forme particulière de la théocratie : sera pour nous une transition qui nous ramènera à ce sorte de consécration des hommes et des choses qui pour effet, chez les Germains, l'institution des diver espèces de paix.

La forme de théocratie dont nous allons pa d'abord est le Tabou des Malais de l'Océanie.

Tabou veut dire sanctification (1). On avait d'abord, que ce mot signifiait prohibition, et qu'i rapportait à une série de prescriptions religieuse sociales sur ce qui était défendu : c'était une erreur.

Dans aucune race humaine, restée attachée à l'ide trie, l'idée de l'action des dieux sur toutes les entrepris sur toutes les pensées des hommes, ne se trouve p marquée que chez les races polynésiennes.

⁽¹⁾ Ceci est principalement extrait d'un petit ouvrage allem intitulé: Dis sudses Volker und das Christenthum; eins ethnograpets che l'intersuchung, von Meinicks, Prenslaw, 1844. J'en dois l'indict à l'obligeance du baron d'Eckatein.

Là, chaque membre des castes élevées se croit, pour ainsi dire, dans un état permanent de possession ou d'inspiration.

Or, c'est là ce qui constitue le Tabou, suivant les idées de ces peuples.

Ou plutôt, à proprement parler, le Tabou est une force essentiellement inhérente à la divinité; cette force que les dieux ont en eux-mêmes, ils la transmettent, quoique à un degré inférieur, à une ou plusieurs classes d'hommes privilégiés. Les hommes de la dernière dasse sont tout à fait dénués du Tabou; cela diminue infiniment leurs moyens d'action, et les paralyse dans me portion de leur existence et de leur puissance. Les femmes sont généralement regardées comme incapables d'être douées du Tabou, ainsi qu'on peut le remarquer dans les îles Marquises, dans celles de la Société, à Havaï, etc. Cependant, il en est autrement à Tonga, dans la Nouvelle-Zélande, où les femmes des gands peuvent, sur certains points, jouir d'un droit de Tabou presque aussi étendu que celui de leurs maris: à Tahiti, quelques femmes de haut rang, seulement, sont placées, sous ce rapport, de pair avec les hommes.

Quant aux choses matérielles, elles sont l'objet de deux grandes divisions; les unes sont Mod ou sacrées, les autres Nod ou de la communauté; celles de la première espèce sont Tabou par elles-mêmes, et doivent être essentiellement considérées comme propriété des dieux ou de la race privilégiée, qui participe à leur pouvoir. Tout ce qui est libre et affranchi de la sanctifi-

cation, et placé en dehors du *Tabou*, est attribué à l'usage commun et individuel de tous les hommes, même de ceux qui appartiennent aux dernières classes de la société.

Cependant le Tabou peut aussi s'étendre sur les choses Noa ou communes à toutes. Elles deviennent Tabou par le seul attouchement de l'homme de ract sacrée, ou par la prise de possession de la force divine. Mais les choses et même les personnes qui deviennent ainsi Tabou d'une manière artificielle et par une sorte de communication indirecte ou d'envahissement prémédité n'y sont pas soumises d'une manière permanente Elles peuvent en être dégagées ou affranchies au moyer de certaines pratiques et cérémonies religieuses dont le race pontificale conserve les formules et les rites par un privilège spécial et exclusif.

La force du Tabou va en diminuant, du haut jusqu'an bas de l'échelle sociale. Les rois la possèdent presque an même degré que les dieux eux-mêmes. Les pontifes el les grands l'exercent ensuite avec un amoindrissement successif, suivant la dégradation des rangs, jusqu'à ce qu'enfin cette force cesse totalement d'exister dans la dernière classe du peuple.

Le Tabou, par cela seul qu'il exclut d'une manière absolue ceux à qui il ne se communique pas, au moins à quelque degré, ferme partout l'entrée des temples as bas peuple, et dans la plupart des îles de l'Océanie, l'toutes les femmes. Il y a aussi des classes en quelque sorte habituellement déshéritées de tout commerce avec

Malais parte d'un tout autre point de vue. Et cependant cette règle d'exclusion a des exceptions touchantes. Le temple peut devenir un asile pour les persécutés; on suppose qu'il émane de l'autel de la divinité une force mystérieuse, un Tabou spécial, qui va s'étendre sur l'abandon et le malheur. Res sacra miser; ce vieil axiome des Latins semble gravé dans le cœur même de l'humanité. Il coexiste avec les institutions religieuses les plus barbares et les plus diverses.

Une des plus bizarres conséquences du Tabou, c'est que dans beaucoup d'îles de l'Océanie, la loi a dû intervenir pour limiter la puissance inouie des rois. En est, il arrivait que lorsque le roi avait touché un objet, cet objet devenait Tabou, c'est-à-dire que l'usage en était interdit à tout autre; il arrivait aussi que quand il entrait dans une maison, tout l'intérieur de la maison, tous les meubles qu'elle contenait, devenaient sa propriété. La loi ou la coutume a donc dû défendre au roi d'entrer dans toute autre demeure que la sienne et lui prescrire de s'isoler le plus possible, pour qu'il n'abusât pas de sa force de communication du Tabou, et pour qu'il ne sinit pas par annuler le droit de propriété chez tout autre que chez lui.

La sanctification ou le *Tabou* des rois et des grands agmente quand ils sont en danger de mort; c'est la divinité elle-même qui visite leur corps et les prépare à l'apothéose. Dès qu'ils sont gravement malades, il semble qu'on attende autour d'eux avec anxiété l'heure de les

honorer comme des dieux. Quand un grand tombe malade à Tahiti, tout le district est fait Tabou par le pontife. Il y règne le silence d'une terreur universelle; les feux sont éteints; nul n'oserait cuire ses aliments, et le district n'est affranchi du Tabou que par l'accomplissement de certains sacrifices accompagnés de prières. Ces cérémonies se font dans le temple avec une grande solennité.

Mais c'est surtout au point de vue pratique et civilisateur, que nous avons à en apprécier l'utilité. Chez cos peuples, essentiellement voleurs parce qu'ils ont peins à sortir de l'espèce de communisme territorial qui est une suite de l'état sauvage, on a beaucoup de peine défendre la propriété de ces outrages incessants et de ces pillages quotidiens qui en rendraient l'usage impos sible et la réglementation administrative tout à fail illusoire. On n'a pu dompter les instincts anti-sociati des Océaniens qu'en protégeant contre eux par le Tabou les instruments de culture, les blés et les récoltes jusqu'à la moisson, les fruits des arbres jusqu'à leur maturité. etc. Quiconque viole le Tabou, homme, femme 🕶 animal, est aussitôt tué. Le père, dans ce cas, met mort son fils, l'époux son épouse. Il sussit que violation soit constatée pour que l'homicide soit se seulement permis, mais loué comme un acte trie religieux.

On comprend aussi quelle protection entoure la personne qui appartient au Tabou à un degré quelconque Cela entraîne, il est vrai, une grande inégalité

bénalités, suivant que la victime d'un meurtre est *Tabou* ou ne l'est pas; mais cette inégalité existe chez tous les peuples qui ne sont pas encore sortis de la phase théocratique.

§ II.

Le Habous et le Heurm des Arabes.

On a cru trouver quelque similitude entre le Tabou des Océaniens et le Habous des Arabes; il n'y en a aucune.

Le Habous (du verbe arabe qui signifie dicare in pios usus rem, dum possessio pristino possessori manet) est l'acte par lequel un musulman, réservant pour lui et ses successeurs qu'il désigne dans un ordre déterminé la jouissance d'une terre ou d'une maison, en assure sur-le-champ la propriété, en cas d'extinction des appelés ou de leur race, à un établissement de pièté, de charité ou d'utilité publique.

Ce mode de substitution de la propriété est encouragé par les marabouts, qui en profitent. C'est d'ailleurs pour les musulmans un moyen de se mettre à l'abri des spoliations du chef de l'islamisme, qui prétend avoir la propriété des biens de tous ses sujets, mais qui n'oserait jamais porter la main sur des objets devenus inviolables par une semblable consécration.

Mais si le *Habous* est un moyen de sécurité pour les propriétaires musulmans à l'égard du pouvoir temporel, on voit qu'il n'a aucun rapport avec le *Tabou*, qui pro-

tége les personnes aussi bien que les propriétés, en le entourant d'une inviolabilité religieuse.

Mais on trouverait peut-être chez les Arabes un autre institution qui aurait plus d'analogie avec le Tabol c'est le Heurm.

Heurm vient d'un verbe arabe qui signifie : prohibere interdire. Ce terme implique donc l'interdiction absolu non-seulement de tuer un homme ou un animal, ma même de porter atteinte à l'existence d'un végét quelconque.

Cette interdiction se renferme dans les limites d'un enceinte spécialement consacrée à cet effet, et que s'appelait *Haram* ou *Harem*.

Ainsi, dans l'enceinte du Haram ou temple de Mecque, on ne pourrait répandre le sang de quelquêtre que ce soit, pas même d'un petit oiseau, et dans terrain qui en dépend et qui fait partie du Haram, on ne couperait pas une branche d'arbre, on ne cueillem pas une fleur.

L'institution du Heurm a existé de temps immémorichez les Arabes. Elle a été adoptée et non créée par l'islamisme.

Ainsi l'an 320 environ avant Mahomet, c'est-à-divers le milieu du troisième siècle de notre ère, det tribus des Ghatafanides, les Banou-Baghiydh et le Banou-Mourrah, voulurent élever un asile à l'imitation du *Hharam* de la Mecque; ce *Hharam* se construist près d'une eau (d'une fontaine), dans un lieu appe Bouss, quand Zohayr, chef des Kalbides, se disposa

l'attaquer. « Il jura que, lui vivant, jamais les Ghatasa-« nides n'auraient de *Hharam*. Il harangua à ce sujet « ses contribules (Arabes de la même tribu), et leur « exposa que la destruction de cet asile serait leur plus

- « beau titre de gloire pour l'avenir.
 - « Il prit les armes et partit. Il était avec les Kalbides
- « seuls contre les Ghatafan. Les Ghatafan furent vaincus.
- « Un de leurs cavaliers s'était réfugié dans le Hharam;
- « Zohayr l'aperçut et dit à un des siens : Tue-moi cet
- « homme. Mais il est inviolable, ici! Par la vie
- « de ton père! réplique vivement Zohayr, je ne connais
- « rien d'inviolable ici; et Zohayr va droit au cava-
- « lier et lui abat la tête.
 - « L'asile fut détruit, etc. (1). »

Il paraît que le Hharam des Ghatafanides n'était pas achevé, ou du moins n'était pas encore consacré par les cérémonies exigées à cet effet. Dès lors, les autres tribus arabes n'étaient pas tenues d'en reconnaître l'inviolabilité.

La religion de Mahomet donna une nouvelle force au Heurm, en régularisa et en étendit l'usage. Le Heurm s'applique maintenant aux mosquées et aux mausolées des Mahrabouts, qui servent de lieux d'asile. Il a donné son nom aux *Harems* ou appartements des femmes, et la violation de ces appartements est considérée comme un sacrilége.

⁽¹⁾ Voyage dans l'Asie Mineure, par Baptistin Poujoulat, tom. 11, pp. 238-239. Paris, Ducollet, 1841.

Le Heurm est donc une protection pour le ma et la faiblesse; il pose des limites à l'abus du po et de la force brutale (4). C'est encore une de ces tutions qui viennent en aide à l'établissement de l' public dans une société naissante, qui habituent la sance matérielle à s'incliner devant la force mora reconnaître la supériorité de la loi sur le fait. Le d'asile et l'intervention des ministres du culte pe d'ailleurs les premières limites à la vengeance du s ce droit absolu des sociétés à demi sauvages. Et les premiers progrès de la civilisation et les comme

⁽¹⁾ Si nous n'avions pas craint de nous laisser entraîner tro de notre sujet, nous aurions parlé ici de l'institution antiq Dakheel, qui, en consacrant les liens de l'hospitalité, va jusqu'. férer à un étranger isolé ou à une faible femme le droit d'arrè coups de la vengeance. « Aucun usage n'est plus religieus " respecté chez les Arabes que celui du Dakheel, écrit un voj « anglais, M. Layard : dans le désert, dire qu'un homme o « tribu a violé le Dakheel, c'est l'injure la plus sanglante qu'on " leur faire... Les relations qui unissent le Dakhal au Dakheel, « à-dire le protégé au protecteur, résultent d'une infinité d « constances dont la principale est d'avoir mangé le pain et « d'un homme ou d'avoir réclamé sa protection, soit en acco « sant certains actes, soit on pronongant certaines formules. Cl « Arabes Shammars, par exemple, on peut faire de son ennemi ou " (vengeur du sang) son Dakheel, si l'on parvient seulement à sa « bout d'une simple corde ou d'un fil, dont l'autre extrémité : « contact avec lui. Si l'on touche la toile d'une tente, ne fût-ce q « bout du bâton qu'on porte, le maître de la tente devient égal-« Dakhoel.... Une femme peut donner le Dakheel à des pers « et à des tentes, quel que soit leur nombre. Un cavaller e « cheval deviennent Dakhala de celui dont ils ont franchi le « L'étranger qui a partagé le repas d'un Shammar peut confé " Dakhoel à l'ennemi de son hôte. " (Revue britannique, août p. 282.)

nents du droit criminel sont toujours dus à la religion et à une théocratie plus ou moins puissante.

Nous verrons sous quelles formes cette loi se produit et se manifeste dans l'ancienne Europe germanique. La diversité de ces formes, suivant la différence du génie des peuples, est un curieux sujet d'études et de méditations pour le philosophe et pour le publiciste.

CHAPITRE IV.

DES DIVERSES ESPÈCES DE PAIX CHEZ LES GERMAINS.

Nous avons montré quelle large place occupaient dan la vie des peuples germaniques la vengeance et la fehd ou guerre privée. On s'efforça, il est vrai, d'en restreindnet d'en régulariser l'exercice. Mais ces dispositions, pa lesquelles le législateur cherchait à neutraliser, à amoin drir la vengeance, en l'opposant en quelque sorte elle-même, ne suffisaient pas à ce besoin de repos qui ressent toute société, quelque peu avancée qu'elle soi dans la civilisation. Ce n'était pas une protection com plète donnée à la sécurité de tous.

Or, la religion et la loi s'unirent pour établir l'ordn public sur de plus solides bases. Odin, ce mystérieur conquérant des contrées hyperboréennes, avait eu pour but principal d'exalter à un haut degré, par les prescriptions de son culte, la soif des combats et l'ardeur de la vengeance. Mais l'élément pacifique avait pourtant été déposé dans sa mythologie, comme un germe destiné à se développer et à fructifier plus tard. Cet élément se trouvait dans les attributs essentiels de la troisième divinité du Walhalla Odinique. C'était Freyr ou Frigga, divinité de la paix (1). Le culte de cette divinité, d'abord négligé pour celui d'Odin, dieu de la guerre, reprit peu à peu chez les Scandinaves plus de crédit et plus d'empire. Ces pirates féroces, la terreur des habitants des bords de la mer, venaient, au retour de leurs expéditions aventureuses, faire fumer l'encens des sacrifices en l'honneur de Freyr; tous les ans, ils l'invoquaient dans des fêtes solennelles pour lui demander d'accorder au peuple et au roi la fécondité de la terre, la paix, et le succès dans la guerre. On retrouve dans Freyr la divinité Nerthus (2), qui était vénérée par les Angles, les Varins et par plusieurs autres peuples du nord de l'Allemagne. « Il y a, dit Tacite, une île de l'Océan du nord où se trouve un bois sacré (3); dans les profondeurs de ce bois, sur un char couvert dont un seul prêtre a le droit de s'approcher, réside cette divinité. Une fois par an, on la tire de l'obscurité de son

⁽¹⁾ Fro, Freyr, Fricco, est représenté avec les formes des deux sexes et les attributs qui font reconnaître le dieu ou la déesse de la fécondation ou de la propagation de l'espèce (Grimm's Deutch Mytholog., p. 26). Tertius est Fricco, pacem voluptatemque largiens mortalibus. Ynglinga saga, cap. 12. Dans ce passage on voit qu'on sait le Dieu de la paix du sexe masculin.

⁽²⁾ Ou Nerthum, suivant d'autres manuscrits. Nerthus, l'être qui dimente (en allemand, nahret, nahrung). Nerthus est une divinité androgyne, ayant absolument les mêmes attributs que l'on donnait à Freyr, ainsi que nous l'avons dit dans la note précédente. Les peuples dont parle Tacite en cet endroit occupaient les contrées que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de Mecklembourg, de Poméranie, de Holstein et de Schleswig.

⁽³⁾ CASTUM nemus, proprement: une foret vierge.

sanctuaire, et on la promène avec respect sur son char attelé de génisses. Ce sont des jours d'allégresse et de sête dans tous les lieux où elle daigne s'arrêter en passant. Elle apaise toute inimitié par sa présence: devant elle tout combat cesse, tout glaive rentre dans le fourreau: chacun ne connaît plus, ne célèbre plus que le repos et la paix....., jusqu'à ce que la déesse, satiguée de son long commerce avec les mortels, soit ramenée par le prêtre dans son sle sombre et sa sorée (1). »

Tels étaient les mythes civilisateurs qui tendaient à adoucir les mœurs de ces brigands des mers du nord, appelés Varins, Angles et Scandinaves. Telle était la religion qui, après avoir déifié la guerre et les orages, s'attachait à déifier la Paix; elle plaçait ainsi, sous la garde du ciel, cette sécurité intérieure qui double, pour une nation, les bienfaits de la paix extérieure, fruit des victoires remportées au dehors.

Le mot de Paix s'entendait donc surtout de la paix intérieure, de l'ordre public : en ce sens, on la regardait comme un don et une faveur des dieux; c'était un titre de gloire pour les rois de la maintenir parmi leurs sujets; pour les peuples, de la faire régner dans leur sein. Qu'on lise le premier prologue de la loi salique, qui remonte au moins au vi° ou au vii° siècle. On y verra que la

⁽¹⁾ Tac., De moribus Germaniæ, 40. Suivant les uns, cette se est l'île de Rugen, dans la mer Baltique; suivant d'autres, ce serait celle de Helgeland (Heiligeland, (le sacrée, (le sainte), près de l'emberchure de l'Elbe.

nation franque n'était pas moins sière de sa sermeté à conserver la paix intérieure que de son intrépidité dans les combats (1). Le petit prologue de la loi salique revue par Charlemagne, lex emendata, développe encore davantage cette idée, et y insiste avec plus de sorce. Noici ce qu'on y lit : « Les Francs, d'accord avec leurs chess, « ont été d'avis, pour conserver parmi eux l'amour de « la paix, de prendre les moyens de couper jusque « dans la racine leurs anciennes querelles, et pour « montrer que, s'ils l'emportaient sur les autres nations « par leur valeur, ils ne l'emportaient pas moins par la « puissante autorité prêtée chez eux à la loi, ils ont « résolu de donner à toute action criminelle un résultat « proportionné à la gravité des délits (2). »

Quand les nations scandinaves furent bien assises sur leur territoire conquis, elles établirent aussi la paix intérieure, mais sous un autre nom. Elles l'appelèrent la consécration de l'homme, Manhaelgi, c'est-à-dire l'inviolabilité de sa personne (3). Ce fut donc la religion

⁽¹⁾ Fortis in arma.... Firma in pacis fœdere.

Placuit atque convenit inter Francos, et eorum proceres et propter servandum inter se pacis studium, omnia incrementa veterum rivarum resecare deberent, et quia cæteris gentibus juxta se positis fruitudinis brachio proeminebant, ita etiam legum auctoritate præcederent, ut juxta qualitatem causarum, sumeret criminalis actio terminum, etc.

⁽³⁾ Manhaelgi, voir les codes norwégiens à ce sujet. Le Manhaelgi pouvait s'entendre de la consécration des personnes à certains objets d'utilité publique, tels que les charrues, les moulins qui ne pouvaient tre saisis, par suite de cette protection particulière, au moins extrajudiciairement, et sans sormalités spéciales.

qui servit d'abord d'égide à l'individu contre toute attaques privées et contre toutes les vengeances per nelles ou héréditaires.

Dans la pratique, la consécration, la paix, le d furent souvent confondus. On maintenait le droi quiconque était dans la paix du peuple. Celui qui vi le droit d'un seul rompait, quant à sa personne paix à l'égard de tous.

Cependant la paix devint l'état normal de tous qui faisaient partie de la même communauté et concouraient aux mêmes sacrifices. Or, cette union et religieuse concourait toujours avec l'unité de De là, une législation particulière pour les étranger étaient légalement en dehors de cette union. Il ne drait pourtant pas croire que l'étranger, ou tout : individu qui n'appartenait pas à la communauté totalement exclu de la paix et livré à tout l'arbit des agressions individuelles. Une partie des bénéfice la paix fut souvent assurée même aux hommes d'une ennemie et méprisée, telle, par exemple, que les j A plus forte raison, les mineurs, les femmes, les se autres indéfendus (wehrlose) n'étaient-ils pas deshé de toute protection légale; mais cette protection n' qu'indirecte : comme ils ne pouvaient ni se garantir mêmes par la force, ni porter plainte en justice, ils ét représentés par le cojouissant de communauté da Mundium duquel ils se trouvaient (1).

⁽¹⁾ Mundium, tutelle, patronage, quasi-puissance paternelle. reviendrons plus tard sur la valeur légale de ce mot.

De plus, tout cojouissant de la communauté pouvait se porter fort pour l'être désarmé et sans désense qui était victime d'une attaque injuste.

Ainsi, la puissance ou la force (1) était, de droit, présumée généreuse; c'était une manière presque sûre de l'amener à le devenir; il paraît, en effet, qu'elle finit par accepter cette tutelle de la faiblesse que lui confiait le vœu de la loi.

On peut remarquer comme un progrès vers l'ordre public la tendance de la loi à traiter avec rigueur le meurtrier qui continuait de braver la douleur de la famille et les menaces de la justice, mais à proclamer une sorte d'indulgence miséricordieuse pour celui qui entrait dans la voie du repentir et de la prière. La société semblait ne pas mieux demander que de se laisser désarmer et de désarmer les familles, même les plus justement intéressées à la vengeance. Aussi, les anciennes lois d'Islande avaient statué que « si « le meurtrier, se faisant assister de témoins, avait « demandé la paix avant le troisième jour écoulé depuis « le meurtre, soit au fils, soit au petit-fils de la victime, « ceux-ci ne devaient pas lui refuser une paix ainsi « demandée d'une manière légale (2). »

Ainsi s'expriment la loi de l'Islande et les Gragàs. Mais, d'après ce qui suit, on voit qu'il s'agit, dans cette

⁽¹ Wilda, p. 226, ouvrage déjà cité. Voir à la fin de ce chapitre comment le roi devenait le tuteur légal, le *Mundburd* de ceux qui nétaient sous le mundium de personne.

⁽²⁾ Grag. Vigsl., t. 11, p. 20, tit. xv.

occasion, d'une trève plutôt que d'une paix totale (1). Du reste, la famille de l'offensé ne pouvait refuser de souscrire à cette proposition de trève, « lorsque le meurtrier « venait à elle escorté de cinq témoins ou assistants de « 12 ans et au-dessus, de 80 ans et au-dessous, « hommes libres et de domiciles connus, tous assez « forts pour protéger leur vie respective, assez riches « pour pourvoir à leurs besoins pécuniaires, tous en « état de porter la pique et lancer le javelot. » — « Je vous choisis, disait-il, pour témoigner à N., « à ses compagnons, amis et parents, que je demande « la sécurité des biens et de la vie pour moi et pour « les miens, afin de pouvoir partir et cheminer sans « aucun risque, dans le but de faire une transaction « bonne et heureuse (2). »

A côté de ce passage, relatif à la paix temporaire, plaçons un extrait du pacte pour la paix permanente (Trygda-Mdl). Dans les termes de ce pacte, où l'on a semblé vouloir renfermer les principaux accidents de la vie des Scandinaves, il y a quelque chose de primitif qui rappelle la naïveté des peintures homériques : « N. et « N. se jurent une foi mutuelle qui sera perpétuelle- « ment gardée, tant que durera le temps et que vivront « les hommes. Que désormais ils soient réconciliés et « ne fassent plus qu'un, soit qu'ils se trouvent sur la « terre ou sur les eaux, sur un navire ou sur des patins,

⁽¹⁾ V. chap. précédent la dissérence entre ces mots Grida, trève, et Trygd, paix.

⁽²⁾ Grag. Vigel., t. 11, p. 20, tit. xv.

- « sur l'Océan ou sur le dos d'un coursier; de sorte que,
- « suivant l'occasion, ils se passent tour à tour la rame
- « ou l'égouttoir, la table ou le banc de rameurs, le
- « couteau ou le morceau de viande, etc. (1). »

Celui qui manquait à une profession de foi aussi solennellement jurée fut, dès les temps les plus reculés, en butte aux malédictions du ciel et de la terre. Quand le Christianisme vint, il substitua ses anathèmes à ceux des vieilles religions, et entoura ainsi le pacte primitif d'une sanction nouvelle. Voici, à cet égard, quelle était la formule de la loi islandaise:

- « S'il se trouve quelqu'un d'assez insensé pour porter
- « atteinte à un accommodement conclu, et pour com-
- « mettre un meurtre après avoir juré la paix, qu'il soit
- « proscrit et marqué de l'anathème céleste; partout où
- « les hommes poursuivent le loup, où les Chrétiens
- « visitent les églises, où les païens font des sacrifices,
- « où les mères donnent le jour à des enfants et où les
- « enfants appellent leurs mères; partout où le feu brûle,
- « où le Finnois patine, où le sapin croît, et où le faucon
- « vole aux jours du printemps quand le vent vient
- « enfler ses deux aîles et l'emporter dans les airs (2). »

Cette poétique énumération ne laisse au proscrit ni un coin sur la terre, ni une place au soleil.

Dans les droits allemands proprement dits, l'atteinte portée à la foi jurée était sévèrement punie; cependant,

⁽¹⁾ Gràg. Vigslodi, 11, p. 166, cap. cx11.

⁽²⁾ Id, ibid. p. 167.

elle n'était pas placée parmi les faits inexpiables, dont le domaine était, d'ailleurs, plus restreint au midi qu'aq nord de la Germanie. Le parjure de celui qui avait promis la paix était donc rachetable avec de l'argent; mais il était puni d'une amende double de celle qui aurait été infligée à une simple vengeance non autorisée (1). Un Capitulaire de Charlemagne se montre plus rigoureux: il condamne celui qui a manqué à la foi jurée à perdre la main (2).

Après avoir ainsi fait connaître les paix conventionnelles et particulières, il nous faudra étudier avec soin les paix *légales*, ou dérivant directement du droit.

Nous distinguerons d'abord la paix générale ou de droit commun, qui était attachée au titre même d'homme libre et de membre de la communauté. Cette paix était protégée par des compositions pécuniaires, payables à l'offensé ou aux parents de l'offensé, et par des amendes (freda), qui revenaient au roi ou au duc, comme représentant le pouvoir public. Ces compositions ou ces amendes étaient simples, quand elles ne faisaient qu'expier l'atteinte portée à la paix commune; elles étaient portées à un taux double, triple, ou plus élevé encore, quand il s'agissait de réprimer la rupture d'une paix supérieure.

Toute paix supérieure impliquait une protection spéciale et plus forte, accordée à quelques personnes, ou

⁽¹⁾ Voir la loi lombarde et en particulier la législation de Rotharis, chap. 143.

⁽²⁾ Capitul. ann. 808, in Throd. Villa, c. 8, p. 133.

bien concédée à tout homme libre dans certains lieux et pendant des temps déterminés. Ces paix supérieures étaient de diverses espèces, et il importe de faire connaître, avec quelque détail, celles qui ont occupé le plus de place dans la vie nationale des anciens Germains. Nous examinerons donc la paix du tribunal (ou Ding) et celle du marché; la paix de l'armée et celle du domicile; la paix des saisons ou des temps consacrés à l'agriculture; la paix des lieux saints ou des églises; et, ensin, la grande paix du roi, qui sinit par absorber toutes ces paix particulières. — L'histoire de ces paix particulières est celle même des progrès de l'ordre public : elle servira à nous expliquer la formation de l'autorité monarchique du moyen-âge, dont la mission a été de saire prévaloir l'intérêt social sur la liberté excessive des individus et sur les priviléges divers des localités.

§ Ier.

De la paix du Ding et de quelques autres paix qui en dérivent.

A l'époque du paganisme, les réunions périodiques de la nation coïncidaient avec les grandes solennités religieuses, telles que celle dont nous avons emprunté la description à Tacite. Ainsi marchaient de front, dans le même temps et le même lieu, les affaires, les sacrifices et les banquets. La divinité elle-même, quoique invisible, était censée résider au milieu de l'assemblée du peuple officiellement réuni, et la sainte paix du ciel, qui y

régnait en souveraine, s'étendait encore, quoique à un degré inférieur, dans tout le reste du pays.

On peut voir dans le Gutalagh, ou la législation de Gothland, une proclamation de paix annuelle qui paraît être un héritage du paganisme, dont le christianisme s'est emparé au profit de l'ordre public. D'après cette législation, la paix sacrée commence quatorze jours après Pâques et cinq jours après la Saint-Jean: elle dure chaque fois dix jours et dix nuits, en commençant et en finissant à l'aurore. Pendant ce temps, quiconque a porté atteinte à la paix d'autrui, soit dans sa personne, soit dans ses biens, perd lui-même la sienne jusqu'à ce qu'il ait payé une forte amende pour se racheter (1).

Quant aux assemblées extraordinaires ou spécialement convoquées, elles ne coïncidaient pas ainsi avec les solennités du culte, mais les consécrations de la religion ne leur manquaient pas. La divinité intervenait partout où le peuple était réuni; on s'efforçait au moins de la faire descendre dans son sein par le sacrifice et la prière; on choisissait de préférence un lieu où elle avait coutume de résider. Le prêtre était chargé de consulter le sort (2) pour savoir si la réunion et le conseil seraient agréables au ciel. Dans les temps les plus anciens, la paix du Ding s'étendait à un certain degré sur le reste du pays; mais son siège principal et vénéré était au lieu de l'assemblée générale. Tous ceux qui en faisaient partie étaient placés sous l'égide de la divinité, et, eus-

⁽¹⁾ Gutal., c. 1x, p. 13, § 11, 5.

⁽²⁾ Tac., de moribus Germanorum, 10.

sent-ils été les objets d'une vengeance autorisée, toute atteinte portée à leurs personnes, au mépris de la loi proclamée, était punie d'une amende double ou triple de ce qu'elle aurait été ailleurs ou dans d'autres temps (1).

Cependant, dans la plupart des législations germaniques, s'efface avec le temps toute trace d'une distinction entre la paix supérieure du lieu où se réunissait le peuple et la paix moins élevée qui était commune à tout le pays. A l'époque de ces assemblées, il n'y a plus qu'une seule et même paix pour toute la contrée qu'elles représentent. La religion chrétienne, en proclamant la paix à part, en ne confondant plus ses fêtes avec celles des Dings et des marchés, ôta aux vieilles prescriptions de la loi-leur vêtement religieux et laissa à nu leur sondement politique. « On doit, dit froidement une « législation germanique (2), conserver à tous les lieux « le repos et l'ordre, mais principalement à ceux où cet « ordre et cette paix ont été placés par nos anciens, etc. » La loi des Frisons étend le bénéfice de la paix du Ding aux hommes même en butte à des vengeances permises (homines faidosi), qui vont au placitum ou qui en reviennent (3). Il y a donc une tendance à se dégager de ces restrictions superstitieuses qui bornaient le siège de la paix à l'enceinte consacrée de l'assemblée ou du tribunal.

Les banquets des Gildes ou associations continuèrent

⁽¹⁾ Gutal., c. xI, p. 14.

⁽²⁾ Wilda, p. 234.

⁽³⁾ Lex Frison. additam.

sous le christianisme à être protégés par la paix c Dieu (1), parce que ces associations se changérent e confréries; mais il n'en fut pas de même des paix d tribunaux ou de marchés: celles-la prirent un caractèr de plus en plus séculier. Cependant, la paix du march garda des vestiges des concessions que le culte chrétic avait dû faire dans les premiers temps pour la cons crer; les marchés s'appelèrent messe, et la plupart d foires prirent le nom du saint patron du lieu où ell s'ouvraient, le jour de la fête de ce saint. Cette sorte paix, d'abord sanctionnée par la religion, devint la ba première de certains petits états politiques. Les camp ments nomades de ces bazars du moyen-âge sirent pla peu à peu à des établissements plus stables ; des maiso solides succédérent aux tentes légères ou aux caban de feuillage; à mesure que les assaires commerciales développèrent et prirent de la consistance, ces maiso se groupérent de manière à fonder de grandes cité Elles conservérent et étendirent sous le nom de pri léges municipaux, de constitutions républicaines, bénéfices des paix primitives des marchés, desquelle on avait oublié le nom et l'origine. De la naquirent l villes hanséatiques de l'Allemagne (2), et quelques rép bliques de la Suisse et de la Hollande.

⁽¹⁾ L. de Henri Ier, c. 81, p. 263. In omni potatione... vel gilde ad quemlibet in hunc modum præparata primo pax Dei et Domiqui inter eos convenerint, pax Dei et Domini, publica prænuntiatic ponenda est, etc.

⁽²⁾ Presque toutes ces villes, telles que Francfort, Hambourg, et ont conservé des foires annuelles.

§ II.

Paix de l'armée.

Cette paix reposait, dans le principe, sur le même sondement que la paix du Ding. L'armée était la nation rassemblée et en marche: elle se metiait sous la protection du Dieu des combats et retirait alors du fond des bois les emblèmes qu'y avait placés le grand pontife. La paix de Dieu l'accompagnait dans son aventureuse migration. Le pontife ou prêtre était l'habitacle mobile de cette paix qui semblait rayonner autour de lui : comme s'il l'avait portée dans son sein, c'était de sa main que partait l'anathème divin qui maudissait et proscrivait, c'était de sa main qu'il saisissait et faisait tomber en sacrifice celui qui avait rompu la paix, frappe comme un profanateur de ce qu'il y avait de plus saint sur la terre (1). Ce n'est qu'en agissant avec une telle énergie sur les esprits d'un peuple esclave de ses passions, que l'on parvenait à faire taire pendant la duée d'une expédition guerrière ces haines de famille à famille toujours bouillonnantes et toujours prêtes è éclater; ce n'est qu'avec de tels moyens, qu'on retenait dans le fourreau des glaives qui ne devaient ètre tirés que contre l'ennemi. Si la discipline n'eût pas élé sanctionnée par cette haute consécration religieuse, Mrait-on pu contenir ces groupes de familles tout armés

⁽¹⁾ Tac., de moribus Germanorum, VII.

pour la guerre étrangère, et si souvent frémissants es présence l'un de l'autre, au souvenir d'un juste et légitime sujet de vengeance? et alors une telle armée n'aurait-elle pas été dissoute avant d'être appelée à combattre?

Cependant vint le Christianisme, qui ne répandait pas le sang sur ses autels et qui était loin de se poser comme le culte de la guerre et des combats. Cette religion de paix et d'amour, non seulement ossrait un contraste complet avec celle d'Odin ou de Mars, mais encore elle rompait sur ce point avec la tradition juive, à laquelle elle se rattachait d'ailleurs par tant d'autres liens; dons le Dieu des chrétiens n'était pas essentiellement le Dies des hatailles, et ce n'était pas sur des faisceaux de lances qu'on songeait à lui dresser des autels. Aussi, chez les peuples convertis à la foi évangélique, on ne trouve plus de victimes immolées à la discipline par un sacerdoes sanguinaire, plus d'union intime entre le culte et le gouvernement des armées. Par suite du changement de religion, il est certain que la direction de la police d des pénalités militaires en Germanie se sécularies subitement. Les ministres du christianisme, qui se substituérent aux prêtres païens, en modifiant leurs rites el en les adaptant à la croyance nouvelle, ont, cette sois. répudié complétement leur héritage. Et cependant l'orde règne autant et plus qu'auparavant dans les rassem blements armés des nations : quelle peut en être cause?

C'est qu'à la place d'un frein de terreur approprié à de certaines circonstances et qu'il sallait serrer d'autant

plus qu'on le relàchait davantage dans la vie ordinaire, la religion chrétienne avait agi sur les âmes par une influence constante, qui prenait l'homme au berceau et le conduisait jusqu'à la tombe. Elle combattait de front ces féroces préjugés des Germains, qui faisaient de la vengeance un droit et un devoir. Le lait divin de sa doctrine s'insinuait doucement dans ces cœurs barbares, et, en leur faisant adopter sa discipline douce et sévère à la fois, elle les façonnait tout naturellement à porter patiemment le joug de la discipline militaire comme de la police sociale.

Dès lors, ce qu'on appela la paix de l'armée consista simplement dans des pénalités plus fortes, appliquées aux infractions de ceux qui faisaient partie d'une expédition guerrière.

Sur ce point, les droits allemands concordent encore avec les législations scandinaves: seulement, ils contiennent des prescriptions plus multipliées; on s'aperçoit que les guerres d'invasion, qui étaient devenues l'élément de leur existence, leur avaient fait mieux apprécier l'importance de la discipline militaire et leur avaient donné une connaissance plus exacte de tous les faits qui pouvaient y porter atteinte. Tantôt ils statuent que chaque fait de violence commis en présence de l'ennemi ou dans une armée en marche doit être puni d'une amende trois ou neuf fois plus forte que l'amende ordinaire; tantôt ils établissent pour de semblables aptures de paix la peine de mort ou la proscription, ou bien ils exigent une composition pécuniaire très-élevée.

qui doit être payée au roi comme rançon d peines (1).

Les lois des Scandinaves ont des prescriptions culières relativement aux crimes et délits comm des vaisseaux armés et préparés pour une c guerrière. Le vol y est puni d'une amende très-fort un tiers est donné à l'individu spécialement lés autre tiers au pilote, et le troisième tiers à l'équi Que s'il a commis sur ce vaisseau une violence gra un meurtre, il doit payer 40 marcs au roi ou met vie à sa discrétion (2).

Le dernier code des Frisons tenta de détermines précision quand commençait la paix de l'armée, ceux qui étaient convoqués par leurs chess à une dition militaire : « elle s'étendait à tout homme « avec ses officiers pour rejoindre ses drapeaux « qu'il avait fait le quart de la route depuis sa m « jusqu'à l'armée (3).

§ III.

Paix du domicile ou du chez soi.

Dans la vieille Germanie, toute maison était un tuaire inviolable pour celui qui l'habitait. Grid, signifiait aussi maison dans les vieilles langues du

⁽¹⁾ Lex salic. emend. 64, § [. L. sax. § [. L. fris. 17, 1. L. ak 26. L. Bajuvar. 2, 4. § 1. Knut's Ges., c. 88, p. 164.

⁽²⁾ Upl. Ges. B. 11; § 1, p. 99.

⁽³⁾ Addit. dans le 19° des 24 codes, relatif à l'Ost-fries. V. l sen, p. 70, et Wilda, p. 241.

La paix de la maison paraît avoir été fondée primitivement sur les religions germaniques et païennes. Près du siège élevé du père de famille, on plaçait les images de la divinité, et parmi les bâtiments qui régnaient autour de la cour de l'homme libre, il y en avait un qui était consacré d'une manière particulière au culte religieux. Plus tard, ce privilège d'un autel domestique disparut quand on bâtit des temples. Mais à cette modification dans le culte survécut l'idée de la consécration de la maison tout entière. Le législateur s'en empara au profit de la sécurité de tous, et il établit des peines très-fortes (1) contre tout acte de rapine et de violence commis dans l'intérieur d'une maison habitée. Quant au meurtre, il était déclaré dans ce cas, suivant les lois scandinaves (2), fait inexpiable, ou du moins le roi ne pouvait accorder de paix au meurtrier, même avec la rançon pécuniaire la plus élevée, qu'avec le consentement des parents de la victime (3).

C'est ainsi que dans ces temps de violences et de brigandages, on cherchait au moins à assurer un refuge à l'homme libre dans ses propres foyers.

Du reste, une certaine sécurité était assurée à l'homme criminel lui-même, non-seulement dans sa propre habitation, mais même dans celle d'un ami qui lui avait donné

⁽¹⁾ La peine d'une triple amende et de triples dommages-intérêts. Voir la loi des Angles, VIII, 7, de Gutal, 12. § 2, etc.

⁽²⁾ L. de Gulath. de Magnus, cap. 3, p. 136. Loi de Séel. d'Erik, liv. 11, 12, p. 72, etc.

⁽³⁾ La loi des Saxons prononçait la mort dans tous les cas, sans qu'on pût la racheter, 111, 4.

Autrement, il fallait laisser s'écouler de certains de se faire assister du magistrat et observer certaines mes pour pouvoir s'emparer du récalcitrant (1). I vrai que le maître de la maison était considéré, par du refuge qu'il avait accordé à un meurtrier, co ayant violé le droit des ôtages (2), c'est-à-dire co ayant enlevé à la société, par le recel d'un proi l'espèce de caution ou de garantie que pouvait lui la répression d'un crime, et ce recel était punis encore, quoique à un moindre degré que le meurtr même.

Enfin, la paix de la maison avait reçu une de extension législative. D'abord, elle avaitété étendue à son territoire : elle embrassait tout l'espace coi dans l'intérieur des palissades ou des haies qui maient l'enclos autour de la maison, et quand avait pas de palissades ni d'enclos, elle régnait ju soixante brasses de la maison elle-même (3). En se lieu, on avait en quelque sorte forcé sa signific première et naturelle, en l'appliquant à toute habit toute station, même temporaire. « Partout où un he « assied sa demeure, dit la loi de l'Ost-Gothland « ce soit sous une tente, dans une cabane de feuil « ou dans un souterrain, et qu'il se soit établi là « son mobilier, celui qui va l'y attaquer comm

⁽¹⁾ Alfred Ges. 1, cap. 38, pag. 52.

⁽²⁾ Ost-Gothi, c. 2, § 2, p. 47.

⁽³⁾ Loi de l'Upland, m. 12, § 1, pag. 142.

« crime d'atroce violence, comme s'il l'avait attaqué « dans sa propre maison. Il en est de même si un « homme s'est établi avec son mobilier sur un vais- « seau (1), etc. » Dans le droit de Scanie, le législateur va plus loin encore; il étend la paix supérieure (2), la paix de la maison, même au champ solitaire où quel-qu'un aura fiché sa lance, élevé son bouclier et posé sa selle pour se préparer une couche et un abri.

Ainsi l'ordre public s'avance pas à pas; grâce aux interprétations ingénieuses et partiales de la loi, il étend sur le vieux domaine de la vengeance et de la guerre privée ses lentes invasions et ses empiétements pacifiques. Du reste, même quand la paix sociale ou la paix du roi aura envahi tout le terrain que s'était réservé la licence sous le nom de liberté, il restera toujours au domicile quelque chose de particulièrement sacré et inviolable; le foyer domestique sera encore considéré comme une espèce de sanctuaire. Ce vestige des anciennes mœurs de la Germanie se produira surtout chez les descendants des Anglo-Saxons et des Anglo-Normands, qui ont gardé avec une si religieuse sidélité, sinon la pureté originale de leur idiôme, du moins la tradition de la plupart des institutions primitives de leur race (3). Encore aujourd'hui l'Anglais se regarde comme un roi

⁽¹⁾ Loi du Jull., II, 82, pag. 174.

⁽²⁾ Sk., v. 3, d'après la traduction latine de Sunesen, v. 19. Cette disposition législative semble avoir eu pour but de prévenir toute surprise contre un homme libre.

⁽³⁾ Et entre autres du jury, qui s'est perdu en Scandinavie pendant qu'il durait et se développait en Angleterre.

dans les murs de sa demeure; c'est pour lui un abri aussi sûr contre l'arbitraire du pouvoir que contre les atteintes du désordre. Au sein de ses foyers, at home, il a droit de résister par la force à toute tentative d'attaque ou d'illégale arrestation. C'est là le plus haut degré de dignité individuelle qui puisse se combiner avec les exigences de l'ordre public.

§ IV.

Paix des saisons et de l'agriculture.

Le législateur, qui s'attacha autant que possible à modifier les mœurs nomades des tribus germaines et à les transformer en habitudes sédentaires et agricoles, dut entourer les travaux des champs, et surtout ceux de labourage, d'une protection toute particulière. Aussi la consécration d'une paix supérieure couvrait le paysan qui tenait le soc de sa charrue (1).

Quiconque portait sur l'agriculteur, ainsi atteint dans l'exercice de ses fonctions, si on peut parler ainsi, une main meurtrière, ne pouvait plus racheter sa vie, suivant la loi du Jutland (2), qu'en payant, en dehors de l'amende ordinaire, 40 marcs à l'héritier de la victime et 40 au roi. D'après la loi de l'Ost-Gothland (3), quiconque molestait ou maltraitait un laboureur ou quelqu'un de ses gens en venant dans sa terre labourée ou dans son

⁽¹⁾ Loi du Jull., 11, 32, p. 174.

⁽²⁾ Loi du Jutl., liv. 3, 22, pag. 332.

⁽³⁾ Loi d'Ost Gothland, v. c. 13, pag. 74.

ré, au printemps ou à l'automne, encourait une amende louble de l'amende ordinaire.

ence les citations judiciaires par lesquelles la paix aurait été rompue à l'égard de l'agriculteur. Il ne fallait pas qu'il fût détourné de ses travaux pendant certaines saisons de l'année, ni qu'on pût saisir ses bestiaux, qui lui étaient alors particulièrement nécessaires. La paix de l'automne, dans l'Ost-Gothland (1), commençait à la fête de Saint-Olaff (le 29 juillet), et durait jusqu'à la fin des moissons et des fenaisons, et la paix du printemps depuis le milieu du carême jusqu'à la Pentecôte. Pendant cette paix, le pouvoir public s'interdisait de mettre en réquisition les bœufs et les chevaux (2): les voleurs de récoltes ou des bestiaux étaient seuls exceptés de la paix des champs et des saisons.

Cette espèce de suspension partielle de la justice, cette interdiction de toute saisie, avait lieu lorsqu'on appelait les propriétaires et hommes libres aux assemblées générales et judiciaires, ou lorsqu'on les convoquait pour une expédition guerrière. Le roi Alfred déclara punissable d'une amende du double (3) toute apture de paix, toute rapine et tout vol commis, soit pendant la marche de l'armée, soit le dimanche, la nuit le Noêl, la fête de Pâques, le Jeudi-Saint, un jour de rocession, tout comme dans le carême du printemps.

⁽¹⁾ Loi d'Ost-Gothland, cap. 22, pag. 210.

⁽²⁾ Gutal., cap. x.

⁽³⁾ Leg. reg. Alfr., cap. xxxvi, § 1, pag. 51.

Ici cette paix des champs, qui, au temps du pagan et dans l'origine de sa création, semble ne pas fondée sur la religion et n'avoir contracté avec elle a lien intime, paraît se mettre en rapport avec le calen chrétien. On dirait que le législateur cherche à mo les vacances de la justice par la double considéra des sêtes religieuses et de la paix des champs. ces jours de fêtes, appelés dies feriati, non-seule toute affaire séculière chômait de plein droit, mais pouvait y avoir aucune poursuite judiciaire, et su on ne pouvait exécuter aucune peine corporelle ni tale. C'est particulièrement à ce dernier trait qu reconnaît l'antagonisme de la religion de Jésus-Chr de celle d'Odin : l'une tolère peut-être de la pai pouvoir temporel l'effusion du sang pour la conserv de la société, mais elle en a horreur dans l'exercic son culte, tandis que l'autre, dans ses plus grandes f croyait d'autant plus honorer ses dieux qu'elle leur molait plus de victimes humaines.

Si donc, dans son origine primitive, la paix des chifut établie séparément de celle des fêtes chrétiences deux paix finirent plus tard par se rapproch coïncider entre elles (1). De là, vinrent nos vacc

⁽¹⁾ La législation séclandaise du roi Eric interdit toute poi judiciaire pendant la paix du Jeudi-Saint, de Pâques, de la Penet de l'automne, 3, 23, pag. 122. La loi d'Upland fait la même diction pour la paix de l'automne (entre la fête de Saint-Olaff e de Saint-Michel), pour les vacances de juillet, et pour la printemps depuis le dimanche judica jusqu'au Jeudi-Saint. d'Upland, cap. 14, pag. 274.) Enfin, parmi les sources de di

judiciaires au moyen-âge, qui prirent le nom des principales fêtes de la catholicité et du pays; on sait qu'en France, avant 1789, la plupart de nos parlements avaient quatre temps fériés: à la Saint-Martin (jusqu'à Noël), à Pâques, à la Pentecôte et à la Notre-Dame d'août.

§ V.

Paix des églises.

peuples païens la pratique du culte nouveau qu'elle travaillait à leur faire adopter; elle voulut leur alléger autant que possible l'immense révolution religieuse qu'elle venait accomplir. Elle admit donc beaucoup d'usages purement extérieurs qu'elle ne faisait que modifier légèrement en apparence, quoiqu'elle en changeât profondément le sens intime en se les appropriant et en les pénétrant de son esprit. Ainsi, là où le zèle de ses premiers apôtres ou de ses premiers néophytes ne renversa pas les temples païens, ces temples furent changés en églisés, et là même où il ne restait que des terrains jadis consacrés aux dieux, on les choisit de préférence pour en faire des emplacements destinés aux édifices du nouveau culte.

Or, Tacite témoigne des atroces pénalités païennes

widi, nous citerons celle des Wisigoths, qui signale ainsi les paix des visons: messivæ seu vindemiales feriæ a XV kalendas augusti usque de kalendas septembris; on y lit aussi: Die dominica neminem liceat vecutione constringi, quia omnes causas religio debet excludere. (Loi Wisigoth., 11, 1, 11.

qui sanctionnaient la haute consécration dont étaient entourés les bois sacrés et les temples. Il s'est conservé des traces de cette législation dans les recueils carlovingiens; le capitulaire de Paderborn débute par cette recommandation: « Que les églises qui sont maintenant « construites en Saxe, et sont consacrées au vrai Dieu, « ne jouissent pas de moins d'honneurs, mais en obtien-« nent de plus excellents encore que ceux accordés « autrefois aux sanctuaires des idoles. » Pour maintenir ces honneurs aux édifices consacrés à Jésus-Christ, on les sit jouir d'une paix supérieure, dont la violation entrafnait des peines très-sévères. Dans les législation où tout crime se rachetait par une rançon, cette rançon était, comme chez les Frisons (1), neuf fois plus fort pour les violences, vols ou meurtres commis dans l'église, que s'ils avaient été commis partout ailleurs. Là où let peines publiques commençaient à être en usage, c'étail la peine de mort, non-seulement pour toute effusion de sang, mais même pour le moindre vol (2). Les législations du Nord déclaraient ces crimes ou délits, commis dans les églises, crimes inexpiables; elles permettaien de tuer impunément celui qui commettait quelque

⁽¹⁾ Qui in curte ducis, in ecclesia, aut in atrio ecclesia homines occiderit, novies weregildum ejus componat et novies fredam partem dominicam. Leg. fris. xv11, § 2. Ad ipsam ecclesiam quas polluit sexaginta solidos componat, ad fiscum aljos sexaginta solido pro fredo solvat, parentibus autem legitimum Weregildum solvet.

⁽²⁾ Qui in ecclesia hominem occiderit, vel aliquid furaverit, mort moristur. Leg. sax. 11, 8. Voir aussi le Capitul. de Paderborn. ans 787, cap. 3.

violence dans ces lieux sacrés (1). Suivant Erik, roi de Séelande, « l'Eglise doit être le chez soi de chaque « chrétien, et si quelqu'un y est tué, ce crime a le « même degré de gravité que s'il avait été assassiné « dans sa propre maison. Aussi l'auteur du fait perd la « paix : de [telle sorte qu'il ne puisse pas même se « racheter par l'amende, et que le roi seul puisse « décider de son sort (2). »

On avait étendu plus loin cette assimilation; la paix de l'église profitait au malfaiteur de la même manière que celle de la maison, c'est-à-dire qu'il ne pouvait être misi ou entraîné au dehors ni par des personnes privées, ni par celles qui n'avaient pas accompli les formalités légales nécessaires à cet effet (3). Mais ceci touche au droit d'asile, dont nous traiterons ailleurs d'une manière spéciale.

La paix de l'église non-seulement s'appliquait à ses dépendances, au cimetière, etc., mais encore elle s'étendait jusque dans un certain rayon fixé par la loi. Dans plusieurs codes, c'était la même paix supérieure; dans d'autres, c'était une paix moindre pour tout ce qui était en dehors de l'église elle-même. Mais ce qui est plus singulier, c'est qu'on admettait, dans quelques législations, des degrés de paix différents, suivant le degré d'importance des églises. Nous en

⁽¹⁾ L. droit de l'Egl. par Arnes. Ec. d'Islandep. Cap. viii. p. 46.

^[2] L. de Séclande du roi Éric. Liv. 11, 11, p. 73.

⁽³⁾ Deer. de Clot. 11, Cap. v1. Pertz, 11, p. 12, et capit. ad. l. Rælie 803, Cap. 3, Pertz, p. 113.

voyons déjà des exemples dans le droit norwégien (1); mais nulle part cette espèce de gradation de rang entre les églises ne se produit avec plus de régularité hiérarchique que dans le droit anglo-saxon (2): c'étaient les principes de l'ordre féodal qui s'étaient d'abord appliqués aux dignitaires de l'ordre ecclésiastique, et qui, ensuite, s'étaient incorporés, en quelque sorte, dans les édifices matériels eux-mêmes. Il y avait un argent de paix, un fredum pour les églises comme pour l'état, et on attribuait, de la sorte, à chacune d'elles une espèce de personnalité.

Ainsi, le législateur commence par admettre le même degré d'inviolabilité pour tous les sanctuaires, parce que le même Dieu y réside; plus tard, le profanateur d'une grande église de ville est réputé plus coupable que celui d'une petite église de village; et ensin les cathédrales sinissent par devenir comme des suzeraines de pierre, qu'on revêt d'une consécration bien plus haute que les églises vassales soumises à leur juridiction.

⁽¹⁾ Droit ecclesiast. composé par l'archevêque Yon en 1270; Possen., t. 2, c. 120, et Wilda, ibid., p. 252.

⁽²⁾ Législat. seclésiast. du roi Knut., cap. 3, p. 160. Les bien, métairies, clos et forêts des églises jouissaient aussi d'immunités qui entrainaient une paix autre et moindre que celle des églises. On distinguait l'infraction à la paix dans l'intérieur d'un clos de celle commise à l'extérieur, ou en pleins champs. Voir sur ce point le capitul. v. c. 279, Walter, 11, p. 887. « Pax ecclesies, dit Ducange, immunitas privilegia quibus illa munitur, que quis infraxit, reus fi fracter paris ecclesies. « Ducange, édit. de 1848. Paris ecclesies (quel Mundburgum vocant) 80 solidorum esto compensatio » Lex Longolerder., lib. 1, tit. 14, cap. 14. Il y avait aussi la paix de la sensial près des reliques d'un saint. Ducange, ibid.

On les place au sommet de l'échelle féodale, dont l'église paroissiale occupe le milieu et au bas de laquelle est reléguée la simple chapelle. Voilà comment l'idée politique empruntée à la constitution du moyen-âge altéra progressivement la pureté de l'idée religieuse qui avait sondé primitivement la paix de l'église.

§ VI.

Paix du roi.

La royauté, cette institution qui a fini par couvrir longtemps l'Europe entière de son ombre, était, dans le principe, un pouvoir faible et mal défini. Pendant la guerre, le roi, qui était en même temps ches d'armée, avait sans doute en cette qualité quelques prérogatives de plus; mais toutes les sois qu'il voulait les étendre, il trouvait de la résistance chez ses siers compagnons d'armes. Quand Clovis réclame le vase de saint Remi en sus de sa part du butin, un guerrier franc s'écrie en frappant ce vase de sa francisque: « Tu ne recevras que ce que te donnera le sort. » Le roi barbare est sorcé de dévorer cet outrage. Et si, un an plus tard, il frappe le soldat arrogant, c'est sous un prétexte d'indiscipline militaire (1).

Comme président de l'assemblée nationale, le roi, thez les peuples qui n'étaient pas en état habituel de migrations ou d'invasions guerrières, avait un pouvoir

⁽¹⁾ Voilà, lui dit Clovis, ce que tuas fait au vase de Soissons. Grég. de Tours, Hist. des Francs, liv. 11.

extrêmement restreint. Le droit de paix et de guerre, regardé aujourd'hui comme un des attributs essentiels de la couronne, même dans les monarchies les plus libres, lui était quelquefois directement dénié. Voici une scène de l'histoire du Nord qui prouve la fière indépendance du Germain ou du Scandinave, en face de la puissance royale.

Oluf Skot-Konungr était un roi de Suède qui avait soutenu sans succès une longue guerre contre le roi de . Norwège, Olof Haraldssohn. Ce dernier cependant désirait la paix, et il avait envoyé des ambassadeurs à Upsala pour faire des propositions à ce sujet. Or, Oluf Skot-Konungr avait avec ses voisins plus d'insolence dans le langage et les prétentions qu'il ne mettait ensuite d'énergie à les soutenir. Les ambassadeurs arrivèrent dans la grande salle d'audience, un peu intimidés par la crainte d'une mauvaise réception. Alors vint le vieux lagmann des paysans, Thorgni. C'était un homme d'une très-haute stature que les ans n'avaient pas encore courbée. Sa barbe blanche descendait jusqu'au-dessus de ses genoux : « Vous vous comportez singulièrement pour de nobles Tignats, dit-il aux ambassadeurs. Quant à moi, simple paysan que je suis, j'ai le privilège d'avoir la parole libre devant le roi : je sais user largement et sièrement de ce privilége. » A ce moment le roi paralt, Thorgni se lève au sein de l'assemblée et demande à parler; Oluf Skot-Konungr, tout courroucé et tout frémissant, déclare qu'il ne laissera personne lui proposer ou lui conseiller la paix. Thorgni réclame et insiste : les

sans assis derrière lui se lèvent et approchent en de; tout le peuple fait entendre un sourd murmure un grand fracas d'armes. En cet instant Thorgni end la parole; il commence par louer l'énergie et les nnes intentions des deux rois précédents: « Quant à ui qui est là maintenant, il voudrait qu'on ne lui dît e ce qui peut lui faire plaisir; tout autre langage cite sa colère. D'un côté, il a laissé sortir de ses mains r insouciance nos anciennes terres tributaires, tandis l'il aspirerait à s'emparer de la Norwége qui n'a jamais partenu à la Suède; de façon que le trouble est partout ins le royaume et l'ordre nulle part. Il faut que tout la ait un terme. En conséquence, nous, paysans, nous valons que toi, roi Oluf, tu fasses la paix avec le roi 3 Norwège et que tu lui donnes en mariage ta fille ngegarde. Veux-tu reconquérir les pays de l'Est qu'ont ossédés tes parents et tes aïeux : nous te suivrons tous. eux-tu au contraire dédaigner nos réclamations: nous omberons sur toi, et nous te tuerons, et nous ne soufrirons pas qu'on nous dénie plus longtemps la paix et a justice. En cela, nos ancêtres nous ont frayé le chemin : ls précipitèrent dans la fontaine, près de Mulathing, tinq rois qui s'étaient montrés pleins d'arrogance pour eux, comme tu le fais à notre égard. Maintenant, disnous brièvement quelle part tu veux choisir. » Aussitôt on entend dans l'assistance un grand choc d'armures et me agitation violente. Le roi se lève à son tour pour parler, et il dit qu'il veut suivre l'exemple des rois de Suède, ses ancêtres, qui ont toujours mis leurs décisions en harmonie avec le vœu populaire. Il déclare en c quence qu'il se range de l'avis du vénérable lagn Alors le bruit s'apaise dans la foule comme les v d'une mer qui se calme.

Voilà quelles étaient les condescendances forcée pouvoir en Suède, au 1x" siècle. Voilà sous que formes sauvages se produisait alors l'opposition pentaire. Ces assemblées nationales, qui faisaier lois ou qui constataient les coutumes, qui décidaie la paix et de la guerre, formaient aussi un tribunal rieur sous le nom de Placité général, de Ding et de que le roi ne faisait que présider.

Mais la royauté, quelque limitée qu'elle fût dan attributions militaires, judiciaires et politiques, occupait pas moins le faite de ces trois sphères d'a sociale. Or, le besoin de discipline, d'ordre et de ju tendait naturellement à l'investir d'une force m toujours plus grande. A l'armée, il fallait, pour va des Romains ou des légions formées à la romaine, obéissance prompte et unanime à une direction uni de la l'autorité de l'imperator conférée au dux c rex; dans l'intérieur, pour prévenir la dissolution nations récemment constituées ou des confédéra formées depuis peu, une sorte de discipline paci était nécessaire comme moyen de façonner à l'ordre esprits accoutumés à une liberté sauvage; enfin, que le faible, l'opprimé ou seulement l'homme cre plus à son bon droit qu'à sa force pût arriver jusq tribunal, sans être arrêté en chemin par la violenc bligé d'avoir recours au roi comme juge supérieur; est lui qui, au nom de la justice nationale, concédait pareil cas des paix privées, ou qui entourait de tranties nouvelles, revêtait d'un caractère plus sacré, es paix particulières déjà accordées par la loi et la putume à certaines personnes et à certains lieux. Aussi droit anglo-saxon dit: « que la paix que le roi donne ou confirme par l'engagement de sa propre main devienne tellement sainte, que la rompre soit un crime inexpiable (1). »

Du reste, en dehors même de cette paix résultant apressément de la promesse du souverain, la paix oyale était une paix éminemment supérieure, liée roprement aux personnes et aux choses qui se mouaient dans l'atmosphère d'inviolabilité de la couronne. Lette espèce de paix tendait à absorber la paix du Ding ou ribunal national qu'elle avait dès l'origine côtoyée de trèsprès; d'un autre côté, elle semblait n'être autre chose que a paix de la maison, régnant au dedans et autour de la lemeure du roi; enfin, à cause de la sainteté de ce domitile vénéré comme un sanctuaire, elle se plaçait à côté de la paix de l'église, de telle sorte que la cour du roi servait de lieu d'asile comme l'église elle-même (2).

La loi des Lombards et celle des Anglo-Saxons punissent de mort quiconque frappe un adversaire de son

^{11.} L. Knut., cap. 11, Leg. barbar., Canciani, tom. 14, p. 300.

^{&#}x27;Z; Leg. Alfr., cap. VII, de iis quœ in aula regia pugnant. Id., ibid., p. 248.

épée dans l'habitation ou le voisinage du roi (1). Cet dernière législation fixe ainsi la distance où s'étend cette paix supérieure : « La paix du roi doit s'étend « depuis la porte du bourg où il demeure, et quat « pas au-delà, jusques à trois milles de longueur, « y ajoutant une largeur de trois acres, de neuf pied « de neuf têtes d'épis et de neuf grains d'orge (2).

La maison même où le roi s'arrêtait pour hoire pa ticipait à cette paix (3); si quelqu'un y commettait délit dans ce moment, il était puni d'une peine doubl Une fois qu'on eut admis que cette paix voyageait, quelque sorte, avec lui, on la sit régner d'abord da la ville, puis dans la province même où il séjournait passant (4). Il semble donc qu'il est de principe génér que ce soit à la présence de la personne du roi que l'e attache cette paix supérieure. Cependant, parmi l législations barbares, il en est une, celle des Bavaroi qui déclare la maison du souverain (du duc) inviolab et sacrée, sur le fondement que c'est la maison de nation (5); et le dernier code de Gulathing (Norwég consacre implicitement la même exception ou extensie au système ordinaire de la paix royale, en prononçant peine capitale contre un meurtre consommé dans château ou sur le navire du roi, quand même le roi!

⁽¹⁾ Leg. Anglo Sax., appendix, cap. v (Canciani, tom. 4, p. 37) et L. Rothar., cap. 36.

⁽²⁾ Leg. Anglo-Sax., appendix, cap. x.

⁽³⁾ Leg. Ælterbirth., 3.

⁽⁴⁾ Magn. Gulath., cap. 1 et L. Skan. v. 7.

⁵ *Leg. Baju*var., 11, 13.

erait absent ou éloigné (1). L'idée abstraite de la syauté, considérée comme représentant le pouvoiretional, perce déjà dans ces dispositions législatives.

Il y avait une paix supérieure distincte de cette paix yale proprement dite : c'était la paix que le roi comuniquait à ceux qu'il déléguait et envoyait hors de la pur pour cause d'affaires publiques (2). Cette commucation était le résultat de la foi donnée en échange du ouvoir reçu.

Quelques publicistes allemands considérent les délénés, officiers, antrustions du roi, etc., comme revêtus 'un droit suprême, plutôt qu'abrités par une paix nyale proprement dite. Cette distinction subtile peut tre fondée en théorie, mais elle n'a pas d'importance ans la pratique; car ce droit supérieur était toujours produit des rapports particuliers de cette classe 'hommes libres avec le roi, et elle les couvrait égaement d'une protection privilégiée (3), en punissant l'amendes et de peines plus fortes toute lésion faite leurs personnes ou à leurs biens. Les effets de ce droit supérieur et ceux de la paix royale étaient donc absolument identiques.

Ces deux principes de droit supérieur et de paix royale tendirent s'unir et à se confondre pour protéger les

⁽¹⁾ L. Gulath. Magn., cap. IV, p. 139.

⁽²⁾ Si quis legatum regis vel ducis occiderit, similiter novies cum componatet fredum, similiter novies ad partem dominicam. L. Frison., IVII, 2.

⁽³⁾ Voir Wilda, ouvrage dèjà cité, p. 261.

indéfendus, wehrlosen. La religion chrétienne vint prendre le manteau royal et l'étendre sur le pauvre, la veuve et l'orphelin délaissés (1). Une fiction touchante de la charité éleva le plus petit et le plus faible au niveau du plus grand, en lui faisant un titre de noblesse de son abandon. Grace à elle, l'enfant sans parents devint le pupille du roi, quand il ne put être celui de personne. Par la suite, cette fiction devint une fiction sociale et s'éleva à d'immenses proportions. Comme gardien supérieur de la paix des petits, le roi finit par être considéré comme le tuteur du peuple tout entier, le Hlaford et le Mundbora des Anglo-Saxons (2), le père du peuple, comme notre Louis xII. Voilà le vrai type primitif de la royauté chrétienne. C'est en vain qu'une certaine science moderne a voulu arracher à nos monarques de France le titre d'affranchisseurs des communes: une science plus profonde ne fait que ramener sur point à la tradition populaire et justifier ce vieux cri de l'opprimé: « Alı! si le roi le savait! »

Dès le commencement du moyen-âge, le roi, protec-

⁽¹⁾ Capit. IV, ann. 806, cap. III. — Ut viduæ et orphani et missipotentes sub Dei defensione et nostro Mundeburde pacem habeant sijustitias eorum acquirant. — Voir aussi la législation d'Edward sigustitias eorum acquirant. — Voir aussi la législation d'Edward sigustitias eorum acquirant. — Voir aussi la législation d'Edward sigustitias eorum acquirant, tom. IV, p. 259), où il est dit que le roi est le représentant du Christ auprès des Chrétiens, la loi de Karl ou Canut, II, xxxvII, qui appelle formellement le roi le patron de étrangers et des faibles, et enfin la loi de Séclande du roi Briz (VI-13), qui étend aux employés représentant le roi l'obligation de secourir les veuves, les orphelins, les pélerins et les étrangers. Le même esprit chrétien anime tous les codes de l'Europe.

⁽²⁾ Schmid, Introduction à la législation des Anglo-Saxons.

ur de l'Eglise, reçoit d'elle une haute mission pour aintenir la paix dans les prescriptions sociales qui nanaient d'elle, comme le respect des temples, bservance des jours saints, etc. De lui émane toute stice, et les grandes assemblées judiciaires jouissent la paix sous son patronage spécial; la levée de l'arse est dans ses attributions, c'est lui qui la mène à la erre et y maintient la discipline : au roi donc se ratche encore la paix de l'armée. Les marchés ou foires, plus tard les villes, qui n'ont été très-souvent que les ites ou cabanes des grands marchés changées en mains, ne peuvent être fondées que par suite d'immunités, franchises accordées expressément par le roi : à lui nc remonte encore la paix des marchés et des villes. roi évoque à son tribunal toutes les grandes causes, ajores causas, et, en particulier, toute affaire où il igit d'effusion de sang. Enfin, la rupture d'une paix périeure est assimilée à la rupture d'une paix du roi, de la sorte, les diverses paix supérieures viennent utes aboutir à la paix royale.

La royauté devint donc à cette époque le centre et le ivot de l'ordre public: en elle se résument tous les rogrès sociaux. Ce fut à l'aide de son action touteuissante que la civilisation se développa pendant dusieurs siècles en Europe. Quelles que soient nos lestinées à venir, sachons, comme historien et comme publiciste, apprécier et reconnaître les services qu'elle rendus dans le passé.

ري يو ده و د د و د ميمير موممد هيريوني 🐧

CHAPITRE V.

PERTE DE LA PAIX, PERTE DU DROIT, ET LEURS CONSÉQUENCES --- COMMENT LES GERMAINS, ET PAUTIGULIÈREMENT LI GERMAINS DU NORD, PARYINRENT A GRÉER UNE SONTE D GRADATION PÉNALE, PAR LE SEUL DÉVELOPPEMENT DE CI INSTITUTIONS NÉRB SUR LEUR PROPRE SOL.

Dans la dureté des mœurs primitives, d'après les lei antiques rappelées dans les Graghs, l'inexpiabilit s'étendait d'abord à tous les crimes proprement dit Los autours de ces crimes, étant considérés commeno rachetables, pouvaient être tués partout et par tous jusqu'à ce qu'ils eussent fui la terre souillée par leu meurtres (1). Leurs biens étaient saisis et confisqués S'ils parvenaient à échapper à la mort, et qu'après plu sieurs années d'exil ils demandassent à recouvrer l paix, ils avaient beaucoup de peine à l'obtenir. Dan l'origine, il paraît que c'était exclusivement de la victim ou des parents de la victime que dépendait ce retour la paix. Au temps de la publication des Gragas, les rep tures de paix commencèrent à être considérées comm

⁽¹⁾ Magn. Gulath., cap. 111. Législation de Norwège. On trouv dans cette législation, le mot Obôtamdl, pour signifier crims inexpi ble; il est employé plus souvent encore que le mot fridbrot, suptu de la paix (en islandais, gridbifot). Wilda Strafrecht, pag. 273.

des dommages d'ordre public. Dans le dernier état des choses, la réintégration dans la paix sociale fut réputée m droit de la communauté ou du pouvoir royal. Il y a, dans ces diverses maximes de la législation, une marche progressive très-marquée.

Les crimes proprement dits, ou faits inexpiables, itaient ceux qui portaient un cachet particulier de perfidie ou d'infamie. C'était, par exemple, la trahison et principalement la trahison envers la patrie, ainsi que le manque de foi envers son souverain, l'homicide commis en violation d'une loi supérieure, surtout de celle de l'église et du Ding; et encore celui commis par vengeance, mais après l'acceptation de l'amende, après la réconciliation solennelle et le serment de paix et sécurité: ensin le meurtre avec guet-apens, l'introduction violente dans le domicile, l'incendie, le viol et le rapt (1).

On rangea plus tard dans un ordre inférieur les crimes qui se rapportaient à la rupture du droit. C'est ce que vous nommerions aujourd'hui, dans la langue pénale de vos codes français, les délits et contraventions.

Cependant, cette distinction entre la rupture de la paix et la rupture du droit est arbitraire et peu ration-velle. Car, comme le dit un publiciste allemand (2), la rupture du droit est la face subjective de l'idée dont la rupture de la paix est la face objective. Mais tout est de convention, dans le langage de la législation et de la science.

¹ Leg. Frostath., et Gragas, passim.

² Wilda, Strafrecht, etc., ouvrage déjà cité, p. 268.

Dans les Capitulaires, on attacha les expression majores et minores causo (1) à ces deux classes verses de crimes, dont l'une entraînait la perte caux, et dont l'autre n'avait pour conséquence qui perte du droit.

Nous allons maintenant entrer dans quelques dét nous montrerons la rudesse native des mœurs d' Germanie du Nord dans les conséquences de la perla paix et de la mise hors la loi, et leur adoucisse progressif dans les modifications successives qui y si apportées.

\$ 1 or.

Le criminel privé de la paix ou mis hors l'était l'Utlaëgi ou l'Utlagr des Scandinaves, l'Utla Anglo-Saxons, l'Out-law des Ecossais (en latin l'gatus). On l'appelait encore en islandais le loup, l'epour signifier qu'exclu de la société des homme était réduit à errer dans les forêts comme une fauve (2). A l'égard de la société, ce n'était pas sirment un enfant abandonné ou déshérité, ni même un

⁽¹⁾ Karol. Missor. Capitul., cap. 3, ann. 887, Pertz, 11, p. 4 Ludov. P. Præcep. pro Hispanis, cap. 11.

⁽²⁾ Lupus etiam proscriptus, quasi qui lupi instar latebras in d locis querero cogitur. Gloss. de l'Edd. de Sæmund, et Glo Gragàs, tom. 11, ad finem. On peut attribuer aux apparitions 1 nes des proscrits les traditions mystérieuses du moyen Age, re ment au type fabuleux du loup-garou. On appela aussi le p Vogel frei (permissus avidus). Grimm, Poésie in Recht, § v1.

endu: la législation le signalait formeliement comme n ennemi du roi et du peuple tout entier (1).

Les monuments de l'ancien droit allemand propreent dit n'offrent pas beaucoup de témoignages primitifs e cet état de choses; cependant, nous en trouvons des aces encore visibles dans notre vieille législation natioale, celle des Francs: « Et d'après les anciennes lois, si quelqu'un a exhumé et dépouillé un cadavre, qu'il soit comme un loup des forêts, vargus sit; qu'il soit proscrit de tout le district, jusqu'à ce que les parents aient obtenu le pardon de la famille du mort et l'autorisation du juge pour qu'il puisse revenir habiter parmi les hommes. Et jusque-là, quiconque lui aura donné le pain ou le couvert, fût-ce même sa femme, sera condamné à 15 sols d'amende (2). » Ce passage important nous ouvre une espèce d'échapée de vue sur tout un ordre de choses qui a évidemnent précédé, même dans la Germanie méridionale, le ystème de pénalité fondé sur l'amende et le Wergeld. In y entrevoit, dans les obscurités du passé, le règne de æprincipe de la perte de la paix ou de la mise hors la bi, dont nous pouvons étudier le plein et entier développement dans les législations de la Scandinavie.

Il est curieux que la loi salique, qui n'a pas gardé d'autre vestige du système de pénalité antique, emprunte

⁽¹⁾ Leg. Reg. Edm. 11, 1 (Canciani, tom. 4, p. 270.)

L. salica emendata. Voir dans l'édit. d'Hérold, la loi et antiqua lege, si corpus jam sepultum, etc. L. VII, v, et Pardessus, Commentaire de la loi salique, note 610 du texte.

à la langue primitive des Germains le mot de Vargracette étrange et caractéristique dénomination du proscrit.

Dans plusieurs droits du Nord, on retrouve la même expression, modifiée seulement par la dissérence des idiômes: les Anglo-Saxons se servaient du mot Vearg; Gavardjan ou Vergian, condamner, est employé par le Goth Ulphilas, et les Capitulaires mêmes se servent de Vargida pour signifier condamnation. Le proscrit qui restait dans son pays était comme le loup dans le sanctuaire, Vargr i veum; on le représentait avec une tête de loup, Weargs ou Wulfes Heafod (1). Le môt anglo-saxon Vrecan, poursuivre, et les mots goths os frisons Vraëc, se venger, et Vracian, vengeance of exil, semblent se rattacher à la même racine (2). L proscription était la vengeance par excellence, la vengeance nationale ou gouvernementale. Plus tard, le proscrit s'appela forbannitus (forban), et le plus grand anathème social fut d'être mis au ban de l'empire.

1º La conséquence première et immédiate de la mise hors la paix, était que chacun pouvait courir sus sus Vargus et le tuer impunément (3).

(2) Voir les dictionnaires de vieux langage germanique de Graff d

autres et Wilda Strafrecht, p. 280.

⁽¹⁾ Grimm's Recht Alt. p. 733.

⁽³⁾ C'est ce qui est très-bien résumé dans ce peu de mots d'un préss danois déjà cité du moyen-âge (Andreas Sunno ou Suncseu): « L'a ipse reus communis pacis expers ab omnibus habeatur, quem lingua patria fredlos appellant. Et tam verbis quam collisione armorum (Vapnatàk [*]) evidenter exprimitur, ut cum cuilibet cum armis invadere sit permissum. » Hafniæ, 1340.

^{(*} Ou Vopnatak, armoium sumptio, Glossaire des Grayhs, ad fin.

2º L'offensé pouvait mettre à prix la tête de celui dont il avait sait décréter la mise hors la paix. On lit dans la Gretti-Saga: « On mit un prix à la tête de Gretti: chacun d'eux sournit trois marcs d'argent. Cela parut à tous quelque chose de nouveau, car jusque-là la plus sorte prime avait été de trois marcs en tout (1). » L'Etat lui-même mettait quelquesois prix les têtes des proscrits, quand un trop grand mbre d'entre eux étaient restés dans le pays, et qu'ils enaçaient la sûreté publique par leurs déprédations. est ce qui arriva en Islande, où les Gragas punissaient la perte de la paix presque tous les crimes, et où nature de la contrée rendait l'expatriation très-difficile. ins le cours d'un hiver rigoureux, et après une famine i avait accru le nombre des pauvres et multiplié les ls et les brigandages, la multitude de ces Out-laws vint telle, que l'existence de la société elle-même rut sérieusement en danger. Alors un Logmadr, pelé Lylulf-Valdergarson, imagina un moyen héroïre et barbare pour se défaire de ces espèces de bêtes es sorêts, poussées à tous les sorsaits par le désespoir l la saim. Sur sa proposition, on mit la tête de chaque roscrit à un prix que la communauté payait par conribution collective, et que chaque membre de cette communauté pouvait gagner individuellement. De plus, but proscrit des bois, Waldyanger, qui n'avait perdu la paix que pour un délit léger (autre que l'assassinat,

^{1.} Greui Saga, cap. 83.

l'incendie et le brigandage, etc.), pouvait se racheter par le meurtre de trois autres proscrits. Ensin, et ced n'était pas la combinaison la moins ingénieuse de cette législation singulière, si un homme jouissant lui-même de la paix tuait un proscrit des bois, il pouvait passer cette action au compte de quelque autre proscrit vivant et non réhabilité, et obtenir ainsi le rachat de ce dernier ou sa réintégration dans la société (1).

Grâce à ces mesures extraordinaires, la chasse aux proscrits fut autorisée comme une véritable chasse aux bêtes fauves, et on parvint à se désaire entièrement de ces ennemis publics.

Les Gragàs avaient démesurément étendu le domaine de la mise hors la paix et les rigueurs qui en étaient les conséquences. Mais plus tard, cette législation islandaise, comme les autres législations du Nord, s'attacha à diminuer pour le proscrit (Skogarmadr, vir sylvæ, ou fridbrotr, pacifragus) les difficultés d'une fuite à l'étranger.

La loi de Norwège punissait avec sévérité l'hospitalité donnée à un proscrit : « Si quelqu'un nourrit un frie « brotr. l'héberge, le nourrit ou le fait évader, qu'il solt « lui-même fridbrotr aussi bien que celui qui a rompa: « la paix (2). »

Dans la plupart des autres droits, la peine imposée

⁽¹⁾ W'ilda Strafrecht, p. 283, et Gragàs, tit. cx1, t. 11, p. 280, d. Landnamasaga, p. 156-159.

⁽²⁾ Cette législation est mentionnée dans la Landamana Sage. et on en trouve les détails dans les Gragus Vigsl., cap. 111, p. 189.

ceux qui donnaient l'hospitalité aux proscrits consistait seulement dans des amendes fort élevées.

Le droit norwégien lui-même se relâchait un peu de ses rigueurs à l'égard de la femme qui héberge son mari fridbrotr: on accordait cinq nuits de délai à sa tendresse, cinq nuits au bout desquelles seulement le proscrit était tenu de la quitter et de prendre le chemin de l'exil. Que si, après ce temps écoulé, elle ne pouvait lui persuader de fuir, elle devait en avertir ses voisins pour ne pas tomber en contravention (1).

Il était également permis aux parents de faciliter la suite du proscrit par des secours limités et précisés par la loi. Ainsi, la faculté leur était donnée d'arrêter les poursuivants en leur présentant la pointe d'une épée, ou de les faire tomber en leur donnant des crocs en jambes; ensin, ils pouvaient fournir au fridbrotr qui cherchait à s'échapper dans les forêts ou sur les eaux, un gouvernail avec des rames, un cheval, un vase et un briquet. Ils pouvaient même l'accompagner jusque sur les limites de la forêt, mais non dans la forêt même. En s'ensonçant eux-mêmes dans les prosondeurs des bois avec le proscrit, en partageant son asile sauvage, ils se seraient assimilés à lui, ils seraient devenus en quelque sorte comme lui loups et bêtes sauves.

Il est remarquable que cette autorisation de faciliter la fuite d'un *fridbrotr* fut étendue aux membres des Gildes pour un confrère *fridbrotr*, mais dans le cas

⁽¹⁾ Hakon Gulath. M. C. 53. Wilda, ibid., p. 287.

soulement où ce fridbrotr aurait tué un étranger à le confrérie, un non congildam (1).

3º Dans les premiers temps, à la perte de la pai se liait la confiscation de la totalité des biens, et cett confiscation s'étendait à la famille même du malfaiteur. O peut voir dans les Gragàs (2) l'espèce de procédure d'en propriation qui avait lieu dans ce cas sur la poursuite d plaignant. Les dettes une fois payées, et le prélèvement fait de ce qui revenait au plaignant comme moye d'expiation ou indemnité, au président de justic comme honoraires de ses fonctions (3), ce qui restai devait être partagé entre les hommes du Thing quavaient prononcé la perte de la paix et ceux qui n'avaien pas pris part au jugement; mais ces derniers devaien employer chacun leur part à soulager les besoins de pauvres, surtout de ceux qui étaient privés de famille et de patronage.

Dans le droit norwégien, on faisait une distinction entre les biens meubles et les biens immeubles : on n

⁽¹⁾ Lex concicii Erici regis, art, v. a Si quis autem congilda inte fecerit non congildam...., fratres, si prasentes extiterint, subveniet el a vita periculo quomodo potuerint. Et si vicinus fuerit aque, a quirant el lembum cum remis et haurile vas, et ferrum quo iga elicitur. Quod si equo indigerit, acquirant el et comitentur usque i sylvam, et non in sylvam.

Cela n'est que la reproduction d'autres textes de loi plus anciel s'appliquant aux parents de 1 homicide.

⁽² Gragas, Thingscapa path (fus processuale, procédure), t. 1, 1, 1, csp. 30, 42, 46, 2, 46, tom. 1et, p. 83, 90, 123, 130, 132, etc.

^{(3,} Non salaire consistait dans un jeune hœuf de quatre aus, 4 dans une valeur équisalente en argent.

perdait les derniers que si la perte de la paix était le résultat d'une action infamante (Nithings Werck), mot sous lequel on comprenait les crimes les plus graves (1).

Le droit anglo-saxon, qui ne le cède en dureté à aucun des droits les plus barbares, étend la confiscation à tous les crimes commis avec préméditation (2).

La loi salique ne prononce la confiscation que contre celui qui est mis extra sermonem regis, c'est-à-dire contre le contumace qui n'a pas comparu devant le la local ou devant la cour d'appel du roi (3).

La confiscation des biens commença donc par être me partie intégrante de la perte de la paix; puis, elle put en être séparée, et considérée comme la conséquence d'une lésion de droit, d'un dommage éprouvé; enfin, elle finit par devenir une peine indépendante et sui reneris (4).

4° Une autre conséquence de la perte de la paix pour le criminel qui la subissait était l'extinction de tous les droits civils; la société, qui l'avait frappé d'anahème en l'assimilant aux bêtes des forêts, ne le recon-

⁽¹⁾ P. 111, p. 22. — Les lois de Séelande et de Scanie restreignent deux cas déterminés la confiscation de la propriété du sol : ce sont le la vengeance ou le meurtre après la réconciliation et acceptation le l'amende; 2º l'action de déserter à l'ennemi et de combattre avec étranger contre le pays. Eric. Séel., 11, 7, p. 69.

⁽²⁾ Si quelqu'un, dit le roi Knut, commet un crime avec prémédition, le roi met la main sur sa paix. Et s'il a des titres de propriété, len est dépouillé au profit de la caisse de la guerre, quel que soit homme dont il relève (Knuts Ges., c. 12, § 1.). Le texte latin est ici boins énergique que le vieux texte anglo-saxon.

⁽³⁾ Lex salica emendata, tit. LIX.

⁽⁴⁾ Wilda, ibid., p. 292.

naissait plus comme un de ses membres, pas même comme un homme; ou, tout au moins, elle le regardait fictivement comme privé de l'existence. Si sa femme lui donnait encore des enfants après qu'il avait perdu la paix, ces enfants n'étaient pas légitimes. Voici des textes remarquables à ce sujet : « Ne sont pas capables « d'hériter les enfants engendrés par un homme con « damné à la proscription des bois, quand mêmes « les aurait eus de sa propre femme légitime. Un té « enfant, appelé varydropi (drop, goutte, vargi, du « loup), n'est pas non plus capable d'hériter. L'enfant « que met au monde une femme condamnée à la pros- « cription, bien qu'elle l'ait eu de son mari, s'appelle « baësingr (antrigena, né dans un antre), et il est « considéré également comme illégitime (1). »

5° Enfin, la privation de la sépulture (2) était une conséquence de la perte de la paix, et quand le skogarmadr avait été déclaré tel pour avoir commis un crime grave, on brûlait sa demeure, comme pour essacer toute trace de son séjour sur la terre (3).

(2) Cum in sancto cometerio non sepellendum urgeo, Grag. Vigil.

⁽¹⁾ Grag. arf., cap. 1v, I., p. 178.

⁽³⁾ L'ancienne énumération des rois qui se trouve dans la légide tion du West-Gothland mentionne qu'un de ces rois avait été appelé Kolbranna, parce qu'il mettait rigoureusement à exécution les settences pénales en incendiant les maisons des malfaiteurs. Geyon Histoire de Suède, tom. 1, p. 127. Charlemagne, dans un Capitulaire qu'il a donné aux Saxons, autorise l'incendie de la maison du rebelle pourve que cette espèce d'exécution se fasse du consentement une nime du placité, sans baine, sans colère, et avec le calme de la justice. (Cap. Sax. 797, cap. viii, p. 76). C'était l'interdictio tecti.

§ II.

Après avoir montré, dans l'affreux supplice de l'incendie, les conséquences extrêmes de la perte de la paix, il faut faire voir comment, en restant, pour tout système de lois criminelles, dans la même sphère d'idées, on parvint pourtant à graduer les peines et à les proportionner aux crimes d'une manière assez exacte.

Une révolution considérable se révèle dans les législations du Nord du moment qu'elles cessent d'exclure tout secours pour le proscrit, et qu'elles admettent même ces secours, en principe, pour faciliter sa sortie du pays. Par là, la vieille *fridbrot* ou *utlaegd*, sans perdre son nom originaire, se transforme, par le fait, en simple bannissement.

Voyons d'abord comment la règle législative commença à fléchir et à se transformer.

Dès les premiers temps, il fut admis qu'on pourrait modifier les rigueurs de la perte de la paix par un arbitrage ou une transaction: les sagas d'Islande en offrent des exemples multipliés. Ainsi un tribunal arbitral, auquel on reconnaissait la valeur d'un tribunal véritable, décida que deux hommes convaincus d'homicide, Gunarr et Kolskeggr, sortiraient du pays et passeraient trois hivers à l'étranger; seulement, si Gunarr s'était obstiné à ne pas sortir du pays ou à y rentrer avant le temps, il aurait pu être mis à mort par

les parents de la victime (1). Ailleurs, on trouve semblable sentence extrajudiciaire qui veut que, coupable exilé pour trois ans reste dans le pays pend le temps fixé pour cet exil, il paie cent livres d'ar par hiver à son adversaire (2). Un autre condamné mis indéfiniment à l'abri de la vengeance des pare pourvu que, jusqu'à son départ, il ne couche pas d nuits de suite dans le même domicile (3). A l'égard affaires ainsi arbitrées, les Gragas autorisent d' manière formelle plusieurs adoucissements au princ de la perte de la paix, comme par exemple la confisca des biens avec autorisation de les adjuger aux hérit du condamné (4). Dans ses rigueurs, même les p sortes, lorsque la mise à prix des têtes des proscrits é en usage, cette législation admettait des classification des distinctions, et ne permettait pas que, pour certa crimes peu graves, cette mise à prix pût dépasser une taine valeur. Mais elle révèle une révolution considéra dans les coutumes primitives, quand elle cesse d'excl toute idée de secours pour le proscrit, et qu'elle admême ces secours en principe s'ils n'ont pour que de faciliter sa sortie du pays, de sorte que la vie gridbrjothr, sans perdre son nom, se transform comme nous l'avons dit, par le fait en simple bannie ment. Ce fut d'abord, comme cela arrive dans to

⁽¹⁾ Nial's Saga, cap. 75, p. 111.

⁽²⁾ Liostvetninga Saga, cap. 17.

⁽³⁾ Droplaurgarsona Saga, dans les Recherches sur l'Islands. Arnesen, p. 626, et Wilda Strafrecht, p. 297.

⁽⁴⁾ Grag. Things, cap. 78, 1, p. 97.

révolution lentement accomplie, par voie d'exceptions judiciaires, que la règle législative reçut les premières atteintes. Le tribunal du domicile du proscrit lui accordait une espèce d'immunité (1), d'où il résultait que ses parents pouvaient pourvoir à sa sûreté et l'emmener hors des frontières. Cette classe de proscrits s'appelait alors ferjændi menn (vehendi homines), hommes emmenables. Il y a plus : il était enjoint, sous peine d'amende, aux patrons des navires, de prendre le fugitif à leur bord, sur l'attestation des témoins qui juraient qu'il était dans le cas de l'immunité ou du sauf-conduit judiciaire (2). Le proscrit d'en-deçà les frontières redevenait inviolable au-delà : ceux qui auraient eu la faculté de le tuer dans sa patrie ne pouvaient plus lui arracher impunément un cheveu sur la terre étrangère.

Le tribunal qui adjugeait les biens était encore autorisé à assigner au fridbrotr un lieu de refuge dans le pays même où il pouvait rester avec sécurité, jusqu'à ce qu'il eût réussi à trouver un bateau pour le départ : il avait encore coutume de lui donner la jouissance de la paix le long du chemin où du sentier qu'il prenait pour aller au navire (3).

Cette forme adoucie, de la perte de la paix, était connue dans les Sagàs et les Gragàs sous le nom de forbaugsgarthr (4). Le coupable qui avait subi un juge-

⁽¹⁾ Grag., 1, c. 36, p. 99.

⁽²⁾ Ibid., 1, c. 34, p. 90.

⁽³⁾ Ibid., 1, p. 98.

⁽⁴⁾ Fiorbaugsgarthr, exil du malsaiteur: Fior, esprit vital, vie; baugr, anneau, bague; garthr, rempart, barrière. L'anneau, signe de

ment de cette nature pouvait retourner chez lui après une absence de trois ans et redevenir aussi sacré que s'il n'avait jamais été condamné; s'il reparaissait dans le pays avant l'expiration des trois ans, on pouvait le tuer impunément et faire confisquer ses biens, mais il n'encourait pas la mort civile comme par la perte de la paix proprement dite. On reconnaissait la légitimité de ses enfants nés hors du pays s'ils étaient issus d'un véritable mariage (1): il pouvait même, au bout des trois ans, venir réclamer les successions ouvertes pour lui pendant le temps de son exil (2). Le forbaugsmann devait chercher de bonne foi à quitter le pays, et s'il négligeait, pendant tout l'été, les occasions de s'enfuir, l'hiver une fois venu, personne ne pouvait l'héberger, et il était exposé à la vengeance de l'offensé ou à celle des parents de la victime; s'il passait trois hivers dans le pays, il devenait tout à fait proscrit des bois, waldganger. Pendant le délai de rigueur fixé pour son départ, il pouvait parçourir trois lieux de refuge, à la condition de ne passer qu'un seul jour de suite dans chacun. Dans cos lieux et sur la route de l'un à l'autre, et à une portée de trait des deux côtés, il était inviolable,

l'expiation, rempart de la vie. On rencontre aussi florbelgagarde; beign veut dire crainte, rempart de la crainte de la vie, terminus cité timoris. C'est du mot baugn que vient notre mot bague, anness, annulus mulctatitius. Ces annesses, qui étaient de valeurs diverses, étaient la seule monnaie de la Scandinavie dans les temps primitis. Ils passaient des doigts du condamné à ceux du lésé ou du vengest du sang.

⁽¹⁾ Grag. Arf., cap. 4, 1, p. 181.

⁽²⁾ Ibid.

t, cependant, qu'il ne se laissât voir qu'une fois ois dans le chemin; il devait, quand un passant à son encontre, se jeter de côté, à telle distance le pût pas être atteint par la pointe de l'épée de sant. Ainsi s'attachaient tant d'entraves et tant de à la protection qui lui était accordée, que tout lui faire préférer à une telle existence le triste de l'exil. Cette sécurité, quelque imparfaite qu'elle sit, pour le coupable, le prix de la rançon acquittée es mains du juge, qu'il devait lui payer au moment procédait à la séquestration de ses biens. Cette i, que nous avons dit se nommer forbaugr, devait endre en sus, pour être complète, une once d'arappelée aladssestr. C'était une stipulation pour r la faculté de nourrir le condamné à l'exil. Que e once d'argent n'était pas payée comme gage ou e garantie, tous ceux qui voulaient le nourrir nient punissables (1).

de la manheiligkeit ou de la consécration de ne, qui entraîna des conséquences moins graves Gridbrjot (2), ou perte de la paix, dont l'existence avoir été antérieure dans toute la Scandinavie.

i on prend à quelqu'un sa manheiligkeit, dit la

oir les Grag., cap. 32. 1, p. 88, et le Glossaire de Schleg. à 1 deuxième volume. Voici la définition que donne ce glossaire Aladsfestr: arrha vel pignus alimoniæ quam exilii damnatus ut alentes reatum sibi non contrahant, etc. Aladsfestr l'Ek el (alo) et d'Ek sesti (stipulo).
rid, paix, ek bryt, frango, je brise.

« législation du roi Waldemar (1), on ne peut encore,

« après cela, mettre la main sur lui pendant une nuit

« et un jour : cet espace de temps lui est laissé pour

« qu'il se cherche un refuge au désert. On peut ensuite,

« au Ding qui suit, lui prendre encore sa paix; on ne

« peut pas mettre la main sur lui, en dehors des limites

« de l'hérad, quand on ne lui a ôté que sa manhei-

« ligkeit: on le peut seulement quand on lui a ôté sa

« paix. »

La loi du Jutland introduit les mêmes distinctions et les mêmes adoucissements à la perte de la paix : ainsi, le viol entraîne la friedlosigkeit pleine et entière, et le simple commerce illicite ne fait perdre que la manheiligkeit (2).

Ensin, il y avait un degré de siétrissure légale instrieur encore à la perte de la manheiligkeit. C'était la perte du droit, que nous n'avons sait que mentionner en passant, et sur laquelle quelques détails sont encore nécessaires.

On distinguait le Rechtlos complet, et le demi-Rechtlos (3). Etait déclaré rechtlos de la première classe quiconque, par exemple, avait porté un saux témoignage. Le saux témoin, surtout celui qui avait récidivé, ne pouvait plus témoigner lui-même en justice,

^{(1) 13.} p. 596.

⁽²⁾ L. du Jull. 11-18. p. 148, et voir dans la même loi 111, § 27. A. E., p. 342, où ces distinctions sont expliquées encore avec plus d'étendue.

⁽³⁾ Je me sers de ces mots allemands pour éviter des périphrases.

ni y faire témoigner personne pour lui (1). Ne pouvant articiper à aucun jugement, il semblait n'avoir plus de essources qu'au tribunal de Dieu.

La perte du droit ou d'une partie du droit pouvait sulter d'une manière de vivre basse ou méprisable.

« Si un homme adulte, dit le Gulathing de Magnus (2), s'en va de porte en porte quêtant des aumônes, aussi longtemps qu'il est avec son bâton et sa besace de mendiant, il n'a droit à réclamer aucune amende si on le chasse avec violence; notamment s'il est sain et valide et s'il n'a pas au moins demandé du travail, n'en eût-il pas obtenu. Mais depuis le moment qu'il se sera procuré des armes, de la nourriture et des habits ou que ses parents lui en auront donné, il deviendra capable de réclamer une amende pour de semblables violences, mais il ne faut pas qu'il attende d'être devant le Ding, pour jeter son bâton et sa besace de mendiant. » Dans la même législation, on trouve un texte qui récise mieux encore la situation d'un demi-Rechthlos.

Quant à ceux qui ont coutume d'aller aux repas de noces sans y être invités, et qui se font en conséquence jeter à la porte, si on les a chassés avec violence, et qu'en les chassant, on leur ait fait quelque mal, ils n'ont droit qu'à la moitié de l'amende ordinaire, et une once seulement est due au roi (3). »

⁽¹⁾ Prostath. xv, 24, p. 242, et Magn. Gulathing, c. 8, p. 154.

⁽²⁾ Cap. xxvIII, p. 201.

⁽³⁾ Gulath. cap. 27, p. 200.

Ainsi était slétri le parasite, presque à l'égal du mendiant; ainsi voulait-on forcer l'homme qui possédait la plénitude du droit, à respecter sa propre dignité dans tous les actes de sa vie.

On pourrait citer encore d'autres exemples d'un homme perdant une portion de son droit de cité par suite d'une contravention de police ou d'une action honteuse (1). Mais nous en avons dit assez pour montrer que depuis les adoucissements primitifs apportés à la fridbrot, il s'était formé en Scandinavie une sorte d'échelle graduée de disgrâces sociales, depuis la procciption des forêts jusqu'à la perte de la moitié du droit. C'est ce qui donne à ce système pénal sa physionomie propre et originale.

Et cependant, il y a quelque chose de semblable dans les efforts que fait toute société naissante pour fonder l'ordre public et poser les premières assises de la civilisation. Quand on observe cette marche laborieuse des peuples, quand on les suit pas à pas dans tous leurs progrès si péniblement achetés, on frémit de penser que cette œuvre de tant de siècles pourrait être détruite en quelques années d'essais impies et subversifs; on s'indigne de ce que le capital accumulé par de si nombreuses générations court le risque d'être dissipé follement par une génération imprudente et prodigue.

⁽¹⁾ Ainsi le port d'armes prohibées dans de certaines circonstances la calomnie contre un tuteur consistant dans l'allégation qu'il aurait détourné les deniers de son pupille pour entretenir une maîtresse, etc. (Landabr. B. C. 12, p. 103. Magn. Gulath., c. 29, p. 204.)

le sera une leçon utile que nous donnera cette oire, si elle nous apprend le prix de tous ces biens aux dont nous jouissons comme si l'humanité en t toujours joui, et qui nous semblent naturels me l'air que nous respirons et la lumière du soleil nous éclaire. A mesure que nous approfondirons ces euses études, nous serons disposés à attacher plus aleur à l'ordre et à la civilisation, et nous saurons enir avares de ce qui coûte si cher.

CHAPITRE VI.

DE L'AMENDE EN GÉNÉRAL.

Deux périodes d'histoire de droit qui se suivent, se touchent nécessairement par leurs frontières. Les trait dominants de l'ancien droit pénal germanique, que nous avons pu étudier surtout dans les monuments scandinaves, sont la vengeance et la perte de la paix; mais presque en même temps que la vengeance et la perte de la paix, ont commencé à se produire les Busse ou Wergeld; ces peines pécuniaires ont pris dans la distribution de la justice une place toujours plus grande, jusqu'à ce qu'elles aient fini par prévaloir à leur tour, de par devenir le système dominant d'une période ultérieure.

Nous ne discuterons pas ici la question de savoir de l'amende a précédé le Wergeld, ou le Wergeld l'amende. Qu'il nous suffise donc de dire pour le moment que l'idée d'une réparation en faveur du lésé ou de sa famille fut d'abord le point de vue qui domina dans la loi; de même que le droit individuel de la vengeance avait précédé toute répression sociale. Cependant, al point de vue d'une réparation pour le lésé, se rattachait celui d'une expiation pour le coupable. De la vient la

fixité du taux des amendes pour chaque injure ou offense reçue. On n'admettait pas que l'honneur d'un individu ou d'une famille fût quelque chose de vénal, qui pût être marchandé comme un article de commerce.

L'amende qu'on appelle en scandinave bôtjan ou en Allemand busse, ne ressemble donc en rien aux domnages-intérêts perçus en compensation de biens matériels enlevés ou détruits. Un prélat du moyen-âge, que nous avons déjà cité, et qui est remarquable par l'élégance un peu recherchée de sa latinité, résume dans ze sens l'esprit de cette législation qui a duré plusieurs siècles en Europe:

- « On a, dit-il, promulgué dans divers temps des a lois qui ont eu pour but de punir les crimes les plus qu'on a graves par des amendes pécuniaires, de sorte qu'on a **a la fois cherché** par là à mettre un frein à de si grands crimes, et à donner à des pertes toutes mora-◀ les la triste consolation d'une satisfaction pécuniaire. » Et plus loin il ajoute « Il est rationnel, en effet, que, d'après le principe que les contraires doivent être ¶ guéris par les contraires, on soit amené à réparer
- **◄ La suite d'un mouvement** violent de présomption et
- **▼** d'orgueil (1). »

^{(1) «} Diversis temporibus sunt jura prodita super tanti reatus per malctam pecuniariam castigatione, quatenus et tantus excessus aliquatenus refrænari, et admissionis damnum. Quoquo modo * posset satisfactionis pecuniarize tristi solatio compensari. » Sune-I. I, cap v, § 1. Et plus loin: « Est enim consentaneum rationi, • et curatis per contraria contrariis, per humilitatem quisque studeat

Peut-être dira-t-on que ceci est une explication inginieuse donnée par l'Église au droit du moyen-âge pour l'accommoder à son point de vue pénitentiaire. Il y aurait quelque chose de vrai, en ce sens qu'on ne trouverait pas le mot d'humilité dans le vocabulaire de la barbarie païenne. Cependant, la signification primitire du mot busse, amende, se rapprocherait dans une certaine mesure du sens que paraît y attacher le savat prélat. L'idée originelle de ce mot est celle de la purification du coupable par le sang ou la douleur cerporelle. Cette sorte de purification implique l'expiation elle-même (1).

La pratique de cette expiation avait nécessairement pour effet d'anéantir dans le cœur de l'offensé cet instinct d'orgueil féroce qui le poussait à une implacable vergeance.

En admettant ce point de vue, on comprend qu'il it cessé d'être honteux de recevoir une compensation argent pour une violation de droit.

L'amende semblait donc avoir pour esset de relever l'ossensé au niveau de l'ossenseur dans la considération

[«] emendare quod præsumpsit per superbiam irrogare. » Ibid. Le cap. v., p. 6. L'archevêque Sunesen, dont le nom latinisé est de dræas Sunno, a commenté les lois de la province de Scanic remontant avant l'an 400. Voir son ouvrage imprimé à Copenhage en 1840.

⁽¹⁾ La racine de ce mot n'existe plus dans les langues germaniques on la retrouve dans le sanscrit et dans d'autres langues indo-ente péennes. (Note communiquée par M. le baron d'Eckstein): Beautre comparatif de bon, et bessern, corriger, améliorer, dérivent de la même racine.

- lique (1). C'était à l'offensé d'apprécier si cette nde qu'on lui offrait était bien celle qui, d'après la tume, était présumée être en proportion avec l'offense: s le cas où il en était ainsi, on constatait cette équapar ce qu'on appelait le serment d'équité ou plutôt valisation, æqualitatis. Pour le meurtre, il fallait ce serment fût prêté par douze cojurateurs de même. Pour des crimes moins graves, le serment pernel du lésé suffisait. On se contentait de moins de inties quand il n'y avait pas lieu à la vengeance du y. Lorsqu'il ne pouvait être question que de domes-intérêts, on ne prêtait pas de serment (2).
- a Busse ou amende se composait de deux portions inctes : 1° l'amende judiciaire proprement dite se ettait au roi et à la communauté qui, en retour, pro-

Sunes., v, 4, que nous ne nous lassons pas de citer, explique bien l'esprit dans lequel la législation de cette époque exigeait le ent : « Æqualitatis autem tanto diligentius semper exigitur sacrantum quod per ipsum læsis lædentibus adæquatis auferri videatur atemptus qui perpessis injurium ex oppressione solet inferentium citare. Pluris enim semper prudentes faciunt integritatem famæ honoris debiti restitutionem, quam pecuniariam satisfactionem. » comprend alors comment la composition pécuniaire, qui trouva red tant de répulsion chez les siers Germains du Nord, finit eur paraître une réparation sussisante pour les plus cruelles ses.

Das Schenische recht, v, 31: « Quand l'esclave d'un homme a né, il n'y a pas lieu au serment d'égalisation, non plus que quand tué les bestiaux d'un homme. » On voit que le paganisme barbare it pas de l'esclave une idée plus relevée que le paganisme civilisé. sus supprima en Norwége les serments d'égalisation ou d'expiaet sa loi de suppression en prouve encore l'existence antérieure. sus, Gulathing, M. C. 26, p. 190.

tégeaient la paix du coupable et lui maintenaient se droit au moyen de ce mode d'expiation connu sous l dénomination significative de fredum (frieden's Geld[4] 2º l'amende extrajudiciaire dans son origine, qui éta donnée et reçue en tant que signe de composition amis ble entre les parties. Celle-ci était destinée particuli rement à apaiser l'offensé ou sa famille, et par consèque à prévenir des querelles et des violences ultérieures. ces paiements d'amende ainsi réglés d'un commi accord succédaient des promesses de paix et d'amit mutuelles, telles que celles dont nous avons donné plt haut les formules. C'est à ce genre d'expiation que t rattachent les noms divers de Wergeld, de Manngele de Mannbusse (ou Werigelt, Mannbot, Leudis, du les droits nationaux allemands, Leode anglo-saxon, o Leogeld dans le nord de la Germanie). Le taux de l Busse sut de bonne heure sixé par le droit, et l'expistio

⁽¹⁾ Compensation pour faire la paix. Le mot Geld vient de Gill vergelten, expiation, expier on compensation. Le mot anglo-1814 Geldet, anglais Guilt, coupable, coulpe, peche, faute, ont le mes sons. Geld était donc le signe de la compensation par l'expiaties c'est par dérivation de ce sens qu'il voulut dire plus tard monnei argent destiné pour la composition ou l'expiation d'un crime. C'e alnsi, comme nous l'avons vu silleurs, que l'on employait d'abet chez les Latins les moutons comme moyen de paiement pour l'expl tion d'un crime au vengeur du sang; plus tard on fit servir au mém usage des pièces de monnaie sur lesquelles on grava l'empreinte mouton; enfin, le mot pecunia, venu de pecus, voulut dire argei monnayé. L'idée d'expiation religiouse contenue dans le mot Geld . donc toute patenne dans son origine; et si le Christianisme s'es es para plus tard, c'est en transigeant, comme il le faisait souvent, ave des idées qui lui étaient originairement étrangères et auxquelles Anissait par donner une couleur qui lui était propre.

Is en plus à la fridbrot, à rétrécir graduellement acien domaine de la mise hors la loi (1). A mesure e la civilisation fait des progrès, on sent toujours antage le besoin d'établir une proportion plus exacte re le délit et la peine; or, les degrés divers qu'on it essayé de créer au moyen de la privation plus ou ins absolue de la paix et du droit, ne pouvaient jamais respondre que d'une manière insuffisante aux nuances abreuses de la criminalité. Toutes les corrections, tes les modifications qu'on avait essayé d'introduire e système n'avaient pu le rendre assez souple pour il se prêtât aux exigences nouvelles d'une pénalité dée sur le principe de proportion appliqué à des iétés de cas presque infinies.

D'ailleurs, l'extension de la mise hors la paix menat de priver la communauté de ses membres les plus reprenants et les plus utiles dans des temps de guerres d'invasions. L'opinion générale, à cette époque, était un acte de violence commis ouvertement prouvait, il vrai, une audace orgueilleuse, mais en même temps e certaine élévation de cœur. Or, du moment que les acipaux chefs d'une nation pouvaient s'entendre sur point, il devait arriver logiquement que cette nation irait par fonder une pénalité qui humilierait le délinant dans une certaine mesure sans lui ôter pourtant un houneur; qui lui laisserait son rang et sa place dans

¹ Wilds, Strafrecht, p. 319.

la société, et lui permettrait de garder ses armes pour le combat. La mise hors la paix était une sorte de vengeance disproportionnée et sans limites; rien ne pouvait être plus antipathique à l'esprit de civilisation qui apparaissait au milieu du monde, appuyé sur un mobile puissant et nouveau, le Christianisme. Les sentiments de conciliation et de douceur inspirés par la religion évangélique durent contribuer à faire adopter comme une amélioration positive la Busse et le Wergeld (1), qui semblaient imposer une assez grande expiation envers la société, accorder une réparation suffisante à l'offensé ou à sa famille, arrêter ainsi la cruauté des proscriptions légales, et mettre un terme aux effusions de sang des vengeances privées et héréditaires.

Nous devons donc constater comme des progrès relatifs: 1° le triomphe du principe que la mise hors la paix et le droit de vengeance des familles deviennement essentiellement rachetables avec de l'argent; 2° la multiplication des taux divers de l'amende, dans le but de l'adapter à toutes les nuances des crimes et des délita-

Tâchons maintenant de caractériser par quelques traisses spéciaux en quoi consistait le système dominant de l'amende dans le droit germanique ou barbare.

Les étymologies peuvent servir à éclairer la véritable signification des mots : or, dans la vieille langue des Scandinaves, l'amende s'exprimait par le même mot que le droit, rettr; rettr venait de kroed ou red, je gour

⁽¹⁾ Voir la fin du chapitre 1er sur la Vengeance.

reme, je commande, rego, præsum (1). Rettr, dans le sens de droit, était le but du gouvernement; dans le sens d'amende ou d'expiation, c'était le moyen d'atteindre ce but.

L'amende, rettr, était donc proprement l'expiation pour la violation du droit, et comme le premier droit de tout membre de la communauté était l'estime publique, toute atteinte qui y était portée par des paroles d'un mépris suprême, était punie comme un grand crime. Voici un texte d'une loi norwégienne qui prouvera la justesse de ce point de vue, en même temps qu'il donnera un exemple instructif de la base première des amendes et de la méthode d'après laquelle on la considérait comme une unité qu'on peut fractionner de beaucoup de manières diverses.

« Le holder doit prendre trois marcs pour son amende; « mais l'amende pour tout autre homme peut augmenter « ou diminuer d'un tiers sur ce type du holder. A-t-on « offensé quelqu'un par le nom de bête pleine ou prête « à mettre bas? — Si cette parole infamante est prouvée « par témoins, on devra payer pour cela une amende « complète (de trois marcs) pour un majeur, simple « homme libre deux marcs, pour un jeune keorl douze « onces, pour le fils d'un affranchi un marc, et de même « pour le petit-fils. Quant à l'affranchi lui-même, « on doit payer six onces si c'est après son ban-

⁽i) Gloss. des Grag, tom. 11, vo Rettr.

« quot d'affranchissement, et quatre onces si c'est « avant (1). »

Dans le droit norwégien, on voit que l'unité-type de l'amende est de trois marcs; il en est de même dans le droit danois, et le fredum est fixé en dehors. Dans le droit suédois, au contraire, l'amende se divisait en trois parts: une pour l'adversaire, une pour le roi, une pour le peuple. On appelait cette amende fiell Rettr, plein droit, ou Baugr, anneau ou bague servant de monnais (2). Or, de même que, pour fixer les amendes qui sont audessous de trois marcs, on a recours aux divisions et subdivisions, pour fixer celles qui sont au-dessus, on procède par doublement ou multiplication. Ainsi, pour les lésions corporelles réputées expiables, c'est le double droit, le triple droit, etc. (3).

Puis, à côté de ces amendes qui remontaient à la plus haute antiquité, on institua postérieurement l'amende fixe de quarante marcs pour les crimes les plus graves, qui cessèrent alors d'être inexpiables : « Si un homme « fait violence à une femme, et que cela soit prouvé, « il sera fridbrotr, à moins qu'il ne paie quarante marcs « au roi, et un droit double à la femme (4).

Dans le droit lombard, pour l'enlèvement d'une

⁽¹⁾ Voir le Frontathing, x11, 29, p. 158. Les Celtes se servaient aussi de bagues en guise de monnaie.

⁽²⁾ En Norwège et en Islande, on traduit ce mot par ceus ci: Annulus mulctatitius. Voir les Grag. Vigsl., traduction latine 46 Schlegel et Arnes. Isl. Retterg., p. 629, nº 231.

⁽³⁾ Hakon, Gulath., cap. 49, p. 170.

⁽¹⁾ Id. (bld., cap. 50.

e et l'action de la souiller, on devait payer pour heter en tout quarante sous, savoir : vingt sous le crime de la contrainte exercée, et vingt autres pour la faïda (1). Il paraît que l'amende de quaschillings était la double amende lombarde. L'une rançon de l'injustice commise, l'autre était le droit ilier du mundwald (père, mari ou tuteur).

mundbyrd, dans le droit anglo-saxon, peut être lé au rettr scandinave. Le mund était la protecui émanait d'une personne (roi, comte, père, etc.). La violation du mund présentait donc un plus restreint que la rupture de la paix, laquelle achait encore à un temps ou à un lieu. Les effets te violation du mundbyrd se mesuraient sur le de capacité légale des personnes protectrices et s prérogatives de droit dont elles jouissaient. Le est en même temps pris dans le sens d'amende oire (2).

lquesois la loi ne désigne pas le chissre de cette le ou le suppose connu. C'est ainsi que la légis-de Lothaire et d'Eadric, chap. xiv, décide que suesqu'un souille le vestibule d'un homme par usion du sang, il devra à cet homme son mundidium. »

st difficile de retrouver l'unité-type de l'amende

X solidos pro anagrīpp., et propter faïdam, alios XX; cap. 10.

ogie de mund ou mundbyrd.

dans le système de la législation anglo-saxonne. Les rapports primitifs qui avaient été inscrits dans chacus des codes de l'heptarchie s'altérèrent rapidement. Les divers degrés de la hiérarchie s'échelonnèrent et se multiplièrent plus que dans toute autre terre germanique; ensin, les systèmes d'amende des différentes races se mêlèrent et se confondirent quand l'Angleterre ne forma plus qu'un seul royaume. Les deux principaux systèmes que l'on peut démêler et que l'on trouve souvent en présence, sont le système duodécimal et le système décimal: 6, 12, 24, et 5, 10, 20. La moyenne proportionnelle qui donnerait l'unité que nous cherchons, serait 12 et 10 (1).

Dans le droit thuringien, on retrouve ce chissre de 10 schillings dans le titre de minoribus causis (2).

Chez les Lombards, pour les crimes graves, c'est 20, 40, 80 s., et pour les lésions corporelles et les injures, c'est 3, 6, 12, ou 2, 4, 8, 16 (3).

Le droit des Wisigoths a perdu une partie de sa physionomie germanique pour s'empreindre d'une physionomie toute romaine. Cependant 10 sols paraissent avoir été dans ce droit le type de l'unité origine. Voici quelle était la progression des amendes : le coup qui ne faisait que bleuir la peau était puni de 5 sols.

⁽¹⁾ Loi d'Alfred, cap. 36, p. 51, et id. ibid. Les deux paragraphes qui se suivent contiennent les bases des deux systèmes divers.

⁽²⁾ J. Gaupp., Anc. législat. des Thuringiens, p. 399.

⁽⁸⁾ Voir la législation du roi Rotharis, et Wilda, ouvrage déja cité. p. 388. Cet auteur s'étend beaucoup sur ce sujet.

celui qui en déchirait l'épiderme de 10, la plaie qui laissait l'os à nu 20 sols, la fracture même de l'os, 100 (1).

Quant au droit franc et franc-salien, 15 sols est l'amende spéciale (2). Quand on procède par division, on trouve 5 et 3; quand c'est par multiplication, on arrive à 30, 45, 60, etc.

Dans la législation des Ripuaires, le mode de calcul employé au commencement du recueil est de 4 1/2, 9, 18, 36. Plus loin, depuis le 30° titre, on retrouve le système de la loi salique : 15, 30, 45, etc. Il paraît que c'est sur cette loi qu'a été modelée la dernière partie du code des Ripuaires.

Dans les autres droits nationaux des Allemands, Bavarois, Burgondes, Frisons et Saxons, l'amende propre et originaire est de 12 sols, et par subdivisions, 6, 3, 1 1/2.

On lit dans le droit des Frisons que pour le transpercement des deux cuisses, des bras, de la mâchoire, et (d'après d'autres passages) des deux aîles du nez, on payait deux fois 6 sols d'amende; et si, à travers tout cela (mâchoire ou nez), la langue était encore percée, c'était 3 s. de plus.

Cela explique par l'addition d'une fraction ce chiffre de 15 s. que l'on retrouve quelquefois chez les Fri-

^{1)....} Pro livore det solidos V, pro cute ruptà sol. X, pro plaga sque ad ossum sol. XX, pro osso fracto sol. C.; VI, 4, 1.

⁽²⁾ On la retrouve dans 93 passages.

sons (1), et qui ne provient pas d'un mode de procé qui ait la moindre analogie avec la loi salique.

C'est ainsi que dans ces fixations d'amendes pé niaires, qui nous paraissent au premier abord si puér et si arbitraires, les législateurs barbares s'astreigr à des combinaisons arithmétiques très-variées, et suiv presque toujours des procédés d'une logique rigourer

(1) Tit. XXII, 85, 86. C'était en effet deux fois 6, plus 3.

CHAPITRE VII.

DU WERGELD.

§ Ier.

Mode de formation et esprit de cette institution.

Le Wergeld a été incorporé à la Busse; il y a été mi par voie d'adjonction, du moment qu'il est devenu me institution sociale; mais considéré comme transacion particulière pour éteindre des vengeances privées, l a précédé l'amende proprement dite. Tant qu'il ne ut pas officiellement reconnu dans l'Etat par la coutume et par la loi, il eut quelque chose d'arbitraire et d'indéeminé. En remontant jusqu'aux sagas primitives, on rouve exprimée l'opinion formelle que, pour expier le neurtre, il faut couvrir d'or et d'argent le corps de la fictime (1). C'était dire que l'expiation de ce crime était mpossible, ou qu'elle était un privilége réservé à l'opulence.

Mais quand l'usage de l'exercice journalier du wergeld se sut introduit dans les mœurs, soit pour prévenir la rengeance, soit pour mettre un terme à son développe-

⁽¹⁾ Grimm, dans sa Revue historique, tome Ier, p. 323.

ment, on finit par fixer le taux de ce wergeld d'après une moyenne approximative : « Deux cents livres « d'argent doivent être considérées comme un bon « wergeld, » dit la saga de Nial (1); c'est-à-dire que cette somme était réputée un prix convenable, dans les circonstances ordinaires. Que s'il s'agissait de crimes bas ou atroces, le vergeld pouvait être doublé ou triplé (2).

Un auteur arménien (3), qui a fait un extrait abrégé des lois barbares, auquel il a donné le nom d'Histoire de la législation des anciens Germains, émet, sur les bases qui ont servi à la fixation du wergeld, une opinion singulière et nouvelle qui mérite d'être signalée:

« D'après les idées des Germains, dit-il, en tuant « un homme, on faisait essuyer une perte matérielle « à la famille de celui-ci : on lui volait, on lui « détruisait une valeur; or, comme en plaçant cette « valeur à la pointe de l'épée, c'est-à-dire en recourant « à la faïda, on avait la chance de ne point la restitue; « du tout, on se trouvait engagé dans une gageure; « idée qui se retrouve dans toute la législation germa « nique, comme nous le prouverons par la suite » « notre exposé. Ainsi, pour que la famille du défunt « gagnât dans la gageure et fût satisfaite, il ne suffissi « pas de restituer la valeur détruite et enlevée : il fallai « encore en payer une pareille en sus, une valeur équi

⁽¹⁾ Nial's sag., cap. 12, p. 22.

⁽²⁾ Nial's sag., c. 124, p. 189, et id. c. 40, p. 61, et c. 41,

^{&#}x27;31 Davoud-Oghlou; voir son Introduction, p. 32. Berlin, 1845-

« valente à celle qu'on avait détruite : la première, pour « rétablir le capital, le mannwyrd; la seconde, pour « racheter la faïda que la partie adverse avait le droit « d'exercer pour venger l'offense, etc. »

La restitution au double, restitutio in duplum, était un principe incontestable quand il s'agissait de vol. On rétablissait le capital et, en outre, un autre capital de même valeur, le ceap-gild et l'other-gild des Anglo-Saxons (1).

Mais en était-il de même en cas de meurtre? L'esprit des lois germaniques répugne à cette assimilation de la perte qu'une famille fait de l'un de ses membres avec un tort tout matériel (2). Le wergeld, aussi bien que la busse (3), avait pour but d'offrir à la famille du lésé une réparation morale, une satisfaction d'une tout autre nature que des dommages-intérêts proprement dits. Du reste, cette réserve une fois faite, il est difficile de résister aux citations qu'entasse le savant Arménien, pour prouver qu'il existait dans toutes les législations barbares un prix de convention qui représentait la valeur d'une tête d'homme, et que ce prix était doublé quand il s'agissait d'un Germain de race libre (4).

Quand l'homicide était commis involontairement (5)

⁽¹⁾ Ethelred, Dun-Fetas, IV.

⁽²⁾ *Ibid.*, p. 34, 35 et suivantes.

⁽³⁾ Bot, en scandinave, voulait proprement dire, réparation. Voir le Gloss. des Gragàs au mot Botsàma, édit. de Schlegel déjà citée.

⁽⁴⁾ Bis octoginta solidos, dit la loi des Bavarois, vIII, 4, 1, 2.

⁽⁵⁾ Leg. Burg. II, 2. Leg. Longobardor., XII, 2.

ou dans le cas de légitime défense (1), on ne payait la moitié du wergeld.

De plus, d'après une disposition de la loi des mands: « Si un chien tuait un homme, l'héritie « désunt n'avait droit qu'à la moitié du wergeld, « chien n'avait pas été excité par son maître; car « avait rien eu de volontaire de la part de ce des « Mais si l'héritier réclamait le weryeld tout et « voici alors comment on procédait: on sermait t « les portes de sa maison, excepté une seule, de « laquelle on suspendait le chien à une distance de 4 pieds; on l'y laissait pourrir, et ses os tomb « terre. Or si, ne pouvant supporter de trouver « cesse devant sa porte cette carcasse insecte, il l' « vait et la jetait au loin, ou bien s'il sortait " maison ou y rentrait par une autre porte, il pe " tout droit, même au demi-wergeld qu'il aurai 4 recevoir (2). »

Dans tous ces exemples, et même dans le der l'idée de dési ressort-elle d'une manière bien évide La loi des Allemands, ci-dessus mentionnée empreinte d'une bizarrerie exceptionnelle, et ne servir de base à l'appréciation d'une règle géné Quant aux autres citations, elle nous ont donné l d'une hypothèse plus admissible que celle du dé de la gageure. Probablement le taux primitif c

⁽¹⁾ Leg. Lothar., 389.

⁽²⁾ Leg. Alamann. C11, 22.

raleur d'un homme était celui du maximum de la mise à prix de sa tête, quand il était Out-law ou Waldganger. Or, quand ce proscrit voulait se racheter, il devait payer aux parents de sa victime le double de ce prix restitutio in duplum), parce qu'à la valeur présumée le sa vie, il devait ajouter une somme qui pût dédomnager la famille du lésé de l'inaccomplissement du devoir e la vengeance. Cette explication nous semble rentrer ssez bien dans les mœurs et dans le système de pénalité e la vieille Germanie. Quoi qu'il en soit, une face de institution du wergeld, qui nous semble d'une importance non moins grande que la question même de no origine et de sa formation, c'est la manière dont le se liait aux idées de solidarité active et passive ii existaient dans les familles chez les Scandinaves.

§ II.

Du Wergeld dans ses rapports avec la solidarité des familles et de quelques autres groupes sociaux.

Dans le principe, cette solidarité fut complète, c'est-dire qu'en cas d'insolvabilité du malfaiteur, les divers sembres de la famille devaient acquitter pour lui le vergeld tout entier. Plus tard, une sorte d'équité onduisit à modifier l'inflexibilité de cette règle; alors n partagea le wergeld en deux portions: l'une com-était aux plus proches héritiers du mort, et devait être sayée par le malfaiteur lui-même ou par ses héritiers

immédiats; l'autre se répartissait entre les parents pluséloignés des deux parties adverses. En Scandinavie, appelait la première Oranbot (1), ou amende de la vengeance; et la seconde, l'amende de race ou des héritiers, Arvabot (2). On payait ces deux sortes d'amendes à la fois, ou le plein wergeld, quand le meurtrier était compris dans le pacte de réconciliation; lorsqu'il était laissé en dehors, et que le pacte n'avait lieu qu'entre les deux familles, on ne payait que l'amende de race (3).

Les législations de ce temps ont toutes une tendance marquée à favoriser les accommodements particulier entre les membres des familles divisées par un meurisé Tous les membres qui voulaient se soustraire à la verigeance du sang devaient contribuer au paiement de la somme expiatoire, et tous ceux qui renonçaient l'exercer, en percevoir une part. En général, les femmes devaient être exclues de cette solidarité active et passive, car elles ne pouvaient manier ni la hache, ni le glaive, et, comme elles n'avaient pas de terreur à inspirer, elles ne devaient pas non plus avoir de crainte à concevoir. Cependant cette règle souffrit de nombreuses exceptions; on comprit quel intérêt pouvaient avoir les familles à faire recevoir des gages de réconciliation et de paix à

⁽¹⁾ Bot, amende, réparation; oran, vengeance, colère, farest Dans son Gloss. des Gragàs, Schlegel traduit oraverk par functions.

⁽²⁾ La racine de ce mot est Arfr, hæreditas, comme le tradei Schlegel dans son Gloss. des Grag.

⁽³⁾ Wilda, Geschicte des Deutchen strafrecht, p. 373.

nemies souvent si dangereuses, qui pouvaient r des armes dans leur faiblesse même, et qui ent souvent de leurs jalousies et de leurs haines s puissants guerriers (1).

ilda, p. 373, ouvrage déjà cité; Frostathing, vIII, 1, p. 173, as-Vigslodi, 1.11, t. cxiv, p. 171, 188. Ce titre est une le traité complet sur la matière. Dans le droit slave, il semlement interdit à la semme de se venger, et cependant cette chissait dans certaines circonstances. Ainsi la veuve d'Ygor, ingea sur les Drévniens la mort de son mari par un massacre et on trouva qu'elle avait agi suivant son droit, 1º parce ablit entre la semme et son mari des liens tels qu'on peut les à ceux de la consanguinité; 2º parce qu'elle exerçait tous s de son fils mineur dont elle était la tutrice, et que le premier oits était la vengeance. (Ewers, das alleste recht der Reussen, 1826.) Voici maintenant les textes de la loi norwégienne, qui nt la participation des semmes au paiement et à la réception norwégienne. — Chap. 95, législation de Gula-Thing: « Le rier et sa mère, sa semme et sa fille, doivent payer chacun a part une once et un cinquième à la semme du mort; ce qui ut à deux dons de paix. La sœur du meurtrier doit un demie paix à la sœur de l'homicidé, à sa semme, à sa sille, à sa ce qui fait un total de deux dons de paix complets. Le même lon de paix doit être payé à la sœur du mort par le meurtrier, e, sa semme et sa fille. Tous ces dons ensemble en sorment mplets. Or, cela se monte en tout, avec les amendes, les dons onciliation, les rachats de proscription et les dons de paix, es femmes, à vingt marcs ciuq onces et demie.»

tre 96 du même code): « Il y a six hommes dont chacun six onces, savoir: 1º le frère du père; 2º le fils du frère; 3º le térin; 4º le fils de l'esclave ou de la concubine; 5º le fils de, et 6º le père de la mère. (Chap. 97): Le frère bâtard du rend l'amende d'un marc, et si la fille bâtarde du mort a un elui-ci prend aussi un marc. (Chap. 98): Il y a trois hommes, un desquels il revient neuf onces, c'est: 1º le frère de la 2º le fils de la sœur; 3º le frère né d'une mère libre. Les s deux sœurs ou des sœurs et frères de mère prennent chacun lees. »

ne mention n'est saite ensuite des autres parents. D'après ces

Nous ne donnerons pas ici le détail des combinais minutieuses et multiples auxquelles se livrèrent les lé lateurs de l'Islande et de la Norwège, pour répartir amendes entre les familles. Il nous a paru présérabl dégager les principes généraux qui présidaient à nombreuses lois; or, voici quel était le fondement c mun de toute perception de wergeld: — Plus pro était la parenté avec le meurtrier ou la victime, forte était la part à donner et à recevoir; — moi parenté était proche, plus petite était cette part. d'autres termes, c'était une règle de proportion foi sur la part solidaire attribuée à chaque degré de pare Dans quelques sources de droit norwégiennes, partage les familles en deux classes: les parents de prendre l'amende ou autorisés à la vengeance, Baug dis-men, et les coprenants ou coautorisés, app Upnama-men (1).

On entendait par ces derniers les cognats les éloignés, qui ne descendaient pas du même grandque la partie principale; les demi-frères (frères seul lit) et les enfants issus d'une mésalliance (mariage avec une esclave [2]). Un autre vieux cod

fragments de la législation norwégienne, on voit que la fami divise en deux classes principales : d'abord les plus proches, qu les parents autorisés de préférence à exiger l'amende, et qua appelait hommes de Bauggildi, et les médiatement autorisés recevaient le nom d'hommes d'upnama.

⁽¹⁾ D'Upnama vient l'allemand aufnehmen, prendre, prélaccueillir, recevoir, accepter. La préposition up a ici le 1 sens que dans l'anglais take up.

⁽²⁾ Hakon, Gwlath. M. L. 93.

wège distingue le groupe de l'épée et celui de la souille (1), c'est-à-dire les parents directs et les nts par alliance.

es lois suédoises et danoises séparent nettement ende de l'héritier de l'amende de la race (2). Cette ère s'élevait en tout aux deux tiers du wergeld, vait être payée par les parents, même éloignés, soulaient se racheter de la vengeance à l'égard des its du défunt. Si la première amende était acquittée qui de droit, les coobligés, pour les deux tiers nts, ne faisaient que compléter la composition niaire; mais ils devaient également leur part de seld quand le meurtrier ne faisait aucun accommont pour lui-même, qu'il était déclaré gridbjotr cogarmadr (3), ou si, avant d'encourir cette pros-

Bauggildi, Nef-Gildi-Frostath., v. 3.

Voici un de ces textes moins compliqué et moins embrouillé que des sources norwégiennes ou islandaises. Vest. G. Af. Maud., p. 11. Si les héritiers exigent l'amende, on doit payer 9 marcs l'amende de l'héritier et 12 marcs pour l'amende de race; cs doivent être payés à l'héritier et 6 marcs pour la race, : 3 pour la ligne paternelle, et 3 pour la ligne maternelle. 12 proche de chaque ligne doit donner 12 onces, le plus proche diatement après 6, le plus proche du degré suivant 3, et le roche du dernier degré la moitié de 5 ortugers et demi. Tous it recevoir et prendre l'amende, chacun en diminuant de jusqu'au sixième homme. L'amende doit être distribuée jusqu'à ême génération. Ceux qui sont également près, se groupent nité de race. L'héritier doit prendre 6 marcs pour l'amende de 2, savoir : 3 pour la ligne paternelle, 3 pour la maternelle. Voir L. Ost-Gothl., c. 7, p. 53.

Pacifragus ou vir sylvæ. V. ces mots au Glossaire des Gragàs, chlegel.

cription partielle ou complète, il s'était dérobé pour un temps aux poursuites de la justice.

« Les amis du sang de l'homicidé, dit la législation

« séelandaise du roi Eric, peuvent prendre deux parts

« de la race du meurtrier, bien que celui qui a été :

« déclaré fridbrotr se soit ensui avec sa part (1). »

Et ailleurs: « Si un homme a été saisi pour un tel « méfait, et que le roi, en conséquence, le fasse exécu- « ter, les amis du supplicié paient les deux parts « d'amende, qui s'appellent amende de la race; car du

« moment que le roi lui a fait couper le cou, cels

« équivaut à une complète fridbrot (2). »

Quand le meurtrier voulait se mettre en règle et payer sa part du wergeld, il avait le droit de réclamer de ses amis du sang l'acquittement de leur portion pour parfaire la somme exigée. Et comme une action légale est ordinairement corrélative à un droit, le meurtrier luimême pouvait contraindre judiciairement ses parents, coobligés à la dette du sang, à payer chacun leur part. Il y a tout une procédure spéciale dans la législation danoise, au sujet du mode de recouvrement et de saisie que peut employer à l'égard de ses parents le criminel lui-même,

(1) Erik Scel., II, 12, p. 47.

⁽²⁾ L. Jull., l. III, 23, p. 335. On lit aussi dans les Gragàs Vigil., l. 144, p. 174: « Quand même un meurtre n'a pas été dénoncé d'une manière conforme à la loi (que la plainte n'a pas en lieux judiciairement, etc.), le droit d'exiger l'amende des amis du sang n'en n'existe pas moins. Ce droit est assimilé à celui qu'on aurait contre le meurtrier et ne souffre également qu'une exception, celle chi défunt aurait été proscrit, au moment où on l'aurait frappé, d'absen que le meurtrier soit déclaré fridbrotr on mis à mort, l'amende des amis du sang est exigée, comme dans tous les autres cas.

en qualité de garant de la totalité du wergeld. Ainsi, l'auteur d'un homicide puisait dans le sang même qu'il avait versé une action contre les membres de sa famille, solidaires de son fait. De plus, s'il manquait quelque chose à l'intégralité du wergeld, la partie adverse pouvait faire déclarer proscrits, non-seulement le meurtrier, mais trois parents du côté paternel et trois du côté maternel (1). La solidarité des membres de la famille était donc poussée jusqu'à ses dernières conséquences et revêtue d'une double sanction.

Du reste, la faculté de contrainte légale donnée au meurtrier à l'égard du wergeld (dit wergeld de secours), témoigne du relâchement des liens de parenté et de la décadence de l'esprit de famille. Dans les temps primitifs, tous les parents d'un homme poursuivi pour homicide se seraient empressés d'accourir à son aide pour le sauver des périls de la vengeance et de la prosaiption, et pour le dégager de ses obligations pécuniaires. Plus tard, leur tiédeur à remplir ce devoir sacré rendit nécessaires des prescriptions légales et même une véritable pénalité. Cependant, on ne tarda pas à s'aperevoir de l'inconvénient qu'il y avait à armer un malfaiteur d'un privilége qu'il puisait dans son crime même, dont il abusait souvent en employant contre des Perents des voies excessivement rigoureuses. Aussi, en l'an 1200, le roi Knut qualifia d'homme de vol et de rapine celui qui pressait ses parents plus que de raison pour les forcer à contribuer à l'expiation de son

⁽¹⁾ L. Sécland. du roi Éric, V, 20.

méfait (1). Cette espèce de flétrissure légale ne sul pas pour prévenir tous les abus. Il parut bientôt aprune loi de Waldemar 11, portant que le meurtrier dev payer le wergeld tout entier, et ne demander ni aide supplément aux divers membres de sa famille (! Cependant, s'il s'enfuyait et ne remplissait pas les ce ditions nécessaires pour la perte de la paix, les amis sang devaient toujours les deux tiers du wergeld; étaient considérés comme les cautions du coupal jusqu'à concurrence de cette somme. Seulement, le contributions et les souscriptions volontaires restaice permises dans le sein de la famille.

Magnus, dans sa législation de Gulathing, supprisence plus complétement l'amende de race. Il ordon que six arbitres seront nommés pour régler, en fave de l'héritier du défunt, l'amende à prélever sur les bie du meurtrier: « Toutes les autres amendes et supple « ments provenant des amis du sang doivent totaleme « disparaître, de sorte que les amis des deux parts « doivent plus rien payer ni prendre. Que si les bie « du meurtrier ne peuvent pas suffire à la fois po « l'amende du roi et pour celle de l'héritier, toutes le « deux sont diminuées proportionnellement, suivant « valeur du bien (3). »

⁽¹⁾ Rosenvinge, t. 1, p. 36.

⁽²⁾ Ancher's Rish., tome 1, p. 610, 611. Suivant Wilda (Strap. 383), ces prescriptions surent particulières à la Scanie: c'est, effet, ce que semble prouver le décret du roi Christian III, que pe citons à la sin de ce chapitre.

⁽³⁾ M. Gul., M., cap. 12, p. 158.

On trouve dans la législation de l'Upland des dispositions semblables (1).

L'historien Geyer remarque que les amendes de race ont été complétement supprimées en Suède par une prescription du roi Magnus Trichon, en 1335 [2].

Mais le Danemarck n'avait pas fait des pas aussi rapides dans la voie du progrès, ou bien il avait rétrogradé vers les temps de barbarie; car nous trouvons, à la date de 4537, un décret du roi Christian III, lequel commence en ces termes: « Nous avons fait l'expérience qu'il y a une grande plaie dans le royaume, consistant « en ce que l'un épie sans cesse l'occasion d'ôter la vie « à l'autre; cela vient de ce que l'on prend ici de l'ar- « gent pour le meurtre, et que la race et les parents qui « n'y sont pour rien, même l'enfant qui est au berceau, « doivent concourir et aider pour l'amende; d'où il suit « que maint meurtrier se rencontre qui n'aurait pas « commis le crime dont il s'est rendu coupable, s'il ne « s'était pas cru à l'abri de la peine de mort (3). »

T. Si les biens ne suffisent pas à l'amende pleine (de 40 marcs,, chacun de ceux qui avaient droit à l'amende perdra proportionnellement, savoir : le plaignant, le roi et le peuple. 'L. Upl. M., c. X, § 1, p. 150.; Dans cette même législation le wergeld, qui, pour le meurtre voltaire, moutait à 40 marcs ou plutôt à 13 marcs 12, déduction fâte de ce qui revenait au roi et à la communauté, se produisait sus la dénomination de Sporgald, en opposition à la Morthgald, ce pi signifie le meurtre avec la circonstance très-aggravante de la chadestinité. On punissait cet assassinat commis perfidement et leu secret de la peine capitale ou de l'amende de 140 à 160 marcs. Wilda, Strafr., p. 384.;

² Geger, Histoire des Suédois, t. 1, p. 267.

^{3.} Rosenvinge, Histoire du droit danois, tom. IV, p. 176.

Et, par une brusquerie de transition dont les ant des autres peuples n'offrent guère d'exemples, le Christian supprime à la fois la solidarité des fami la possibilité de rachat du crime par le wergeld effredum, et il arrive sans transition à l'établissemen la peine de mort, applicable à tous les cas de meu

§ III.

Solidarité appliquée dans l'institution du wergeld chez les Antanons.

Chez les Anglo-Saxons, qui tenaient de si près Scandinaves, le principe de la solidarité des fam n'est ni moins respecté ni moins vivace que chez l frères du Nord: « Si un homme en tue un autre « Æthelbirth dans sa législation, il paie le demi-wers « de 100 schillings. Si un meurtrier s'exile du pays « parenté paiera pour lui le demi-leudis (1). » 1 maintenant un autre passage du recueil de lois attr au roi Alfred; on y voit d'une manière encore plus c comment se divisait le wergeld : « Si un homme « n'a pas de ligne paternelle tire l'épée et tue quelqu « et qu'il ait une ligne maternelle, celle-ci paiera « tiers du wergeld, les cojouissants de communaut « autre tiers, et, pour l'autre tiers, il y aura sa fuite « n'a pas de ligne paternelle ni maternelle, ses cojo « sants de communauté paieront la moitié, et il s'éc « pera pour l'autre moitié. Que si on tue un homme

⁽¹⁾ Æthelb., L., § 21.

« n'ait aucune parenté, la moitié du wergeld reviendra « au roi, et l'autre moitié à la communauté dont le « défunt était membre (1). »

Voici encore un passage des lois du roi Edouard, où il est clairement expliqué comment la garantie solidaire des familles a été transportée des familles aux dizeniers, et des dizeniers aux centeniers et aux groupes supérieurs:

« Il existe, en outre, dans ce royaume un moyen « suprême, et le plus essicace de tous, d'assurer la « sécurité de chacun de la manière la plus complète, c'est à savoir l'obligation où est chacun de se mettre ■ Anglais appellent une libre garantie (freoborges), et que les seuls habitants du pays d'Yorck nomment * tien manna tula, ce qui signifie une division de dix ← hommes. Voici la manière dont cela se pratiquait : Tous les habitants de tous les villages du royaume, sans exception, étaient classés dix par dix, de telle sorte que si l'un des dix commettait un délit, les neuf • autres répondaient de lui devant la justice; que s'il disparaissait, on accordait un délai légal de trente-un • jours pour le représenter; si dans l'intervalle on le vouvait, il était traduit devant la justice du roi: • aussitôt il était condamné à réparer de son bien • le dommage qu'il avait causé. S'il retombait dans sa faute, on faisait justice sur sa personne même.

Vais si on ne pouvait le trouver dans le délai pres-

⁽¹⁾ Alfred's L., cap. 27, p. 48.

« crit, comme il y avait dans chaque friborg un chef « que l'on appelait friborges heofod, ce chef prenait; « avec lui deux des plus considérables de son friborg, « puis, dans les trois friborgs les plus proches, le chef « et deux des membres les plus considérables, s'il le « pouvait; puis, il se justifiait, lui douzième, en son nom « et au nom de son friborg, en jurant qu'il n'était pour « rien dans le méfait ni dans la fuite du malfaiteur. « S'il ne pouvait le faire, il venait lui-même à la tête « de son friborg réparer le dommage, et cela, avec le « bien du malfaiteur tant qu'il durait; et lorsqu'il n'en « restait plus, il y suppléait de son propre bien et de « celui de son friborg, jusqu'à ce que satisfaction « complète eût été faite devant la loi et la justice. Si les « chefs du friborg ne pouvaient accomplir les prescrip-« tions de la loi en ce qui concernait le nombre de jureurs « à prendre dans les trois friborgs voisins, ils devaient « au moins jurer eux-mêmes qu'ils n'étaient pas coupa-« bles, et que s'ils parvenaient jamais à mettre la main « sur le malfaiteur, ils l'amèneraient à la justice, ou « découvriraient à la justice le lieu de sa retraite (1). » C'est le roi Edmond qui essaya le premier de consacrer chez les Anglo-Saxons cette phase d'évolution législative, par laquelle la solidarité des familles est supprimée pour faire place à la responsabilité exclusivement personnelle. du coupable. D'après les lois de ce monarque, le meurtrier

doit seul encourir la fehde. Cependant, s'il est dans l'em-

⁴¹⁾ L. Edward, Canciani, tom. 1v, p. 338.

barras pour acquitter le plein wergeld, ses amis du sang peuvent volontairement l'aider et le cautionner, et lui obtenir un délai de douze mois pour le paiement. Si les parents déclarent qu'ils l'abandonnent et le répudient, ils seront en dehors de la fehde, mais à condition qu'ils ne bui donnent ni nourriture, ni hospitalité, ni secours (1).

§ IV.

Même principe de solidarité appliqué dans l'institution du wergeld, chez les Franco-Allemands.

Chez les Francs et les Allemands, aussi bien que chez les Anglo-Saxons, correspondait au système de l'amende et de la composition pécuniaire un vaste système de garantie et de responsabilité solidaires, qui embrassait dans ses réseaux multiples tous les individus des diverses dasses du peuple.

Le premier anneau de cette chaîne de garantie se rettachait au mundoaldus ou chef du mundium.

Primitif dans la vieille langue allemande est proprement manus, main; il a eu plus tard le sens de bouche, regane par lequel s'exerce l'attouchement le plus délicat. Randa ek est traduit par in manum capio dans le fossaire de la Nials-Saga, comme dans celui des Gragas. Aux temps antiques, étendre la main était le

I. L. Edm., c. 1, § 1, Canciani, tom. IV, pag. 270. — Edouard a signé environ un siècle après Edmond; mais aussi il dépeint l'usage frenborges comme un usage ancien et peu observé de son temps.

signe employé pour bénir et pour prendre possession: à ce double titre, la main semblait donc être le parfait emblème de l'autorité du père de famille, alors qu'il exerçait un pontificat domestique en même temps qu'une juridiction séculière, et en quelque sorte domaniale.

Il y a donc, au point de vue du droit, d'étonnants rapports entre le mund juridique des Scandinaves et la manus juridique des Romains.

Cependant, sans nous occuper de ces rapprochements, qui sont souvent périlleux à poursuivre trop loin et qui d'ailleurs ne sont pas dans notre sujet, cherchons quels étaient les caractères particuliers du mundium germanique.

Le mundium supposait, dans celui qui l'exerçait se 1° une autorité spéciale sur la personne et sur les biens de tous ceux qui dépendaient de lui; 2° une espèce de tutelle qui, en conférant certains droits, imposait certains devoirs; 3° une responsabilité active et passive, fondée sur des idées de solidarité dont le Mundoalduré était le principal représentant dans la famille.

A l'époque où l'histoire, par l'organe de César et de Tacite, nous parle pour la première sois des peuples germaniques, elle nous les montre dans un état de sommation sociale assez rapproché de l'état primitis en patriarcal que nous avons décrit dans la première partie de cet ouvrage. Les peuples n'en étaient pas encore arivés à ce point où un groupe abstrait, sous le nom d'étals se substitue à tout groupe intermédiaire de samille ou de communauté particulière. Ils n'avaient pas encore

créé un pouvoir central, dépositaire de toutes ces forces isolées et éparpillées, en lui imposant le droit et le devoir de protéger également chaque individu, membre du grand tout appelé la nation. Ces petits groupes de samille, où prennent racine les sociétés qui commencent, où vont se retremper les sociétés qui se dissolvent et qui finissent, étaient, au temps de la barbarie germanique, comme autant de petites sphères juxtaposées, qui se mouvaient avec une singulière indépendance dans la sphère générale de l'état. L'état, qui sentait sa saiblesse, aimait mieux ne pas agir lui-même et n'avoir affaire qu'aux hommes libres majeurs, ou aux chess de famille qui lui répondaient des individus groupés autour d'eux. Le pouvoir social s'en remettait même, jusqu'à un certain point, à ces chess de samille, du droit et du devoir de protéger les hommes qui les entouraient, puisqu'il leur concédait le droit de prendre fait et cause pour eux, soit par voie judiciaire, soit même par voie de vengeance.

Cependant la loi donnait le droit de poursuivre le pauvre, le mineur, l'insolvable, etc., à la charge par cuix-ci de rejeter la solidarité pécuniaire de leur fait prilafamille, c'est-à-dire sur tous ceux de leurs parents pai leur étaient unis par les liens de la consanguinité, qui se trouvaient sous le même mundium.

Une vieille loi (1), qui a été reproduite dans tous les textes de la loi salique, quoiqu'elle remontât au

⁽¹⁾ L. Sal. De Chrenecrudà, tit. Lx1, édit. de Lindenbrog.

temps où les Francs étaient encore païens, ne dé geait l'indigent du paiement de la composition (lui en faisant rejeter la solidarité sur ses plus pro parents par des signes emblématiques; il devait d'a faire jurer par douze témoins qu'il n'avait ni si sous terre, pas autre chose que ce qu'il avait do ensuite, il entrait dans sa maison, ramassait aux q coins une poignée de terre, et, se tenant sur le seu jetait quelque peu de la main par-dessus ses ép (c'est ce qui s'appelait jeter la chrenecruda (1) su plus proche parent. « Si, ajoute la loi, après qu père ou sa mère ou son frère aura payé, il reste e quelque partie de la composition à fournir, qu'il et sur la sœur de sa mère et sur ses ensants, c'estsur les trois premières générations du côté mate savoir : la mère, la tante et les enfants de celle-ci.

« Puis, revêtu seulement d'une chemise sans ture (2), pieds nus et un bâton à la main, qu'il par-dessus la haie, le tout asin que les parents d trois générations lui paient ce qui manque pour pa la composition. »

On en agit de même ensuite à l'égard des pa

⁽¹⁾ Suivant M. Guizot, Hist. de la Civilisation mod., t. 1^{er}, et suivant M. Michelet, Origines du Droit, p. 116, Chreneerud de reines kraut, herbe pure, l'herba pura des lois latines, c'es l'herbe prise dans un terrain consacré. M. Pardessus, note son édit. de la Loi salique, a voulu en vain révoquer en dout étymologie, qui nous paraît incontestable.

⁽²⁾ Embléme de sa pauvreté et preuve qu'il se dépouillait den faisant cession de biens.

paternels; et si, parmi eux, il s'en trouve quelqu'un qui n'ait pas assez de biens, il doit à son tour jeter la chrenecruda sur celui qui en a davantage. Ce dernier doit solder le surplus, et enfin, si aucun parent ne peut payer, l'homicide doit demander le pardon ou le rachat de sa vie (de vita componat [1]), c'est-à-dire qu'il mette sa vie à la discrétion de l'offensé ou des parents de l'offensé.

Or, à mesure que l'ordre public acquiert plus de consistance, le membre de la famille prend une plus grande confiance dans l'état; il sent moins le besoin de cette solidarité active qui était autresois sa plus sûre protection; mais il arrive en même temps que les charges de la solidarité passive, devenues sans compensations suffisantes, lui paraissent plus onéreuses. Ces besoins nouveaux de la société trouvent leur expression dans la disposition législative suivante, appelée renonciation de la parenté (2). Celui qui voulait s'affranchir ainsi des obligations de la chrenechruda, se présentait au mallum du juge local: là, il rompait sur sa tête quatre tranches d'aulne ou de saule, les jetait aux quatre coins de l'assemblée ou mallum, et déclarait publiquement q'il renonçait à tous les biens de la famille. Par ce

⁽f) Cette expression est prise quelquesois dans le sens d'une simple position, mais elle l'est souvent aussi dans le sens que nous adoptes ci-dessus. Voir le commentaire de M. Pardessus sur la Loi salique, p. 664. Ce savant traduit ces mots De vita componat, par ceux-des doit perdre la vie. » Il avoue cependant qu'il était loisible à selecté ou à ses parents de prendre l'homicide ou de le vendre tenne esclave.

^{2,} Tit. exms de la Loi sal.

moyen, il s'exonérait des charges que pouvaient mi imposer ces biens : ainsi il n'avait plus de composition à payer pour un parent pauvre, qui s'était rendu coupable d'homicide. Mais aussi, il perdait des chances de bénéfice non moins grandes que ces chances de perte, car, si un de ses proches venait à mourir ou à être tué, il n'avait plus de droit, ni à la succession, ni à la compessition.

Du reste, cette législation dut en grande partie tomber en désuétude (1), quand furent abolies les coutumes et les formalités païennes de la chrenecruda. Cette réaction contre la solidarité passive en matière de composition date d'un édit de Childebert (2), rendu en 595. La les des Bourguignons (3) fait évidemment allusion à lé suppression d'une coutume semblable, dans le passage suivant : « Les parents du défunt ne doivent poursuivre « que la personne même de l'homicide; car, de même « que nous voulons perdre le criminel, nous voulons mettre l'innocent à l'abri de toute inquiétude. »

Mais, en revanche, nous trouvons encore des traces du principe de la solidarité des familles dans un mons-

⁽¹⁾ Nous verrons plus bas qu'elle continua d'exister dans certains per jusqu'au temps des Croisades, mais sous un autre nom et sans les formalités païennes de la chrenecruda.

⁽²⁾ Chap. 6.

⁽³⁾ Tit. 11, 88. VII. — Pardessus, ouvrage déjà cité, p. 663. Du restequant à la Gesammtburgschaft, voir Eichhorn, ouvrage déjà cité p. 80, et surtout la note si remarquable, p. 83, t. 15. Cependas cet habile publiciste nous semble avoir outré l'idée de la cohésion de la solidarité dans la Gesammtburgschaft.

ment législatif de beaucoup postérieur à ces monuments des temps primitifs de l'invasion des barbares. D'après les lois du Hainaut, qui furent promulguées en 4200 par Baudoin, depuis empereur de Constantinople, tous les proches d'un homicide ou meurtrier fugitif étaient tenus d'abjurer sa parenté et de renoncer à toute liaison avec lui. En cas de refus, ils étaient poursuivis par la famille offensée, et réputés aussi coupables que le meurtrier lui-même. Mais, après l'abjuration faite, les parents du mort contractaient l'engagement solennel de vivre en paix avec eux, et celui qui, à cet égard, n'eût pas voulu donner les assurances prescrites par les lois, aurait encouru la peine de l'exil et de la confiscation des biens. La coutume générale n'accordait que vingt-quatre heures pour ces abjurations et ces assurances réciproques (1).

Du reste, chez les Francs, si la solidarité passive parut avoir été abolie en matière de meurtre au vi° siècle, est certain qu'on fut obligé d'y revenir, au moins pour les vols. Voici, à cet égard, un décret du roi Clotaire 11 (2).

Comme il est constant que les gardes nocturnes ne réussissent pas à s'emparer des voleurs de nuit, il a été décidé qu'on établirait des centaines. Si quelque chose vient à être perdu dans la centaine, celui qui l'aura perdue en recevra la valeur, et le voleur sera poursuivi. — Que s'il se montre dans une autre centaine, et que les habitants, mis en demeure de le

⁽¹⁾ Collin de Plancy, Légendes de l'Histoire de France, p. 17.

⁽²⁾ Decret. Chlotar. reg., ann. 595.

« livrer, refusent de le faire, qu'ils soient condamnés « à payer cinq sols d'amende, et que le citoyen vols « n'en reçoive pas moins de la centaine le prix de la « chose perdue. »

Enfin, l'idée de la solidarité était tellement dominant et tellement répandue parmi les Germains, qu'elle s'appli quait aux associations, même les plus frivoles et les plu transitoires, celles d'un festin ou d'un banquet. « Si « dit la loi salique, à une table de quatre à cinq per « sonnes, ou même de sept, un des convives vient » être tué, ceux qui resteront dénonceront l'auteur de « meurtre, en attestant sa culpabilité, ou bien ils paie « ront solidairement la composition pécuniaire por « cette mort (1). »

Il nous reste à dire comment on répartissait l'amende dans les droits des Saliens et Allemands.

On ne s'y livrait pas, dans la fixation de cett répartition, à des combinaisons aussi savantes et auss multipliées que celles dont abondent les législation scandinaves. « Si le père de quelqu'un a été tué, di « simplement la loi salique, ses fils recueilleront i « moitié de la composition, et l'autre moitié sera adjugé « aux parents les plus proches, tant du côté paterne « que du côté maternel. Que si, dans l'une des deu « lignes, il n'y a point de parents, cette portion ser

⁽¹⁾ L. sal. emend., tit. Lxv. De homicidiis in convivio factis. Conciani croit qu'il s'agit ici d'une véritable association. M. Pardesse pense au contraire qu'il n'est question que d'une réunion accidentes de convives. Voir sa note life du 5° texte.

« donnée au fisc, ou à celui auquel le fisc en fera la « concession (1). »

Il est évident que, comme dans tous les codes du Nord, la composition n'est pas exigée ici à titre d'héritage; si c'était là le principe de la loi, les enfants de l'homme assassiné n'en partageraient pas le prix avec d'autres parents; car, d'après le titre 62 de cette même loi salique, ils étaient exclusivement héritiers de leur père. Le droit de solidarité l'emporte donc encore dans cette répartition sur le droit d'héritage.

La loi des Lombards présente une physionomie particulière à l'égard du partage de la composition, dans certains cas. S'il y a des fils légitimes et deux ou plusieurs fils naturels, et qu'il arrive que l'un des frères soit tué, les frères légitimes doivent, suivant la prescription du roi Rotharis (2), prendre deux parties de la composition qui aura été réglée; les frères naturels prendront la troisième partie. Quant aux biens du défunt, ils seront tout entiers dévolus aux frères légitimes. Si on donne une part de la composition aux frères naturels, c'est pour terminer les fehde, c'est-à-dire pour apaiser les finimitiés.

Le législateur semble s'excuser ici de faire une excep-

⁽¹⁾ Loi sal. emend., tit. LXV. Dans les capita extravagantia, tit. XV (additions attribuées au roi Childebert), il y a quelques différences de proportions dans le partage. Le fils a toujours la moitié, les parents la vont plus que le quart. Quand la mère est vivante, elle a la moitié de quart.

⁽²⁾ L. Rothar., cap. 162. Propter faïdam deponendam, id est, inimiciliam pacificandam.

tion au droit d'héritage, et il explique que c'est de l'intérêt des familles et de l'ordre public.

La loi des Saxons a, sur la composition pécuniai un passage fort obscur, devant lequel nous ne deve pas reculer. « Si quelqu'un commet un meurtre, qu « fixe d'abord le simple wergeld, suivant sa conditie « le tiers en sera payé par ses parents et les deux aul « tiers par lui, puis il paiera encore huit fois le werge « sans quoi lui et ses fils seraient faïdeux (1). »

Chez ce même peuple (2), resté sanguinaire et p barbare que les autres Germains, la vengeance pou s'exercer non-seulement contre le meurtrier et con ses fils, mais encore contre les sept plus proches rents: or, celui dont le crime faisait courir un tel dan à ses parents devait, après que ces derniers avai contribué à remplir leur obligation de famille par paiement de l'amende simple, les racheter à son to par le paiement de l'amende octuple; et s'il ne le fais pas, lui seul restait, ainsi que ses enfants, exposé; vengeances des parents du défunt (3).

Sans nous étendre davantage sur ces détails, pourraient remplir un volume entier, voici comm nous croyons devoir résumer et généraliser les proglégislatifs qui se rattachent à l'idée du wergeld.

1º Il subsiste d'abord à côté de la fridbrot, de

⁽¹⁾ Lex sax. II, 6.

⁽²⁾ Ibid.

⁽³⁾ Pour interpréter ainsi cette loi, nous nous sommes servi savants commentaires de Gaupp sur le vieux droit saxon. (Gaurecht der alten Sachsen, p. 116.)

système de pénalité fondé sur la mise hors la paix et sur la proscription. Tant que dure cette première phase, la société n'intervient pas dans les transactions pécuniaires qui se font entre les familles, ni dans les conséquences qui en dérivent. Le wergeld est facultatif. L'offensé et la famille peuvent l'accepter ou le refuser; et, s'ils prennent ce dernier parti, le contrat qui en résulte n'a d'autre garantie et d'autre sanction que la bonne foi des parties; 2° soit que le pouvoir social, en vertu de sa propre initiative, prenne connaissance de ces transactions pour les faire respecter, soit qu'afin de leur donner plus d'authenticité et plus de force les parties elles-mêmes aient réclamé son assistance et son intervention, les trèves et les paix particulières se sont sous sa garantie solennelle et deviennent de véritables lois privées, sanctionnées par une pénalité spéciale. La composition pécuniaire s'élève alors à la hauteur d'une institution de droit; 3° par suite de ce point de vue, le wergeld est étendu aux membres de la famille de l'offenseur et de œlle de l'offensé, afin d'éteindre entre ces familles tout serme de haine et de vengeance. Cette obligation légale ma fait d'ailleurs que consacrer un usage depuis long-Emps enraciné dans les mœurs; 4° la législation réagit ensuite sur elle-même, elle tend à limiter de plus en Plus la solidarité des parents, jusqu'à ce qu'elle en vienne à supprimer la nécessité de leur participation à l'amende : alors triomphe le principe que le malfaiteur seul doit payer le wergeld, à l'exclusion de toute garan-"e solidaire et subsidiaire. Le wergeld prend par conséquent le caractère d'une peine personnelle. Il s'ur fredum et remplace définitivement la mise hors la 15° le wergeld s'applique ensuite, non plus seuleme meurtre, mais à une soule de délits d'un ordre insér

Pendant ces dernières phases du droit criminel d époques barbares, le pouvoir social s'efforce d'ô l'offensé la faculté de l'option entre l'acceptation refus du wergeld; à plusieurs reprises, les lois déc qu'il ne peut pas y avoir refus et par suite conserv du droit de vengeance. Mais une telle prépondéran l'état sur l'individu ne sera pas définitivement cons sans de longues et pénibles vicissitudes. Que si le redouté d'un Charlemagne sait prévaloir ce pri d'ordre public dans toutes les parties de son vaste pire, on verra bientôt la faiblesse de ses successet remettre en question. Puis la féodalité entraîne quelque sorte l'humanité en arrière; elle dél l'œuvre du grand empereur, et parviendra à ressuse sous le titre d'une prérogative seigneuriale, le dre fehde des anciens guerriers de la Germanie.

Plus tard, le pouvoir social réussira à se subs à l'offensé ou à la famille qui poursuit la vengea mais ce sera à la condition de prendre fait et caus quelque sorte, contre l'auteur du meurtre, de lui une guerre judiciaire à outrance, et de satisfaire le versé par une nouvelle essusion de sang, ou tout au r de bannir le criminel loin de son pays par une irresible proscription. De là peut-être ce mot de vin sociale, qui a été conservé dans les traditions de

magistrature, et contre lequel réclame, non sans raison, la philanthropie de nos jours. De là encore la limitation que le souvenir du vieux droit des familles avait apportée au droit de grâce du souverain dans plusieurs pays d'Europe. Ainsi, jusqu'aux temps qui ont précédé la grande révolution française, l'empereur d'Allemagne, en jurant la joyeuse entrée du Brabant (1), s'engageait à n'accorder aux homicides graciés le droit d'entrer dans leur patrie, qu'après qu'ils auraient été reçus à composition par les parents du mort. « La rémission de « l'homicide en Brabant, dit Depape dans son Traité de « la joyeuse entrée, n'est régulièrement entérinée que « quand la partie civile a reçu contentement (2). »

Une cérémonie qui rappelle tout à fait les coutumes et les lois antiques relatives à la solidarité des familles, se pratiquait encore à Anvers, au dernier siècle. Là, pour que la grâce accordée par le souverain à un meurtrier eût son plein et entier effet, voici ce qui était exigé. Les parents du défunt se rassemblaient, en grands habits de deuil, dans une chambre toute tendue de noir; le coupable devait comparaître devant eux et se mettre à genoux, la tête découverte; puis, il demandait miséricorde, et recevait les conditions imposées par la famille. Lorsqu'on était d'accord sur les articles de

⁽¹⁾ Ensemble de franchises dont les souverains devaient jurer le maintien à leur avénement.

⁽²⁾ C'était le 20e article de cette joyeuse entrée, et Dahlmann atteste que Joseph II en jura solennellement l'observation. (Geschichte von Danemark, t. 1, p. 161.)

la composition, le fils aîné, ou, à son défaut, le plus proche parent donnait au criminel un baiser de réconciliation. De ce moment, toute inimitié cessait de la part de la famille, qui se déclarait satisfaite.

En Espagne, jusqu'à ces derniers temps, le droit de grâce du souverain a été subordonné au consentement des parents de la victime du meurtre.

La France n'a conservé d'autre souvenir du droit de vengeance des familles, que la faculté donnée au fils ou au plus proche parent d'un homme assassiné, de se joindre, comme partie civile, aux poursuites exercées contre le meurtrier par le ministère public. C'est une faculté dont on use rarement, et l'abandon progressil de ce droit, dont on regardait autrefois l'exercice comme un devoir sacré, est un triomphe insensible de l'esprit chrétien, qui nous apprend à ne pas venger nous-mêmes nos propres injures, et à en remettre la répression à la société.

CHAPITRE VIII.

ES DIVERSES JURIDICTIONS CRIMINELLES PENDANT LA PREMIÈRE PÉRIODE DU MOYEN-AGE, OU PÉRIODE BARBARE.

Après avoir essayé de pénétrer l'esprit de la pénalité es peuples barbares au commencement du moyenge, nous devons étudier leurs juridictions et leur 10de de poursuivre les crimes et les délits.

C'est ce qui forme la branche du droit criminel qu'on ppelle la procédure, et qui a des rapports encore plus ntimes avec la constitution des peuples qu'avec leur ivilisation elle-même. En effet, les mœurs d'une ociété polie, qui repousseraient des pénalités atroces, œuvent supporter la procédure secrète et toutes les conséquences qui en résultent. Là où il y a absence de paranties pour la liberté politique, il est tout naturel qu'il y ait absence de garanties pour la liberté civile. C'est un parallélisme qui ne saurait choquer les esprits.

Cependant, l'organisation judiciaire proprement dite suit les progrès sociaux; presque nulle dans l'enfance des peuples, elle se perfectionne à mesure qu'ils se constituent d'une manière plus forte et plus stable.

Nous avons été obligé, malgré nous, de toucher à la

procédure des Scandinaves et des Germains, tot parlant de leurs lois pénales. Ces deux grandes divi de la même branche du droit, très-nettement traujourd'hui, tendaient à se confondre dans le vaste où était plongé alors l'ordre social.

Cependant, nous avons tâché d'élaguer sur notre tout ce qui avait trait aux juridictions et à la proceriminelles, pour coordonner à part ces matériaux ciaux et en faire le sujet de chapitres séparés. Nous mençons par les juridictions ou l'organisation judic

g Ier.

Des juridictions chez les Scandinaves, les Bavarois, les FranciAnglo-Saxons.

Dès ces temps antiques, qu'éclairent les pren lueurs de l'histoire, les tribus semblent s'enrégim comme une immense armée qui s'organise pour vasion et la conquête. Le groupe qui se forme d'abo qui représente la première unité en dehors de la fa est la centénic. Elle est mentionnée formellement Tacite (1), et, chose singulière! nous la retro encore, sous le nom de Fylky (2) ou d'hérad, d

^{(1) «} Centeni singulis ex plebe comites, consilium simul et « ritas adsunt. » (De moribus Germanorum, 12.)

⁽²⁾ Suivant Geyer, Histoire de Suède, la Fylky n'aurait été co que de cinquante hommes, le demi-cent. Si cela est, c'est une tion unique dans le mode de division de la vieille Germanie; e serait, après tout, que la centénie coupée en deux. Quoi qu'il-

Suède et même dans l'Islande, où l'esprit nomade et guerrier des Germains semblait s'être replié sur lui-même, en mettant l'Océan pour barrière entre lui et les autres peuples.

Ce même chiffre de cent est encore employé trèssouvent comme l'expression d'une haute unité pour des valeurs d'or et d'argent, sans qu'il soit pour cela le résultat du système décimal, inconnu aux peuples germaniques.

Ce fut par ces mêmes procédés de multiplications et de divisions, usités, comme nous l'avons vu, pour la fixation des amendes pécuniaires, que l'on arriva, en prenant la centénie pour *unité type*, à former les décanies et les millénies (1). Il n'est pas besoin de dire que ces divisions guerrières, judiciaires et administratives

l'hérad proprement dit ne sut pas étranger à la vieille Suède. Du reste, on retrouve la centénie jusque chez les Cosaques. Avant leur soumission à la Russie, « chacune de leurs bourgades avait un centurion « qui jugeait les dissérends des particuliers, maintenait la police et » présidait aux exercices militaires. Plusieurs centuries sormaient une » brigade, millénie, qu'on appelait Polk et qui était commandée par « un Polkovink. » (Karamsin, Histoire de Russie; Voyage en Russie, de baron de Hartausen.)

Le mot slave polk ou pulk a la même signification que le mot scandinave fylky; il rappelle le latin populus sans la réduplication, et il est dérivé de la même racine sanscrite (note du baron d'Eckstein). Un fylky ou un pulk est une population rurale assise sur un territoire; c'est la yeomanry quittant les armes et la vie vagabonde pour la charrue et les occupations sédentaires. C'est donc le contraire de la bande nomade et guerrière.

(1) Les décanies des Anglo-Saxons ne se produisent que tardivement, comme une subdivision factice et de police politique. Plusieurs peuples barbares de ce temps paraissent ne les avoir pas connues, surtout dans le nord de la Germanie. laissèrent subsister, sans y porter la moindre atteil le domicile particulier et la vie commune des famil

Plus tard, quand les tribus nomades se furent six au sol et que les sédérations de centénies eurent la consistance de nations véritables, les mots hundi dans le nord, hun ou hau dans le midi de la Germa se prirent dans le sens de district, de circonscrip territoriale (1). Une hundreda était une centénie avait sait halte, et dont les guerriers avaient changs sers de leurs lances en socs de charrue. Or, dans le d'un district ainsi sormé, se reproduisait l'uprimitive, et chaque hérad scandinave eut son dintribunal, comme chaque centénie franque son md mallum. La juridiction du ding ou du mal ne s'éter pas au-delà de l'hérad ou de la centénie.

Dans le nord, une grande réunion nationale et j ciaire était convoquée une ou deux fois par an, en Isla sous le nom d'Allthing; en Suède, sous celui d'Al riarding; chez les Germains ou Francs, de grand ou de placité royal,

Cette assemblée était en général présidée par le verain, qu'il portât le nom de roi ou de duc; en Isla elle l'était par le Logsmadr ou l'homme de la loi

⁽¹⁾ C'est ce qui arriva souvent, notamment chez les Goths. Gri Recht's-alth,, p. 754.

⁽²⁾ Le Logsmadr est comme le Lagmann; il dit la loi, il la tr quand les juges du peuple ou jurés ont prononcé sur la caus Pardessus, dans son Comment. de la loi sal., p. 583 et suiv., et lui M. Lehuerou, ont prouvé d'une manière irréfragable q

En Suède, chaque district avait son lagmann, espèce d'orateur ou de tribun, dont on se servait comme de contre-poids à l'autorité royale. Mais partout ailleurs, la juridiction du Godi islandais, du centenier franc, ou lu magistrat qui, sans avoir le même nom, exerçait es mêmes attributions, était par elle-même faible, peu espectée et mal définie. Il s'en fallait de beaucoup pu'elle attirât à elle la connaissance de tous les mésaits ommis sur le territoire du district; les uns étaient jugés ar le père de famille ou par le propriétaire, quand ils laient commis par un lite, colon ou esclave, faisant partie de son mundium ou de son immunité territoriale; es autres devenaient l'objet d'une transaction ou d'un rbitrage. Voici ce que dit à cet égard la législation norwégienne de Frostathing: « Quand des gens auront pris « dispute dans un cabaret, ils devront sortir et se séparer. « puis se réunir de nouveau le lendemain, et arranger « l'affaire, s'ils connaissent le droit : autrement, l'affaire « sera portée au ding local (1). »

Le plus souvent, en Norwège et en Islande, il se sormait une sorte de tribuhal arbitral, composé des habitants du lieu: chacune des deux parties amenait avec elle huit ou dix de ses voisins, accolæ; on se réunissait près du lieu du litige ou près de la maison de celui

ertaine juridiction était attachée à la concession de toute immunité erritoriale, dès la première race. On peut voir à ce sujet les formules ', xiv, xvii et xxxv du liv. 1er de Marculfe, et le chap. xii d'un édit e Childebert, de 595.

⁽¹⁾ Frost. 111.

qui était assigné; cette réunion s'appelait Heim Thin tribunal domestique (1).

« Le siége de l'audience, disent les Gragàs, doit è « placé en dehors de toute clôture, dans un lieu où il « a ni pré, ni champ labouré, à une portée de flèche « l'enclos qui entoure la maison du plaignant. Puis « Godi vient à l'heure de midi et désigne six memb « de chaque groupe pour former le tribunal qui y « composé de douze membres, et ce sont là les ju « qui doivent trouver le droit (2). » Dans la législat de Frostathing, le magistrat local n'est pas même appour assister à la séance d'un tribunal semblab « Qu'aucun homme tenant emploi ou bénéfice du « n'aille ni au tribunal ni dans la maison où doit a « lieu l'audience, à moins que son chemin ne l'y c « duise (3). »

L'employé royal n'aurait donc été, devant cette esp de tribunal ou de jury, qu'un simple spectateur.

Dans la même catégorie doit se ranger le tribuna la stèche.

La flèche était un bâton brûlé au bout; on s'en s vait dans le cas d'appel aux armes ou de convoca pour le jugement d'un meurtre. On la nommait la flè

⁽¹⁾ Wilda, Strafrecht, p. 134, 176 et 204; Nials-Saga, cap. p. 188 et seq.; Grag., 1, p. 72-78.

⁽²⁾ Gragàs, t. 11, p. 82-83. Quelquesois, le nombre neuf se pri au lieu du nombre douze.

⁽³⁾ Frostathing, tit. XII-XV, p. 150. Il s'agit, devant cette assen quasi-judiciaire, de savoir si on sera une visite domiciliaire pour s des objets volés.

du combat ou le bâton de l'appel. Le plus proche parent de la victime du meurtre (et sa femme avait aussi ce droit) prenait la slèche et la portait au voisin, en lui disant que chaque cojouissant de la communauté eût à se rendre, dans trois jours, là même où le meurtre avait eu lieu ou sur la tombe fraîchement remuée de la victime. Celui qui trouvait un homme tué sur la route ou qui avait lui-même tué un homme pour une juste cause, devait employer le même signe de convocation pour la réunion de ce tribunal libre ou extralégal. Chacun de ceux à qui la slèche était transmise devait la prendre et a porter sur-le-champ jusqu'à la maison voisine, et elle devait ainsi circuler de maison en maison dans tout l'hérad. Si 32 hommes, et, suivant d'autres, si 27 se réunissaient, cela paraissait être un nombre suffisant pour rendre la sentence. Le tribunal de la stèche était me espèce de jury d'accusation : son office était surtout de préparer l'affaire et de constater le corps du délit. Cependant, si les parties comparaissaient, il pouvait tout régler séance tenante par une sentence définitive. Si le prévenu faisait défaut, on le plaçait hors de la paix; mais il fallait que ce jugement sût confirmé ou au moins proclamé par le tribunal de l'hérad ou dans le ding général.

Ces juges de la stèche circulante constituaient donc une espèce de jury d'accusation tumultuairement réuni (1). Quelquesois, comme dans la Frise et la Suisse, on

⁽¹⁾ Grimm's Rechts Althert., 162, 844, et Wilda, Strafrecht, p. 135-136.

convoquait le peuple par feu et paille; en Catalogne, au cri de guerre ou de meurtre sur les terres du roi, commandit les cloches; sur les terres des barons, le cor. En Normandie, le cri usité était la clameur de haro. Une vieille coutume de Bretagne portait : « Tous et « toutes doivent aller au cry communément, quand « oyent cry de seu ou de meurtre, et aider au besoin (1).

Au lieu d'une flèche, dans la Saxe, c'était un marteme qu'on faisait porter de maison en maison. Le signe de convocation, quel qu'il fût, devait circuler d'orient coccident, dans le sens de la marche du soleil (2).

Du reste, chez les Germains comme chez les Bretons; ces avertissements à cor et cri public étaient plutôt des enquêtes officieuses que des jugements : pourtant; elles avaient leur importance dans un temps où rien se constatait par écrit.

Le tribunal légal d'enquête ou d'accusation de l'Hérad, en Islande, ne se composait que de neuf membres: cinq d'entre eux devaient être voisins du lieu où le crime s'était commis. Nul n'avait le droit d'y sièger s'il était parent de l'accusé ou du plaignant au neuvième degré et au-dessous. Le tribunal définitif de l'Hérad était composé du godi, d'un juge pris parmi les anciens godis, et de quatre dodécades d'hommes libres (3). Se ces quarante-huit membres, on en tirait au sort douze qui

⁽¹⁾ Houard, Institutes de Littleton, t. 1, vi, 179, et Laurière, GL

⁽²⁾ Grimm's Rechtsalt., 161-162-840, etc. Voir aussi Micheles Origines du Droit, p. 293 et suiv.

⁽³⁾ Grag., t. 1, p. 165-168, § 111, tit. 71 et 72.

composaient le tribunal s'il n'y avait pas de récusation; mais comme chacune des parties pouvait en récuser douze, on continuait les désignations jusqu'à ce que le tribunal fût complet. A ce tribunal de l'Hérad correspond, chez les Francs, le tribunal du Centenarius ou Tunginus (1). Plusieurs édits des rois de la première race sont adressés à ces magistrats locaux : Childebert et Clotaire leur imprimèrent une grande activité pour la poursuite et la répression des crimes. Les centeniers tenaient un véritable mâl placitum, et leur juridiction, comme toutes célles de ce temps, au moins en règle générale, n'était pas susceptible d'appel.

La compétence du centenier fut ensuite limitée aux délits de peu d'importance.

Il paraît que, dans le principe, les audiences des centeniers étaient publiques, mais que Louis-le-Débonnaire en exclut implicitement les hommes libres, en ordonnant de n'y convoquer que les parties, les témoins et les juges (2). Dans tous les cas, le grand mâl, mallum, était et resta public.

Dans chacune des justices du comté ou grand district, y avait toujours un président pour ouvrir l'audience, iriger les débats, prononcer le jugement ou l'exécuter. Le fond même du jugement n'était soumis à sa

⁽¹⁾ J'adopte ici l'opinion de M. Pardessus, qui croit que les Centeprirent le nom de Tungini dans le même temps que les Comites prirent celui de Grasiones, et que ce ne sont pas des institutions déférentes. (Comment. de la loi sal., p. 580.)

⁽²⁾ Lex Bajuvariorum, tit. 11, cap. xv, § 2. Lex Alamannor., fit. 41.

décision chez aucun des peuples germains, mais il compétait à d'autres personnes, dont les fonctions étaient déterminées par ces mots : « trouver le droit, « juger; trouver la sentence ou résormer le jugement. » Comme principe d'institution, chez chacun de ces peuples, voici ce qui se produit de la manière la plus saillante. La communauté faisait choix, dans le sein de tribunal tel qu'il avait été convoqué, d'un jurisconsult destiné à le diriger par ses conseils et par son expé rience. D'après le droit allemand et bavarois, le jugement dépendait d'un trouveur de droit spécialement établi l cet esset. Son jugement ne pouvait avoir de sorce qui par l'adhésion des autres hommes libres, qui résultai de ce que personne ne demandait un autre juge. La judices de la plupart des législations allemandes doives être entendus des membres de la communauté qu siégeaient avec lui.

D'après le droit franc, on devait réunir, pour le faire concourir au jugement, des hommes libres que l'a nommait Rachimborgii: ils étaient en nombre indéterminé. Cependant, il faut faire une distinction entre ceux qui venaient prendre part au jugement et ceux qui étaient simplement présents (1). Le nombre des membres appelés à sièger était ordinairement fixé à sept « tunc Gravio congreget secum septem Rachimbor « gios idoncos (2). »

⁽¹⁾ Qui ibidem ad universorum causas adiendum residebant = adstabant. (Marc. Form., 162).

⁽²⁾ Lex Salica emendata; Pardessus, Comment., p. 378.

Les possessores de race romaine paraissent avoir été admis, bientôt après la conquête, à faire partie des Rachimbourgs (1). Car, sans eux, le jugement des affaires régies par la loi romaine eût été impossible.

Quant à la fonction du Sagibaron, M. Eichorn prétend (2) qu'elle était la même que celle du judex des Bavarois et des Allemands, de l'Asega des Frisons, etc. Ceraisonnement par analogie a bien quelque poids, quand on compare des législations contemporaines qui appartiennent à des peuples de souche commune (3).

Chez les Anglo-Saxons, comme chez les autres Germains, il y eut de bonne heure des Teodunge, dizénies, des Hundrede, centénies, et chacun de ces groupes sociaux avait un magistrat particulier sous le nom de Tien-heofod, Hundred-heofod. On retrouve chez eux les principes et les divisions de juridictions que nous avons retracées chez les Francs et les Scandinaves. Cependant, il paraîtrait que les procès criminels et civils se jugeaient plutôt dans les cours de comté que dans les centénies. Les Thanes ou propriétaires libres étaient tous appelés à fire partie de cette cour, à l'exclusion des Céorls ou simples hommes libres; ceux-ci y étaient convoqués

⁽¹⁾ Savigny, Hist. du droit romain au moyen-âge, § 76.

⁽²⁾ Id., ibid., p. 404 et 405. Pardessus, Comment. de la loi sal., p. 574.

⁽³⁾ On a prétendu que le sagibaro n'était que le vicaire du comte, vicarius comitis. Ne serait-il pas possible que le comte choisit ordinaiment le sagibaro pour le remplacer au mâl quand il ne pouvait pas Jaller? cela concilierait les deux opinions.

Les judices deputati des Bourguignons paraissent avoir été la même mitution que les Rachimburgii des Francs.

Le mot Ealdorman (homme plus âgé ou l'aîné el senior), est employé comme synonyme du mot co ou premier magistrat, dans les anciennes lois peuple. Cet Ealdorman pouvait souvent être un

plus jeunes membres de la communauté, mais il censé en être l'aîné par sa capacité, sa sagesse

prudence (1).

En outre des tribunaux de comté, une loi d'Æti i établit dans chaque canton (Wapentake ou Wtagium [2]) une cour de justice, où le Géreffa et des principaux Thanes devaient jurer de n'acquitter coupable, de ne punir aucun innocent (3). Mais ces Tidevenaient des assesseurs permanents, au lieu d'êtiespèces de jurés, comme nos Ratchimbourgs.

Les Ealdormen avaient été probablement élus p Thanes dans les temps antiques. Au temps d'Alfre Grand, ils sont à la nomination du roi. Deux s' après, sous Edouard-le-Confesseur, nous les retroi élus par le peuple.

Dans les lois scandinaves antiques, il y a un cara d'originalité sur lequel nous avons souvent appelé

⁽¹⁾ Starost chez les Slaves voulait aussi dire le plus agé, et ce aussi qu'une fiction symbolique pour signifier celui qui avait la t des plus anciens de la tribu.

⁽²⁾ Il ne saut pas consondre Wapentake et Vopnatak (ari sumptio) dont nous avons parlé plus haut, quoique l'étymolog la même: « Quod Angli vocabant hundredum, isti vocant Wa gium; et quod illi vocabant tria hundreda vel plura, isti vo « Trehing. » Leg. Edward. consessoris, cap. 31.

⁽³⁾ Canciani, tom. 17, p. 295.

tention: les corrections mêmes que ces lois ont subies après l'établissement du christianisme dans le nord, aux xii et xiii siècles, y laissent subsister en grande partie l'empreinte barbare et primitive. On peut en dire autant, quoique à un degré moindre, des lois de plusieurs peuples germains du midi, et, entre autres, de celles des Francs. Mais il n'en est plus de même de celles des Wisigoths, telles qu'elles nous sont parvenues sous le nom de forum judicum. Là, l'influence du droit canonique et du droit romain est telle, qu'elle fait disparaître presque entièrement l'originalité native de la vieille législation gothique.

Et d'abord, pour ne pas sortir du sujet qui nous occupe maintenant, un des traits caractéristiques du forum judicum, qui le sépare tout à fait des autres lois barbares, c'est la différence de la constitution de l'organisation judiciaire.

Dans le forum judicum, on ne trouve plus de traces du Mâl ou Ding des Germains ou des Scandinaves. Le comte et les juges (comes et judices) sont nommés par le roi, de qui émane toute justice. Ce n'est donc plus l'assemblée des hommes libres qui juge: l'élection populaire n'a aucune part à la formation des tribunaux.

La publicité des audiences reçoit une prosonde atteinte dès le viie siècle chez les Wisigoths d'Espagne. Elle est en quelque sorte laissée à la discrétion du juge, ainsi que cela semble résulter du passage suivant du forum judicum:

« Ceux qui ne sont pas de la cause doivent être placés

« à part (1); mais que ceux qui ont intérêt à la ca « entrent dans le sanctuaire, ingrediantur judici « Ensuite le juge peut encore faire placer des audit « à côté de lui, soit pour leur faire honneur, soit ; « prendre leur avis : cela dépend de lui. S'il ne le « pas, qu'aucune personne de l'auditoire ne s'avis « s'ingérer dans les débats et de faire des objection « des observations inopportunes et superflues qui ; « sent troubler l'une des parties. Que si, ma « l'avertissement donné par le juge que nul ne « s'ériger en patron, quelqu'un s'obstine à en rer « le ministère, le juge le condamnera à 10 sous « 'et le fera jeter dehors (2). »

La partie qui avait recours à un patron, suivant autre loi, perdait, ipso facto, son procès, sans qu' besoin d'examiner si elle était dans son droit (3).

Quant au principe de la publicité des accusation était tellement tombé en désuétude qu'on le rélicomme un privilège dans des cas exceptionnels concile de Tolède défend de metère à la tortur prêtre, un optimat ou un palatin avant que l'accus ait été publiquement discutée (4).

L'edictum Theodorici, qui régit les Goths d'I n'est qu'une espèce d'extrait du code Théodosie

⁽¹⁾ En dehors de la barre ou en dehors de l'enceinte? c'est n'est pas expliqué. En latin, in parte positis qui causam non h. L. Wisigoth., l. 11, tit. 11.

⁽²⁾ Ut nulla audientid clamore turbetur. L. Wisigoth., 1. 11.

⁽³⁾ Lib. 11, tit. 11, 1. 8.

⁽⁴⁾ Lembke, Hist. d'Espagne, t. 1, p. 270.

n'est pas nécessaire, pour suivre la marche de la civilisation dans les diverses phases du droit criminel, de nous appesantir sur cette espèce de retour à l'organisation judiciaire, à la procédure et au droit pénal des Romains. Mais, en Espagne, il naît un droit nouveau et original de la combinaison de l'influence ecclésiastique, qui est toute-puissante, avec les traditions germaniques à demi effacées dont le forum judicum garde encore les traces.

La législation espagnole de tout le moyen-âge se trouve en germe dans les institutions que fondèrent les Wisigoths aux vi° et vii° siècles.

§ III.

Juridiction nationale et royale chez les Scandinaves, les Francs, les Anglo-Saxons.

Les grands crimes qui emportaient la peine capitale: ceux de trahison, de désertion, de lâcheté, et enfin les trimes contre nature étaient jugés par l'assemblée nationale. On les regardait comme des crimes publics, parce qu'ils mettaient la société en péril, ou qu'ils outrageaient le sentiment moral qui place l'homme au-dessus de la brute. Il fallait d'ailleurs, pour retrancher un membre du sein de la communauté, que la communauté tout entière exprimat légalement ses intentions à ce sujet. De même, chez les Scandinaves, la perte absolue de la paix, espèce de peine de mort indirecte, ne pouvait

être étendue à tout le pays, sans une proclamation à l'allthing ou assemblée générale.

Chez ces Germains du nord, le roi ne faisait qui sider à l'ordre judiciaire. Nous avons vu ailleurs co son pouvoir, dans le principe, était étroitement lis

Ceux qui s'établirent dans l'empire romain, tel les Francs, essayèrent de se faire appliquer la siction légale; ils n'y réussirent que sort incomplète

Clovis s'efforça bien d'augmenter et de centralis pouvoir; mais ses compagnons d'armes étaient pe parés à subir le joug des idées romaines. Tout resta de ces tentatives despotiques en matière judice fut l'usage de ce qu'on appela les préceptions rou lettres particulières émanées du souverain.

En vertu de ces lettres, on enlevait des silles à pères (1); on privait les propriétaires de leurs bies on condamnait des accusés sans les entendre (3) juges qui resusaient d'obéir à ces préceptions é punis par la saisie de leurs biens et même par la de la vue.

Les premiers rois francs avaient cru fonder par la autorité judiciaire, et ils n'avaient institué que l'arbiqui ne saurait durer.

Clotaire 11, à l'instigation du clergé, abolit les ceptions, et ordonna que personne ne serait cons sans être entendu; mais Dagobert les rétablit.

⁽¹⁾ Grég. de Tours, liv. IV, nº 42.

⁽²⁾ Id., ibid., v1, cap. ultim. x-12.

⁽³⁾ Baluze, t. 1, p. 72.

Quelquesois, à la saveur de la modération ou de la saiblesse d'un roi, les assemblées nationales reprenaient une portion de leur pouvoir judiciaire; on leur désérait des procès d'ordre public ou des procès entre de hauts personnages, qu'elles jugeaient sur la proposition et sous la présidence du roi ou du maire du palais (1). Mais outre l'assemblée nationale, il y avait le placitum palatii, qui était composé de grands, d'évêques, d'officiers du palais, et qui réunissait des fonctions administratives aux sonctions judiciaires. M. Pardessus énumère jusqu'à vingt-deux actes authentiques de jugements rendus par les placités royaux sous la première race (2).

Les juges qui refusaient de rendre la justice ou qui jugeaient contrairement à la loi, les Grafen ou comtes pour leurs procès personnels, étaient de droit justiciables de ces placités. Quant aux bénéficiers, soit laïques, soit ecclésiastiques, leurs causes, vu leur qualité d'antrustions ou fidèles du prince, pouvaient toujours être évoquées par le roi, à son placité, et par conséquent soustraites à la juridiction du Pagus ou du Mal. On a cru voir dans ces évocations l'origine des committimus de la troisième race (3).

Du reste, la justice, à la cour du roi comme à celle

⁽¹⁾ C'est ainsi qu'on statua au sujet des droits de Brunehault sur la succession de sa sœur. (Voir le traité d'Andelaw de 587.)

⁽²⁾ Wilda, Strafrecht der Germanen, p. 200.

⁽³⁾ Grimm, Recht-Althertum., no 879. — Michelet, Origines du Droit, p. 621.

des comtes, fut trop souvent souillée, pendant l'époque mérovingienne, par la faveur et la corruption (1).

Chez les Anglo-Saxons, le grand-conseil qui assistait les rois dans leurs jugements ainsi que dans leurs actes administratifs s'appelait wittenagemot. Il était composé de prélats et d'abbés, des Ealdormen des comtés, de Thanes royaux, et suivant l'expression légale de ce temps, des hommes nobles et sages du royaume. Il ne paraît pas que les Thanes inférieurs pussent en faire partie, ou du moins y siéger avec voix délibérative (2).

Pour faire cesser les meurtres et les rapines, pour réprimer la licence qui passait toute mesure, les rois anglo-saxons furent obligés de limiter singulièrement la liberté. D'après les lois de quelques-uns d'entre eux, personne ne pouvait sortir sans la permission de son Ealdorman; tout homme devait avoir un seigneur: s'il n'en avait pas, ou si ses parents ne lui en nommaient pas un à la cour du comté, il était un homme sans aveu, et chacun avait le droit de l'arrêter comme un voleur (3). On ne pouvait donner l'hospitalité à un étranger plus de deux nuits sans se rendre responsable de sa conduite (4).

Qui aurait dit qu'un pays soumis à cette police ombrageuse dût offrir plus tard à l'Europe le modèle d'une

⁽¹⁾ Biener, Opusc. academ. Lips., 1830.

⁽²⁾ Leg. Henrici, cap. 72, Canciani, vol. 1v, p. 412. Voir aussi une loi d'Edouard I^{cr}, même volume, p. 406.

⁽³⁾ Biener, Opuscula académica.

⁽⁴⁾ Forum judicum, liv. v1, tit. 1, Lex 7.

onstitution où la liberté politique et la liberté indiviluelle recevraient la consécration la plus haute et obtiendraient les garanties les plus complètes!

§ IV.

Les Ostrogoths et les Wisigoths se sont tellement imprégnés de romanisme dans leur législation, qu'on me retrouve plus dans leur organisation judiciaire que de faibles traces des traditions germaniques. D'après Edictum Theodorici, espèce de modification du Code Méodosien, toute justice émane du roi et est distribuée Parses comtes dans chaque province; à Rome, par le préset de la ville et par le préset du prétoire. Il y a aussi des ges romains pour les causes qui ont lieu entre Romains. Chez les Wisigoths, le peuple a également abdiqué liberté et ses droits politiques et judiciaires; mais après le forum judicum, il abdique entre les mains conciles en même temps que dans celles du roi. Le iest bien en principe la personnification de la justice; ais en fait, son droit de grâce et son droit de vie et mort sont également limités.

Le droit de grâce absolu n'existait que pour les mses royales, c'est-à-dire apparemment pour outrages offenses envers le roi, pour fausse monnaie, altérandu sceau royal, et peut-être aussi dans les causes en l'absence de l'accusateur, le juge royal avait

poursuivi d'office (1). Quant aux trahisons envers la nation et envers la patrie, le souverain, à lui tout seul, n'avait pas le droit de les amnistier: il ne pouvait, pour ce genre de crime, remettre la peine qu'avec le consentement des prélats et des grands du palais. C'était le conseil palatin, concilium palatinum, saus lequel le roi ne pouvait pas disposer des intérêts de la nation (2).

Quant au droit de vie et de mort ou de jugement capital direct de la part du roi, il n'est pas autoris par la loi des Wisigoths. On trouve même dans le prole gue du fuero juzgo, tiré du 7° concile de Tolède, quassage d'une exhortation aux rois: '« Qu'aucun « vous, leur dit-on, ne prononce sentence de mort « aucun homme, si ce n'est devant les prêtres de Direct « et avec leur conseil, et du peuple, et des seigneurs « royaume: et donnez votre jugement publiquement » Mais en fait, ce précepte fut enfreint par les rois got et par les rois francs (3), quoique ni le forum judicula ni la loi salique ne leur donnassent ce pouvoir arbitraire tandis que la loi des Bavarois, qui a d'ailleurs beauce de ressemblance avec le code gothique, contient les directs de la code gothique de la code gothique, contient les directs de la code gothique de la code gothique, contient les directs de la code gothique d

⁽¹⁾ Le droit de vengeance ayant été censé abandonné dans ce que par la famille du lésé et par le lésé lui-même, il paraîtrait que grâce pouvait avoir son effet sans le consentement du lésé ou de famille.

⁽²⁾ La même condition était exigée chez les Bavarois (tit. n, cl. x) et chez les Saxons (capitul. x).

⁽³⁾ Voir dans Grégoire de Tours, liv. v11, chap. 36, et liv. 1x, c

positions suivantes: « Si quelqu'un tue un homme par ordre d'un officier qui a le pouvoir du roi, qu'il ne soit point poursuivi, et qu'il ne soit exposé à aucune vengeance, ni privée, ni publique, parce que cela a été l'ordre de son seigneur, et qu'il n'a pas dû désobéir. Que le duc le défende donc, ainsi que ses enfants (1)! »

Il est vrai que la même loi interdisait au duc luiême de réduire en esclavage ou de dépouiller de ses ens un homme libre qui n'aurait pas été convaincu un crime capital (2). Mais on voulait prévenir l'abus l'arbitraire, et d'ailleurs la propriété et la liberté aient plus chères aux Germains que la vie elle-même. les devaient donc être entourées de plus de garanties. Du reste, il résulte de ces rapprochements que, grâce l'influence du christianisme, un grand progrès social gouvernemental s'était accompli de bonne heure en pagne. En droit, le roi n'avait plus le droit de haute stice direct, ou, comme on dirait aujourd'hui, le uvoir judiciaire était séparé du pouvoir exécutif. tte division, que le despotisme impérial des Césars uit détruite à Rome, en attirant tout à lui, renaissait nc dans les royaumes fondés et civilisés par les eques catholiques. Elle allait devenir un des points idamentaux du droit public des monarchies modernes, e des libertés essentielles des états chrétiens. La

⁾ Lex Bajuvariorum, tit. 11, cap. 8.

⁾ *Id.*, t. vi, cap. 3.

tyrannie orientale et la tyrannie antique, les canonicides des Sardanapale et des Tamerlan, ceux des Denys de Syracuse, des Néron et des Candevenaient impossibles avec une telle institution retour de ces orgies de pouvoir ne pouvait être dés favorisé que par la ruine du Christianisme et promplète transformation sociale.

CHAPITRE IX.

DU MODE DE POURSUIVRE LES CRIMES PUBLICS ET PRIVÉS, ET DES DIVERS GENRES DE PREUVES USITÉS DEVANT LES TRIBUNAUX CRIMINELS PENDANT LES PREMIERS SIÈCLES DU MOYEN-AGE.

La procédure criminelle, comme nous l'avons dit, a des rapports intimes avec la forme des gouvernements, en même temps qu'avec la civilisation des peuples. Un des traits qui la caractèrisent, dans les temps d'igno-ance, c'est son caractère tout oral; c'est ce qui lui lonne pour date l'état d'enfance des sociétés. Un autre rait, qui se rapporte à la liberté politique dont jouissaient es Germains et à leur dispersion à de grandes distances ar un vaste territoire, ce sont les longs délais de l'ajournement ou de l'assignation donnée à l'accusé.

§ Ier.

Assignation.

Prenons d'abord pour exemple notre ancienne légistion nationale, la loi salique.

On y voit que les assignations doivent être faites en

présence de trois témoins et affirmées par eux (1) L'homme libre (2) doit être cité trois fois au tribunal o plaid du comté dans l'espace de quarante nuits; à chaqu citation il faut trois témoins différents; s'il n'obéit pa à l'assignation, une quatrième citation lui est donn pour le faire comparaître devant le roi au bout (quatorze nuits; s'il est encore contumace à l'égard (tribunal royal, les témoins des diverses citations sero réunis pour attester que ces citations ont eu lieu rég lièrement, et le jugement sera mis à exécution. C'e alors seulement, après tous ces délais multipliés, apr ces condescendances, cette longanimité de la loi à l'éga de l'accusé. qu'il est mis hors la loi, extra sermone regis, que ses biens sont confisqués et qu'on interd à tous les siens, fût-ce sa femme, de lui donner le pa ou le couvert (3).

On trouve encore des délais plus longs dans certains législations particulières; mais à ces extensions de déla sont jointes des conditions fort dures et assez bizarres.

Dans l'île de Gothland, le wergeld ne devait pa être offert aussitôt après le crime commis. La loi intait le coupable, dans ce cas, à se réfugier dans l'us des trois églises du pays, à l'abri de la paix qui le protégeait : il devait vivre ainsi un an, dans une sont

⁽¹⁾ Lex sal., lit. 59 et 76.

⁽²⁾ Pour les antrustions, les citations se font de sept nuits en se nuits et se renouvellent six fois au lieu de quatre, de sorte que pour l'homme libre douze témoignages doivent sussire, dix-huit ser nécessaires pour l'antrustion.

⁽³⁾ Etiamsi uxor ejus propria sit. Voir fin du t. 59.

de reclusion, loin de ses parents et notamment de son adversaire. Tant qu'il restait dans les lieux de l'asile, sa personne devait être sacrée. Au bout de l'année, il était tenu d'offrir le wergeld; si la famille de l'offensé resusait de le recevoir, il devait renouveler sa proposition dans le cours de l'année suivante. « Que si les « héritiers du désunt, dit la loi, resusent encore d'ac- « cepter la rançon du sang, la communauté, en son lieu « et place, déclare en prendre réception, assiranchir le « coupable de toute dette et le garantir de toute ven- « geance privée (1). »

Il y a là je ne sais quelle vague réminiscence de l'institution des villes de refuge par le législateur des Hébreux. L'influence de l'Église chrétienne s'y fait sentir; elle remplit l'office des théocraties antiques en Portant une première et rude atteinte à la vengeance Privée regardée comme un privilége sacré des familles. Après que le coupable a consommé son expiation en vivant longtemps aux pieds de ses autels, après qu'il s'est humilié en offrant le wergeld à son adversaire, quand même celui-ci refuse à la fois la rançon et le pardon, elle fait recevoir l'une et prononcer l'autre par la communauté elle-même, qui devient protectrice du riminel purifié en lui accordant et lui garantissant la vaix.

Nous anticipons ainsi de la première période barbare sur la seconde, où se forme et se développe l'influence

⁽¹⁾ Gutalagh., cap. xIII, p. 18.

théocratique. Ce sont des frontières souvent mal dét minées, que l'on est sans cesse exposé à franchir.

Du reste, dans les délais si habilement accordés meurtrier, on démêle l'intention de laisser les colès se refroidir, les animosités s'éteindre, et les transactions se préparer par de bienveillantes interventions.

Au contraire, dans la législation des Francs, paraît se contenter de rendre hommage à ce princiqu'il faut tout faire pour qu'un accusé ne puisse pêtre condamné sans avoir été entendu; de sorte qu'il doive pas en résulter pourtant l'impunité pour le crimin

Quant au mode oral de procéder, que nous alle suivre dans tous ses développements, il prenait source, non-seulement dans l'inculture de la nat germanique, mais dans son horreur pour les écritu et les formalités judiciaires.

§ II.

Corps du délit, et comparution de l'accusé.

Tout est grossier et matériel dans la procédure mitive. Le voleur est amené au tribunal, avec les obvolés sur son dos; la femme violée y comparaît avec vêtements déchirés: elle montre les traces mêmes mauvais traitements qu'elle a subis (1). S'il s'agit d meurtre, le corps de la victime est apporté devan

(1) Pardessus, Comment. de la loi sal., p. 567.

tribunal. Il doit l'être par les soins mêmes de celui qui a été l'auteur de l'homicide dans le cas de légitime défense. Si l'assassin n'est pas connu d'une manière certaine, on a un moyen de le découvrir, car le cadavre saigne à son approche : c'est ce qu'on appelle le jus cruentationis cadaveri (1).

Dans quelques contrées, la coutume veut que les plaignants viennent crier meurtre et vengeance devant à justice. En arrivant, ils poussent un premier cri et déposent le mort; au second cri, ils tirent leurs épées à sourreau; ils remettent leurs épées au sourreau après è troisième (2).

Quelquefois on se contente de produire devant la jusice un des membres fracturés du cadavre, sa chevelure
ouillée ou sa chemise sanglante (3). En l'absence d'un
ccusateur ou d'un témoin, quand un cadavre, fût-il
elui d'un homme inconnu, était trouvé dans les champs
u dans les bois, ce cadavre était placé sur une claie
t élevé en l'air pendant sept jours et sept nuits; on
lumait et on entretenait un bûcher tout auprès, en
romettant des présents et des récompenses à quiconque
ourrait découvrir le coupable (4).

⁽¹⁾ Niebelungen, v. 984-986. Cette scène des Niebelungen a été rereduite avec une vérité effrayante par le professeur Schnorr, dans me de ses belles fresques du palais royal de Munich. Voir aussi irimm, Rechts alterth., 931, et Chronique de Berne, d'Anselme, mée 1503, citée par Michelet, Origines du Droit, p. 348.

Pardessus, Comm. de la loi, p. 369.

⁽³⁾ Grég. de Tours, liv. 1v-43, liv. v111-18, liv. x-5.

⁽⁴⁾ Hallam's, Story of Middle Age, t. 111.

Ainsi, à côté d'un parent, vengeur du sang, avait encore un pouvoir social qui veillait et qui proquait la délation.

En dehors de ces modes d'enquête grossiers et l bares, on ne connaît guère pendant longtemps de p cédure relative au corps du délit, au moins pour meurtre. Il faut franchir plusieurs siècles pour arrivl'usage de l'examen préalable du cadavre par des mé cins. Cet usage, suivant Biener, a été recomma pour la première fois dans le moyen-âge par In cent 111 (1), et du droit canonique, où ce pape l'a introduit, il s'est répandu peu à peu dans la procéd criminelle des divers peuples de l'Europe.

On trouve partout çà et là quelques traces d' sorte d'inspection exercée par les hommes de l'art, p constater des délits d'une espèce particulière.

En voici un exemple tiré de la loi des Allemands:

« Si quelqu'un a fait avorter une femme enceinte « que le fœtus soit assez avancé pour que l'on pui « reconnaître s'il était du sexe masculin ou fémin « dans le premier cas, on paiera 12 sous, et dans « second 24, mais s'il est impossible d'en distingue « le sexe, 12 sous; si le plaignant croit néanmoi « pouvoir distinguer que l'enfant est du sexe fémini « il doit le jurer (2). »

(1) Biener, Opuscula academica.

(2) Lex Alamann., cap. xci. Ainsi, cette loi semblait estimes femme deux sois plus que l'homme. V. les additam de la même le V. aussi la loi des Frisons, tit. 1; Canciani, vol. 111; L. d'Athebus vol. 4 de Cauciani.

Orient, où les croisés s'efforcèrent de faire un tout coordonné des coutumes barbares ou féodales es dans l'Occident, on avait établi un mode de ler qui marque la transition du vieux droit au au : « Celui qui veut faire appiau de meurtre, t faire apporter le corps de la victime à l'hôtel du neur, ou bien au lieu affecté spécialement à ce ôt. Ensuite, il faut qu'il se présente avec son seil devant le seigneur et lui dise: Seigneur, tez ce corps d'un homme qui a été assassiné (1). alors le seigneur doit envoyer trois hommes, un son nom et deux au nom de la cour, pour aller ce corps: ces trois hommes reviennent ensuite e leur rapport devant le seigneur et devant sa r réunie sous sa présidence, et là ils font les ails des blessures qu'il a reçues et disent celle qui paraît avoir été mortelle. S'il n'y a point de traces, doivent le dire également (2). »

§ III.

De l'aveu des accusés.

reste, dans les temps barbarès, la justice semblait beaucoup moins d'intérêt à constater le délit pour

Jors murtri. Murtri, dans le langage de cette époque, signifie né. « Murtré est quand un homme est tué de nuit ou en repos, Assises de Jérusalem.

bil., cap. Lxxxv, p. 65.

meurtre et homicide qu'elle ne put en avoir plus tard Il s'agissait, non pas d'une peine afflictive et insamant pour le coupable convaincu, mais d'une composition pécuniaire et d'une amende qui le réintégraient dans le paix, qui le mettaient à l'abri des vengeances privées: jusqu'à un certain point, et dans une certaine mesure il était intéressé lui-même à sa propre condamnation D'ailleurs, la loi encourageait souvent son aveu en diminuant la peine à l'égard de celui qui le faisait avec un entière franchise (1). Ces aveux étaient donc très-sté quents; on ne connaissait pas, sous l'empire des loi barbares, cette philanthropique maxime que l'on ne peu pas condamner un accusé quand on n'a d'autres preuve que son propre témoignage (2). Les sentences les plus sévères avaient une physionomie de contrat judiciaire de réconciliation avec la famille de la victime et avec la société. La volonté unique de la partie poursuivie suffisait donc, de son côté, pour la conclusion du contrat.

Mais l'aveu du prévenu manquait souvent à la justice. Un crime, tel que l'homicide d'un antrustion, entraînail des amendes tellement ruineuses, que le prévenu avail grand intérêt à le nier et à en dérober la preuve à ses juges, s'il le croyait possible. Lorsque cette dénégation avail lieu, si negator exstiterit, on avait recours, pour instruire

⁽¹⁾ En voici un exemple entre beaucoup d'autres : « Celui qui suil « coupé la queue d'un cheval ne payait que l'équivalent de la valeur « du cheval, s'il avouait son méfait; s'il niait, il payait 15 sous ou 360 « deniers en sus de cette valeur. » Loi salique, t. LXVIII.

⁽²⁾ La form. VIIº de Bignon constate des condamnations de ce genre en matière criminelle.

se, aux preuves testimoniales ou aux ordalies, conussi sous le nom générique de jugements de Dieu.

§ IV.

Preuves testimoniales.

st important de distinguer dans le système des lois es les témoins proprement dits, assignés pour dire ls savent « ut quod sciant jurati dicant (1), » et vjuratores ou sacramentales, qui avaient plutôt ner la probité et la véracité du prévenu.

s avons vu que les divers actes introductifs d'inse prouvaient purement par témoins. Il en était me des arrangements privés qui terminaient une S'il y avait contestation sur le taux de la compopécuniaire, le demandeur produisait un ou deux s; si c'étaient des témoins qn'on avait eu la précaue tirer par l'oreille au moment où le pacte se leur déposition faisait foi en justice (2).

eille, à ce qu'il paraît, passait ordinairement, chez iples primitifs, pour être le siège de la mémoire. ciens Romains avaient le mème préjugé.

e idée était tellement enracinée chez les anciens ins, que les Ripuaires, quand ils faisaient un t solennel, y amenaient un certain nombre d'enuxquels ils tiraient les oreilles en leur donnant des

x Ripuar., tit. L.
Bajuvar., t. xv, c. 2.

meurtre et homicide qu'elle ne put en avoir plus tard. Il s'agissait, non pas d'une peine afflictive et infamant pour le coupable convaincu, mais d'une composition pécuniaire et d'une amende qui le réintégraient dans la paix, qui le mettaient à l'abri des vengeances privées: jusqu'à un certain point, et dans une certaine mesure, il était intéressé lui-même à sa propre condamnation. D'ailleurs, la loi encourageait souvent son aveu en diminuant la peine à l'égard de celui qui le faisait avec une entière franchise (1). Ces aveux étaient donc très-stéquents; on ne connaissait pas, sous l'empire des lois barbares, cette philanthropique maxime que l'on ne peu pas condamner un accusé quand on n'a d'autres preuves que son propre témoignage (2). Les sentences les plus sévères avaient une physionomie de contrat judiciaire de réconciliation avec la famille de la victime et avec la société. La volonté unique de la partie poursuivie suffisait donc, de son côté, pour la conclusion du contrat.

Mais l'aveu du prévenu manquait souvent à la justice. Un crime, tel que l'homicide d'un antrustion, entraînail des amendes tellement ruineuses, que le prévenu avail grand intérêt à le nier et à en dérober la preuve à ses juges, s'il le croyait possible. Lorsque cette dénégation avail lieu, si negator exstiterit, on avait recours, pour instruire

⁽¹⁾ En voici un exemple entre beaucoup d'autres : « Celui qui avail « coupé la queue d'un cheval ne payait que l'équivalent de la valeur « du cheval, s'il avouait son méfait; s'il niait, il payait 15 sous ou 200 « deniers en sus de cette valeur. » Loi salique, t. exviii.

⁽²⁾ La form. VIII de Bignon constate des condamnations de ce genre en matière criminelle.

la cause, aux preuves testimoniales ou aux ordalies, connues aussi sous le nom générique de jugements de Dieu.

§ IV.

Preuves testimoniales.

Il est important de distinguer dans le système des lois barbares les témoins proprement dits, assignés pour dire ce qu'ils savent « ut quod sciant jurati dicant (1), » et les conjuratores ou sacramentales, qui avaient plutôt à affirmer la probité et la véracité du prévenu.

Nous avons vu que les divers actes introductifs d'instance se prouvaient purement par témoins. Il en était de même des arrangements privés qui terminaient une fehde. S'il y avait contestation sur le taux de la composition pécuniaire, le demandeur produisait un ou deux témoins; si c'étaient des témoins qu'on avait eu la précaution de tirer par l'oreille au moment où le pacte se faisait, leur déposition faisait foi en justice (2).

L'oreille, à ce qu'il paraît, passait ordinairement, chez les peuples primitifs, pour être le siège de la mémoire. Les anciens Romains avaient le même préjugé.

Cette idée était tellement enracinée chez les anciens Germains, que les Ripuaires, quand ils faisaient un contrat solennel, y amenaient un certain nombre d'enfants auxquels ils tiraient les oreilles en leur donnant des

⁽¹⁾ Lex Ripuar., tit. L.

⁽²⁾ L. Bajuvar., t. xv, c. 2.

soufflets (1), et les Bavarois, pour faire foi d'une vente, assimilaient la déposition de deux témoins à une charte authentique, si ces témoins avaient eu les oreilles tirées (2). Donc ce moyen d'imprimer un souvenir dans la mémoire d'hommes de tout âge, était à la déposition orale ce qu'est aujourd'hui à une convention écrite le sceau d'un notaire : c'était une marque d'authenticité légale.

Il fallait que les témoins eussent atteint l'âge de raison pour être admis à déposer sous la foi du serment (3). Les faux témoins n'étaient pas aptes à témoigner de nouveau (4); les affranchis et les esclaves n'étaient pas admis à déposer contre les ingénus, non plus que les esclaves, même mis à la question (5).

On exigeait souvent qu'ils fussent pris dans le voisinage de l'accusé, ou dans sa centénie, parmi ses cojouissants de communauté (6), ou tout au moins parmi ceux qui vivaient sous la même loi (7). Les lois des Cambriens, attribuées à Hoëlda, et dont nous avons discuté ailleurs le degré d'authenticité, allaient jusqu'à

⁽¹⁾ Nous avons dit ailleurs que, d'après de vieux usages des Remains, un demandeur appelait le désendeur devant la justice en lui tirant l'oreille. Encore aujourd'hui, dans le midi de la France, que on exécute un parricide, les mères conduisent leurs petits ensants su lieu du supplice et leur tirent l'oreille au moment de l'exécution.

⁽²⁾ Lex Ripuar., Lx, 1; L. Bajuvar., xv1, 2.

⁽³⁾ Capitul. de 709, cap. 1.x11: probablement douze ans, els persecta de la Loi sal.

⁽⁴⁾ Lex Alamann., tit. xl.11, § 2.

⁽B) Capitul. de 744, cap. xv, et Lex salica, tit. xl11, § 6.

⁽⁶⁾ Capitul., lib. 111, cap. 10.

⁽⁷⁾ Ibid., lib. 1v, cap. 19.

exiger que les témoins fussent du même sexe (1). Des amendes, qui chez les Francs-Saliens s'élevaient à 15 sous, furent décernées contre les témoins défaillants qui ne saisaient pas apporter d'excuses légales (2).

Plus tard, quand la civilisation eut fait quelques progrés, on traça des règles à suivre sur la manière de recueillir les dépositions orales.

Sous Charlemagne et ses successeurs (3), il fut établi que les témoins prêteraient serment et qu'ils déposeraient à jeun; ils devaient être interrogés séparément; avant de consentir à ce qu'ils sussent entendus, la partie contre laquelle ils étaient produits pouvait les discuter, c'est-à-dire sournir contre eux des reproches dont l'appréciation appartenait aux juges. Mais encore, dans cette procédure ainsi persectionnée, il n'y avait rien d'écrit.

Comme appendice à ces observations sur la preuve testimoniale, il nous reste à dire un mot sur la torture et sur les esclaves. La torture n'aurait pu être acceptée comme une peine ou épreuve légale par ces libres et ters Germains, qui déjà ne recevaient qu'en frémissant le frein ordinaire des lois d'ordre public. Elle ne fut donc appliquée, en règle générale, qu'aux esclaves seuls. Chez quelques-uns des Germains du midi comme chez les Burgundes (4) on l'étendait encore aux colons.

On mettait donc l'esclave à la torture pour lui faire

^{1,} Wotton, cap. xiv, 17. V. les Prolégomènes, § 111.

² Si venire noluerint et eos sunnis non detinuerit. Lex sal., L11, § 1.

^{&#}x27;3, Capit., lib. 111, 10.

i; Lex Burgund., vii.

avouer son crime; mais auparavant l'accusation donnait au maître dont on compromettait ainsi la propriété, un gage d'une valeur égale à celle de son esclave. Si l'esclave avouait son crime, on le condamnait à mort, et le maître rendait le gage; si l'esclave n'avouait pas et que sa culpabilité ne pût pas être prouvée, on rendait l'esclave torturé au maître, qui gardait en même temps, à ce qu'il paraît, le gage qu'il avait reçu (1)

L'esclave, pour son propre fait, ne pouvait se purger par serment, ni seul ni avec des aides jurés, car il n'avait pas de droits civils; il ne pouvait pas non plus demander le campus ou duel, car il n'avait ni le droit de porter les armes ni celui de s'en servir. Mais s'il n'était pas citoyen ou cojouissant de communauté aux yeux de la loi temporelle, aux yeux de la loi divine il était homme, et à ce titre il pouvait invoquer les ordalies proprement dites. Les jugements de Dieu, par le fer rouge, l'eau bouillante, etc., lui étaient donc applicables.

§ V.

Des conjurateurs.

Les conjurateurs n'étaient pas des témoins destinés à attester un fait de visu; ils étaient produits par l'ac-

(1) L. Wisigothor., lib. vi, &. Cette loi, plus sévère que nos lois saliques et ripuaires, voulait que, si l'esclave était mort des suites de la torture, sans que sa culpabilité eût été reconnue, celui qui l'avait fait mettre à la question, dans le cas où il n'aurait pas consigné de gage et où il ne pourrait pas payer de composition, fût lui-même condamné à devenir esclave à la place de sa victime.

cusé pour attester sa crédibilité et sa bonne réputation.

Une différence qui existait encore entre les conjurateurs et les témoins, c'est que les premiers devaient être en nombre fixe, pour que leur comparution et leur serment eussent une valeur efficace en justice, tandis que le petit nombre des seconds pouvait être compensé par leur moralité. « Si quelqu'un est accusé d'un crime « quelconque, et que par trois ou quatre témoins de « bonne renommée le juge soit convaincu du fait, « l'accusé ne sera plus admis à se disculper par ser- « ment; mais il sera condamné sur-le-champ (1). »

Au contraire, les conjurateurs devaient être, suivant la gravité du crime et la qualité des personnes, six, douze, vingt-quatre, quatre-vingts, et même jusqu'à deux cents.

Quelques auteurs ont cru voir dans l'institution des compurgateurs l'origine du jury anglais; il nous suffira de la faire bien connaître pour réfuter cette opinion.

L'admission des conjurateurs était proposée par l'accusé, quand il demandait à se disculper sous serment, et qu'il voulait faire corroborer ce serment par des hommes honorables, prêts à attester qu'il était incapable de se parjurer; or, très-souvent les preuves étaient telles (comme le montre le texte ci-dessus cité) que le juge n'avait pas besoin d'aller chercher ailleurs des lumières nouvelles : il condamnait sur-le-champ, ou bien alors ne laissait à l'accusé d'autres ressources que les ordalies dont nous allons parler bientôt.

⁽¹⁾ Lex Alamannor., tit. 42, 1.

Pour qu'il y eût lieu d'admettre des conjuratores, il fallait donc qu'il n'y eût pas de preuves certaines: si probatio non esset certa.

Ce n'est pas tout: le mode de nomination de ces conjurateurs ne paraît pas avoir été le même dans les diverses lois barbares (1).

La loi des Allemands est peut-être celle qui s'étend le plus à ce sujet; c'est à son texte que nous allors principalement avoir recours pour tâcher d'expliquer ce que c'était que les compurgatores nominati, advocati, toti electi et medii electi.

Les nominati étaient ceux que l'accusateur désignation lui-même parmi les plus proches parents de l'accusé. Il en nommait toujours deux de plus qu'il ne fallait, pour que l'accusé pût en récuser autant.

Les advocati étaient ceux que l'accusé appelait pour l'assister conjointement avec les nominati, et qu'il pouvait choisir parmi les hommes libres de sa nation.

Les toti electi étaient ceux qui étaient exclusivement du choix de l'accusateur ou nominati. (Le mot election

⁽¹⁾ M. Pardessus croit que l'accusateur pouvait produire des conjucteurs tout comme l'accusé, à l'appui de sa propre conviction. Il s'appuie sur le titre xviii des capita extravagantia, titre qui est subscur, comme M. Pardessus en convient lui-même, Comment. de l'accusateur et de ses aides-jurés; mais c'est alors parattester et saire attester la valeur de l'objet détruit ou enlevé. C'est une espèce d'expertise.

quand il est seul, se prend aussi quelquesois dans le sens d'advocati.)

Les medii electi sont ceux qui sont mi-partie nominati et mi-partie advocati (1).

Les compurgateurs appelés pour jurer, ou sacramenlales, pouvaient se dispenser de le faire. Ce refus était
un préjugé fâcheux contre l'accusé, mais il n'entraînait
pas sa condamnation de plein droit : il pouvait avoir
été déterminé par la crainte d'offenser un accusateur
puissant. Aussi, les circonstances de la cause pouvaient
oujours être librement appréciées par le juge et les
Rachimbourgs, qui pouvaient jusqu'à la fin balancer les
probabilités et se décider pour ou contre. Cependant,
Il paraît que si le nombre exigé de conjurateurs soutepait l'accusé d'une voix unanime, ce dernier était de
lroit purgé de l'accusation. Quelques lois barbares
l'exigeaient même que les deux tiers des voix des compurgateurs pour amener ce résultat (2).

Cette institution n'a donc que des rapports bien loignés avec celle du jury moderne; elle est sui reneris, et ne s'explique bien que par les mœurs du temps. La composition des cosacramentales dans le cas où ils étaient medii electi, et c'est le cas le plus

⁽¹⁾ Une partie de cette analyse appartient au savant Rogge: Scrichtswesen, B. 1. Voir la loi des Allemands, tit. 89, et la loi des Lombards qui paraît avoir consacré spécialement l'usage des medii Lecti. L. Luitprand, lib. v1, cap. 1-8.

⁽²⁾ Pour le sacramentum majus des Cambriens, sait par des hommes bres, les deux tiers sussissaient. — Voir le Recueil des lois de Hoëlda, de Wotton, p. 20 et 226, et la présace de Guillaume Clarke.

fréquent, offrait évidemment plus de garanties à qu'à l'accusateur. Cette institution supposa d'a sorte d'impossibilité du parjure dans celui-là i était intéressé à le commettre, du moment moralité était suffisamment attestée. Ce fut e moyen politique offert à un coupable puissan justifier, en couvrant du texte de la loi la resp du placité ou tribunal. Alors la dégénération d fit dégénérer l'institution elle-même. Quand le se multiplièrent, et qu'on ne put plus croire à des hommes, on en appela au jugement de là, les Ordalies et le Campus ou Duel judic

§ VI.

Des avocats.

Nous venons de parler des conjuratores a Il ne faut pas croire que ce mot advocati ra rien l'idée que nous attachons au mots L'aversion des Germains pour cette profession ancienne, et elle se conserva bien longtemps que les Germains qui avaient vaincu Varus su cruels pour ceux de leurs prisonniers qui avai qui étaient avocats. Ils arrachèrent aux uns aux autres la main; il y en eut un à qui ils co langue en lui disant : « Vipère, cesse de sisse

⁽¹⁾ Tandem, vipera, sibilare desiste. (Flor., lib. 1v, ca)

Les Goths eux-mêmes, qui avaient tant emprunté à législation romaine, ne voulurent pas lui prendre cette institution; ils maintinrent contre les avocats une proscription sévère: nous avons vu ailleurs que si, dans meaudience, quelqu'un s'avisait de faire le patron ou l'avocat, le juge devait le condamner à une amende de dix sous d'or, et le faire jeter hors du tribunal (1). Le forum judicum a un autre chapitre qui annonce de même but d'exclusion et qui est intitulé: De ceux qui prennent la liberté de remplir le rôle de patron dans les causes des autres (2). Il est vrai que le mot l'influence dangereuse pourrait détruire l'équilibre que loit toujours garder entre deux plaideurs la balance de a justice.

Mais, un peu plus loin, la loi des Wisigoths suppose ien l'existence des avocats, car elle dit que les vocats qui perdent leur cause, s'ils n'ont pas de quoi eyer sur-le-champ l'amende imposée à leurs clients, ecevront cent coups de fouet (3). Cela prouve, du reste, ue, suivant les traditions germaniques, on n'accordait es encore à cette profession du barreau une bien rande considération.

⁽¹⁾ Texte déjà cité, lib. 11 de negotiis causarum, tit. 11 de causaum exordiis, cap. 2.

⁽²⁾ Lib. 11, tit. 2, cap. 8, antiqua, de his qui in causis alienis patrozare præsumunt.

⁽³⁾ Id. ibid., cap. 10. Quod si ipsi causidiei non habuerint unde unnum persolvant, centenos ictus flagellorum utrique accipiant.

Un autre chapitre du forum judicum, qui défend at mari de poursuivre des procès sans mandat de sa femme, permet à celle-ci de se défendre elle-même devant la justice, et elle ne lui interdit pas d'avoir recours an ministère d'un avocat pour faire rejuger une cause plaidée sans son autorisation par son mari lui-même et déjà perdue par l'effet d'une première sentence. « Si elle perd une seconde fois, dit la loi, elle doit une indemnité non-seulement au juge, mais à son avocat qu'elle a engagé à plaider pour elle (1). »

Ici, la loi semble accorder à l'avocat sa protection et de certaines garanties.

Du reste, on ne saurait retrouver le ministère de l'avocat dans les fonctions du mandataire que l'on donnait au prince ou à l'évêque pour que la dignité de ces grands personnages ne fût pas compromise par des débats personnels avec des adversaires d'une condition inférieure (2).

Ce n'était pas non plus précisément un avocat, que l'assertor auquel un plaideur donnait un mandat pour le représenter devant le tribunal. Il fallait que ce mandat fût fait par écrit, signé par le mandant, ou, à défaut

⁽¹⁾ Noverit cadem mulier, non solum se judici qui causam prins examinavit, sed et illi CAUSIDICO, quem iteratius ad judicium compulit, juxta legis sententiam esse satisfucturam. L. Wisigoth, tit. 111, cap. 6. Voir aussi la mention faite des avocats, causidici, même loi, lib. 11, tit. 1, cap. 27. Ut omne vinculum, quod post datum judicium e carsidicis violenter fuerit exactum, omnino habeatur invalidum.

^{(2&#}x27; L. Wisigothor., lib. 11, tit. 111, cap. 1.

du mandant, par plusieurs témoins (1); ce n'est pas là le caractère de l'homme public, de l'avocat proprement dit, qui doit être cru, quand il affirme publiquement qu'il a telle ou telle cause à plaider.

Enfin, il résulte implicitement des règles posées par le forum judicum sur la forme des accusations criminelles, que l'on ne pouvait accuser, par mandat, un noble ou un homme libre d'un crime capital. C'était, en quelque sorte, un duel judiciaire moral dans lequel il n'était pas permis de prendre un champion. Dans ce cas, il y avait à courir, pour l'accusateur, le risque de la peine du talion qui n'aurait pas pu être subie par remplaçant (2).

Nous devons donc conclure de l'examen attentif de la loi des Wisigoths, qui est pourtant la moins barbare, la plus romaine, pour ainsi dire, de toutes les lois germaniques, que l'on avait rarement recours, en Espagne, au ministère de l'avocat (causidicus); que cette profession n'était nullement estimée, et qu'on la tolérait plutôt qu'on ne l'autorisait expressément.

L'invasion des Sarrasins et la nécessité d'une lutte séculaire retrempèrent encore les mœurs héroïques des Espagnols, et il en résulta que leur invincible éloignement pour la profession du barreau se prolongea plus longtemps que chez les autres peuples de l'Europe. En 1258, Alphonse x veut reconnaître et régler la avoga-

⁽¹⁾ L. Wisigoth., lib. 11, tit. 111, cap. 111.

⁽²⁾ Id., ibid., lib. v1, tit. 1, cap. 2.

cia: beaucoup de communes repoussent encore les avocats et se refusent à reconnaître le règlement royal (1). Cela est vraiment étrange chez une nation qui avait, dès le vii^e siècle, calqué sa législation sur le droit canon et sur le droit romain.

§ VII.

Ordalies ou épreuves.

L'Ordalie ou épreuve est d'institution païenne (2) et remonte à la plus haute antiquité. Les grands coupables, dans la religion d'Oddin comme dans celle de Teutatès, ou de Jupiter, devaient être sacrissés aux dieux. Mais quand le crime n'était pas constaté, on s'adressait à la divinité elle-même au moyen de l'Ordalie; on lui renvoyait un jugement dont la faillibilité humaine n'osait pas prendre la responsabilité. La divinité était donc censée juger elle-même l'accusé et accepter ou resuser la victime qui lui était offerte (3).

Ceci nous ramène au véritable sens du mot Ordalie, qui veut dire jugement plutôt qu'épreuve. En vielle

⁽¹⁾ V. l'Histoire d'Espagne, de Rosseew Saint-Hilaire, tom. IV. p. 246.

⁽²⁾ Dans la première partie de cet ouvrage, nous avons démonté, d'après Sophocle, que l'épreuve du feu était connue des anciess. Grecs. Dans le premier chapitre, nous avons détaillé les divers geares d'épreuves connus des anciens.

⁽³⁾ Philipp's Deutsche Geschichte, 1, p. 284.

allemand et en hollandais, Oordeel, en allemand moderne Urtheil signifient jugement (1).

Dans le principe, il ne paraît pas que, sur la seule lemande de l'accusateur ou de l'accusé, les juges fussent obligés de prescrire l'ordalie : ils ne le faisaient que quand les preuves certaines manquaient, et alors encore ls pouvaient, à leur gré, ordonner que l'accusé se jus-ifierait par le moyen des conjurateurs, ou subirait par exemple l'épreuve de l'eau bouillante : ambularet ad prum (2).

Cependant, les femmes, les pauvres, les enfants, es esclaves auraient dissicilement trouvé des conjurateurs de témoins qui eussent déposé en leur faveur, quan des témoins qui eussent déposé en leur faveur, quan des avaient pour accusateur quelque homme puissant. Nors on ne pouvait guère leur imposer une pareille roie de justification. On comprend donc que, dans ce as, on eût presque toujours recours à l'une des épreuves du ordalies que consacraient les coutumes locales.

Parmi ces épreuves, celles qui paraissent avoir été le plus généralement et le plus anciennement pratiquées sont l'épreuve par l'eau froide et celle par l'eau bouillante et le fer rouge : c'est surtout de ces sortes d'épreuves et l'on fait remonter l'origine jusqu'au temps du paga-

Pars calidos latices, et ahena undantia flammis Expediunt. (VIRG.)

C'est le zaixeion des Grecs, vase d'airain où l'on saisait chausser le l'eau : vulgairement chaudron ou chaudière.

⁽¹⁾ Meyer, Esprit des Institut. judiciaires, t. 1, p. 325.

^[2] Loi salique, tit. Lv1, et Comment. de M. Pardessus. Anum, les poètes du siècle d'Auguste avaient sait, per diæresim, ahenum:

nisme odinique; il était assez dans l'esprit de ce culte de mettre l'humanité en communication mystérieuse avec les éléments.

Quand le juge avait vainement interrogé et l'accusé et les témoignages des hommes pour obtenir la découverte d'une vérité qui lui échappait toujours, il s'adressait aux choses inanimées, à ce qui, dans la nature, passait pour être resté le plus pur, l'eau et le feu; ou plutôt il s'adressait à Dieu lui-même, en le priant de signifier en quelque sorte sa sentence à l'accusé par ces intermédiaires incorruptibles.

Lorsque la religion de l'Evangile succèda au paganisme germanique, elle trouva tout l'ordre judiciaire reposant sur des pratiques de ce genre. Plutôt que d'essayer sur le-champ une révolution radicale dans les mœurs et dans les lois, il lui convint mieux de s'emparer de ces usages et de ces rites barbares, et de leur donner une couleur toute chrétienne.

Il y eut donc des évêques qui instituèrent, comme complément nécessaire de l'administration de la justice à cette époque, des espèces de liturgies pour consacre les ordalies ou épreuves, et particulièrement celles de l'eau froide, de l'eau bouillante et du fer chaud.

1° Voici quelle était la procédure religieuse qui était suivie à l'égard des accusés dans le cas de l'ordalie par l'eau froide.

On commençait par saire jeûner trois jours de suite, sous la surveillance du prêtre, les accusés que l'on voulait soumettre à cette épreuve; puis on allait les cherches

dans leur prison et on les amenait à l'église. Là, le prêtre chantait devant eux une grand'messe, dont les prières, toutes spéciales pour cette cérémonie, ont été composées ou approuvées par un grand nombre d'évêques ou archevêques d'Espagne, de France ou d'Angleterre; puis, immédiatement avant la communion, le même officiant se retournait de leur côté et leur faisait l'allocution suivante: « Au nom du Père, du Fils ét du Saint-« Esprit; au nom du Christianisme que vous avez « embrassé ou que vous professez; au nom du saint « Evangile et des reliques sacrées qui sont dans cette « église; au nom du baptême dans lequel vous fûtes « régénérés par la voix d'un prêtre, je vous adjure de ne « pas oser communier, ni même approcher de l'autel, « si vous avez commis le fait qui vous a été imputé, si « vous y avez participé ou consenti, ou même si vous « savez quel en est l'auteur et que vous persistiez à taire « son nom à la justice. » Si les accusés ne répondaient Fien à cette solennelle adjuration, le prêtre communiait Lui-même à l'autel et venait ensuite leur donner la communion à la table sainte, en altérant ainsi la formule Ordinaire: Corpus hoc et sanguis Domini nostri Jesu Christi sit tibi AD PROBATIONEM HODIE!

L'oraison de la post-communion faisait aussi allusion but principal de cette cérémonie religieuse (1).

^{(1) «} Perceptis Domine Deus noster sacris numeribus, suppliciter deprecamus ut hujus participatio sacramenti, et a propriis nos reatibus indesinenter expediat, et in famulis tuis veritatis sententiam declaret: per Dominum nostrum, etc. »

Puis, après la messe, le prêtre saisait de l'eau bénite; et, précédé des diacres ou servants qui portaient la croix, l'Evangile et l'encensoir, il s'en allait processionnellement et en saisant l'aspersion sur son chemin, jusqu'au lieu où devait se saire l'épreuve. Il donnait à boire aux accusés de l'eau bénite, et, s'approchant de l'eau d'épreuve qui était ordinairement contenue dans un grand bassin ou dans une immense cuve (1), il prononçait sur elle l'adjuration suivante:

« O Dieu! qui, exerçant vos jugements par l'élément de l'eau, avez fait périr par le déluge des milliers de peuples, et qui avez voulu sauver par ce même élément le juste Noé avec sa famille; vous, qui avez roulé dans les eaux de la Mer-Rouge des monceaux d'Egyptiens, et y avez fait passer sans crainte toute la nation armés d'Israël, daignez donner à ces eaux d'épreuve la vertu de votre bénédiction et montrer en elles un nouveau signe de votre puissance, de telle sorte que ceux qui seront innocents du crime de vol, d'homicide ou d'adultère, etc., qui leur est imputé, et dont nous faisons l'examen en ce jour, soient reçus par les eaux et attirés par elles jusqu'au fond; mais, qu'au contraire, ces mêmes eaux repoussent et rejettent les auteurs et les complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime; de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que, là où manquera le se complices du crime de sorte que le se complices du crime de sorte que que la se complete de sorte que la se complete de se complete de sorte que la se complete de sorte que la se complete de sorte que la se complete de sorte de sorte de se complete

⁽¹⁾ D'après un règlement du monastère d'Utique, que l'on croit de ville siècle, le bassin devait avoir 12 pieds de dimension en profonder et 20 pieds en largeur, et on le remplissait d'eau jusqu'au bord. Ser le tiers de ce bassin était une traverse en bois où se plaçaient la prêtre, le juge et les deux hommes qui plongeaient l'accusé des l'eau. D. Martène, Thesaurus anecdotorum, tom. 11, p. 940.

poids de la vertu, manque aussi le poids de la substance matérielle (1). »

On voit donc qu'on réputait innocents ceux qui enfonçaient dans l'eau; la raison qu'en donne Hincmar est assez remarquable: « La pure nature de l'eau, dit-il, ne peut pas reconnaître comme pure elle-même celle de l'homme qui, après avoir été purifié par le baptême, se souille de nouveau par le péché (2). »

Il semble que cette ordalie n'était pas physiquement bien dangereuse. Cependant, un vieux chroniqueur rapporte naïvement que des hérétiques ayant été soumis à cette épreuve par un évêque, l'un d'eux, Clementius, surnagea comme une verge (3).

Il a pu arriver souvent encore qu'en présence de ces prières solennelles et de cette imposante cérémonie, plus d'un accusé ait senti le sang se glacer dans ses veines, et que l'aveu de son crime se soit échappé de ses lèvres. Dans ces temps de foi fervente, on reculait devant un sacrilége, et le criminel en apparence le plus endurci n'aurait pas osé s'approcher de la table sainte après la grave et sévère allocution du prêtre officiant.

- 2º L'épreuve de l'eau bouillante était entourée de sormes un peu différentes.
- (1) Oraison tirée de la messe pour l'épreuve de l'eau froide, messe trouvée dans un Ordo manuscrit de Dunstan, archevêque de Douvres. Notes des capitulaires de Baluze, par F. Pithou; Canciani, Recueil de lois barbares, l., vol. 3, p. 413.
- (2) Hincmar, de divortio Lotharii et Tetbergæ, p. 60, et Ducange, rapidæ judicium, tom. 1, p. 603 (vieille édition).
- (3) Clementius, in dolium missus, acsi virga supernatat. Guibert. De Vit., cap. 26, et Ducange, ibid.

On faisait sortir de l'Eglise où elle devait avoir lieu tous les curieux, tous les spectateurs étrangers au procès.

L'accusateur et l'accusé, accompagnés chacun du même nombre d'amis (ordinairement douze, suivant Lingard [1]), s'avançaient au bout de la nef, près du chœur. « Les deux partis, dit la loi, se rangeront sur deux lignes opposées. Tous devront être à jeun et s'être abstenus de leurs femmes la nuit précédente. Ils commenceront par chanter les litanies. Puis, chacun des deux groupes adverses enverra un délégué pour visiter la chaudière du jugement, reconnaître si le seu est bien disposé et si la pierre qu'on doit y mettre est à la profondeur convenue. « Il faut, dit la loi d'Ina, que l'eau bouille furieusement. » Quand la messe sera dite, que la dernière collecte et ? que l'adjuration de l'eau bouillante (2) auront été récitées par le prêtre, l'accusé s'approchera, il y plongera son bras s'il s'agit d'un crime grave (3), sa main seulement s'il s'agit d'un moindre délit. Le prêtre enveloppera immédiatement dans un sac de toile le bras du patient jusqu'au-dessus de la partie brûlée, y apposers le sceau de l'église et ne le brisera que le troisième

⁽¹⁾ Histoire d'Angleterre, traduction française, tom. 1, p. 554, & l. d'Æthelstan, LxxIII, Canciani, tom. III, p. 263-2. Calefiat usque dun ebulliat furiose. L. Inæ, cap. LxxVII, § 2, Canciani, p. 243.

⁽²⁾ Voici quelle était la formule de cette adjuration, suivant l'Orde de Dunstan, déjà cité: « Deus innocentiæ restitutor et amator, qui « auctor pacis et judicas æquitatem, te subnixis rogamus precibus et « hanc aquam ordinatam ad justitiam et examinationem cujuslibet « dubietatis benedicere et sanctificare digneris, ita ut.... »

⁽³⁾ Si sit simplex accusatio, immerget manum post lapidem usque al pugnum, et si sit triplex, usque ad cubitum. L. d'Ina ci-dessus citée.

jour. Si alors le bras est parfaitement guéri, on proclamera l'innocence de l'accusé; sinon, il subira le châtiment dû à son crime (1). »

3° L'épreuve par le fer rouge différait peu, dans les cérémonies extérieures qui l'accompagnaient, de l'épreuve par l'eau bouillante.

On mettait seulement, au commencement de la messe, sur le seu, une barre de ser d'une à trois livres, suivant la gravité du délit; près de ce soyer, on mesurait un espace égal à neuf sois la longueur du pied de l'accusé, et on le divisait par des lignes en trois parties égales; on plaçait dans la première un petit pilier de pierres; après la première collecte et l'adjuration sacrée (2), on

- (1) Ce texte est tiré des loi d'Ina et d'Æthelstane, des benedictiones aqua judicii de Gilbert, évêque de Luna, reproduites dans les Analecta de J. Mabillon, I, p. 47, et, ensin, de l'Ordo de l'archevêque Dunstan.
- (2) Voici l'une des oraisons que le prêtre pouvait prononcer pour faire cette adjuration :
- "Deus, qui per ignem signa magna estendens Abraham puerum tuum de incendio Chaldæorum quibusdam pereuntibus eruisti; Deus, qui rubum ardere ante conspectum Moysi, et minime comburi permisisti; Deus, qui ab incendio fornacis tres pueros illæsos eduxisti; Deus, qui incendio ignis populum Sodomæ et Gomorrhæ involvens, Loth famulum tuum cum suis saluti donasti; Deus, qui in adventu Sancti Spiritus illustratione ignis fideles tuos ab infidelibus decrevisti, ostende nobis in hoc pravitatis nostræ examine virtutem ejusdem Sancti Spiritus et per hujus ignis fervorem discernere ideles et infideles ut a tactu ejus furti vel homicidii, cujus inquisitio agitur, conscii exhorrescant, et manus eorum vel pedes comburantur aliquatenus, immunes vero ab ejusmodi crimine liberentur penitus et illæsi permaneant, etc. "

(Ordo de l'archevêque Dunstan. Canciani, p. 414.)

On remarquera combien ces oraisons sont belles et soigneusement composées.

transportait la barre de fer rougie sur le pilier (1). L'a la prenait alors dans sa main, faisait les trois par qués d'avance sur le pavé et la jetait par terre. Sa était cachetée et scellée du signe de la croix, était soumise au même examen que dans l'épreul'eau bouillante.

Ces épreuves étaient usitées, à peu près dan mêmes formes, pendant la première période du mâge, chez tous les peuples barbares qui habitat Germanie, la péninsule ibérique, la Grande-Breet l'ancienne Gaule.

D'après les lois des Francs-Saliens, les deux primenaient chacune que trois personnes choisies surveiller ces Ordalies (2).

'L'épreuve du ser rougi semble avoir subi une tra mation sous Charlemagne : elle consistait alors passer l'accusé pieds nus sur neuf socs de charru brûlants (3).

4° Il y avait une quatrième espèce d'épreuve les cérémonies se trouvent détaillées dans le déjà cité de l'archevêque Dunstan. Elle consismesurer une once de pain d'orge ou de fromage donner à manger à l'accusé après qu'il avait jeûné jours. S'il parvenait à avaler ce pain, il était réputé

⁽¹⁾ Suivant l'Ordo de Dunstan, ce transport se faisait en cérémonie, après que l'aspersion de l'eau bénite avait eu lieu.

⁽²⁾ Ternæ personæ electæ no Concludius steri possit. Decret. Ccap. v11.

⁽³⁾ Deuxième capitul. de 803 et append., art. 111.

ent; sinon, on le considérait comme coupable. Après a messe et les prières d'usage, le prêtre prononçait me oraison où l'on trouve le passage suivant :

« Faites, Seigneur, que les entrailles de cet homme e resserrent et que son gosier se ferme, de sorte qu'il epuisse manger ce pain ou ce fromage bénit et conacré, s'il a faussement nié, avec serment, le vol, homicide, l'adultère ou le maléfice qu'on lui imputait, t s'il a pris votre saint Nom à témoin de son imposire, etc. (1) »

Ce passage est fort curieux, et nous l'avons cité atuellement, parce qu'il met en relief un côté de épreuve trop peu observé jusqu'à ce jour : il prouve u'elle servait principalement à donner une solennité, ne authenticité religieuse plus grande à ce qu'on appetit le serment de purgation ou serment justificatif de accusé. Quand cet accusé était un homme libre, un uerrier (miles) de la race conquérante, sa parole uffisait pour détruire l'effet de la parole de l'accusateur. e guerrier ne pouvait mentir, car le mensonge est une siblesse et une lâcheté (2). Cependant, l'accusateur,

⁽¹⁾ Même recueil de Canciani, tom. III, p. 414. En voici le texte: Fac eum, Domine, in visceribus angustari, ejusque guttur condude, ut panem vel caseum istum in tuo nomine sanctificatum devorare son possit, hic qui injuste juravit ac negavit furtum vel homicidium cadulterium quod quærebatur et jusjurandum pro nihilo habuit, et somen tuum nominavit ubi non rectum erat. » En Angleterre, on soppelait cette épreuve corsned, ce qui voulait dire panis conjuratus.

⁽²⁾ Il y a eu pourtant des guerriers qui se sont quelquesois soumis à cette épreuve, quoique cela leur attirat le mépris des hommes de leur dasse. Les chroniques anglo-saxonnes citent l'exemple d'un comte

homme libre aussi, produisait des cojurateurs, l'a produisait des compurgateurs à son tour, et cette e de combat de témoignages devant la justice sir ordinairement par un véritable combat en champ que devait proposer l'accusateur, pour prouver devant Dieu et l'épée à la main, qu'il n'avaimenti.

Mais à l'accusation d'un homme libre, que pe opposer un pauvre serf ou une faible semme? So ment? Il ne pesait pas autant que la parole du gue que la simple assirmation du roi, du graf, du rico hon thane ou de l'antrustion. Des compurgateurs non li Ils ne pouvaient contrebalancer le seul témoignage ingénu. A qui donc le saible et l'indésendu pouvaic recourir pour donner quelque valeur à leur justific: Ils recouraient à l'Eglise, ils se jetaient entre ses ils lui criaient: « Au secours, bonne mère! sans nous sommes perdus. Nul moyen de prouver innocence, d'établir notre bon droit. La calom nous écraser, appuyée sur la force et la violence. à de pareils cris de détresse, l'Eglise aurait resus secours! Elle ne se serait pas interposée entre l lomniateur et la victime! Sa robe maternelle ne

Godwin qui voulut se purger par ce genre d'épreuve d'un se qui lui était imputé, et qui périt au moment même où il se l'épreuve à laquelle il avait demandé sa justification (Ingulsu 898, et Ducange, au mot corsned, t. 11, p. 1102). Si l'accu moine ou ecclésiastique, on lui permettait de se disculper par ment sur la croix ou par l'Eucharistie, qui devenait une especorsned (Wilkins, leg. saxon., p. 82).

allée couvrir le pauvre opprimé! Elle n'aurait pas eu le-même au Dieu des pauvres et des petits, au Dieu naudit l'injustice et qui hait l'iniquité!

vertu de quelle philosophie oserait-on la louer, si vait repoussé ceux pour qui elle était une dernière prême ressource?

ns l'état social si imparfait et si désordonné de époque, où se trouvaient réunies tant de barbarie et de foi, l'intervention sacerdotale était en quelque un rouage nécessaire dont l'absence aurait amené pouvantable oppression des classes faibles et pau-Nous avons dit que cette intervention existait déjà certain degré dans le culte odinique; loin de la imer, l'Église ne fit que la perfectionner et l'étent, au nom de l'humanité, on doit l'en remercier bénir (1).

Parmi les épreuves de même famille, nous devons r celle du seu, ou l'action de tenir sa main dans mmes pour prouver son innocence : cette ordalie isitée chez les Ripuaires [2].

Celle de la croix, qui se pratiquait de diverses res. Ici, l'accusé jurait sur la croix qu'il était ent; là, les deux contendants étendaient les bras, bras droit devant la croix, et celui des deux qui,

est expressément dit dans la loi des Frisons que les épreuves, articulier celle de l'eau bouillante, étaient surtout employées semmes, les esclaves et les personnes saibles. L. Frison., 6 et 9.

^{..} Ripuar., tit. xxx, de interpellatione servorum.

le premier, le baissait ou le laissait fléchir, était damné; d'autres sois, ensin, les deux parties dev se tenir debout devant la croix, et celui qui se la le premier de cette posture était censé avoir menti

7° Il y avait une autre ordalie appelée sortes. En un exemple tiré de la loi des Frisons:

« Si un homme a été tué dans une sédition ou une mêlée, et que l'auteur de l'homicide n'ait pa être découvert ou distingué dans la foule, celui voudra trouver le coupable pour lui demander composition pécuniaire pourra prendre à partie hommes choisis dans le groupe où le crime aur: commis (le groupe cût-il été composé de 20 ou personnes ou plus); on les conduira à l'église : a on mettra sur l'autel deux petits bâtons égaux, l'un marqué d'une croix et tous les deux envelopp laine. Le prêtre ou un jeune ensant tirera un de bâtons pendant qu'on priera Dieu, et si le bâton tir celui marqué de la croix, tous les sept accusés se déclarés innocents..... Si le bâton tiré n'est pas marqué de la croix, il sera constaté qu'un des accusés est coupable, et pour le découvrir, on dor à chacun d'eux un petit bâton sur lequel chacun ser: signe et écrira son nom. Puis on les envelopper laine, ils seront passés sur des reliques et tirés en

⁽¹⁾ C'est probablement l'épreuve de la croix sous cette des forme qui substituée à ce qu'on appelait dans la loi des Bav stafsaken. Canciani, tom. 11, p. 395 et note 3. (Voir, au sur Ducange, au mot crucis judicium, t. 11, p. 1185, même éditie

prêtre ou par un jeune ensant, et celui dont le sera le dernier tiré paiera la composition (1). » genre d'épreuve se rattache aux sortes germaniont parle Tacite avec quelque détail (2). La loi isons avait conservé une couleur plus barbare et nenne que les lois des Germains, transportés au e l'Europe.

ne peut pas nier que cette espèce d'ordalie n'eût up plus d'inconvénients que les précédentes : elle t de faire tomber sur l'innocent le châtiment à au coupable, car ce n'était pas en plaçant une ble loterie sur l'autel (3) qu'on lui ôtait le carac
1 caprice et du hasard et qu'on en faisait l'organe des volontés de la Providence.

qui diminue l'odieux de cette singulière supersti-'est que la peine infligée dans ce cas à l'homicide sistait que dans un wergeld et un fredum.

comprend donc qu'à côté de la tendance du clergé al à favoriser les épreuves, à cause d'un besoin plus rapproché de lui et plus vivement senti, une endance plus sévère dut se manifester contre elles tre de la chrétienté, dans l'église de Rome, cette nne inflexible de la pureté du dogme, cette mère tresse de toutes les Eglises. Les papes, en effet, en général contraires à ces concessions de leurs

^{..} Frison., XIV., I.

k moribus Germanor., x.

l ne paraît pas pourtant qu'il y ait jamais eu pour cette espèce uve un rituel en règle, une messe et des oraisons autorisées par èques.

missionnaires et des évêques aux mœurs et aux tutions de peuples à demi barbares. On assur saint Grégoire-le-Grand les condamna expressème

Ce qu'il y a de certain, c'est que plusieurs pontifes romains, ses successeurs, renouvelèren condamnation avec la plus pressante instance, firent confirmer par des conciles dans les xie, xiii siècles. Ce mouvement se communiqua dans les églises faisant partie de la grande Eglise cathe et les évêques d'Angleterre, par exemple, finire réclamer eux-mêmes l'abolition de ces épreuve leurs prédécesseurs avaient tolérées et même quelc encouragées. Aussi, le roi Henri III, pour calm ce point les scrupules de son clergé, consentit pendre l'usage des ordalies dans la troisième ani son règne (2).

En France, dès les viiie et ixe siècles, quelque de nos prélats les plus éclairés s'étaient déclarés ce qu'ils appelaient de vieilles superstitions. Me ne put en obtenir la réforme que beaucoup plus quand Philippe-Auguste et saint Louis eurent int quelque régularité dans l'administration du royaus encore ces sages monarques ne purent abolir es

⁽¹⁾ Decr., part. 11, caus. 11, quæst. 5. La seconde partie du c qui contient cette condamnation ne se trouve point dans les C de saint Grégoire, mais elle est citée par des auteurs postéric Liugard semble la croire authentique. Antiquités de l'église se traduct. française, p. 372. Paris, 1828.

⁽²⁾ Voir le rescrit de Henri III ad Ladmund, dans le Spicileg Selden, p. 204, et Antiquités de l'Eglise saxonne, par Lingard,

la moins raisonnable peut-être et la plus dangedes épreuves, le campus ou duel judiciaire. ous reste à parler de cette autre espèce de jugede Dieu, et à montrer comment il se fonda et dit dans toute l'Europe. Comme il a sa physioparticulière, il a dû demander un examen à part.

§ VIII.

Du campus ou duel.

chapitre ne contiendra pas la monographie comdu duel judiciaire; on n'y verra que l'origine et issement de cette ordalie jusque sous les Carolin-

se rappelle l'espèce de duel dont Tacite fait menquand les Germains étaient sur le point de livrer staille aux légions romaines, ils prenaient un de captifs romains, lui donnaient des armes, le ent aux prises avec un de leurs compagnons es, et de l'issue de ce combat singulier ils tiraient n ou un mauvais augure pour la bataille du lende-(1).

fehde des peuples du nord reposait bien sur ce pe que la victoire devait, en désinitive, appartenir ause la plus juste. Mais quelques-unes des lois niques combattirent et supprimèrent entièrement

^{&#}x27;ac., de moribus Germanorum, 10. « Victoria hujus aut illius pro licio accipitur. »

à de simples femmes, devant des prêtres ou d moines. Aussi, quand le roi Gontran reproche à Bos de l'avoir trahi, ce leude ne s'abaisse pas à d'humb protestations: « S'il y a quelqu'un, s'écrie-t-il, égs « moi, qui m'impute un pareil crime, qu'il vienne « qu'il in'accuse à haute voix; s'il a du cœur, « l'appelle à champ clos, nous combattrons. Dieu s « vaincre la vérité, et toi, roi pieux, tu seras s « organe entre nous (1). »

Donc, au vi° siècle, le campus était déjà usité ches Francs.

La popularité de ce genre d'épreuve devient te après cette époque que les ecclésiastiques mêmes y se soumis. Austregisile, archevêque de Bourges, acce de faux, reçoit du roi Gontran l'ordre de se purger ple combat; lorsqu'il se rend au lieu assigné, son advaire est tué par une chute de cheval (2); sans incident, il paraît qu'il aurait combattu lui-même.

L'Eglise lutte cependant avec courage contre l'invasi du campus, qui suit le développement de l'esprit gui rier et qui menace d'envahir toute la procédure crinnelle. Quand son influence devient prépondérante son Charlemagne et sous Louis-le-Débonnaire, elle que pour contrebalancer sur ce point le pouvoir la noblesse et des grands. On aperçoit dans les Capit laires une sorte de tâtonnement et d'hésitation enterment et d'hésitation

⁽¹⁾ Grég. de Tours, lib. vis, cap. 14.

⁽³⁾ Aimoin., Gesta Francorum, lib. 1v, cap. 2.

grands crimes; car, dit-il, si, par respect pour les outumes de notre nation lombarde, nous ne pouvons sfendre le jugement de Dieu, il ne nous paraît pas oins incertain, ayant appris que beaucoup de pernnes avaient injustement perdu leur cause par un embat impie (1).

e roi Luitprand a été certainement inspiré sur ce t, soit par les principes des jurisconsultes romains taliens, soit par l'esprit de l'Eglise, qui répugnait genre d'épreuve, où le droit et la force semblaient onfondre.

ans la loi des Bavarois, on trouve le Campus sous noms différents: le Wehadinc et le Camfwic. Le nier est le duel entre les parties elle-mêmes, et le nd avec des champions. Ces champions, comme it plus tard les Bravi du xvi° siècle, mettaient leur et leur vie au service du premier venu. Ces espèces padassins de profession étaient tombés dans un tel ris que leur wergeld ne s'élevait pas au-dessus de i de l'esclave: la partie dont le champion était vaincu lé ne devait à la famille de celui-ci qu'une composipécuniaire de douze sous (2).

si les Francs-Saliens ne connurent pas, dès le prine, le duel judiciaire, il ne tarda pas à se naturaliser mi eux. Leur fierté guerrière se révoltait de l'ordalie désiastique qui leur faisait courber le front, comme

^[1] Luitp., Leg. Longobard., lib. v, ch. 65. Propter consuetudinem nis nostræ Longobardorum legem ipsam vetare non possumus.

⁽²⁾ Decr. Tassilon., 3 et 4.

à de simples femmes, devant des prêtres ou moines. Aussi, quand le roi Gontran reproche à Bo de l'avoir trahi, ce leude ne s'abaisse pas à d'huml protestations: « S'il y a quelqu'un, s'écrie-t-il, ég « moi, qui m'impute un pareil crime, qu'il vienn « qu'il un'accuse à haute voix; s'il a du cœur « l'appelle à champ clos, nous combattrons. Dieu « vaincre la vérité, et toi, roi pieux, tu seras « organe entre nous (1). »

Donc, au vi° siècle, le campus était déjà usité (les Francs.

La popularité de ce genre d'épreuve devient après cette époque que les ecclésiastiques mêmes y soumis. Austregisile, archevêque de Bourges, ac de faux, reçoit du roi Gontran l'ordre de se purger le combat; lorsqu'il se rend au lieu assigné, son ad saire est tué par une chute de cheval (2); sans incident, il paraît qu'il aurait combattu lui-même.

L'Eglise lutte cependant avec courage contre l'inva du campus, qui suit le développement de l'esprit g rier et qui menace d'envahir toute la procédure cr nelle. Quand son influence devient prépondérante s Charlemagne et sous Louis-le-Débonnaire, elle use pour contrebalancer sur ce point le pouvoir la noblesse et des grands. On aperçoit dans les Cap laires une sorte de tâtonnement et d'hésitation et

⁽¹⁾ Grég. de Tours, lib. vii, cap. 14.

⁽³⁾ Aimoin., Gesta Francorum, lib. Iv, cap. 2.

present de ces ordonnances laissent le choix entre se deux (1). « On ne savait comment faire, dit Montesquieu. La preuve négative par le serment avait des inconvénients; celle par le combat en avait aussi; on changeait suivant qu'on était plus frappé des uns ou des autres (2). »

Charlemagne présère l'épreuve de la croix à celle du mbat, pour la décision des dissicultés qui pourront élever entre ses sils au sujet du partage de son royaume des limites de leurs terres (3). Mais sous ses sucsseurs, et particulièrement sous Othon II, les plaintes la noblesse contre l'abus des serments et des ordalies clésiastiques reprennent le dessus, et on donne au el judiciaire une présèrence rationnelle, si l'on peut servir d'un mot nouveau pour exprimer une vieille ose. La papauté reçoit là un échec indirect de la rt de la puissance rivale qui s'élève devant elle, impire électif d'Allemagne; ensin, Saint-Siège et con-les (4), tout est obligé de cèder au torrent, jusque-là

⁽¹⁾ Aut cruce, aut sculo et fuste, dit le Capitul. de 803, art. 3 et L. 6. Voir l'art. 132 de la Loi lombarde de Charlemagne, qui donne même choix, ainsi que le deuxième appendice au 4° liv. des apitul., art. 34: aut in campo, aut in cruce.

Montesquieu, Esprit des Lois, liv. xxv111, chap. 18.

⁽A) Capitul. premier de 806, art. 14.

En 1432 ou 1433, au concile de Bàle, les pères assemblés l'ent témoins d'un combat à outrance entre un gentilhomme portupis de race, mais né en Castille, et appelé Jean de Merle, et Henri le Ramestan, chevalier bourguignon. Ils combattirent à pied et le Benguignon sut vaincu. (Histoire d'Espagne, par de Mayerne Turpet, tom. 1, p. 858. Paris, 1635.)

que le rituel mozarabique, où le duel judiciair place, est approuvé ou au moins toléré par l'Senlement, le droit canonique ne se laisse pas par le campus, et les membres du clergé, les rations ou communautés ecclésiastiques obtic ainsi que les femmes et les enfants, l'autorisatio faire défendre en champ clos, soit par leurs avoitueurs, soit par des champions désignés et payiles remplacer. Or, pour avoir une garantie suffilégard de ces champions, hommes peu estimér les adversaires auraient pu acheter la maladres loi de Louis-le-Débonnaire ordonne que le chavaincu en faisant perdre la cause de celui qu'il sentait, aurait lui-même le poing coupé (4).

Montesquieu essaie de justifier par des obser ingénieuses le duel judiciaire dans sa pureté pri « Dans une nation guerrière, dit-il, la poltronner « pose d'autres vices.... Pour peu qu'on soit bien « n'y manquera pas ordinairement de l'adresse q « s'allier avec la force, ni de la force qui doit coi « avec le courage (2). » Tout cela est fort pla mais ne peut pas s'appliquer au duel par cham Bientôt c'est au jugement de Dieu par le comba

⁽¹⁾ Capitul, de \$10, art. 10, qu'on retrouve dans la Ca Canciani, liv. 1v. art. 23. -- tom. 111, p. 200. -- L'emperen donne pour prétexte de cette disposition le parjure dont le pion s'était rendu coupable, lorsque, avant de combattre, affirmé sous serment la justice de sa cause, laquelle était dés injuste par sa défaite.

⁽²⁾ Esprit des Lois, liv. xxviii, chap. 18 et suiv.

appelle pour tout décider. Cette manie ne connaît de bornes. En voici un exemple remarquable: honse VI, roi de Castille et de Léon, ayant épousé lle du duc d'Aquitaine, met en question si l'on stituera aux coutumes de son pays les lois romaines l'on observe sur l'autre versant des Pyrénées. On me un champion pour chacune de ces législations es. Le duel judiciaire ne pouvait pas trahir la e des institutions barbares. Le champion du droit ain est vaincu (1), et les coutumes visigothes restent out.

en héritage des temps barbares, dut emprunter nouvelle vie et un nouvel éclat aux mœurs féodales régnèrent en Europe du x° au xv° siècle. Il fut à tout, et principalement à la justice criminelle.

faut bien le considérer comme une dernière espèce dalie; mais il avait une physionomie plus guerrière toutes les autres. Les épreuves proprement dites ient être nécessairement dirigées et dominées par prêtres et des légistes; elles se présentaient surtout me des cérémonies religieuses et légales. Le duel ciaire n'excluait pas les rites religieux (2) et les

Recueil des historiens de France, t. 11, p. 221, et Meyer, Esprit nstitut. judic., t. 1, p. 344. C'est également au duel judiciaire eut recours en Espagne pour décider la question du maintien la suppression du rituel mozarabique (Mariana, Spaniæ historia, t. cap. 18.) Le pape Jules II interdit formellement le duel dans lats, en qualité de prince temporel, par une constitution du 27 et 1308.

Ducange, vo Duellum, t. 11, p. 1671 (ancienne édition).

formalités de procédure; mais sa couleur la plus lante était belliqueuse et chevaleresque. Aussi, d'abord principalement usité parmi les barons chevaliers et les gentilshommes.

Nous reviendrons sur le code du duel judiciaire achève de se former et de se régulariser à l'épédale.

CHAPITRE X.

PEUPLES GERMANIQUES AVEC CELLES DE DIVERS PEUPLES SAUVAGES, RAPPORTÉES PAR DES VOYAGEURS OU ANNALISTES CONTEMPORAINS. — SIAELF-DAEMI. — PRIVATION DE LA PAIX. CRIMES PUBLICS ET PRIVÉS. — ÉPREUVES. — EXÉCUTIONS JUDICIAIRES.

Avant de sortir complétement de l'époque primitive e l'histoire du droit criminel des peuples de l'Europe, rant d'aborder cette seconde phase de civilisation où immencent à s'organiser une justice plus régulière et de pénalité plus fixe, il sera curieux de comparer infance de ces institutions avec celles des peuples uvages des autres parties du monde. Nous jetterons isuite un coup-d'œil sur la législation criminelle des usulmans, telle qu'elle s'est formée d'après les docines des interprètes et commentateurs du Coran, et incipalement d'après les jurisconsultes du rite de Malek. Déjà nous avons fait voir que la vengeance du sang ait, si on ose parler ainsi, le droit naturel de tous les euples qui n'avaient pu passer de l'état patriarcal à état de civilisation, ou qui étaient tombés dans la bar-

barie après avoir traversé une période de culture d'organisation sociales. On peut voir un exemple viv de cette dégradation morale dans les associations piraterie et de brigandage que les convicts échappés Botany-Bay ont fondées dans les îles de la Polynésie sur les côtes de la Nouvelle-Hollande. Ces soci d'Out-laws ne font qu'augmenter l'abrutissement sauvages qu'ils ont réussi à s'adjoindre. Ils ne sons qu'à leur enseigner des vices nouveaux (1).

Il est curieux d'étudier les rapports que nous f sur les mœurs des peuplades barbares de l'Améric des Européens qui ont passé leur vie parmi eux. S ce rapport, on peut consulter les Mémoires de l'Ang John Tanner, qui avait été enlevé par les sauvages son enfance, et qui était devenu sauvage lui-même. reconnaît dans les institutions grossières qu'il de quelques-uns des éléments de cette justice primitive en nous avons retrouvé les origines, à force de recherc dans la Germanie du nord et dans la vieille Scandina

Ainsi, la siaelf-daemi, coutume par laquelle l'of seur allait se remettre entre les mains de l'offense meurtrier entre les mains de la famille de la victime retrouve presque sous la même forme chez les Pes Rouges de l'Amérique. Comme en Scandinavie, cet act confiance dans la générosité des vengeurs du sang ordinairement suivi du pardon et de la remise de l'offer

⁽¹⁾ Voir les ouvrages de MM. de la Pilorgerie et de Blosseville les colonies pénales de l'Australie, ainsi que le dernier livre de Grey sur le système colonial de l'Angleterre.

d'arrivai assez tôt, dit Tanner, pour assister à l'enterment du jeune homme que mon frère Wa-me-gouabiew avait tué. Wa-me-gou-a-biew vint et creusa bi-même une sosse assez large pour deux hommes. Les mis de Ke-zha-zoons y descendirent son corps. Alors Wa-me-gou-a-biew se dépouilla de tous ses vêtements à l'exception du dernier; puis, se tenant, dans cet état, mord de la sosse; il prit son couteau, et le présentant par le manche au plus proche parent du mort: « Mon ami, dit-il, j'ai tué votre srère; vous voyez que j'ai creusé une sosse assez grande pour deux hommes; e je suis tout disposé à y dormir avec lui. »

Le premier, le second et enfin tous les parents du jeune homme resusèrent, l'un après l'autre, le couteau que Wa-me-gou-a-biew leur offrit tour à tour. Les parents de mon srère étaient puissants, et la crainte qu'ils inspiraient lui sauva la vie. D'ailleurs Ke-zha-biens l'avait provoqué en l'appelant nez coupé; voyant qu'aucun des parents mâles du jeune homme ne voulait entreprendre publiquement de venger sa mort, Wa-me-pu-a-biew leur dit: « Ne me satiguez plus maintenant qu'à sait, si quelqu'un de vous s'expose à m'adresser que semblables provocations [1]. »

La sormule extérieure de cette siaelf-daemi a quelque dose de dramatique et de saisissant. On voit par la que le meurtrier pouvait racheter la paix par la seule offre

^{1.} Tome 11 de la traduction, par M. de Blosseville, p. 61.

de sa vie, si son sacrisce n'était pas accepté. Dans autre occasion, Tanner décrit une scène sembla mais alors le meurtrier propose des présents nomb et considérables au blessé et à ses parents, tou mettant sa vie à leur discrétion : non-seulement o accorde son pardon et la paix, mais la mère d victime l'adopte pour son sils après que ce dern rendu le dernier soupir (1).

Il est vrai encore que dans cette circonstance i s'agissait pas d'un assassinat persidement prémémais d'un mauvais coup commis dans l'état d'ivres

Quand le crime présente les véritables caractère l'assassinat, la famille indienne se croirait déshonor elle accordait son pardon.

Il y a plus: quoique, comme le dit M. de Chât briand, la vengeance de l'homicide soit en général les Indiens abandonnée aux familles (2), quan crime dénote une scélératesse exceptionnelle, que c'est un parricide ou un fratricide, la peuplade même le réprime et le punit; mais c'est une ju expéditive et sommaire. C'est en quelque sorte une geance sociale sur place.

Ainsi, sur les bords de la rivière Rouge, il y a plage sous l'abri d'un rocher, qu'on appelle la p

(2) Natchez, t. 1, p. 122.

⁽¹⁾ Tome 11 de la traduction par M. de Blosseville, p. 230, 2 suiv. Le père Lastau atteste que de semblables adoptions av lieu de son temps. Voir son ouvrage intitulé: Mœure des sau américains comparées aux mœure des premiers temps., t. 1, p. 41

des deux hommes morts. « Les traditions rapportent que, il y a bien des années, des Indiens ayant campé en ce lieu, une querelle s'éleva entre deux frères; l'un tua l'autre d'un coup de couteau, et les témoins de cette scène tragique trouvèrent le crime si horrible que, sans balancer, ils mirent à mort le fratricide; la victime et le meurtrier furent enterrés ensemble (1). »

Quant au vol, il paraît n'entraîner chez les Indiens que la peine de la restitution; mais ceux qui s'en rendent coupables tombent dans le mépris et deviennent incapables d'exercer aucun commandement (2).

Du reste, il arrive souvent que le particulier volé se sait justice lui-même, soit en exigeant la restitution de l'objet volé, soit en en prenant au voleur un autre d'une valeur à peu près équivalente.

De même si un homme vous a fait un dommage quelconque, vous êtes autorisé à lui en faire un autre,
même un peu plus considérable. Tanner raconte qu'il tua
le cheval de Wa-me-gou-a-biew, pour se venger de ce que
ce dernier lui avait brisé son fusil. « Wame-gou-a-biew
ne se plaignit pas de la perte de son cheval; il est
même probable qu'il en fut très-satisfait, parce qu'un
Indien attend toujours le mal pour le mal. Cela est
dans les mœurs des sauvages, et l'homme qui ne sait
pas se venger n'est guère estimé parmi eux (3). »
Nous croyons inutile de multiplier les exemples du

⁽¹⁾ Mémoires de Tanner, t. 1, trai. de M. de Blosseville, p. 211.

⁽²⁾ Ibid., t. 1, p. 198.

⁽³⁾ Ibid., t. 11, p. 136.

droit de vengeance ou de talion admis chez tous peuples sauvages ou barbares; seulement, il porte de faire remarquer les complications qu'amquelquesois dans ce droit les préjugés superstitieux peuples les plus abaissés dans l'échelle de la civ tion.

Chez les indigènes de la Nouvelle-Hollande, exemple, « si un homme périt par accident, so tombant du haut d'un arbre, soit en plongeant da mer, ou de toute autre manière, les amis ou pa du défunt imputent sa mort à quelque maléfice o tribu ennemie et ils tuent, pour le venger, un ho de cette même tribu. Lorsqu'un individu est séri ment indisposé, et qu'il croit ses jours menacés, il gine se racheter du danger en mettant à mort, a peut, un individu quelconque (1). »

Dans le premier cas, il y a une raison pour la geance du sang, si l'on admet la croyance superstit des sauvages; dans le second cas, on reconnaît la confuse d'une idée d'expiation et de rédemption pang : c'est la même croyance qui, dans sa pureté mière, conduit à la vertu la plus sublime, le sacret qui, défigurée par la corruption humaine, enge le plus grand des crimes, le meurtre commis avec méditation et perfidie. Rien donc n'est plus dangere plus funeste que l'altération d'un principe vrai.

⁽¹⁾ Voyage dans les Deux Océans, par Eugène Delessert, p. (Puris, Franck, 1849.)

A Otahiti, nous retrouvons les institutions de solidarité et de paix de la race germanique : à l'époque où
cette île sut découverte par les navigateurs européens,
le ches de chaque district était responsable de la conduite du peuple placé sous sa juridiction. Le droit de
vengeance y était reconnu; mais, avec ce droit de se
saire justice soi-même, « on en était venu à admettre
des espèces de lois tacites qui, en donnant à de certaimes actions un caractère de criminalité, ôtaient le droit
de désense à celui qui les avait commises, attirant sur
hui le blâme de toute la communauté, et l'abandonnant
sans secours aux poursuites de ceux qui avaient soussert
de ses actions (1). »

C'est bien là la privation de la paix de la vieille Scandinavie.

« En vertu de cette convention, ajoute l'auteur cité plus haut, convention acceptée du plus grand nombre, plusieurs actions coupables étaient sévèrement punies, surtout le vol. Ces peuples s'étaient donc élevés à des idées générales de justice... Pour des causes de trahison, de rébellion, les coupables étaient condamnés au ban-uissement et à la confiscation des biens (2). »

Ainsi, le traître, reconnu comme tel, devenait l'objet d'une excommunication sociale, de même que l'Utlaëgr des Scandinaves, l'Out-law des Écossais, le Forbannilus des lois germaniques.

⁽¹⁾ Vincendon-Dumoulin et Desgraz, t. 11, p. 314-316. — M. Marenbout, t. 11, p. 9 et suiv.

² Voyage dans les deux Océans, par Eugène Delessert, p. 251.

Le crime public reste ainsi distinct du crime privé.

Cependant, on reconnaît, dans ces coutumes ou ces lois d'Otahiti, un progrès plus grand vers la civilisation que chez l'Indien américain ou chez le sauvage de la Nouvelle-Hollande.

On entrevoit même, chez les Otahitiens, des trace d'une organisation judiciaire. La condamnation d'un chef d'un certain rang ne pouvait avoir lieu sans le consentement des chefs ses égaux (1). Cette institution rappellerait, à quelques égards, celle de la cour des pairs des temps féodaux.

L'établissement de cet ordre, à peu près régulier, s'explique par la forte constitution religieuse du *Tabou*, dont nous avons parlé plus haut, et qui régnait dans cette partie de la Polynésie.

Là où les peuples sauvages sont devenus sédentaires et se sont groupés autour d'un autel, on retrouve, sous toutes les latitudes, des lois qui ont le même caractères et, si on peut le dire, la même physionomie.

Ainsi, dans notre dernier chapitre, nous avons vu que les épreuves étaient, chez les anciens Germains, un act de procédure judiciaire (2).

Nous retrouvons l'usage des épreuves jusqu'au sein même de l'Afrique.

Sur les côtes de la Guinée, le prêtre ou belli-mo.

⁽¹⁾ Voyage dans les deux Océans, p. 251.

⁽²⁾ Dans notre premier ouvrage sur l'histoire du droit criminel des peuples anciens, nous avons montré que les épreuves avaient été usitées chez les Hébreux, les Grecs et les Romains.

comme on l'appelle dans le langage du pays, place dans la main de l'accusé un certain mélange d'herbe et d'écorce d'arbre, mélange qui doit prendre seu si l'accusé soumis à cette épreuve est coupable; d'autres sois, il prépare un breuvage empoisonné que le prévenu doit prendre, qu'il rejette s'il est innocent, et qui lui revient en écume à la bouche s'il a commis le crime qui lui est imputé (1). Dans la Sénégambie, l'individu accusé de sorcellerie est lié à un arbre; on lui promène un fer rouge sur la langue après l'avoir enduite du jus d'une certaine herbe qui croît dans ce pays, et qui empêche ou modifie l'action du seu (2). Au Darsour, on soumet à l'épreuve de l'eau de Kily celui qui est présumé nourrir dans son œur des projets de révolte; dans l'île de Madagascar, on se sert, pour le même usage, du suc de l'arbre nommé Tanguin (3).

Mais ce qu'il y a de plus curieux, c'est qu'on retrouve l'usage des épreuves, même chez les peuples où les mœurs, restées en arrière des lois, conservent encore une empreinte sauvage et résistent à l'action d'un pouvoir qui veut les mûrir trop vite, par des emprunts factices faits à des civilisations étrangères.

⁽¹⁾ Hermann, Recueil des Voyages les plus remarquables, Francsort, 1793, tom. 1x.

⁽²⁾ Geoffrey de Villeneuve, Voyage en Afrique.

⁽³⁾ C'est un poison très-actif auquel on succombe infailliblement it on ne s'est pas muni par avance d'un antidote. (Revue des Deux-Mendes, 1846.) Les peuples de la Nouvelle-Zélande connaissent aussi la rengeance du sang. les épreuves, etc.

C'est ainsi que, dans la Russie méridional voyageur digne de foi nous raconte la singulièr cédure à laquelle on a recours pour découvrir l'd'un vol domestique.

« La maîtresse ou quelque personne attachée « maison, fait chercher une vorogéia (sor « diseuse de bonne aventure); dès que cette voi « est arrivée, on rassemble tous les gens, et c « annonce que si le voleur se trouve parmi eux, i k par un aveu volontaire, obtenir son pardon, si « sorcière, pour laquelle rien n'est caché, ne ta: « pas à le découvrir, et alors, rien ne pourrait « server d'un châtiment juste et mérité. Souve « c'est ce qui arriva ce jour-là, le coupable, in « par sa confiance dans l'infaillibilité de la « femme, avoue sa faute, et implore sa grâce avant « ait même mis à l'épreuve le savoir-faire de la « géïa. La vieille procède de la sorte : elle fait, a « la mie de pain, autant de boulettes qu'il y « domestiques; ensuite, elle place sur la table u « rempli d'eau, et ordonne aux gens de se ran « cercle. Quand ces préliminaires sont terminé « prend nne boulette, et dit, en regardant celui « trouve le plus près: — Ecoute, Jean, Pier « Paul, si c'est toi qui as commis le vol, cette be « tombera au fond du vase comme ton âme aux e « mais si tu es innocent, elle surnagera à la su « et tu n'auras rien à craindre. — Le Russe de la « classe du peuple ne laisse jamais aller la chose

« loin, et c'est aussi pourquoi il est impossible de « s'assurer de l'efficacité de ce moyen (1). »

Quoi qu'il en soit de la réflexion naïve par laquelle ce récit est terminé, on voit que toutes les fois que les peuples ont gardé leur antique simplicité de mœurs et cette vivacité de foi qui devient la base d'une civilisation naissante, la justice humaine, quand elle ne peut percer les ténèbres qui l'environnent, est portée à demander à Dieu lui-même les lumières dont elle aurait besoin pour découvrir le crime qui lui est dénoncé. C'est une loi, sinon de l'enfance, au moins de l'adolescence des nations.

Pour ce qui concerne le mode d'exécution judiciaire, miet que nous avons traité plus haut, nous retrouvons encore aujourd'hui non-seulement chez des peuples demi sauvages, mais encore chez les Musulmans, la coutume qui permettait à nos pères de n'avoir pas de lourreaux en titre. Au Maroc, par exemple, ce sont les parents de la victime qui, après avoir obtenu du Cadi me sentence de mort, sont chargés de l'exécuter sur la vengeance du sang judiciairement régularisée (2).

En Russie, comme dans le nord de la vieille Allepagne, les juges sirent longtemps eux-mêmes l'office de courreau. Aussi les Russes furent moins choqués que pel'aurait été un autre peuple, quand le czar Pierre-le-

⁽¹⁾ Etudes sur la Russie, par le baron de Hartausen, t. 1, p. 273 l'édition française. Hanovre, 1848.

⁽³⁾ Voir le Voyage au Maroc, de Xavier Durrieu.

Grand, après avoir condamné les Strélitz, fit tomber leurs têtes de sa main souveraine. « Le premier jour, dit un historien, il en abattit cinq; une autre sois, il en trancha vingt. Ses courtisans achevaient son œuvre. Le français Lesort resusa seul de prendre part à ce passetemps barbare (1).... A Azoss, le czar exécuta encore lui-même quatre-vingts Cosaques. Le Boyarin Pletschess les tenait assujettis de sa main sur la poutre satale (2).»

L'idée de la division des pouvoirs et des fonctions suppose une civilisation plus avancée qu'on ne pense. Elle est au gouvernement ce que la division du travail est à l'industrie.

Ces exemples, que nous aurions pu multiplier beaucoup plus encore, suffisent pour prouver les rapports des institutions qui se réfèrent, non pas à la même date chronologique, mais au même âge des peuples. Dans les âges primitifs surtout, ces rapports sont d'une évidence frappante.

Nous en retrouvons encore quelque chose dans la législation musulmane, dont nous allons tracer une rapide esquisse, avant de reprendre le fil de l'histoire du droit criminel de l'Europe. Cette étude nous prouvers de plus en plus que le mode de formation des peuples, comme le mode de développement des individus, est soumis à de certaines lois morales, à de certaines conditions, qui se reproduisent toujours et partout.

⁽¹⁾ Esneaux, Histoire de Russie, tome 1v. p. 40.

⁽²⁾ Id., ibid., tome IV., p. 42.

lement, on reconnaîtra que la véritable religion, favorise et persectionne sans cesse ces dévelopments, tandis que les religions sausses, qui ôtent a liberté de l'esprit tout ce qu'elles donnent à liberté des sens, ne peuvent conduire la civilion que jusqu'à un certain degré, au-delà duquel s s'arrêtent elles-mêmes, frappées d'impuissance et ertie.

CHAPITRE XI.

LÉGISLATION CRIMINELLE DES MUSULMANS COMPARÉE A CELLE DES PEUPLES GERMANIQUES.

De l'homicide et des blessures considérées comme crimes privés. -Talion. — Adcibs, Qéçdmé, Louts, Dié, Adqila. — Solidarité. — Exposition religieuse, etc.

Les Musulmans n'admettent pas précisément, comme on l'a dit, que le Coran n'ait rien laissé à dire ni à enseigner, et qu'il faille chercher dans le livre toutes les prescriptions sociales et civiles; mais ils soutiennent que tout a été révélé à Mahomet, et que ce qui n'a pas été écrit par lui a été dit à ses compagnons, qui l'ont recueilli avec soin pour le transmettre aux générations futures des fidèles de l'islamisme.

Cela est très-bien expliqué dans un auteur arabe, El-Magrizi:

- « Dans son émigration de la Mecque à Médine.
- « Mahomet était entouré des Ashâb (compagnons) qu'à
- « chaque instant il trouvait près de lui, malgré la gêne
- « et la difficulté qu'ils éprouvaient à pourvoir à leur
- « subsistance. En esset, les uns exerçaient des industries
- « dans les marchés; les autres vivaient de dons, et à

- « chaque instant ils venaient auprès du prophète, et
- « quelques-uns y accouraient aussitôt que le soin qui
- « les occupait tous, de pourvoir à leur subsistance,
- « leur avait laissé le moindre loisir.
- « Or, si une question lui était soumise, s'il rendait
- « une décision, s'il commandait ou défendait de faire
- « une chose ou s'il la faisait, la connaissance en était
- « acquise à ceux qui étaient alors avec lui, mais elle
- « échappait aux autres.
- « C'est ainsi qu'Omar ignorait, au sujet du Dié dû
- « pour le fœtus de la femme, ce que savait un simple
- « arabe de Hodaïl.... Cet Arabe le savait, tandis
- « qu'Omar l'ignorait (1). »

On comprend par la comment la connaissance des décisions de Mahomet se propageait lentement; les Ashâb, disséminés par les conquêtes de l'islamisme, ne pouvaient donner sur la jurisprudence du prophète que des renseignements partiels : « car tel qui avait été la « veille auprès de lui, n'y était plus le lendemain; et « de la sorte, chacun savait ce qui avait eu lieu en sa « présence, et la connaissance du surplus lui échap-

Les Emirs appelés à juger suppléaient donc à ce qu'ils ne savaient pas, par l'étude des lois qui leur étaient connues, et dont ils appliquaient l'esprit aux cas sur lesquels ils ignoraient les décisions de Mahomet.

« pait (2). »

⁽¹⁾ Etudes sur la loi musulmane, par C. Vincent, p. 15. (Paris, Joubert, 1842.)

⁽²⁾ Ibid., p. 17.

Cela aurait introduit à la longue une grande divergence dans le droit mahométan, si les jurisconsultes des grandes cités n'avaient pas cherché à rassembler ces traditions éparses au milieu des contrées les plus lointaines, à les écrire et à en faire un corps de doctrine.

- « Plusieurs d'entre eux accomplissaient souvent, dit
- « El-Magrizi, de longs voyages à la recherche d'une
 - « seule tradition (1). »

Mais cet auteur arabe parle ici du rite de Malek, qui se distingue en effet par une scrupuleuse conformité aux enseignements traditionnels du prophète. Il n'en est pas tout à fait ainsi des trois autres rites, ceux d'Haneefah, de Shaféï et d'Hannbal. Celui d'Haneefah surtout, qui est un des plus étendus, fait une part assez large à la raison humaine et à l'équité naturelle (2).

Cependant, en comparant entre eux ces rites divers, on reste convaincu qu'ils s'accordent sur les généralités, et ne diffèrent que sur quelques détails.

Comme le rite de Malek est celui qui fut importé en Espagne au viii siècle, qu'il est encore suivi en Afrique et par conséquent dans nos possessions algériennes, c'est celui qui sera aujourd'hui l'objet principal de nos études.

Nous nous servirons, pour base de ce travail, du Réçâlé (4) d'Abou-Mohhammed-Abd-Allah-Ibn-Aby-Zéid.

⁽¹⁾ Etudes sur la loi musulmane, par C. Vincent, p. 20-21.

⁽²⁾ Tableau de l'empire ottoman, par de Hammer, et Hist. d'Espagne, par Rossecw Saint-Hilaire, liv. v11, chap. 1er.

⁽³⁾ Récolé, Petit Traité.

« L'auteur de ce traité était un docteur fameux de « Zeyraouan, où il enseigna et où il mourut en l'an 389 « ou 390. Il mérita par sa science, de ses contempo-« rains, le surnom de Petit Malek. Il est l'auteur « d'ouvrages dont un écrivain que cite Casiri porte le « nombre à plus de cent. Mais son Récâlé surtout fonda « sa renommée, et, de tous les livres élémentaires du « rite, c'est certainement le plus classique (1). Le Réçâlé « n'est qu'un abrégé fort concis, se bornant à énoncer « la disposition de la loi, le plus souvent seulement à « l'indiquer, et la présentant toujours isolée de la plu-« part de celles qui s'y lient intimement et qui en déter-« minent le rapport avec le système général et l'esprit « de la loi. Aussi est-il loin de former par lui-même un « exposé lucide et surtout complet; et pour être compris « des Arabes, non versés dans la science de la jurispru-« dence, il a besoin de leur être expliqué (2). »

Il ne serait donc pas parfaitement exact de comparer le Réçâlé aux Institutes, et de dire que l'un est au droit musulman ce que les autres sont au droit romain. Que l'on suppose une analyse des Institutes, faite par un jurisconsulte qui ne donnerait que la quintessence des dispositions législatives contenues dans ce recueil, en se servant d'un langage technique étranger au vulgaire et concis jusqu'à la sécheresse, on se fera ainsi l'idée du Réçâlé, cet abrégé du droit criminel de

⁽¹⁾ Eiudes sur la loi musulmane, par B. Vincent, p. 45.

⁽²⁾ Ibid., p. 161.

l'islamisme, lequel nous a servi de guide dans nos recherches spéciales.

Quoique fort bien traduit par M. B. Vincent, un tel livre nous aurait été d'un faible secours, et il serait resté pour nous une lettre morte, si nous n'avions pas cherché à nous l'expliquer, soit par les notes savantes du traducteur lui-même, soit par les éclaircissements que nous avons trouvés dans d'autres ouvrages.

Le commencement du Réçâlé est relatif aux homicides, meurtres, blessures, et aux Hhadds, c'est-à-dire peines définies par la loi. Dans ce que nous appellerions le grand criminel, la loi détermine elle-même le mode et la mesure des peines, de sorte qu'il est interdit au magistrat de les modifier, d'y rien ajouter ni d'en rien retrancher. Dans le châtiment correctionnel, au contraire, le magistrat détermine le mode et la mesure de la correction d'après l'appréciation qu'il fait lui-même de la gravité de la faute, de l'opportunité de la répression, de la situation physique, morale et sociale du délinquant (1).

Nous allons d'abord examiner le mode de procèder que suivaient primitivement la victime et les parents de la victime pour la poursuite des meurtres et des blessures considérés comme crimes privés. Il est clair que cette espèce de réglementation de la vengeance du sang a été le premier pas fait par la législation musulmane

⁽¹⁾ Nous empruntons cette exposition aux notes dont M. B. Vincent accompagne le premier chapitre de sa traduction.

pour établir chez les Arabes une véritable justice sociale. Il faut, pour pouvoir suivre les développements successifs de cette organisation, renoncer à l'ordre suivi dans nos codes; ce n'est donc pas par les crimes publics et soumis à la poursuite des autorités publiques que nous devrons commencer l'étude du droit pénal des Arabes, mais bien par les crimes regardés par eux comme des crimes privés.

A la tête de ces sortes de crimes, ils placent le meurtre intentionnel et l'homicide par imprudence.

Le meurtre intentionnel n'est pas précisément ce que nous entendons par l'assassinat. L'assassinat, considéré comme crime lâche et cupide, s'appelle l'homicide de Ghilé, chez les Arabes. Nous verrons plus loin à quelles règles spéciales il est soumis.

L'homicide intentionnel, suivant les jurisconsultes de l'islamisme, consiste à commettre sur la personne d'un individu, dans un sentiment de colère ou d'inimité, un attentat qui cause sa mort.

La volonté de porter les coups qui ont donné la mort suffit pour faire considérer l'acte de l'homicide comme intentionnel. Ainsi, peu importe que le meurtrier se soit servi d'un instrument en apparence peu dangereux; il est responsable des suites de cet usage qu'il en a fait solontairement.

Il est vrai qu'il n'est pas responsable à l'égard de la Ociété, mais de la famille à laquelle il a ravi un de ses dembres; or, le point de vue d'intérêt privé diffère écessairement du point de vue d'intérêt général.

Le premier peut prendre pour unique point de départ le résultat matériel de l'acte, le dommage qui consiste pour une famille dans la perte d'un de ses membres.

Le second est plus élevé: la société, qui se substitue aux familles, doit sans doute exiger une réparation pour toute lésion qui leur est faite. Mais l'étendue de cette réparation doit être mesurée sur l'appréciation de la moralité de l'acte lui-même de lésion, et proportionnée au degré de criminalité dont il est empreint.

Le tribunal social doit donner l'exemple d'une bonne justice distributive fondée sur les principes de la moraleéternelle, et il doit accomplir autant qu'il est en lui la réalisation terrestre de cette maxime qui ne peut recevoir que de Dieu seul son application parfaite: « Que chacun soit récompensé ou puni selon ses œuvres! »

Mais dans les sociétés où l'on n'a fait, en quelque sorte, que régulariser l'exercice du droit de vengeance, où le talion existe dans sa grossièreté native, l'état n'intervient que pour sanctionner ce talion, ou pour le remplacer par une composition pécuniaire par laquelle il règle les conditions mises à la rançon du meurtrier et au pardon des parents de la victime.

Nous avons vu que telle a été la marche du droit pénal chez les nations germaniques : cette marche a été la même, dans son ensemble, au sein des nations musulmanes.

Le mot Dié ou Dia (prix du sang) a en arabe à pet près la même signification que le mot Wergeld en vieil

allemand. Dans son sens technique, il veut dire la somme fixée par la loi pour la réparation de l'homicide commis sur un individu ou d'une lésion personnelle qui lui aurait été faite. Dans un sens moins restreint, il désigne toute espèce de réparation pour un dommage personnel souffert.

Cependant, malgré l'institution du Dié, la peine légale pour l'homicide intentionnel est toujours le talion. Les parents n'ont le droit de requérir contre lui aucune peine plus forte, ni moindre, ni même d'exiger le paiement du Dié (1). C'est au meurtrier poursuivi d'offrir la rançon du sang à la victime ou aux parents de la victime, appelés en arabe Adcibs. Le meurtrier ne peut être contraint à payer le Dié que quand cette transaction a été faite.

Le talion supposant une sorte d'égalité de position devant la loi, on en déduit les règles suivantes : « On

Quand il y a lieu à appliquer le talion pour blessures, l'exécution bit être confiée à un individu capable de pratiquer habilement opération.

Au contraire, quand il y a lieu à appliquer le talion pour meurtre, Iman peut, à son choix, consier l'exécution à un tiers, ou livrer le curtrier aux Aâcibs de la victime, pour qu'ils lui donnent euxémes la mort. Les Arabes se sont à la sois un devoir et une joie de mplir ce rôle de bourreau.

⁽t) Le meurtrier est passible du genre de mort qu'il a lui-mème sait mbir à sa victime : ainsi il doit être mis à mort par le bâton, s'il a donné la mort à sa victime en la frappant avec un bâton; il peut être mis à mort par le seu, s'il a sait périr sa victime par le seu. Du reste, il est loisible aux Aâcibs de se contenter de la décapitation. C'est même le seul mode de supplice qu'on puisse insliger au meurtrier, dans le cas où son crime n'est pas établi par son aveu ou par l'assirbation de témoins, mais seulement par Qéçâmé.

ne donne point la mort à un individu libre pour adonné la mort à un esclave, mais bien à un esclave avoir tué un individu libre; on ne donne point la à un musulman pour avoir donné la mort à un infimais bien à un infidèle pour avoir donné la mort musulman (1). »

Les Aâcibs, ou autorisés à la poursuite, comme r sentants de la victime, sont :

1° Les fils, fils de fils et descendants en ligne dir Les pères, grand-pères et ascendants en ligne dir Les frères germains et consanguins, leurs fils et cendants.

Les frères germains et consanguins du père et descendants.

Les frères germains et consanguins de l'aïeul et descendants.

Les frères germains et consanguins du bisaïeul et descendants.

- 2º Les patrons (pour leurs esclaves affranchis).
- 3° Les filles, filles de fils, la mère, les sœurs ge nes et consanguines, et l'aïeule, mère du père.
- « On ne met à mort une personne pour avoir le vie à une autre, dit le Réçâlé, qu'autant qu'il y a « témoins Aad'ls, un aveu du coupable, ou un Qéçda

On désigne par Aad'ls ceux qui possèdent l'Aaa Or, l'Aadâlé répond à peu près à ce que nous entenpar capacité civique.

⁽¹⁾ Réçálé, trad., 86.

L'Aadâlé consiste donc, pour les individus appelés à rendre témoignage en justice, à être libres, pubères, musulmans, à avoir la crainte de Dieu et la pleine possession de sa dignité personnelle.

Quant à l'aveu du coupable, nous n'avons pas à en réciser le sens, qui s'entend de lui-même.

Le Qéçâmé, qui est le troisième moyen de conviction e l'homicide, consiste dans cinquante serments prêtés ar cinquante Aâcibs de la victime. Mais comme, en ehors de la vie patriarcale des tribus, ces cinquante âcibs sont très-difficiles à réunir, et qu'il peut même uelquefois n'en exister que deux ou trois seulement, loi, tout en maintenant l'exigence des cinquante serients, tolère qu'ils ne soient prêtés que par deux homles; mais ils devront être au moins deux et du sexe lâle, l'un des deux étant le plus proche Aâcib de la vicme. Le nombre des serments qui leur seront demandés ariera ou sera réparti entre eux deux, suivant le droit lus ou moins grand qu'ils auront à la succession du ésunt, et par conséquent au partage de la Dié. Ainsi, ar exemple, si un héritier est appelé à recueillir vingteuf cinquantièmes un tiers du Dié, et un autre héritier ngt cinquantièmes deux tiers, le premier prêtera vingteuf serments et le second vingt-un.

On reconnaît là-les principales règles qui présidaient l'établissement et à la division de l'amende et du wereld chez les Scandinaves et chez les Germains. Si donc on fait attention que la race arabe et la race germanique proviennent de souches absolument différentes, on en tirera nécessairement la conséquence que cette resser blance d'institutions tient à une loi identique de dévelo pements sociaux, correspondant à une même pério de civilisation.

Avant d'aller plus loin, il faut remarquer que dans législation musulmane il n'y a lieu au Qéçâmé que que il y a Louts, c'est-à-dire circonstances fournissant oprésomptions graves de la vérité de l'affirmation demandeur: en sorte que s'il n'existe pas de Lou les Aâcibs ou parents mâles ne peuvent être admis prêter les serments du Qéçâmé, et s'il y a pres complète, il est inutile pour eux de les prêter, puisque ne les demande pas.

- « Dans chacune des provinces de la Mecque, Médine et de Jérusalem, on conduit les Aâcibs chef-lieu pour prêter le serment du Qéçâmé. Dans autres, on ne conduit au chef-lieu que d'un penombre de milles. »
- «Or, l'Adcib prononce le serment debout et dans formule suivante : « Par Dieu, il n'y a pas d'au Dieu qu'Allah : » « et après il ajoute, suivant nature du crime présumé commis : « Certes, N° « tué, ou lui a porté des coups dont il est mort. »
- « La victime, si elle survit, et les Aâcibs, si el succombe, ont le droit de pardonner; mais le pardimplique la renonciation au Dié. »
- « Dans le cas d'homicide par imprudence, le parde de la victime s'impute sur le tiers dont il lui est perm

de disposer par testament. — Si l'un des sils a pardonné, il n'y a plus lieu à insliger la mort, et alors les autres ont droit à leur part du Dié. Les silles n'ont pas le droit de pardonner quand il existe des sils (1). »

Mais le pardon ou la remise de l'offense privée n'entraîne pas l'exemption de toute peine. Là où cessent les exigences de la vengeance des familles, commencent celles de l'ordre public. L'homicide prouvé, quoique pardonné, est puni par le magistrat de cent coups de courroie et de l'emprisonnement d'une année (2).

Dans une telle disposition, c'est la civilisation qui fait ses réserves contre l'impunité qui pourrait provenir de l'abandon du droit de vengeance privée.

On sait que nous avons eu quelque peine à établir, soit dans les lois scandinaves, soit dans les lois germaniques et saliques, l'unité type de la busse et du wergeld (3), et à nous rendre raison des fractionnements qu'on leur faisait subir pour les appliquer aux diverses nuances des crimes et délits. La loi musulmane est beaucoup plus claire sur l'unité type du Dié. « Le Dié, dit le Réçâlé, quand il est dû par des individus appartenant à des populations à chameaux, est de cent chameaux. Il est de mille dinars, quand il est dû par

⁽¹⁾ P. 74 du Réçàlé, traduct. de M. B. Vincent. Le Réçàlé veut dire que dans le cas ci-dessus, les héritiers de la victime ne pourront plus réclamer que les deux tiers du Dié, dans sa succession.

⁽²⁾ Ibid., p. 75.

⁽³⁾ Voir la fin du chap. 8.

des individus appartenant à des populations à or. Il est de douze mille drachmes quand il est dû par des individus appartenant à des populations à argent (1). »

Les Arabes respectent moins la femme et protégent moins sa faiblesse que ne le faisaient les Scandinaves et la plupart des Germains du Nord : ils n'accordent à l'a femme que la moitié du Dié de l'homme.

Les chrétiens et les juifs, confondus sous le nom de Kitabys (2), n'obtiennent également qu'un demi-Dié; et la femme Kitabye n'a encore que la moitié de ce Dié. Quant aux sectateurs de Zoroastre ou Madjoucys, ils ont seulement le tiers du cinquième du Dié, 800 drachmes.

Cela tient à ce que les Musulmans admettent dans une certaine mesure la tradition juive et la tradition chrétienne; ils se considèrent comme une des deux branches de la famille d'Abraham, et ils honorent comme un grand prophète Jésus, fils de Marie. Au contraire, les cultes de Zoroastre, de Brahma et de Bouddha leur sont totalement étrangers, et ceux qui les professent leur paraissent devoir être placés au plus bas degré dans l'échelle de la considération publique.

La totalité du Dié est due pour toute mutilation qui anéantit complétement un organe essentiel à l'homme: cette suppression d'organe est donc considérée comme une mort partielle. Telle est la perte de la vue, soit par la privation des deux yeux, soit par la privation de l'œil

⁽¹⁾ P. 75 et 76 de la traduction de M. B. Vincent.

⁽²⁾ Ou gens du livre, Ahl-El-Kitab.

un borgne; telles la perte de l'ouïe, celle de l'odorat, lle du goût; l'amputation des deux mains, consirées comme le principal instrument du sens du t; l'arrachement de la langue, qui ôte la faculté la parole; la mutilation des parties génitales, etc.

La moitié du Dié seulement est due pour l'amputan d'une seule main, pour la privation d'un seul œil, ainsi de suite.

En suivant la même règle de progression décroissante, trouve, par exemple, que le Dié de chaque doigt est dixième du Dié entier.

Nous ne multiplierons pas davantage les indications ce genre. Elles suffisent pour montrer, dans la fixation portionnelle des compositions pécuniaires, l'esprit thématique de la législation arabe, de même que taines appréciations de fait révèlent la subtilité de vues philosophiques.

Il nous reste à parler de l'Adquila. Nous retrouvons ns cette communauté des musulmans les principes de lidarité et de responsabilité que nous avons rencontrés it vivants dans la famille celtique et dans le clan ossais, chez les Bauggildis et Upnâmadmen des andinaves, et au sein des Friborgs des Anglo-Saxons du Mundium des Francs-Saliens (1).

L'Aâquilà se compose pour le musulman:

4º De ses Aâcibs par la parenté;

⁽¹⁾ Chap. 7, §§ 2, 3 et 4.

- 2º De ses Aacibs par l'assranchissement, c'est-à de ses patrons;
 - 3º De ses affranchis;
- 4° Et ensin de son divan, c'est-à-dire des musulr inscrits avec lui sur les registres publics, pour assistés du Beit-el-mal, ou trésor public de la comnauté.

Pour le Diunny (client ou infidèle patroné, autoide Diéunn, clientelle), l'Aâquila se compose de coréligionnaires portés sur les mêmes contrôles capitation que lui.

Voici maintenant les cas de responsabilité et de darité de l'Aâquila.

Le principe qui transporte la responsabilité fait à l'Aâquila est fondé sur la non-imputabilité me de ce fait à l'individu qui en est l'auteur. Ainsi blessures par imprudence sont, en règle générale la charge de l'Aâquila : l'acte intentionnel de l'en qui agit sans discernement est assimilé à l'acte imprudence. Il en est de même de l'homicide com par un individu en état d'aliénation mentale.

Le Dié personnel étant la rançon du talion, il n pas lieu à cette espèce de Dié quand le talion n'est applicable. Ainsi, pour les blessures, même intent nelles, telles que l'écrasement des testicules, le br ment des reins, etc., il n'y a pas lieu au talion, à ca du danger de mort.

Or, comme on ne donne point la mort à un indiv

re pour avoir donné la mort à un esclave (1), et qu'on lui inflige pas non plus des blessures quand il a ssé un esclave, il est encore de principe que, pour 'il y ait lieu à la responsabilité de l'Aâquila, il faut e la victime soit un individu libre.

Une autre condition pour qu'il y ait lieu à la responbilité de l'Aâquila, c'est que la preuve de l'homicide des blessures soit établie autrement que par l'aveu celui qui en est l'auteur.

On conçoit, en effet, qu'il ne doit pas pouvoir déndre d'un membre de la communauté d'engager la mmunauté tout entière par son allégation, et de lui poser des charges dont lui-même ne serait astreint payer qu'une part imperceptible.

Enfin l'Adquila n'est responsable de la réparation cuniaire que quand elle s'élève au moins au tiers du é entier, soit de l'auteur de la blessure, soit de la time. Ainsi, si la victime est un chrétien, la répaion pécuniaire, pour retomber à la charge de l'Aâquila, vra s'élever au moins au tiers de la somme de 500 pars, qui est le Dié entier du Kitâby.

On impose le paiement du Dié entier à l'Aâquila avec mes échéant dans le cours de trois années : si un rs seulement est dû, ce tiers se paie au bout d'une née.

Il y a un cas où l'Aâquila se groupe d'une manière

⁽¹⁾ On paie le prix de l'esclave tué à quelque valeur qu'il puisse Hever: ce prix peut donc dépasser celui du Dié du musulman ou la moins du Kitàby.

qui rappelle les clans celtiques venant soutenir un de leurs membres devant la justice, ou plutôt les compurgateurs germaniques se rassemblant en grand nombre pour déposer de l'innocence de leur parent ou de leur ami, injustement accusé.

Lorsque, en présence d'une très-vague présomption d'homicide, les héritiers de la victime refusent de prêter les serments du Réçâlé, on réfère ces serments aux défendeurs, c'est-à-dire d'abord à ceux qui auraient commis l'homicide ou les blessures, et ensuite à tous les membres de leur Aâquila ou communauté. Donc, chacun de ces membres, quel que soit leur nombre, est tenu de prêter cette espèce de serment de compurgation; car quiconque s'y refuserait, serait par cela seul tem à sa part contributive du Dié.

Nous remarquerons, comme un trait caractéristique de la législation musulmane, que si l'auteur de l'homicide par imprudence est couvert de toute responsabilité pécuniaire par son Aâquila, il n'en est pas moins tenu de l'expiation personnelle par les bonnes œuvres. Cette expiation consiste dans l'affranchissement d'un esclave musulman, ou, si l'auteur de l'homicide n'a pas d'esclave, dans un jeûne de deux mois consécutifs. C'est une véritable pénitence que l'Iman est chargé de faire exécuter.

Ensin, il paraîtrait que l'inégalité entre l'homme et la femme est moins radicale, d'après le Koran, que ne l'ont dit plusieurs publicistes; car on donne la mort au musulman pour avoir commis un meurtre sur la

ersonne d'une musulmane: de même « on applique le talion à la femme pour blessures faites à l'homme, et à l'homme pour blessures faites à la femme. »

Cette législation sur l'homicide et sur le talion offre nc quelque chose de plus suivi et de mieux réglé ns son ensemble que les législations germaniques nt nous avons donné l'analyse. Moins sanguinaire e la religion d'Odin, la religion de Mahomet avait, ur ainsi dire, cet avantage sur notre religion, qu'elle it sortie des idées et des mœurs barbares pour règlementer, pour les améliorer, mais non pour les anger radicalement. Elle s'adaptait donc mieux et plus turellement aux exigences de la vengeance du sang du talion que ne pouvait le faire le Christianisme, présence des lois et des coutumes des Germains du siècle. La religion évangélique, qui commande ubli des injures, ne pouvait que tolérer dans les lois qui restait de la vengeance et du talion, en attennt qu'elle l'abolît entièrement. De là ces demi-conssions qu'elle faisait aux préjugés et aux mœurs du mps; de là ces tiraillements, ce manque de logique le l'on remarque précisément à un plus haut degré us les législations barbares, où le clergé a le plus it pénétrer son influence: tel est, par exemple, le rum judicum.

Mais aussi, si la législation musulmane a atteint, peu 'années après Mahomet, la perfection relative, si elle réglementé aussi bien que possible la vengeance du

sang en la conciliant avec l'intérêt social, elle ne pourra pas sortir de ce cercle d'idées où elle se sera renfermée. Tout progrès vers une civilisation plus élevée lui sera interdit, sous peine d'être infidèle à ces croyances mêmes, avec lesquelles elle s'est, pour ainsi dire, étroitement entrelacée.

Au contraire, dans la législation européenne du moyen-âge, il y aura déchirement et lutte pendant long-temps; l'élément chrétien se trouvera en guerre sourde avec l'élément barbare jusqu'à ce qu'il le dompte ou qu'il l'absorbe : mais enfin ce jour finira par arriver; alors l'harmonie se trouvera établie entre nos lois temporelles et nos dogmes religieux; car l'individu et la famille auront achevé de déposer entre les mains de la société leur vieux droit de vengeance, de même que le chrétien remet entre les mains de Dieu le pardon des injures qu'il a reçues.

CHAPITRE XII.

LÉGISLATION MUSULMANE. — SUITE.

tement. — Assassinat proprement dit, soumis à la justice sociale. — l. — Crimes contre les mœurs. — Crimes contre la religion. — flexions.

nous ne retrouvons pas, en général, l'institution dié, ou la composition pécuniaire. Nous voyons ement qu'il est dû, pour le fœtus de la femme libre on a causé l'avortement, une indemnité de 50 rs ou de 600 drachmes, et qu'on peut choisir de nir à la place un esclave ou une petite servante d'une ur identique (1).

est donc faux que toute la législation musulmane se sur le Dié.

n, nous lisons dans les récits d'un voyageur en que: « Chez les Arabes, l'autorité judiciaire n'innvenait que sur la plainte des parties intéressées, l n'appliquait la peine de mort que si l'auteur de

Rigdle, traduct, de B. Vincent, p. 88.

« l'assassinat refusait, ou n'avait aucun moyen de « s'acquitter du Dié (1). »

Cela est vrai, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, quand il s'agissait du meurtre et des bles sures; mais cela est faux sous la forme générale et absolue que lui donne ce voyageur. Il y a encore une autre justice chez les Arabes que la vengeance du sang régularisée; il y a encore d'autres poursuites qu'exercent les parents de la victime. C'est à l'iman, c'est-à-dire au représentant de l'autorité, qu'il appartient d'informer pour l'homicide de Ghilé, ainsi que pour l'homicide de brigandage. L'homicide de Ghilé est l'assassinat commis perfidement et clandestinement, et principalement celui qui a le vol pour objet. L'homicide de brigandage n'a pas'besoin d'être défini. L'un et l'autre sont punis de mort. « Il n'y a pas de pardon, dit le « Récâlé, pour le brigand duquel on s'est rendu maître; « s'il a donné la mort, on doit indispensablement la « donner la mort; s'il n'a pas donné la mort, l'iman « apprécie la gravité de ses méfaits et la durée de son « crime, et alors il lui inflige ou la mort simple, ou « la mort après avoir été attaché à un poteau, ou « l'amputation d'un pied d'un côté du corps et de la « main de l'autre, ou l'exil dans une localité où il de-« meure emprisonné jusqu'à ce qu'il se repente (2). » Il y a sans doute dans le choix de ces peines diverses

⁽¹⁾ Félix Mornand, Voyage inédit de Philippeville au désert (Illustration : 15 février 1851.)

⁽²⁾ Régalé, p. 89.

in immense arbitraire, et il est vrai de dire qu'en fait, les lus sévères sont toujours appliquées. L'emprisonment est beaucoup moins usité chez les Arabes et nême chez les Turcs, que les peines corporelles; mais n voit que cette espèce de pénalité existe en droit, et u'elle pourrait même avoir le caractère pénitentiaire. lais voici une disposition législative encore plus renarquable: « Si le brigand coupable d'homicide s'est présenté repentant avant qu'on soit devenu maître de lui, on le tient quitte de tous droits appartenant à Dieu à raison de son brigandage, et on répète contre lui les droits appartenant aux hommes relativement aux personnes et aux propriétés (1). »

Ainsi le repentir manifesté par la présentation même u coupable devant l'iman ou le kadhy, efface son crime evant le ciel. La justice sociale, qui n'a d'autres droits ir l'homme que ceux qu'elle tient de Dieu, ne peut lus poursuivre l'homme qui est venu spontanément des poursuivre l'homme qui est venu spontanément des poursuivre de s'humilier devant elle. Mais alors repasissent les vengeurs du sang, qui auraient été écartés u débat si on s'était emparé de force du brigand, de sociale qui a quitté la scène, se montre de nouveau justice privée, celle des Adcibs, qui peuvent requérir ontre l'accusé ou le talion, ou la composition pécuniaire.

Le pardon de Dieu et de la société n'implique donc la du tout le pardon des hommes ou des familles

⁽I) Réçâlé, p. 89.

lésées. Le droit social et le droit privé sont considérés comme deux droits juxtaposés qui ont chacun leur existence propre : seulement, le second étant d'un ordre inférieur, ne s'exerce que quand l'autre renonce à toute action. Cela explique comment, dans la législation mozarabe ainsi que dans la législation espagnole, la grâce royale ne peut donner la vie à l'assassin que lorsque la victime ou la famille de la victime renonce elle-même à son droit privé de vengeance.

Or, dans un pareil ordre social, la justice sauvage a encore fait ses réserves contre la justice de la civilisation: elle ne donne à la société qu'une démission conditionnelle, prête à revendiquer l'exercice de ses droits, si le supplice de l'offenseur n'égale pas au moins la lésion faite à l'offensé.

Dans notre régime moderne, au contraire, où l'idée chrétienne est plus complétement réalisée, l'individuet la famille ont donné leur blanc-seing à la société, de lui ont laissé le plein et entier exercice de la justice de du pardon. Mais il n'en résulte pas que la société soit investie d'une sorte d'arbitraire en fait de pénalité, de qu'il lui soit loisible de rester, dans la répression des meurtres, au-dessous des justes exigences qu'auraient pu avoir les membres lésés, s'ils ne s'en étaient pas remis à elle du soin de leurs vindictes de famille. Il y a un certain équilibre entre la faute et l'expiation, dont la conscience privée de l'offensé est la première appréciatrice, et si une satisfaction suffisante ne lui est pas donnée, la conscience publique flétrit l'excès de relache.

nent dans la peine comme une trahison de la société, comme une véritable prévarication de la justice de 'Etat.

La sévérité de la législation arabe est très-grande moore dans les dispositions relatives à la complicité. On inflige la mort, dit le Récâlé, à plusieurs individus pour le meurtre d'un seul, dans le cas du Ghilé ou de brigandage, quand même la mort n'aurait été donnée que par l'un d'eux (1). » L'assimilation le la complicité au crime principal est donc entière, t le brigand est réputé complice de l'assassinat par le eul fait qu'il faisait partie de la bande.

En Turquie, aujourd'hui encore, les voleurs de grand hemin sont pendus ou empalés (2).

Quant au vol ordinaire, les peines qui le répriment ous paraissent plus barbares encore et plus singulières notre point de vue européen. Suivant le rite de Malek, uiconque a volé un quart de Dinar d'or ou un objet alant trois drachmes au jour du vol, subit l'amputa-on (2) de la main droite, quand cet objet a été volé ans un Hhirz ou lieu de sûreté.

En cas de second vol, on coupe au voleur le pied auche; on lui coupe la main gauche, s'il en commet n troisième; le pied droit, s'il en commet un quatrième;

⁽¹⁾ P. 83 et 93, traduct. déjà citée.

⁽²⁾ Code pénal, tit. v1, p. 317.

⁽²⁾ Dans le rite d'Hancesah, il saut que la valeur de l'objet volé élève au moins à cinq dinars (65 francs environ), pour qu'il y ait eu à l'amputation. — Mills, cité par Rosseew Saint-Hilaire, list. d'Espagne, t. 111, p. 116.

ensin, en cas de nouvelle récidive, on lui inflige des coups de courroie et l'emprisonnement (1). Il faut donc deux conditions principales pour que la peine de la mutilation soit applicable : la première, c'est que la valeur de trois drachmes soit reconnue par la loi à l'objet volé; ainsi, si cet objet est du vin qui n'a pas de valeur légale chez les musulmans, point d'application possible de la peine; il en est de même si l'on soustrait des chiens, parce que la vente en est désendue; la seconde condition, c'est qu'il faut que la chose volée ait été prise dans un Hhirz ou lieu de sûreté, et qu'elle en ait été retirée. Or, la tente sert de Hhirz, non-seulement à ce qui y est déposé, mais encore à elle-même. Le vol de la tente est donc puni de l'amputation, comme le vol d'un objet déposé dans la tente.

Le tombeau sert de *Hhirz* au linceul qui enveloppe le cadavre.

Il n'est pas nécessaire que le voleur soit entré dans le Hhirz; il sussit qu'il en ait fait sortir l'objet volé. Ainsi, par exemple, si en présentant un appât à la chève ou à la brebis, il l'a emmenée en dehors de son étable ou Mordhh (2), la circonstance aggravante existe.

Il n'y a pas lieu à l'amputation pour le vol de fruits à pendants à l'arbre, ni de moelle de palmier dans le palmier, ni de brebis au pâturage.

Mais cette peine est applicable à celui qui vole dans

^{(1,} P. 107, 108 et 109 de la traduct. déjà citée.

⁽²⁾ P. 107 et 109 de la traduction du Récâlé, de Vincent.

ne poche, dans un grenier, dans le trésor de la comunauté (Beit-el-mal) et dans le butin. Cependant, dans dernier cas, des auteurs soutiennent qu'on ne doit lui ire subir l'amputation que s'il excède de trois drachmes part qui devait lui revenir (1).

Dans les autres cas de vol, la peine n'est que correconnelle et à l'arbitrage du juge (2); de plus, la restition de l'objet est toujours due.

Une conséquence singulière de la nécessité de pouvoir valuer en argent l'objet volé, pour qu'il y ait lieu à amputation, c'est que cette peine, qui s'applique à enlèvement de l'enfant esclave, ne saurait s'appliquer l'enfant libre. Dans cette circonstance, comme dans ien d'autres, on trouve chez les musulmans un servile ssujettissement à la lettre de la loi. Il y a là une certaine nalogie avec leur religion, pour laquelle les pratiques xtérieures sont au premier rang, tandis qu'elle ne 'occupe presque pas de l'état intérieur de l'âme. L'esprit vi vivifie manque aux rites du Koran comme aux rites égaux que l'on fait découler des enseignements de l'ahomet.

Il nous reste à examiner la pénalité relative aux crimes contre les mœurs et contre la religion.

L'adultère a toujours été puni avec sévérité dans le vieil Orient. Avant Mahomet, les anciens Arabes enfer-

⁽¹⁾ P. 111, traduct. déjà citée.

⁽²⁾ Dans ces cas-là, c'est surtout la peine de la bastonnade qui est ppliquée. « Le bâton, dit le Koran, est un instrument descendu du ciel. »

maient les adultères entre quatre murs, pour les y laisser périr dans les tourments de la faim. Mahomet condamns l'adultère à la lapidation jusqu'à ce que la mort s'ensuive. Mais il faut, pour qu'il y ait lieu de faire l'application de cette loi, que les deux coupables soient mohhein, c'est-à-dire majeurs, sains d'esprit, musulmans, libres et mariés. S'ils ne sont pas mohheins, ils en sont quittes pour cent coups de courroie, l'exil ou l'emprisonnement d'une année. La femme mariée et remplissant les conditions ci-dessus exigées, est mohhein. Par conséquent, le père et le frère peuvent la loi religieuse, ne devrait que la répudier; mais il n'est pas cependant poursuivi comme meurtrier s'il lui doanne la mort.

La preuve judiciaire n'est pas toujours facile à faire; car il faut, pour qu'elle soit complète, qu'il y ait eu ou aveu, ou manifestation de grossesse, ou quatre témoiss libres, pubères et aad'ls, qui aient vu le crime, sicul stylum in pixide stibii (1).

On peut donc regarder cette pénalité contre l'adulter comme comminatoire plutôt que comme effective.

Le législateur d'un peuple à qui la polygamie est permise veut racheter par la sévérité des peines le discrédit où il a fait tomber l'institution sacrée du mariage. Il tend à effrayer par les supplices ceux pour qui le relâchement de la morale domestique semble facilité

⁽i) Cette formule n'est pas obligatoir

des jouissances coupables. Mais l'excès même de ces supplices répugne tellement aux juges chargés de les appliquer, que de telles condamnations deviennent infiniment rares. Les mœurs et l'opinion, même dans ce ouvernement despotique, semblent réagir contre les pis.

On peut faire les mêmes réflexions par rapport à la odomie, qui est punie également de la lapidation (1), t qui se prouve de la même manière que l'adultère.

Le chrétien ou l'infidèle qui commet un attentat avec iolence sur une musulmane libre, est puni de mort (2). I peut cependant sauver ses jours en embrassant l'islanisme. On inflige le hhadd de la fornication (les 100 oups de courroie) à celui qui a cohabité avec la serante de son père, mais non au père qui a cohabité avec a servante de son enfant; seulement, dans ce dernier as, le père paie la somme à laquelle la valeur de la serante a été fixée (3). L'autorité paternelle aurait paru iolée et foulée aux pieds, si, pour un délit commis à on préjudice, un fils avait pu faire battre de verges son père ou son aïeul.

Une certaine latitude de juridiction est laissée au père ou chef de famille, lorsque des crimes de cette nature se commettent dans sa maison par un esclave et une servante lui appartenant. Il peut lui-même leur faire

^{&#}x27;(1) P. 100 du Réçalé, trad. déjà citée.

⁽²⁾ P. 99, id., ibid.

⁽³⁾ P. 96, ibid. Dans le temps de Ramazan, les crimes contre les mœurs sont punis avec un redoublement de sévérité.

appliquer le hhadd, s'il a la preuve judiciaire d'un semblable. Que si la servante est mariée à un ho libre ou à l'esclave d'un autre maître, c'est au s seul ou à ses représentants qu'appartiennent la con sance et la punition du crime (1).

On voit que la juridiction domestique, qui existe jours à un certain degré là où règne l'esclavage, e nettement séparée de la juridiction de l'Etat.

La bestialité, crime flétri par le Koran, doit être r reusement châtiée: l'animal souillé est livré aux mes; quant au coupable, une peine correctionnel est infligée par le juge.

Le musulman libre qui a bu du vin est puni d coups de courroie; l'esclave de 40 (car, ne joui qu'à moitié des bienfaits de la vie, il ne doit supp que la moitié de ses peines). Le chrétien ou infidèle puni d'aucune peine s'il n'a pas donné de scar public: en effet, cette action n'est pas contraire à s

Du reste, le délit d'ivresse doit être prouvé par témoins; mais il faut aussi que l'haleine avinée du pable témoigne contre lui. On punit donc le fait flag mais on ne le punit ni moins ni plus, qu'il ai précédé ou non de faits semblables, qu'il y ait ou habitude d'ivresse.

Les injures ou imputations déshonorantes app Qadf par les Arabes, sont punies de 50 à 80 coup courroie, et, ce qu'il y a de singulier, c'est que s

⁽¹⁾ P. 100, Régalé, trad. déjà citée.

lu coupable de crime capital l'est en même temps ladf, on doit lui appliquer la peine du Qadf avant faire subir le dernier supplice (1).

crimes directs contre la religion sont punis avec ande rigueur : nous transcrivons littéralement les itions du Réçâlé à cet égard :

n met à mort le Zindyq, sans avoir égard à son ntir. (Le Zindyq, c'est le musulman qui dissimule idélité.)

n met de même à mort le sorcier musulman (2) qui ostasié, à moins qu'il ne se repente, et on lui ne pour se repentir un délai de trois jours. Cela plique aussi à la femme musulmane.

a donne à celui qui, sans apostasier et tout en essant l'obligation de la prière, déclare qu'il ne a pas, délai jusqu'à ce que le temps d'une seule e se soit écoulé, et si, alors, il ne s'est pas itté de cette prière, on le met à mort.

elui qui omet de s'acquitter de la prière en niant igation est assimilé à l'apostat; on l'invite trois à se repentir, et si, alors, il ne s'est pas repenti, e met à mort.

elui qui blasphème le prophète de Dieu est mis ort sans qu'on ait égard à son repentir.

e Dimmy qui le blasphème par autre chose que ui constitue son infidélité; ou qui blasphème Dieu

^{103,} trad. déjà citée.

sorcier infidèle n'est puni que d'une peine correctionnelle.

- « par autre chose que ce qui constitue son infidélité (1),
- « est mis à mort, à moins qu'il n'embrasse l'islamisme.
- « La succession de l'apostat est dévolue à la commu-
- « nauté des musulmans. »

Ainsi, pour chacun de ces délits religieux, la mort, toujours la mort! L'omission même de la prière est un crime capital. Mahomet prêchait le Koran le glaive à la main, et disait: Crois ou meurs! » La loi renchérit encore sur cette formule première, en disant: « Prie ou meurs! » Tout l'esprit de l'islamisme est là. Ce n'est pas par la persuasion et l'amour que cette religion se répand et se maintient: c'est par la crainte et la terreur. La foi, qui est chez le chrétien le volontaire acquiescement de l'âme; la prière, qui est le doux commerce de cœur avec la divinité: ensin toutes les pratiques du culte dont la liberté fait le mérite et la grandeur, sont imposées à l'homme dans l'islamisme par le despotisme de l'homme. C'est bien la loi servile des descendants d'Ismaël, le fils de l'esclave, mise en contraste avec la loi de grâce des descendants d'Isaac, le fils de la femme de naissance libre.

Et cette religion qui enferme les parties les plus nobles de l'humanité, c'est-à-dire le cœur et l'esprit, dans des limites si étroites, dans de si insupportables étreintes, laisse au contraire un champ très-large à

⁽¹⁾ Ainsi le chrétien qui aura dit que Jésus-Christ est le sie de Dieu, ou que Mahomet n'était pas prophète, ne sera pas mis à mort, parce qu'il n'aura fait en cela qu'énoncer une proposition du dogme de sa religion; il ne sera que châtié correctionnellement.

'exercice de nos facultés les moins nobles, celles des ens. Les facilités du divorce, et surtout de la répudiaion de la femme par le mari; la polygamie étendue de
lus en plus dans son application pour les sultans, les
lachas et les hauts dignitaires; la permission qu'ils ont
l'avoir des concubines sans nombre: toute cette légisation rabaisse la femme jusqu'à n'être qu'un instrument
le plaisir pour l'homme; et l'épouse légitime ne se
elève un peu dans la famille musulmane que par la
comparaison avec les concubines proprement dites,
infoncées plus bas qu'elle-même dans l'abjection de
'esclavage.

Il semble donc que plus l'intelligence est asservie lans l'ordre religieux, plus on doit accorder de liberté ux sens. Au contraire, plus on veut affranchir l'intelligence, plus il faut que les sens soient enchaînés. l'humanité a besoin, pour pouvoir vivre et prospérer, l'une certaine mesure de liberté et d'autorité. Il s'agit le savoir seulement comment ces deux éléments peuvent tre répartis de la manière la plus convenable à la dignité le sa nature. Sous ce rapport, la solution mahométane seut-elle être un moment mise en balance avec la soluion chrétienne?

Qu'on y prenne garde pourtant, il faut qu'une nation it une religion; c'est le lien nécessaire à son existence norale. Si donc elle ne veut pas d'une religion de liberté, l'faudra qu'elle courbe la tête sous le joug d'une religion de servitude. Alors, comme autrefois et encore aujour-d'hui dans l'islamisme, des cérémonies et des prières

seront commandées aux hommes sous peine de net il faudra créer un nouveau livre dans le Code passin d'étayer la loi religieuse. Pour l'Europe chrétie serait-ce là le progrès?

CHAPITRE XIII.

LÉGISLATION MUSULMANE. - SUITE.

. Organisation judiciaire chez les Musulmans.

Nous avons déjà dit que Mahomet lui-même rendait des décisions judiciaires qui ont été la première base des recueils de lois composés plus tard sur les matières civiles et criminelles.

Après Mahomet, et dans les premiers temps de l'Islam, le Khalife continua de rendre la justice lui-même, d'apaiser les querelles et de punir les crimes d'après le Koran et la tradition : les audiences qu'il donnait à certains jours étaient de véritables lits de justice, où il prêtait l'oreille aux plaintes des derniers de ses sujets. Cinq classes diverses d'employés devaient assister à l'audience (1).

Omar fut le premier khalise qui commença à partager et à déléguer régulièrement le pouvoir judiciaire; il sit un écrit remarquable sur les devoirs austères qui incombaient à la charge redoutable de juge (kadhy ou qadhy).

⁽¹⁾ De Hammer, p. 157, Tableau de l'empire ottoman.

« Rendre la justice, dit-il, est un devoir institué pa « ordre de Dieu. Décide avec équité les points difficile « qu'on te soumet, afin que le puissant ne s'autoris « pas de ta partialité, et que le faible ne désespère pa « de ta justice. C'est à celui qui accuse de fournir l « preuve, et à celui qui nie de prêter serment... Que l « sentence que tu as rendue hier ne t'empêche pa « aujourd'hui, quand ton sens plus rassis t'a remis su « la voie de l'équité, de rétracter un arrêt injuste : ca « le droit reste toujours à la même place, et il van « mieux y revenir que s'égarer dans l'erreur. Quand l « doute s'élève dans ton cœur sur un point que le Kora « et la Sama n'ont pas fixé, étudie les cas de jurispru « dence analogues et décide par eux. Donne à celui qu « doit fournir la preuve de l'accusation un délai au-del « duquel l'accusation devient nulle de droit... Tous le « musulmans peuvent témoigner, sauf celui qui est sou « le coup d'une condamnation, celui qui a été convaince « de faux témoignage et celui dont on ne connaît pas l « généalogie. Garde-toi de l'impatience et de l'animosit « dans la recherche de la vérité et du droit, car celu « qui sait s'en préserver trouve sa récompense auprè « de Dieu (1). »

On ne peut pas nier qu'il n'y ait quelque chose de religieux et de solennel dans un pareil langage. Pour ke vrai et pieux mahométan, les fonctions de kadhy ou de juge sont des fonctions redoutables qu'il ne doit pas

⁽¹⁾ De Hammer, Tableau de l'empire ottoman, p. 206.

briguer. Plusieurs personnages distingués se sont fait, en les resusant ou en tâchant de s'y dérober, une réputation de justice et de sainteté. C'est ainsi que Khasmesah, profond jurisconsulte, fondateur de l'un des quatre principaux rites qui se partagent l'empire ottoman, aima mieux passer les dernières années de sa vie en prison et y mourir, que de céder aux instances du khalise Almansour, qui voulait le forcer à accepter les fonctions de kadhy. On cite encore l'exemple de Ben-Farroukh, né en Espagne en l'an 115 de l'hégire. Ce docteur se fixa d'abord à Qeyraouan, en Afrique. Puis il alla étudier en Orient sous Malek et Abou-Haneesa, et là il rédigea des propositions de jurisprudence dont on porte le nombre à dix mille. A son retour en Afrique, il y ouvrit une école à son tour. On voulut l'y nommer kadhy : son premier mouvement sut celui d'une religieuse frayeur en présence de la responsabilité de ces fonctions difficiles. En conséquence, il refusa. Les anciens et les principaux du peuple insistèrent auprès de lui, mais en vain.

Alors on vit, sur le sol de l'Afrique, un débat d'une nature étrange et une scène d'une couleur tout à fait orientale.

Ben-Farroukh est saisi et lié par les habitants de Qeyraouân: on le fait asseoir de force dans la mosquée, et on commande aux plaideurs de venir lui soumettre leurs causes: mais lui, dès qu'il les voit s'avancer, se met à pleurer en les suppliant d'avoir pitié de lui. Aussitôt on le charge de nouveaux liens, on s'empare de sa personne, on le porte sur le toit de la mosquée et on

le menace de l'en précipiter s'il persiste dans son refus. Il ne veut pas encore céder à ces menaces: mais quand il voit qu'elles deviennent sérieuses, il consent à repredure sa place sur le siège de kadhy. Là on le garde à vue jusqu'à ce que deux plaideurs se présentent. Mais un moment où ceux-ci lui expliquent leur cause, le voilà encore qui se met à pleurer en les conjurant de se retirer et en demandant qu'on lui épargne la douleur d'exercer de telles fonctions. Enfin, on se contente d'exiger de lui qu'il désigne un homme capable de remplir à sa place l'emploi de kadhy. Il fait cette nomination et se retire ensuite en Egypte, où il meurt (1).

Cette modestie, ou, si l'on veut, cette humilité musulmane, a quelque chose de remarquable; et le fait, s'il est authentique, témoigne d'un esprit vraiment religieux.

Peut-être ces anecdotes ont-elles été, sinon inventées, au moins embellies par la siction, asin de donner aux kadhys un respect religieux pour les sont appelés à exercer.

Le fait est que leur responsabilité est grave et délicate. Le kadhy, dans l'institution primitive de Mahomet,

⁽¹⁾ Note du discours préliminaire du Réçâlé, par B. Vincent. auteur déjà cité, p. 23 et 24. On cite encore l'exemple du docteur Chebthoun, qui, après avoir appris le Mouettha de Malek lui-même. revint l'enseigner à Cordone, sa patrie : lui aussi refusa avec obstination les fonctions de kadhy, malgré l'insistance du khalife Hescham; pour se soustraire à la violence que ce prince voulait lui faire, il s'enfuit de Cordone et n'y rentra que quand il fut sûr de n'être plus inquiété. Enfin, on parle d'Hancefah lui-même, qui était né à Corfon, l'an se de l'hégire, et qui fut mis en prison par le khalife Almansour, pour n'avoir pas voulu accepter la place de kadhy.

seul des contestations les plus importantes et me seul pour les crimes les plus graves. Il faut comme cela résulte des instructions d'Omar, que n'on élève à cette magistrature se distingue à la la pureté de sa vie, sa droiture, sa sagacité et nce de la loi, qui comprend à la fois la loi civile i religieuse. Tout acte de simonie et l'achat à prix t de sa magistrature entraîne sa destitution et de plein droit ses arrêts et ses sentences. Il n'a ppointements proprement dits, ni de salaire à sur les plaideurs, ni de présents à recevoir; nt, il est entretenu aux frais de l'état, et reçoit, l'aliments ou d'indemnité pour son temps perdu, surs modiques (1).

ndant, au-dessus du kadhy, il y avait dans ottoman un tribunal supérieur. C'est celui du des kadhys, qui était assisté de quatre assesqui jugeait les appels des kadhys de première La juridiction de ce kadhy supérieur s'étenles juges en même temps que sur les causes. raît, au reste, que sous les premiers khalifes, juge même inférieur avait auprès de lui des urs permanents appelés Oudoul (les justes) ou oud (les examinateurs). Ces assesseurs avaient isultative, et le juge appelé Mufti ne rendait ses is les plus importantes qu'après avoir pris leur

Hammer, Tableau de l'empire ottoman.

En Espagne, il y eut cela de singulier que les ju catures des kadhys devinrent héréditaires et prin ainsi une couleur féodale. Les premiers d'entre e cependant ne s'étaient point « rués sur le tempor « comme le firent après eux les Beni-Gâchem, lesqu « étaient Malekys lorsqu'ils eurent été investis de « judicature. Ceux-ci se transmettaient les sièges à t « d'héritage, de la même manière que l'on trans « des terres (1). »

Il fallait que les conquérants de l'Espagne euss subi à un bien haut degré l'influence des nations quises, pour avoir dévié à ce point des principes mu mans de l'égale admissibilité aux emplois de judical d'après le mérite personnel. Rien n'était plus antithique à l'esprit de la législation du Koran que l'héré des terres et des fonctions.

Du reste, ainsi que nous l'expliquerons plus ta rien n'est plus complétement enfreint aujourd'hui d l'empire turc et dans tout l'Islam que les sages préc tes de Mahomet et d'Omar sur l'équité et l'intégrité juges.

Cependant, il y a eu dans l'empire de l'islami des révolutions et des réformes qui auraient dû rajeunir la vieillesse. Ainsi, quand la dynastie khalifes fatimites, sectateurs d'Ali ou Schyites, eut renversée en Egypte, le sultan Saladin déposa tous juges schyites, et favorisa spécialement le rite schal

⁽¹⁾ Discours préliminaire du Réçàlé, par B. Vincent, p. 25.

il appartenait lui-même. Cependant il fonda des de jurisprudence pour les autres rites, et après l'an 665 de l'hégire, El-Mélik-Ed-Dhâer-Bibars au Caire quatre tribunaux, un pour chacun des rites, et cette institution s'y est perpétuée jussiours (4).

surtout depuis la fondation de ces écoles, que ants et lettrés qui en sortirent formèrent une de corporation sous le nom d'Ulémas.

i, quelques explications sont nécessaires.

stitution de l'Eglise est essentielle à la religion que; elle remonte au berceau même du christia-Dans cette religion purement spirituelle, et qui puya lors de sa fondation sur aucun gouverne-rrestre, sur aucune force humaine, il dut y avoir principe une association, une société de fidèles, hiquement organisée. Quand ensuite, au nom de été temporelle, l'Etat reconnut l'existence de, il eut à régler avec elle les rapports qui durent ensemble; mais celle-ci ne changea rien à son ation intérieure : elle continua d'avoir son exis-ropre et indépendante. Un certain nombre de es du clergé entrèrent dans les grandes charges

ecours préliminaire des Etudes sur la loi musulmane, par ent, p. 27. Un auteur a comparé les dissérences de ces ites aux rites romain, syriaque et arménien chez les catholais cette comparaison n'est pas juste : car il n'y a là que irences de liturgie, tandis que dans la religion unitaire emet, la diversité des rites entraîne la diversité des législa-

et les fonctions élevées de l'État; mais ces foncl étaient exceptionnelles et en dehors de la mission ciale du sacerdoce. — C'était une espèce d'emprunt faisait à l'Église la société temporelle, qui ne tro pas dans son sein des lumières suffisantes, et qui chercher sur les siéges épiscopaux et jusque da cloîtres d'habiles administrateurs ou de grands n tres. Mais le chef de l'empire n'avait qu'à dire ce Charlemagne: « Nemo militans Deo implicet se tiis sæcularibus (1); » et aussitôt l'évêque retour son siège, le moine allait se renfermer dans son clle prêtre rentrait dans le sanctuaire, sans que l' songeât à élever la moindre réclamation, la mo protestation contre une pareille mesure. Au cont elle n'avait fait que tolérer, pour le bien de la s temporelle, l'immixtion de ses pontifes dans les as séculières; elle les voyait avec joie rendus, sans lange et sans partage, à leur vocation première et mission spirituelle. Ainsi, dans tous les états vra chrétiens, la position et les prérogatives du sace étaient reconnues et acceptées, mais elles étaie même temps nettement définies.

Au sein de l'islamisme, au contraire, il n'y a ric réponde à ce qu'est l'Église dans les états catholirien qui ressemble au corps hiérarchique que appelons le clergé.

Mahomet, dont le génie était grand, sans doute

^{(1,} Saint Paul, épit. à Timothée, chap. 11, v. 4.

ison, voulut une chose impossible: il tenta de sonder religion sans sacerdoce. Pas de sacerdoce en Islam, il dit dans le Koran (1). Qu'arriva-t-il? C'est qu'il itablit une espèce de sacerdoce en dehors des presptions de son livre sacré. Or, ce corps devint d'autant is puissant et plus dangereux que le Koran, qui n'at pas prévu son existence, ne pouvait pas avoir limité circonscrit ses attributions.

Comment naquit ce sacerdoce dont Mahomet avait pouvoir se passer? Il naquit, pour ainsi dire, de la ce des choses. La tradition s'altérait. Le Koran, livré es interprétations diverses et contradictoires, donnait non-seulement à l'établissement de rites différents nous avons fait connaître, mais à la naissance de tes opposées et ennemies (2). La masse du peuple, housiaste mais profondément ignorante, ne savait à entendre. Il fallait donc une autorité qui l'empêchât s'égarer, une classe d'hommes chargée spécialement maintenir l'explication du Koran. Or, pour sauver te orthodoxie, il fallut commencer par la violer; il lut autoriser ce que Mahomet avait formellement intert, l'institution d'un véritable sacerdoce.

Dans l'islamisme, le dogme religieux est sort simple se réduit à peu près à un déisme pur; il semble con-

Lettres sur la Turquie, Ubicini, t. 1er, p. 57.

Par exemple, celle des Schyites qui dominent en Perse et dans me grande partie de l'Asie. On compte jusqu'à soixante-dix sectes et mes sectes non-orthodoxes au sein de l'islamisme.

tenu tout entier dans la formule célèbre : Dieu est l et Mahomet est son prophète. Mais il n'en est pa même de ses préceptes pratiques et de ses ensei ments moraux, qui sont fort multipliés et fort comple Sur ces derniers points, les doutes et les scrupules croyants à la fois sincères et illettrés allaient toujot multipliant à mesure que s'éteignaient les derniers pagnons du prophète. Le Koran était souvent dan prescriptions d'une brièveté désespérante et obscurité telle, que les lumières d'un interprête n des saines traditions pouvaient seules la dissiper. on y lit ce passage: « Ceux qui désirent acqué « piété doivent garder de souillure leurs sept mem « de peur qu'ils ne deviennent pour eux les sept ; « de l'enser. » Mais, comme le fait observer un a moderne (1), quels sont ces sept membres (2)? En consistent ces souillures? le livre n'en dit rien. D pour les bons et simples sectateurs de l'islam, la n sité de recourir aux plus savants d'entre eux, aux ples de ces grandes et célèbres écoles où l'on ense les rites orthodoxes. Ils en vinrent insensiblement considérer comme les interprètes naturels de la loi gieuse, et comme leurs guides dans la vie spirituelle les transformèrent ainsi peu à peu en de véritables

⁽¹⁾ M. Ubicini, Lettres sur la Turquie, p. 86. Guillaumin, 1851.

⁽²⁾ Ces membres, suivant l'interprétation des Ulémas, soreilles, les yeux, la langue, les pieds, les mains, le ventre parties sexuelles.

res qui, sous le nom d'Ulémas, furent appelés à exercer me grande influence sur le peuple musulman.

Les croyants scrupuleux, qui craignaient d'omettre ou e ne pas bien comprendre certaines prescriptions relares au mariage et aux funérailles, réclamèrent encore par ces cérémonies l'intervention des Ulémas, et quoil'une pareille intervention ne sût nulle part indiquée ns le Koran, ceux qui voulurent s'en passer, ainsi 'on l'avait fait dans le principe, finirent par être pardés comme des indifférents en matière religieuse, même flétris dans l'opinion comme des impies. Or, as une loi où le spirituel et le temporel sont nonlement unis, mais confondus, l'influence acquise par Ulémas dans les actes purement religieux du peuple ısulman ne pouvait manquer de s'étendre bientôt aux rerses relations de la vie civile. Cet empiètement de nouvelle corporation sacerdotale fut encore savorisé et téléré par l'imprévoyante confiance que lui témoignèat les khalises. Les khalises, dans le principe, étaient atises et juges en même temps que souverains; ils citaient la prière publique du vendredi, présidaient aux rémonies religieuses du Ramazan et rendaient euxèmes la justice. Quand leur empire s'étendit, ils se issèrent bien vite absorber par les soins de l'adminisation militaire et civile, et ils n'hésitèrent pas à se écharger sur les Ulémas des fonctions sacerdotales et Miciaires. C'est ainsi que ce corps joignit, à l'ascendant Poral qu'il exerçait déjà sur l'esprit du peuple, une sorte le consécration légale et officielle.

Dans l'origine, le khalife avait le droit d'appuyer entreprise guerrière ou toute réforme civile impor sur une ordonnance sacrée ou setva, qu'il promu en qualité de pontise, et qui avait dans l'islam la qu'une bulle du pape avait au moyen-âge dans la tienté. Plus tard, le khalife remit à son délégué spi le Cheik-ul-Islam, chef des Mustis, le soin de 1 le fetva qui déclarait les actes émanés du p politique conformes au Koran et obligatoires pou les fidèles. Tant que les khalises ou sultans surer princes guerriers et despotes, le Cheik-ul-Isla grand Mufti ne fut qu'un instrument docile entre les du monarque. Mais quand les sultans de Constant cessèrent d'être des chess militaires, quand ils s'e mirent dans la mollesse au fond de leur sérail, qua ressorts de l'autorité se relâchèrent entre leurs débiles, alors un pouvoir réel, pouvoir d'autant grand qu'il était plus vague et plus mal défini, s en face de celui du souverain. Le corps des Ulén quelquesois au gouvernement de la Porte ottoman opposition systématique, et il y eut des mustis qui seulement refusaient le fetva au sultan, mais qui e frappaient d'anathème les réformes proposées pa comme contraires à la doctrine de Mahomet. De révoltes de palais et des soulèvements de janissaire avaient pour mobile primitif et souvent inconnu le tisme perfide des Ulémas.

L'Uléma ou corps des Ulémas ne tarda pas à se tager en deux branches : la branche des Imans, ch

présider aux cérémonies et pratiques religieuses, et branche judiciaire comprenant les kadhys ou juges et Mustis ou interprètes de la loi. Cette seconde branest devenue beaucoup plus considérée et plus puiste que la première. Le corps des Kadhys a tendu is cesse à s'enrichir par le droit du quarantième qu'ils lèvent sur tous les procès soumis à leur juridiction, it auquel ils joignent des profits secrets beaucoup s considérables. C'est à eux qu'appartient l'administion des mosquées et de tous les biens qui en dépenit et qui proviennent des donations ou immobilisations nues sous le nom de H'abous, Ouaff, H'abès (1). st dans leur sein qu'est choisi le ches de l'Uléma, dont attributions sont si importantes et si étendues. La prématie des Ulémas n'est pas contestée : quand ils ercent une magistrature civile, ils ont sur les Imans e juridiction qu'on pourrait comparer à celle de nos èques sur le clergé de leur diocèse.

Le corps des Ulémas n'est cependant pas une aristotie. Comme le Mandarinat chinois, il est accessible à us, mais au prix d'un noviciat long et pénible. Tout idiant peutêtre nourri, entretenu et enseigné aux frais une des mosquées auxquelles est jointe une école. près qu'il y a étudié dix ou douze années, et qu'il a bi les premières épreuves, il peut devenir Iman. Il

⁽¹⁾ Voir le grand ouvrage sur la jurisprudence musulmane, par M. Fron, l'un de nos premiers Arabisants, t. v, pp. 24 et 25. (L'au- a eu l'obligeance de me communiquer ce passage en feuilles, le volume n'ayant pas encore paru). Ces biens, qui s'appellent Evcass, l'Vakaus, sorment les deux tiers de la propriété soucière en Turquie.

faut de plus quelques années d'études et un nouvel examen pour devenir Mulazim (préparé), ce qui est le premier degré de l'Uléma. Pour qu'il soit apte à devenir Musti et à arriver aux dignités principales de ce haut sacerdoce de l'Islam, il doit consacrer encore sept années à l'étude de la jurisprudence, de la dogmatique, de l'interprétation orale, etc., et alors il reçoit le grade de Mudéri (prosesseur), qui est conséré par le Cheik-ul-Islam en personne. Ensin, pour parvenir tout à sait aux premiers rangs et jusqu'au sommet de la magistrature religieuse, il est tenu de parcourir tous les degrés de prosessorat jusqu'à celui de Suléimanié. Alors il est Mollah de première classe et peut aspirer à tout, même à devenir lui-même Cheik-ul-Islam.

Voici à quelle initiation on soumet, en Orient, ceux qui sont appelés à juger et à gouverner les peuples (1)!

ULĖMAS.	INTERPRÈTES DE LA LOI.	JUGES	DES CINQ ORDRES.
1° degré. Mulazim.		1° () ndr, Naibs. 2° — Kadhys. 3° — Muppetiris. 4° — Mollans décrié.	
2° degré. Mudéri.	Murtis.		
3° degré. Моллан.		Premicr ordre, formant 6 classes.	60 Moliahs Mabredii. 50 Moliahs des 4 villes. 40 Moliahs des villes saintes. 30 Moliahs de Stambol. 20 Kazi-Askers d'Anatolie. 10 Kazi-Askers de Rosmille.

CHBIK-UL-ISLAM.

'Orient antique, les initiations étaient 💝

Il est à remarquer que par cela seul qu'on a atteint, en subissant les épreuves voulues, tel ou tel degré de la hiérarchie, on n'a conquis qu'une aptitude et non un droit à l'exercice actuel de telle ou telle magistrature. Les Mulazims, les Mudéris et les Mollahs du premier ordre sont au corps des Ulémas ce que les agrégés sont en France au corps de l'Université.

Le tableau qui précède a été emprunté au savant ouvrage de M. Ubicini, sur la Turquie (1): il donne une idée assez exacte de la hiérarchie comparée des Ulémas. On voit par ce tableau que la seconde branche judiciaire, comprenant les magistrats en exercice, se compose de Mollahs du premier ordre, de Mollahs de second ordre ou Mollahs devriié, de Muffetiris, de Kadhys et de Naïbs. Les Mustis, dont se compose la première branche, ont un rang qui répond à celui des Mollahs de second ordre. Occupons-nous d'abord des Mustis. — Ils forment un corps de plus de deux cents membres, nommés à vie par le Cheik-ul-Islam, tous egaux en rang et ayant pour attribution principale de délivrer des fetvas aux parties qui viennent les consulter. Ces fetvas sont aux affaires privées et civiles ce qu'est le grand fetva du Cheik-ul-Islam pour les affaires Politiques, pour les décrets du monarque. La forme du

lement lentes et laborieuses. C'est parce qu'on méconnait de plus en les dans nos sociétés modernes ces lois indispensables de l'initiation pour la participation au gouvernement de l'État, que les nations de l'Europe semblent menacées d'une décadence prochaine.

⁽¹⁾ Lettres sur la Turquie, pag. 64.

set très-simple. La question est très-nettement posée, puis elle est résolue assirmativement ou négativement, sans aucune raison à l'appui. En voici un exemple:

« Si Zeïd, étranger en pays musulman et ayant un « procès avec Amr, sujet tributaire, offre en saveur de « sa cause le témoignage de Bekir et de Béchir, étran-« gers l'un et l'autre, la déposition testimoniale de ceux-« ci peut-elle être recevable en justice?

« Réponse : Elle ne peut (1). »

Il faut remarquer que de telles décisions, faites de bonne soi et par un docteur qui s'est initié à la loi par plusieurs années d'études passées dans les écoles, ne sauraient guère être erronées.

Aussi, sans être absolument obligatoires pour le kadhy, elles ont une grande influence sur son jugement.

Il a pu arriver quelquesois que deux parties ayant exposé séparément leur point de droit au Musti, aient chacune obtenu de lui une sentence savorable; alors le kadhy, sans tenir compte des set s'il était ensuite appelé à rendre raison de ses consultations contradictoires, et s'il était convaincu de mauvaise soi et de corruption, il était mis à mort : aujourd'hui, il n'est plus condamné, en pareil cas, qu'à la prison ou à l'exil.

Le Mufti ne connaît donc que du point de droit et ne

⁽¹⁾ Olmaz : « Extrait de la grande collection du Mufti Behdjek Abdoullah Effendi, » »

donne qu'un simple avis, tandis que le kadhy juge le droit et le fait.

Maintenant, sous le rapport de l'administration de la justice, la Turquie est divisée:

- 1° En une haute cour de justice et d'appel (Arzodassi) divisée en deux présidences (Soudour) ou chambres, celles de Roumilie et d'Anatolie, jugeant en dernier ressort. Les deux Kazi-Askers sont les chefs de la magistrature, l'un en Europe, l'autre en Asie, et nomment aux emplois judiciaires vacants, sous la sanction du Cheik-ul-Islam;
- 2º Les Mevleviets, grands ressorts judiciaires correspondant à nos cours d'appel; ces ressorts se divisent en plusieurs Eyalets ou arrondissements, dans lesquels siégent les Kazas ou tribunaux de première instance.

Il y a 22 Mevléviets et 94 Kazas dans l'empire de Turquie, ce qui donne un total de 116 tribunaux.

Ces tribunaux se composent : 1° du juge (Mollah ou Kadhy);

- 2º Du Mufti élu par la province parmi plusieurs candidats:
 - 3º Du Naïb (juge-suppléant ou substitut);
 - 4° De l'Ayak-Naïb (lieutenant civil);
 - 5° Du greffier (Bach-Kiatib.)

Ces trois derniers fonctionnaires sont à la nomination du juge lui-même.

Toutes ces charges sont révocables et annuelles. Quand le Kadhy a siégé pendant une année, il cède sa place à

son successeur, et, sans perdre son grade, il n'a plus rien à recevoir que du Vakouf.

Les Mollahs, Kadhys ou autres juges en activité, ne reçoivent d'autres honoraires que le Reçum ou le quarantième sur la valeur de tous les procès soumis à leur décision.

Beaucoup d'entre eux exploitent avec une cupidité ignoble et oppressive cette année de judicature, surtout quand leur siège est loin de Constantinople.

Ainsi on cite, tout récemment encore, l'exemple du Mollah de Damas, qui, parti sans aucune ressource pour son Mevléviet, en est revenu l'année suivante avec 1,600 bourses (184,000 fr.)

Les juges assesseurs des deux chambres de l'Arzodassi et du tribunal de l'Istambol Cadissi, ont aussi des honoraires sixes sur le budget de l'empire (1).

Ce sont les seuls fonctionnaires de l'ordre judiciaire qui soient dans ce cas.

§ 11.

Tribunaux crimineis.

Le tribunal civil de chaque province se forme en tribunal correctionnel ou criminel, en s'adjoignant le gouverneur du Liva (arrondissement administratif) et des membres du Medjlis. Le Medjlis est composé : 1º do

⁽¹⁾ Lettres sur la Turquie, par Ubicini, pag. 130.

gouverneur, président; 2° du délégué des finances; 3° de l'évêque chrétien de la localité; 4° du Kodja-Bachi, délégué des municipalités chrétiennes; 5° des nobles (Vudjouh) élus par les habitants de la province.

L'impartialité à l'égard des Raias ou chrétiens semble donc garantie par la présence de l'évêque et du Kodja-Bachi, et la masse des habitants est suffisamment représentée par les Vudjouh, qui sont l'élément électif du tribunal criminel. Si on veut voir dans les Vudjouh quelque chose de semblable à ce qu'étaient sous la dernière république nos jurés de France (1), qui étaient aussi élus dans les chefs-lieux de canton par les délégués des communes, on reconnaîtra du moins qu'ils sont en minorité dans un tribunal où dominent des fonctionnaires et des juges.

La compétence de ces tribunaux s'étend à tous les crimes et à tous les délits. Ils prononcent toutes les peines en dernier ressort, excepté la peine capitale. Les condamnations à mort sont soumises à la révision du conseil suprême de justice, à Constantinople, et l'arrêt définitif doit être signé par le sultan (2).

Le conseil suprême de justice connaît aussi directement des crimes commis contre l'état, ainsi que des malversations, actes de violence et abus de pouvoir commis par les principaux agents de l'autorité dans

⁽¹⁾ Il n'en est pas moins curieux de retrouver quelque chose de l'élément du jury dans un gouvernement réputé despotique, tel que celui des Osmanlis.

⁽²⁾ Code pénal de 1840, art. 1er.

l'exercice de leurs fonctions. C'est devant ce conseil que comparut en 1849 Hassan-Pacha, gouverneur de Koniah, sous la prévention d'avoir tué, dans un moment de colère, un domestique du Mal-Madiri. Hassam-Pacha fut condamné pour ce fait aux travaux forcés à perpétuité, dans la ville même qu'il avait administrée comme gouverneur pendant plusieurs années (1).

Outre les tribunaux ordinaires dont nous avons décrit la composition, il y a, pour les procès soit civils, soit criminels, où sont impliqués des étrangers, des tribunaux composés mi-partie de membres étrangers et indigènes, « les uns permanents, les autres siégeant alternativement, suivant la nationalité à laquelle appartiennent les parties ou les accusés, et élus parmi les notables de la nation par l'entremise des consulats (2). » Les devoirs et les attributions de ces tribunaux, ainsi que la procédure qu'ils doivent suivre, sont tracés avec un soin minutieux par le firman d'institution.

On peut dire que ce sont les premieres règles législatives sur la procédure, notamment en matière criminelle, qui aient été promulguées dans le monde de l'islam. Jusque-là, les voies et moyens pour arriver à la découverte de la vérité étaient à peu près laissés à l'arbitraire et à la discrétion du Kadhy. Il employait à son gré, soit à l'égard des accusés, soit à l'égard des témoins dont il soupçonnait la véracité, les instruments de la

⁽¹⁾ Lettres sur la Turquie, déjà citées, p. 123.

⁽² Id., ibid.

nent, devient une espèce de torture judiciaire. Son plus rand mérite n'était pas la circonspection et la prudence, nais la célérité, et dans l'esprit de l'opinion et de la égislation de l'Islam, on aurait donné le prix, non pas la meilleure, mais à la plus prompte expédition des ffaires.

Aussi, quand l'historien Cantemir, qui aurait dû nourtant être plus dégagé que bien d'autres des préjugés le l'islamisme (2), veut nous donner l'idée d'un magis-rat modèle, il prend pour type le visir Chuchurli-Ali-lacha, et nous trace ainsi son portrait: « Lorsqu'il siégeait au Divan, il était impossible de le considérer sans admiration; car il était d'un esprit si vif et si délié qu'il pouvait faire trois choses à la fois, comme s'il eût été divisé en trois parties. Pour expédier plus promptement les affaires, il faisait lire à la fois deux requêtes; il entendait chacune des deux causes, aussi bien que si elles avaient été répétées trois ou quatre fois, et il prononçait, en conséquence, une sentence convenable. Il écoutait en même temps

⁽¹⁾ On se souvient que dans l'affaire du père Joseph, qui aurait été sassiné à Damas par les juis pour que son sang servit à arroser les sains azymes le jour de Pâques, le Kadhy du lieu instruisit l'affaire moyen de la torture. Mais aussi les Anglais prétendirent que les émoignages accusateurs avaient été arrachés par la peur et par la outrance, et ils se servirent de ce moyen pour saire réviser et casser sentence de mort qui avait été prononcée contre plusieurs juis par etribunal de la localité.

⁽²⁾ Cantemir abandonna le service de la Porte-Ottomane pour celui le la Russie; il mourut en Ukraine, en 1723.

« celles qui se plaidaient devant le Kazi-asker, et l « renvoyant l'Arzi-hâl, lui dictait la sentence qu « devait donner (1). »

Quel est l'accusé, quel est le plaideur que n'estraien pas cette manière de bâcler (2) les assaires, si admir par l'historien oriental? Qui ne présérerait, même av plus de frais, les sormes lentes et quelquesois trop con pliquées de nos procédures?

Le rapprochement des Européens et des musulms dans les tribunaux mixtes accoutume peu à peu c derniers à suivre les formes régulières d'instruction q sont prescrites par le nouveau sultan. Ces tribuss donneront aux juges indigènes l'exemple de la pratiq des réformes dont le Hatti-Shérist de Gulhané (3) pris l'initiative en 1839.

Ce Hatti Shériff a essayé de rompre d'une manié éclatante avec le système judiciaire et pénal qui ét fondé sur le Koran et sur toute la tradition religieuse l'islamisme. Il a eu pour but d'importer dans la légis tion musulmane des principes empruntés à la civilisati chrétienne et européenne.

Cette espèce de charte d'Abdul Medjid a été le signe de réformes importantes qui se sont opérées en Turque dans le droit criminel. Si ces réformes se consolident, ces nouveaux principes se naturalisent en Turque malgré l'opposition, tantôt sourde, tantôt avouée

⁽¹⁾ Lettres sur la Turquie, Ubicini, p. 128.

⁽²⁾ Expression célebre de M. de Cormenin.

^{3,} Hatti Shériff vont dire bulle du seigneur, bulle du Khalike.

ma, on peut regarder comme clos le premier âge iaire des Ottomans, et par conséquent des Mahomépuisque le sultan de Constantinople a succédé au le pouvoir temporel et spirituel des anciens khalifes. artant de ce point de vue, nous pourrions donc ner ici notre analyse de la législation musulmane; ous ne devons nous occuper dans cette partie de ouvrage que des premières phases du droit crimies peuples. Mais comme le Hatti-Shériff n'est qu'un e essai, qu'une espèce d'échafaudage placé devant eil édifice toujours subsistant, nous ne croirons ortir du sujet dans lequel nous devons nous circonsen ce moment, en montrant la véritable portée de mesure, qui a excité tant de scandale dans le e dévot de l'Islam, et qui a été si fort encouragée cident par les puissances européennes.

BOTH INSTITUTE TO I HE ALL ALL MARKET AND A REPORT OF THE STATE OF THE

CHAPITRE XIV.

LÉGISLATION MUSULMANE. - SUITE ET FIN.

Des réformes judiciaires et pénales dans l'empire ottoman.

Rien n'est plus antipathique à l'esprit de l'islami que l'idée de progrès. Il ne saurait en être autres dans un ordre de choses dont l'unitarisme est l'esse et où la législation civile est intimement unie à la lé lation religieuse.

Malgré le pouvoir despotique que nos préjugés e péens attribueut au sultan, ce prince ne peut changer la loi; or, toute la loi est censée avoir révélée par Mahomet : elle est donc ou dans le Ko ou dans les entretiens que les disciples du prophète recueillis de sa propre bouche.

Les décrets du prince qui sont contraires à la peuvent bien la suspendre, mais non l'abolir. Cos décont, aux yeux des musulmans, la même valeur que suspension de l'habeas corpus en Angleterre, que mise en état de siège de Paris on de certains dépaments pourrait avoir en France.

C'est au milieu d'un peuple imprégné de pare idées, que deux sultans de Constantinople ont es d'accomplir des réformes importantes, presque radica

Le sultan Mahmoud eut l'adresse de paraître s'appuyer sur le Koran lui-même, pour détruire, non-seulement les superfétations et les abus qui s'étaient mêlés à l'islamisme, mais des institutions que Mahomet lui-même avait affirmées ou fondées.

Mahmoud brisa le corps des janissaires qui, après avoir été longtemps redoutables par leur valeur aux troupes européennes, leur étaient devenus inférieurs en science stratégique, et ne voulaient se prêter à aucune béforme. Ces soldats privilégiés n'étaient plus que des prétoriens, qui suspendaient sans cesse, sur le souverain, leur épée menaçante.

- Il prépara plusieurs autres réformes qui tendaient à dtablir entre ses sujets de diverses religions et de diverses nationalités, la liberté des cultes et l'égalité devant la loi, qui sont les principes du droit européen.
- Cependant ce n'est que du règne de son successeur, Abdul-Medjid, que date, à proprement parler, le nou-vau régime appelé Tanzimat (Tanzimati Khaïrie, Pheureuse organisation.)
- Le 3 novembre 1839, en présence du sultan et de soute la cour, du corps des Ulémas, de tous les fonctionnaires civils et militaires, des représentants de toute les puissances alliées résidant à Constantinople, des cheiks et Imans de tout rang et de toute hiérarchie, les patriarches des trois religions, du rabbin des Juiss, les notables et chess des corporations de la pitale, réunis dans l'immense parc de Gul-hané, situé, dans l'intérieur du palais de Tap-Kapou, Réchid-Pacha,

alors ministre des affaires étrangères, donna lectu haute voix du hatti-shériss, émané de la volont souverain, représentant de Mahomet. Voici en c termes était conçu ce hatti-shériss, espèce de cons tion nouvelle de l'empire :

TRADUCTION DU HATTI-SHÉRIFF DANS LA RÉUNION QUI A LIRU A GULHANÉ LE 43 NOVEMBRE 4839.

« Tout le monde sait que dans les premiers te de la monarchie, ottomane, les préceptes glorieux Koran et les lois de l'empire étaient une règle touj honorée. En conséquence, l'empire croissait en forcen grandeur, et tous les sujets, sans exception, avacquis au plus haut degré l'aisance et la prospérité. De cent cinquante ans, une succession d'accidents e causes diverses a fait qu'on a cessé de se conforme code sacré des lois et des règlements qui en découler la force et la prospérité antérieures se sont changée faiblesse et en appauvrissement.

« C'est qu'en effet, un empire perd toute stal quand il cesse d'observer ses lois.

« Ces considérations sont sans cesse présent notre esprit, et depuis le jour de notre avénement trône, la pensée du bien public, de l'amélioration l'état des provinces et du soulagement des peun'a cessé de l'occuper uniquement. Or, si l'on consi la position géographique des provinces ottomanes fertilité du sol, l'aptitude et l'intelligence des habits

- les moyens efficaces, le résultat, qu'avec le secours de Dieu nous espérons atteindre, peut être obtenu dans l'espace de quelques années. Ainsi donc, plein de confiance dans le secours du Très-Haut, appuyé sur l'intercession de notre prophète, nous jugeons convenable de chercher, par des institutions nouvelles, à procurer aux provinces qui composent l'empire ottoman le bienfait d'une bonne administration.
- Ces institutions doivent principalement porter sur trois points: 1° les garanties qui assurent à nos sujets tre parsaite sécurité, quant à leur vie, leur honneur et teur fortune; 2° un mode régulier d'asseoir et de prélever les impôts; 3° un mode également régulier pour le levée des soldats et la durée de leur service.
- En effet, la vie et l'honneur ne sont-ils pas les biens les plus précieux qui existent? Quel homme, quel que soit l'éloignement que son caractère lui inspire pour la sielence, pourra s'empêcher d'y avoir recours et de mire par là au gouvernement et au pays, si sa vie et honneur sont mis en danger? Si, au contraire, il louit à cet égard d'une sécurité parfaite, il ne s'écartera pas des lois de la loyauté, et tous ses actes concourront bien du gouvernement et de ses frères.

ses propriétés de toute nature, alors, plein d'ardeur passes affaires dont il cherche à élargir le cercle, d'étendre 'celui de ses jouissances, il sent chaque predoubler en son cœur l'amour du prince et de la passe dévouement à son pays. Ces sentiments deviens en lui la source des actions les plus louables.

« Quant à l'assiette régulière et fixe des impôts est très-important de régler cette matière, car l'Etat est, pour la désense de son territoire, sorcé à des dés ses diverses, ne peut se procurer l'argent nécessaire ses armées ou autres services, que par les contribut levées sur ses sujets; mais, grâce à Dieu I ceux de n empire seront dans quelque temps délivrés du sléau monopoles, regardés mal à propos autresois comme source de revenu. Un usage suneste subsiste ence quoiqu'il ne puisse avoir que des conséquences dé treuses; c'est celui des concessions vénales connues: le nom d'Illézum. Dans ce système, l'administra civile et financière d'une localité est livrée à l'arbiti d'un seul homme, c'est-à-dire quelquesois à la mai fer des passions les plus violentes et les plus cupic car si le fermier n'est pas bon, il n'aura d'autre que son propre avantage.

« Il est donc nécessaire que désormais chaque m bre de la société ottomane soit taxé pour une que d'impôt déterminée, en raison de sa fortune et de facultés, et que rien au-delà ne puisse être exigé de Il faut aussi que des lois spéciales fixent et limitent dépenses de nos armées de terre et de mer.

- Pays soit une chose importante, et que ce soit un devoir pour tous les habitants de fournir des soldats à cette fin, il est devenu nécessaire d'établir des lois pour régler les contingents que devra fournir chaque localité, selon les nécessités du moment, et pour réduire à quatre ou cinq ans le temps du service militaire. Car c'est à la fois faire une chose injuste, et porter un coup mortel à l'agriculture et à l'industrie, que de prendre, sans avoir égard à la population respective des lieux, dans l'en plus, dans l'autre moins d'hommes qu'ils n'en peuvent fournir; de même que c'est réduire les soldats au désespoir et contribuer à la dépopulation du pays, que de ser retenir toute leur vie au service.
- « En résumé, sans les diverses lois dont on vient de voir la nécessité, il n'y a pour l'empire ni force, ni richesse, ni bonheur, ni tranquillité. Il doit au contraire les attendre de l'existence de ces lois nouvelles.
- *C'est pourquoi, désormais, la cause de tout prévenu sera jugée publiquement, conformément à notre loi divine, après enquête et examen; et tant qu'un jugement régulier ne sera point intervenu, personne ne pourra, secrètement ou publiquement, faire périr une personne par le poignard ou par tout autre supplice.
- « Il ne sera permis à personne de porter atteinte à l'honneur de qui que ce soit.
- « Chacun possédera ses propriétés de toute nature, et en disposera avec la plus entière liberté, sans que personne puisse y porter obstacle; ainsi par exemple,

les héritiers innocents d'un criminel ne seront privés de leurs droits légaux, et les biens du crime ne seront pas confisqués.

- « Ces concessions impériales s'étendant à tou sujets de quelque religion ou secte qu'ils puissent ils en jouiront sans exception. Une sécurité parfai donc accordée par nous aux habitants de l'empire, leur vie, leur honneur et leur fortune, ainsi que le le texte sacré de notre loi.
- « Quant aux autres points, comme ils doiven réglés par le concours d'opinions éclairées, notre c de justice, augmenté de nouveaux membres autan sera nécessaire, auquel se réuniront, à certains que nous déterminerons, nos ministres et les notab l'Empire, s'assemblera à l'effet d'établir des lois mentaires sur ces points de la sécurité, de la vie la fortune, et sur celui de l'assiette des impôts. Ch dans ces assemblées, exposera librement ses idé donnera son avis.
- « Les lois concernant la régularisation du s militaire seront débattues au conseil militaire séance au palais du Sérasquier.
- « Dès qu'une loi sera finie, pour être à jamais ble et exécutoire, elle nous sera présentée; nous nerons de notre sanction, que nous écrirons en tê notre main impériale.
- « Comme ces présentes institutions n'ont pou que de faire refleurir la religion, le gouverneme nation et l'empire, nous nous engageons à ne rien

soit contraire. En gage de notre promesse, nous s, après les avoir déposées dans la salle qui renle manteau glorieux du prophète, en présence de s Ulémas et des grands de l'empire, faire serment nom de Dieu et le faire faire ensuite par les Ulémas grands de l'empire.

près cela, celui d'entre les Ulémas ou les grands pire, ou toute autre personne que ce soit, qui it ces institutions, subira, sans qu'on ait égard 3, à la considération et au crédit de personne, la orrespondante à sa faute, bien constatée. Un code sera rédigé à cet effet.

I'hui un traitement convenable, et qu'on régulaes appointements de ceux dont les fonctions ne
t pas encore suffisamment rétribuées, une loi
use sera portée contre le trafic de la faveur et des
(richven) que la loi divine réprouve, et qui est
s principales causes de la décadence de l'empire.
es dispositions ci-dessus arrêtées étant une altéet une rénovation complète des anciens usages, ce
impérial sera publié à Constantinople et dans tous
ux de notre empire, et devra être communiqué
lement à tous les ambassadeurs des puissances
résidant à Constantinople, pour qu'ils soient
s de l'octroi de ces institutions, qui, s'il plait à
dureront à jamais.

ar ce, que Dieu très-haut nous ait en sa sainte ne garde. les héritiers innocents d'un criminel ne seront point privés de leurs droits légaux, et les biens du criminel ne seront pas confisqués.

- « Ces concessions impériales s'étendant à tous nos sujets de quelque religion ou secte qu'ils puissent être, ils en jouiront sans exception. Une sécurité parfaite est donc accordée par nous aux habitants de l'empire, dans leur vie, leur honneur et leur fortune, ainsi que l'exige le texte sacré de notre loi.
- « Quant aux autres points, comme ils doivent être réglés par le concours d'opinions éclairées, notre conseil de justice, augmenté de nouveaux membres autant qu'il sera nécessaire, auquel se réuniront, à certains jours que nous déterminerons, nos ministres et les notables de l'Empire, s'assemblera à l'effet d'établir des lois réglementaires sur ces points de la sécurité, de la vie et de la fortune, et sur celui de l'assiette des impôts. Chacundans ces assemblées, exposera librement ses idées et donnera son avis.
- « Les lois concernant la régularisation du service militaire seront débattues au conseil militaire tenant séance au palais du Sérasquier.
- « Dès qu'une loi sera finie, pour être à jamais valable et exécutoire, elle nous sera présentée; nous l'ornerons de notre sanction, que nous écrirons en tête, de notre main impériale.
- « Comme ces présentes institutions n'ont pour bot que de faire refleurir la religion, le gouvernement, la nation et l'empire, nous nous engageons à ne rien saire

pui y soit contraire. En gage de notre promesse, nous roulons, après les avoir déposées dans la salle qui renlerme le manteau glorieux du prophète, en présence de tous les Ulémas et des grands de l'empire, faire serment par le nom de Dieu et le faire faire ensuite par les Ulémas et les grands de l'empire.

« Après cela, celui d'entre les Ulémas ou les grands de l'empire, ou toute autre personne que ce soit, qui violerait ces institutions, subira, sans qu'on ait égard au rang, à la considération et au crédit de personne, la peine correspondante à sa faute, bien constatée. Un code pénal sera rédigé à cet effet.

« Comme tous les fonctionnaires de l'empire reçoivent aujourd'hui un traitement convenable, et qu'on régula-risera les appointements de ceux dont les fonctions ne seraient pas encore suffisamment rétribuées, une loi rigoureuse sera portée contre le trafic de la faveur et des charges (richven) que la loi divine réprouve, et qui est une des principales causes de la décadence de l'empire.

Les dispositions ci-dessus arrêtées étant une altération et une rénovation complète des anciens usages, ce rescrit impérial sera publié à Constantinople et dans tous les lieux de notre empire, et devra être communiqué officiellement à tous les ambassadeurs des puissances mies résidant à Constantinople, pour qu'ils soient témoins de l'octroi de ces institutions, qui, s'il plait à Dieu, dureront à jamais.

« Sur ce, que Dieu très-haut nous ait en sa sainte et digne garde.

« Que ceux qui feront un acte contraire aux présentes institutions soient l'objet de la malédiction divine, et privés pour toujours de toute espèce de bonheur. »

Ainsi, l'un des points principaux sur lesquels porte le Hatti-Shériff, ce sont les garanties propres à assurer à tous les sujets de l'empire, Musulmans ou Raïas, une sécurité complète, quant à leur vie, leur honneur et leur fortune.

L'établissement de ces garanties n'est pas précisément contraire à l'ancien droit du Koran, car du moment que les infidèles, dont le pays a été conquis par les Musulmans, paient le Djëzieh ou la capitation, « leur sang « devient le même que le sang musulman, et leur pro« priété la même que la propriété musulmane (1). »

Mais le Hatti-Shériff a servi de point de départ à un ordre de choses dans lequel les Raïas ou infidèles ne sont plus seulement comme des tributaires protégés, mais comme des sujets du Sultan, mis sur un pied d'égalité complet avec les croyants eux-mêmes.

Les Raïas ne jouissaient pas, dans l'empire de l'islam, de ce que nous appellerions la capacité civique; ils n'étaient aptes ni au service militaire, ni aux fonctions administratives et diplomatiques; leur témoignage n'était pas même recevable en justice.

Maintenant, leur témoignage a autant de valeur légale que celui des musulmans (2). Tous les sujets de l'empire,

⁽¹⁾ Paroles d'Ali, citées par Rosseew Saint-Hilaire, Histoire d'Espagne, p. 155, t. 111.

⁽²⁾ Ordonnance du mois de mai 1850.

et en conséquence sont affranchis du haradj ou impôt personnel qui représentait l'impôt du sang (1). De hauts emplois diplomatiques ont été attribués à des chrétiens, et, dernièrement encore, c'était un Grec, M. Callimachi, qui représentait à Paris la Porte Ottomane.

On comprend la vive opposition que suscite cette politique nouvelle sortie du Tanzimat, laquelle s'applique à relever les chrétiens de la Turquie de l'état d'infériorité et de demi-oppression où ils avaient été tenus depuis la conquête de Constantinople.

Cette opposition se maniseste surtout en Egypte, dans le midi de la Syrie, et, plus que partout ailleurs, en Arabie, à la Mecque, le berceau et le centre du mahométisme.

Un pareil esprit public est également contraire à l'observation du code pénal de 1840, dont la promulzation a été encore un pas immense fait dans la voie de la civilisation.

Par le premier article de ce code, le sultan a renoncé droit de jugement direct en matière criminelle, principe qui avait toujours séparé le droit de l'islamisme du droit public européen.

« Le Grand-Seigneur, dit cet article, s'étant engagé ne faire périr ni publiquement, ni secrètement, soit.

⁽¹⁾ Cette ordonnance, qui a mécontenté les chrétiens plus encore les musulmans, a excité de telles craintes, qu'on en a suspendu exècution pendant quelque temps. Maintenant, le conseil de la guerre et chargé d'employer les moyens propres à la faire observer. (Lettres la Turquie, de M. Ubicini, p. 318.)

par le poison ou tout autre genre de mort, au criminel avant que son délit ait été constaté et damné par la loi, il n'est permis à aucun employé à nul autre de faire périr un individu quel qu'il s un visir même ne pourra en agir ainsi à l'égard berger. » La suite du même article donne ensuite vie des accusés des garanties inconnues jusqu'à ce dans la législation de l'islam : « Tout procès pou entraîner la peine de mort sera jugé publiques devant le Cheik-ul-Islam, si le crime a été comm Constantinople, et il ne pourra être mis à exécu sans avoir été soumis préalablement à la sanc impériale. Si le crime a été commis dans un éloigné de la capitale, le procès sera jugé dans le du conseil dudit pays, et le jugement définitif po la connaissance de Sa Hautesse, qui prononcera l' en conséquence. »

L'art. 4 du même code n'est pas moins rémarqua

« Sa Hautesse s'étant abstenue d'usurper les bie les propriétés d'aucun particulier, il n'est plus pe à personne de s'approprier par force le bien d'au ni de contraindre personne à vendre ses propri pour s'en emparer injustement. »

C'est, comme on voit, la destruction complèt l'ancien despotisme oriental.

Mais ce qui caractérise principalement la nou législation musulmane, ce n'est pas tant cette de tion si nette de la division des pouvoirs et cette le si précise apportée à la souveraineté du sultan : plutôt un effort pour dégager la loi proprement dite de la morale et du culte que l'on avait jusqu'alors identifiés avec elle.

Nous avons expliqué ailleurs comment s'étaient formés les quatre rites suivis dans les diverses parties de l'islam. Dans l'empire de Turquie, en particulier, on suivit longtemps le rite d'Haneefah; puis en 4549, une espèce de digeste, puisé principalement dans les presriptions de ce rite, fut rédigé par le savant Cheik Ibrahim-Habbi, natif d'Alep. Ce recueil, écrit d'abord m arabe, puis traduit en turc, est connu sous le titre de Moulteka-Ul-Ubur (confluent des deux mers). C'est recode qui a servi principalement de règle aux Kadhys * aux conseils de justice, depuis l'époque où il fut rédigé; en 1824, il fut corrigé et augmenté par ordre du gouvernement de la Porte. On le compléta avec des extraits empruntés à la Sunna, ou recueil des traditions orales venant du prophète, à l'Idima-y-Ummet (accord de la nation), qui contient les explications et décisions légales des quatre premiers Khalifes, et au Kyass (comparaison) ou recueil des décisions jurisprudentielles mendues par les quatre grands Imans des trois premiers siècles de l'hégire.

Tel qu'il a été resondu en 1824, le code Moulteka est me vaste compilation en deux volumes in-solio, et qui pentient beaucoup plus de préceptes religieux et moraux que de dispositions législatives proprement dites.

Les matières qui y sont traitées sont divisées en 26 ivres. Voici les titres des cinq premiers :

- 1° Taharet, purifications.
- 2º Salat (en turc Namaz), prière.
- 3° Zekhiat, aumône.
- 4° Sainir, jeûne.
- 5° Hadj, pėlerinage.

Ces cinq prescriptions sont de droit divin et ol res, comme émanant du prophète lui-même.

Ce code traite ensuite de la guerre, du con du droit de succession et des testaments, du mar la répudiation, de l'affranchissement, etc.

Dans les deux derniers titres (25 et 26), on une réforme de la pénalité arabe primitive : le c'est-à-dire la vengeance du sang, et le Taliq abrogés; il en est de même de la Dia ou Diquienne composition pécuniaire pour homicide. n'existe plus à Constantinople que comme repré les droits de la partie civile (1).

Or, cette législation modifie évidemment c Koran lui-même, qui s'exprime ainsi sur le 1 volontaire:

- « O croyants, la peine du Talion est écrite
- « meurtre. Un homme libre sera mis à mort p
- « homme libre, l'esclave pour un esclave, la
- « pour une femme. Celui qui pardonnera au m
- « de son frère, aura droit d'exiger un dédomma
- « raisonnable, qui lui sera payé avec reconnaissar
- « adoucissement est une faveur de la miséricorde

⁽¹⁾ Ubicini, Lettres sur la Turquie, p. 108.

- « Celui qui portera plus loin la vengeance sera la proie « des tourments, etc. (1). »
- « Si le meurtre est involontaire, ajoute ailleurs le
- « Koran, le meurtrier doit la rançon d'un fidèle cap-
- « tif, et à la famille du mort, la somme fixée par la
- « loi, à moins qu'elle ne lui en fasse grâce (2) »

Ce même code de Moulteka, qui substitue ainsi ses prescriptions à celles du Koran, contient un livre vii, sous le titre d'Emr, Nehi (ordonner, empêcher), lequel a pour but de constituer tout musulman juge et vengeur des transgressions de la loi à l'égard du souverain qui en est dépositaire. Cela rappelle l'article de notre dernière constitution républicaine qui la plaçait sous la sauvegarde de la vigilance et du patriotisme du peuple français.

Le code pénal de 1840 va plus loin encore que le code Moulteka. Il supprime dans tous les cas la Dia, ou composition pécuniaire, et punit de la peine capitale l'assassinat ainsi que les coups et blessures qui ont donné la mort (3). Pour le vol, il remplace par sept uns de prison la peine de la bastonnade et celle de la nutilation (4).

A côté de ces innovations pénales, on peut placer les éformes que l'on a commencé d'opérer en Turquie, en

⁽¹⁾ Chap. 11, tome 1, p. 32 de la traduction in-12 de 1839, par M. arcin de Tassy, librairie de Dondey-Dupré, à Paris.

⁽²⁾ Koran, ehap IV, même traduction, même tome, p. 101.

⁽³⁾ Art. 10 ct 11.

⁽⁴⁾ Art. 11.

matière de procédure criminelle, par l'instruction qui suit le firman d'institution des tribunaux mixtes dont nous avons parlé dans notre dernier chapitre.

- Cette instruction prescrit positivement aux juges « de
- « rejeter tous les aveux qui auraient été obtenus par
- « des violences et des menaces ou par des promesses,
- « tout en admettant ceux qui auront eu lieu volontaire-
- « ment et sans violence. De n'employer jamais, et
- « pour quelque motif que ce soit, la bastonnade ou
- « toute autre peine corporelle, etc. (1). »

Cela implique évidemment l'abolition de la torture, qui était souvent employée comme moyen de procédure par les Kadhys. On espère que la jurisprudence des tribunaux mixtes s'étendra peu à peu aux tribunaux ordinaires.

Quoique ces nouveaux décrets ne forment pas des codes méthodiques, ni complets, ils marquent, suivant nos idées européennes et chrétiennes, de grands progrès relativement aux institutions passées de l'empire ottoman. Mais la constitution de Gulhané et toutes les ordonnances qui en ont été la conséquence, sont-elles considérées par les mahométans comme des lois fondamen tales et définitives? C'est ce qui est fortement contest par les fervents sectateurs de l'islamisme. Ainsi qu nous l'avons dit en commençant ce chapitre, les décret émanés du souverain (Ourf) n'ont qu'un caractèr essentiellement provisoire et temporaire... Ces décret

⁽¹⁾ Firman du 29 mars 1850.

sont censés remplir les lacunes laissées par le Chériat (1) ou législation arabe primitive; ils ne sauraient prévaloir d'une manière durable, s'ils étaient en contradiction flagrante avec elle.

L'Uléma fait contre ces innovations une opposition constante, tantôt secrète et tantôt avouée. A Alep, à Adana, à Damas, les Kadhys et les Kaïmacans continuent contre les chrétiens leur système d'actes arbitraires et d'avanies. Dernièrement encore, des Ulémas demandaient que l'on fît décapiter un Arménien catholique qui se trouvait à la torture. Son crime était, disait-on, d'avoir blasphémé contre le prophète (2).

Du reste, il est reconnu que la loi civile et religieuse, qu'on ne distingue pas, est immuable, et que les kadhys ne doivent juger que suivant cette loi. Si quelquefois ils obéissent aux décrets du sultan dérogatoires à la loi, c'est qu'ils y sont forcés par la volonté du souverain;

⁽¹⁾ Le Chériat est composé, comme on sait, du Koran, de la Sunna, de l'Idima-y-Hummet et du Kiass: ces recueils de préceptes religieux et civils sont dus à l'intervention successive du prophète, des compagnons du prophète, et de ce qu'on pourrait appeler les Pères de l'église islamite. Ils sont rédigés en arabe, tandis que les Kanouns sont écrits en turc.

⁽²⁾ Ecrit de Tarsous, le 2 juin 1850, par le correspondant de la Gazette du Midi, à Marseille. Le même journal raconte le fait suivant, qui prouve que l'arbitraire n'a pas été détruit en fait, par le Hatti-Shériff de Gulhané: — « Gaspard Dalifar, Arménien catholique, est insulté à Adana par un prêtre schismatique arménien; il l'assigne devant le Kadhy, et là, ils se réconcilient. Le Kaïmacan, « Mahmoud-Bey, les fait appeler et les met en prison l'un et l'autre. « Le Pacha écrit pour faire mettre Dalifar en liberté. Mahmoud-Bey « n'exécute pas l'ordre, sous prétexte que Dalifar ètaut en prison l'a maudit lui, sa mère et sa sœur. »

souvent, tout en obéissant, ils protesteront; mais, ils plus souvent encore, ils refuseront d'appliquer ordonnances qu'ils regarderont comme novatrices impies. Pour la mise en œuvre du nouveau code pér le kadhy peut être appelé à informer sur un criminstruire une affaire, et par suite, à s'occuper d'eulpabilité du prévenu; mais ce kadhy alors ne proncera pas de condamnation: les délégués moments du pouvoir indiqueront la peine, le sultan la ratifiet le coupable sera puni; mais, en somme, « ce sera procès fait, pour ainsi dire, moitié au parquet, me en dehors du juge (1). »

Il y a de nos jours, chez quelques savants, une es de Mahométomanie qui affecte de préférer le rég social né de l'islamisme, à celui sous lequel nous viv dans notre vieille Europe. Rien ne leur paraît admirable que cette unité compacte de la société mu mane, où tout précepte se trouve à la fois sanctionné la morale et par la loi, où l'autorité civile et l'autoreligieuse se confondent en une seule. On voit pour les inconvénients d'une pareille unité, par la diffic de l'adoption définitive des innovations essayées da loi civile. L'élément religieux, ou supposé tel, est, sa nature même, immuable; il tient de la natur Dieu qui ne change jamais. Le Koran est ainsi contenir le dernier mot des révélations du ciel. Les

⁽¹⁾ Lettre de M. Perron, célèbre arabisant, et auteur de la tr tion d'un savant ouvrage sur la législation musulmane, dont q volumes grand in-f° ont paru, publiés à l'imprimerie royale.

tans, les Mustis et les Ulémas peuvent commenter ces révélations, mais non les modisser. L'homme ne peut pas remanier l'œuvre de Dieu.

Si donc la loi spirituelle et la loi temporelle ne sont pu'une seule et même loi, elles ne peuvent se plier à aucun hangement, se prêter à aucun progrès, sans que le prinipe fondamental de l'islamisme soit détruit, sans que la eligion de Mahomet soit ébranlée jusque dans sa base.

Voilà le secret de ces tiraillements qui se font sentir ans le sein de l'empire ottoman et qui finiront peut-être ar amener un déchirement entre la Turquie proprement lite, devenant de plus en plus européenne par les mœurs t par les institutions, et l'Asie musulmane, qui a conervé dans toute leur rudesse primitive les traditions et a foi des premiers compagnons de Mahomet.

Combien n'y-a-t-il pas plus de sagesse dans l'idée hrétienne, qui distingue l'ordre spirituel qui vient de lieu de l'ordre temporel qui vient des hommes; qui épare le dogme, toujours inaltérable, de la loi et des astitutions temporelles, nécessairement mobiles et propessives! Du reste, le Christianisme ne repousse pas, il avorise même, là où il domine, une certaine union, une elégale entre la puissance civile et la puissance eclésiastique. Cette union est utile à la société politique lus qu'à lui-même. La sécularisation trop absolue de État consisterait à en expulser Dieu, tout comme l'exaération de la maxime constitutionnelle le roi règne et e gouverne pas a amené les peuples à se passer de lonarques et à se constituer en république.

Si donc les Mahométomanes opposent ce appellent la belle unité sociale de l'islamisme à la sion des pouvoirs ecclésiastique et civil qui exist la civilisation européenne, c'est qu'ils prennen point de départ la scission de ces deux pouvoirs que l'a faite l'esprit révolutionnaire depuis 1792, e qu'il voudrait la consommer aujourd'hui par des mencore plus radicales. Mais cette scission n'est essentielle aux sociétés chrétiennes; c'est un fai moderne qui semble destiné à montrer la vitalit veilleuse de notre religion, résistant à une épreu ferait périr toute religion d'invention humaine.

Que ceux qui ont tant d'admiration pour l'un l'islamisme expriment donc hautement leurs regr faveur de l'union des deux pouvoirs dans le se Christianisme, telle que certaines époques du moy nous en ont offert le modèle. Qu'ils sachent rene légitime hommage à cet ordre de choses qui avait l'élément immuable et l'élément progressif sans ab l'un dans l'autre, et qui avait su appuyer ce qui et toujours sur ce qui ne passe jamais!

LIVRE II.

PÉRIODE DE PRÉPONDÉRANCE ECCLÉSIASTIQUE.

CHAPITRE Ler.

LÉGISLATION DE CHARLEMAGNE.

§ 1er

Tendances toutes germaniques de ce prince.

Le titre que nous donnons à la période dans laquelle ous allons entrer (1) suffit pour faire comprendre que ous n'avons pas dû y rattacher les peuples vivant sous loi de Mahomet, qui n'a pas fondé dans le Koran de acerdoce régulier.

Cependant, nous ne pouvions omettre complétement histoire criminelle du peuple musulman, et en partiulier celle des Turcs, bien que ces conquérants de ysance fussent placés par leur origine, comme par ur religion, en dehors de la grande communauté des tions européennes. Les forces mahométanes se sont ouvées, depuis onze ou douze siècles, en contact esque continuel avec les forces isolées ou réunies des

1) Nous dirons dans le dernier chapitre de ce livre pourquoi nous vons pas voulu nous servir de cette expression : Période théocrati-

États chrétiens. Or, écrire les annales de ses ennemis, c'est écrire une partie des siennes. Du reste, la civilisation de l'islamisme, qui se meurt, sans avoir pu atteindre l'âge mûr, a pu être comparée, à quelques égards, à la civilisation germanique encore au berceau; mais nous ne serons pas exposé à la mettre en parallèle avec l'état social où le christianisme a élevé l'Europe moderne.

Du point où nous nous sommes placé, nous n'avons pas à faire beaucoup de chemin en arrière pour revenir des Turcs de Mahmoud et d'Abdul-Medjid aux Francs de Pépin et de Charlemagne, et la transition du code Moulteka aux Capitulaires ne sera peut-être pas ansi brusque qu'on pourrait l'imaginer.

De même que les successeurs de Soliman, sans abdiquer à Stamboul les traditions du khalifat de Bagdad, essaient de greffer sur un fond asiatique dont ils me sauraient se détacher des idées empruntées à la perfectibilité européenne, le petit-fils de Charles-Martel, le descendant de ces maires du palais qui avaient défends la liberté germanique avec les leudes d'Austrasie contre les derniers Mérovingiens, se laissait engager par la papauté à rétablir le vieil empire romain au profit de sa race à demi-barbare.

Ce ne sut pas, au surplus, sans une secrète et mysièrieuse répugnance, que le roi des Francs, le glorieux vais queur des Saxons et des Lombards, consentit à revêir les insignes d'une dignité à laquelle se rattachaient des idées et des traditions qui lui étaient prosondément étrangères. On a taxé d'hypocrisie l'expression de cette

épugnance (1); une telle accusation prouve un esprit ien superficiel et peu d'intelligence du vrai caractère t des sympathies réelles de Charlemagne.

Ce grand homme n'eut d'inclination au romanisme pe comme chrétien et enfant de l'Église. Comme homme, omme souverain et comme législateur, il était avant tout ranc et Germain. On le reconnaît dans ses habitudes atérieures, dans ses goûts, dans la direction de ses dées, dans l'esprit de ses institutions. Il était plus à aise avec les courts vêtements de ses ancêtres que dans s riches manteaux et les robes traînantes, qui étaient symbole obligé de la majesté impériale. « Il ne porta que deux fois dans sa vie, dit son biographe, ces génantes parures: une fois à la prière du pape Adrien, et une seconde fois sur l'invitation d'un autre pape, Léon III. » — Il se plaisait, suivant le même auteur, à recueillir et à graver dans sa mémoire les chants nationaux et barbares qui célébraient les exploits des héros et des rois des vieux âges (2). »

Ce n'est ni dans la molle Aquitaine ni sous le ciel

⁽¹⁾ Quo tempore imperatoris Augusti nomen accepit; quod primo tantum aversatus est, ut adfirmaret se, eo die, quamvis præcipua stivitas esset, ecclesiam non intraturum, si pontificis consilium essere potuisset. (Eginbard, Vita Kar. Magn., 28.)

⁽²⁾ Vestitu patrio, id est francisco, utebatur.... peregrina vero vesmenta, quamvis pulcherrima, respuebat, nec unquam eis indui tiebatur, excepto quod Romæ semel, Adriano pontifice petente, et erum Leone successore ejus supplicante, longa tunica et chlamyde tictus, calceis quoque romano more formatis induebatur.

Item barbara et antiquissima carmina, quibus veterum regum et bella canebantur, scripsit memoriæque mandavit. (Egin., ü. Kar. M., 28 et 29.)

serein de l'Italie, que le monarque de tant de pay ira fixer sa résidence favorite : ce sera au nor brumeuse Austrasie, non loin des bords du Rhi élèvera la cité d'Aix-la-Chapelle, qui fut sa capit massif dôme de pierres, au-dessous duquel il gît d'hui encore dans le tombeau.

Aussi, parcourez aujourd'hui la vieille Allei vous retrouverez partout les traces de ses pas traditions populaires. Mayence, Cologne, Franctendent que les pierres de leurs monuments remuées par cette puissante main (1). Des abl des châteaux sans nombre dans les forêts de The de Saxe et de Souabe redisent le nom de Charlem on montre encore en Bavière les vestiges du cana lequel il essaya de joindre le Danube au Rhin, de Mariem de Charlem de Charlem

⁽¹⁾ Dans ces pays du Rhin, où les confréries de maçons es i grandes choses, les légendes locales ont placé Charlemag les chefs de ces confréries. Du reste, la plupart des chart capitulaires de Charlemagne sont datés de ses manoirs emenses royales situées à Seltz, Worms, Mayence ou près d Il fréquenta beaucoup moins les bords de la Seine et de la l ceux du Mein, du Rhin et de la Meuse.

⁽²⁾ On montre les traces de ce creusement de terre près tenheim, et le village qui est auprès a gardé le nom de Grab Les annales de Fulde donnent quelques détails sur ces i travaux, qu'interrompirent plusieurs invasions et que ruin éboulements occasionnés par de grandes pluies. L'Allemagne dans son culte pour Charlemagne qu'elle semble vénérer chéros ou plutôt comme un saint national, s'est en quel divisé ses reliques. Ainsi, sans parler du trésor si riche de drale d'Aix-la-Chapelle, Vienne, Dresde, Munich possèdent ements, des bijoux, des livres de prières, des armures que l'on appartenu au grand empereur germanique.

à Ratisbonne; ce prince, qui aurait uni sur sa tête l'empire d'Orient à l'empire d'Occident, si la vieille Irène avait accepté sa main, voulait mettre en communication les Bataves et les Grecs, Aix-la-Chapelle et Byzance, l'Océan et l'Hellespont.

Mais c'est dans des monuments plus authentiques et plus durables encore que s'est révélé le germanisme de Charlemagne: nous voulons parler des œuvres législatives auxquelles il consacra une si belle part de sa longue et glorieuse vie.

§ II.

Ce que la législation de Charlemagne emprunta aux lois mérovingiennes; en quoi elle en dissère.

Les peuples ont un merveilleux instinct pour conserver dans l'héritage de leurs traditions ce qui appartient à leur nationalité. Or, la France capétienne semble ne garder aucun souvenir de la législation de Charlemagne. Philippe-Auguste et saint Louis, Beaumanoir et Pierre Dessontaines ne citent jamais les Capitulaires (1). Au contraire, la législation des Othons, les Miroirs de Saxe et de Souabe et même les statuts mystérieux de la Sainte-Wehme sont tout pleins du nom et de la mémoire du grand empereur.

Ce que les vieux instincts populaires ont su si bien

⁽¹⁾ On n'en trouve pas trace dans les ordonnances du Louvre. C'est un droit qui s'éteint en France avec la dynastie carlovingienne.

démêler et discerner, une sorte de préjugé moderne, établi dans un monde superficiel, l'a de nouveau embrouillé et dénaturé; on ne craint pas de présenter aujourd'hui Charlemagne comme un novateur qui voulait marcher plus vite que son siècle, et qui cherchait à ressusciter la civilisation romaine au sein de mœurs à demi barbares.

Il nous semble que pour bien se rendre compte du gouvernement de ce monarque, il faut distinguer en lui l'administrateur et le législateur.

Même comme administrateur, Charlemagne ne sut pas un novateur absolu, s'efforçant d'importer, comme le czar Pierre le Grand, les institutions et les idées de la civilisation au milieu de la barbarie. Il se servit des éléments existants, épars et consus au sein de ses vastes états; seulement il les rapprocha, les réunit, et autant que possible les relia en faisceau. Par ses Missi Dominici il répandait ses ordres et ses instructions sur tous les points de son empire. Par les ducs, les comtes et les évêques qui venaient à ses assemblées nationales, il apprenait deux fois par an les vœux, les plaintes et les besoins des provinces. Il suppléait ainsi à l'insussisance des correspondances de cette époque par une sorte d'action et de réaction administratives qu'il provoquait avec assez de régularité. C'est ainsi qu'une sorte de circulation du sang social était continuellement entretenue par la force d'impulsion de son infatigable génie. tant que législateur, Charlemagne nous apparaît moins encore comme un novateur systématique et absolu. On

es. Très-souvent, il révise, il extrait, il additionne numents déjà existants des législations nationales conciles généraux ou nationaux : en un mot, il le bien plus qu'il ne crée.

endant il sit un certain nombre de lois et ordon, soit dans ses assemblées générales, soit tout n vertu de sa propre initiative et de sa propre autoées presque toujours des circonstances, ces lois surtant un caractère de généralité, surtout dans les es politiques.

s il n'en sit pas, il n'essaya même pas d'en saire le unisorme : il laissa à chaque nation, à chaque sa législation et ses coutumes. « Il sit remettre à homme sa loi, » dit Eginhard (1), c'est-à-dire la ticulière à chacun des peuples qui lui étaient sout par laquelle ce peuple devait être jugé.

nd Charlemagne faisait des révisions ou des addila loi salique, par exemple, ces révisions ou ces ons devaient être approuvées par les Francs-Saliens, entés dans l'assemblée nationale par leurs évêques, abbés, leurs comtes et leurs Scabins (2). Les corles faites à la loi des Bavarois ou à la loi des ards devaient également avoir l'assentiment des bis ou celui des Lombards.

lois continuaient ainsi d'être nationales ou perles, et non territoriales.

ginhard, Vita Kar. Mag. Cap. 29. apitul. III, ann. 803, cap. 19 et Baluzii præfatio, viii. Mais en quoi différait donc la législation carlovingienne des législations antérieures? Le voici :

Les codes barbares de la vieille Europe, tels que la loi salique et celle des Ripuaires, s'abstiennent généralement de tout conseil moral; ils ne renferment guère que des dispositions pénales ou prohibitives (4). Il n'en est pas de même de ceux des Capitulaires de Charlemagne qu'il a promulgués pour tous les sujets de son empire, en dehors des limites des nationalités diverses. Ce grand empereur, qui usait si bien du glaive des combats, comprenait cependant que la force n'est pas un moyen suffisant pour civiliser les peuples et réformer les sociétés. Il sentait qu'il fallait chercher dans la libre conscience des hommes la plus intime sanction de ses lois. De là, ses efforts pour réveiller l'idée du devoir, l'amour de la vertu, par de nobles préceptes, par de pathétiques exhortations. Comme tous les législateurs primitifs qui ont laissé leurs traces dans l'histoire de l'humanité, il tâchait de faire entrer la morale dans les cœurs par les voies les plus diverses; il cherchait dans ses lois elles-mêmes des moyens de prédication et d'enseignement.

C'est par le même motif que Charlemagne fit avec l'Eglise une si intime alliance; c'est pour cela qu'acceptant le titre d'évêque du dehors, donné jadis à Constantine à Théodose, il s'appuya sur la papauté à qui il demanda de bénir sa couronne impériale. C'est dans le même but qu'il tint un si grand nombre de conciles nationaux.

⁽¹⁾ Nous ne parlons que de la portion de ces codes relative au droit criminel.

destinés à faire connaître et à répandre les doctrines de l'Evangile et les préceptes de l'Eglise.

Sans cesse en guerre pour défendre ou pour propager le christianisme, l'épée, la loi et la parole sainte devenaient pour lui le triple instrument de la civilisation des peuples et du perfectionnement des sociétés.

Il trouvait les nations germaniques de son empire arrivées à un âge social contemporain de celui où l'élément théocratique avait dominé en Orient; il sut donc amené à introduire cet élément au sein de la législation européenne, dans la mesure où le permettait la distinction des deux pouvoirs, ce principe fondamental du christianisme.

Presque tous ses Capitulaires furent faits et rédigés, soit avec le concours des évêques et des grands, soit avec celui des évêques seuls. Aussi on trouve dans une grande partie des lois que contient ce recueil, non-seulement des préceptes de morale, mais des prescriptions religieuses et canoniques.

Si donc on voulait rechercher ce qu'il y eut de nouveau et d'original dans la législation des Capitulaires, en la comparant à celle des Francs sous les Mérovingiens, on la trouverait dans cette couleur morale dont Charlemagne lui donne l'empreinte, bien plus que dans quelques légères différences de prohibitions et de pénalités. C'est lui qui inaugura dans l'Europe du moyen-âge cette manière de concevoir la loi comme impérative et instructive pour la conscience, au lieu d'être simplement coërcitive et intimidatrice, ainsi que dans les temps

antérieurs. Or, cette double compétence que le législateur s'attribue dans le for intérieur comme dans le for extérieur, est, ainsi que nous l'avons dit ailleurs, le principal caractère auquel on reconnaît la seconde phase de la civilisation des sociétés, phase que nous avons appelée théocratique dans l'Histoire du droit criminel des peuples anciens (1).

Cette tendance de Charlemagne à faire de la théocratie l'amena à s'appuyer beaucoup sur le clergé chrétien et sur les livres sacrés; et comme l'Evangile ne lui fournissait que des principes de morale individuelle et non des règles sociales, il remonta naturellement jusqu'à la législation de Moïse, et il reproduisit textuellement dans ses Capitulaires, comme articles de loi, des versets extraits de la Genèse, de l'Exode, du Lévitique, des Nombres et du Deutéronome (2).

Les grands principes de justice commutative, appuyés sur l'autorité de la révélation mosaïque, étaient ainsi recommandés aux juges, non pas peut-être comme application immédiate et usuelle, mais comme sujet d'études et de méditations. On pouvait comparer la loi salique et les autres lois barbares, revues et rééditées également par Charlemagne, avec les monuments sacrés de l'Orient. La simplicité majestueuse des prescriptions mosaïques était mise en parallèle avec la rudesse des coutumes

⁽¹⁾ Voir cet ouvrage, qui a paru chez Joubert, à Paris, en 1845.

⁽²⁾ Voir surtout le commencement du livre VI, dont la première loi est celle du talion, empruntée à la Genèse : « Quicumque effuderit humanum sanguinem, fundetur sanguis illius. » Gen. x1, 6.

rques; le wergeld germanique, institué primitivement ir tout meurtre, même volontaire, avec la composition uniaire des Hébreux, permise seulement pour l'ho-ide par imprudence; et enfin la vengeance du sang, c le talion, qui, bien entendu et bien interprété, nifie le mal rétribué par le mal, en un mot l'expian, ce fondement moral de toute pénalité humaine.

Quand Charlemagne cesse de faire ainsi de la théorie le droit criminel et religieux, et qu'il se laisse raîner sur le domaine de la morale proprement dite, rs il s'appuie non plus sur l'Ancien, mais sur le Nou-u Testament. « La cupidité, dit-il, consiste à convoiter le bien d'autrui et à n'en faire part à personne, après qu'on l'a conquis. Suivant la parole de l'apôtre, ce vice est la racine de tous les maux (1). »

Ailleurs, il recommande en ces termes la pratique de ospitalité: « Que personne, soit riche, soit pauvre, ne s'avise de refuser l'hospitalité aux voyageurs; que personne ne dénie le toit, l'abri et l'eau du foyer à tout homme qui voyage sans offenser la loi de Dieu, et encore moins à ceux qui ont entrepris des pèlerinages pour l'amour de Dieu et pour le salut de leur âme. Que si l'on veut encore ajouter d'autres bienfaits à celui de l'hospitalité proprement dite, qu'on sache que l'on en recevra de Dieu la meilleure des récompenses, tinsi qu'il l'a dit lui-même: « Celui qui recevra un

¹⁾ Juxta apostolum, hæc est radix omnium malorum. 1 Timoth., 10. (Capitul., lib. V., ann. 806, no 15, p. 484.)

« seul petit enfant en mon nom, me recevra « même (1). »

Les Capitulaires abondent ainsi en principes mo étayés de textes de l'Evangile et des épîtres de Paul. On voit, par les citations que nous avons f comment ces préceptes étaient formulés.

Quant aux prescriptions canoniques, elles sont fort multipliées. Ainsi l'observation du repos pe dimanche est rigoureusement ordonnée: « Ceu « ne s'abstiennent pas, dans ce saint jour, du labou « de la taille de la vigne, de la moisson ou de la « chaison, sont abandonnés, non à la justice sécu « mais à la justice du prêtre (2). »

On trouve dans le livre vi des Capitulaires des criptions bien plus rigoureuses, soit sur l'observ du dimanche (3), soit sur le respect pour les moit sur l'obligation de la prière. Il est recommande sidèles de jeûner et de faire des oblations pieuses dant trente jours après la mort de leurs pa défunts (4). Un peu plus loin, il est ordonné à tou laiques d'apprendre par cœur et de réciter tous les

⁽¹⁾ Capitul. ann. 802, nº 27, p. 370, Baluze; texte cité de Mathieu, ch. 18.

⁽²⁾ Non in laicorum districtione, sed in sacerdotis castigation sistat, lib. v11, 11° 276, p. 1086. — Idem. Il faut remarquer q pénitences et autres pénalités canoniques étaient sanctionné l'exequatur, et, s'il le fallait, par l'intervention de l'autorité séc

⁽³⁾ Nos 189 et 203.

⁽⁴⁾ Nº 97, p. 957, id., ibid. Cette loi avait pour but d'aboli un précepte contraire, la coutume païeune de donner des sestie les funérailles.

le symbole des apôtres et l'oraison dominicale. Les comtes et les centeniers doivent donner l'exemple, en s'instruisant soigneusement de la loi de Dieu. S'ils ne le font pas, ils seront punis disciplinairement sur le rapport des Missi Dominici (1).

Ces exemples suffisent pour montrer dans quels détails de pratiques pieuses ne dédaignait pas d'entrer le grand empereur. Pour adoucir les mœurs de ses farouches compagnons d'armes, il voulait qu'ils devinssent sérieusement chrétiens; il leur ordonnait d'abaisser leurs fronts litiers devant le Tout-Puissant. Il croyait ensuite pouvoir leur défendre, avec plus d'autorité morale, d'oppriner les pauvres et d'être injustes envers les petits (2).

Cette immixtion de la loi civile dans le for intérieur ous paraît, maintenant, quelque chose d'inoui; à cette poque, où la force matérielle avait tant d'empire, on aurait pas compris la valeur d'un précepte moral dénué toute sanction extérieure.

§ III.

Organisation judiciaire.

En matière d'organisation judiciaire, comme pour tout reste, Charlemagne agit par voie de réforme et de

⁽¹⁾ No 290, p. 971, id., ibid.

⁽²⁾ Nos 8 et 29 du Capitul. de 802, pp. 364 et 371, id. Voir aussi 282, lib. VI. Le no 3 du Capitul. de 819, où Charlemagne ordonne ses juges d'entendre les causes des pauvres avant toutes les autres, de les aider, de leur donner un avocat s'ils ignorent la loi ou ne vent pas s'expliquer, p. 599, id.

persectionnement, et non de création a priori et de resonte complète.

Nous avons dit déjà, en commençant ce chapitre, quel parti il tira de l'institution des Missi Dominici, pour régulariser et activer l'administration générale le ce royaume. Mais cette institution elle-même existrit sous les Mérovingiens; seulement il lui donna une ellecacité et une régularité inconnues avant lui.

Les Missi étaient au nombre de deux : un évêque et un abbé, et un comte palatin. C'était la représentation des deux éléments supérieurs de la société. Ils tenaise dans quatre provinces différentes quatre plaids d'un mois, et les évêques, comtes et magistrats de tout le pays devaient s'y rendre, sans qu'on admît d'autre excus que la maladie; et encore l'absent devait, dans ce cas, se faire représenter par un viguier (1).

Les Missi punissaient de l'amende les comtes et certeniers qui se négligeaient dans la répression des crimes ils destituaient ceux qui s'étaient laissé gagner par de présents (2). À la destitution, on joignait des peine encore plus sévères, quand le juge avait puni un home par haine ou par méchanceté et dans un autre but que la justice (3).

De plus, il n'était permis aux comtes d'acheter des terres appartenant à leurs administrés que dans placité public, en présence de témoins irréprochables.

⁽¹⁾ Capitul. dat. ann. 803.

⁽²⁾ Capitul. de 779, addition donnée par Sirmond au nº 23, p. 198.

^{3.} No XI, ibid., p. 197.

à leur juste valeur (1). En cas de contravention, la te était annulée par lettres du roi (per jussionem stram).

Les comtes siégeaient quelquesois dans les cités chesseux, et plus souvent encore dans des châteaux en nors des villes, castella, qui devenaient alors euxmes des capitales. Ils tenaient trois ou deux sessions an. Leurs assesseurs, sous les Mérovingiens, avaient élus indistinctement parmi tous les hommes libres istant au plaid, et ils s'appelaient alors Rachimurgs. Sous Charlemagne, nous trouvons que les thins étaient de véritables juges qui étaient nommés le roi (2), et qui siégeaient, au nombre de sept,

⁾ Baluze, id., p. 858.

⁵ Ou par le Missus Dominicus, ou par le comte qui représentait terité du monarque. Quelques auteurs ont pensé que les Scabins ent élus par le peuple. Cela ne résulte pas du texte, qui est ainsi gu: " Ut judices, advocati, centenarii, præpositi, vicarii, scabini, les meliores inveniri possunt, constituantur ad ministeria exerda. » Capitul. 809, Bal., t.'1, p. 472. Ce capitulaire semble être une ruction pour les Missi Dominici. Il est vrai que dans le capitulaire Médent il est dit : Scabini honi et veraces et mansueti cum comite Ppulo eligantur, etc. (Id. ibid., Bal., p. 466), et que par un capitulaire lérieur, les Missi reçoivent l'ordre de destituer les mauvais Scabins le les remplacer par de bons candidats que leur désigneront les pathies et que consirmera l'approbation du peuple. Mais il n'en pas moins certain que c'est le prince ou son représentant qui me ses délégués judiciaires, et qu'il ne reste plus au peuple que le Nége assez illusoire d'approuver les choix du pouvoir, ou peutdans quelques cas, de les provoquer. « Ut ubicumque missi Fi malos Scabinos inveniant, et totius populi consensu in locum bonos eligant. » Ludov. Pii, Capitul. 809, Baluze, p. 665. Tarticle suivant, il n'est pas question du concours du peuple: L in omni comitatu hi qui meliores et veraciores inveniri possunt

dans toutes les causes. Suivant la vieille coutume manique, tous les hommes libres devaient fréquen mâl ou mallum. Mais peu à peu, après la conque les habitudes sédentaires prévalurent, et le Mâl désert. Alors on ne fit une obligation de la présent tribunal qu'aux plaideurs eux-mêmes, aux Scabil aux vassaux particuliers des comtes. C'est ainsi c France la justice devient de plus en plus fixe, à me qu'on s'avance vers la civilisation.

En outre, dans le choix des juges, il y avait un cipe fondamental, c'était la supériorité du magistra le justiciable. Le plus grand, disent les Capitula ne doit pas être jugé par le plus petit : Major a mi non potest judicari (1). Ailleurs, il est recomm aux Missi et aux comtes de chasser du nombre des ceux qui ne réuniraient pas à une bonne naissan science, la sagesse et la piété (2).

Il résulte de ces principes que les grands digniticeux qui étaient dans la Truste, c'est-à-dire sous la tection royale, devaient être jugés par le roi lui-pour l'être par un supérieur. Ils pouvaient donc tou porter leurs causes devant la cour du roi, lors étaient demandeurs; et, lorsqu'ils avaient été ap comme défendeurs devant un tribunal de comte

eligantur à Missis nostris ad inquisitiones faciendas et rei ver dicendam et ut adjutores comitum sint ad justitias faciendas.

⁽¹⁾ Bal., Capitul., lib. V, no 397, p. 908.

⁽²⁾ Ludov. imperat. Capitul., ann. 856, nº 3.

aient toujours le droit d'appel devant celui du roi ou l comte palatin.

Il semble, au reste, que, dans le principe, ce droit appel appartînt à tous les hommes libres.

Il y avait deux manières différentes d'en appeler du gement des Scabins présidés par le comte.

Voici quelle était la première :

Quand le tribunal avait prononcé, il fallait ou que la rtie condamnée acquiesçât au jugement, ou qu'elle blâmât, en s'inscrivant en faux contre la décision is juges; si elle ne voulait ni acquiescer, ni blâmer blasphemare), on la mettait en prison jusqu'à ce l'elle prît l'un ou l'autre parti; si le condamné prenait parti du blâme et de l'attaque contre le jugement, bien il jetait le gant devant les Scabins, et alors il avait lieu au duel, ou bien il faisait procéder à un pplément d'instruction; et s'il ne pouvait prouver le al jugé d'aucune de ces manières, il devait payer chacun des premiers juges une amende de quinze ls, ou bien recevoir de leurs mains quinze coups de iton (1).

La seconde manière consistait à porter l'appel direcment devant le roi.

Mais ce droit d'appel sut, peu à peu, considérableent restreint.

D'abord, il fut interdit de porter sa cause devant la

¹⁾ Aut quindecim ictus a scabinis, qui causam prius judicaverint, ipiat. Carol., Capitul. ad Theod. villam, 200. 805. — 8 et 9.

cour royale avant de l'avoir portée au tribunal du comte. Il fallut, ensuite, invoquer jusqu'à trois fois la justice du comte avant d'être admis à se présenter devant le roi (1); et le comte dut tenir registre (breve) des affaires portées devant lui, pour prouver que la partie ne s'était pas adressée à lui, ou qu'il avait fait justice (2).

L'empereur présidait assez souvent sa cour en personne; Louis et son fils Lothaire avaient même pris l'engagement de sièger au moins un jour par semaine pour écouter les plaintes de leurs sujets (3). Mais peut-être était-ce, de la part de Lothaire, qui devenait, à ce moment, le véritable empereur, un de ces programmes de nouveau règne, dans lesquels on cherche un moyen de popularité plutôt qu'on ne croit contracte une obligation véritable.

Cette cour royale était composée de tous les grands dignitaires du palais, et elle était ordinairement présidée, en l'absence du roi, par le comte du palais, qui avait la garde du scel (4) de la couronne.

Nous ne dirons qu'un mot des juridictions placées and bas des degrés judiciaires, dont la cour du roi occupait le sommet. C'étaient, en dessous du tribunal du comte, celui du viguier ou du vicomte, placé dans les châtel-

⁽¹⁾ Hoc statuimus ut unusquisque clamator tertiam vicem ad contem se proclamet, etc. (Capitul. Mantuan. ann. 781, nº 2).

⁽²⁾ *Ibid*. no 3.

⁽³⁾ Ludovic. et Lothar. Capit. an. 829-15.

⁽¹⁾ Carol. II, Imp. Convent. Carisiac. ann. 876—17.

lenies où aucun comte ne résidait, celui des centeniers et des dizeniers dans les bourgs ou villages d'une importance inférieure.

Chez d'autres peuples germaniques, l'échelle judiciaire était mieux graduée. Ainsi chez les Wisigoths, il existait aussi des comtes et des vicomtes, puis des magistrats préposés à cinq mille, mille, cinq cents, cent et dix habitants (1).

Parmi les Anglo-Saxons, on compte plus de soixantezinq noms de fonctionnaires différents s'échelonnant ainsi lans l'ordre judiciaire. Il faudrait se livrer à d'immenses echerches d'érudition, pour porter une lumière suffiante sur cette hiérarchie compliquée, et qui variait uivant les divers pays de l'heptarchie et les législaions variées de plusieurs monarques, tels qu'Ina, douard ou Eadward, Alfred, etc. (2).

Qu'il nous suffise de dire que l'esprit de cette graation hiérarchique et ses principales divisions étaient peu près les mêmes chez les Anglo-Saxons, les Burundes, les Bavarois et les autres peuples barbares.

On peut remarquer aussi que tous ces peuples réunisaient, entre les mains de leurs comtes et de leurs prin-

⁽¹⁾ Comes, vicarius, tynphadus (*), millenarius, quingentenarius, sentenarius, decanus. Lex Wisigoth., lib. 11, 26.

⁽²⁾ Voir, pour approfondir ce sujet, le 2° vol. de l'Histoire de la Sislation des anciens Germains, tome 111, de la p. 440 à la p. 695. Woud-Oglou, Berlin, 1845, et Kemble, The Saxons in England, ondon, 1849.

^(*) Le sens de ce mot serait identique à celui de millenarius. Canciani, collect. leg. ** erbar., vol. IV, p. 216.

cipaux magistrats, les attributions militaires et administratives aux attributions judiciaires.

Ensin, dans l'empire des Francs, il y avait, parallèlement aux justices publiques, des justices privées, dont l'origine remontait à la première race.

Quand les rois mérovingiens concédaient à leur fidèles ou à des établissements ecclésiastiques de grands domaines fiscaux, ils leur donnaient quelquefois en même temps le droit d'y rendre la justice. Ces concessions de juridiction, appelées immunités, se multiplièrent beat-coup sur la fin de la première race; elles s'appliquèrent même quelquefois à des terres déjà possédées par le concessionnaire. Il résultait de ces immunités que les propriétaires y administraient la justice par eux-même ou par des préposés, et il n'y avait guère plus d'aute lien, de juridiction entre eux et le pouvoir central, que le droit d'appel de leurs jugements au plaid du roi.

Cependant, il est à remarquer que ces concessions on immunités étaient ordinairement accordées sous la réserve de la haute juridiction affectée aux comtes pour la poursuite et la punition des crimes graves. Soit que les immunistes eussent commis des usurpations sur celle juridiction royale, soit qu'ils eussent arraché à la faiblesse des derniers Mérovingiens des exemptions exagérées et incompatibles avec l'ordre public, il y avait le de véritables abus qui ne pouvaient pas échapper à la vigilance administrative de Charlemagne. Voici sous quelle forme il y remédia dans un de ses Capitulaires intitulés Additions à la loi salique :

« Si quelqu'un a commis un vol ou un homicide et pu'il se réfugie dans une immunité, que le comte mande l'évêque ou à l'abbé, ou au vidame qui tient la place e l'évêque ou de l'abbé, qu'il ait à rendre le coupable. 'il conteste et qu'il resuse de le rendre, qu'il soit conamné pour la première sois à une amende de 15 sols. i après une seconde sommation il refuse encore, qu'il oit condamné à une amende de 30 sols. Si à la troisième ommation il s'obstine, que tout le dommage sait par le supable retombe sur celui qui le retient dans l'immuité (1) et qui refuse de le rendre. Et que le comte, enant en personne, ait le droit de rechercher le coupale dans l'immunité, et de mettre la main sur lui parnut où il le trouvera. Que si, à la première perquisition, n répond au comte que le coupable a été, il est vrai, ans l'immunité, mais qu'il s'est enfui, que le lieutenant e l'évêque ou de l'abbé jure aussitôt qu'il ne l'a pas fait vader pour entraver la justice d'autrui, et le serment uffira. Mais si quelqu'un essaie de résister au comte à vain armée, quand il pénètrera dans l'immunité, que le omte le fasse savoir au roi ou au prince, qui en jugera. 4 de même que celui qui a violé une immunité doit ayer 600 sols de composition, de même celui qui osera boister au comte, à main armée, en paiera 600 (2). » Ce capitulaire a pour but de prévenir des conflits de ridiction et de revendiquer pour le comte le droit de

⁽¹⁾ Il ne saut pas traduire le mot immunitas par asile, comme l'a it M. Capesigue dans son Charlemagne, tom. 11, pag. 201.

⁽²⁾ Capit. addit. ad. leg. salicam, cap. 1. (Bal. 1, pag. 388.)

suite de sa haute-justice criminelle sur les malfaiteurs de son comitat réfugiés dans les terres des immunistes. Il révoque ce qu'il y avait d'excessif dans les concessions d'immunités de la dynastie mérovingienne, concessions qui portaient « qu'aucun magistrat ou délè« gué de l'autorité publique ne pourrait mettre le pied
« sur les dépendances actuelles ou futures de l'Eglise
« à laquelle l'immunité était accordée, etc. (1). »

Il y a encore une justice qui tenait une grande placeches les Scandinaves et les anciens Germains et dont nous retrouvons des traces sous Charlemagne, sous Louis-le-Débonnaire et sous Charles-le-Chauve : c'est celle du tribenal des voisins. Cependant cette justice n'est mentionnée d'une manière expresse que dans des capitulaires faits pour des populations placées aux deux extrémités de l'enpire : les Saxons et les Espagnols réfugiés de ce côté des Pyrénées. Voici un extrait de ces dispositions législatives:

« Il a été convenu qu'à l'occasion de tous jugements qui auront été rendus au pays de Saxe par l'arbitrage des voisins, les juges du canton recevront, selon l'usage, douze sols pour prêter force exécutoire à ces jugements (2); et pour le wergeld, qu'il soit acquitt sur le même pied qu'on a coutume de le payer. »

Les autres capitulaires, ceux relatifs aux Espagnols, sont plus remarquables encore:

⁽¹⁾ Formules de Marculphe, 1, 3. On sait que ce recueil est de viite siècle.

⁽²⁾ Pro districtione: Carol. Magn. Capitul. Saxon., and 787 (Bal., tom. 1, p. 277). J'ai traduit en paraphrasant; mais sans paraphrase, la traduction serait inintelligible.

« Que les Espagnols réfugiés ne refusent jamais de comparaître au mallum de leur comte pour les causes najeures telles qu'homicides, rapts, incendies, pillages, ractures, vols, brigandages, invasions violentes sur la ropriété d'autrui, et, en général, toutes les fois qu'ils eront accusés au civil et au criminel, et sommés de omparaître en justice. Mais pour ce qui est des causes nineures, que nul ne les empêche de les terminer à leur nanière, ainsi qu'ils l'ont fait jusqu'ici.

Lt si l'un d'eux attire d'autres hommes, de quelque sté qu'ils viennent, sur la portion de territoire qu'il a sque pour y fixer son habitation, et leur permet d'y abiter avec lui, qu'il use de leurs services sans aucune ontradiction ni empêchement, et qu'il lui soit permis e les contraindre dans les affaires que nous leur avons ccordé de pouvoir terminer entre eux. Mais pour toutes santres affaires, c'est-à-dire pour les procès criminels, u'on les réserve au jugement du comte (1). »

Le premier paragraphe sait allusion aux procès en atière grave (majores causæ) que les propriétaires libres ourraient avoir entre eux : ceux-là sont réservés à la uridiction du comte. Mais ils ont la saculté, pour les auses mineures, de s'en rapporter à l'arbitrage de leurs oisins.

Quant aux procès de leurs hommes ou vassaux, des-[uels il est question dans le second paragraphe, c'est è propriétaire ou seigneur qui peut les juger et les ter-

⁽¹⁾ Cœtera vero judicia, id est, criminales actiones ad judicium cobitis reserventur. (Præceptum Ludovici Pii pro Hispanis.)

miner lui-même, s'il s'agit de petites causes. Mais les autres affaires, c'est-à-dire les grandes actions criminelles, ne peuvent être soustraites à la juridiction du comte (4).

Enfin, un capitulaire de Charles-le-Chauve confirme et étend les dispositions du capitulaire précédent :

« Nous voulons, dit-il, que sauf les trois cas d'homicide, de rapt et d'incendie, ni les Espagnols réfugiés, ni leurs hommes, ne soient soumis au jugement ou à la contrainte du comte ou de tel autre ministre du pouvoir judiciaire; mais qu'il leur soit permis de terminer leurs différends conformément à la loi, et, hors les cas spécifiés ci-dessus, de juger souverainement tous les procès qui naîtront soit entre eux-mêmes, soit entre leurs hommes (2). »

Le tribunal des voisins semble ainsi disparaître peu la peu entre la juridiction du propriétaire ou seigneur immuniste, et celles des comtes ou ducs qui acquièrent l'inamovibilité et l'hérédité.

C'est le même empereur Charles-le-Chauve qui consers ces dangereux priviléges aux comtes de ses états, et, dès lors, ces magistrats prétendirent à une souveraineté territoriale semblable à celle des immunistes. D'abord

⁽¹⁾ On a voulu voir dans ce capitulaire l'origine des basses justices de la troisième race. N'est-ce pas trop généraliser un cas particulier?

⁽²⁾ Caroli Calvi præceptum pro Hispanis, § 3. L'assise des voisiss pouvait être transformée en tribunal criminel par la seule présence du comte. C'est une induction qu'on a tirée des règlements sur les plaids du comte contenus dans les capitulaires de part. saxonis, til. 48 et suivants. (Histoire du conseil d'état en France, par M. de Vidaillan, Revue contemporaine, avril 1883.)

ls s'emparèrent des péages et des revenus publics, u'ils n'auraient dû percevoir qu'au nom du roi; puis s finirent par s'approprier le pouvoir judiciaire sur les abitants de leurs arrondissements, pouvoir qui ne leur vait été remis qu'à titre de délégation.

Ils ne contestèrent pas en droit, dans le principe, le essort de leurs justices au plaid du palais. Mais, en it, tous les moyens de violence et de ruse leur étaient ons pour empêcher ces recours, et comme leur pouvoir ait présent et toujours plus fort, que le pouvoir royal ait éloigné et toujours plus faible, tout lien finissait par rompre entre les juridictions locales et la juridiction entrale. « Le monarque, dit un savant moderne, n'était plus considéré comme la source des pouvoirs, comme le suprême réformateur des torts dont ses délégués ou ses concessionnaires pouvaient se rendre coupables; il ne faisait plus de lois; il ne rendait plus de jugements (1)......»

C'est ainsi que se prépara la révolution féodale à quelle l'avénement au trône de Hugues Capet mit le æau, en 987.

§ IV.

Procédure criminelle.

La procédure criminelle se modifie moins, sous

(1) Essai historique sur l'organisation judiciaire en France, depuis ugues Capet jusqu'à Louis XII, par M. Pardessus, membre de l'Insut. Paris, Auguste Durand, 1851.

Charlemagne, que l'organisation judiciaire; cependant, ce prince tâche de remettre en vigueur ce vieux principe à peu près abandonné dans la pratique par les Méroviagiens, mais déjà consacré par plusieurs lois barbares: savoir, que l'on doit rechercher les témoignages et precéder par enquête avant de recourir au serment et aux épreuves judiciaires.

Ainsi, on lisait dans le code des Wisigoths: « Que le juge étudie bien la cause, et interroge d'abord les témoins; qu'il examine ensuite les pièces écrites pour arriver plus sûrement à la vérité, et qu'on n'en vienne pas facilement au serment; car le véritable moyen de parvenir à la connaissance de la vérité est de la demander aux écritures et de ne jamais recourir au serment. Qu'il ne soit permis de l'invoquer que dans les causes où la conscience du juge ne peut s'appuyer sur aucune écriture ou preuve, ou tout autre indice certain de la vérité. Nous laissons néanmoins à la discrétion du juge de décider dans quelles causes et de qui le serment devra être exigé dans l'intérêt de la vérité (1). »

D'après les Capitulaires, l'enquête dut se faire par les soins du comte et avec le concours des hommes les plus véridiques et les plus respectables du comitat (2).

Il faut bien reconnaître, cependant, que la législation de Charlemagne admet et recommande tous les genres

⁽¹⁾ Leg. Wisigoth., 11-22 (Antiqua).

⁽²⁾ Kar. 11, Capitular. Carisiae, ann. 873. Ce capitulaire de Charles-le-Chauve n'est que la reproduction plus détaillée d'ordonnances de Charlemagne. Voir, par exemple, ses capitul., liv. v, art. 292. (Balez. 1. p. 883).

'épreuves. Elle va même jusqu'à interdire le moindre oute par rapport à l'efficacité que doit avoir le duel idiciaire pour prouver l'innocence ou la culpabilité d'un ccusé (4). Mais une pareille interdiction prouve qu'il ut raffermir une foi qui chancelle. Et cependant la iultiplicité des parjures devient telle dans l'empire gerianique, que l'on sent la nécessité d'y substituer le ombat, et Othon le Grand, en 967, l'autorise même ans les contestations sur l'état des personnes et sur la ropriété (2).

Alors le duel devient un moyen de procédure général presque inévitable: tout ce qu'on peut faire pour une rtaine classe de personnes, c'est de leur permettre de faire représenter par un champion ou un avoué (3). Els sont les femmes, les enfants, les vieillards, les infires et les églises. Quelquefois on se contente d'imposer serment ou les épreuves autres que le combat aux ercs, aux infirmes et aux timides (4). Les dignitaires clésiastiques et même les grands vassaux étaient admis faire jurer et à présenter aux épreuves des mandataires toisis parmi les meilleurs hommes (5). C'est ainsi que uns l'affaire de Tassilon, duc de Bavière, Pierre, évêque

⁽¹⁾ Ut omnis homo judicium Dei credat absque ulla dubitatione. arol., Capitul. Aquisg., ann. 809-25.

⁽²⁾ Pertz, tom. IV, p. 32.

⁽³⁾ Si unum aut decrepitus ætas seu infirmitas pugnare prohibuerit, ent ei se pugnatorem imponere.— Ecclesiæ et comites seu viduæ lites es... per consimiles advocatos pugna dirimant. Pertz, 1, 9 et 10, es. 32.

⁽⁴⁾ TIMIDI. Kar. Capitul. Ticinens, ann. 801, § 9.

⁽⁵⁾ Melior homo illorum et credibilior. Capitul. ann. 884-11.

de Verdun, se purgea de l'accusation de complicité portée contre lui, non en personne, mais par l'intermédiaire d'un de ses gens : on ne sait pas sous quelle forme en lieu cette purgation ou épreuve (1).

Le combat judiciaire, à l'arme blanche, était réservé aux hommes libres; mais les autres genres d'épreuves paraissent avoir été communs à toutes les classes de la société. Du reste, on comprenait souvent l'incertitude et les abus de ces moyens de procédure judiciaire, et il y en a que tantôt on autorisait, tantôt on défendait, comme l'épreuve de l'eau froide qui fut défendue par Louis le Débonnaire, en 829 (2), et celle de la croix, qu'il proscrivit en 847 après l'avoir ordonnée en 846 (3).

Comme nous l'avons dit ailleurs (4), un grand nombre d'évêques crurent être réduits à l'alternative ou d'abandonner le monde barbare à lui-même, ou de se prêter à ses préjugés et à ses lois. En prenant le premier de ces partis, le clergé perdait sur la société de cette époque toute son action civilisatrice : en choisissant le second, il restait le guide et le directeur des peuples qui l'avaient placé à leur tête, et il pouvait les faire marcher insensiblement dans le chemin des réformes et des améliorations les plus praticables. Ce fut ce dernier partiqu'il suivit : grande et salutaire inspiration à laquelle il dut le rôle magnifique qu'il remplit dans tout le moyen-age.

⁽¹⁾ Honri Martin, ann. 829, 12, tom. 11.

⁽²⁾ Hlotarii, Capitul. ann. 829 12.

⁽³⁾ Ejusdem Capitul. Aquisgran.

⁽⁴⁾ Voir le chap 1x, § v11.

§ V.

Pénalité.

Pendant les quarante-six années que régna Charlenagne, il suivit fidèlement les grandes lignes de sa polique; mais on peut cependant reconnaître quelques nuances diverses de conduite dans les différentes phases le son existence. De 768 à 800, tant qu'il n'est que roi les Francs, il est plus exclusivement Germain et national; après son couronnement à Rome, il sent qu'il levient l'avoué, le mundoald de la papauté et de l'épiscopat; son gouvernement et sa législation s'empreignent l'une couleur plus large et plus chrétienne. Il tend en nême temps à resserrer, comme défenseur temporel de 'Église, les liens de l'unité administrative qui doivent oindre toutes les parties de son vaste empire.

Ainsi encore, dans la première période de son règne, l'harlemagne avait admis sur les frontières, sur les narches de ses États, le système des ducs, des marmaves ou marquis héréditaires. Dans la seconde période, il étend à peu près à tout son Empire le système les comtes relevant immédiatement de son autorité, et soumis à l'inspection de ses missi dominici. L'infidélité l'un duc de Bavière, qu'il fait juger et condamner, est occasion dont il profite pour consommer cette réforme administrative aux extrémités de la Germanie.

Charlemagne a-t-il varié de la même manière dans

la direction qu'il chercha à imprimer à la législation pénale? Nous aurions peut-être conclu par analogie si nous n'avions pas été en garde contre les généralisations trop précipitées. Mais rien n'est plus dangereux que ces systèmes prématurément conçus.

Quelques érudits modernes ont prétendu qu'au commencement de son règne, Charlemagne avait abondé dans le sens des compositions pécuniaires et du vieux droit pénal des barbares, mais qu'ensuite, sous l'influence du droit canonique et des traditions romaines, il en était revenu à établir de véritables pénalités socis-les pour les crimes privés. Une étude attentive des textes originaux n'a pas consirmé pour nous la justesse de ces vues historiques.

L'espèce de réaction qu'on a voulu trouver sous ce rapport dans les capitulaires de Charlemagne devent empereur, s'était produite d'une manière bien plus marquée sous les rois mérovingiens. Déjà, Childebert, en 595, avait promulgué un décret fondé sur des principes tout opposés à ceux des lois germaniques. Par ce décret, l'homme coupable de rapt (1) était condamné à mort; quant au meurtrier qui avait tué sans cause légitime, il devait perdre la vie, et ne pouvait la racheter à quelque prix que ce fût (2); enfin, les voleurs et les malfaiteurs dont le crime était attesté par cinq ou sept personnes dignes de foi, devaient

⁽¹⁾ Decret. Childeb. reg., ann. 898.-- Art. 4 (Baluz, tom. 1, p. 47).

⁽²⁾ Id., ibid. - 5 (p. 18.)

cret, celui qui s'est placé au-dessus ou en dehors de loi pour voler, doit mourir sans pouvoir l'invo
ler (1), » c'est-à-dire que le Franc qui s'abaisse à es actions aussi viles, perd son droit, est privé du énéfice de la loi.

Le juge ne doit, dans aucun cas, sous peine d'être is à mort lui-même, faire relâcher le brigand qui ara été saisi; seulement, si c'est un Franc, il doit envoyer toujours garrotté à la cour du roi: si c'est ne personne de basse condition, il doit le faire penre sur-le-champ (2).

Il semble que cet article modifie le précédent. Cepenant, si on y fait attention, on verra qu'il n'y a pour Franc d'autre privilége réservé que celui de la juriiction, et on reconnaîtra que la même pénalité lui este applicable.

Or, Charlemagne n'aurait jamais fait de décrets aussi ontraires à la tradition germanique. C'est ce que nous llons voir en analysant ses principaux actes législatifs elatifs au droit pénal (3).

⁽¹⁾ Quomodo sine lege involavit, sine lege moriatur. (Id. ibid, art. 77.)

⁽²⁾ Id. ibid., art. 8 (p. 19). Et eum ligare faciat, ita ut si Francus zerit, ad nostram præsentiam dirigatur, et si debilior persona fuerit, z loco pendatur.

⁽³⁾ On retrouve le décret de Childebert. — Capitul., lib. VII, cap. 56 et 257. (Bal., tom. 1er, p. 1079). Mais on sait que les trois deriers livres des capitulaires, recueillis par le lévite Benoît ou Bénélict, Benedictus levita, n'ont pas d'authenticité et n'ont même jamais le degré d'autorité qu'on a reconnu aux fausses décrétales. Voir sur le point l'Histoire du droit civil français, de Laferrière, tom. III, Pag. 461.

Dans ses premiers capitulaires, ceux de 779, par exemple, il ne fait que confirmer la loi de la composition pécuniaire et lui donner, en quelque sorte, la sanction de l'autorité sociale.

« Si quelqu'un, dit-il, ne veut pas recevoir le prix fixé en satisfaction d'un meurtre, envoyez-le-nous, et nous le ferons conduire dans un lieu où il ne pourm nuire à personne: nous prétendons en agir de même avec ceux qui ne voudraient pas payer ce même prix (1).

Le temps n'est pas venu encore où il invoquera toutes les sévérités des législations antérieures contre les homicides et les voleurs. « Quant aux voleurs, pour une première faute, ils ne seront pas punis de mort, mais on leur crèvera un œil; à la seconde, on leur coupers le nez, et, si on les trouve une troisième fois en faute, sans qu'ils soient corrigés, qu'ils meurent (2). »

La peine de mort est encore prononcée une sois dans ce capitulaire, mais pour un crime d'une gravité inmense, surtout dans une époque de soi et aux yeur d'un prince protecteur de la religion, du mundoald de la papauté: c'est pour la destruction d'une église (3).

Dans une épitre de Charlemagne, on trouve ce remarquable passage sur la composition pécuniaire à payer pour le meurtre des prêtres :

⁽¹⁾ Capitul. de 779, cap. 22. (Bal., tom. 1, p. 198.)

⁽²⁾ Ibid., cap. 23.

⁽³⁾ Ibid., artic. addit. (id. ibid., p. 20.)

« Quant à ce qui regarde les prêtres, il nous paraît convenable que, si le prêtre tué est né libre, on triple la somme exigée par la loi, et que, s'il n'a été que blessé, on pale triple aussi. Mais si le prêtre est né serf, on examinera sa naissance pour savoir si l'on doit faire payer triple également (4). »

Ainsi le principe de la naissance ou de la race domine, aux yeux de ce prince, celui de la composition pécuniaire. Il y a plus, il recherche une prétendue empreinte primitive et diverse là où l'onction sainte n'a plus laissé subsister qu'un seul caractère, celui du sacerdoce. Il ra s'enquérir si ce prêtre était né libre ou Franc, si cet autre était d'origine gauloise ou serve. L'esprit germanique était donc bien puissant, puisqu'il résistait à ce point à l'influence ecclésiastique, sous un prince tel que Charlemagne.

Cependant, en 803, quand Charlemagne règle législativement ces questions de composition pécuniaire, sous la forme d'une addition à la loi salique, la différence du wergeld se détermine d'après le degré occupé dans la hiérarchie ecclésiastique par le membre de l'Église qui a été victime du meurtre, et on ne recherche plus quelle a été sa naissance et son origine. On sent ici que le prince agit, non plus seul, mais avec le concours des évêques de son empire. Voici le texte de ce document législatif, qui mérite d'être médité:

« Celui qui aura tué un sous-diacre, paiera 300 sous;

⁽¹⁾ Epist. Kar. mag. D. Bouquet, Gall. histor. collectio, t. v, p. 629.

pour un diacre, on en donnera 400; pour un prêtre, 600; pour un évêque, 900; pour un moine, 400 (1).

Le même capitulaire confirme le droit d'asile, et lui donne même une extension matérielle plus grande: «Si quelqu'un va pour chercher un refuge dans une église, il n'a pas besoin de pénétrer dans le sanctuaire, ni même d'entrer dans l'intérieur; qu'il reste en sûreté sous le porche ou le vestibule, et que personne ne puisse l'en arracher par la violence; mais que des hommes probes tâchent de lui faire avouer sa faute et l'amènent au plaid public (2) »

On retrouve donc dans cette législation les deux grands principes des lois barbares, telles qu'elles avaient été modifiées par le christianisme, la composition péceniaire, l'inviolabilité du droit d'asile. Mais Charlemagne montre cependant une tendance à restreindre le privilége du wergeld, même dans cette addition à la loi salique, faite pour les Francs-Saliens: « Si quelqu'un, dit-il, craignant de tomber en esclavage, tue son père, sa mère, sa tante, son oncle, son beau-père, ou tel autre de ses parents par lesquels il soupçonnera pouvoir être réduit à l'esclavage, qu'il meure, et que ses enfants et sa famille soient esclaves. S'il nie le fait, qu'il soit soumis au jugement de Dieu par le fer chaud, etc. (3).

Les additions à la loi des Ripuaires, qui sont égale

⁽¹⁾ Capitul. ad leg. salic., ann. 803, cap. 1 (Bal., tom. 1, p. 367.,

⁽²⁾ Capitul. de 803, ibid., cap. 111. (Bal., I, 389.) Nous reviendres sur la question du droit d'asile.

⁽⁵⁾ Id., ibid., cap. v. (Id., ibid.)

nent l'ouvrage de Charlemagne devenu empereur, porent l'empreinte du même esprit (1).

En faveur du système qui attribue à ce prince, vers ette époque de son règne, une sorte de conversion aux dées de l'ancien empire d'Occident et un culte exclusif t nouveau pour les lois romaines, un auteur moderne ite le recueil attribué au chancelier Erchembald, et lonné comme un dernier supplément aux capitulaires (2). In ne connaît ni la date, ni le lieu où ce recueil aurait é accepté comme loi de l'empire par les assemblées générales de la nation, et cela seul pourrait faire douter le son authenticité. Mais d'ailleurs il n'y a qu'à examiter les dispositions qu'il contient, pour reconnaître qu'il un caractère plutôt civil que pénal, et bien plutôt encore ecclésiastique que civil.

C'est dans une espèce d'exhortation pieuse contre ertains crimes d'impureté, que l'auteur du recueil invoque la loi romaine qui punit ces crimes fort sévèrement et qu'il l'appelle la mère de toutes les lois humaines (3). Son but est d'exciter chez les prêtres et chez les clercs

⁽¹⁾ Bal., t. 1, p. 393 et suivantes. Ces additions sont de la même late, de l'année 803. Elles ne diffèrent que par le taux du wergeld, mi est inférieur, mais qui garde des proportions à peu près semblables les divers rangs de la société.

^{- (2)} Capitul., additio quarta (Bal., t. 1, p. 1181). Il y a dans ce sup-Plément plusieurs chapitres qui font double emploi avec le septième Tyre, rédigé par Benoit et que l'on regarde comme apocryphe. Or, non-authenticité des capitulaires de ce dernier implique la non-Publicité du recueil qui les copie.

^{*(3)} Lex romana quæ est omnium humanarum materlegum. Capitul.
**Eddit. quarta, cap. 160, de patratoribus diversorum materum. (Bal., **
1, p. 1226.)

l'horreur de crimes pareils, et non de rétablir dai pratique la pénalité de cette loi qu'il admire si so cite un peu plus loin, pour montrer combien ce geni péché est détesté de Dieu comme des hommes, seulement les exemples de Sodome et de Gome consumées par les flammes, mais ceux des Espagno des peuples de Provence et de Bourgogne, qui, l'avoir commis, sont livrés au joug cruel des Sarra ces ennemis de la soi (1).

Ainsi, d'une part, on voit que l'autorité de la lo anciens Romains est invoquée comme une autorité; ment morale, et de l'autre on représente la Proven la Bourgogne comme actuellement soumises aux S sins ou aux païens, ce qui ne saurait se rapporter à l'que du règne de Charlemagne (2).

Dans les instructions si détaillées et si curieuses donne à ses *Missi*, on ne voit pas que Charlemagne recommande une seule fois de s'appuyer sur la romaine, ou même de la consulter comme raison écomme de la consulter comme raison écomme raison ecomme r

^{(1) «} Sicut aliis gentibus Hispaniæ et Provinciæ et Burgund populis contigit, quæ sic a Deo recedentes fornicatæ sunt, donec omnipotens talium criminum ultrices pænas per ignorantiam Dei, et per Sarracenos venire et servire permisit. » Et dans le article, on lit encore ce passage, plus concluant encore: « nostra.... nobis in Francia et in Italia improperatur et ab ipsis pe improperium est....» (Id., ibid., p. 1227.)

⁽²⁾ L'ouvrage de M. Reinaud, sur les invasions des Sarrasine le midi de la France, prouve que ces invasions ont eu lieu pa après des débarquements successifs à Fréjus et à Saint-Tropez, époques très-postérieures au règne de Charlemagne (de 889 à 97 (Reinaud, Invasions des Sarrasins, pag. 158 et suivantes.) — Dondey-Dupré, 1836.

Quelquesois, il les invite à appliquer à toutes les parties de l'empire qu'ils visitent la loi particulière d'une nation; ainsi on lit dans un capitulaire de 806 : « Que les vo- « leurs, les meurtriers, les adultères et les incestueux « soient sévèrement punis suivant la loi des Bavarois (1).» On ne trouvera nulle part qu'il engage ses *Missi* à appliquer aux voleurs et aux meurtriers quelque disposition du code Théodosien ou des édits des empereurs.

Il y a bien un capitulaire dans lequel Charlemagne n'a plus recours que rarement au wergeld et au fredum et où il prodigue la peine capitale: nous voulons parler de celui qu'il donne aux Saxons. — Pour le Saxon qui brûle les cadavres des siens à la manière des païens, au lieu de les enterrer dans les cimetières chrétiens, c'est la mort (2); pour celui qui mange de la viande en carême, c'est la mort (3); pour celui qui se cache et ne vient pas se faire baptiser, c'est encore la mort (4). Cette loi si dure, si sanguinaire, est une loi toute locale, toute de circonstance: elle ne se justifie pas, mais elle s'explique par les retours si fréquents des Saxons à l'idolâtrie et à

⁽¹⁾ Capitul. 806, cap. 5.— Bal., t. 1, p. 451.— Le vol et le brigandage étaient des crimes fort multipliés à cette époque, à ce qu'il paraît, car Charlemagne y revient dans la plupart des instructions à ses Missi. « Que le comte, dit-il ailleurs, qui a envoyé un voleur en exil, le fasse savoir aux comtes ses voisins, afin que ceux-ci ne le reçoivent point dans l'étendue de leur domination. » Capitul. de 809, Bal., t. 1, p. 468 et 470.

⁽²⁾ Capitul. in partib. Saxoniæ, art. 7. (Bal. tom. 1, pag. 252.)

⁽³⁾ Id., ibid., art. 4. (B., 1, p. 251.)

⁽⁴⁾ Id., ibid., art. 8.

la révolte (4). Charlemagne voulait dompter par la terreur ce peuple indomptable. Nous verrons ailleurs quel contrepoids il mit à la sévérité de ces peines. Dans tous les cas, ce n'est pas dans le droit romain qu'il était allé chercher les modèles de cette pénalité féroce.

Le Code pénal militaire de Charlemagne, qui devait avoir nécessairement un caractère de généralité applitable à tout l'empire, ne nous offre pas non plus de trace de cette imitation. Il suffit de parcourir ce code pour voir qu'il est conçu dans un esprit complétement germanique. En voici les principales dispositions:

l'ennemi, et s'y sera refusé, devra payer le plein hériban. c'est-à-dire 60 sous (2). S'il n'a pas de quoi payer cette somme, qu'il se mette en gage au service du prince, et qu'il y reste jusqu'à ce que, avec le temps, il ait pu payer son amende. Alors seulement il recouvrera la liberté. Si l'homme qui s'est mis au service pour payer son amende vient à mourir pendant qu'il est encore en gage pour le paiement de l'hériban, que ses héritiers ne perdent pas pour cela l'héritage qui leur revient de droit.

⁽¹⁾ Saxones... semper indomabiles, ipsi que Deo et nobis tandis rebelles, etc., Præceptum pro Trutmanno Comite. (Bal., Capital., tom. 1, p. 249.)

⁽²⁾ Il y avait dispense du service militaire et de l'hériban pour tont homme qui venait de se marier. Cette dispense devait dorer un année, afin que les nouveaux mariés cussent le temps de se livrer aux douces joies de l'amour conjugal. Cum acceperit homo uxorem, son accedat ad bellum..., ut uno anno latetur cum uxore sua. (Capital. lib. v1. art. 32. Bal., tom. 1, p. 931.)

ni leur liberté, et qu'ils ne soient pas soumis eux-mêmes à l'hériban (1). »

L'hériban était donc une obligation toute personnelle et qui ne devenait pas une charge de la succession, transmissible aux héritiers.

Le plein hériban est de 60 sous, suivant la loi des Francs (2), est-il dit dans la loi des Lombards. Ainsi, la chose comme le nom est bien d'origine franque et non romaine. « Que le comte ne lève aucun droit, de garde, d'armes ou de guet avant que nos missi aient reçu l'hériban pour la part qui nous revient, et qu'il ait prélevé notre tiers pour nous l'expédier. Or, cet hériban ne doit pas être payé en terres ou en fermes, mais en or ou en argent, en manteaux ou en armes, en animaux ou en troupeaux, enfin en choses qui puissent nous être de quelque utilité à la guerre (3). »

« Que tout homme qui tient de nous une dignité, et qui, ayant été appelé à marcher contre l'ennemi, ne se sera point rendu au plaid indiqué, soit privé de vin et de viande pendant autant de jours qu'il aura été en retard (4).»

⁽¹⁾ Capitul. sec. ad. ann. 812. (Bal., tom. 1, pag. 493.) Heribannum ou herebannum, dans son acception primitive, c'était l'injonction
de se rendre à l'armée, submonitio ad exercitum: heer, exercitus:
bannire, mandare; il fut pris plus tard pour l'amende ou l'impôt dû
par celui qui refusait de se rendre à l'armée après convocation officielle. Post bannum.

⁽²⁾ Secundum legem Francorum, L. Longobardorum, lib. 1, tit. xIV, § 13.

⁽³⁾ Capitul., 812, art. 2. (Bal., pag. 493.) Voir Ducange aux mots herebannum et feudum militiæ. Sous Charles le Chauve, à l'occasion des invasions des Normands, l'hériban fut exigé de tous, même des prêtres.

⁽⁴⁾ Id., ibid., art. 3.

C'est ici la pénitence canonique de l'abstinence introduite dans le code militaire : ce mélange bizarre de pénalités n'est certainement pas emprunté au droit romain, où la distinction de l'ordre religieux et de l'ordre civil était tranchée nettement et pleinement pratiquée.

« Suivant notre ancienne constitution (1), la peine de mort sera infligée à celui qui, en présence de l'ennemi, aura quitté l'armée sans la permission du prince, action que les Francs appellent herisliz (2). »

On reconnaît là l'un des crimes sociaux que les Germains condamnaient à mort du temps de Tacite. La qualification du crime, aussi bien que la punition qui doit le frapper, remonte aux plus vieilles traditions de la nation franque.

Nous remarquons encore, dans cette espèce de code militaire, une loi disciplinaire contre l'ivresse qui a un caractère singulier, mais nullement romain.

« Que personne n'invite son compagnon à boire en présence de l'ennemi. Tous ceux qui seront trouvés ivres dans le camp seront excommuniés, de telle sorte qu'on ne leur permettra plus de boire que de l'eau jusqu'à ce qu'ils aient bien reconnu qu'ils ont mal agi (3). »

Ce sont encore les pénitences canoniques et monacales appliquées à la répression des délits militaires.

A la fin de sa vie, Charlemagne cherche à fortifier le

⁽¹⁾ Volumus ut antiqua constitutio, etc. (Id., ibid., art. 4.)

⁽²⁾ D'heer, armée, et lassen, faisser, abandonner. (Capitul., 200. 812, art. 3.)

⁽³⁾ Id., ibid., art. 6. (Bal., t. 1, p. 498.)

ouvoir judiciaire, mais sans abandonner les principes ermaniques en fait de pénalité. Dans ses capitulaires le 813, il fait des emprunts nombreux aux lois salique t gombette. L'un de ces capitulaires est sur l'organisaion de la justice (de justitiis faciendis). C'est là qu'il lonne aux évêques un grand pouvoir inquisitorial et épressif (1); c'est là aussi qu'il réserve à la cour du roi ui-même la connaissance des crimes commis par des iommes de haute naissance (boni generis) pour les puir par la prison ou par l'exil, jusqu'à ce qu'ils se corigent (2). Il veut, il est vrai, que les comtes aient hacun une prison, et leurs vicaires ou juges un gibet. lais dans le capitulaire suivant, donné solennellement u mois de septembre de la même année, dans une issemblée générale du peuple, tenue à Aix-la-Chapelle, l rétablit ou confirme la vieille pénalité germanique, londée sur la composition pécuniaire, qui se gradue suivant la qualité de la victime ou de la partie lésée. C'est en quelque sorte son testament judiciaire; c'est la charte de garantie qu'il laisse au moment de mourir aux compagnons de ses victoires, aux guerriers francs de race pure qui ont fait la force et la gloire de son règne.

Il commence son premier chapitre par dire qu'il assimile aux causes des Francs celles des clercs ou serviteurs de Dieu (3).

⁽¹⁾ Capitul. 11, ann. 813, art. 1. (Bal., tom. 1, pag. 507.)

⁽²⁾ Usque ad emendationem illorum (id., ibid., art. 12, pag. 509).

⁽³⁾ Capitul. III, ann. 813, art. 1, pag. 511. — De Dei servis sichbemus quomodo et alii Franci habent.

Puis il ajoute:

- « Qui tue un Franc doit payer 600 sous pour les travaux publics du domaine (1) et 200 sous pour le fredum.
- « Qui tuera un homme libre donnera 200 sous et le tiers en sus au seigneur ou roi (2).
- « Qui tuera un lide donnera 100 sous de-composition et le tiers en sus au roi. Qui tuera un esclave donnera 50 sous et le tiers en sus au roi.
- « Qui tuera un comte dans son comté paiera un wergeld triple, en rapport avec la naissance du mort.
- « Quiconque tuera un missus dominicus dans le cours de son inspection, paiera un wergeld triple en rapport avec la naissance de la victime.
- « Quiconque tuera un wargengum, donnera 600 sols au roi (3). »

C'est ici que Charlemagne semble s'éloigner le plus de la vieille tradition barbare. Le wargengum n'est plus l'ancien wargus, le loup, le proscrit sur lequel chacun peut et doit courir, pour le tuer comme une bête fauve: c'est le mendiant errant êt isolé, le vagabond abandonné de tous; et, à ce titre, par cela seul qu'il ne possède ni

⁽¹⁾ Ad opus dominicum. Capitul. 813, art. 2. (Bal., tom. 1, pag. 811-812.)

⁽²⁾ C'est la même proportion qu'avaient fixée les lois barbares, et en particulier la loi des Ripuaires. (L. Ripuar, cap. 88.)

⁽³⁾ Id., ibid., art. 8. On a voulu prétendre que Baluze avait commisici une erreur, et qu'il fallait lire 60 nols au lieu de 600. Je ne pus pas admettre cette correction. Je crois avoir trouvé les véritables raisons de l'élévation du chissre de ce fredum.

roi ou l'empereur lui-même, ce représentant temporel 1 Dieu de bonté et de charité, ce mundoald par excelnce du déshérité et de l'indéfendu. Aussi le wargenus sera dans la paix du roi, il deviendra en quelque rte son client d'adoption, et il sera protégé par un edum égal au wergeld d'un franc-salien.

On ne peut pas dire, cependant, que cette transformaon si complète du wargus soit due en aucune manière l'influence du droit romain. On y reconnaît bien plutôt nfluence de la divine morale du Christianisme, combibe encore avec certaines idées germaniques sur les obles attributions du mundium royal.

Voici, du reste, un article où le vieil esprit de liberté rmanique revit dans toute sa force :

« Quiconque aura attaché un Franc qui n'aura pas mmis de faute, donnera 12 sols de composition et sols au trésor royal (1). » Une punition non moins sévère ra infligée à celui qui attentera non plus à la liberté i Franc, mais à un des symboles antiques de sa liberté, ses cheveux que le fer respecte toujours et qui retoment ondoyants sur ses épaules.

« Celui qui aura pris un Franc aux cheveux donera 12 sols de composition et quatre sols au trésor yal (2) »

La punition ne sera pas plus forte; elle sera exacte-

⁽¹⁾ Id., ibid., art. 16.

⁽²⁾ Id., ibid., art. 17.

ment la même, pour celui qui aura fait couler le sang d'un Franc qui n'était coupable d'aucun crime (1).

Voici quelques autres dispositions de ce même capitulaire qui sont toujours basées sur le vieux principe du wergeld et du fredum.

« Si quelqu'un fait effraction à la maison d'un Franc, il donnera 12 sous de composition et 4 sous au tréser-royal; pour lui avoir crevé l'œil, mutilé la main ou le pied, il devra une somme équivalente à la quatrième partie de son revenu (2), avec le fredum fixé de quatre sous pour le roi (3). »

« Si quelqu'un se parjure sur les saintes reliques, qu'il perde la main ou qu'il la rachète avec la quatrième partie des tributs qu'il retire de sa terre (4). »

« La réparation d'une injure saite à un ingénu sem de 8 sous pour lui et de 4 sous pour le trésor royal; pour un lide, de 4 sous au trésor; pour un esclave, de 2 sous et de 4 sous au trésor (5). »

Il semble résulter de là que, sans doute, la valeure de ces hommes diffère au point de vue de la réparation à obtenir par eux ou par leurs familles, mais que la même paix les protége, et que l'acte qui la viole, as

⁽¹⁾ Id., ibid., art. 17.

⁽²⁾ Pro quarta parte de sua leode; Ducange traduit ce mot lede par tributum ou prostatio, ancienne édition supplém., tom. 1030. Je crois que cela voulait dire aussi quelquefois revenue de notamment dans ce passage des capitulaires.

⁽³⁾ Capitul., id. ibid., art. 19, p. 813.

⁽⁴⁾ Capitul., ibid., art. 30, pro quarta parte de sua leode in posinico. Cette fois le sens de leode est mieux déterminé.

⁽³⁾ Art. 20 et 21., id., ibid.

oint de vue de l'ordre public, est coupable au même legré.

- « Pour un vol ordinaire on paiera neuf fois le geld, t pour chaque vol 4 sous au trésor royal (1). »
- Quoiqu'on ait volé dans une maison, le wergeld era de 7 sous; pour un cheval entier, ce sera 7 cus; pour un cheval hongre, 7 sous; pour un sers u esclave, 7 sous; pour une épée, 7 sous; pour un clave, 7 sous (ainsi un esclave ne vaut pas plus u'un cheval ou une épée); pour une bête de somme, e sera 4 sous; pour un bœuf, 2 sous; pour un porc, me chèvre et des animaux, on paiera le tiers de ce u'ils valent (2).
- Quand les Saxons auront volé quelque chose instement, ils paieront de même 4 sous au trésor royal.

 quelqu'un, dans un bourg, saisit un larron et qu'il ne
 mène point en présence du comte ou du centenier, il
 siera une amende de 60 sous. Si quelqu'un voit passer
 voleur portant un objet volé et ne le fasse point
 maître, il paiera 4 sous au trésor royal (3). »
- Quiconque, entendant crier aux armes, ne se ren pas à l'endroit où on l'appelle, paiera également sous (4). »

Cet article est relatif à la prise d'armes pour la pro-

⁽¹⁾ Capitul., id. ibid., art. 23.

[📭] ld. ibid., art. 24.

⁴ Art. 27, 28 et 29. (B., t. 1, p. 313.)

^{11.} Art. 32 et 33 (id., p. 514.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, on p appeler ces capitulaires le testament législatif de Cl lemagne. Entouré, à Aix-la-Chapelle, de comtes d'évêques francs, il veut appuyer particulièrement jeune dynastie sur les chefs et les principaux représ tants de cette nation sidèle. Il se gardera donc bien leur imposer des lois étrangères et des institutions leur seraient odieuses. Sa politique, d'accord au surp avec ses instincts personnels, consistera à flatter le idées et jusqu'à leurs préjugés populaires. Il les pre gera dans leurs personnes et dans leurs biens, mais autrement qu'ils n'entendent l'être. Dès-lors, toute préoccupation sera de perfectionner les lois salique ripuaire, dans le sens de leur esprit primitif et san introduire aucun mélange exotique. Charlemagne est génie tout germanique, mais seulement épuré et mod par le Christianisme. Il mourra comme il a vécu: G main et chrétien.

CHAPITRE II.

DROIT DE GRACE ET DROIT D'ASILE.

§ Ier.

Droit de grace.

Le droit de grâce n'a pas été institué pour corriger loi, pour plier sa règle inflexible aux fantaisies d'une plonté arbitraire et mobile, mais pour en rendre l'applition moins imparfaite, pour retrancher des rigueurs de justice humaine ce qui excède, dans tel ou tel cas parculier, la proportion exacte entre la grandeur du crime la grandeur de l'expiation.

Cette institution se forma dans le droit romain de empire sous Trajan et sous Alexandre Sévère; elle cheva de se développer sous Constantin, Théodose et ustinien. Elle dut donc à l'influence du christianisme on perfectionnement et sa dernière empreinte.

Le droit de grâce se divisait en deux grandes branches: abolitio generalis et l'indulgentia principis. L'abotio est définie par un jurisconsulte célèbre: « La desuction, l'oubli ou l'extinction d'une accusation (1). »

Paul, Sent., v. 17. C'est ce qui répond à ce que nous appelons

La grâce proprement dite, ou indulgentia princ ne relevait ordinairement que de tout ou partie de la p matérielle; elle laissait subsister l'infamie du crin les incapacités civiques qui en étaient la conséquence

Dans les royaumes qui se formérent par suite de vasion des barbares, sur les débris de l'Empire, doute le droit romain ne périt pas entièrement. M Savigny et d'autres publicistes contemporains ont c plétement dissipé les préjugés exagérés que l'on conçus à cet égard dans le monde savant, à une cer époque. Mais il est bien évident que la société polit tendit à se constituer avec des principes tout différ de ceux qui avaient présidé à l'organisation de l'I sous les empereurs de Rome et de Byzance.

D'abord la souveraineté n'était plus, comme cel l'empereur après la république, la représentation e souveraineté populaire et une concentration complé tous les pouvoirs entre les mains d'un seul. L'aut du rex ou dux, devenu chef de l'Etat après la conque était limitée par les libertés et les droits de ses cognons d'armes.

En ce qui regarde l'administration de la justice roi, comme nous l'avons vu, était loin d'avoir l'e

aujourd'hui amnistie, et cette espèce de grâce semble avoir et origine des considérations politiques. Les brusques changemet règne, sous l'empire romain, en rendaient l'application nécessification nécessification.

⁽¹⁾ Indulgentia qua liberat, notat, nec infamiam eriminis toll para gratiam facit. (L. 3, Cod. de generali abolitione, Valent et Gratian. Constitutio.)

potence impériale d'un Trajan ou d'un Théodose: il ne pouvait, dans le principe, exercer qu'une faible intervention dans la répression de ce qu'on appelait les crimes privés. La poursuite de ces crimes appartenait, en règle générale, aux victimes elles-mêmes ou aux familles des victimes. Tout ce que put obtenir la royauté, ce fut qu'une part (4) de la satisfaction pécuniaire donnée par la famille de la victime, fût affectée au tréver public. Cette part était destinée à représenter l'intévet que l'Etat avait à cette expiation. L'Etat était donc réputé avoir un intérêt moindre à la répression des violences privées que les familles elles-mêmes de ceux qui avaient eu à les subir.

Dès-lors, si le roi, comme représentant de l'Etat, vait fait grâce à un meurtrier, il est clair qu'il aurait paru usurper, à lui tout seul, un droit de pardon qui devait appartenir principalement à la famille de la victime meurtre.

Quant aux crimes d'Etat, c'est-à-dire à ceux commis montre la patrie et contre la race à laquelle les coupables appartenaient, le roi n'était pas compétent à lui tout meul pour les gracier. D'après les idées germaniques, le n'avait ce droit que dans les assemblées générales de la nation, dans lesquelles était censé résider, quand il les complétait par sa présence, la plénitude de l'auto-ité politique et judiciaire.

⁽¹⁾ Ordinairement le tiers, comme nous l'avons vu dans les légis-

Il n'y a nulle trace du droit de grâce proprement dit dans les lois barbares, telles que la loi salique, la loi des Ripuaires et la loi des Burgundes.

La loi des Wisigoths, qui avait un peu plus empruné au droit romain, semble vouloir essayer une transaction timide entre les principes romains et les principes germaniques, relativement au droit de grâce.

« Le roi, dit-elle, pourra faire grâce au coupable envers qui la miséricorde divine l'aura poussé à la pité, mais avec le consentement des évêques, des prêtres des grands du palais, et pour les causes qui n'intéressent ni la nation, ni la patrie (1). »

Plus tard, la royauté, en Espagne, fut obligée de se limiter encore dans l'exercice de ce droit, et de n'accorder de grâce à un meurtrier qu'avec le consentement de la victime ou de la famille de la victime.

Quant à la nation des Francs, il ne faudrait pas conclure du silence des lois salique et ripuaire, que le droit de grâce lui ait été totalement inconnu. Les lois barbares étaient nécessairement incomplètes, et leurs omissions étaient supplées par la coutume, par ce qui a été appelé plus tard, en Angleterre, the commonwealth.

Or, il est certain que les rois mérovingiens firest quelquesois usage du droit de grâce. Voici les divers faits que nous avons pu recueillir à cet égard :

« Un homme puissant, appelé Eulogius, avait été

⁽¹⁾ Canciani, leges barbarorum, t. 1v, p. 132, lib. v1, art. 7. reservata principi potestate parcendi. On trouve les mêmes principes.

L. Bajuvarior, tit. 11, art. 9 et 10.

ccusé du crime de lèse-majesté ou d'attentat contre le oi Clovis. N'ayant pas pu se justifier de cette accusaion, il s'était réfugié dans l'église de Sainte-Marie, à Rheims. Saint Rémi sollicita la clémence du roi, et il abtint pour l'accusé la grâce de la vie et même la restitution de ses biens (4). »

Il s'agissait ici probablement d'un attentat personnel contre Clovis, qui avait alors le droit de pardon comme effensé plutôt que comme roi. Il n'appartenait à nulle entre victime de s'opposer à l'exercice de ce droit : il put lonc se laisser fléchir aux prières du saint évêque, qui lui evait enseigné la religion de la miséricorde et de la charité.

Un autre fait plus significatif encore nous est rapporté par Grégoire de Tours. — A l'occasion de la naissance le son fils, Chilpéric déclara faire remise de toutes les mendes dues au fisc, et fit mettre en liberté les prisonniers (2): c'étaient probablement d'obscurs malfaiteurs, les gens sans aveu. Cet acte royal n'en a pas moins la touleur d'une véritable annistie.

Sous le même prince, des voleurs firent effraction à la basilique de Saint-Martin de Tours: ces voleurs furent saisis, liés et amenés au plaid du roi. Grégoire de lours, craignant que tant d'hommes ne mourussent par lesait de son accusation, supplia Chilpéric de ne pas les mettre à mort: ce prince accueillit favorablement la

* (2) Hist. de Grégoire de Tours, Collection des historiens de France, par D. Bouquet, pag. 278.

⁽¹⁾ Vit. sanct. Remig., Hincmar, D. Bouquet, t. 111, p. 378. Ad redesian Sanctæ-Mariæ... confugium fecit, cui, sanctus Remigius et rerum possessionem apud regem obtinuit.

requête du saint évêque et sit grâce de la vie à ces malfaiteurs (1).

Ici, comme la partie intéressée abandonnait ellemême l'accusation, cette grâce n'excédait évidemment pas les droits du pouvoir royal tel que les Francs les comprenaient alors.

Au surplus, d'après le même Grégoire de Tours, les comtes eux-mêmes auraient eu le droit de grâce. Voici un fait qu'il cite et qui semble le prouver, comme il le remarque lui-même:

« Vers l'an 560, saint Eparchius entendit dire qu'us certain brigand allait être conduit à la potence; alors, inspiré par sa piété, il envoya un de ses moines pour prier le juge de faire grâce de la vie à ce criminel. Maist le peuple, s'élevant avec force contre cette réclamation, empêcha le juge de changer sa sentence. Alors saint Eparchius alla trouver le comte pour lui faire des reproches, et il lui dit : « Homme dur et inflexible, pourquoi n'avez-vous pas donné la vie au criminel que vous aviez condamné? » Mais il répondit qu'il n'avait pas cripouvoir faire autrement, dans la crainte d'une sédition populaire. D'après ces paroles, nous devons comprendre combien était grande l'autorité des comtes, puisqu'ils pouvaient faire grâce de la vie aux criminels condamnés à mort (2). »

⁽¹⁾ Id., ibid., pag. 272.

⁽²⁾ Quibus ex verbis aperte intelligimus, quanta esset auctoritas comitum, quando vitam reis mortis donare poterant. (Greg. Turon., vilsaneti Nicetii, lib. vi, c. 8; Muratori, dissert. octava, antiquit. med. avi, t. 1, p. 400.)

Il paraîtrait pourtant que les comtes n'avaient pas ce me droit au temps de Grégoire de Tours; car cet torien a l'air de trouver exorbitant un tel pouvoir us aux mains de ces magistrats, et en remarquant ibien il est extraordinaire qu'ils en aient joui dans le sé, il fait supposer qu'ils ont cessé de l'exercer au ment où il écrit.

lu temps de Charlemagne, le droit de grâce s'est idu, multiplié et régularisé. Les capitulaires de ce ice en supposent l'usage habituel; ils vont jusqu'à cuper spécialement de la position civile où doit se trouver les criminels condamnés à mort, à on a accordé leur grâce, et qui sont rentrés dans société : « Ces graciés ne peuvent demander qu'on rende leurs biens, qui ont dû, suivant la coutume Francs, avoir fait retour au trésor public (1). Mais ils vent acquérir d'autres biens et jouir de leur liberté, ils seront protégés par la loi dans l'exercice de leur rté et dans l'usage de leurs propriétés nouvelles. ir témoignage n'aura aucune valeur en justice, et ils pourront siéger parmi les Scabins pour juger suivant loi. A un faux serment que prêterait contre eux un versaire en justice, ils ne pourraient opposer leur pre serment, mais seulement le duel judiciaire (2). » L'article suivant du même capitulaire parle encore de x à qui on a fait grâce de la vie après une sentence

¹⁾ Omnes res suæ secundum judicium Francorum in publico fuerunt

²⁾ Capitul. de 809, art. 30, Bal., tom. 1, p. 467-468.

de la justice ordinaire qui les a condamnés à 1 Cette sentence doit avoir sa pleine et entière ex tion pour tout leur passé; mais pour les diffic qu'ils auraient à l'avenir, ils doivent être jugés vant les lois de l'équité, et ceux qui leur feraien mal doivent être punis (1).

Les graciés n'obtenaient donc pas la pleine restion de leur état primitif (ce que les Romains appel restitutio in integrum). Mais ils n'étaient pas plus soumis à une mort civile complète; on faisa quelque sorte deux parts de leur vie : leur passé sacrissé, on leur réservait l'avenir.

Seulement, la loi laissait peser sur eux ce que appellerions aujourd'hui des incapacités civiques

Après avoir fait connaître ce que l'on pourrait applétat civil des graciés sous la législation carlovingie il resterait à rechercher par qui et dans quelles folles grâces étaient accordées.

On peut trouver des lumières à ce sujet dans le fait par les annalistes du temps des condamnatio mort de quelques grands seigneurs pour désertion, hison ou crimes d'état, lesquels obtinrent en grâce de la vie. Nous citerons à ce sujet l'exempl Tassilon, duc de Bavière:

Tassilon ou Tassillon set appelé à comparaître, 788, devant un parlement composé en majorité.

⁽¹⁾ Id., ibid., art. 31, p. 468.

⁽²⁾ C'était, à peu de chose près, la restitutio simplex du cromain.

on croit, de seigneurs germains. Ce parlement se t à Ingelheim en 788. Le duc de Bavière était accusé voir fait une alliance secrète avec les Huns, les es et les Lombards, ennemis de l'empire, et d'avoir nploté ainsi contre Charlemagne, pendant qu'il cheruit à l'endormir par des serments hypocrites et des stestations perfides (1). De plus, on faisait revivre stre lui un ancien grief, celui d'avoir abandonné, en 4, le roi Pépin et d'avoir déserté l'armée des Francs moment le plus critique de la guerre d'Aquitaine. st le crime que les Francs appelaient herisliz, nme nous l'avons dit dans le chapitre précédent. Il condamné à avoir la tête tranchée; mais, suivant de ux annalistes, ce fut non pas tant pour félonie de ssal, crime tout nouveau dans les lois germaniques, e pour l'ancien fait de désertion, dont la récente usation de trahison avait fait revivre le souvenir (2). Charlemagne fit grâce de la vie au duc de Bavière; is, au supplice de la décapitation, il substitua celui

¹⁾ Tassilou était gendre de Didier, roi des Lombards, et il avait entraîné déjà à la révolte une première sois par son beau-pèrc. is il avait été ramené à la soumission envers Charlemagne par tervention des évêques: il était allé exprimer son repentir à ce ace et lui prêter serment de sidélité au sein de l'assemblée générale parlement de Worms. Six ou sept ans après, il recommença ses mes et ses machinations contre Charlemagne: il y avait donc dans te désection nouvelle une trahison bien caractérisée.

⁽²⁾ Reminiscentes priorum malorum ejus, et quomodo dominum ppinum regem in exercitu relinquens, ibi quod theotisca lingua rieliz dicitur, visi sunt judicare eum Tassillonem ad mortem. Innal. Lauriss. ap. Chesnium, ann. 787-788.)

de la dégradation de la souveraineté et lui infligea l'
minie la plus profonde qui, dans les idées du temps
être infligée à un guerrier, à un homme libre. Tassilo
comparaître devant le plaid impérial, entendre la le
de l'arrêt de mort, puis demander humblement sa g
remettre à l'empereur ses insignes ducaux, et
autres son sceptre ou bâton sculpté dont le pom
représentait une tête symbolique (1) (l'image de la
vière peut-être?) Sa chevelure à demi blanchie,
encore ondoyante et riche, tomba sous le ciseau; o
ôta son armure qu'on remplaça par la robe du me
et ses quatre fils eurent aussi les cheveux coupe
leurs jeunes têtes cachées sous le froc; innocentes
times entraînées dans la proscription de leur père.

C'est ainsi qu'on éteignait alors les dynasties son raines dans les ténèbres du cloître; c'est ainsi que pereur accordait ses grâces ou ses commutation peine, avec le muet acquiescement de ses fidèles semblés autour de lui.

Nous ne rappellerons pas le jugement de Pép Bossu, qui fut condamné à mort en 793, comme le et traître à son père et souverain, et qui fut aussi cié, dégradé, rasé et enfermé dans un monasi Retracer en détail deux scènes semblables, ce se tomber dans d'inévitables redites.

Il sera plus intéressant et plus curieux d'étudie

⁽¹⁾ Et illuc venit dux Tassillo, et reddit ipsam patriam cum ha in cujus capite similitudo hominis erat scultum (sic). Annal. Gue bytan., continuatio ann. 787 (ibid.).

onument législatif qui peut éclairer encore de quelques eurs l'obscurité du sujet qui nous occupe.

Nous voulons parler d'un Capitulaire des Saxons, i a l'air de leur concéder des garanties sur leur de-ande. Il se trouve, dans ce capitulaire, un texte qui mblerait limiter singulièrement lé droit de grâce du uverain:

« Quant aux malfaiteurs qui encourent la peine de mort, suivant la loi des Saxons, il a plu à tous que si l'un d'eux a cherché un asile près de la majesté royale, il soit au pouvoir au roi de le leur rendre pour le faire périr, ou de l'envoyer en exil, de leur consentement, avec son épouse et sa famille, et tout ce qui lui appartient, hors de la patrie, dans ses royaumes ou sur la frontière, partout où il voudra; et alors ils le tiendront pour mort (1). »

Ainsi Charlemagne lui-même, malgré le prestige de puissance et de sa grandeur, n'ose pas s'attribuer une manière absolue la faculté de commuer la peine. n'exercera cette faculté qu'avec le consentement de s Saxons qu'il a conquis et décimés plusieurs fois. ême dans les lois qu'il dicte à ce peuple germanique,

⁽¹⁾ De malefactoribus qui vitæ periculum secundum cura Saxonum currere debent, placuit omnibus ut qualiscumque ex ipsis ad regiam testatem confugium fecerit, aut in illius sit potestate, utrum interiendum illis reddat, aut una cum consensu eorum habeat licentiam sum malefactorem cum uxore et familia, et omnia sua foris patriam fra sua regna aut in marca, ubi sua fuerit voluntas, collocare, et abeant ipsum quasi mortuum. (Capitul. Saxon., ann. 797, art. 10, ial., t. 1, p. 279.)

dompté mais non abaissé par ses armes, il lui re naît, à l'égard de ses nationaux, un droit de vie mort primitif et supérieur à son droit impérial; queur, il respectera ce droit jusque chez des vainc

Il consentira même à limiter son droit de grileur égard, plus qu'il ne faisait à l'égard des Fr Le Franc gracié n'était privé que de l'exercice de ques droits civils. Le malfaiteur saxon auquel la ricorde de l'empereur sauvait la vie, devait être là jamais de son pays, et soumis à une espèce de civile qui rappelait les proscriptions antiques à Scandinavie. Seulement, le proscrit saxon n'était wargus, et on ne pouvait plus, dès qu'il était co par la clémence royale, lui courir sus comme à bête fauve. C'était là un progrès que Charlemagne obtenu, une conquête qu'il avait accomplie sur la barie germanique des vieux âges.

Du reste, si ce grand empereur consentait ain mettre des bornes à sa puissance de miséricorde, donnait une sans limites à l'Eglise, dans la même spau sein de cette Saxe récemment convertie au chr nisme. Il ne se réservait guère que les rigueurs qui justice, et il donnait aux ministres de la religic droit de suspendre, de tempérer et de désarmer rigueurs.

Ainsi, la violation de l'abstinence ou du jeune jeune jeune le carême était un crime puni de mort; mais le Saxon, menacé du supplice, prouvât, par le térenge d'un prêtre, qu'il avait été dans la nécessité

langer de la viande (1), et la puissance séculière ne ouvait plus lui infliger aucune peine.

Si un Saxon baptisé enterrait ses parents suivant le te païen, s'il allait offrir des sacrifices dans les bois atrefois consacrés aux idoles, il encourait encore peine capitale. Mais qu'il allât avouer sa faute à un rêtre, avec les marques d'un repentir sincère, qu'il sçût et accomplît la pénitence canonique à lui imposée ar ce prêtre (2), et il n'avait plus de compte à rendre la justice humaine pour son apostasie ou ses infidélités.

Enfin, si, poursuivi pour quelque crime que ce fût, n accusé se réfugiait dans une église, on ne pouvait en expulser par la violence: il y jouissait de la paix; sulement, il devait se présenter au placité prochain, ous les auspices du sacerdoce qui lui avait donné un bri aux pieds des autels. Là, par respect pour le smple de Dieu et les reliques des saints qui y étaient énérées, le comte ou délégué du pouvoir impérial devait sire grâce au coupable de la vie et des membres (3). On e pouvait plus verser le sang de celui sur qui l'Eglise vait étendu son bras tutélaire.

⁽¹⁾ Capitul. ann. 789, art. 2, Bal., t. 1, p. 251. Sed consideretur sacerdote ne forte causa necessitatis hoc cuilibet proveniat ut carnem medat.

⁽²⁾ Si quis vero pro his mortalibus criminibus (*) latenter commissis iquis sponte ad sacerdotem confugerit, et confessione data agere enitentiam voluerit, testimonium sacerdotis de morte excuset. (Catul. de 789, art. 14, Bal., t. 1, p. 253.)

⁽³⁾ Ibid. art. 2, p. 257.

^(*) Au nombre de ces crimes était l'insidélité au roi, prévue par l'art. 11 du même apitulaire.

Ainsi, les Saxons pouvaient voir, d'un côté, le voir laïque toujours escorté du bourreau et appuyé une loi de sang; de l'autre, le pouvoir de l'Eglise jours prêt à protéger et à sauver ceux qui avaient rec à elle, en s'avouant pour ses enfants et en l'invoq comme leur mère. Ce contraste frappant ne dev pas avoir pour effet de les rejeter entre les bras d religion qui n'avait pour eux que des bénédictions et miséricordes?

Que Charlemagne était grand, quand il prenait pour son autorité la part de l'odieux et qu'il ne lai que celle de la grâce et de l'amour à l'autorit l'Eglise! Que de profondeur dans cette combina législative, où le prince semblait se sacrifier lui-ne pour hâter le règne du christianisme sur ces esprices cœurs barbares! Il savait bien que la religion rendrait un jour libéralement ce qu'il faisait pour

Sans doute, cette division des rôles entre les pouvoirs est dans la nature des choses. La missic l'un est la sévérité et l'intimidation; la mission de l'a doit être la douceur et la charité.

Mais d'où vient donc que des gouvernements que croyaient sans doute plus avancés que celui de Chamagne avaient associé ou plutôt confondu ces deux sions si diverses, et qu'ils s'étaient efforcés de donn l'Eglise la moitié de l'odieux dont ils auraient dûgarde responsabilité pour eux seuls? Nous aurons à juger comparer la différence des voies suivies à cet égard viii et au xvi siècle, et nous verrons si la politique

plus chrétienne et la plus véritablement civilisée n'était pas celle que notre grand empereur des Francs inaugura dans une époque et au sein d'une société dont on s'exagère peut-être l'ignorance et la barbarie.

§ II.

Droit d'asile.

Dans le dernier des capitulaires que nous avons cités, on a vu la liaison étroite du droit de grâce et du droit d'asile : il faut donc, comme complément du sujet que nous traitons, donner une idée du droit d'asile dans cette même période du moyen-âge.

Il est hors de doute que dans l'antiquité odinique, tout aussi bien que dans l'antiquité polythéiste de la Grèce, le droit d'asile fut créé pour arrêter les premières fureurs de la vengeance et rendre possibles les transactions pécuniaires entre les familles. C'est une institution semblable qui fut perfectionnée par Moïse sous le nom de villes de refuge, et que ce législateur inspiré ne rendit applicable qu'à l'homicide par imprudence (1).

Quand le droit d'asile se trouva sous la garde du sacerdoce superstitieux, fanatique ou trompeur d'une religion fausse, on comprend qu'il dut prendre souvent une extension abusive et funeste à l'ordre public.

⁽¹⁾ Hist. du droit criminel des peuples anciens, chap. 2 : les Hébreux. (Paris, Joubert, 1845.)

Déjà, nous avons vu dans la paix des temples, telle qu'elle fut modifiée pour s'appliquer aux églises chrétiennes, une coutume ou institution qui commençait à se rapprocher beaucoup du droit d'asile.

Cependant, ce qui paraît distinguer spécialement le droit d'asile, c'est qu'il suppose toujours une intervention, une intercession du sacerdoce gardien des autels auprès desquels l'accusé, le coupable ou le proscrit est venu chercher un refuge, et que cette intercession a pour but de le soustraire à toute punition grave et d'obtenir le triomphe de cette maxime miséricordieuse: Ecclesia abhorret a sanguine.

Du reste, dans cette législation sur les asiles, il fant distinguer les canons des conciles des lois temporelles ou séculières: les évêques prenaient ordinairement une grande part à la confection de ces lois, mais on ne les rédigeait pas sans l'assentiment du souverain et des grands, qui voulaient toujours y porter leur esprit germanique et qui plaçaient même l'intérêt politique et national avant celui du maintien des priviléges ecclésiastiques. Aussi les canons des conciles proprement dits, où les évêques se trouvent seuls ou presque seuls, sont beaucoup plus absolus, en faveur des coupables réfugiés dans les Églises, que les lois barbares ou les Capitulaires carlovingiens.

Nous choisirons entre beaucoup d'autres que nous pourrions citer deux de ces canons, l'un du visiècle, l'autre du 1x°. Le premier appartient au concîle d'Orléans, tenu en l'année 311 : « Nous déci-

dons qu'on observera ce qu'ont décrété les canons ecclésiastiques et la loi romaine, à savoir qu'il ne soit permis à personne d'enlever les accusés ou criminels des sanctuaires et vestibules des églises, non plus que de la maison des évêques où ils auront cherché un asile : on ne doit pas non plus les remettre aux mains d'un autre (d'un magistrat), à moins que celui-ci ne jure sur l'Évangile d'épargner la vie et le corps de ce malheureux, et de ne lui insliger aucun châtiment corporel; on doit cependant veiller à ce que le criminel qui aura profité de l'asile donne une satisfaction convenable à celui qu'il aura lésé (1). » Trois siècles après, en 813, un concile de Mayence exprime à peu près dans le même sens : « Que personne n'ose enlever par force un accusé qui se sera réfugié dans une église, et ne le livre à la mort ou à une peine grave, afin de conserver l'honneur qui est dû à Dieu et à ses Saints. Mais que les recteurs ou desservants de l'église s'efforcent de sauver la vie et les membres de ce malheureux et d'obtenir qu'on lui accorde la paix : sans préjudice néanmoins d'une composition légitime pour ce qu'il aura fait d'injuste (2). »

⁽¹⁾ Concil. Aurel., ann. 511, cap. 36, cité aussi en note par Canmi, lib. 11, p. 360.

⁽²⁾ Concil. Mogunt. ann. 813, cap. 9 En voici le texte: Reum in clesia fugientem nemo inde abstrahere audeat, neque inde donare pœnam, vel ad mortem, ut honor Dei et sanctorum ejus consertur: sed rectores ecclesiarum pacem et vitam et membra ejus obtire studeant; tamen legitime componat quod inique feclt.

Comparons maintenant avec ces canons de conciles celles des lois dites barbares où l'influence religieuse s'est sait le plus vivement sentir : prenons, par exemple, la loi des Bavarois et la loi des Wisigoths.

La loi des Bavarois défend « qu'on enlève par la force un coupable réfugié dans une église, dès qu'il en aura franchi le seuil, jusqu'à ce qu'il ait demandé l'évêque ou le recteur de l'église.

« Si son crime est tellement grave qu'il mérite une punition, il faudra qu'il la subisse, mais cette punition ne devra jamais aller jusqu'à la privation de la vie (1).

« Que si un homme est assez orgueilleux pour passer par-dessus la crainte de Dieu et le respect dû à la sainteté des églises, et qu'il arrache de l'asile l'accusé qu'il poursuit et son esclave fugitif, qu'il paie quarante sous de composition à l'église qu'il aura violée, et quarante sous de fredum pour le fisc, etc. »

Voilà une sanction positive donnée à la défense de violer le droit d'asile.

Ce texte de loi est, comme celui des canons des conciles, tout en faveur des résugiés et du droit d'asile: rien n'y est stipulé pour l'intérêt de la société et de l'ordre public.

Il n'en est pas de même de la loi des Wisigoths. Cette loi contient une espèce de code complet sur la

⁽¹⁾ Lex Bajuvarior., titre 1, cap. v11. La raison est toujours la même, propter timorem Dei et reverentiam sanctorum: quia Dominus disil: « qui dimiserit, dimittetur ei; qui non dimiserit, nec ei dimittetur. » N'est-ce pas la une interprétation abusive des textes sacrés?

atière : elle semble moins chercher à protéger le oit d'asile qu'à le régulariser et à le restreindre dans justes limites.

« Si le réfugié vient dans l'église avec des armes, et e les dépose pas sous le portique, celui qui le poursuit eut le frapper légitimement. »

« S'il entre en suppliant dans le sanctuaire, on ne ourra l'en arracher de force ni lui faire aucune violence, ans s'exposer à une amende et à une composition trèsorte, calculée suivant la dignité des violateurs. Mais l'un autre côté, le prêtre devra livrer le grand criminel u même le simple débiteur, quand le poursuivant ou le réancier s'adressera à lui pour en obtenir la remise (1).»

La réaction contre le droit d'asile et les précautions rises contre les abus qu'il entraîne sont encore plus ortes dans les lois anglo-saxonnes et dans quelques ois de Charlemagne.

D'après la législation du roi Alfred, le criminel qui se réfugiera dans une chapelle particulière qui n'appartiendra ni au roi, ni à quelque grand, ne pourra s'y tacher que trois jours, s'il ne veut pas se réconcilier vec Dieu et avec son adversaire. Si avant ce terme on 'attaque avec des épées ou des bâtons on paiera 120 ous pour la rupture de la paix ecclésiastique (2). »

⁽¹⁾ L. Wisigothor. (lib. IX, tit. 3, Canciani, tom. 1v, pp. 173-173.) ans son édit de 596, Childebert 11 stipula aussi en faveur de l'ordre ablic, quand il porta le décret où étaient écrits ces mots: « Et si raptor puellæ ad ecclesiam confugium fecerit, reddendus est ab episcopo. »

⁽²⁾ L. reg. Aelf., tit. 1, art. 2.

« Si les saits se passent dans une église consacrée par un évêque, le privilége de l'asile s'étend pour la durée; si un faideux, fahmon, s'y résugie, personne n'a le droit de l'en tirer par sorce, pendant 7 jours et 7 nuits; dans le cas où quelqu'un le ferait, il violerait la mainbournie du roi et de l'église, ce qui est un des plus grands crimes qu'on puisse commettre. Mais aussi les prêtres et gardiens de l'Église ne doivent lui donner aucune nourriture, et si le malheureux, vaincu par la saim, tente de s'évader et qu'il soit pris ou tué en de hors de l'enceinte sacrée, personne n'a de responsabilité sâcheuse à encourir à ce sujet (1). »

Charlemagne, dans son addition à la loi des Lombirds, va jusqu'à défendre aux prêtres de donner asile dans leurs églises aux assassins et autres malfaiteurs dignes de la peine de mort. « Que si ces malfaiteurs s'y introduisent malgré la volonté du pasteur, qu'on leur refuse et qu'on ne leur laisse pas apporter des aliments (2).

La loi des Saxons est encore plus impérieuse dans

⁽¹⁾ Id., ibid., art. 3. Canciani, t. 1v, pp. 247-248. Dans un Capitulaire, incerti anni, fait dans une assemblée présidée par Boniface, légat du pape, on trouve ce texte : « Homicidis vel ceteris reis qui « legibus mori debent, si ad ecclesiam confugerint nullus el viens « detur. » (Bal., t. 1, p. 155.) Ce capitulaire est rapporté à la date probable de 741, sous le règne de Carloman ou de Pépin. Dans less cas, la présence et l'assentiment d'un légat du pape donnent un grande autorité à cette restriction au droit d'asile.

⁽²⁾ De homicidis et ceteris malefactoribus, qui legibus aut pro past facienda morire (sic) debent, nemo eos ad excusationem in ecclesis sua introire permittat; et si absque voluntate pastoris ibidem introiris, tunc ipse in cujus ecclesia est, nullum ei victum donet, nec ale (sic) dare permittat. (Capit. Longobard., ann. 779, cap. 8.; Pertz, p. 38.)

onisme: « que le criminel condamné à mort n'ait nulle part; s'il se réfugie dans une église, qu'on e à la justice (1). »

puisse reposer sa tête nulle part, pas même sur rches du sanctuaire, qui est pourtant toujours au repentir et au malheur.

c'est en vain qu'on chercha à restreindre les 1 droit d'asile; une fois que la puissante main rlemagne eut cessé d'arrêter ce torrent, il enout. Les églises reconquirent leurs immunités et ndirent encore : à l'aide du droit d'asile, le se créa une juridiction quasi-paternelle qui se 1a ou qui vint en aide à la justice régulière de 2).

'est pas tout; par voie d'induction, le droit d'aétendu à la maison de l'évêque et du prêtre; en rre, il finit même par s'appliquer au palais du aux châteaux des grands de l'État (3). Chez les rds, le simple homme libre eut un droit de pasur l'esclave qui avait abandonné son maître

reddatur. (L. saxon., tit. 3, art. 5; Cauciani, tom. 3, p. 47.) us reviendrons sur ce point en parlant de la pénalité et des ons ecclésiastiques.

Aelfred., c. 2, jam citatum. (L. Æthelstan, tit. 2, art. 3; Can., barbar., t. 4, p. 264.) Si fur vel prædo refugiat ad regem, siam aliquam aut ad episcopum, ut novem dierum spatium Et si ad senatorem, vel thainam, vel abbatem refugiat, ham dierum spatium. (La durée de l'asile dépendait donc de la le celui qui le donnait.)

pour le suivre; et il devait obtenir remise de toute peine pour ce dernier, s'il le rendait au maître et s'il payais une amende de vingt sous (1). Ensin, en Suède, si un prêtre rencontrait un malfaiteur qu'on emmenait captis, il lui sauvait la vie, par le fait même de cette rencontre. Ce malfaiteur, eût-il commis les crimes les plus abominables, ne pouvait plus être pendu, ni mis à mort de quelque manière que ce sût (2).

Au reste, gardons-nous de blâmer ces excès d'indulgence et de miséricorde : car ils faisaient contrepoids à des excès inouis de vengeances et de cruautés. Dans cette période du moyen-âge, où le sang et les larmes convraient trop souvent la face de la terre, on devait à la religion de rencontrer des espèces d'oasis où tout était paix, espérance et consolation : c'était elle qui, après avoir fondé les monastères et bâti les églises, interdisait aux haines sanglantes et aux luttes homicides d'en franchir jamais le seuil. Grâce à elle enfin, les orages et les passions du monde s'arrêtaient au pied de ces enceintes sacrées, comme les tempêtes se brisent au pied des rochers qui abritent un port tranquille et sùr.

Peu importe, après cela, que dans son volontaire et saint aveuglement, le clergé chrétien sauvât quelquesois le coupable avec les innocents, l'opprimé avec les oppresseurs. D'abord, dans ces temps de désordres et de violences, il aurait été presque toujours bien dissicile

⁽¹⁾ L. Rothar, cap. 274.

⁽²⁾ L. West-Gothland, II, cap. 58, p. 177.

e discerner quelle était la cause la plus équitable et la lus juste. Ensuite, la religion ne repousse pas le couable lui-même: seulement elle lui impose le repentir t la pénitence. Or, à cette époque il y avait moins loin u'on ne pense de l'habitude des plus grands forfaits à la ratique des plus héroïques vertus. L'abîme qui nous emble séparer aujourd'hui le crime de la sainteté était ouvent franchi en un moment par ces hommes plutôt assionnés que dépravés, plutôt emportés que méchants. I suffisait, pour les éclairer et les changer entièrement, l'un rayon de la grâce parti de ce sanctuaire où ils vaient trouvé un asile, après que toutes les portes s'éaient fermées dans le monde sur leur misère et leur bandon.

Sachons donc faire la part des temps et des mœurs; le jugeons pas le passé avec les idées du présent; reonnaissons enfin que ce qui serait un relâchement et un ésordre dans une époque de régularité administrative, ouvait être au moyen-âge un immense bienfait social.

CHAPITRE III.

DES JURIDICTIONS ECCLÉSIASTIQUES ET MIXTES, DANS LA PÉRIOD CARLOVINGIENNE.

« Les évêqués, dit un auteur moderne (1), exerçaien dès la naissance de l'Église la censure des mœurs pau mi les ecclésiastiques et les fidèles. Ils veillaient ave soin au maintien de l'ordre et de la discipline.... 0 sait que Rome avait confié autrefois à des censeurs magistri morum, le pouvoir de réprimer certain actes que la morale condamne et que les lois ne pou vaient atteindre. Cette belle institution était tombée, mesure précisément que le relâchement des mœur publiques l'avait rendue plus nécessaire. Il n'en exis tait plus de traces sous les empereurs. Les évêque la firent renaître dans les Églises chrétiennes....

« Ils exerçaient leur surveillance, dit Tertullien, pa « des exhortations, des peines et des censures spiri-« tuelles : exhortationes, castigationes et censure « divina....

« L'Église avait donc, avant toute intervention de la

⁽¹⁾ Institutions diocésaines, par Mgr Sibour, évêque de Digne, L. 1. chap. 3, p. 248-249. Digne, chez Repos, 1848.

puissance publique dans ses affaires, comme trois tribunaux élevés dans son sein :

- « 1° Un tribunal de la pénitence pour les fautes cachées.
- « 2° Un tribunal disciplinaire et correctionnel pour les fautes publiques et les scandales.
- « 3° Un tribunal d'arbitrage pour le règlement à l'amiable des intérêts temporels entre les fidèles. »

Lorsque Constantin reconnut légalement l'existence e l'Église, il trouva donc en présence de l'État une ouvelle société debout et toute formée : cette société vait ses lois et sa juridiction propre et spéciale. Les mpereurs chrétiens ne pouvaient pas combattre comme istitution temporelle ce qu'ils recommandaient aux espects des peuples comme institution divine. Ils donèrent donc en général à l'administration de l'Église la unction de la loi; et en compensation de la force u'ils prêtaient par l'appui de leur autorité à une artie de la juridiction ecclésiastique, ils en revendiuaient une autre partie pour les tribunaux de l'État. 'est ainsi que tout en attribuant à la décision de évêque non-seulement les questions de dogme, mais s questions de discipline ecclésiastique, des lois de héodose le Jeune et de Valentinien III réservent expresséent à la juridiction séculière la connaissance des actions iminelles où des clercs se trouveraient impliqués (1).

⁽¹⁾ Cod. Theodos., XVI, tit. 2-1-23-41-47. — Exceptis quæ actio iminalis, ab ordinariis extraordinariisque judiciis aut illustribus restatibus audientia constituit.

Une novelle de ce même Valentinien limite plus encore le pouvoir juridictionnel de l'Église, en statuant d'abord que les évêques ne peuvent connaître que des causes ecclésiastiques, à moins que les plaideurs ne consentent de part et d'autre à s'en rapporter à eux dans les affaires civiles; et, en second lieu, que toute action criminelle intentée à un évêque ou à un prêtre ne pourra être portée que devant le magistrat civil (1).

Pendant les vie, viiie et ixe siècles, au milieu de l'immense désordre qui règne en Europe, l'Église regagne toute la puissance qu'elle avait jamais eue pour le gouvernement de ses propres affaires; appelée en quelque sorte au secours de la société temporelle qui ne peut plus se soutenir et se désendre elle-même, elle finit par la régir presque tout entière: c'est elle principalement qui inspire ou qui fait les lois, et qui les applique; elle rend des arrêts civils et criminels en toute matière et à l'égard de toute personne; c'est elle qui fait, dans une grande partie de l'État, la police matérielle, comme elle sait la police morale dans la sphère des consciences. Elle devient alors la tutrice légale, pour ainsi dire, des perples envahis par la barbarie, et retombés dans une véritable enfance sociale.

Pour suivre les progrès de la juridiction de l'Église pendant cette période du moyen-âge, citons d'abord un édit de Clotaire 11.

⁽¹⁾ Valentin. A. Novell. de episcopali judicio, ann. 452.

« Si un clerc, de quelque dignité qu'il soit revêtu, aissant de côté son évêque ou méprisant son autorité, ient trouver le prince ou d'autres personnes puissantes sour se placer sous leur patronage, qu'il ne soit pas idmis, à moins que ce ne soit pour demander grâce.

« Qu'aucun juge, de quelque rang qu'il soit, ne renne sur lui d'exercer de contrainte sur des clercs, in matière civile, mais seulement en matière criminelle t lorsque leur culpabilité est évidemment démontrée. Que s'ils sont convaincus, que l'on sévisse contre eux suivant les canons, et que leur affaire soit instruite par es pontifes (1). »

Ainsi le juge séculier peut faire arrêter le clerc qui a commis un crime, mais il doit le remettre au juge ecclésiastique pour l'enquête et la suite du procès jusqu'à a condamnation.

La loi des Bavarois autorisait un laïque à mener un lerc ou même un évêque au plaid royal ou ducal ou levant le mâhl public (2), mais « si le clerc ne pouvait lémontrer sur-le-champ la fausseté du fait qui lui était mputé, l'affaire devait être renvoyée au tribunal ecclésiastique et jugée suivant les canons (3). »

⁽¹⁾ Qui convicti fuerint de crimine capitali, juxta canones distrin-7antur, et cum pontificibus examinentur. (Ed. Clot. 11, ann. 615, art. 1.— D. Bouquet, t. IV, p. 118.)

⁽²⁾ Non præsumat eum occidere, sed mallet eum ante regem vel ducem vel ante plebem suam. On voit que le plaid royal ou ducal est soigneusement distingué du mallum plebis. (Lex Bajuvarior., tit. 1, b. 99 et 100, cap. 11, art. 3 et cap. 13, art. 3.)

⁽³⁾ Si negare non possil, secundum canones judicetur, id., ibid.

La législation de Charlemagne va bien plus loin encore : elle protége d'une manière plus expresse la juridiction spéciale et privilégiée de l'Église. Un capitulaire de 769 interdit aux juges séculiers de poursuivre ou de condamner un prêtre, un diacre, un clerc ou un jeune servant d'église, à l'insu et sans l'aveu de l'évêque diocésain. « Le juge qui se permettrait cet abus de pouvoir serait séquestré et mis en prison, jusqu'à ce qu'il eût reconnu et expié sa faute (1). »

Un autre capitulaire confirme cette même règle sur la compétence des tribunaux ecclésiastiques, mais il décide que dans les causes mixtes entre un laïque et un clerc, l'évêque et le comte se réuniront, et jugeront la cause suivant l'équité (2). On voit dans toute cette législation la bonne volonté que paraissent avoir les deux pouvoirs de s'entendre, et de régler leurs afaires respectives en s'aidant mutuellement quand il y a lieu. L'un et l'autre veulent maintenir la discipline et conserver le bon ordre dans le sein de la société ecclésiastique et de la société laïque. Il n'y a de part et d'autre ni ombrages, ni injustes exigences. Seulement, le pouvoir séculier est disposé à plus de concessions, parce qu'il a plus à gagner à cette alliance que l'Église elle-même.

Un capitulaire postérieur dispose expressément que

⁽¹⁾ Quod si quis hoc fecerit, ab ecclesia cui injuriam inrogare dinoscitur tandiu sit sequestratus quandiu reatum suum cognoscat et emendel. (Kar. Capitul. gener., ann. 769, art. 17.

⁽²⁾ Et si forte inter clericum et laïcum fuerit orta altercatio, episcopus et comes simul conveniant, et unanimiter inter eos causam dissiniant secundum rectitudinem (Capitul., id., ann. 794, art. 30.)

toute action personnelle contre un clerc, soit criminelle, soit civile, sera portée devant le tribunal de l'évêque (1).

L'Église jouit donc, sous la législation carlovingienne, d'une indépendance qui paraît complète dans la sphère de sa juridiction cléricale : nous verrons pourtant quelle réserve le prince apporte à cette indépendance.

§ II.

Juridictions indirectes et directes sur les laïques; concessions de juridiction faites au pouvoir temporel en matière ecclésiastique.

Jusqu'ici nous n'avons vu que la reconnaissance stricte des droits appartenant à l'Église sur ses clercs : mais Pépin et Charlemagne ne s'étaient pas arrêtés là. Ils avaient entendu qu'elle eût une puissance disciplinaire réelle sur tous les fidèles; ils avaient voulu que l'excommunication, qui est une peine purement ecclésiastique, devînt une peine séculière par les effets civils qui y seraient attachés.

- « Si quelqu'un, dit le concile de Vernon, se plaint « d'avoir été injustement excommunié par son évêque, « qu'il en appelle au métropolitain; et si la sentence « du premier juge est confirmée par ce dernier, qu'il « se soumette à l'excommunication : que s'il méprise
- (1) « Volumus primo ut neque abbates et presbyteri, neque diaconi et subdiaconi, neque quislibet de cleris, de personis suis ad publica rel secularia judicia trahantur vel distringantur, sed a suis episcopis djudicati justitiam faciant. (Kar. Magn. Capitul. Longobard, ann. 803, rt. 12.)

« ces deux jugements canoniques et que l'évêque ne « puisse le corriger, qu'il soit condamné à l'exil par le « roi (1). »

Charlemagne lui-même confirma ces dispositions sévères contre les excommuniés (2), et ses successeurs y ajoutèrent la confiscation des biens (3). Du reste, il suffit que ce prince ait assimilé légalement l'excommunication à une sorte d'interdiction de l'eau et du feu, pour qu'elle fût déjà une peine civile très-grave. Que pouvait faire l'excommunié, cette espèce de lépreux moral, dans une société où tout le monde le fuyait, où il était destitué non-seulement de toute autorité sur ses semblables, mais de tout lien avec eux? En ne lui accordant que la satisfaction de ses besoins matériels, on lui faisait cruellement sentir combien cette vie morale dont on le privait était nécessaire à sa nature, et ce que devenait l'homme, mis pratiquement en dehors de toute religion.

Outre cette juridiction indirecte, l'Église avait encore souvent une juridiction directe sur les laïques, soit à raison de la position des personnes, soit à raison de la nature des crimes.

Ainsi l'Église revendique d'abord un droit d'assistance ou de surveillance, lequel deviendra plus tard un droit de juridiction, dans tous les procès qui peuvent intéresser les pauvres, les veuves et les orphelins, les voya-

⁽¹⁾ Conc. Vernense, sub Pippino rege, art. 1x; Bal. 1, p. 172.

⁽²⁾ Capitul. ann. 801, cap. 47; Pertz, t. 111, p. 85.

⁽³⁾ Capitul., lib. v11, art. 476.

geurs, les pèlerins et les mendiants (1); elle réclame dès e principe une compétence exclusive pour les affaires les affranchis qui avaient reçu la liberté par l'effet de sa protection charitable (2).

Au reste, les princes carlovingiens donnèrent à tous les évêques en général un droit de surveillance sur leurs employés royaux; Charles-le-Chauve voulut que le prélat diocésain, à défaut de ses *Missi*, dénonçât la négligence des comtes dans l'administration de la justice (3). Charlemagne lui-même avait déjà invité ses comtes et les juges à déférer aux directions de leur évêque, dans la manière de rendre la justice (4).

De plus, ce grand empereur, dans le choix de ses lissi, sembla toujours présérer de grands dignitaires celésiastiques à de grands officiers laïques. Celui qu'il mploya le plus, et qui parut le plus attirer sa consiance, it Théodulphe, évêque d'Orléans.

Enfin, ce qui achevait de donner une immense préondérance à l'épiscopat dans le jugement des affaires 'iminelles, c'est que la connaissance d'un très-grand ombre de délits lui était réservée. Les évêques avaient

^{(1) «} De judicio publico et clamore pauperum.... semper sacerdos lesse debeat, ut sit sententia vestra Dei sale condita, ut ne judices rreni prœmias causas torquantur, et innocentes opprimantur aut centes justificentur. » (Concilium Aschaimense sub Tassillone duce, In. 763.)

⁽²⁾ L. Ripuarior., titre LVIII, de Tabulariis. « Non aliubi, nisi ad :clesiam ubi relaxati sunt, mallum tencant. »

⁽³⁾ Kar. II Edictum Pistense, ann. 864.

⁽⁴⁾ Ut comites et judices, seu reliquos populos, obedientes sint epis-Po et invicem consentiant ad justitias faciendas. (Kar. Magn. Capitul. Quisgran., ann. 813.) Voir aussi son Edictum pro episcopis, ann. 802.

pour mission, surtout dans leurs tournées diocésaines, de s'enquérir des incestes, des parricides, des fratricides, des adultères et de tous les crimes contre la famille et contre les mœurs; ou plutôt, pour traduire plus fidèlement les propres expressions employées par Charlemagne « et de tous les actes qui sont contraires « à la loi de Dieu et que les chrétiens doivent évites, « d'après les saintes Écritures (1). » On ne peut pas servir de termes plus généraux : c'était attribuer à la juridiction ecclésiastique tous les actes criminels possibles, de quelque nature qu'ils fussent.

Il sera curieux maintenant de rechercher comment les évêques faisaient ces enquêtes ou ces espèces d'inquisitions judiciaires dont Charlemagne leur confiait le soin. Hincmar et Burchard nous donnent sur ce point les renseignements suivants.

Dans le temps où les visites épiscopales se faisaient dans un diocèse, les archidiacres et les archiprêtres prévenaient d'un jour ou deux l'arrivée de l'évêque dans la paroisse où ils devaient se rendre. Ils faisaient dire à tous les habitants de se présenter au tribunal de l'évêque sous peine d'amende : ils commençaient, avec l'assistance des curés et desservants de la paroisse, par régler les affaires de peu d'importance. Ensuite, quand l'évêque était venu, il réunissait son synode et faisait comparaître devant lui sept habitants du lieu, choisis parmi les plus notables et les plus honnêtes (probi

⁽¹⁾ Capitul. ann. 813, art. 1; Bal. 1, p. 307.

omines). Il leur faisait jurer sur les reliques des saints e ne cacher ni à l'évêque, ni au délégué qui le remplarait, tout ce qu'ils sauraient ou auraient entendu dire être fait contre la volonté de Dieu et la religion dans paroisse; de n'avoir égard ni à la parenté, ni à la ainte ou à l'affection, mais sans se laisser arrêter par s promesses, ni par les menaees, de découvrir et révéler us les faits qui pouvaient être du ressort de l'évêque qui étaient de nature à être jugés dans son synode. Ce serment une fois prêté, l'évêque avertissait ces pèces de jurés d'accusation de répondre aux quesons qui leur seraient adressées: « Nous sommes, leur disait-il, les ministres de Dieu; nous ne recherchons point vos biens temporels, mais le salut de vos âmes; gardez-vous donc de me rien cacher, de peur que vos réticences ne soient la cause de votre perte éternelle. » Il les interrogeait ensuite au sujet des crimes des vices dans lesquels pouvaient tomber les habiits de la paroisse. La première demande était celle-ci : Y a-t-il dans cette paroisse quelqu'un qui en ait tué un autre de propos délibéré, pour satisfaire son avarice, ou qui ait fait cela par contrainte, par hasard ou par inadvertance, pour venger ses parents, par ordre de son maître ou supérieur, ou un maître qui ait tué son esclave (1)? »

¹⁾ Burchard. decret., lib. 1, post cap. 94. Hincmar, cité dans Fleury, *Histoire ecclésiastique*, liv. 49, t. x, t. in-4°, p. 611, année 837.

D. Chardon, Histoire de la Pénitence, § 11, chap. 1v, tom. 11, p. 5 et suivante.

Il y a dans le code pénitentiel de Burchard une série d'interrogations semblables, relatives à quatrevingt-huit crimes ou péchés différents, avec les circonstances qui peuvent les aggraver ou les modifier.

C'est un formulaire d'instruction criminelle qui comprend tous les crimes et délits connus; rien n'échappe à la vigilance de cette inquisition ecclésiastique; et en vérité on ne voit pas ce qui pouvait rester à faire au comtes et officiers du roi pour découvrir et poursuivre les crimes commis dans ces paroisses rurales.

Les écrivains parlementaires, qui se plaisent à contater tout ce qui est favorable dans l'histoire à l'autorité du pouvoir séculier, dans ses rapports avec la juridiction ecclésiastique, soutiennent que même dans temps de cette grande prépondérance de l'épiscopal. les comtes et magistrats royaux, dépositaires du droit de justice, étaient autorisés à poursuivre les clercs, prévenus de crimes graves, devant les tribunaux ecclésiastiques ou devant les conciles provinciaux. Ils se fondent sur des précédents historiques plutôt que sur des textes de lois. Il est vrai que sous les Mérovingiens, on peut citer plusieurs exemples d'évêques déposés on chassés de leur siège par des conciles, sur la demande et la poursuite du roi. C'est ainsi, entre autres, que Childebert convoqua un concile pour juger l'évêque Égidius, qu'il nomma un de ses leudes, Eunodius, asin de poursuivre l'assaire devant ce concile, et que sur la demande de cette espèce d'accusateur public, Égidius fut condamné pour crime de haute-trahison

r le jugement de tous les évêques, chassé de l'épispat, et puni de la peine de l'exil (1).

Sous les Carlovingiens, des exemples semblables ne nt pas rares. Louis-le-Débonnaire commence une enête sur la trahison de l'évêque Hebbon; le prélat infuit : l'empereur le fait arrêter et détenir dans un onastère. Il l'amène ensuite dans le lieu de son placité périal, devant un concile d'évêques qui condamne ccusé et lui interdit le saint ministère (2).

Charles-le-Chauve fit aussi comparaître par le minisre de ses officiers Hincmar, évêque de Laon, devant le ncile de Douzi : cet évêque était poursuivi, il est vrai, r Hincmar de Rheims. Mais le concile, dans l'arrêt ni dépose l'évêque de Laon, déclare que « c'est seulement sur les faits articulés dans la demande du prince que le jugement a été porté (3).

Il s'agissait à la fois, dans cette dernière affaire, de its politiques et de faits relatifs à la discipline eccléastique. Par les termes de sa sentence, le concile clare ne condamner l'accusé que pour cette première rie de faits.

Dans les deux autres exemples précédemment cités dans tous ceux du même genre qu'on peut alléguer, est toujours pour complot ou pour conspiration contre

⁽¹⁾ Grég. de Tours, lib. viii, cap. 12, et lib. x, cap. 19.

D. Bouquet, collect. stor., tom. 11, pp. 317, 376 et sequ. Plusieurs autres saits semblables sont cités: Théorie des lois polirues de France, par Mile de Lezardière, tom. 111, pp. 244 et suiv.

⁽²⁾ D. Bouquet, collect., tom. v11, p. 277.

⁽³⁾ Supplem. Sirmondi, p. 253. Act. concil. Douz., pars IV, cap. 6.

l'État ou contre le prince que l'évêque ou le prêtre se trouve accusé. On comprend que l'autorité ecclésiastique ait laissé la poursuite d'affaires de cette nature au prince lui-même, comme partie lésée, ou à ses représentants: l'essentiel pour elle était qu'on reconnût sa compétence dans l'instruction du procès, dans la direction des débats et dans le jugement qui devait acquitte ou condamner le prévenu.

D'autre part, à l'époque carlovingienne, on pourrait citer une foule de procès suivis contre des prélats ou des prêtres, sur la dénonciation ou la poursuite soit de métropolitain, soit d'un évêque, soit même d'un simple clerc, sans que l'autorité séculière y ait pris aucune part (1).

L'Église travaillait donc sans cesse à réformer par elle-même ses propres abus. Cependant, quand le prince ou le magistrat temporel dénonçait quelques-uns de ces abus à la vigilance des supérieurs ecclésiastiques, ceurci n'avaient garde de repousser des avis donnés sons l'inspiration de la piété et d'un véritable zèle. Comme aucune défiance ombrageuse n'existait entre les deux pouvoirs, ainsi que nous l'avons déjà constaté, les services de ce genre que l'un et l'autre se rendaient tour à tour étaient mutuellement bien reçus.

On a soutenu également que les tribunaux et les magistrats séculiers exerçaient leur pouvoir sur les clercs

⁽¹⁾ On n'a qu'à lire l'Histoire de l'Eglise gallicane, du père Lorger val: on en trouvera des preuves à toutes les pages.

osés comme sur les simples laïques, et on ne peut re citer à cet égard sous les Carlovingiens que deux trois textes que nous allons apprécier.

Le sont d'abord deux capitulaires qui ordonnent que e prêtre qui aura profané le saint-chrême soit déposé par son évêque et perde ensuite la main par l'autorité lu juge séculier (1). »

Il nous semble que le législateur décide ici un point droit douteux et délicat sur lequel on l'a consulté au et de faits particuliers. D'une part, la main qui avait fané le saint-chrême devait être coupée et jetée au feu; is d'autre part, les tribunaux ecclésiastiques ne deent prononcer aucune condamnation de sang, et par séquent aucune mutilation de membre. Pour concilier deux principes opposés, Charlemagne décide que le re sera dégradé par le tribunal ecclésiastique, et connné par le tribunal séculier à perdre la main après légradation.

Un autre fait plus grave est relatif au diacre Carloman, de Charles-le-Chauve. Ce diacre-prince avait été gradé de la cléricature pour crime de haute-trahison, un concile convoqué pour le juger. Ses anciens comces, sans doute inspirés par lui, conspirent de nou-u contre l'empereur. Alors on cite encore Carloman à nparaître devant la justice. On rapproche ses trahisons siennes de ses trahisons nouvelles, et, au placité impé-

t) Capitul. 809, art. 21, Bal., t. 1, p. 467; et id. ibid., alt. Capi-, ibid., pp. 471 et 472.

rial, où siège un tribunal séculier, il est condamné à mort. L'empereur commue la peine et se contente de lui faire crever les yeux (1).

Il est évident ici que c'est tout à fait un autre procès qui s'instruit sur de nouveaux complots. Carloman n'est plus diacre; il n'y a plus pour lui de privilège de cléricature. On le juge comme laïque. Mais dans les cas ordinaires, le pouvoir séculier n'ajoutait rien aux peines prononcées par les tribunaux ecclésiastiques: il se contentait d'en assurer l'exécution (2).

Une réserve plus importante qu'avait faite la législation des capitulaires, c'était le droit d'appel ou de révision donné au prince pour les arrêts des évêques comme pour les sentences des tribunaux séculiers. Charlemagne avait bien établi en principe que ni un clerc, ni un évêque ne pouvaient réclamer la compétence des juges séculiers ni du placité royal, et qu'ils devaient être jugés par les tribunaux ecclésiastiques ou par les conciles provinciaux (3); mais il prétendait pourtant pouvoir relever les appels de ces jugements portés par l'autorité ecclésiastique, quand il le trouvait convenable (4). De plus, lui et son successeur exigeaient que

⁽¹⁾ Annal. sancti Bert., ann. 878. Collect. D. Bouquet, t. vii, p. 116.

⁽²⁾ C'est ce que nous démontrerons dans le chapitre suivant, en parlant des pénalités ecclésiastiques ou des codes pénitentiels.

⁽³⁾ Ut episeopus, vel quilibet ex clero.... non audeant regalem dignitatem pro suis causis clamare, sed in episcoporum concilio causa gus examinetur. (Kar. M. Capit. ann. 789, art. 10.)

⁽⁴⁾ Epistola Kar. M. ad Albinum magistrum et ad congregationen sancti Martini, D. Bouquet, tom. v.

es Missi aussi bien que les comtes et les officiers nérieurs de justice; et on notait les noms de ceux qui n'y venaient pas, pour les présenter à la prochaine ssemblée générale, où on statuait sur leur désobéisance (1).

Les évêques, qui redoutaient les concessions qui pouraient être arrachées à la faiblesse de l'empereur Lohaire par ses magistrats séculiers, lui demandèrent qu'il fût interdit à tous les clercs, prêtres et moines, l'appeler des sentences ecclésiastiques au palais du roi, ce qui avilissait l'état monastique et le caractère sacerlotal, en détruisant le nerf de la discipline dans le sein le l'épiscopat et de l'Église(2). Il paraît que leurs réclanations ne furent pas repoussées par l'empereur.

Cependant une petite réaction se fait sentir sous Charles-le-Chauve : dans la convention de Pistes, qui se présente sous la forme d'une espèce de concordat, ce prince ne toucha pas aux priviléges des clercs, mais il décréta que si un laïque était injustement condamné par un évêque, ce laïque pouvait en appeler au roi, dont la sentence d'appel serait souveraine, de telle sorte que les archevêques et évêques ne pourraient

⁽¹⁾ Capit. Misso cuidam data, ann. 803.... De episcopis, abbatibus.... Ini ad placitum vestrum venire contempserint..... qui venire contempserint eorum nomina annotata ad placitum nobis generale repræsentes. H. Ludovici I imperator. Constitut. aquisgran., ann. 817, § 26.)

²⁾ Quoniom in hujuscemodi facto et vigor ecclesiasticus contemnitur religio sacerdotalis, et professio monastica vilis efficitur. Hlotarii imperat. Constitutiones olonnenses, ann. 825.)

pas s'opposer à ce qu'elle sût exécutée dans tout le royaume (1).

Mais voici une disposition législative bien plus extraordinaire encore: ce fut une concession faite en Espagne par le pouvoir ecclésiastique au pouvoir royal, avant d'être transportée en France, car elle fut l'ouvrage du 42° concile de Tolède (2). Elle consistait à donner au roi une espèce de droit de grâce supérieur, par suite duquel il pouvait annuler toutes les peines prononcées par les tribunaux ecclésiastiques: non seulement les pénitences publiques, mais même l'excommunication. Nous allons donner de ce texte important une traduction aussi exacte que possible:

« Si la puissance du roi a reçu dans la grâce de sa « miséricorde quelque criminel et l'a admis à sa table. « les assemblées des prêtres et du peuple chrétien doi-« vent aussi le recevoir dans la communion ecclésias-« tique, afin que celui que la piété du prince a reçu

⁽¹⁾ Ut si episcopi suis laicis injuste fecerunt, et ipsi laici se ad nos inde reclamaverint, nostre regize potestati secundum nostrum et suum ministerium ipsi archiepiscopi et episcopi obediant, ut secundum canones et juxta leges quas catholica Ecclesia probet et servat.... hor emendare curant... (Kar. II Conventus ad Pistas, ann. 869.) Mais le roi restait toujours soumis à une responsabilité réelle pour l'usage qu'il ferait de ce pouvoir souverain : c'est ce que nous alloes voir.

⁽²⁾ Il ne faut pas croire que les conciles de Tolède fussent composés seulement d'évéques. Le roi et un certain nombre de grands seigneurs laiques pouvaient y assister. Au 12° concile dont il est ici question, il y avait trente cinq évêques, quatre abbés et quinze seigneurs. Fleur, t. x, p. 69, édit. in 4°.

- c à merci, ne soit pas repoussé par les prêtres de Dieu
- comme leur étant étranger (1). »

Pour pouvoir comprendre un si étrange privilége accordé en Espagne et en France à la royauté, il faut se appeler le caractère sacré qu'elle avait reçu de l'Église et que lui reconnaissait l'opinion populaire. Les rois ou empereurs tenaient leur couronne au même titre que les rois des Hébreux, que David et Saül. Le pape Étienne 11, en imprimant l'onction sainte sur le front de Pépin, fut censé donner à ce prince et à toute sa dynastie le sceau du droit divin. Charlemagne et ses successeurs, en faisant renouveler personnellement la grande cérémonie du sacre, semblaient recevoir un huitième sacrement, par lequel ils croyaient acquérir à l'égard de l'Église des pouvoirs plus étendus qu'un prince appelé seulement au trône par l'élection ou par l'hérédité.

Mais le roi ne pouvait obtenir ainsi une extension de juridiction qu'en acceptant une complète responsabilité de tous ses actes à l'égard de l'Église. Il devait

⁽¹⁾ Cap. reg. Francor., aun. 867, art. 17. Ludovici II, imperat., ann. 18. (Bal., t. 11, p. 368.) Voici le titre et le texte de cet article: Ut quos regia potestas in gratiam receperit, his etiam minores potestates (*) communicent.

Si quos culpatorum regia potestas, aut in gratiam potestatis receperit aut mensæ suæ participes effecerit, hos etiam sacerdotum et populorum conventus suscipere ecclesiastica communione debebit, ut quod principalis pietas recipit, nec a sacerdotibus Dei extraneum habeatur.

^(*) On remarquera le mot minores potestates. Les prêtres ou archiprêtres étaient, à l'égard de l'empereur ou roi, évéqué du dehors, une puissance moindre dans la hiérarchie de la société chrétienne. Il ne s'agit pas ici d'une excommunication qui aurait été lancée ou d'une pénitence qui aurait été imposée par un concile d'évêques ou par le pape.

compte, au pape ou à l'assemblée des évêques de son royaume, de l'usage qu'il ferait de sa souveraineté temporelle et quasi-spirituelle. S'il abusait de l'appel ou du droit de grâce dans les matières ecclésiastiques, lui-même pouvait être cité devant un tribunal plus élevé encore que le sien, celui des représentants directs de Dieu sur la terre; ce tribunal était compétent pour le punir, en lui ôtant la couronne, de ses injustes empiétements sur les droits de l'autorité ecclésiastique. Une telle compétence ne sut jamais contestée par les princes de la dynastie carlovingienne. Nous en voyons plus d'un exemple dans l'histoire. Louis-le-Déhonnaire, deux sois jugé et deux sois condamné par les évêques de son royaume, accepte sa sentence sans réclamation et s'y résigne sans plainte, et lorsque son parti se relève et veut lui rendre la couronne, ce prince ne consent à la reprendre qu'après avoir été absous et relevé de toute pénitence par les évêques. Charles-le-Chauve, à l'assemblée de Savonnières, en accusant Wénilon, archevêque de Sens, de l'avoir trahi, reconnaît et consacre lui-même en principe la suprématie d'un concile national sur la royauté,

« Avec le concours, dit-il, de plusieurs autres archevêques et évêques, Wénilon, dans sa propre province, dans la ville d'Orléans et dans la basiliquede Sainteve Croix, me sacra roi suivant la tradition ecclésiastique, oignit mon front de l'huile sainte comme signe du droit de gouvernement du royaume, me remit la couronne et le sceptre, et me fit asseoir sur le trône

des rois. Et certes, je ne devais ni être dépouillé de ce caractère sacré, ni être renversé du trône où je venais d'être placé, qu'après avoir été entendu et jugé par les évêques, par le ministère desquels j'avais reçu l'onction royale, et qui sont appelés les trônes de Dieu, trônes sur lesquels Dieu lui-même est assis et par la bouche desquels il prononce ses jugements; car j'ai été de tout temps disposé, et je suis encoro tout prêt à me soumettre à leurs admonestations paternelles, et aux justes châtiments qu'il leur plaira de m'infliger (1). »

Il existe donc, dans le droit public de la dynastie vlovingienne, un tribunal supérieur dont le roi luiême s'avoue le justiciable. Il n'a de juridiction sur es tribunaux ecclésiastiques inférieurs qu'à condition e reconnaître celle du tribunal supérieur de l'épiscoat, légalement et solennellement réuni en assemblée énérale.

Cela sait concevoir comment les Églises nationales vaient pu concéder au prince des droits qui semblaient

⁽¹⁾ Cum aliis archiepiscopis et episcopis, Wenilo in diocæsi sua, sud Aurelianis civitatem, in basilica Sanctæ-Crucis, me secundum aditionem ecclesiasticam regem consecravit, et in regni regimine rismate sacro perunxit, et diademate atque regni sceptro in regni slio sublimavit. A qua consecratione vel regni sublimitate supplantari di projici a nullo debueram, saltem sine audientia et judicio episco-rum quorum ministerio in regem sum consecratus, et qui throui ei sunt dicti, in quibus Deus sedet, et per quos sua decernit judicia, sorum paternis correptionibus et castigatoriis judiciis me subdere fui tratus, et in præsenti sum subditus. (Capitul. reg. Francor., tit. xxx, 1. 3. Synodi Tullensis apud Saponarias, Bal., tom. 11, p. 134.

ne pouvoir résulter que d'une mission divine, et n'appartenir légitimement qu'aux successeurs des apôtres. Elles avaient accordé une plus grande autorité en échange d'une plus grande sujétion. Ces principes étaient évidemment ceux qui dirigeaient les Églises d'Espagne et de France du viie au xe siècle.

Mais au surplus, on pourrait trouver l'explication de la décision singulière du 12° concile de Tolède dans des circonstances particulières que laisse entrevoir le commencement du troisième canon dont nous avons cité la fin. Il parait qu'il s'agissait d'excommunications fulminées ou de pénitences imposées pour des crimes de haute-trahison contre le prince, la nation ou la patrie, « faits qui, d'après les anciens canons, apparte- « naient à la juridiction seule du prince; de telle sorte « que ceux qu'il recevait en grâce, et qui reconnais- « saient leur faute, ne devaient pas ensuite être tenus « éloignés de leur communion par les prêtres (1). »

On voit donc que cette concession, en apparence exorbitante, s'explique d'elle-même. Il est clair qu'il

⁽¹⁾ x11° conc. de Tolède, ann. 681. Vidimus quosdam et flevimus ex numero culpatorum receptos in gratiam principum, extores extitisse a collegio sacerdotum. Quod denotabile malum illa res agit, quia licentia principalis in quo se solvi licentius curat, ibi alios alligat, et quos in suam communionem videtur suscipere, a communione et pace ecclesiæ eligit separare: ut, qui cum illo convescunt, sola sacerdotum communione privantur. Et ideo quia remissio talium qui contra regem, gentem, vel patriam agunt, per definitiones canonum antiquorum, in potestate solum regia ponitur, cui et peccase noscuntur, adeo nulla deinceps a talibus abstinebit sacerdotum communio, etc. (Paris, in-folio, collect. de l'imprimerie royale, tom. vii, p. 707.)

gissait, dans ce cas, de criminels politiques contre squels on avait lancé l'excommunication, peut-être sur demande du prince. Or, le prince recevait à merci s conspirateurs ou ces rebelles, que les évêques n'aient frappés de leur anathême que pour servir ses intéts et ceux de l'État. Les ministres du Dieu de paix vaient-ils être plus sévères que le roi lui-même, qui uit en quelque sorte la partie offensée et qui pourtant ait remis l'offense? N'était-ce pas d'ailleurs à sa mpétence qu'appartenait principalement, ainsi que le connaît le concile lui-même, de punir ou d'amnistier genre d'attentats, et dès lors la grâce royale ne deit-elle pas entraîner les pardons de l'Église? Les indits ecclésiastiques n'avaient été qu'une espèce de pplément aux peines séculières; ces anathêmes épispaux s'étaient présentés comme un accessoire, ou, si n veut, comme une suite du bannissement. de la mise rs la loi prononcés par les tribunaux du prince. Cette se hors la loi cessant à l'égard de l'État et du roi, mise hors la loi de l'Église devait cesser en même mps. C'était une anomalie qui ne pouvait continuer subsister dans un état de choses où les deux puisnces étaient si intimement unies : la faire durer infiniment, cela ne devait pas être laissé au pouvoir de elques prêtres entêtés, plus royalistes que le roi et us épiscopaux que les évêques.

C'est cette opiniâtreté que blâment et que déplorent amèrement les Pères du concile de Tolède: *flevimus*. on comprend alors comment ils donnent raison au Prince contre un collège de prêtres, collegium se cerdotum.

Il est vrai qu'en transportant ce canon du concile de la Tolède dans les capitulaires de Charles-le-Chauve ou des ses successeurs, on n'y a inséré que la conclusion de les dernières phrases, sans le commentaire qui explique dans quelle circonstance spéciale un tel privilège a put être accordé au roi. Cependant, il est à croire que si les souverains carlovingiens ont fait adopter à leurs évêques ce décret venu d'Espagne, il a été entendu dans le même sens que de l'autre côté des Pyrénées, et que dans un temps et dans un pays où l'épiscopat était si puissant, la royauté n'a pas pu faire sur la juridiction ecclésiastique des usurpations dangereuses et des empiétements réels.

Nous avons au surplus décrit avec quelque soin l'état social du 1x° siècle où de telles choses pouvaient se produire sans diminuer en rien la prépondérance de l'Église. Mais si on tirait une telle concession de ce milieu pour la transporter dans celui où nous vivons, elle changerait évidemment de caractère, et tous les rapports seraient intervertis. Serait-il possible d'imposer aujourd'hui aux prêtres du Seigneur l'obligation de recevoir dans leur communion les criminels à qui le roi aurait accordé la grâce, et d'admettre au banquet divin ceux qu'il aurait fait asseoir à sa table?

Il y a dans ce seul rapprochement quelque chose de monstrueux qui révolte le bon sens de l'humanité et qui soulève l'indignation de la foi? Ce serait assujettif

divin à l'ordre humain : ce serait subordonner u Ciel à ceux de la terre.

telle loi forcerait le sanctuaire pour y dérober, it du pouvoir séculier, les clefs mystiques qui qui délient les consciences. Ou plutôt elle ferait ore : elle semblerait dire au prince temporel : is les mains de ce prêtre; contrains-le à les lever es étendre pour absoudre et pour bénir les pésendurcis qu'il repoussait de l'autel, et sous de lèse-majesté royale, impose-lui le crime de majesté divine. »

CHAPITRE IV.

DES PÉNALITÉS ECCLÉSIASTIQUES, OU DES PÉNITENCES PUBLI IMPOSÉES PAR L'ÉVÊQUE.

§ Ier.

Importance de la législation pénale de l'Eglise, du vite siècle jusq xe et xie siècles.

Voici comment nous nous sommes expliqué aille sur la législation pénale de l'Église :

- « Ce qui distingue le système pénitentiaire né
- « l'Église et le place fort au-dessus de tous les systè
- « judiciaires créés par le rationalisme humain,
- « 1º la compétence divine du juge pour apprécier
- « seulement l'acte extérieur qui lui est déféré, ma
- « volonté intime qui l'a produit; 2º le caractère (
- « peine, qui ne punit pas seulement le crime, mais
- « l'expie, le répare et l'efface; 3° enfin l'acquiescer
- « du coupable à cette peine, quelle qu'elle soit (1).

Les fondements généraux de cette législation re rent du vue au xie siècle ce qu'ils avaient été dans

⁽¹⁾ Histoire du droit criminel des peuples anciens, p. 612 (P. Joubert, 1813).

cations importantes que nous devons faitre contre.

a pénitence publique était imposée dans l'Église nitive, même pour les fautes ou les crimes avoués secret par le pécheur au tribunal de la confession(1). s 725, le vénérable Bède fit paraître un pénitentiel it les principes furent bientôt approuvés dans toute glise, et par lequel il recommande de ne déposer les tres, les diacres et les moines que quand ils auront imis de certaines fautes connues du peuple, in scientia populi (2). Il invite aussi les confesseurs voir égard, dans les pénitences qu'ils donneront, à la priété du crime ou du péché (3). On entendit cette immandation en ce sens que les crimes publics dent être punis publiquement, et que ceux qui étaient nés devaient être expiés en secret.

lette règle est écrite en toutes lettres dans les capitues. Voici comment elle y est formulée :

Si le pécheur s'est confessé en secret et volontaiement, qu'il fasse sa pénitence en secret. Que s'il st convaincu ou s'est confessé publiquement, qu'il

De administratione sacramenti pænitentiæ, Père Morin, pag. 490, et 492. Il y avait pourtant quelque différence entre la pénie imposée pour les crimes scandaleux et les crimes secrets. e différence ne consistait pas en ce que l'une était publique et re secrète, mais dans la manière d'imposer l'une et l'autre, quoilles sussent également publiques dans l'exécution.

^{!)} Bed. Panitential, cap. vII.

¹⁾ Id., ibid., cap. 1, Hist. de la pénit., par D. Chardon, vol. 3, i12 (Paris, Desprez, 1745.)

- « passe publiquement et en présence de toute l'Église
- « par les degrés de la pénitence canonique; et qu'après
- « l'avoir accomplie il soit réconcilié canoniquement,
- « et qu'on lui impose les mains avec les oraisons qui se
- « trouvent dans le sacramentaire (1). »

Plusieurs capitulaires des successeurs de Charlemgne ont confirmé ces dispositions importantes (2).

Quoiqu'on ne sit plus pénitence pour les crimes cochés après le vii siècle, le nombre des pénitents publics n'en était pas moins encore très-grand.

Tous ceux qui, pour éviter la peine capitale ou le supplice de la mutilation, se réfugiaient dans les asies des églises, obtenaient ordinairement grâce de la vie de des membres, comme nous l'avons vu, par suite de la charitable intercession du sacerdoce : mais l'évêque de les prêtres qui étaient intervenus en leur faveur et qui leur avaient sauvé les tourments dont les menaçait la justice séculière, ne devaient pas les laisser sortir de l'asile sacré avant qu'ils eussent promis de se soumetre à la pénitence canonique. C'est un principe qui a été posé par un concile du vii siècle dans les termes sui vants : « Quant à ce qui concerne celui qui a été

⁽¹⁾ Car. magn. Capitul. Lib. v, cap. 116 (Bal. t. 1, p. 843.

⁽²⁾ Car. calv. Capitul. synodi Caristace, ann. 847. (Bal., t. 11, p. 96). Ce capitulaire n'est que le renouvellement d'un capitulaire antéries de Louis le Débonnaire. En voici le texte: Si publice actum furil, publicam inde agat paritentiam, justa sanctorum canonum sur tionem. Si vero occulte, sacerdotum consilio ex hor agat parite tiom, etc.

délivré de la mort par le biensait de l'Église, qu'il n'ait point la liberté de sortir qu'il n'ait promis de saire pénitence pour son crime et d'accomplir celle qui lui sera imposée suivant les canons (1). »

De plus, nous avons dit etrépété que dans toute l'Europe ontinentale où avaient pénétré les lois germaniques, la eine de mort était ordinairement réservée aux crimes Etat, et que les crimes privés, tels que les meurtres et omicides, les incestes, les viols, rapts et autres atintats contre les mœurs, les sortiléges, les parjures, tc., n'étaient punis chez les hommes libres ou apparmant à la race conquérante que par un wergeld et n fredum. Or, tous ces crimes que n'atteignait pas le laire du bourreau, n'échappaient pas aux pénitences e l'Église. Ces pénitences étaient un supplément à l'inoffisance du wergeld et des punitions purement péculaires; c'était, en même temps, une première applicaon à tous les criminels de l'égalité devant la loi, car loi de l'Église ne faisait acception ni du Romain, i du barbare, ni du vainqueur, ni du vaincu. Les apitulaires eux-mêmes qui, en tant que loi sécuère, reconnaissent et consacrent ces dissérences de aissance et de position sociale, sont obligés de prolamer, en tant que loi ecclésiastique, le principe Ontraire, et ils répètent, après les conciles et les octeurs de l'Église, que le prêtre ne doit avoir aucun gard au rang des coupables dans les pénitences qu'il

¹ Concile de Rheims, ann. 630, chapitre vii.

leur impose: ut sacerdos pænitentibus absque personarum acceptione pænitentiæ leges injungat (1).

On ne s'expliquerait donc pas comment l'ordre public pouvait se conserver à cette époque avec une pareille pénalité, on laisserait dans l'exposition de l'histoire du droit criminel une immense lacune, si on ne montrait pas que le système pénitentiaire de l'Église fut un contrait poids utile et peut-être nécessaire au relâchement de institutions sociales et à la faiblesse, je dirai même à la nullité du pouvoir politique, dès que ce pouvoir cessa d'être entre les mains d'un Pépin ou d'un Charlemagne.

Cependant, quand l'Église, au temps de la persécution des empereurs païens, avait une vie séparée de celle de l'État, elle ne pouvait exercer sur les criminels et les pécheurs que la juridiction que ceux-ci lui accordaient sur eux-mêmes. Tout ce qu'elle pouvait faire, c'était de les retrancher de son sein, quand ils resusaient de se soumettre aux pénitences qu'elle leur imposait.

⁽¹⁾ Capitul., lib. v, cap. 138 (Bal., tom. 1, p. 881). — Conc. carthagin. 4, cap. 7. — Regino, lib. 1, cap. 302. — Burchard, lib. 18, cap. 35. — S'il y avait une exception à ce principe, il était en faver des petits et des faibles. L'esclave, par exemple, n'était coudanné qu'à la moitié de la pénitence imposée à l'homme libre. « Saches « bien que quand il vient à vous des esclaves ou des servantes (seni « aut servæ), vous ne devez point tant les charger, ni leur imposée « des jeûnes aussi rigoureux qu'aux riches... C'est pourquoi vous se « leur ordonnerez que la moitié des pénitences prescrites aux per « sonnes aisées. » (Pénitentiel d'Halitgaire, év. de Cambrai; Chardon, t. 1v., p. 284). Pour le même fait, les diacres et les prétres étaient soumis à des pénitences plus longues que les laïques.

Au temps de Charlemagne et de ses successeurs; e avait toujours ce même moyen de coaction morâle, excommunication (1): mais quand les foudres de ses athêmes n'amenaient pas les pécheurs ou les crimiles à accepter la pénitence publique, l'empereur lui êtait contre eux son bras séculier, et employait luiême, pour briser leur révolte spirituelle, les puissants oyens de coaction matérielle dont il pouvait disposer.

Il existe à ce sujet un texte très-remarquable dans la llection des capitulaires continuée par le diacre enoit (2): Si quelqu'un, soit libre, soit serf, soit ecclésiastique, soit quelque personne attachée au fisc, est rebelle à son propre évêque ou au pasteur ou à l'archidiacre pour quelque crime que ce soit, que tous ses biens soient saisis par le comte et par le Missus de l'évêque, jusqu'à ce qu'il obéisse à son évêque et qu'il fasse la pénitence canonique. Que s'il ne se corrige pas encore après cela et qu'il diffère de faire pénitence, qu'il soit appréhendé par le comte et mis dans une rude prison; qu'il soit en même temps privé de la jouissance de son bien jusqu'à ce qu'il obéisse à son évêque (3). »

⁽¹⁾ L'excommunication, entrainant des effets civils d'après les catulaires qui désendaient à tous les sidèles de communiquer avec fui qu'elle frappait, était déjà plus qu'un moyen de coaction morale. Dus reviendrons sur ce point.

⁽²⁾ Nous avons dit ailleurs que l'authenticité de ces capitulaires but être contestée, en tant qu'émanant de Charlemagne lui-même; bus les croyons d'une date postérieure.

⁽³⁾ Capital., lib. v11, cap. 432. Bal., tom. 1, p. 1120.

Au reste, nous citerons un acte plus éclatant que ce capitulaire obscur, perdu dans un recueil dont l'autorité peut être contestée jusqu'à un certain point : cet acte, c'est le traité qui fut fait en 851 entre les trois successeurs de Louis-le-Débonnaire : Lothaire, Louis et Charles, & par lequel ils s'engageaient tous respectivement à ne pas recevoir dans les États l'un de l'autre les perturbteurs de l'ordre et de la paix publique, à moins que ce ne fût pour les ramener dans la droite voie par un juste châtiment : nisi ut ad rectam rationem et debitam emendationem perducatur. Et s'il veut se soustraire à cette expiation, nous le poursuivrons à outrance, jusqu'à ce qu'il s'y soumette ou qu'il soit externint du royaume (1).

Mais voici qui se rattache bien plus spécialement encore au sujet qui nous occupe.

« Il faut en agir de même à l'égard de ceux qui an-

« raient fui dans le royaume voisin, après avoir commis

« un crime capital et public pour lequel ils auraient

« été arrêtés et excommuniés ou menacés d'excom-

« munication par leur évêque, et cela dans le but d'évi-

« ter la pénitence qu'ils avaient à craindre ou qui leur

« avait déjà été imposée. Quelquefois ce seront des misé-

« rables qui auront entraîné avec eux dans leur suite

« la complice d'un inceste ou la victime d'un rapt:

« dès que l'évêque du diocèse auquel ces coupables

⁽¹⁾ Aut regno deleatur. Nous ne faisons ici que reproduire la bizarrerie de l'expression latine. Capítul. de Baluze, t. 11, p. 45 el 46. (Conventus apud Marsuam, art. 4.)

fugitifs appartiendront nous en aura avertis, nous les ferons soigneusement rechercher, afin qu'ils ne puissent trouver de retraite dans aucune partie de nos États, et qu'ils n'aient pas le temps de communiquer à nos fidèles la contagion du vice; et nous les forcerons, par nous-mêmes ou par nos propres officiers, à retourner auprès de leur évêque, afin qu'ils soient contraints, quel que soit leur crime, d'accepter une pénitence pour l'expier ou d'achever celle qu'ils avaient commencée (1).

Ce traité fut renouvelé neuf ans après dans la basilique de Saint-Castor à Coblentz (2), et promulgué de nouveau par les trois princes qui s'étaient partagé l'empire de Charlemagne.

Un tel acte a une couleur qui lui est propre. Le pouvoir séculier donne en quelque sorte sa démission; il
est à bout de voie, et il reconnaît qu'il n'y a plus de
remède à une dissolution sociale complète que dans
l'intervention du pouvoir ecclésiastique. A l'occasion de
ges crimes capitaux et de ces attentats contre les
mœurs qu'ils signalent en commençant, les faibles ensants de Charlemagne n'ordonneront pas à leurs comtes
et aux officiers de leur palais de poursuivre et de faire
punir des hommes souillés par le crime et le vice; non,
c'est aux évêques seuls qu'ils demanderont d'obtenir

⁽¹⁾ Id., ibid., art. 3. Bal. 11, p. 46, et de quocumque crimine publico debitam panitentiam suscipiat, aut susceptam ut legitime peragat compellatur.

To Capitul. 11, tit. xxx1, p. 138 et sequent.

l'expiation de ces désordres, comme si leurs propres magistrats ne voulaient ou ne pouvaient pas les réprimer, et comme si leurs lois pénales devaient être sans force et sans vertu contre de tels excès.

On remarquera même qu'il ne s'agit pas seulement de pénitences commencées qu'on ordonne d'achever, mais de pénitences qui doivent être imposées à des accusés non encore jugés.

L'extradition de royaume à royaume n'est pas demandée pour les criminels poursuivis par les comtes, mais pour ceux dont les évêques instruisent ou ont instruit le procès.

L'article qui précède paraît ne s'appliquer qu'à ceux qui excitent des guerres partielles ou fomentent des troubles publics, et nullement à des criminels proprement dits (1). Au contraire, tous les genres de violences privées, depuis les homicides ou crimes capitaux jusqu'aux attentats contre l'honneur des femmes, semblem attribués sans exception à la juridiction pénitentielle des évêques.

L'Église devenait donc le véritable soutien de l'ordre public, dans l'empire déjà vieux de Charlemagne.

Nous ne voulons pas dire que les comtes eussent totalement cessé de rendre la justice, de poursuivre et de punir les crimes légalement soumis à leur juridiction. Mais il faut se reporter à cette époque de la fin du 15'

⁽¹⁾ Il semble d'ailleurs que ces actes mêmes doivent être soumis à la pénitence, puisqu'il s'agit de ramener dans la droite rois ceux qui les commettent.

siècle: c'est celle où l'hérédité des bénéfices et même celle des offices avaient été arrachées à la faiblesse des successeurs de Charlemagne. Les comtes cherchaient à se rendre de plus en plus indépendants; ils obéissaient mal aux ordres de l'empereur; enfin ils devaient user d'une indulgence calculée envers les désordres des hommes puissants établis dans le ressort de leur administration. Les évêques, qui n'avaient pas à demander de concessions d'hérédité, grâce à l'admirable loi du célibat ecclésiastique, se trouvaient toujours dans la même position à l'égard du souverain, et tout aussi bien disposés à le seconder qu'au temps de Charlemagne lui-même. D'ailleurs, les préceptes de la religion de Jésus-Christ et les termes exprès des canons les détournaient si vivement de faire jamais acception des personnes dans l'application des peines pénitentielles, qu'un monarque vrai justicier était sûr de trouver en eux, quand il le voudrait, les plus sûrs et les plus solides appuis.

Malheureusement, les souverains eux-mêmes se faisaient quelquefois les champions des seigneurs, qui les trahissaient, contre les évêques qui se seraient fait un devoir de les soutenir.

C'est ainsi qu'un seigneur nommé Baudouin, ayant enlevé Judith, fille de Charles-le-Chauve, fut condamné à la pénitence publique : mais Baudouin se réfugia chez l'empereur Lothaire pour se soustraire à cette condamnation. Il fut alors excommunié, et Charles-le-Chauve réclama l'extradition du coupable, afin qu'il

cela résultait de la convention de Coblentz faite deux ans auparavant. Mais l'empereur Lothaire ne tint pas compte de cette réclamation. On négocia; le faible Charles-le-Chauve consentit à légitimer le mariage de sa fille, et Baudouin, qu'on délivra des foudres de l'excommunication et qu'on réhabilita avec l'Église, devint, par une nouvelle concession de son beau-père, comte de Flandre et tige de cette maison illustre qui donna tant d'embarras et d'inquiétudes à la troisième race de nos rois.

On voit donc que les condamnations de l'Église n'étaient pas toujours exécutées, grâce à la mauvaise volonté ou à la faiblesse des princes, qui leur avaient pourtant solennellement promis l'assistance de leur bras séculier.

Cela augmentait encore le trouble et la confusion de ces temps d'anarchie; il semblait que le sol se dérobit partout sous les pas du pouvoir. L'autorité du souverain devenait de plus en plus impuissante et méprisée.

C'est, au surplus, ce qui rendait toujours plus nécessaire l'intervention de l'autorité ecclésiastique, qui eul sans doute, ses abus et ses excès, mais qui sauva réellement la société à cette époque.

Cette immixtion puissante de l'Église dans le système pénal de la législation séculière dura, par l'application

⁽¹⁾ Ut ad pænitentiam agendam sicul statutum est. redire cogal. (Annal, fuldenses et sancti Bertini.

des canons pénitentiels, jusque sous les premiers rois capétiens.

Et il faut bien remarquer ici que ces canons, dont on a fait divers recueils aux Ive, vIIe, xe et xie siècles, étaient comme autant d'articles d'un code pénal où toutes les espèces de crimes, jusqu'au vol et à l'avortement, étaient prévus avec les circonstances qui pouvaient les aggraver ou les atténuer : après la qualification du crime ou péché, venait la mention de la peine qui y était attachée, et cette peine était proportionnée à la criminalité de l'acte qu'elle devait servir à expier.

Le code pénal ou pénitentiel de saint Basile a 84 articles; celui de Burchard en a 88 (1). Un pareil nombre d'articles suffit bien pour comprendre à peu près tous les crimes ou délits qui peuvent être commis dans une société encore peu avancée.

Tout en évitant d'entrer dans de sastidieux détails, il est nécessaire de donner ici une idée des diverses pénalités instituées par les canons, et de la manière dont on les appliquait.

⁽¹⁾ Burchard, évêque de Worms et précepteur de Conrad le Salique, avait commencé par être moine bénédictin dans l'abbaye de Lobes: il mourut en 1026. On a de lui un volumineux recueil de canons divisé en vingt livres; ce recueil a été imprimé en 1849, infolio.

§ II.

Jugements, condamnations et pénalités d'après les canons ou codes pénitentiels.

La forme usitée dans la prononciation des sentences qui ordonnaient la pénitence publique ne différait pas beaucoup, dans la pratique, de ce qu'elle avait été durant les premiers siècles de l'Église. L'évêque siégeait durant le chœur de l'église, entouré de son clergé comme un président de justice de ses assesseurs (1); c'était là l'appareil solennel qui était usité quand il s'agissait d'un grand crime qui avait fait scandale et qui méritait des pénitences graves : « Les pécheurs à qui elle devait être appliquée se présentaient à la porte de l'Église avec toutes les marques du deuil tel qu'on le portait dans l'antiquité : leurs habits étaient sales et déchirés, leurs cheveux négligés, leur barbe en désordre. Puis, ils entraient dans l'église; l'évêque leur mettait des cendres sur la tête et leur donnait des cilices pour s'en revêtir. Ils se prosternaient ensuite humblement pendant que les fidèles faisaient pour eux des prières publiques. L'évêque leur adressait une exhortation pathétique et les avertissait qu'il allait les chasser pour un temps de l'église, comme Dieu chassa Adam du paradis pour son

⁽¹⁾ De administratione sacramenti pænitentiæ. P. Morin, lib. n. cap. x1, p. 96 et segu.

ché. Alors on les conduisait hors de l'église dont les rtes étaient aussitôt refermées sur eux (1). »

Nous avons parlé ailleurs des divers degrés de pénince dans la primitive Église, et nous avons dit que s pénitents se classaient ainsi, les pleurants, les auteurs, les prosternés et les consistants (2).

Du vii° au x° siècle, « la pénitence se faisait remarquer, dit un vieil auteur, surtout en trois chefs: 4° il n'était point permis à ceux à qui on l'imposait d'entrer dans l'église pendant un certain temps; ils demeuraient à la porte et y priaient; 2° ce temps étant expiré, on les introduisait solennellement dans l'église où ils demeuraient néanmoins séparés du reste des fidèles dans un coin vers la porte, exposés à la vue de tout le monde; 3° après avoir fini cette seconde station, ils étaient mêlés indistinctement dans l'église avec les autres fidèles, quoiqu'ils gardassent encore l'habit de pénitents jusqu'au terme qui leur était assigné (3). »

On ne reconnait plus là que trois classes de pénitents, pleurants, les auditeurs et les consistants.

Ainsi la troisième station de la pénitence, la prostion ou substratio, paraît être tombée en désuétude

¹⁾ Histoire du droit criminel des peuples anciens, p. 617 (Paris, 1845.)

I) Id., ibid., p. 618. On peut chercher dans cet ouvrage l'explion détaillée de ces expressions.

^{3,} p. 431, édit. in-12.

dans le moyen-âge, ainsi que les cérémonies qui compagnaient.

Dans la dernière station, celle des consistants pénitents n'étaient pas, comme dans la primitive Éq privés de toute participation à la communion pen le temps que durait encore leur pénitence : ils vaient y être admis durant le cours de cette station continuaient à donner des preuves de repentir piété. Le pape Nicolas, dans une lettre qu'il éc Hincmar, archevêque de Rheims, au sujet d'un n trier à qui une pénitence de douze années avai imposée, et qui avait passé trois ans parmi les pleu hors de l'église et deux ans entre les auditeurs, pe qu'on l'admette à la communion pendant les sept nières années (1), à cause des témoignages non sus que ce grand pécheur a donnés de sa piété e son repentir.

Dans les premiers siècles de l'Église, la pénipour l'homicide durait non pas douze ans, mais vinget ce n'était qu'après l'avoir accomplie jusqu'au boule pécheur pouvait être réhabilité et appelé à la papation des choses saintes.

L'usage prévalut au 1x° siècle de borner à sept a durée des pénitences, soit pour les faux témoig en matière grave, soit pour les homicides.

Les légats du pape Adrien 11, dans le 8° concile gé règlent ainsi la pénitence que devaient faire le

¹ Conc. Gall., tom. 3, ann. 867.

émoins que Photius avait produits contre le patriarche gnace dont il avait usurpé le siège:

« Ils doivent s'abstenir de vin et de chair pendant quatre ans, excepté les jours de dimanche et les fêtes du Seigneur. Dans les trois autres années, ils doivent mériter de communier les jours de fête de Notre-Seigneur Jésus-Christ, par les aumônes, les prières et les jeûnes, en sorte que trois jours de la semaine, savoir le lundi, le mercredi et le vendredi, ils s'abstiennent de chair et de vin (1). »

En 895, le concile de Tibur s'exprime ainsi sur la Enitence à infliger à un meurtrier : « Si quelqu'un a mais volontairement un homicide, qu'on lui interdise endant 40 jours l'entrée de l'église, et durant ce temps til ne mange que du pain avec du sel, et ne boive de l'eau pure; qu'il aille pieds n'us; qu'il ne se erve que d'habits de lin; qu'il ne porte point d'armes; il ne fasse point usage de voiture; qu'il n'approche ucune femme....; qu'il n'ait pendant ces 40 jours teune communication avec les chrétiens, ni pour le bire, ni pour le manger, ni pour quelque chose que puisse être....; après ces 40 jours, l'entrée de l'élise lui sera interdite pendant l'espace d'une année, trant laquelle il s'abstiendra de chair et de vin, d'hy-

Fomel et de bière emmiellée....;

seconde et la troisième année, il sera soumis aux

⁽¹⁾ Fleury, Histoire ecclésiastique, livre LI, édit. in-4°, tom. XI, 287.

mêmes observances, sauf la faculté qu'il aura de recheter par des aumônes trois jours par semaine. I quatrième, cinquième, sixième et septième, qu'il jeur rigoureusement trois carêmes, un avant Pâques, s'abstenant de fromage, de poisson gras, de vin et de biés emmiellée; l'autre avant la St-Jean; le troisième avan Noël. Dans l'intervalle de ces carêmes, il devra jeur au moins tous les vendredis et devra racheter les autre jours par de bonnes œuvres. Au bout de ces sept années qu'on lui donne la communion comme on fait aux péritents, more pænitentium (1). »

Nous avons vu ailleurs que cette cérémonie de la rélabilitation des pénitents se faisait ordinairement avec su grande solennité, le jeudi saint de chaque année (2).

Ceux qui contraignaient ou même seulement qui in vitaient les pénitents à rompre le jeûne ou l'abstinence à boire du vin et à manger de la viande, étaient eu mêmes excommuniés (3).

Jusqu'ici, du viii au x° siècle, les pénalités imposée aux pénitents ne semblent pas différer beaucoup da leur essence, de celles qui étaient en usage dans le temps de la primitive Église.

C'est cependant vers cette époque que s'établisse trois genres de pénalités tout nouveaux : la flagellation volontaire, la séquestration dans un couvent et le pèlerinages.

⁽¹⁾ Chardon, tom. 111, p. 448 et suiv., Conc. Tibur., ann. 895.

⁽²⁾ Hist. du droit crimin. des peuples anciens, p. 619.

⁽³⁾ Capitul., lib. 1, art. 131. - Bal., tom. 1, p. 730.

On fait remonter jusqu'à saint Colomban, qui écrivait la fin du vi° siècle, l'usage de la fustigation donnée ex moines comme moyen de pénitence canonique. Equis, cette peine fut souvent employée contre les oines, les religieuses, les colons et les serfs coupables un péché contre les mœurs. Elle ne fut pas usitée abord à l'égard de personnes d'un certain rang. In y eut recours plus tard, ainsi qu'à la peine de la rule (1), pour racheter les longues pénitences, quand de était pauvre et qu'on n'avait pas de quoi faire des amônes.

Quant à la séquestration dans un monastère, elle avait de ou pour un temps, ou pour la vie. On prescrivait the pénitence d'une manière absolue à celui qui avait un moine ou un clerc. Il devait déposer les armes, virir Dieu dans un monastère tous les jours de sa s, sans jamais rentrer dans le monde, et, néanmoins, mencer par y faire sept ans de pénitence publique (2). Lorsque la pénitence publique devait durer toute la comme dans le cas du meurtre d'une femme par mari, le pénitentiel romain donnait le choix, ou accomplir la pénitence jusqu'au bout, ou d'entrer et faire profession dans un monastère (3). Là, du moins, in était pas exposé à des tentations d'infidélité aux ercices et aux pratiques de la pénitence, et on était ustrait aux outrages et aux avanies d'un monde cor-

⁽¹⁾ Ducange, au mot Palmata.

²⁾ Capitular. (Lib. vi, cap. 90. Bal. 1, p. 937).

³⁾ Penitent. roman., 1, cap. 11.

rompu qui témoigne trop souvent ses mépris à qui s'humilient volontairement.

Quant à la séquestration temporaire, elle était mesure de précaution prise pour s'assurer que la ptence serait accomplie ponctuellement et jusqu'au bou Cette séquestration cessait quand la grande réhabilit du pénitent avait lieu dans la solennité du jeudi sait

Que la réclusion dans un monastère sût tempos ou perpétuelle, le pécheur condamné était visité s sa cellule par des prêtres chargés à la fois de le veiller, de l'exhorter et de le consoler (2). On ne bandonnait ni à sa paresse, ni à son désespoir.

La troisième peine nouvelle, ou du moins inut dans les quatre ou cinq premiers siècles de l'Égétait l'exil accompagné des austérités de la pénit et de l'obligation d'un ou plusieurs pèlerinages pir Ce genre de pénalité canonique mérite une attentoute particulière.

« On ne trouve nulle part, dans les six premiers « cles de l'Église, dit un auteur que nous avons déja « qu'on ait enjoint pour pénitence aux pécheurs de c « par le monde, non plus que d'aller en pélerin

⁽¹⁾ On abusa de cette mesure canonique contre le malbe Louis le Débonnaire, qui fut enfermé dans le monastère de ! Médard de Soissons, par suite d'une sentence pénitentielle par quelques évêques que ses fils rebelles avaient gagnés à leur c

⁽²⁾ C'étaient surtout les archidiacres et les archiprêtres qui é chargés de ce soin et qui présentaient ensuite leurs pénik l'évêque le jeudi saint. (Chardon, *Hist. de la pénitence*, tom p. 497. Mabillon, voyage d'Italie, tom. 11.)

quoique dès le commencement de l'Église on ait fait volontairement et par un esprit de dévotion des voyages pour visiter les lieux saints et les tombeaux des apôtres et des martyrs (1). »

Il existe à ce sujet une pièce très-curieuse : c'est une rmule de Marculphe, qui écrivait selon toute probailité au vii siècle. Cette sormule est une lettre donnée ar un évêque et attestant que celui qui en est porteur Dyage afin d'accomplir une pénitence qui lui a été posée pour un fait de meurtre commis par lui sur personne d'un fils ou d'un frère, et qu'il se rend, ans le but de racheter ses péchés, au tombeau de tel int ou de tel martyr. Cette lettre est adressée aux Eques, abbés et abbesses, ducs, comtes, vicaires, enteniers et dizeniers, et, en même temps, à tous les des chrétiens que le pèlerin pénitent rencontrera sa route (2). Elle doit lui servir à la sois de certiet et de sauf-conduit : car le pénitent public était la paix de l'Église et du roi; quiconque le tuait mmettait un crime capital et inexpiable, et pouvait Me sur-le-champ être tué à son tour impunément et gitimement (3).

⁽¹⁾ Chardon, tom. 111, p. 485.

Appendix Marculphi, cap. x, Bal. tom. 11, p. 442. Cette lettre, si l'on veut, ce passeport épiscopal, est intitulé: Tractoria pro peragendo.

Ces vengeurs du sang des pénitents publics n'étaient eux-mèmes mis à aucune pénitence, ni même à aucune amende envers le Can. III. couc. Tibur, ann. 895. Et procepto nostro Weregildi de che es extorquatur compositio. C'est l'ancienne perte de la paix mise hors la loi.

Ces sortes de pénitences étaient passées dans les mœurs, et elles devaient avoir été souvent ordonnées au temps ou écrivait Marculphe: car une formule suppose un acte souvent répété et qui doit se répéter encore. Cependant aucun code pénitentiel faisant autorité n'avait encore admis cette peine comme peine canonique, quand Bède prescrivit qu'elle fût infligée au cler coupable d'homicide. Exul septem annos pæniteat, si homicidii meditatio fuit (1). Celui de Théodore condamne un évêque pour crime de pédérastie à vingt ans de pénitence, dont il doit passer cinq à jeûner au pain et à l'eau et employer les quinze autres à des voyages pieux (2).

Sans doute, dans un siècle où il n'y avait ni route, ni stations de poste, ni hôtelleries, ces voyages, qu'il fallait d'ailleurs faire à pied et sans aucune des commodités de la vie, étaient, à certains égards, une rude pénitence par eux-mêmes. Cependant, le goût de l'aventureux et du merveilleux, que l'homme porte toujours en lui-même, mais qui est bien plus développé encore aux époques de civilisation imparfaite et peu avancée, trouvait beaucoup trop à se satisfaire dans ces loistains pèlerinages. Quand on était revenu au foyer dometique, on racontait avec une puérile complaisance les rencontres singulières qu'on avait faites, les traits de courage et de présence d'esprit par lesquels on avait échappé aux dangers des hommes et des éléments;

¹⁾ Peenitent Bed., cap. vii.

^{2&#}x27; Roman. Prenitent. tit. 111, cap. 2.

anxquelles on s'était livré; on se vantait avec excès, et souvent sans sondement, des grâces miraculeuses dont un avait été l'objet, et puis on ne disait pas à quelles tentations on avait été exposé et on avait cédé sur sa route. Une surveillance douce et paternelle, destinée à parder l'homme contre les autres et encore plus contre soimème, manquait à ces vagabonds pieux, qui, en suyant les lieux de leur crime ou de leur péché, ne pouvaient pas suir leur propre cœur et leurs propres passions. Il vaut mieux, a dit un vieux chroniqueur, qu'un navire tragile reste dans le port même où il a trouvé la paix et la sécurité, que d'aller chercher d'autres ports à travers les tempêtes et les orages.

Mais ce n'est pas dans les sages moralistes et dans les saints docteurs du moyen-âge qui ont blâmé les plus de ces pèlerinages, que nous irons prendre des programents pour les attaquer ou les proscrire : afin de provoir en juger par nous-mêmes, nous chercherons nos l'éments d'appréciation dans ces bons légendaires du ret du resiècle qui admiraient les pénitents pèlerins par les pécheurs sanctifiés par les macérations et par les larmes, et bien souvent récompensés par des paracles, signes évidents des pardons et de la faveur plu Ciel.

Les mortifications les plus bizarres étaient celles qui estiraient le plus l'attention et les applaudissements du elgaire. Ainsi le chroniqueur anonyme de Salerne cite seigneur lombard, appelé Dauserius, qui avait tué

en trahison le prince de Bénévent : ce noble assassin avait été condamné à aller faire un pèlerinage au tombeau de Jésus-Christ. « Il était parti en mettant dans sa bouche une grosse pierre qu'il n'ôta pas de tout le temps de son pèlerinage, si ce n'est pour boire de l'eau des chemins et manger le pain grossier qui était toute sa nourriture. Cette héroïque austérité lui valut une réhabilitation complète à son retour dans la principauté de Bénévent (1). »

Dans une vie de saint Marcellin, on lit cet autre sait bien plus merveilleux encore:

Au commencement du ix° siècle, un diacre de Spolète tue son frère sans le vouloir; on lui inflige comme pénitence des pèlerinages vers le nord, au-delà des Alpet Pour aggraver encore la peine qui lui est imposée, il fait charger de chaînes son cou et ses bras comme un parricide, et, flèchissant presque sous ce poids ignominieux, il va à pied, avec le bâton de pèlerin, visiter divers sanctuaires célèbres et consacrés par la pièté des fidèles. Enfin il arrive en Bretagne, au monastère de Redon, où était le tombeau de saint Marcellin: il fait devant les reliques du saint une fervente prière. A peine est-elle achevée, que ses fers tombent tout à coup: il s'en va libre et purifié du sang de son frère. Son crime est expié et sa pénitence est finie (2).

Une femme s'était souillée par un abominable attentat.

⁽¹⁾ Muratori, Antiquitates medii ævi, tom. 11, p. 327. Dissertatio vigesima tertia.

⁽²⁾ Id., ibid., p. 328-329.

In lui ordonne d'aller au tombeau d'Appien, moine nort en odeur de sainteté à Comaglia dans le Tessin. Lette semme se fait river autour du bras un cercle de le qui le serre avec violence : le ser s'ensonce dans les chairs, qui se tuméssent tout à l'entour, pendant qu'elle continue son douloureux pèlerinage. Elle arrive le Comaglia, en souffrant des tourments affreux. Au moment où elle s'agenouille devant le tombeau du saint, le cercle de ser se brise en éclats et le bras se guérit lout-à-coup. Elle passe alors pour être lavée de son par les mains de Dieu lui-même (1).

Charlemagne était un prince animé d'une foi vive et sincère: pendant son long règne de 46 ans il ne cessa le combattre et de lutter pour l'Église. Eh bien! il n'hésita pas à croire que ces pèlerinages, malgré les mercilles dont les entourait la crédulité populaire, accroissient les désordres mêmes que les pénitences publiques traient pour but de réprimer, et compromettaient la cligion au lieu de la servir. Il crut donc devoir les meterdire par le décret suivant:

 « Qu'il ne soit plus permis à ces charlatans et à ces jongleurs qui se promènent en vagabonds dans le pays, de parcourir les terres de notre empire, de tromper les hommes par leurs impostures, et d'étaler leurs membres nus et cerclés de fer, en disant qu'ils accomplissent les pénitences qui leur ont été imposées. S'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. C'ils ont commis un crime extraordinaire et leurs membres qui leur ont été imposées. L'ils ont commis qui leur ont été imposées. L'ils ont commis qui leur ont été imposées de leurs membres qui leur ont été imposées de leurs membres qui leur ont été imposées de leurs de leu

⁽¹⁾ Id., ibid.

« capital, il vaut mille sois mieux qu'ils demeurent dans

« un seul et même lieu, asservis à de durs travaix, t

« subissant leur pénitence de la manière qui a 44

« réglée par les canons (1). »

Ce capitulaire de Charlemagne éclaire d'une viste lumière la moralité des faits soi-disant miraculeux que nous avons racontés; des criminels, lassés de la longueur des pénitences qui leur étaient imposées, trouve vaient commode, à ce qu'il paraît, d'en appeler des sentences de leurs évêques à des jugements de Disa d'un nouveau genre. C'était une manière d'abréger des expiations qui devenaient pour eux, par leur sévérité et leur continuité, de véritables supplices. Dans la maire dont le prince-législateur flétrit ces viles et sacifiées manœuvres, on reconnaît la rude empreinte de main et de son style : c'est toujours le guerrier germanique en même temps que le vrai chrétien, et ses lois sont encore un combat en faveur de la religion et de l'ordre social.

Au surplus, nous citerons contre les pèlerinages une

⁽¹⁾ Ut isti mangones (') et cotiones ('') qui vagabundi vadunt per istam terram non simuntur vagari ac deceptiones hominum agere; nec isti nudi cum ferro, qui decunt se data pernitentia ire vagante. Melius videtur ut si aliquod inconsuetum et capitale crimen comme serint, in uno loco permaneant laborantes et servientes et pernitertiam agentes secundum quod canonice sibi impositum sit. (Capital., lib. 1v, addit. append. 1er, Bal., tom. 1, p. 794.)

^(*) Mango, prodo, fallax, deceptor. - Ducange, tom. 1v, p. 449, nouvelle tilles.

^(**) Cotto ou cotto, d'ou ces mois (vieux françaix), colester, vezet, tourmeste. A cotteux, avides, enpides — id., tom. 11, p. 493

plus élevée aux yeux de la foi que celle de 1agne, c'est celle d'un concile. En 847, le con-Mayence s'exprima ainsi dans son 20° canon, ment à la réforme de ce genre de pénitence ant imposé aux parricides : « Mais comme nous 3 appris que, dans ces derniers temps, les pares ainsi exilés courent çà et là, et qu'ils s'adonaux excès de la gourmandise et à divers vices, il a paru préférable que, restant dans un seul et e lieu, ils se châtient eux-mêmes par des pénis sévères, dans l'espérance d'obtenir de la de Dieu le pardon de leur crime, etc. (1). » oit que cette imposante réunion des évêques les et de Germanie flétrit ces pénitences vagadans un langage aussi net et aussi précis que Charlemagne.

t vrai cependant, comme le fait remarquer un tuteur (2), que la fièvre des pèlerinages ne cessa lgré ces interdictions de l'autorité temporelle et torité spirituelle. La papauté ne blâma que les l'on mêlait à des pratiques qui pouvaient être en elles-mêmes. Elle se contenta de désapprouagabondage soi-disant religieux, et de détour-

ed quia in modernis temporibus profugi currunt per diversa itiis atque gula illecebris deserviuut, melius nobis videtur loco manentes pænitentiæ districtæ semetipsos castigent, Domini bonitate indulgentiam facinoris sui percipere me...» (De administratione sacramenti pænitentiæ, lib. v, cap. 0, P. Morin.)

Morin. id., ibid.

ner, autant que possible, la passion des pélerings pers un seul point, le tombeau de Jésus-Christ. Elle obéissait en cela à de lointaines et habiles prévision qui dirigérent constamment sa politique, entre le règie de Charlemagne et celui de saint Louis, et qui lui permirent de rallier l'Europe chrétienne contre l'Asie male métane. Tout le monde comprit qu'Urbain 11 voulé avant tout sauver l'Église menacée dans son existent temporelle et extérieure, quand il fit rendre ce décre célèbre au concile de Clermont: « Quiconque, sau « avoir d'autre but que la dévotion et sans cherches « à acquérir des honneurs et des richesses, partin « pour Jérusalem afin de délivrer l'Église de Dieu, sen « censé avoir accompli, par le seul fait de cette expé« dition, les plus longues pénitences (1). »

C'est alors qu'on voit une foule immense de chrétiens accepter, dans la pureté de leur cœur et dans la ferveur de leur foi, ces conditions de dévouement pieux et désintéressé. Les pénitents et les pélerins accourent de toutes parts à la voix d'Urbain 11 et de Pierre l'Ermite. Ils se transforment en soldats et en chevaliers.

^{(1) (}Cono. Claromontan. Can. 2.) Le P. Morin fait remarquer que ce fut à dater de cette époque que l'on commença à racheter les pént tences, d'abord par les croisades, puis par les bonnes œuvres. Es effet, dès le commencement du xir siècle, on voit disparaire dans l'Eglise l'unage habituel des pénitences publiques. (Da admissérat. sacram. panitantia, lib. vii, cap. 18, p. 474.) Parmi les boune ceuvres qui rachetaient les pénitences, l'une des plus recommandes était l'affranchissement des esclaves, e Qu'il rende une âme, dit fisht e gaire, c'est a dire qu'il procure la liberté a un esclave de l'au es de l'autre sexe. » (Chardon, t. iv, p. 298.)

ennent la croix sur leurs vêtements et sur leur armure, archent à la conquête de Jérusalem, et refoulent, sein même de l'Orient, les hordes barbares de l'ismisme, qui avaient envahi l'Espagne et la Sicile, vagé les côtes de l'Italie et le midi de la France, et enacé si souvent l'Europe entière de leurs formidables vasions.

CHAPITRE V.

DES ORIGINES DE LA RÉVOLUTION JUDICIAIRE ET FÉODALS OPÉRÉE AU IX® SIÈCLE.

§ [er.

Du capitulaire de Kiersy.

Dans le ix° siècle se consomma, au sein de l'empire des Francs, une immense révolution politique. Cette révolution se propagea peu à peu dans tous les pays de l'Europe où les invasions germaniques avaient pénétré. Elle fut le résultat nécessaire de l'hérédité acquise aux possesseurs des bénéfices et des offices, privilège auquel se joignirent bientôt, au moins pour les premiers d'entre eux, les principales attributions de la souveraineté. C'est ce qu'on appelle le régime féodal.

Il ne serait pas exact de dire que Charles-le-Chauve a créé cet état de choses; il n'a fait que le consacrer par le célèbre capitulaire de Kiersy, rendu en 877 sur les instances des grands et des évêques.

Ce capitulaire aurait opéré tout à coup, suivant le préjugé général, une transformation complète dans le système judiciaire, et particulièrement dans le droit cri-

inel de la France. Quant à nous, nous croyons qu'à tte époque il n'était pas donné au pouvoir royal, non us qu'à tout autre pouvoir, de changer comme par un up de baguette les mœurs et les institutions des suples. Et, pour ne nous occuper que de notre sujet écial, il sera facile de démontrer, par exemple, que justice impériale et royale se dépeçait en lambeaux; puis bien longtemps, grâce au travail sourd et ntinu par lequel les comtes et les bénéficiers immustes avaient miné à leur profit l'autorité du souverain, avaient fini par lui enlever en grande partie une ses plus précieuses prérogatives, le droit de juger de punir, auquel se rattachait celui du prélèvement s amendes et de certains impôts. Seulement, pour pliquer ce nouvel état social qui se produit et se vėle au 1xe siècle, il nous faut remonter jusqu'au mps de la domination romaine dans les Gaules et de première conquête des Francs.

§ II.

Origines et développements des justices locales et territoriales.

Les conquérants les plus barbares ne sondent pas it à nouveau quand ils s'emparent d'un pays : pour 'il en sût ainsi, il saudrait qu'ils exterminassent la pulation entière des vaincus. Et après tout, cette desiction matérielle serait plus aisée à accomplir que la destruction totale des coutumes, des idées et croyances d'un peuple qu'on laisse vivre.

Les Francs n'étaient pas d'ailleurs des ravageurs a vages à la manière d'Attila ou de Gengiskan: plu sur les limites de l'empire romain, appelés à être auxiliaires avant de devenir ses ennemis, et de prendeur part dans la dépouille de ce corps tombant ruines, ils avaient pu avoir quelque idée de la civilistion importée dans les Gaules par une première co quête, et des ressources qu'avait procurées aux donnateurs du pays une administration ferme, réguliéet habilement fiscale.

Si l'administration romaine fut modérée dans le tem des premiers empereurs, on sait ce qu'elle devint au t et au 1v° siècle. Les plaintes de Salvien nous o laissé d'éloquents témoignages de la tyrannie de dét des præsides, des judices pedanei, et surtout des precuratores, des rationales et des exactores (1).

Sous ce gouvernement impérial, le pouvoir adminitratif et le pouvoir judiciaire étaient unis et confond sous le nom de judiciaria potestas, mais la levée d'impôts était considérée comme une branche particulié de l'administration, ayant ses employés et ses agens part.

⁽¹⁾ Voir l'Hintoire den Gaulen noun l'adminintration romaine, p Amédée Thierry; l'Hintoire du droit françain, par Laferrière, no velle édition; l'Hintoire du droit françain au moyen dye, par M. 6 rand, tom. 1, Videcoq, 1846; Den institutions mérovingiennes e moyen dye, par Lebuerou, etc.

Au moment de la conquête, les Goths, les Bourguiions et les Francs commencèrent par partager les
aisons, les terres et les esclaves des Gallo-Romains.

durent tenter aussi de se substituer comme magisits et percepteurs d'impôts aux employés de l'empire.

« Cependant les Germains, comme dit un savant
moderne, n'étaient pas en état de concevoir le système
savant de l'organisation impériale, encore moins d'en
entretenir le jeu et le mécanisme (1). »

Il ne put donc manquer d'y avoir un grand trouble ministratif à la suite de la conquête, malgré le désir 'avaient les chefs germaniques de continuer le gouverment romain. La substitution des dominateurs à demi rbares aux dominateurs civilisés ne saurait se compaà celle qui s'opèrerait, par exemple, à Malte et dans îles Ioniennes, si les Français expulsaient les Anis pour se mettre à leur place et leur succéder dans souveraineté de ces îles.

Les institutions et les mœurs des Germains difféent essentiellement de celles des Romains, et en se perposant au régime gouvernemental des Gaules, elles ntroduisirent des éléments hétérogènes qui altérèrent transformèrent profondément la société.

En examinant comment se sont manisestées ces nssormations, on trouve que le système de l'admi-

Discours d'introduction de M. Guérard au cours de troisième ée de l'école des chartes, Bibliothèque de l'école des chartes, tom. 2º série), p. 361.

nistration impériale sut bouleversé dans deux de ses principaux sondements.

Premièrement, il régnait sous l'empire une unité centralisatrice qui tenait à la forme même de l'Étal, représenté par un seul maître, héritier sictif de la souveraineté du peuple romain.

Les chess des bandes germaines, en se divisant dans les Gaules non-seulement la propriété du sol, mais l'autorité administrative et judiciaire, se partagèrent en lambeaux cette autorité, qui ayait jusque-là émané d'une seule et grande unité, l'empereur.

Secondement, les Germains ne pouvaient pas concevoir parfaitement la séparation du pouvoir judiciaire & du pouvoir fiscal; le chef militaire qui devint combe à la place du comte romain tendit à concentrer con divers pouvoirs, soit entre ses mains, soit entre les mains de ses délégués.

En cette qualité de successeur du magistrat impérial, le comte s'empara pour lui et ses officiers, à titre d'émoluments : 1° d'une part en nature prélevée sur les revenus des terres de son comté, appelée annonas sous les Romains (1); 2° de certaines, redevances persoures.

⁽¹⁾ Omnibus tam viris spectabilibus quam viris clarissimis judicibus, qui per provinciales sive militarem, sive civilem administrationem gerunt... Item et adsessoribus judicum singulorum, in prabenti solatiis annonarum hic fixus ac stabilis servabitur modus, ut es pro annonis et capite dignatis sua debitis pretia consequantur, que par ticularibus de legationibus solent contineri /Cod. Justin., tit. 82, kt. Et Cujas dans son Commentaire sur cette loi s'exprime ainsi: « Delegationes sunt notitie que singulis administrationibus et officiis delegationes sunt notitie que singulis administrationibus et officiis delegationes sunt notitie que singulis administrationibus et officiis delegationes sunt notities que singular sunt notities delegationes sunt notities delegationes sunt notities que singular sunt notities que singu

elles, dues antérieurement par ses administrés aux omtes ou autres officiers de l'Empire; 3° d'une portion el l'impôt public, dont les deux tiers au moins devaient re réservés au roi. Cela n'empêchait pas qu'on ne lui onnât en sus la jouissance d'une portion des terres scales appartenant au domaine royal, dont les revenus isaient le fond le plus solide de ses honoraires.

On comprend parfaitement ce que c'est que des impôts nature, et il n'est pas besoin de revenir sur ce point. Quant aux redevances personnelles ou corvées, il y en ait sous les Romains de diverses sortes.

Et d'abord, sur les voies immènses qui traversaient Empire romain de la Perse à l'Armorique, on avait instruit des maisons publiques destinées à recevoir les nctionnaires, les juges ou les citoyens privilégiés et unis de diplômes impériaux qui venaient y demander gîte et de la nourriture, ainsi que les chevaux et îtres moyens de transport pour continuer leur route. 1 appelait ces stations des mansiones, et ceux qui aient préposés à ce service public, mansionatici ou ocuratores cursus publici: c'étaient des espèces de

ntur, quibus annonæ eis debitæ taxantur, et capita aut pretia rum quæ sumant in tributis illius vel illius provinciæ. » M. Giraud, us son Histoire du Droit français au moyen-dge, t. 1, p. 305, sait marquer que, même sous Gratien, dans un temps où l'impôt public payait généralement en numéraire, la plupart des traitements de ectionnaires étaient acquittés en rations. Ainsi, dans les académies gaules, le traitement d'un rhéteur était de vingt-quatre rations rjour, et celui des grammairiens de douze rations.

maîtres de poste qui se trouvaient en même temps des hôteliers gouvernementaux (1).

On retrouve les vestiges de cette institution sous les Mérovingiens: mais elle n'a plus la régularité qui est le signe d'une bonne administration. La circulation des employés ou des voyageurs sur les chemins publics à cessé d'être aussi fréquente; il y a encore des hôtelleries publiques où il est ordonné de défrayer les envoyés du roi, legati, chargés de recueillir les dons annuels et les tributs publics (2), comme de leur fournir des chevaux ou des mulets pour continuer leur route. Les dépenses affectées à ce service public sont à la charge des propriétaires locaux, sous la surveillance du comte. Mais le comte négligeait de pourvoir d'avance à un service devenu fort irrégulier, et quand les voyageurs privilégiés arrivaient à l'ancienne mansio publique, of les conduisait souvent sur les terres du fisc, à la rille la plus prochaine du domaine royal, de façon que c'à taient les colons ou fermiers du roi qui recevaient ses employés à leurs dépens (3). Lors même qu'on ne cher-

⁽¹⁾ Voir Cod. Theodos., l. vIII, tit. 5: De cursu publico, angariis et parangariis; et, tit. 6: De trastoriis et stativis.

⁽²⁾ Hludovici II, imperatoris conventus Ticinensis, ann. 881. (Inter capitula missorum). Voici une partie du texte: « Unde és administrentur obsequia, unde paraveredi; unde vel quæ dona animalia aut tributa publica exigi debeant qui debeant palatia restaurare, per pontes... » Il y avait donc des tributs publics sous la seconde race, quoi qu'en dise M. Le Huérou.

⁽³⁾ Karoli Magni capitulare Aquisgran. — Ann. 802-27. — « Quando missi vel legatio ad palatium veniunt vel redeunt, modo in curtes dominicas mansionaticas prendant, nisi specialist jussio nostra fuerit. »

ait pas à se décharger ainsi frauduleusement d'un sere public, rien n'était prêt dans la mansio quand un ibassadeur étranger ou un agent du gouvernement nait s'y présenter, et il fallait le faire attendre longnps pour aller chercher au dehors des provisions et s moyens de transport. Plusieurs capitulaires de uis-le-Débonnaire et de ses successeurs dénoncent vèrement ces abus et cherchent à y remédier (1).

L'institution des mansiones languit ainsi et dépérit s le commencement de la seconde race; vers la fin de tte race, elle se transforme et se morcelle; ce n'eşt us un instrument de centralisation: c'est un de ces eux droits régaliens de l'empire qui devient une annexe pouvoir seigneurial, sous le nom de droit de gîte, et us ceux d'angaria (2), de paraveredi (3) et scara puestris (4). C'est ainsi que les civilisations naissantes ent souvent condamnées à hériter des charges et des isères des civilisations antérieures auxquelles elles accèdent.

Or, le droit de gite était par son origine, comme on

⁽¹⁾ Hludovici I, imperatoris Capitularia Aquisgran. Ann. 823, 1, 17; Bal. 1, p. 638...... Mansionatici jugiter provideant..., ut non pe sit necesse de longe quærere, quando tempus est illa dare vel prolivere.

⁽²⁾ Charrois, charrettes faisant des transports lents.

⁽³⁾ Les veredi étaient des espèces de chevaux de poste, les pararedi étaient les chevaux fournis par des particuliers sur les routes l'il n'y avait pas de cursus publicus. Paraveredus se prit, au moyenle, dans le sens de palefroi.

La scara est l'obligation imposée à un tenancier de faire telle ou dechose avec son cheval (Polyptique d'Irminon, t. 1, p. 793, 812, 820.)

le voit, un droit affecté au service du juge ou de l'employé, un droit justicier, qui ne peut nullement être assimilé aux droits contractuels et réciproques de la féodalité proprement dite.

Il en est de même des droits de péage ou tonlieu, et des corvées ou prestations en nature.

L'origine romaine de tous ces droits ne saurait pos plus être contestée.

Déjà sous la première race, le roi Dagobert, en permettant aux moines de Saint-Denis d'établir un marché sur leurs terrées, leur abandonne en même temps tous les profits du péage (1).

C'est à cette même époque que les rois mérovingies se dessaisissaient, par de ruineuses immunités, de la propriété des salines (2), des fleuves (3), des forêts (4), et ces immunités n'étaient pas de simples exemptions, mais des concessions de revenus et de droits dejustice; elles furent d'abord accordées en foule à des évêques [5]

⁽¹⁾ Apud D. Bouquet Scriptores rerum francicarum, tom. 1v.p. 62; ibid., tom. 1v. p. 635: Diploma Sigiberti II regis, pro monastrii Strbulensi et Malmundariensi.

⁽²⁾ Hludovici I, Capitulare ad Theodonis villam, ann. 821. — 84. Baluzium.

⁽³⁾ Diploma Childeberti I, pro monasterio Parisiensi sancti Vincenti.
(1). Bouquet, tom. 1v, p. 622).

⁽⁴⁾ Privilegium Chlodovai II, quo Blidegisilo diacono donat castral Bagaudarum ad construendum monasterium. (D. Bouquet, top. 163).

⁽⁸⁾ Les plaintes de Chilpéric II à ce sujet contre les évêques sul curieuses. « Nullas plus odio habere quam ecclesias aichat plerançais « ecce pauper remansit fiscus noster; ecce divitiæ ad ecclesias sul translate; nulli penitus nisi soli episcopi regnant, perit

à des monastères, et plus tard, aux comtes et aux néficiers de l'empire sous les Carlovingiens.

Cette origine est encore plus évidente, s'il est posple, pour les corvées ou prestations en nature.

Sous l'empire romain, les villes étaient chargées de construction et de l'entretien des ouvrages d'utilité blique qui servaient à leurs besoins ou à leurs plais, tels que les temples, ports, routes, ponts, cirques, sâtres, etc.

Les cités gallo-romaines subvenaient à ces dépenses deux manières: d'abord avec leurs revenus ordinaires, is au moyen de charges extraordinaires qu'elles rétissaient entre tous les propriétaires, possessores, ivant leur fortune (1); la loi n'exemptait que les véténs et les sénateurs (2), ces charges consistaient en s prestations en nature (3), et les travaux à exécuter faisaient sous la surveillance et la direction du gourneur de la province (4).

Cette institution, continuée sous la première race de s rois, se trouve encore sous la seconde avec ses incipaux caractères.

Seulement on comprend qu'au lieu du temple, par emple, il ne s'agissait plus que de l'église chrétienne.

conor noster et translatus est ad episcopos civitatum. » (Gregorius ronensis, v1. 26).

¹⁾ Codex Theodos. De itinere muniendo, lib. v, tit. 3, et lib. xv, 1-17-34.

³⁾ Idem 1, 6-7-23-49 lib. vii, de veteranis, tit. 11.

³⁾ Id. l. xv, tit. 1. 1-17.

⁽⁴⁾ Id. 1,2-14-15-16-18-29-33.

Les réparations de l'église paroissiale étaient à la charge des paroissiens, et principalement de ceux qui tenaient en bénéfice ou en précaire les terres ou revenus de cette église (1). L'évêque était chargé de diriger les travaux (2), et le comte d'employer le concours de son autorité pour les faire exécuter.

Le prêtre devait vivre des revenus de son église, et pour que son église eût des revenus, il fallait que ses paroissiens lui constituassent un patrimoine immobilier dont le minimum était fixé à une manse de douze banniers de terre arable et deux esclaves (3). Autrement l'église était détruite ou abandonnée.

C'est ainsi que sous le paganisme, tout temple important avait des bois sacrés et d'autres propriétés immobilières.

La succession de l'idée romaine est encore plus marquée en ce qui concerne les routes et les ponts.

- (1) Si filii ecclesiæ eas restaurare noluerint a ministris reipublice distringantur ut volentes nolentesque nostram observent præceptionem. Hlotarii I imperatoris constitut. Olonensis, 828.— Quicumque de rebu ecclesiasticis quas in beneficium habent, restaurationem earum facen neglexerint, juxtà capitularem anteriorem in quo de operibus et decimi constitutum est, sic de illis adimpleatur. Ludovici et Hlotarii Capital aquisgran, ann. 825, id. ibid. 24.
 - (2) Id. ibidem, Comites in omnibus adjutores fiant, etc.
- necessaria sit et nihil dotis habuerit, volumus ut secundum justices. Domini et genitoris nostri, unus mansus cum duodecim bunuaris te terra arabili ibi detur et mancipia duo a liberis hominibus qui de eamdem ecclesiam officium Dei debeant audire, ut sacerdotes di possint esse, et divinus cultus fieri. Quod si hoc populus facere poliuerit, destruatur. (Hlotarii I, Constitutiones papienses, ann. 832. Additiones papienses ann. 832. Additiones ann. 832. Additiones papienses ann. 832. Additiones ann. 832. Additi

- « Nous voulons, disait l'empereur Louis-le-Débon-
- « naire, que dans chaque cité nos Missi, de concert
- « avec l'évêque et le comte, choisissent parmi nos
- « hommes qui y sont domiciliés ceux qui seront char-
- « gés de réparer les ponts dans chaque localité, et
- « d'enjoindre à chacun de ceux qui doivent contribuer
- « à leur réparation, de s'y employer selon son pouvoir
- « et son devoir (1).
 - « Quant aux douze ponts qui doivent être jetés sur
- « la Seine, dit le même empereur, nous voulons que
- « les habitants (pagenses) qui doivent les faire, reçoi-
- « vent de nos Missi l'ordre de les établir promptement.
- « Et qu'ils n'aient aucun égard aux vaines réclamations
- « de ceux qui disent qu'ils ne sont tenus de construire
- « ces ponts que là où il en existait anciennement, mais
- « qu'on les oblige à en construire là où le besoin s'en
- « fait sentir aujourd'hui (2). »

Dans ce capitulaire, les pagenses des bords de la Seine semblent être assimilés aux anciens possessores des Romains.

⁽¹⁾ Volumus ut missi nostri per singulas civitates una cum episcopo comite, missos vel nostros homines ibidem commanentes eligant, corum curæ sit pontes per diversa loca emendare; debent ex nostra sione admonere, ut unusquisque juxta suam possibilitatem et quantem eos emendare studeat. (Ludovici I imperatoris capitulare, ann. 17, ap. Pertz, tom. 3, p. 215.)

⁽²⁾ De duodecim pontibus super Sequanam volumus uti pagenses qui facere debent, a missis nostris admoneantur, ut eos celeriter restrent, et ut eorum vauæ contentioni non consentiant, quando dicunt non alicubi eosdem pontes facere debere, nisi ubi antiquitus fuerant, ibi ubi nunc necesse est eosdem pontes facere jubeantur. (Ludo-ici II imperatoris Capitul. ad Theodonis villam, ann. 821.)

Du reste, la propriété des ponts et des péages qui y étaient attachés était héréditairement transmise avec la charge de les entretenir, aux enfants de ceux qui les avaient construits primitivement, ou qui y avaient reçu la concession à titres d'honores (1).

Nous reviendrons tout à l'heure sur l'origine présumée et sur la signification de ce mot honores.

On voit que cette hérédité indéfinie ne permettait pas au gouvernement de rentrer jamais en possession de ces créations d'utilité publique qui ne sont aujourd'hui l'objet que de concessions temporaires.

Quant à l'impôt proprement dit, sans doute il ne set pas perçu par les Germains avec la même régularité que sous l'administration romaine. Mais personne ne conteste que les rois mérovingiens n'aient tâché d'en saire une des ressources principales de leur sisc royal.

Parmi ces impôts (2), se trouvaient les revenus des justices, dont le comte germain, succédant au comte romain, avait l'administration. Le comte percevait les revenus de son bénéfice, et faisait rentrer les amendes judiciaires que lui payaient les criminels qui avaient violé

⁽¹⁾ De pontibus restaurandis, videlicet ut secundum capitularia sti et patris, ubi antiquitus fuerant, reficiantur ab his qui honores illos tenent de quibus ante pontes facti vel restaurati fuerunt. (Caroli Il Conventus attinicensis, 853.

⁽²⁾ Sur l'impôt chez les Romains, on peut lire: 1° le mémoire de M. de Savigny intitulé: Uber die Romischer steuerversassung unterder Kaisern, tom. vi du Journal de la jurisprudence historique (en allemand), pp. 321-396; — 2° De l'économie politique des Romains, per M. Dureau de la Malle, tom. 11, pp. 402 et suivantes; — 3° Du droit suivantes au moyen dge, par M. Giraud, tom. 1, pp. 93 et suivantes.

la paix publique; ces amendes étaient connues sous le nom germain de friedgeld (argent de paix), dont on avait fait le mot latin fredum. Pendant la première race, le comte donnait les deux tiers de cet impôt au roi et en gardait un tiers. Nous voyons encore des traces de cette répartition sous Charlemagne (1). Mais, après lui, il paraît que les comtes s'attribuèrent la totalité des émoluments des justices locales, et le fisc vit ainsi tarir une des sources principales de ses revenus. Ce fut une suite de la faiblesse qu'eut la royauté de se laisser dépouiller du droit de nomination et de révoçation de ses agents, en leur concédant l'hérédité de leurs offices. Du moment, en effet, qu'une gestion infidèle ne pouvait plus entraîner de responsabilité véritable de la part du gérant, le souverain se trouvait désarmé à son égard, et la surveillance du Missus devenait inutile. C'est ainsi que périt l'institution des Missi dominici que Charlemagne avait savorisée et étendue pour concilier les idées d'une souveraineté supérieure avec les habitudes de libertés locales et de morcellements d'autorité, inhérentes aux mœurs germaniques.

De là vient aussi l'appauvrissement progressif du sisc, qui sut une cause de la décadence et de la chute des

⁽¹⁾ Ut non per aliquam occasionem bannum comes exactare præsumat, nisi Missus noster prius bannum ad partem nostram recipiat, et suam tertiam partem exinde per jussionem nostram donet (Caroli Magni, leg. Longobardorum 128). « De omni justitia, disait la loi hongroise, faite sous l'influence de l'esprit germanique, ad fiscum regium duas lucri partes reddant, tertia tantum comiti remaneat. » Lex Mangarica citée par Hauteserre dans son traité De ducibus Galliæ.

Carlovingiens, non moins puissante que cette autre cause, plus connue et plus remarquée, la diminution du domaine royal.

Au surplus, cette déchéance de la puissance du ches de l'état ne vint pas seulement de la concession des bénésices pris sur les terres du domaine, mais aussi de la concession des honores, expression qui a un sens bien distinct de beneficium, sous la première, la seconde et même la troisième race.

Déjà, sous les Romains, les honorati, pris en général dans diverses classes, étaient des fonctionnaires publics qui, après avoir passé par plusieurs degrés hiérarchiques, obtenaient l'exemption de certains impôts en nature. Ces impôts, après la chute de l'empire, s'appelèrent honores (1).

A ce titre, honorati et immunes devinrent synonymes.

Or, nous avons dit déjà que des prestations en nature faisaient une partie et souvent la totalité des émoluments payés aux administrateurs ou justiciers par leurs administrés.

C'est sous les Francs (2) que ces exemptions et ces espèces d'attributions d'impôts pour les fonctionnaires publics s'appellent honores. Les changements d'acception

⁽¹⁾ Curiales qui gradu meritorum usque ad honoriam dignitatem pervenerint nulla equorum præstatio permaneat. (Lex 158, Cod. Theodos, lib. x11, tit. 1.

⁽²⁾ M. Championnière prétend que le mot d'honor existait dans celle acception, même sous l'empire romain, mais il ne le prouve ps. Voir son Traité de la propriété des eaux courantes, p. 128.

ts sont très-communs dans la langue latine du -âge.

t ainsi que justitia veut dire d'abord le sentilu juste, le droit de juger et l'exercice de ce droit. l'exprime l'ensemble des redevances dues au jusn nature ou en argent (1).

nême, le mot murdrum signifiera d'abord le crime de meurtre, puis le droit de juger ce crime, et nier lieu les droits de confiscation ou d'amende voir pour le haut-justicier à l'occasion de la contion d'un meurtrier (2).

rentes ou les prestations en nature dues au foncire public étaient une institution déjà existante administration romaine; mais ces rentes furent es honores sous la domination des barbares, que

niliter et de cœteris ecclesiis præcipimus ut justitiam suam em habeant. (Charta divisionis imperii Karoli Magni, cap. 10.) m in decimis, quam in aliis ecclesiasticis justitiis vobis res-. Epistolæ Alexandri III, p. 44.

n dicta pecia terræ de cetero nihil juris vel alius nomine in dicta pecia terræ de cetero nihil juris vel facti, justitiæ il magnæ poterunt reclamare vel habere: nec nos vel nostri pecia quæ sibi assignata pro illa quæ fuit sua aliquid juris vel stitiæ parvæ vel magnæ reclamare poterimus vel habere, 2 è Chartulario Meldensi.

es citations et plusieurs autres au mot justitia, dans Ducange, velle, tom. 111, p. 951.

peut en dire autant du mot latro, qui signifie non-seulement mais droit de juger les brigands, et confiscation des biens du ou amende imposée sur ses biens par le justicier; du mot a qui, en outre de son sens propre, signifie l'amende impocendiaire, ou la part du juge dans les biens confisqués de lire condamné ou contumace; il en est de même enfin de èce de crime de violence pour lequel existait le sanguinis par une corruption de langage qui a, comme on voit, de nombreuses analogies sur d'autres points.

Dans le langage peu noble et peu correct du moyenâge, on disait qu'on était deshonestatus ou deshonoratus, parce qu'on avait été privé de cette part fiscale, de ces revenus devenus transmissibles comme les terres bénéficiales elles-mêmes. Dans d'autres temps, on a pu dire, au contraire, qu'on s'honorait en certaines circonstances, en renonçant à un office ou à des fonctions publiques et aux émoluments qui y étaient attachés.

Du reste, comme il arrive à certaines expressions dans toutes les langues flottantes et non fixées, le mot honor, honores, varie lui-même de signification du vii siècle au xive siècle.

Hors la première et la deuxième race, les mots proprium, beneficium, honor, sont souvent employés, dans le même acte, en regard les uns des autres, pour signifier des choses distinctes.

Voici d'abord ce que nous trouvons dans la vie de saint Eusicius : « Le roi Childebert, étant de retour, « se proposa de récompenser les services de chacun. « C'est pourquoi Vulsinus, homme de noble race et « remarquable par ses bonnes mœurs et sa probité,

emendatio. Au commencement du XII^e siècle, la comtesse Adèle & restituer à saint Père vingt sous que son prévôt Chautard avait extorqués, à titre d'amende, pour sang versé, emendatio sanguinis, à l'occasion d'un crime commis dans les limites du bourg de Saint-Pierre. (Guérard, Introduction au Cartulaire de saint Père de Chartres, nos 107, 108, 109, 110, 111, p. cxl et suivantes.)

se présenta comme les autres pour recevoir le prix de sa bonne conduite. Mais comme il connaissait le nom célèbre du bienheureux Eusicius, il ne demanda autre chose qu'un honneur appartenant au roi sur le fleuve du Cher. Le roi lui accorda ce qu'il avait demandé. Bientôt de retour, il se présenta joyeux devant l'homme de bien; et, se livrant à son bon penchant, il donna de grand cœur à cet homme vénérable plus encore que ce qu'il avait obtenu du roi (1). » Il paraîtit, d'après ce texte, que l'honor n'avait pas le caracte précaire que conservait encore à cette époque le nescium; l'honor était une propriété fiscale, un droit péage ou autre que l'on pouvait à son gré transporter in tiers.

Les rois disposaient des honneurs, comme étant annexes des offices, mais ils détachaient ces annexes ar en faire des concessions à part, concessions déjà asmissibles héréditairement, quand les bénéfices ne aient pas encore. C'est un désordre administratif d'où tit une espèce d'institution nouvelle.

C'est peut-être dans le sens d'offices rétribués qu'il

Reverso igitur Childeberto, unicuique decrevit secundum accepem personæ servitium quod fecerat remunerari. Igitur Vulfinus dem generis vir nobilissimus, inter cæteros moribus et honore cipus, remunerationis præmium, sicut et cæteris, præstabatur. quia celebre beati viri (Eusicii) cognoverat nomen, nihil petit sibi misi super Chari fluvium quem rex habebat honorem. Tunc quoque illi competit quidquid ab eo postulabat. Mox inde reversus ad virum venit festinus, ac ejus se condonans voluntati, plura de his quæ a beneficiis impetraverat, eidem venerabili viro largiri corde tenus parit. — (D. Bouquet, tom. 111, p. 449, Vita sancti Eusicii.)

faut entendre ce mot honores, dans l'acte de partage i du royaume fait par Louis-le-Débonnaire entre ses en fants, en 817. « Nous voulons, dit-il, que ces dens « frères, étant décorés des titres royaux, soient revêtue « d'un pouvoir qui leur soit propre, pour distribuer « tous les honneurs compris dans les limites de leur « empire (1). »

Il s'agit bien ici de cette haute juridiction qui appartenait au Missus comme délégué et représentant de l'empereur ou du roi. Les malheureux descendants in Charlemagne affectaient de donner ce qu'on leur aurail enlevé ou peut-être ce qu'on leur avait déjà pris de vive force. La lutte que leur glorieux aïeul avait son tenue contre les empiétements d'autorité de l'aristocratie, ils l'abandonnaient de guerre lasse, et se ling saient arracher pièce à pièce tous les sleurons de les couronne. Les ducs, les comtes, les bénéficiers et même les propriétaires allodiaux, issus des anciens leudes # chefs de bandes germaines, s'étaient divisé tous les droits souverains, toutes les redevances résultant des justices et des honneurs. Et quand Charles-le-Charles reconnut par son capitulaire de Kiersy l'hérédité bénésices et des offices, il sembla que la royauté 🛰 portait à elle-même le dernier coup, et qu'elle consormait l'abdication de ses vieilles prérogatives dispersion entre des mains ambitieuses et avides.

⁽¹⁾ Volumus ut hi duo fratres, qui regis nomine censentur, in cuache honoribus, intra suam potestatem distribuendis, propria potestate p

l'un autre côté, quel spectacle que celui de ces les, de ces grands officiers de l'empire, de ces béciers immunistes ne se lassant jamais de demander redevances et des richesses nouvelles, à leur souun de plus en plus appauvri et dépouillé! Leur pition se produit sous le jour le plus ignoble et le 3 vil : c'est de l'argent qu'ils sollicitent, bien plus du pouvoir. Ils ne réclament pas tant la puissance ciaire que les droits pécuniaires qui en sont la e; le principal est devenu pour eux l'accessoire. ont fait perdre son sens primitif au mot honneurs, ne signifiera plus que les privilèges ou les droits enrichissent. Ce sont bien les dignes fils de ces bares qui ont mis au pillage l'empire romain! Seuent, comme ils n'ont plus de vaincus à spolier, ils ent prendre et se distribuer la part du lion qui t été faite à leur chef, au moment de la conquête. es, ce prétendu siècle de ser ne se montre pas ns affamé d'or que notre âge moderne dont on dit de mal! Le désintéressement, l'amour du bien lic sont plus rares encore que de nos jours. Les s y connaissent moins de frein et s'y étalent avec de cynisme.

est vrai qu'après tant d'abaissements la société péenne se relève puissamment aux xi° et xii° siè-L'association féodale et la chevalerie développent, l'influence du christianisme, les nobles instincts àme humaine. De grandes vertus viendront alors ncer dans le monde de sauvages et brutales pas-

sions; et l'héroïsme de nos barons et de nos cheva égalera et surpassera souvent le patriotisme si v des grands citoyens d'Athènes et de Rome.

CHAPITRE VI.

ANGEMENTS DANS LES PLAIDS OU TRIBUNAUX LOCAUX. —
ABOLITION DE LA PERSONNALITÉ DES LOIS.

§ I.

Nous avons montré comment certains droits de seieurialité se rattachaient bien moins à la tradition manique qu'à l'héritage des proconsuls de Rome, ueillis par les nouveaux conquérants des Gaules. is le morcellement de l'autorité du souverain est évimment opposé à l'esprit de centralisation qui faisait vie et l'essence de l'empire romain, et il va devenir fondement de la société féodale qui travaille à se mer: cette société se composera donc d'éléments rers, et qu'on aurait crus inconciliables avant de les ir associés.

Les leudes et les grands de l'empire des Francs lient commencé par usurper ou se faire concéder les renus fiscaux en argent ou en nature qui se trouvaient plus à leur portée : à ces revenus ils joignirent sout la possession des terres elles-mêmes, détachées domaine royal. Après cette spoliation matérielle

des biens meubles et immeubles de l'État, il restait encore quelque chose à lui prendre : c'étaient les hommes destinés à le servir.

Les hommes libres du canton, les pagenses étaient restés longtemps une classe parfaitement distincte des esclaves ou serfs et même des colons. Ils étaient soumis à la fois dans le principe à la loi de l'hériban, c'est-à-dire au service militaire, et à l'obligation de siéger dans les plaids ou cours de justice.

Plus tard, le plaid ne se composa pas de l'assemblée de tous les hommes libres, mais séulement d'un certain nombre de scabins pris parmi eux: la présence de tous n'était donc plus impérieusement réclamée; mais ils devaient être à la disposition de l'État, qui pouvait toujours les appeler à devenir les assesseurs du certenier ou du comte, dans les tribunaux ou cours de justice locales.

Quant à la disponibilité des hommes libres pour le service militaire, elle importait plus encore à l'État, s'il est possible, puisque c'étaient eux seuls qui devaient suffire aux besoins de la défense du pays.

Eh bien! au lieu de protéger cette classe d'hommes et de les désendre contre les violences qui les mensçaient de toutes parts, les comtes et officiers royaux les contraignaient à accomplir mille travaux serviles, et ils s'efforçaient de transsormer ces hommes du roi en leurs hommes propres.

Il fallait que ces malheureux, qui invoquaient en l'avain la franchise de leur race, allassent à la sueur de

leur front conduire la charrue dans le champ du comte ou de son vicaire, qu'ils fissent ses fenaisons, ses moissons et ses semailles. Les lois des Lombards et les apitulaires de Charlemagne sont pleins de dispositions qui répriment ces abus (1) et qui en constatent en nême temps l'existence. Charlemagne lui-même s'irrite le ce que ceux des hommes libres qui sont pauvres et aibles sont amenés par l'oppression des hommes puissants, ici à prendre la fuite (2), là à céder leurs biens a leurs oppresseurs (3). Pendant sa vie, ce torrent d'iniquités put être arrêté ou suspendu: après lui, il reprit son cours.

A la fin du 1xe siècle, les propriétaires immunistes et les fidèles ou leudes, renfermés dans leurs châteaux

- (1) Neque comes, neque loco ejus positus, neque sculdasius ab aremanis suis aliquid per vim exigat (L. Longobard. tit. XIII, § 3. Guid. 4). Ducange, verbo Herimanni, tom. III, p. 659, nouv. édit. Suivant Eccard, Arimanni viendrait de erbmanner, hommes d'héritage, possédant des biens héréditaires; mais le mot s'écrit ordinaiment herimanni, et dès lors il semble évident qu'il vient d'heer armée, et man, homme, viri exercitus.— On lit dans les Capitulaires: Ut liberi homines nullum obsequium comitibus faciant, nec vicariis, nec in prato, neque in messe ueque in aratura aut vinea, et conjectum ulum vel residuum non solvant excepto haribannatoribus, etc. Kar. Mag., Capitul. Longobard., ann. 803.— (Les collecteurs de l'hariban útient des officiers royaux), vide quoque Hludovici II imperat. Capitul. diversa, ann. 875, § 4.
- (2) In quibusdam locis, tantum populus oppressus est, ut multi fine non valentes per sugam a dominis vel patronibus suis lapsi sunt, et terræ ipsæ in solitudinem redactæ sunt. (Kar. Mag. Capital. Longobard., ann. 803.)
- (3) De oppressione pauperum liberorum hominum, ut non flant a **Petentioribus** per aliquod malum contra justitiam oppressi: ita ut coacti res eorum vendant aut tradant (Kar. Magn. Capitul. ad Theod. Vill., ann. 805.

qu'ils venaient de construire ou de fortisser, n'allaient pas secourir les Arimanni restés indépendants, soit contre le brigandage toujours croissant qu'engendrait la misère, soit contre les invasions des Normands, des Hongres ou des Sarrasins (4). L'enceinte de leurs dompons ne s'ouvrait pas pour donner asile à ces infortunés. Ils se faisaient même quelquesois les complices secrets des brigands (2) qu'ils auraient dû poursuive et punir.

Mais l'espèce de persécution organisée par les grands contre les petits ne se bornait pas là. Il paraît que les comtes allaient jusqu'à donner les Arimanni ou homme libres de leur juridiction, comme des espèces d'esclaves, à leurs vicaires, écuyers ou autres officiers de justice; à ces arimanni d'autrefois ils imposaient leurs hommes ou satellites comme des hôtes forcés ou plutêt comme des garnisaires qu'il fallait loger et nourris. Ces exactions sont sévèrement défendues par un concile de 904 (3). Mais en même temps on permet aux col·lecteurs publics de prendre inscription sur les biens des

⁽¹⁾ Consideravimus qualiter rapinæ et depopulationes, que peris occasione superinterventium paganorum, partim mobilitate sdefice nostrorum in regno nostro.... grassantur. Capitul. synodi Carisica, ann. 857. Bal., t. 11, p. 87-8.

⁽²⁾ Audivimus etiam quod quidam potentes domos et possessiones habentes, concilient sibi et consocient latrones aliunde venientes, cosque occulte foveant (Kar. II, conventus silvacensis, ann. 851. Capitul., Bal., t. 11, p. 68 et 66.

⁽³⁾ Ut nullus comitum arimannos in beneficio suis hominibus inbuant. — Ut homines comitum nullatenus in domihus arimannos resideant, sed domos respublica instaurent, ibique resideant. Contanonym., ann. 904. (Ducange, verbo herimanni, tom. 111, p. 659.)

ommes libres, sous prétexte de donner à l'État une trantie de leur exactitude pour le service militaire et de ur assiduité aux plaids de justice; on veut que s'ils e remplissent pas ces deux obligations et s'ils vendent urs biens, le prix puisse être exigé par l'État, d'eux et e leurs acquéreurs tout à la fois (1). Ces infortunés se ouvent donc placés entre les corvées arbitraires dont s grèvent les magistrats locaux, et leurs anciens depirs d'hommes libres, dont le souverain exige le goureux accomplissement. On leur fait porter double At, double charge. De tous côtés c'est la sousance ou la ruine; aussi, presque tous abandonent une autorité lointaine et impuissante à les protéer, pour se saire les serss, les colons ou les vassaux u magistrat local et héréditaire qui se trouve près eux. Des-lors ils ne devront plus rien à l'État. Le omte, le vidame ou le baron deviendra leur maître ou sur seigneur unique; et, du moment qu'ils accepteront ette domination, le magistrat tyrannique se changera n maître protecteur ou en suzerain bienveillant. Serss a colons, ils seront nourris par leur maître dans les caps de famine, et désendus contre les violences exbrieures des châtelains du voisinage. Vassaux, ils se rouveront les compagnons et les associés séodaux de suzerain, et en échange de l'hommage-lige qu'ils

⁽¹⁾ Ut scriptoribus publicis nullatenus interdicatur res Arimannotranscribere, si quando eis suerit opportunum. — Quod si censione vitandi exercitus aut placitum venditæ suerint, et ipsi eas condere supersederint, exigatur ab eis utrumque, etc. (Id., ibid.)

devront lui prôter, ils auront droit à sa justice et à son puissant patronage.

Aussi dans le 1x° et le x° siècle, les hommes libres disparaissent peu à peu pour s'enrôler, en quelque sorte, dans les cadres de la société nouvelle qui commence à se construire sur les débris de l'ancienne. Il en résulte que les anciens plaids de justice deviennent déserts et qu'on ne trouve plus de scabins pour y sièger. Les empereurs et les rois font les lois les plus sévères pour contraindre les arimanni à être plus exacts à ces plaids locaux (1): leurs menaces sont vaines; ils sont sur le point de n'avoir plus de justice dans leurs états.

Alors les rois, s'apercevant que leur voix n'est plus écoutée, que leur autorité se dissout et que le gouvernement va leur devenir impossible, se tournent encore du côté de l'Église, et ils s'écrient : « Secourez la société dans sa détresse ; faites sentir à ces hommes libres la gravité du péché qu'ils commettent par l'abandon du plaid et par l'inaccomplissement du devoir de rendre la justice ; imposez-leur des pénitences sévères s'ils persistent dans ce grand péché social; menacez-les de la damnation éternelle (2) et réveillez-les à tout prix de leur léthargie funeste. » Ainsi le prince demande aux ministres de l'Église qui ont une juridiction

⁽¹⁾ Ut ad placitum frequentius ire cogantur. Conc. 2000. & 904 (jam citatum.)

⁽²⁾ Et episcopi omnibus demonstrent quam grave hoc peccalum il, et qualem pænitentiam quærit, et qualem damnationem, nisi pænitentia succurrerit, adquirat. Adnuntiatio Caroli regis, art. 3. (Syndi Carisiacæ, ann. 857. Bal., t. 11, p. 89.)

rivale, de relever la sienne propre, et d'employer les pénalités ecclésiastiques pour empêcher la destruction des tribunaux séculiers!

Sans doute, l'Église eut pitié de ce pouvoir royal agonisant; elle tendit la main à cette société qui s'abimait au milieu des ruines. Mais il ne lui est pas donné dans tous les temps de ressusciter les morts. Dieu a sur l'humanité des desseins providentiels, et il faut que ces desseins s'accomplissent!

§ II.

Aussi, malgré tous les efforts des successeurs de Charlemagne, les justices royales périrent, et ayec elles s'anéantit la personnalité des lois.

Chose singulière! L'unité de pouvoir, d'où semble dépendre aujonrd'hui l'uniformité de législation, était la seule chose qui pût maintenir encore, au 1x° siècle, un peu artificiellement peut-être, l'existence de lois différentes destinées à régir chaque personne, suivant la diversité de son origine nationale. Pour que la loi salienne fut appliquée à un Franc dans la Bourgogne, la loi bourguignonne ou gombette à un Bourguignon dans la Neustrie ou l'Austrasie, il fallait que le duc ou comte qui dirigeait le placité public fût un magistrat délégué par le roi ou l'empereur, dont la haute impartialité reillait à ce que chacun pût se faire dire (1) partout la

(1) La sormule pour le plaideur était : " Dic mihi legem salicam. "

loi nationale. Du moment que les duchés ou comtés, au lieu d'être des magistratures véritables, soumises à l'inspection des Missi, et à une responsabilité sérieuse à l'égard du roi, devinrent de petites souverainetés héréditaires et indépendantes, les lois et les coutumes qui prévalurent dans les limites du territoire soumis à la juridiction du duc ou du comte s'imposèrent à tous ceux qui y résidaient, sans aucune exception.

Sans doute, le duc, le comte et le baron avaient la prétention d'être législateurs suprêmes, de même que juges souverains, dans toute l'étendue de leurs domaines; ils n'admettaient pas que les habitants de leur seigneurie pussent invoquer une loi étrangère, fondée sur la différence d'origine de leur race et de leur famille. Tout homme assis sur leur territoire était leur homme à titre de vassal (1), d'hôte (2), de colon ou de serf. Mais cette domination, tout utile et toute protectrice qu'elle pût paraître à ceux qui avaient à la subir, ne pouvait être acceptée pourtant qu'à de certaines conditions, destinées à la limiter et à la restreindre. Un despotisme complet ne saurait exister chez des populations chrétiennes. Aussi, à l'époque même où les anciens arimanni ou hommes libres, dans la transformation nouvelle de leur

⁽¹⁾ Soulement les vassaux s'appelèrent gentis-hous, et furent traités comme des associés ou des compagnons, plutôt que comme des sujets.

⁽²⁾ Les hospites étaient des réfugiés venus du dehors, qui offraient à un seigneur de venir habiter et cultiver ses terres dépeuplées, et qui obtenaient de meilleures conditions que les serfs et même que les colons.

état social, avaient cessé de pouvoir invoquer leurs lois personnelles comme garantie de la sûreté de leurs personnes et de leurs biens, on les voit s'appuyer contre l'arbitraire et les violences sur la coutume et la loi terrienne. Les rares monuments législatifs du ixe et du xe siècle nous offrent sur ce point de précieuses indications.

Le cartulaire de saint Père de Chartres rapporte une concession de 985 qui émane du roi Lothaire, mais qui n'est que la confirmation d'un privilége beaucoup plus ancien, attribué au roi Clotaire II. Par cette concession, « est accordée et confirmée à l'église de Chartres, dédiée à saint Pierre et à saint Paul, dans les comtés et bénéfices du fidèle Odon, la justice terrienne (terrena justitia), libre et affranchie de toute juridiction supérieure ecclésiastique ou laïque, qui ne pourra plus y réclamer ni droit de ban ou haute-justice, ni droit d'arrestation ou de contrainte (1). » L'abandon de ces deux derniers droits, ordinairement réservés dans les simples concessions d'immunités, impliquait la suppression de la personnalité des lois, dont la justice royale avait seule jusque-là maintenu l'application, et une justice complète et exclusivement terrienne, supposait l'existence d'une loi terrienne : cette loi existait en effet, et le Cartulaire de saint Père en sut plus tard une sorte de codification écrite.

Mais ce qui est plus remarquable encore, c'est que

⁽¹⁾ In claustro prædicti monasterii...... neque bannum, neque districtum, aut quidquid in aliquo terrenæ justitiæ titulo dici potest. (Cartulaire de saint Père de Chartres, édité par M. Guérard, 1, p. 81.)

J

nous trouvons les termes de coutume du lieu et de justice terrienne dans un recueil du 1x° siècle (1).

Il paraît qu'à cette époque quelque chef de bande, quelque châtelain des bords de la Loire, s'était introduit à main armée dans la ville de Tours, qu'il l'avait mise au pillage, avait brûlé les archives et plans du cadastre, ainsi que les titres de propriété, incendié les maisons, renversé et confondu les limites des terrains, jeté partout la confusion et le trouble. Or, ces coups de main du brigandage ne s'étaient malheureusement que trop multipliés depuis les invasions des barbares. Aussi, dans des villes qui en avaient été et qui pouvaient encore en redevenir les victimes, il avait été décidé que tous ceux de leurs habitants dont les demeures et les terres auraient été incendiées et ravagées, se présenteraient au sorum ou à la maison de ville, devant la curie municipale et devant le désenseur (2): « là, ils établiraient, par le témoignage des bourgeois (pagensium). par la notoriété publique et leurs propres assirmations, la destruction de leurs moubles et instruments aratoires.

⁽¹⁾ Formulæ Sirmondicæ, item appennem, art. xxvIII. Bal., t. n. p. 484. Consuktudo hujus loci vel etiam legis terrenæ justitiæ consulut quicumque ab incendiis vel hostibus seu a latronibus fuerit pæpessus dispendium, etc. Je donne l'analyse du reste de la formule.

⁽²⁾ On sait que le défenseur était un magistrat municipal particulièrement chargé de défendre la cause de la justice, dans l'intérêt des pauvres et des faibles. Cette magistrature, dès les veet vie siècles, fut confiée ordinairement aux évêques; elle leur donna une immense influence, et prépara leur pouvoir princier dans les villes, tandis que le comtes et immunistes laïques fondaient leur pouvoir féodal dans les campagnes.

- (1) Ducange, vo apennis, explique le sens de ce mot, mais sans in donner l'étymologie. M. Pardessus en propose une qui nous paraît acceptable: il rattache le mot appennis à appendere ou appensus, sarce qu'on faisait des affiches pour donner de la publicité à la réclanation du pétitionnaire, et même pour appeler les contradictions des iers, s'il y avait lieu. (Bibliothèque de l'Ecole des chartes, tom. 1er, pp. 217 et suiv.) La formule rapportée par M. Pardessus parle de trois ours d'affiche, tridium appensionis secundum legem consuetudinis. D'appensionis vient appennis.
- (2) Formulæ Andegavenses, art. xxxi, xxxii et xxxiii. Voir plusieurs rticles de ces formules, d'après un manuscrit de la bibliothèque royale, souvelle édition donnée par M. Eugène de Rozière, à la suite de Essai sur l'histoire du droit français au moyen-dge, par M. Ch. Giraud, om. 11, pp. 445, 446 (Paris, Videcoq, 1846). Ces articles sont ntitulés: Incipit apennis; Incipit item appennis; Incipit noticia ad appeno firmare. Le latin, dont M. Eugène de Rozière a soigneusement eproduit les incorrections d'après le manuscrit de Weingarten, est eaucoup plus barbare que celui des Formulæ Sirmondicæ; il est proable que le savant Sirmonda fait plus d'une infidélilé dans la reproduction du texte, pour rendre ce vieux latin du moyen-âge plus orrect et par conséquent plus intelligible.
- (3) Plusieurs textes le prouveraient au besoin, et entre autres cette ormule de Marculphe: « Relatum, quod dicitur apennis; mos nobiium Romanorum, et ratio juris deposcit, ut si cujuscumque domus

En rapprochant les prescriptions contenues dans le formulaire d'Angers de celles que renferme celui de Tours, pour le cas d'apennis, on ne trouve que des dissérences accessoires. C'est le même fond, et on rencontre des expressions tout à fait semblables. Seule ment, comme l'évêque n'était pas apparemment, à Angers, défenseur de la cité, sa présence à la solennité réparatrice y est expressément réclamée, ainsi que celle du comte. Ils doivent se joindre aux chess de la cité et de la curie de la province (1), pour présider en celle circonstance l'assemblée du peuple, et saire rédiger une charte qui remplace tous les titres brûlés ou détruits. Mais les formalités prescrites paraissent de création nouvelle, tandis qu'à Tours, plus de deux siècles après, elles font partie de la coutume locale, de la législation terrienne (2). De plus, il n'apparaît plus, dans cette ville, de comte, ni d'autorité provinciale; il n'y est

igne crementur, is per speciem scripturarum chartulam relationis qua dicitur apennis recipiat. » (Form. post Marculph., cap. 48, incertus auctor.) Dans ces vieux documents, on trouverait très-souvent la chose sans le mot apennis.

⁽¹⁾ Rectores civium et curialis provincia. On réunit ici, sans les confondre, ce que nous appellerions aujourd'hui les autorités de la ville et celles de la province. Le mot latin curialis ferait supposer qu'il y avait une curie ou sénat provincial.

⁽²⁾ Il n'y a rien, dans les Formulæ Andegavenses, qui rappelle de près ou de loin l'idée de coutume et de justice ou législation terrisme.

⁽³⁾ Les anciennes curies romaines s'étaient conservées avec plus ou moins d'altération, il est vrai, non-seulement dans les villes du Midi, mais encore dans plusieurs villes du centre de la France, et notamment à Bourges. Voir une formule d'un manuscrit de Leyde, qui prouve qu'en 803, sous Charlemagne, il y avait à Bourges une curie et des archives municipales (gesta municipalia). Cette formule a étr

anarchie a fait des progrès marqués. La ville de Tours it réduite à ses propres forces pour protéger ses habints, et il paraît qu'elle les pretége fort peu efficaceent. On voit bien, à la fin de l'acte, qu'elle tourne s regards vers le roi; mais elle ne paraît pas fonder sur n secours de grandes espérances. « Un double de la tarte rédigée au sein de la curie, y est-il dit, sera fiché sur la place publique de la ville; un autre double ra gardé, par précaution, pour qu'on puisse le remeta, le cas échéant, au roi ou au prince du lieu, quand pourra jouir de sa présence (1). »

Voilà donc la première loi territoriale dont il soit it mention dans nos provinces de France. Elle naît mme le pendant, ou si l'on veut comme le correctif une autre espèce de coutume, enracinée déjà bien ant dans les mœurs du pays, celle du meurtre et du igandage. Elle n'a d'autre raison d'être que la nécesé de réparer continuellement des actes continuels de

vi recueillie par M. Eugène de Rozière, Essai sur l'histoire du droit reçais, par M. Ch. Giraud, tom. 11, p. 461.

La formule que M. Pardessus a imprimée dans la Bibliothèque de ole des chartes, et dont nous avons cité plus haut quelques mots, est vi relative à la ville de Bourges; seulement, elle date d'une époque peu postérieure, du x° siècle, suivant le catalogue, ou de la sin du 1x°, vant M. Pardessus. Ces deux pièces prouvent donc la continuation l'existence de la curie in pago Bitorico.

l) Unde convenit ut duas epistolas uno tenore conscriptas exinde i vel adsirmare deberent, ut una in foro publico in ipsa civitate sit ICTA, aliam vero ipse secum pro cautela et tempora sutura apud se neat, ut si ei inantea necesse suerit, in præsentia regis aut prinis loci sit proserenda. (Bal., tom. 11, p. 484.)

violence et de dévastation. C'est l'expression de la lutte cruelle à laquelle est condamné l'ordre public, tâchant de se relever tous les jours, après des défaites de tous les jours, semblable à ces grandes armées disciplinées par la tactique moderne, qui s'empressent de reformer leurs rangs à mesure qu'ils disparaissent emportés par les boulets et la mitraille. Or, de même que la discipline militaire empôche les déroutes complètes et sinit même par donner la victoire, une certaine disciplime sociale, qui se produisit de bonne heure dans nos villes et qui ne cessa peut-être jamais totalement d'exister # sein de nos anciens municipes, dut finir par triompher de la barbarie qu'on avait crue sur le point de reprende possession du monde européen, à la faveur des décidences dynastiques et des déchéances royales. C'est et s'appuyant, contre l'anarchie et le désordre, sur la tradition, sur la coutume municipale ou même féodale, sur la loi terrienne, en un mot, que les habitants du vieux sol des Gaules sont parvenus à reformer les rangs de société, en lui donnant une vie nouvelle, et à constituer enfin, sur les ruines des lois et des nationalités diverses. un soul et même peuple, le peuple français.

CHAPITRE VII.

L'ANGLETERRE AVANT L'ÉTABLISSEMENT DE LA FÉODALITÉ.

Charlemagne, quelle qu'ait été la grandeur de ses onquêtes, n'a pas étendu sa domination sur tous les ays qui ont constitué plus tard l'Europe féodale : il nest deux surtout qui ont échappé à la force de ses rmes et à l'influence de ses lois : c'est la Grande-retagne ou l'Angleterre et la péninsule ibérique ou Espagne. Mais ces deux pays n'ont-ils pas eu aussi ur âge de transition entre les invasions des barbares l'établissement de la féodalité? C'est ce qu'il nous ut examiner pour compléter l'étude de cette période istorique.

§ Ier.

Si la féodalité a existé chez les Anglo-Saxons.

Quand on lit les publicistes allemands, il saut se lettre en garde contre leur esprit de système scientique; quand on lit les publicistes anglais, il saut se les de leur esprit de système politique.

L'esprit public produit chez les uns des inconvénients à quelques égards semblables à ceux que l'esprit individuel produit chez les autres.

Seulement les systèmes des Allemands sont variés, tandis que les Anglais n'en ont qu'un seul : il consiste à donner à leurs libertés la consécration du temps le plus long possible; aussi les vieux écrivains insulaires faisaient tous remonter leurs institutions représentatives (1) jusqu'aux Anglo-Saxons et aux Danois.

Les Fleta, les Roger Owen, les Coke, les Selden, les Tyrrel et les Sullivan ont obéi à ce préjugé historque: Blackstone lui-même n'en est pas exempt.

Les publicistes du xix° siècle s'en sont un permieux affranchis: ils se sont ressentis presque malgré eux de cette tendance à l'impartialité historique qui s'est manifestée de nos jours dans l'Europe entière. Parsi eux nous citerons Reeves (2), Hallam (3), et Kemble(4).

C'est avec ces derniers guides que nous tenterons d'explorer l'histoire du droit criminel de l'Angleterre, du vu" au x1" siècle.

Déjà on a vu dans le précédent volume de nombreux parallèles des lois anglo-saxonnes avec les lois des autres peuples germaniques : il ne sera donc pas nécessaire de revenir en détail sur ces vieilles lois de la Grande-Bretagne. Il faudra seulement savoir ce que le

⁽¹⁾ Ou plutôt co qu'ils appellent leur common law.

⁽²⁾ Story of the English Law; London, 1814.

⁽³⁾ Story of middle age; Story of the Constitutional England.

⁽⁴⁾ The Sarons in England, etc. London, Longman, 1849.

emple conquérant a pu emprunter, dans ses instituons, au peuple conquis.

Et d'abord, y avait-il une véritable féodalité sur sol de la Grande-Bretagne avant la venue des Nor-ands?

Il est hors de doute que les Anglo-Saxons et les anois s'étaient partagé violemment les propriétés des retons après leurs invasions et leurs victoires (1). ais l'appropriation du sol ne suffit pas pour consticer une féodalité : c'est ce qui résulte déjà des études nous avons faites jusqu'ici, et ce qui résultera plus airement encore de celles que nous continuerons sur point.

Cependant on trouve encore chez les Saxons de la rande-Bretagne cette parenté artificielle que des guerers se créaient dans la bande germanique, en se dévuant héroïquement à leurs ches (1). C'était là le

- (1) Le sameux Domesdaybook en sournit la preuve. Cette espèce : terrier général de la Grande-Bretagne présente un tableau exact : l'état de cette contrée, non-seulement sous le Normand Guillaume, sis encore sous Edouard, son prédécesseur anglo-saxon.
- (1) Il y a à ce sujet un trait d'histoire qui jette sur l'héroisme de ce voucment de curieuses et sanglantes lucurs :
- Cynchard voulut venger sur le roi Cyncucult la mort de son srère petyrcht. Après trente-un ans d'exil, il revint donc avec quatre-ugt-quatre de ses partisans pour tuer ce prince. Il réussit dans son treprise. Les officiers du roi vinrent, mais trop tard, à son secours : le trouvèrent baigné dans son sang. Cynchard leur offrit de leur ter leurs vies et leurs possessions s'ils voulaient se soumettre; tous élérèrent la mort et tous surent passés au fil de l'épée.
- Le lendemain, l'Ealdorman Osrie et le Thane Wiverth monrent à cheval, rassemblèrent leurs partisans et vinrent assaillir rachard. Ils offrirent la vie aux quatre-vingt-quatre complices de ce

comitat dont parle Tacite: ce n'était pas encore le l'illien féodal.

Ce lien aurait-il été établi par le serment que le ceorls (4) faisaient à leur thane ou à leur king-lord et dont voici les propres termes : « Par Dieu à qui cette relique est sainte, je veux être bien disposé pour toi et toujours fidèle, disait l'inférieur en mettant se mains dans celles de son chef; je promets d'aimer tout ce que tu aimes, et de haïr tout ce que tu hais, conformément aux lois de Dieu et des hommes; de parales ou mes actions, ce qui peut te nuire, pour que tu reçoives mon service par tous les moyens, et que tu remplisses les conditions dont nous sommes convenus, quand je me suis soumis à toi et à ta volonté(2).

Dans cette formule, d'ailleurs fort remarquable, il y a sans doute le germe de la réciprocité qui devait un

meurtrier mis hors la loi, s'ils voulaient abandonner sa cause. Tous refusèrent à leur tour et se firent tuer avec lui. ».

⁽Histoire d'Angleterre de Lingard, p. 226-227, traduction fraccise). Ces dévouements presque fabuleux rappellent ceux de la bande germanique. Il s'en est transmis quelque chose dans l'association féodale: mais ce n'est pas non plus ce qui la constituait est tiellement.

⁽¹⁾ Les ceorls étaient les simples ingénus ou laboureurs libres.

⁽²⁾ Brompt., p. 859: Leg. Reg. Edwardi, Oaths, 1. Le mot Majord, que l'on traduit souvent par seigneur, senior, comes, nous semble rendu plus exactement par le mot chef. Plus tard, il voulut dire seigneur. Du reste, comme il y a eu beaucoup d'interpolations des les lois d'Edouard-le-Confesseur, faites au temps même de Guillaune le-Roux, cette formule de serment pourrait se rapporter aux temps féodaux.

etrouve pas la sanction de ces engagements du seineur et du vassal, laquelle consistait pour l'un dans a perte de sa suzeraineté, pour l'autre dans la perte nême de son fief. Il est vrai que les lois d'Alfred puissaient la violation de ces serments sacrés de la nort ou de la proscription (1). Cependant il y avait, lans la condition même de mutualité que l'inférieur nettait à son dévouement, un prétexte toujours prêt our rompre le serment par lequel il paraissait se lier l'une manière indissoluble.

Du reste, une telle association avait un caractère tout articulier qui dépendait absolument des termes du ontrat fait entre deux personnes. Ces conventions syallagmatiques pouvaient se multiplier, tout en restant extaposées, et sans servir de bases à une association énérale, destinée à embrasser dans un vaste système iérarchique les relations des tenanciers les uns avec est autres.

Il n'y a non plus aucune conséquence à tirer du mot fasalli employé dès le temps d'Alfred-le-Grand pour ésigner les inférieurs liés ainsi à un chef commun (2). In a été qu'une traduction latine plus ou moins fidèle u mot anglo-saxon gesidh (en Allemand gesell) qui urait été mieux rendu par le mot latin comes, ou par urait été mieux rendu par le mot la latin comes, ou par urait été mieux rendu par le mot la latin comes que la latin comes que la latin comes que urait de la latin comes que l

⁽¹⁾ Chron. Saxon., 58, p. 33, 34, 35, 142, 143.

Si on se donne la peine de regarder au fond des choses, on trouvera que la féodalité n'était pas plus constituée en Angleterre avant l'invasion des Normands qu'elle ne l'était en France sous les derniers Mérovingiens.

En effet, la féodalité implique l'idée d'une hiérarchie, d'une succession de degrés qui descendent du somme à la base de l'édifice social. Rien de semblable n'apparaît chez les Anglo-Saxons.

On ne rencontre pas non plus chez eux les prestations de foi et hommage, ni la mention des droits & devoirs féodaux tels qu'on les a compris et définis plus tard.

Rien donc ne limitait le pouvoir de la haute aristocratie des Anglo-Saxons, à l'égard du roi ou de l'État.

« Si le conquérant Normand, dit un historien moderne,
avait échoué dans son invasion; si, au moyen de l'hommage, du droit de garde et autres limites qu'il imposa
aux seigneurs par la constitution de la féodalité, il n'avait pas ramené leur puissance et leur action divergente
et contradictoire à une subordination salutaire, cette
situation serait devenue mortelle au roi, au peuple et
à la noblesse elle-même; c'eût été un état continuel de
faction et de guerre civile, dont les Saxons n'auraient
jamais pu sortir, ainsi que nous en avons vu de rècents exemples dans l'histoire de l'Albanie et dans
celle de la Pologne (4). »

⁽¹⁾ Sharon-Turner, History of the Anglo Saxons, vol. 111. p. 129. Baudry's library, Paris, 1840.

Il peut y avoir quelque chose de hasardé dans la nanière dont cet auteur envisage l'avenir éventuel et robable des institutions anglo-saxonnes, dans le cas à elles eussent été livrées à leur développement propre t spontané et où elles n'auraient pas subi l'action d'une nsluence étrangère. Mais ce qui reste certain comme appréciation du passé, c'est que, dans ces temps antérieurs à la conquête normande, la féodalité n'existait as sur le sol anglais.

Sans doute le pouvoir royal parut grandir entre les nains d'Alfred-le-Grand et s'améliorer dans celles d'É-louard-le-Confesseur. Cependant un publiciste moderne et très-estimé a pu dire avec raison: « Dans la stricte léorie de la constitution anglo-saxonne, le roi était seulement un homme de la nation, dépendant de l'é-lection pour l'obtention de la souveraineté, et pour son naintien, de l'appui du peuple (1). »

Il n'existait donc en Angleterre rien de semblable à ette subordination hiérarchique dont le suzerain occuait le sommet dans les monarchies féodales.

§ II.

Justice du roi et des Witenagemots.

Nous avons vu ailleurs que l'institution des paix

(1) « In the strict theory of the anglo-saxon constitution the ling was only one of the people, dependent upon their election for las royalty, and upon their support for its maintenance. » Kemble, The Saxons in England, tom. 11, p. 29. (London, Longman, 1849.)

royales; qui résumaient et garantissaient toutes les autres paix, était fondée primitivement sur ce respect profond dont la personne du roi (1) était entourée.

Chez les Anglo-Saxons, il y avait eu dès le principe des tribunaux locaux, les cours des marchés et des gaus (2), qui répondaient au tribunal des voisins, et au mâhl ou placité du comte ou du centenier dans le législation germanique. Mais plus tard le progrès de la paix du roi et de l'autorité qui s'attachait à sa personne, amena une plus grande centralisation dans l'administration de la justice.

Il est hors de doute que le grand Alfred établit sur les juges de ses états une surveillance sévère (3); pour prendre connaissance de la manière dont ils rendaine la justice, il employa le mode usité dans l'empire des Francs, et nomma des commissaires à l'instar de mos Missi pour les inspecter dans l'exercice de leurs soutions. Cependant cette nomination de commissaires n'impliquait pas le droit de prendre connaissance de sond même de l'affaire, et de la juger en appel ou de faire réviser la sentence de première instance devant la

⁽¹⁾ C'était la paix appelee the King's Handsell. Le principe de celle paix était que sécurité et protection étaient dues à tous les lieux eta toutes les personnes sur qui s'étendait ou pouvait s'étendre la mis du roi (the Kings Hand). Voir notre première partie, chap. Wi consulter aussi Kemble, The Saxons in England, vol. 11, chap. II. p. 39.

⁽²⁾ Mark and gà courts, ibid., vol. 1, chap. 11 et 111.

⁽³⁾ On ne croit pas pourtant qu'il allât jusqu'à les faire pende pour simple négligence dans l'exercice de leurs charges, comme k rapporte une vieille tradition.

cour du roi. C'était plutôt une intervention de l'autorité voyale qui pouvait avoir plusieurs raisons de s'exercer l'une manière utile et efficace. D'abord, il arrivait souvent que les nobles et mêmes les non-nobles résistaient ux mesures d'ordre public que les ealdormen et les verefa voulaient faire exécuter en vertu des décisions de prises par les wittenagemots (1): alors le roi soutenait ses mesures par les armes, et faisait exécuter par la orce les jugements qui n'obtenaient pas une soumission volontaire.

Il pouvait aussi y avoir de la négligence dans l'administration de la justice, de la connivence avec des crininels ou des parties poursuivies (2). Dans ces cas, et nême dans celui de simple déni de justice (3), le roi avait le droit d'intervenir, jure imperii. Il était bien clair en effet que quand le premier officier du comté, dar ses violences ou sa prévarication, empêchait que es lois du pays n'eussent leur libre cours, il n'y avait de plus que le roi qui pût réprimer de tels attentats; à la couronne appartenait alors de punir le magistrat préva-icateur par la privation de son office, ou, s'il ne voulait des accepters a disgrâce, de lui déclarer la guerre et de

⁽¹⁾ Annales d'Asser, citées par Kemble, The Saxons in England, Om. 11, p. 43. On sait que les Witenagemots étaient les réunions unuelles de thanes et d'évêques, qui avaient de grands rapports avec es concilia du continent ou les assemblées générales de Charlemagne.

⁽²⁾ Inæ leg. 1-36, Canciani, vol. 1v, p. 239.

⁽³⁾ Il est remarquable que quiconque en appelait au roi, avant Pavoir éprouvé un déni de justice dans sa juridiction locale, était d'une forte amende. Æthelst. leg. 1-3, id., ibid., p. 260-261, et Edg. reg. Leg. politicæ, 11-2, id., ibid., p. 273.

le chasser du royaume comme perturbateur de la paix publique (1).

Le droit de grâce du roi ne pouvait s'exercer que dans le même cercle que son droit de justice ou d'intervention. Les mêmes lois qui l'autorisent à frapper de destitution ou d'une peine plus grave le gerefa ou profectum provinciæ ajoutent ordinairement : à moint qu'il ne veuille lui pardonner (2).

Mais à mesure que le pouvoir royal grandit et se consolida parmi les Anglo-Saxons, d'une part la justice tendit de plus en plus à se centraliser entre ses mains, d'autre part les lésions ou crimes prirent la couleur d'éfenses envers l'état, et finirent par être soumis à des punitions plus sévères que les amendes ou compositions qui composaient primitivement toute la pénalité anglo-saxonne. 'Alors ces lésions s'appelèrent forfaitures, (forfeitures) parce que le coupable perdait (foris faciebat) tous ses châteaux et toutes ses possessions, qui étaient confisqués au profit du roi. C'est la peine qui déjà avait été jointe par Ina à la peine capitale dans le cas où la paix était rompue en présence même de roi et dans son propre palais (3): Alfred applique

⁽¹⁾ Æthelst. leg. 11-26, id., ibid., p. 263, et Kemble, The Sermi in England, tom. 11, p. 46.

⁽²⁾ Nisi eum condonare velit, Inæ, l. 1-36, jam citat.

⁽³⁾ Si quis in regia domo pugnet, perdat omnem suam hærelittem, et in regis sit arbitrio, possideat vitam aut non possideat. (in leg., art. 6. Canciani, p. 236). Pour ce qui concerne la peine capitale, cela a plutôt l'air d'une formule comminatoire que d'une loi pénde proprement dite. Le roi devait faire presque toujours grace de la vie. La loi d'Alfred semble plus sérieuse.

"une et l'autre au crime d'attentat avec trahison commis la tout sujet contre la vie de son roi, et par tout inféieur ou serviteur contre la vie de son supérieur ou le son maître (1).

Il y avait également confiscation des biens de tout aoble ou thane qui donnait un refuge sous son toit à un voleur ou à un brigand (2).

De même, si un seigneur manquait trois fois de suite à assister à l'assemblée générale (du comté), il ombait en forfaiture (3). Il en était de même quand il compait la paix publique, et faisait des excursions au-lelà des frontières de ses domaines (4).

Un recueil nouvellement édité en Angleterre, le codex **Liplomaticus** (5) fait connaître plusieurs cas particu**liers** où ces lois de forfaiture furent appliquées.

Ainsi, un certain Elfric enlève par la force à une veuve perpelée Eadfled une grande partie de ses possessions; une assemblée provinciale composée de thanes et l'évêques se réunit à Cyrneceastre, condamne Elfric comme coupable de lèse-majesté, le chasse de la pro-

⁽¹⁾ Ælfr. leg. 1-4 de proditione domini. Canciani, vol. 1v, p.

⁽²⁾ Æthelst., 1-3, Canciani, p. 261, et Thorpe, 1-200.

⁽³⁾ Æthelst. 1-20 de eo qui a concilio absuerit. (Canciani, p. 262, et Thorpe, p. 1-210). La moitié des biens était donnée au roi, l'autre moitié aux seigneurs du lieu qui l'avaient aidé dans son expédition.

⁽⁴⁾ Kemble, 1-12-13, 58, 67, 78, 84 (Canciani, p. 304, et Thorpe, **220**, 228, 258, 264, 310, 312, 420, 422, Ancient laws and institutes of England, With a Glossary, 1841.)

⁽⁵⁾ Codex diplomaticus œvi saxonici, opera J.-M. Kemble, vol. VI. London, printed in 1839, 1840, 1845, 1846, 1847, 1848.)

vince et adjuge ses biens au roi d'un consentement unanime (1).

On pourrait citer beaucoup d'autres faits de brigandage, de trahisons et même de désordres de mœuns punis de la même peine. On trouve entre autres une Lady condamnée à la confiscation de ses biens pour cause d'incontinence (2).

Nous rapporterons encore les exemples suivants comme pouvant donner lieu à des rémarques particulières.

- « Vers l'an 900, Helmstan s'étant rendu coupable
- « de brigandage, eut ses biens saisis et ses châteaux
- « confisqués au profit du souverain, par le gerese
- « Lauwulf: car Helmstan était l'homme du roi. Seule-
- « ment Ordlaf lui reprit une terre qui lui appartenait
- « et qu'il ne lui avait cédée qu'à titre précaire, car
- « celle-là ne pouvait pas tomber en forfaiture (3). »
 Cependant il est question ailleurs d'un thane dont les
- (1) Has terrarum portiones Ælfric cognomento puer a quadam vidua Eadfled appellata violenter abstraxit, ac deinde cum in ducate suo contra me et contra omnem gentem meam reus existeret, et has quas prænominavi portiones et universæ quas possederat terrarum possessiones meæ subactæ sunt ditioni, quando ad synodale conciliabulum ad Cyrneceastre universi optimates mei simul in unum convenerunt et eumdem Ælfricum majestatis reum de hac proemis (provincia) profugum expulerunt et universa ab illo possessa mili jure possidenda omnes unanimo consensu decreverunt. Cod. diplematicus, no 1312. Nous nous sommes permis d'abréger un peu dans notre traduction les longs développements de style habituels an chancelleries royales du moyen-âge.
 - (2) Cod. diplomaticus, no 328, et Kemble, The Saxons in England,

tom. 11, p. 81, et la note au bas de la page.

(3) Cod. diplomatic., uos 601, 1090, et Kemble, id., ibidem.

rres avaient été forfaites au profit du roi pour fait adultère, quoiqu'il tint ces terres à bail de l'évêque : Winchester. Ces expressions mêmes prouvent l'il était tout à fait extraordinaire de passer outre, en reille circonstance, à la confiscation des biens par la uronne. Cela tient probablement à la nature même 1 crime : l'Église voulait en favoriser la punition par us les moyens, même à ses propres dépens.

Les terres qu'un seigneur laissait incultes et inhatées, et qu'il abandonnait sans permission, étaient palement confisquées par le roi : dans ce temps où la pulation était peu nombreuse, et où le pays était sount désert, toute concession soit à titre patrimonial, it à titre précaire, ne devait pas rester stérile dans mains à qui elle était confiée. Autrement elle deveuit nulle de plein droit (1). C'est la règle que suivent core aujourd'hui les gouvernements qui veulent fonret étendre des établissements coloniaux.

Maintenant ces confiscations étaient-elles décrétées bitrairement par le roi? Cela est bien difficile à adettre dans un pays où le pouvoir de la couronne mblait presque toujours soumis à un contrôle sévère la part de l'aristocratie territoriale et ecclésiastique. y a même plus : il semble qu'il y avait des prévenns contre la cour des hommes du roi siégeant à mdres, et qu'on préférait généralement la justice du

⁽¹⁾ Cod. diplomaticus, nº 1035 et nº 1078; dans ce dernier numéro et question de l'Ealdorman Wulshere, qui subit l'exil et la confistion des biens pour avoir abandonné son duché sans permission.

comté vers les derniers temps de la monarchie anglosaxonne. Quand l'intervention et l'influence de la couronne dans l'administration de la justice devinrent plus
sensibles, voici à quoi elle se borna. « Le roi envoyait à la
cour compétente la recommandation de prendre connaissance de l'affaire: il le fit probablement pour la
première fois dans le cas où un de ses tenanciers en
socage fut impliqué dans une affaire de propriété devant
l'assemblée de comté, tandis que l'autre partie était un
propriétaire libre; alors le procès des deux nobles adversaires devait se juger, non devant la cour du
roi, mais devant leurs pairs de la centénie ou du
comté (1). »

Quelques et des thanes supérieurs du royaposé des évêques et des thanes supérieurs du royame (2), se constituait en haute-cour, et évoquait des
affaires importantes par elles-mêmes ou par le rang des
accusés. En 4002, quand on consisqua, comme nous
venons de le dire, les biens d'une duchesse ou lady
pour cause d'incontinence, cette sentence sut prononcée par le witenagement (3). C'était ce qu'en appelait
vulgaris traditie. Il y a lieu de croire que dans cette

⁽¹⁾ Kemble, The Saxons in England, p. 46 et 47. Nous avons reproduit ici les expressions de ce savant auteur, autant que le génie si divers des deux langues a pu nous le permettre. Il fant voir dans l'ouvrage lui-même par quel luxe de citations et de preuves il appuie son opinion. — Nous reviendrons dans le § suivant sur l'administration locale de la justice dans les provinces.

⁽²⁾ Sharon-Turner, tom. 111, p. 131, et Kemble, tom. 11, p. 237.

⁽³⁾ Kemble, id., p. 228. -- Voir ci-dessus, p. 200.

circonstance, les évêques, membres du witenagemot, furent les auteurs principaux de la sentence de rigueur prononcée contre la grande dame qui avait déshonoré son nom. On reconnaît là l'esprit de l'Eglise, toujours prête à réprimer les scandales, et à donner à tous, aux grands comme aux petits, de hautes leçons de moralité.

Mais dans la plupart des cas, ces assemblées, plus politiques que judiciaires, se ressentaient, même quand elles se constituaient en cours de justice, du caractère qui dominait en elles. On leur déférait principalement des crimes politiques. C'est un witenagemot qui eut à juger Alfred pour crime de rébellion contre Ædelstan, 3t qui condamna l'accusé à la confiscation de ses biens au profit du roi (1). Un autre procès non moins célèbre s'agita devant la même juridiction sous le règne du roi Edouard. C'était en 1048 (2); Eustache, comte de Boulogne, beau-frère du roi, était venu lui rendre une Fisite. Arrivé à Douvres, il demanda avec une arrogance impérieuse aux habitants de la ville des provisions Jour son cortége et pour lui; et comme on ne s'em-Pressait pas de lui donner satisfaction, ses compagnons rités tuèrent un Anglais. Ils eurent à leur tour plusieurs des leurs massacrés par les habitants. Le comte Excita lui-même alors ses chevaliers à la vengeance, et sassa au fil de l'épée non seulement des hommes inof-Ensifs, mais même des femmes, et foula de malheureux Indigné de cette

⁽¹⁾ Cod. diplomaticus, nº 1112.

⁽²⁾ Et non en 1051, comme le dit Sharon-Turner.

brutalité féroce, le peuple courut aux armes et chassa le comte de Boulogne et ses troupes après leur avoir sait éprouver de grandes pertes (1).

Le comte, qui eut beaucoup de peine à échapper aux poursuites des vainqueurs, vint à Glocester, où Édouard tenait sa cour, se plaindre des mauvais traitements qu'il venait d'essuyer. Le roi commanda alors au thane Godwin, comte de Kent, de rassembler une armée et d'aller infliger une punition exemplaire aux bourgeois qui avaient osé faire un pareil assront à un prince allié à la maison du souverain. Mais ce vieil homme d'état apprécia ces scènes populaires sous un jour tout différent: il trouva sans doute qu'il n'y avait aucune raison de punir les habitants d'une de ses meilleures villes pour un acte de légitime désense, surtout si l'on considérait que c'avait été en même temps une sévère leçon pour cos aventuriers étrangers, qui abusaient de la faiblesse d'un prince incapable, et qui dominaient tout le pays-Il refusa donc nettement la mission qui lui était consiée. et il se retira de Glocester pour aller rejoindre ses fils Harald et Swegen qu'il avait laissés dans son combé avec des forces considérables.

Alors le roi fait venir des comtés du nord de puissants renforts, et l'affaire menace de se terminer d'une manière sanglante (2). Les préparatifs de défense de Godwin et de sa famille sont dépoints comme des actes de révolte et de félonie, et ce qui met le comble

⁽¹⁾ Sharon Turner, tom 11, p. 222, édit. de Baudry, Paris, 1860.

⁽²⁾ Kemble, The Saxons in England, tom. 11, p. 230.

u ressentiment du roi, c'est la demande que fait ce leigneur du renvoi des étrangers qui sont devenus les seuls ministres de la couronne.

Cependant, pour maintenir la paix, on consent à schanger des ôtages de part et d'autre, et un witenagenot extraordinaire est convoqué dans le délai de quinzaine (le 21 septembre 1048), pour prendre connaissance de ce procès. Quand le comte de Kent arrive à Southwarck, il y trouve des forces imposantes réunies sous le commandement de ses ennemis : la désertion se met parmi les troupes de Godwin, et lorsque les ôtages m'il a reçus lui sont redemandés, il se voit hors l'état d'en refuser la restitution. Il est ensuite assigné ainsi que son fils Harald à comparaître devant le witenagemot, et à se tenir prêt à y répondre aux interrogations qui lui seraient adressées sur sa conduite. L'un et l'autre demandent un sauf-conduit pour aller à l'assemblée et pour en revenir; ce sauf-conduit leur est refusé. Ils déclarent aussitôt ne pas vouloir comparaître devant le witenagemot: alors cinq jours leur sont donnés pour quitter l'Angleterre (1).

Il est probable que l'on suivit à leur égard les formes les plus strictes de la procédure de cette époque : seulement, la composition de l'assemblée était telle qu'une lement et impartiale justice devenait impossible. On peut le dire autant en sens inverse, d'un autre witenagemot

⁽¹⁾ The Saxons in England, tom. 11, p. 231, et Histoire de la con-Puète de l'Angleterre par les Normands, d'Augustin Thierry, tom. 1^{et}, Pag. 244 et suivantes.

tenu à Londres lorsque Godwin fut revenu en Angleterre, et que, placé à la tête d'une espèce d'insurrection générale de tout le pays, il se fut trouvé en mesure de dicter des conditions à la couronne, au lieu d'en recevoir. Stigand, archevêque de Cantorbéry, avait engagé le roi à céder aux circonstances, à laisser renvoyer ses favoris normands et à ne pas s'opposer à ce que Godwin se fit réhabiliter. Aussi quand ce seigneur compart devant le witenagemot, il fut admis à se purger par serment, suivant la coutume du moyen-âge, du crime pour lequel il avait été banni d'Angleterre; sur sa demande, non-seulement on prononça son acquittement et sa réintégration dans ses honneurs et ses dignités, mais encore on condamna les favoris français à l'expusion et à la mise hors la loi (outlawry) (1).

« On pourrait encore citer, dit le savant publiciste auquel nous avons principalement emprunté ce récit, bien d'autres exemples d'outlawry, de sentences plus rigoureuses et non moins aveugles rendues par la haute-cour du witenagemot. Comme ces assemblées étaient presque toujours le résultat des dissensions civiles, elles présentaient plutôt le spectacle de l'asservissement aux passions accusatrices d'une majo- rité irrésistible, que celui des délibérations calmes et mpassibles d'un véritable tribunal (2). »

⁽¹⁾ Ce Witenagemot, que Sharon-Turner place en 1052, ex reporté à 1033 par Kemble, qui a puisé aux sources et principalement dans le Codex diplomaticus (The Saxons in England, tom. 11, p. 231-232.)

⁽²⁾ Kemble, The Saxons in England, tom. 11, p. 232.

Cette observation est d'une vérité frappante, et elle sourrait bien ne pas être restreinte dans son application sux witenagemots des Anglo-Saxons pendant les x° et ti° siècles. Quel que soit le nom qu'aient pris en Angleterre, en Espagne, en Allemagne ou en France ces assemblées politiques; qu'on les ait appelées parlements, cortès, diètes, états-généraux ou convention nationale, presque toujours, quand elles se sont constituées en cours de justice, elles n'ont fait que donner complaisamment le sceau de la légalité aux implacables exigences d'une faction triomphante.

Si le sond pouvait être sanvegardé par la sorme, les witenagemots auraient offert, dans les règles et les usages qui présidaient à leurs convocations et à leurs sessions, des garanties extérieures que l'on ne trouve pas toujours dans nos assemblées modernes. Voici quelle était à cet égard la marche ordinairement suivie.

Dans les occasions ordinaires, le roi invitait ses witanes (1) à venir recevoir ses communications souveraines à Noël ou à Pâques, dans l'une de ses résidences habituelles, aussi bien pour tenir cour plénière que pour dépécher les affaires courantes. Dans des circonstances extraordinaires et exceptionnelles, il publiait des proclamations qui expliquaient la nature et l'urgence des intérêts à débattre ou des causes à juger, en indiquant le moment précis où commencerait et le lieu où serait tenue l'assemblée. Avant de se réunir, les

⁽¹⁾ Wilan aurait la même racine que Weise, sage, et gemol, assem-

witanes commençaient leur session par l'assistance au service divin, et par une profession de foi formelle d'adhésion à la religion catholique (1). Le roi leur apportait ensuite ses propositions, sur lesquelles ils délibéraient et qu'ils pouvaient accepter, amender ou rejeter.

Les baillis royaux ou les officiers spécialement désignés pour ce service, transportaient dans les divers comtés les décrets du witenagemot, et ils demandaient à tous les hommes libres de donner des gages (2) de leur obéissance à ces décrets. Il est probable qu'une pareille remise de gages était facultative dans le principe, et qu'elle était sollicitée comme up acquiescement, une confirmation du peuple consulté en détail sur les résolutions de ceux qui avaient stipulé pour lui et en son nom. Plus tard, ces remises de gages devinrent obligatoires, et ce fut de la part du roi et des grands une manière d'amener peu à peu le peuple à abdiquer son ancienne souveraineté législative (3).

C'est comme si, en France, chaque province avait eu à confirmer les lois votées par les états-généraux (1). Souvent ces reconnaissances se faisaient dans des assemblées ou conciles provinciaux. Tel fut le concile de

⁽¹⁾ Cod. diplomaticus, nº 1019.

⁽²⁾ Wed on Wedd, Vadium.

⁽³⁾ Davoud-Oglou, Histoire de la législation des anciens Germains. tom. 11, p. 286 287.

⁽⁴⁾ Cela explique peut-être aussi comment des dissérences originaires de législation se conservaient dans les divers pays de l'Angle terre; comment il y avait ûne loi de Kent, une loi de Mercie, une loi

Feversham, tenu par les évêques et les gerefa, par les nobles (1) et les vilains de Kent, et qui décida, sur la proposition des witanes ou missi du roi, qu'il acquiescerait aux décrets du concile de Greatanleage.

D'après le préambule des judicia civitatis Londoniæ, par lequel Æthelsthane promulgue cette ordonnance, on voit qu'elle a été délibérée par les évêques et les gerefas qui appartiennent à la curie de Londres, et qu'elle a été confirmée avec wedd dans les fridh-gegylda (assemblées de paix) composées aussi bien d'eorlises que de ceorlises, nobiles et vilani (2).

L'article 10 de cette mêmè ordonnance chârge tout gerefa (præfectus), de prendre pour sa shire, comté, l'engagement que tous se conformeront à la paix et aux lois décrétées dans les quatre conciles de Greteanleage, d'Exeter, de Faversham et de Dhunresfeld(3).

On cherchait ainsi à rattacher à l'ordre public par les liens les plus forts toutes les classes du peuple.

Mais c'était presque toujours en vain, et Æthelsthane'

Lui-même se plaignait de ce que « les gages donnés et les « serments prêtés au roi et à ses witanes étaient sans « cesse méconnus, ce qui était aussi scandaleux aux

⁽¹⁾ Nous rendons eorl, eorlise, non par comites, comme Canciani, mais par nobles. C'est le véritable sens que ce mot avait alors, suivant Kemble, tom. 1er, p. 135. Jarl, dans le Rigsmal, est représenté comme l'auteur de toute noble race.

⁽²⁾ Canciani, volum. 1v, p. 265. — Kemble, tom. 11, p. 233.

⁽³⁾ Canciani, id., ibid., p. 267.

« yeux de la religion que honteux au point de vue de « l'honneur du monde (1) »

C'était donc, chez ces derniers rois anglo-saxons, successeurs du grand Alfred, la même impuissance que chez les faibles descendants de Charlemagne.

g III.

Kaldormen et évêques.

Si l'on examine comment furent gouvernées les provinces ou comtés de la vieille Angleterre du vir au il siècle, on trouve placés à leur tête de grands officient appelés caldormen ou duces. Le mot heretoga (2) est quelquefois employé pour exprimer littéralement conducteur d'armée (here, armée, toga, conducteur). Mais la qualification d'ealdorman prévalut pour signifier du gouverneur de province (prafectus, tribunus), quoi que dans le principe caldor ou aldor ne désignât que le premier rang dans le pays, sans attribution d'aucunes fonctions spéciales (3).

⁽⁴⁾ Quia juramenta et vadia, que regi et sapientibus data fuerust, semper infracta sunt et minus observata quam Deo et saculo conveniant. (Æth., 111, § 3, Thorpe, 1, 118.)

⁽²⁾ En Allemand, herzog.

⁽³⁾ Nous avons dir ailleurs que caldor ou aldor avait la même on gine et la même valour que le mot senior, seigneur. C'est l'idec de l'autorité et de la suprématie empruntée à l'idée de l'âge, ce qui n'empêchait pas que l'caldor ou le senior no fût souvent plus jeur qu'un grand nombre de ses subordonnés. Voir ci-dessus, p. 383.

Les ealdormen n'étaient pas héréditaires (1): ils aient choisis par le roi, parmi certaines familles prinères, avec l'assentiment de la haute noblesse du pays. près avoir reçu l'investiture de leur souverain, ils faisaient reconnaître par tous les thanes de la ontrée (2).

Les ealdormen étaient chargés de maintenir la paix ans leurs gouvernements: 4° par une bonne police dministrative; 2° par les armes, en repoussant les inasions au-dehors et en réprimant les séditions au-ledans; 3° par la justice, en punissant sévèrement toutes les atteintes portées à l'ordre public et à la sé-arité privée.

Dans l'exercice de la dernière de ces trois grandes onctions, ils étaient particulièrement assistés par l'évêque du diocèse : « Que deux fois par an, dit le roi Edgar, se tienne l'assemblée du comté; que l'évêque et l'ealdormen y président; que l'un y dise la loi de Dieu, et l'autre la loi du monde (3). » L'ealdorman vait la suprématie sur tous les officiers de justice, erefas, baillis, baillis de forêts, etc.; il exerçait sur ux un droit d'inspection et de surveillance. La rup-

⁽¹⁾ On ne cite qu'un ou deux exemples de fils ayant succédé à sur père.

⁽²⁾ Kemble, The Saxons in England, tom. 11, p. 147-148. Cet steur résute un passage des lois attribuées à Edouard-le-Consesseur, l'eù il serait résulté que les sonctions d'ealdorman auraient été primitement soumises à l'élection populaire.

⁽³⁾ Edg. leg. polit., art. v. Canciani, vol. IV, p. 207. Mêmes isposit., Leg. Knut, § 11, art. xVII. — Canciani, p. 305.

ture de la paix, en sa présence ou dans sa demeure, était punie d'une amende de cent shellings et de deux cent vingt si cette atteinte à la paix avait eu lieu après l'ouverture et dans l'enceinte de sa cour judiciaire (1); car alors c'était la justice elle-même dont il devenait le représentant, qui était bravée et outragée dans a personne.

Dans son comté, l'ealdorman n'avait aucun personnage qui lui sût supérieur, si ce n'est l'archevêque (2): l'évêque était son égal, et il devait en outre, dans ce temps où le haut clergé et la haute noblesse ne formaient qu'un seul et même corps, être le conseiller intime de ce magistrat. Il arrivait quelquesois que l'ealdorman, impatient du joug de l'Église, abusait de son pouvoir pour satisfaire ses passions, et devenait le tyran de son comb: alors, si le roi ne voulait ou ne pouvait pas réprimer cette tyrannie, l'évêque intervenait par l'emploi des armes spirituelles en faveur du pauvre peuple opprimé; il se formait sous ses auspices une ligue de tous les officiers de justice inférieurs contre leur chef coupable. et quelquesois la réaction contre d'intolérables excès allait au-delà de ce qu'avait voulu et réclamé ce désenseur sacré des droits populaires. C'est ainsi qu'en 780. les nobles gerefas et les hauts baillis du Northumberland se liguèrent avec l'assentiment du roi Elfwald, pour se venger de Beorn, leur ealdorman; ils l'assiégèrent el

⁽¹⁾ L. Aelfr., art. 18 et 38.

⁽²⁾ L'archevêque était assimilé au prince du sang.

le brûlèrent dans sa maison, et cet acte de hautejustice fut approuvé par Elswald que l'histoire nous dépeint comme un roi équitable et pieux (1).

On admet généralement aujourd'hui que l'union du pouvoir judiciaire et du pouvoir sacerdotal est une condition indispensable de tout état social peu avancé, et les auteurs anglais les plus hostiles au catholicisme reconnaissent « que le clergé anglo-saxon fut un média- teur permanent entre le riche et le pauvre, entre le puissant et le faible, et qu'à son éternel honneur il a parfaitement compris et accompli les devoirs de cette noble position. Ce n'était qu'à lui qu'il était donné d'arrêter la main trop rude du pouvoir, de mitiger la juste sévérité des lois, de glisser des lueurs d'espérance dans l'âme du serf, de trouver une place dans le monde et des secours de tout genre pour l'être abandonné dont l'État ne reconnaissait pas même l'existence (2).

Il était donc très-heureux pour la société de cette époque que le haut clergé partageât l'influence politique avec l'aristocratie des grands propriétaires et des officiers de

⁽¹⁾ Chron. Sax., Simeon, ann. 779-780, et Kemble, The Saxons in England, tom. II, p. 135-136.

the rich and the poor, the strong and the weak, and that to their strong hand the weak, and that to their strong hand the most noble position. To none but themselves would it have permitted to stay the strong hand of power, to mitigate the just severity of the law, to hold out a glimmering of hope to the serf, to find a place in this world and a provision for the destitute, whose existence the state did not even recognise. (Kemble, the Saxons in England, P. 375, t. 11)

la couronne. Nous avons vu que cette influence était souvent prépondérante dans les witenagemots; elle l'était plus encore dans les cours judiciaires des provinces. Là le clergé avait naturellement succédé au pouvoir immense qu'avait eu le sacerdoce païen dans la vieille Germanie du nord, et qu'il avait continué d'exercer chez les Saxons, les Pictes et les Angles qui avaient conquis et peuplé la Grande-Bretagne (1). Dans les causes ordinaires, l'évêque était assesseur de l'ealdorman dans la cour du comté; le prêtre l'était du geresa ou bailli inférieur dans la cour de la centénie. Au sein des villes. le pouvoir judiciaire se trouvait réparti entre les gyldes ou corporations de bourgeois, les officiers du roi et la cour de l'évêque (2). Mais dans cette répartition, presque toujours inégale, c'était l'évêque qui avait la puissance prépondérante. Ensin, certaines causes rations personæ aut materiæ, étaient réservées aux synodes purement ecclésiastiques ou aux cours de chrétienté; el sous prétexte de compétence pour tout ce qui concernait le for intérieur, la juridiction pénitontielle au vill' et au 1x° siècle était encore plus étendue dans l'heptarchie anglo-saxonne que dans le royaume carlovingien (3).

Aussi, d'une part les juridictions civiles et ecclésias-

⁽¹⁾ Omnis itaque concionis illius multitudo ex diversis partibus coacta, primo suorum pro avorum servare contendit instituta, parminibus videlicet suis vota solvens ac sacrificia. Huchald, vita Lebuini, cap. x11.

⁽²⁾ Kemble, The Saxons in England, tom. 11, p. 319.

⁽³⁾ Canciani, Barbarorum leges antiquæ, modus imponendi pusitentiam, vol. 1v, p. 279 et sequ.

tiques ne furent pas, à vrai dire, séparées en Angleterre jusqu'après la conquête des Normands (1), d'autre part, le pouvoir moral du clergé sur toutes les classes de la nation, sur les grands et jusque sur les rois, fut en quelque sorte sans limites.

Pour ne pas tomber dans des redites, au sujet d'une matière que nous avons traitée assez longuement dans un de nos précédents chapitres, nous nous contenterons de citer ici, en matière de discipline pénitentielle, deux traits de vigueur apostolique qui honorent au plus haut degré saint Dunstan, archevêque de Cantorbéry.

Un ealdorman du nord de l'Angleterre avait épousé sa parente; Dunstan l'avertit plusieurs fois de rompre ces nœuds illégitimes. Comme ces avertissements restaient sans effet, Dunstan interdit à ce seigneur l'entrée de l'église et lança contre lui les foudres de l'excommunication. L'ealdorman appela à Rome de cette sentence, et obtint du Saint-Siège un bref qui ordonnait au saint archevêque de l'absoudre de toute censure et de lui rouvrir la porte du sanctuaire. Dunstan répondit qu'il n'obéirait à cette injonction que quand lui-même aurait obtenu satisfaction de son pénitent. Alors le noble Saxon, vaincu par la fermeté du prélat, consentit à rompre son mariage; il se dépouilla de tous les insignes de ses dignités et de son rang, et vint nu-pieds, revêtu d'habits de laine, au milieu du concile d'Angleterre, se prosterner

⁽¹⁾ The civil and ecclesiastical juridictions were, it is well known, not separated in England until after the conquest. (Kemble, The Saxons in England, tom. 11, p. 384.)

en pleurant et en gémissant aux pieds de l'archevêque Dunstan, qui lui donna seulement alors l'absolution de ses fautes (1).

Peu de temps après, le roi Edgard, plus coupable encore que cet ealdorman, conçut pour une jeune sile de bonne naissance une passion coupable. La noble demoiselle, pour se mettre à l'abri de ses poursuites, était entrée dans un monastère et avait pris le voile de religieuse. Edgard ne respecta ni l'inviolabilité de cet asile, ni la sainteté de cet habit : il abusa de la force pour briser tous ces obstacles et pour satisfaire ses désirs impurs. Saint Dunstan, à cette nouvelle, ressentit une amère douleur; il vint sur-le-champ trovver le roi, qui, comme à l'ordinaire, lui tendit la main pour le faire asseoir sur son trône; mais l'arche vêque retira sa main, et lui dit en lui lançant un regard indigné: « Vous oseriez de votre main souillée tou-« cher la main qui a immolé le sils de la Vierge, « après avoir enlevé à Dieu une vierge « était destinée! Vous avez corrompu l'épouse du « créateur, et vous croiriez apaiser le serviteur et l'ami « de l'époux par de vaines marques de respect! Je ne « veux pas être l'ami d'un ennemi de Jésus-Christ. » Le roi, frappé de ces reproches inattendus comme d'un coup de foudre, se jette aux pieds du prélat, avove humblement son crime, et lui demande pardon. Dunstan le relève en confondant ses larmes avec les siennes; mais

⁽¹⁾ Vita sancti Dunstani, ap. Surium, die 19 maii.

mêlant la rigueur à la miséricorde, il lui impose une pénitence de sept ans, qui consistait dans de grandes aumônes et dans un jeûne de deux jours par semaine. De plus, il ordonne à son royal pénitent de fonder un monastère de filles pour rendre à Dieu plusieurs vierges au lieu d'une. Edgard exécute fidèlement toutes ces prescriptions et n'obtient son absolution qu'à ce prix (1).

Ainsi les crimes qui auraient échappé à toute répression humaine n'échappaient pas à la répression de l'Église.

Au surplus Edgard, en se soumettant ainsi à une pénitence méritée, n'abaissait pas dans sa personne la majesté royale, comme l'avait fait sur le continent Louis-le-Débonnaire, qui était devenu le jouet d'une faction politique parée de prétextes religieux. Ces témoignages de repentir et de piété sincères ne faisaient qu'honorer un prince aux yeux des peuples fidèles. Du reste, en Angleterre comme dans l'empire des Francs, les pénitences religieuses venaient en aide à l'insuffisance de la pénalité. C'est ainsi que le roi Edmond, pour apaiser les guerres privées ou les querelles particulières, dispensait les parents du meurtrier d'entrer dans sa querelle et s'interdisait de le recevoir dans son palais et de lui accorder aucun pardon, avant qu'il eût satisfait aux parents du mort par une compensation, et à l'É-

⁽¹⁾ Vita sancti Dunstani, apud Surium; Fleury, Hist. ecclésiastique, ann. 969; Chardon, Histoire des sacrements, tom. 111, p. 453.

glise par la pénitence qui lui scrait imposée par son évêque (1).

Grâce à cette intervention de l'Église dans les querelles particulières, autorisée et réclamée par les lois
de l'Etat, l'idée d'un nouveau droit s'introduisait dans
les esprits et prenait racine dans les mœurs. Le fait de
meurtre par vengeance cossait d'être un délit privé qui
s'effaçait par le seul arrangement avec la victime ou la
famille lésée. La nécessité d'une autre expiation était admise. La société civile elle-même ne pardonnait au meurtrier qu'après qu'il avait désarmé la colère du ciel. Il devait
arriver dès lors que quand elle aurait relégué la juridiction ecclésiastique dans le domaine du for intérieur et
que les peines pénitentielles seraient tombées en désuétude, elle-même exigerait des expiations directes et bien
autrement sévères. C'était un premier pas fait vers une
révolution complète dans le système de la pénalité.

Cette révolution s'accomplit en esset après la conquête de l'Angleterre par les Normands. On vit alors se séparer peu à peu la juridiction ecclésiastique de la juridiction civile et s'établir des lois pénales, non seulement rigoureuses, mais sanguinaires et séroces. On put juger alors de ce que gagnait l'humanité à substituer au régime de la force morale celui de l'intimidation matérielle!

⁽¹⁾ Canciani, leg. Edmundi, p. 270, art. 1 et 1v.

CHAPITRE VIII.

DU DROIT CRIMINEL DE L'ESPAGNE SOUS LA DOMINATION DES WISIGOTHS.

§ Ier.

De l'origine et de la constitution du forum judicum.

Les Wisigoths, et même avant eux les Suèves, avaient rouvé l'Église d'Espagne fortement constituée. Ils vaient été obligés de la respecter et de lui laisser sa berté d'action en dehors de leur gouvernement sécuer et de leur clergé arien. Cependant ils essayaient de mps en temps de persécuter l'Église hispano-romaine eur l'amener à leur culte. Mais tous leurs efforts traient se briser contre une foi que rien ne pouvait ntamer. Après quatre-vingt-seize ans de domination en alice, les Suèves embrassèrent la religion catholique, t, après cent vingt-cinq ans d'une domination sembla-le, les Wisigoths en firent autant dans le reste de Espagne.

Un roi martyr massacré par ordre de son père, l'héique Herménégilde, sembla avoir mérité par l'effusion son sang le rachat de l'erreur arienne pour tous ses compatriotes (1). A peine Léowigilde, l'auteur de cetattentat contre nature, eut-il fermé les yeux à la lumière, que Récarède, son second fils, monta sur le trône avec la ferme intention d'abjurer l'arianisme.

Récarède ne voulait pas se borner, comme son malher reux frère, à se convertir personnellement; il entendat entraîner avec lui tous ses sujets vers l'orthodoxie reigieuse. Son père Léowigilde avait voulu créer l'unité dans l'arianisme en persécutant les hispano-romains catholiques : il chercha à produire cette unité en procédant en sens inverse, c'est-à-dire en poussant les Wisigoths ariens à entrer dans le sein de l'Église. Le premier avait tenté l'impossible, il avait échoué; le se cond essayait quelque chose de difficile : avec de l'he bileté et de la prudence, il lui fut donné de réussir.

Récarède avait à ménager la fierté des Goths, qui se seraient révoltés contre toute contrainte matérielle ou morale en matière de foi : après avoir préparé les esprits dans les provinces à ce changement de culte par une série de mesures et d'exhortations adroitement calculées, il convoque en 589, à Tolède, un concile com-

⁽⁴⁾ Herménégilde avait été élevé par son père à la royanté de Séville et des pays adjacents; devenu catholique, il résista par la armes à son père qui voulait le faire rentrer dans l'arianisme. Level gilde le vainquit, le sit prisonnier et le sit massacrer dans sa prison Voir le récit de ces saits dans l'ouvrage de M. Revillout, initalité De l'arianisme des peuples germaniques. Ce récit, puisé aux sources, est présenté avec un intérêt qui se concilie avec la plus acrupaleus exactitude. Il sait comprendre comment Herménégilde, qui se obligé, pour désendre ses sujets, de résister par la son pere Léowigilde, a pu être canonisé par l'Eglise.

des évêques et des nobles des deux communions. il déclare que s'étant convaincu de la vérité de la catholique, il a résolu de la confesser publiquement, avoir la prétention de l'imposer par la force à qui ce soit. Cependant il fait remarquer aux grands 'État que le rétablissement de l'unité de la religion trait fin à la cause la plus féconde des troubles qui ent si souvent désolé l'Espagne. Son éloquence intante et l'exemple de son abjuration entraînent prestoute l'assemblée. Espagnols, Suèves, Goths, n'ont qu'un même culte, et la religion catholique devient eligion de l'État.

a législation espagnole reçut un contre-coup nécese de ce grand événement.

ies distinctes. L'une était la loi des Wisigoths pronent dite, recueillie par le roi Euric; l'autre le brerium Aniani, recueil de droit romain à l'usage
la population vaincue. On attribuait ce code à
chancelier d'Alaric II (1). La diversité de ces lois,
te à la différence des deux religions, avait établi
mur de séparation entre la nationalité gothique
la nationalité hispano-romaine : de peur même
ces nationalités ne vinssent à s'unir par quelpoint, les mariages entre les Goths et les
nains avaient été sévèrement défendus. Quand les
t peuples furent unis dans la même communion,

C'est Alaric II qui le promulgua en 505.

baisser. L'œuvre de fusion commencée par Récarde fut continuée par Kindaswinth et Rekeswinth qui, sur les ruines de la législation d'Euric et de celle du brevierium, édifièrent pour tous leurs sujets le forum judicum tel que nous le connaissons aujourd'hui. Comprinces changèrent, les promiers dans l'Europe nouvelle, le droit personnel contre le droit territorial. Sous l'influence de l'unité religieuse, les alliances des Goths de des Romains cessèrent d'être interdites, et ces des peuples n'en formèrent plus qu'un, le peuple espagné l'entre des peuples espagnés.

La loi de Rekeswinth se composa de nombreux emprunts faits aux canons des conciles de Tolède, et même aux décrets rendus par les rois avec l'aide de leur conseil privé (1). On y retrouve encore quelques lois sand date, sans nom d'auteur et de titre, extraites probablement d'anciennes collections de coutumes faite par les premiers rois goths; enfin un certain nombre de lois anciennes, et désignées sous le nom d'antiqua de antiqua noviter emendata (2). C'est tout ce qui nots reste de la première législation wisigothique. D'après

⁽¹⁾ Il y a une grande discussion, parmi les savants espagnols, se le point de savoir si ces décrets n'avaient qu'une force temporaire de bornée à la durée de la vie des rois qui les avaient rendus. — Le savant Masdeu est de cette opinion. Mais Lardizabal, dans son introduction au Fuero Jurgo (Madrid, 1818), défend l'opinion contraire il l'appuie sur des textes formels, tels que ceux-ci : Hæc in perpetus valitura lege sancimus, hoc omne per ævum promulgamus edictum, etc.

⁽²⁾ Il est remarquable que les lois qui nous ont été conserves set ce nom sont pour la plupart empruntées au droit romain : il ne nous en reste presque aucune de celles qui se rattachent à la tradition gothique primitive, au droit barbare proprement dit.

lébris mutilés et incomplets, il nous est impossile nous en sormer une juste idée.

n n'a donc pas le droit d'affirmer, en l'absence a plus grande partie des textes primitifs, que les igoths n'ont jamais connu plusieurs institutions des ples germaniques, comme, par exemple, les conjures et le duel judiciaire.

le ce que les conjuratores ne sont pas nommés le forum judicum, il ne s'ensuit pas nécessaient qu'ils ne sussent pas consacrés par la loi d'Euric par des coutumes gothiques antérieures.

des preuves historiques, qu'il existait chez les Francs, ique les lois salique et ripuaire n'en parlassent pas. si quand bien même, ce que nous ne savons pas, la l'Euric n'en aurait pas fait mention, le duel, consicomme jugement de Dieu (1), aurait pu être un en de preuve judiciaire employé quelquesois par Wisigoths. Le duel judiciaire est consacré par la gie mozarabe; nous le retrouvons jusque sous Alnse de Castille. Quelle aurait été son origine dans éninsule Ibérique? Il ne serait venu ni des Arabes Maures, ni des Hispano-Romains. Il n'a donc pu qu'un héritage des Wisigoths.

i les conjuratores ont été supprimés, si le duel

Ce qu'on entendait par le jugement de Dieu, dans la législation Wisigoths, c'était l'épreuve par l'eau bouillante. Lib. v1, tit. 1, 3. Voir le fuero de Baeça cité par Villadiego, lequel donne une ce de rituel pour l'application de ce moyen de procédure. Cani, vol. 4, p. 130.

n'est pas mentionné dans le forum judicum, cela tient à l'immense influence que le clergé a exercée dans la formation de cette loi. Le forum judicum a dù être, à l'égard de la loi d'Euric, ce que les capitulaires cet été à l'égard de la loi salique : il appartient à une se conde phase sociale, à celle qui succède à la barbarie pour s'élever, avec le secours du sacerdoce, à un plus haut degré de civilisation.

La conversion des Wisigoths au catholicisme, • 1 amenant cette seconde phase, améliora les rapports • 1 rois et des peuples, et donna à leur droit criminel • 1 caractère tout nouveau.

S II.

Comment la justice émana du roi seul chez les Wisigoths, au lieu d'émaner de la nation.

La royauté était devenue, chez les Wisigoths, me institution à la fois éphémère et despotique. Fondée non sur l'hérédité, mais sur l'élection, c'est-à-dire, et fait, sur les surprises de la force, elle offrit le spectacle de drames sanglants et nombreux. Sur dix-neul rois, d'Ataulphe à Rodéric, dix périrent de mort violente. « Les Goths, dit Grégoire de Tours, prirent la détestable coutume de se défaire par le glaive des rois qui ne leur plaisaient pas, pour donner la couronne à qui onque captait leur faveur (1). »

(1) Sumpserunt Gothi hanc detestabilem consuctudinem, ut si que

L'ette funeste mobilité se modifia un peu quand le gé catholique, par ses prédications et ses enseignents, eut introduit chez ces barbares des idées de le et de subordination. « L'Evangile, dit un auteur derne, prêchant à chaque page la soumission aux ssances de la terre, omnis potestas a Deo, pouvait l constituer une monarchie réelle et obéie, chez ces bares si impatients de tout frein (1). »

e clergé hispano-gothique ne se contentait pas de ommander aux peuples l'obéissance, il traçait aux rois devoirs sur lesquels étaient fondés les droits mêmes leur souveraineté. Voici comment s'exprime, d'après conciles de Tolède, le prologue du fuero juzgo. ette loi dit comment doivent être élus les princes, et les choses qu'ils gagnent doivent appartenir à l'État: les rois sont dits rois parce qu'ils règnent avec é, et celui qui ne règne pas avec piété ne garde la miséricorde. Donc, c'est lorsqu'il fait le bien le roi doit avoir nom de roi, d'où les anciens ont æ proverbe: Roi tu seras quand droit tu feras, et nd droit ne feras, roi ne seras; d'où le roi doit ir deux vertus en soi par-dessus toute autre: justice érité; car la justice mène toujours la vérité avec , et le roi sera loué alors pour sa piété (2). »

le regibus non placuisset, gladio eum adpeterent, et quem set animo, hunc sibi statuerint regem. Historia Francor., lib. 111,

Rosseeuw Saint-Hilaire, Hist. d'Espagne, tom. 1, p. 397. En esta ley dize como deven ser esligidos los principes, e que

C'est à ces conditions sévères que le forum jud accordait au roi un immense pouvoir.

C'était du roi et non de la nation représentée ses mahls, qu'émanait toute justice. C'était lui qu'léguait sa juridiction à des juges de divers degrés, comtes, tyuphads (1) ou centeniers. Il pouvait même mer des espèces de commissaires extraordinair ambulatoires sous le nom de pacis assertores (2 juge ou les juges de la couronne n'étaient pas s'ment les présidents du tribunal ou les trouveu jugement; ils constituaient le tribunal lui-même et daient l'affaire.

Si l'une ou l'autre des parties était mécontente juges inférieurs et suspectait leur impartialité, pouvait s'adresser à l'évêque : celui-ci procédait révision de la cause; que si le comte ou juge do sentence était infirmée comme injuste ne voulait acquiescer à la décision de l'évêque, la partie pouvait en appeler au roi, qui pouvait maintenir

las cosas que clos ganan denen fuicar al reyno : ca los res son di res porque regnan piadosamientre; mas aquel non regna pia mientre que non garda misericordia. Doncas faziendo derech rey deue auer nombre de rey. Onde los antigos dizen tal prover Rey seras, se derecho feceres, e se non feceres derecho, non seras Onde el rey dene auer duas virtudes en si maormientre, justi verdade; ca la justiça a verdade consigo, demas es loado el rey piadade.

Ce commencement de prologue est tiré du septième concil Tolède, fuero Juzgo, commenté par Villadiego, p. 6.

(1) L. Wisigoth., lib. 11, tit. 1, cap. 23, 26 et sequ.

(2) Id., ibid., 11, xv1. « Pacis autem assertores, non alias diris causas, nisi quas illis regia deputaverit ordinandi potestas. »

disser cette décision (1). Le juge convaincu d'avoir moncé sciemment une sentence inique devait au plaint une amende égale à la valeur qu'il lui avait enlepar ce jugement de condamnation (2). Si le juge couble n'était pas en état de payer cette amende, il renait l'esclave de l'appelant ou recevait publiquent cinquante coups de fouet (3). Si l'appelant luime ne parvenait pas à prouver devant le prince l'intice de l'arrêt qu'il attaquait, il devait payer au juge e somme double de celle que celui-ci lui aurait due l avait été reconnu coupable; et en cas d'insolvabi
;, il recevait cent coups de fouet en présence de ce me juge, mal à propos pris à partie (4).

Les traces de la barbarie antique se retrouvent dans châtiments corporels, et surtout dans la peine de sclavage, par laquelle l'homme libre est obligé de donner lui-même en échange d'une valeur qu'il ne ut fournir. Mais dans l'organisation judiciaire des sigoths, le côté qui révèle un pas fait en dehors de te première phase d'enfance sociale, c'est l'immense

¹⁾ L. Wisigothor, lib. 11, tit. 1, cap. 23, 29, 30 et sequent.

²⁾ Id., ibid., 20.

³⁾ Id., ibid., 20, 25 et sequ.

^{1) 23} et sequ.

lous ne rappellerons pas ici ce que nous avons dit des restric-18 apportées à la publicité des audiences chez les Goths, en partie 19. VIII: Des diverses juridictions criminelles pendant la période 19 bare, p. 195, et chap. IX: Du mode de poursuite des crimcs, etc.; 11: Des avocats, p. 220. On n'avait recours au serment dans la 18 islation wisigothique qu'à défaut des preuves par témoins et des 20 et chap. II, tit. I, cap. 22.

influence donnée au clergé. Indépendamment de pèce de position légale que l'évêque occupait, co nous venons de le voir, entre les tribunaux de pren instance et la cour du roi, il pouvait intervenir d'e toutes les fois qu'il croyait qu'un pauvre était opp par des juges inférieurs : après avoir conféré de faire avec un conseil composé d'hommes respectable il sommait les magistrats de cesser leurs vexation de les réparer. Sur leur refus, ils étaient condamn payer au trésor royal deux livres d'or, et, en ren justice au pauvre, de lui donner le cinquième en su la valeur des objets qui lui étaient restitués.

Il est probable que, même parmi les juges inférie il y avait beaucoup de prêtres, car dans le forum je cum, ces deux mots sacerdos et judex sont assim ou du moins mis sur la même ligne: « Si le « ou le prêtre, y est-il dit, a jugé d'une man « inique, etc. (2). »

Cependant les clercs ne jouissaient pas d'immun complètes; les tribunaux ordinaires et les tribun épiscopaux étaient également compétents pour posuivre les prêtres, les diacres et sous-diacres, les vier consacrées à Dieu qui manquaient aux règles de chasteté, et même les femmes du siècle qui se livrai à un commerce adultère. « Mais quand c'est le ju

⁽¹⁾ Honestis viris, prêtres ou laïques, probablement; L. Wisigo lib. 11, tit. 1, cap. 29 et 30; Canciani, p. 73 et 74.

⁽²⁾ Si judex vel sacerdos reperti fuerint nequiter judicasse. el L. Wisigoth., lib. 11, tit. 1, cap. 23.

culier qui a pris l'initiative des poursuites, et qu'il a mpu les liens de désordre qui retenaient dans le vice religieuse, le prêtre ou le diacre, il doit mettre les upables entre les mains de l'évêque, qui leur appli-. 1 lera alors les canons pénitentiels. Que si l'évêque anque à ce devoir de rigoureuse justice, sa négligence ra punie d'une amende de deux livres d'or, et il dea alors ne pas différer à punir le mal commis. Que s'il i est impossible de parvenir à le réprimer, il devra mander la convocation d'un concile ou dénoncer fait à l'une des audiences de la cour du roi (1). »

La suprématie juridictionnelle du roi était toujours servée : c'est le même principe qui fut consacré plus rd dans la législation carlovingienne. L'Église espanole se trouva « dans cette dépendance que demande le pouvoir civil quand il se pose comme protecteur des canons (2). »

Les conciles de Tolède eux-mêmes firent quelquesois, 1 matière de juridiction, des concessions qui nous pasissent exorbitantes pour l'époque à laquelle elles se pportent. Celui qui fut tenu en 675 (3), réserve à la rité au jugement des tribunaux ecclésiastiques les prêses coupables de s'être fait justice eux-mêmes et d'air fait du tapage dans les prétoires judiciaires (4). Il

⁽¹⁾ Quod si corrigere hoc nequiverit, aut concilium aut regis hoc ditibus nunciet, L. Wisigoth, lib. 111, tit. 1v, art. 18.

²⁾ De l'Arianisme des peuples germaniques, par Ch. Revillout, 256.

⁽³⁾ Conc. Toletan., x1. Can. v.

⁽⁴⁾ Le concile désend à ces prêtres d'acquitter avec les revenus des

n'abandonne pas non plus expressément aux tribunam séculiers les évêques qui auront entretenu un commerce illicite avec l'épouse, la fille ou la petite-fille d'un grand de l'État; car il les condamne à perdre leurs honneus et à subir, dans un rigoureux exil, leur sentence d'excommunication, laquelle ne peut être prononcée que par les tribunaux ecclésiastiques. Mais il en est autrement « quand des évêques se sont rendus coupables d'homicides volontaires, qu'ils ont commis des meurtres sur des officiers du palais ou autres grands personnages, ou fait des outrages à l'honneur des filles de noble naissance; alors ils sont livrés à la justice séculière pour être sommis au talion de la loi de l'État ou à la vengeance des familles, ou pour être condamnés à une irrévocable proscription (1). »

Depuis le commencement de ce siècle, les Goths étaient entrés dans le clergé, et avaient partagé les sièges épiscopaux avec les descendants des Hispano-

églises consiées à leurs soins, les amendes qui leur seraient imposées: s'ils n'ont point de fortune personnelle, au lieu de payer une amende de 10 solidi, ils accompliront une pénitence de vingt jours, de manière que, si l'amende est plus ou moins forte, il y ait toujours deux jours de pénitence pour un solidus: Ita ut sive majoris, sire minoris summæ excessum peregerit, similiter geminata hoc semper satissatione pænitentiæ recompenset.

(1) Hanc sane sententiam (excommunicationis et depositionis et illi merebuntur, qui aut volentes homicidium fecerint, aut primatibe palatii, generosisque personis, seu nobilioribus quibusque mulieribus vel puellis aliquid, aut per cædem, aut per quamcumque irrogatam injuriam, visi fuerint intulisse, unde eos juxta legum sæcularium intituta, aut talionem recipere, aut traditionem de his fieri, vel proscriptionem oporteat. (Fin du canon v ci-dessus cité.) Collection des conciles, de Labbe, tom. v1, p. 548-549.

omains: ils avaient porté dans ces fonctions de paix de charité la violence et les passions de leur sang arbare. Les conciles eux-mêmes, scandalisés et épountés par des forfaits qui portaient l'abomination dans sanctuaire, voulurent y remédier à tout prix. Ils n'hétèrent pas à employer des moyens héroïques pour exper les membres corrompus qui auraient déshonoré piscopat; ils voulurent que les évêques qui se seraient ex-mêmes dégradés par le crime, après avoir subi la position et la dégradation ecclésiastiques, fussent trais comme les plus vils scélérats, sans aucun égard à ur ancienne dignité. En même temps qu'il réhabilit l'honneur de son corps par cette vigueur disciplitire, le haut clergé d'Espagne donnait ainsi une agnifique leçon d'égalité devant la loi.

Du reste, l'Église de ce pays ne devait pas sentir bien vement le besoin des priviléges judiciaires, dans une ciété dont elle occupait le faîte, et qui était, tout tière et à tous les degrés, pénétrée de son influence dominée par son action (1).

§ III.

Crimes et peines.

Ce qui caractérise le système pénal de la loi des isigoths et le distingue de celui des autres peuples

¹⁾ Voir l'Histoire d'Espagne, par Lembke, traduction de Savagnier, lection Pâquis, p. 181. Paris, Béthune et Plon, 1844.

germaniques, c'est la prétention d'apprécier la moralité de l'acte, et de punir la volonté mauvaise plutôt que la lésion matérielle. Le forum judicum s'efforce en même temps d'établir son échelle de punitions, non plus sur le rang de l'offensé, mais sur le degré de perversité de l'acte incriminé. Il n'atteint pas toujours ce double idéal, mais c'est beaucoup de se l'être proposé pour but, et on doit admirer l'élévation de la théorie légale, lors même que la pratique reste infiniment au-dessous.

L'homicide, qui est puni avec la plus grande riguent quand il est prémédité ou intentionnel, n'est passible d'aucune peine quand il est involontaire (1). La réaction contre le vieux matérialisme germanique semble ici dépasser la mesure même de la justice. Cependant la loi prévoit le cas où un homme en tue un autre soit dans une mêlée (2), soit en jouant avec imprudence (3). Dans ces deux cas, elle admet qu'il y a lieu à une réparation civile envers les parents de la victime, et le taux en est fixé à une livre d'or.

Quant à l'égalité de la punition suivant la nature du délit, ce principe n'existait dans sa plénitude qu'à l'égard des hommes libres, Goths ou Hispano-Romains, quelle que fût leur origine ou leur rang dans la société. Mais les serfs (4), les affranchis, et, dans une certaine

⁽¹⁾ Lib. vr, tit. v, cap. 1, 3, 11, etc.

⁽²⁾ L. Wisigoth., lib. v1, tit. v, cap. 5.

⁽³⁾ Ead., ibid., cap. 7.

⁽¹⁾ Ead., lib. v1, tit. 1v. 7, 8 et sequ.

nesure, les Juiss (1) restaient toujours en dehors de ce rincipe salutaire. L'attentat commis sur l'homme libre tait puni d'une peine au moins double de celle qui tait commise sur le serf ou l'esclave: mais c'était déjà n progrès qu'il y eût une protection de la loi pénale n faveur de cette classe d'hommes, si longtemps mise n dehors de toute loi.

Voici encore une inégalité dans la loi criminelle des Visigoths.

Le noble et l'officier du palais ne devaient être mis la torture que pour crime de haute-trahison. L'homme bre et de condition inférieure pouvaient y être soumis our des vols au-dessus de cinq cents solidi (2). Quant ux esclaves, la torture leur était prodiguée, dès que surs maîtres étaient accusés (3), afin de leur arracher aveu d'un crime que bien souvent ils pouvaient ignorer. les procédés, qui nous paraissent aujourd'hui si barbares, taient empruntés au vieux droit romain et non au droit ermanique.

Dans le forum judicum, l'amende se mesure à la ortune de l'offenseur et non au rang de l'offensé (4). Le seul privilège du riche, dit un historien moderne, est de payer une plus forte amende; la seule infériorité du pauvre est d'acquitter en châtiments corpo-

⁽¹⁾ L. Wisigoth., lib. xII. Nous reviendrons sur les lois spéciales ux Juiss.

⁽²⁾ Ead., lib. v1, tit. 1, cap. 2.

⁽³⁾ Ead., lib. 111, tit. 1v; C. 10 et lib. v1, tit. 1, c. 1.

⁽⁴⁾ Ead., lib. vr, tit. 1v, cap. 1, 3 et sequ.

« rels celle qu'il ne peut pas payer (1). » Non-seulement les codes barbares, mais même le code romain-impérial n'était pas si avancé (2).

Cependant le christianisme, en luttant contre la barbarie et le paganisme dans le forum judicum, ne remporte pas toujours une aussi complète victoire. Il compose, il transige souvent avec les vieilles coutumes germaniques. Ainsi les Wisigoths ont amélioré leur état social primitif en substituant le talion, sous l'autorité de la loi, à la vengeance du sang (3), puis en rempleçant le talion lui-même par des amendes. Mais ils conservent quelque chose de leur ancienne barbarie, quand ils stipulent que le coupable doit être condamné à devenir l'esclave de l'offensé s'il ne peut pas payer l'amende; qu'il est remis à sa merci, sans aucune condition, et qu'on va même jusqu'à donner au lésé sur l'offenseur droit de vie et de mort (4).

Le premier devoir de l'État, dès qu'il a admis le principe de l'expiation, serait au contraire de se substituer à l'offensé où à sa famille dans la répression du

⁽¹⁾ Rosseeuw Saint-Hilaire, Hist. d'Espagne, tom. 1. p. 407.

⁽²⁾ Voyez les Institutes, lib. IV, tit. 4.

⁽³⁾ L. Wisigoth., lib. v1, tit. 1v, cap. 3. De reddendo talione el compositionis summa pro non reddendo talione.

⁽⁴⁾ Ead., lib. 111, tit. 11, cap. 3 antiqua et lib. 111, tit. 111, cap. 2 antiqua, lib. v1, tit. 1, c. 2. Cette dernière loi est de Kindaswinth; mais elle a pour but de limiter et de modérer les rigueurs de la torture. Celui qui a fait périr un accusé présumé innocent, dans les tourments de la question, doit être remis entre les mains des parents de cet accusé pour le faire périr de la même manière. Ici, le législateur redevient barbare par humanité.

me, et d'introduire l'idée de la justice sociale à la ce de celle de la vengeance privée dans l'exécution me de la sentence.

Si, dans les titres sur les injures et les blessures (1), r les rapts, sur les vols (2), on retrouve des restes de tradition germanique; en revanche, le principe de l'extion sociale prévaut en matière d'inceste (3), de sodoe (4) et d'avortement (5); pour ces divers crimes, ce nt des peines sociales, telles que l'exil perpétuel et la nsiscation des biens, des châtiments corporels portant l'organe même dont on a eu l'impiété d'abuser, la te de la dignité et de la liberté ou même la mort, la femme enceinte a péri par suite de l'avortement.

Quant aux violations de tombeaux, elles sont répus à la fois une insulte sacrilège aux héritiers du mort un outrage aux croyances sociales. Si c'est un homme re qui a commis ce crime, il doit payer une livre rà ces héritiers et rendre les objets soustraits dans sépulcre. Mais dans le cas où le mort n'a pas d'hérirs, la même amende doit être payée au fisc et le

l) Ead., lib. v1, tit. 1v.

Les vols simples sont punis d'une amende de neuf fois la valeur la chose, comme dans les lois des Bavarois, des Allemands et des igobards. Le voleur avec violence doit restituer onze fois la sur de l'objet soustrait, et s'il ne peut pas payer, il devient erf de celui qu'il a volé. Quand il y a en vol avec effraction, il y 1 sus la peine de 150 coups de fouet. (L. Wisigoth., lib. viii, tit. 1, .6-10; lib. vii, tit. 1, cap. 13.)

⁾ Ead., lib. 111, tit. v, cap. 2 et 6.

⁾ Ead., lib. III, tit. VIII.

⁾ Ead., lib. v1, tit. 111, cap. 1, 2 et sequ.

coupable doit recevoir cent coups de fouet (1). La déposition n'est pas protégée par une famille se doit reposer sous la garde de cette grande famille qu'or appelle la Nation ou l'État. Que si c'est un esclave qui a violé la sépulture des morts, l'expiation n'aura plus de mesure; il recevra deux cents coups de fouet et sera livré aux flammes (2). On voit ici qu'il n'y a pas seulement une ligne de démarcation, mais un véritable abine entre l'esclave et l'homme libre.

La méfiance et les précautions extrêmes envers les esclaves semblent être un des caractères de cette légis-lation. Toutes les classes de la société sont en quelque sorte appelées à une sorte de coalition solidaire pour la recherche des esclaves fugitifs; du dernier au plus haut fonctionnaire, tous sont soumis à une responsabilité menaçante, en cas de non-exécution de la loi relative aux fugitifs et aux vagabonds.

Cette loi cherche à concilier les devoirs de l'hospitalité due à l'étranger qui voyage, avec la nécessité d'une police sévère pour la surveillance des esclaves sugitifs et des brigands.

L'homme libre qui a donné un abri à un passant inconnu, pendant un jour et une nuit, peut n'être passible d'aucune peine, s'il prête serment qu'il n'a pas su que

⁽¹⁾ L. Wisigoth., lib. x1, tit. 2, de inquietudine sepulchrorum, ap. 1-2.

⁽²⁾ Ead., id., ibid., cap. 1. On remarquera cette belle expression créée par le christianisme pour exprimer le trouble apporté à la paix des tombeaux: inquietudo sepulchrorum.

s efforts à le faire retrouver au maître et lui donner en tre un autre esclave de même valeur: s'il a gardé le gitif huit jours, il doit deux esclaves du même prix (1). La règle est qu'au bout de trois jours, il dénonce et ontre le fugitif inconnu au juge et aux premiers du u, par exemple, au fermier ou intendant, au présé et à un ou deux bons témoins (2): le juge doit erroger le suspect, et si l'interrogatoire lui laisse des utes, il le tiendra sous bonne et dure garde (3); is il le fera conduire devant le magistrat supérieur de ville voisine, qui devra avoir le signalement des esves fugitifs, et on le délivrera à son maître dès qu'il ra été reconnu.

S'il y a eu plus que de la négligence à observer les glements, de la part du propriétaire trop officieusent hospitalier; s'il a su que le prétendu voyageur it un esclave, il recevra lui-même cent coups de let (4). Il en recevra deux cents si son hôte était non-lement un fugitif, mais un brigand, et qu'il l'ait recélé connaissant bien sous ces deux rapports (5).

Suivant une loi attribuée au roi Egica et dont nous wons plus le texte qu'en espagnol, « les juges, prês des paroisses ou de nos églises qui ne feront pas

l) L. Wisigoth., lib. IV, c. 1, 43.

²⁾ Même cette déclaration une fois faite, il peut le garder sans inte dans sa maison. L. Wisigoth., id. ibid., cap. VIII.

I) Ardua custodia.

i) L. Wisigoth., lib. 1, cap. 9 et 19.

i) Ead., ibid., cap. 19.

exécuter les lois relatives aux esclaves fugitifs, recevront if eux-mêmes trois cents coups de fouet; les évêques et seigneurs qui n'infligeront pas cette punition à la leurs subordonnés, pour quelque motif que ce soit, s devront être condamnés eux-mêmes à une pénitence de la trente jours, et à un jeûne au pain et à l'eau comme s'ils étaient excommuniés : et nous manderons aux seigneurs de la terre qu'ils infligent cette peine aux juges et mêmes s'y refusent, ils paieront trois livres d'or au roi (1).

Cependant le forum judicum, qui protège ainsi le propriété des esclaves, a des garanties pour les esclaves eux-mêmes. Le maître ne peut, sous peine d'exil et de confiscation de ses revenus pour trois ans, mutiler of faire périr son esclave (2).

⁽¹⁾ E si los Juizes, o los que deven de tener justiça en la tierra, o los perlados de las yglesias, o los nostros sacerdotes, non quizieres fazer esta justiça de suso dicha en los omes que non quieren pesquirir los servos fuydos, o que los encubren: los Obispos, o los senores de la tierra, les fagan recibir a cada uno trecientos açotes: et si los Obir pos o los senores por amor, o por aver o por medo, non quizieres fazer esta justiça in aquelos, per treynta dias fagan penedencia como descomongados, assique en Aquellos treynta dias non coman condecho, nen bevan vino: fucras que a ora de vespra coman un poco & pan per sustaminto del corpo, e bevan un vaso dagua, e solra pena damargura porque non quizieron fazer justiça. E mandamos a los senores de la tierra, que esta pena deu a los juyžes que non quisieren fazer la justiça, et si los senores non lo quizieren fazer, pechen tres libras d'oro al rey. (Canciani, vol. 1v, p. 167.) Il y a à la fin de ce texte une obscurité que nous n'avons pas pu saire disparaitre des notre traduction. S'agit-il, en dernier lieu, de suzerains supérieurs, et des seigneurs ordinaires à qui on accorde une sanction pénale de ples à ajouter à la pénitence dont il a été question? (2) L. Wisigoth., lib. v1, tit. 1v, cap. 13.

Parmi les peines en usage, la flagellation était la plus quemment appliquée, même aux hommes libres. Il mble donc que les Wisigoths étaient moins siers que Francs, qui n'auraient jamais pu supporter l'ignonie de ces châtiments corporels. La flagellation, mme peine infamante, entraînait ordinairement la rte du droit de témoignage (1). Elle était très-souvent compagnée de la décalvation. La décalvation consist non-seulement à enlever la chevelure, mais la peau la tête. Elle laissait sur le front du criminel une Ifaçable empreinte. Sous ce rapport, elle était sem-Able à la peine de la marque, si longtemps usitée rmi nous. Aussi on disait turpiter decalvari (2). s autres peines corporelles étaient la perte de la lin (3), du nez (4), des yeux (5) et enfin la mort, qui vit applicable non-seulement au crime de haute-trahin, mais encore à l'homicide prémédité, et à certains mes contre les mœurs qu'une sorte de raison d'état

⁽¹⁾ Il y a cependant des cas où la perte du droit de témoignage ne it pas la flagellation, mais alors la loi le spécifie. (Ead., lib. 11, tit. 1, p. 18.) Absque ulla testificandi jactura, xxx flagella suscipiat.

⁽²⁾ La perte des cheveux était sans doute un signe de déshonneur; nis si on s'était contenté de les couper, ils auraient repoussé au bout peu de temps. (L. Wisigoth., lib. 11, tit. 1, c. 7; ead. ibid., tit. 11, Lib. v1, tit. v, c. 12; lib. x11, tit. 111, c. 4.

⁽⁸⁾ Reus falsitatis, si minor persona est, manum perdat. Ead., b. vII, tit. v, cap. 1.

⁽⁴⁾ C'est une peine infligée aux semmes juives qui continuent de ire des opérations de circoncision. Ead., lib. x11, tit. 111, cap. 4.

⁽⁵⁾ L'effossio oculorum était la peine en laquelle les rois commuaient peine de mort, quand ils voulaient faire grâce aux criminels de ute-trahison. (Ead., lib. 11, tit. 1, cap. 7.)

faisait punir avec une rigueur extrême. Tel était celui de la femme libre qui se rendait coupable d'union illicite avec son propre esclave. Elle était fustigée publiquement devant le juge avec son complice, et jette ensuite avec lui dans les flammes (1). Ce genre de peine capitale était ordinairement réservé aux esclaves.

Quand la femme libre avait eu un commerce illicité avec l'esclave d'un autre, elle n'était condamnée qu'à la flagellation, et en cas de récidive à la perte de la liberté (2). Nous avons vu que cette dernière peine était assez fréquemment appliquée chez les Wisigoths.

La confiscation, excepté dans le cas de haute-trahison, ne s'étendait pas aux enfants du coupable.

Il nous reste à jeter un coup-d'œil sur une classe par ticulière de crimes, les crimes contre la religion.

Une fois l'unité religieuse et nationale conquise en Espagne, par la conversion de Récarède et des Wisigoths, le législateur dut s'efforcer de maintenir et de consolider cette unité par un système de police et de répression sévères. D'après les idées de cette époque, quiconque attaquait la religion de l'État, ou désobéissait à l'Église, qui en était l'organe, attaquait l'État lui-même ou se mettait en révolte contre lui.

Ainsi, quiconque disputait contre la foi une et sacrée de l'Église, soit en public, soit en particulier, était soumis à des peines sévères. S'il appartenait à l'ordre ecclésiastique, il était dépouillé de son titre et de sou

⁽¹⁾ L. Wisigoth., lib. 111, tit. 11, cap. 2.

⁽²⁾ Ead., lib. 11, tit. 11, cap. 3.

ng dans la cléricature, perdait tous ses biens, et était us le poids d'une slétrissure civile, jusqu'à ce qu'il vînt à l'orthodoxie et qu'il sît pénitence. De même, le ique était privé de tous ses honneurs, ses biens étaient nsisqués, et il était condamné à l'exil, tant qu'il resit en état de révolte contre l'Église (1).

Le concile de Tolède, devant lequel Récarède fit son juration solennelle, s'était empressé de régler ce l'on pourrait appeler l'établissement civil de la relin catholique en Espagne. « Le juge séculier devait aider l'évêque à rechercher et à punir toutes les infractions aux décrets des conciles. L'excommunication cessait d'être une peine exclusivement spirituelle : dans les canons, elle se trouvait déjà accompagnée de châtiments corporels (2). »

Ainsi se formait en Espagne, dès la sin du vi° siècle, te union intime de l'Église et de l'État qui ne s'acmplit dans l'empire des Francs que sous Pépin et arlemagne.

Mais ce qui caractérise cette nouvelle législation des isigoths, relative aux crimes religieux, nous devons vouer à regret, c'est l'intolérance la plus dure et la 1s sanguinaire contre les Juiss.

Ces rigueurs pénales, que rien ne saurait justifier,

¹⁾ L. Wisigoth., lib. x11, tit. 2, cap. 2. Des lois de même nature, is un peu moins sévères, avaient déjà été portées par le troisième cile de Tolède, qui reçut l'abjuration de Récarède et des princita de la nation wisigothe. (Collect. Labbe, p. 1015.

²⁾ De l'Arianisme chez les peuples germaniques, par Charles Revilt, p. 256.

furent provoquées par un mouvement de réaction des catholiques contre les alliés de leurs oppresseurs. Les Juifs avaient été les instruments de la tyrannie arienne contre les Hispano-Romains, comme ils furent plus tard les soutiens de l'oppression musulmane contre les Espagnols, au moyen-âge (1). Les princes catholiques semblaient donc, en les persécutant, céder aux instruments de l'oppression musulmane contre les Espagnols, au moyen-âge (1). Les princes catholiques semblaient donc, en les persécutant, céder aux instruments de la tyrannie arienne contre les Espagnols, au moyen-âge (1).

Au temps de Récarède, les Juiss avaient, au prix des plus grands sacrifices, suspendu le coup qui les menaciait. Mais l'explosion se fit sous le règne de Sisebut. Alors, suivant un historien franc, Aimoin (2), dont nous croyons le chiffre fort exagéré, quatre-vingt-dix mille luis furent forcés de recevoir le baptème. Tous cent qui refusèrent de se convertir eurent leurs biens confiqués, et subirent le fouet, la décalvation ou l'exil. Mais ce qu'il y eut de remarquable, c'est que le clergé réclama contre l'excès de ces rigueurs. Saint Isidore, tout en louant le zèle de Sisebut, n'hésita pas à dire que « ce zèle n'avait pas été éclairé, et que ce roi avait fait usage de la contrainte là où il n'aurait dû employer que la persuasion (3). »

⁽¹⁾ De l'Arianisme, etc., p. 237.

⁽²⁾ Collect. d'hist. français, D. Bouquet, tom. 11, p. 652. Ce pi pourrait rendre admissible le chiffre de ce vieil historien, c'est pe Vespasien avait fait déporter cinquante mille Juifs dans la Péninsale: mais si quatre-vingt-dix mille avaient reçu le baptême, il ne dut pe en rester beaucoup à persécuter.

⁽³⁾ Æmulationem quidem habuit Sisebutus, sed non secundum scientiam. Potestate enim compulit, quos provocare sidei ratione oportuit. Isid. Chron.

Plus tard, les pères du vi°-concile de Tolède ne se ntentent pas de blâmer le passé; ils donnent des gles pour l'avenir. Ils défendent « de chercher à nener les Juiss à la foi par la force. Leur conversion it être l'ouvrage de la persuasion, non de la vionce (1). »

Mais ces recommandations ne semblent pas avoir oduit un effet durable sur l'esprit des souverains tholiques de l'Espagne; car peu d'années après Kinswinth et Rekeswinth recommencent la persécution ntre les Juiss avec des rassinements de barbarie tout uveaux. C'est à ce dernier roi qu'est adressée une èce sort curieuse qui nous est parvenue sous le nom placet des Juiss (placitum Judæorum).

Les Juiss devenus chrétiens, qui ont souscrit cette pèce de pétition, et qui sont censés l'avoir rédigée, accusent d'abord avec une singulière humilité « d'être uvent retombés dans la vieille erreur de leurs pères; de avoir pas toujours cru sincèrement à la divinité de Jésus-rist et à la foi catholique (2), » mais ils s'engagent à venir pour eux, leurs femmes et leurs enfants à ne us mêler aucune pratique juive aux pratiques chrénnes, et à ne plus contracter de lien ni entretenir de pports quelconques avec les Juis non encore baptisés.

¹⁾ Non enim inviti salvandi sunt, sed volentes.... non vi, sed libera litrii facultate, ut convertantur susdendi sunt. vie conc., can. Lvii. 2) Sed quia perfidia nostræ obstinationis, et vetustas parentalis oris nos ita detinuit, ut nec veraciter in Jesum Christum Dominum deremus, nec catholicam sidem sincere teneremus, etc. L. Wisi-In., lib. xii, tit. ii, cap. 16.

« Si quelqu'un de nous, ajoutent-ils, transgresse en « quoi que ce soit ces engagements solennels, et s'il se « montre contraire à la foi chrétienne par sa parole ou « par ses actes, nous jurons par le Père, le Fils et le « Saint-Esprit, seul Dieu en trois personnes, que nos « le saisirons nous-mêmes, s'il le faut, et que nous le « lapiderons ou que nous le jetterons dans les slammes « du bûcher. Si pourtant la piété de Votre Majesté vet « lui faire grâce de la vie, que sa personne et ses biens « soient remis à qui vous voudrez, et qu'il soit con-« damné à un perpétuel esclavage. De sorte que ce » « soit pas seulement en vertu des droits de votre sot-« veraineté, mais en vertu de notre libre garantie résil-« tant de cet acte, que vous en usiez comme bon vos « semblera à l'égard de ceux qui violeront ces sermests « solennels (1). »

En lisant une pareille pièce, on ne sait ce qui excite le plus de dégoût, ou du despotisme qui exige de tels abaissements, ou de la servilité qui y souscrit!

^{(1) «} Quod si in his omnibus, quæ supra taxata sunt, in quocumpo vel minimo transgressores inventi fuerimus et aut contraria christiane fidei agere præsumpserimus, aut quæ congrua catholicæ religioni promisimus, verbis aut factis implere distulerimus: juramus per euroda. Patrem et Filium et Spiritum sanctum, qui est unus in trinitate de verus Deus, quia si ex nobis horum omnium vel unus transgresse inventus fuerit, a nobis, aut ignibus, aut lapidibus perimatur. Asta hunc ad vitam gloriæ vestræ reservaverit pietas, mox amissa liberate tam eum, quam omnem rei ipsius facultatem, cui volueritis peresiter serviendam donetis, vel quidquid ex eo, vel ex rebus ejes fen jusseritis, non solum ex regni vestri potentia sed etiam ex hujus placiti nostri sponsione potestatem liberam habeatis. Ead., ibid., Carciani, vol. Iv, p. 189-190.

Ce sont ces passages du xII° livre des nouvelles is du forum judicum qui faisaient dire à Montesquieu: Nous devons au code des Wisigoths toutes les maximes, tous les principes et toutes les vues de l'inquisition d'aujourd'hui (1). »

Quel que soit le mérite d'un pareil rapprochement, que us aurons à apprécier plus tard, on ne saurait comendre l'injuste rigueur avec laquelle ce publiciste traite égislation des Wisigoths, non-seulement dans quelquess de ses détails, mais même dans son ensemble. « Les lois des Wisigoths, dit-il, sont puériles, gauches, idiotes; elles n'atteignent point le but; pleines de rhétorique et vuides de sens, frivoles dans le fond et gigantesques dans le style (2). »

Elles avaient deux grands défauts pour le magistrat ilosophe du xviii° siècle: elles étaient en grande par-l'ouvrage des évêques et elles consacraient le pouvoir clergé sur la société de cette époque. Montesquieu uit sans doute plus d'impartialité historique que la part de ses contemporains. Mais s'il avait résisté à tains préjugés philosophiques de son temps, il n'a-tains préjugés philosophiques de son temps, il n'a-tains préjugés parlementaires (3). Et rien n'était plus odieux totre ancienne magistrature française que l'idée d'un tage du pouvoir judiciaire entre le clergé et les tribu-

⁾ Esprit des lois, liv. xxvIII, chap. 1.

³ Id., ibid., fin du même chapitre.

⁾ Il parlait pour son couvent, comme Montesquieu lui-même le it de Voltaire, en saisant allusion à la coterie des encyclopédistes.

naux séculiers. Ce devait être là, pour Montesquier, le vice radical de la constitution wisigothique a vii siècle.

Or, il est au moins étrange de demander à des législateurs à demi barbares cette sobriété et cette précision de style qui appartiennent exclusivement aux époques de pleine civilisation. Il faut savoir faire abstraction des défauts de forme pour juger le fond. Loin d'être pubrile, yauche et idiote, la loi des Wisigoths, comme l'a prouvé éloquemment un publiciste de notre siète.

M. Guizot (1), est encore celle des lois barbares qui offre le tout le plus complet, le mieux divisé, le mieux classé par ordre de matières; celle qui contient sur la nature de la loi et les devoirs du législateur les généralisations les plus hardies et les plus profondes; celle ensin où se trouvent répandues les notions les plus pures sur le principal but de la pénalité sociale, l'expiation.

Enfin, le forum judicum présente deux grands progrès accomplis, la substitution du droit territorial and droit personnel et la conquête de l'unité législative pour l'Espagne tout entière; sous ce double rapport, il est plus avancé que les capitulaires eux-mêmes et que beaucoup d'essais incomplets tentés par nos rois jusqu'à Louis xiv et Napoléon.

Quant à la tendance théocratique des institutions de l'Espagne, elle était en harmonie avec les exigences des

⁽¹⁾ Voir son Histoire de la civilisation moderne, et ce qui est mons connu, le 1^{er} vol. de la Revue française, où se trouve un très le article sur la législation des Wisigoths.

rabondamment prouvé; et il serait assez singulier 'ou blâmât dans Récarède, Rekeswinth et Egica, écisément ce qu'on admire dans Pépin et Charlemae, je veux dire le recours aux lumières supérieures clergé pour guider les peuples dans les voies de la rilisation.

Il est heureux pour notre siècle d'en être arrivé à tte hauteur d'impartialité qui permet de juger une oque d'après les idées de l'époque elle-même, et de pousser au nom d'une érudition saine et conscienzuse, les anathèmes injustes placés sous l'autorité des us grands noms.

CHAPITRE IX.

DE LA TRANSFORMATION QUI TEND A S'OPÉRER DANS LA PÉNALITÉ, QUAND LE RÉGIME FÉODAL S'ÉTABLIT EN EUROPE.

Rien n'est difficile comme d'apprécier une époque de transition: on ne peut la comprendre et en rendre compte qu'en se reportant en arrière, qu'en remontant presque au point de départ, asin de suivre les progrès antérieurement accomplis, et de voir comment ils ont de aboutir à une transformation véritable.

Arrivé au 1x° et au x° siècle, nous ne pourrons éclairer la révolution qui s'opère alors dans la pénalité de l'Europe féodale, qu'en rappelant les principes sondamentaux du droit criminel et les principales applications qui en ont été faites aux divers âges des sociétés humaines.

L'idée de pénalité est corrélative à l'idée de crime: et partout où il y a crime, on a reconnu de tout temps qu'il y avait droit de punir pour le pouvoir social. Mais la question, décidée diversement, suivant les diverses phases de la civilisation dans lesquelles elle fut posée, est celle de savoir où finit la lésion personnelle

t où commence le crime proprement dit. Il faut qu'une ociété ait déjà fait quelques progrès pour comprendre ue la personnalité générale peut être atteinte dans la ersonnalité particulière.

Et ici, il faut s'entendre : jamais aucun peuple n'a dmis qu'un tort individuel dût rester inexpié. Seulelent, le soin de l'expiation pouvait être laissé à l'individu, la famille ou à la communauté.

Quand Dieu lui-même dit à Noé: Quicumque effuerit sanguinem fundetur sanguis illius (1), il établit l nécessité de l'expiation sans en déterminer le mode.

Or, en général, les nations naissantes n'ont considéré omme crimes proprement dits, que les lésions directes ites à elles-mêmes, telles que la trahison, la désertion, révolte; ou les lésions indirectes, comme la lâcheté t l'inaptitude au combat (2).

La vengeance des torts individuels, ainsi que nous avons vu plus haut, était abandonnée aux individus, ou défaut des individus, aux plus proches parents. Dans se temps primitifs, la composition pécuniaire ou wereld est une convention privée, faite entre les individus u les familles; plus tard, quand il y a eu formation e tribus ou de clans, constitution de race, commuauté, il s'établit une autorité publique qui surveille exécution de ces conventions privées, et comme la gens 'est complétement inviolée que quand l'individu est

⁽¹⁾ Genèse, 1x, 6.

⁽²⁾ Ignavos et imbelles; voir Tacite, de moribus Germanorum.

inviolé lui-même, elle établit des paix diverses de temps et de lieux dont la rupture constitue une lésion indirecte contre sa propre sécurité. Alors, au wergeld de la famille, vient se joindre le friedensgeld de la race. Nous avons montré ailleurs avec beaucoup de détails. comment ces deux classes de lésions se confondaient l'une dans l'autre sous le rapport de l'expiation et de la répression, quand il y avait résistance pour payer soit le friedensgeld, soit le wergeld. Comme cette résistance impliquait la négation même de l'établissement social et une tentative de retour vers la barbarie, la puissance publique entourait ses sentences de condamnation de toutes les terreurs du symbolisme religieux : elle dégradait en quelque sorte le coupable de son caractère d'homme; elle le réduisait au rang de la bête fauve; elle en faisait un loup, wargr ou wargus (1).

Ce système pénal semblait avoir un vice radical; c'était l'absence de gradation dans les peines, l'application d'un niveau inflexible sur des crimes différant essentiellement entre eux de gravité et d'intensité.

Nous avons vu par quelles combinaisons ingénieuses les Germains du nord avaient fini par introduire une sorte d'échelle pénale dans un système qui semblait s'y prêter si peu (2).

L'institution de la paix royale devint la source de nouveaux progrès pour la pénalité, en faisant considérer

⁽¹⁾ Chapitres 4 et 5.

⁽²⁾ Chap. 6.

comme un outrage remontant au roi lui-même toute ésion faite à un individu quelconque, en sa présence, et en étendant fictivement cette présence d'abord dans sa capitale, puis dans ses domaines, puis enfin dans son royaume.

Mais lè développement du droit criminel, sous cette forme, semble particulier aux Scandinaves ou Germains du nord, et d'ailleurs il s'y produisit avec une remarquable lenteur: il n'atteignit la perfection qui lui était propre, — en Suède, par exemple, — que vers le xiv° siècle.

Chez les Germains du midi, l'idée de paix s'était moins étendue: cependant elle avait pris une certaine consistance dans les limites où elle s'appliquait. Elle découlait du sentiment profond de l'indivisibilité et de la solidarité des races, qui s'étaient fortement constituées dans leurs types divers. Les familles faisaient partie de l'unité de la race, comme les individus, de l'unité de la famille. Ainsi que la famille, la race ne se sentait complétement illésée elle-même, que quand chacun des individus qui se mouvaient dans son sein était lui-même pur de toute lésion. De là la nécessité de cette double expiation en cas de meurtre, l'une pour l'individu ou la famille, l'autre pour la race ou communauté.

Mais dans la communauté elle-même, le pouvoir était sont de mobile; il n'y avait point d'administration judiciaire proprement dite, et la mise hors la loi, dernière conséquence d'une lésion non réparée, n'était qu'une pénalité dont l'application était laissée à tous,

précisément parce que l'exécution n'en était confiée à personne en particulier.

Or, la conquête, en changeant l'état social des Germains du midi, les amena à constituer chez eux une plus sorte organisation politique et une justice plus régulière.

C'est ainsi que les conquêtes et les guerres, qui sont un fléau pour les civilisations avancées, servent de véhicule aux sociétés naissantes.

Du reste, nous ne prétendons pas que la révolution qui eut lieu alors dans le droit criminel germanique ait été une révolution brusque et spontanée. C'est d'abord dans les rapports d'État, où cette révolution prend a source, qu'il s'opère un changement radical (4). La race et le droit de la race continuent de subsister; mais l'idée de l'État ne se moule plus dans la forme de l'ancienne constitution de race; elle passe à un creuset tout nouveau et tout différent. A la royauté sortie du peuple, a succédé la royauté sortie de la conquête: c'est à celle-ci que se rattache la formatien d'une grande souveraineté germanique et d'une justice s'entourant successivement de tous les attributs de la souveraineté. De plus, la royauté, surtout depuis Pépin et Charlemagne, cherche à faire dériver son pouvoir de l'Église,

⁽¹⁾ Voir le livre allemand de L. Stein, sur le droit criminel français. formant le 3° volume de l'Histoire du droit français, dont les dess premiers volumes sont l'ouvrage de Warnkænig (Geschichte der franzosischen strafrechts und des processes, von Stein. — Basel (Bâle, 1846.)

et à s'appuyer sur elle; c'est ainsi qu'au prestige de la orce matérielle, elle joint celui de la force morale. Il ésulte de cette situation plus forte du pouvoir, diverses conséquences par rapport au droit criminel. La société c'organise plus régulièrement, l'unité de l'État prend plus de consistance; et, par conséquent, tout crime qui porte une atteinte directe à l'État, prend des proportions énormes et inouies jusque-là. Tel est, par exemple, celui de lèse-majesté. Un pareil forfait semble être une monstrueuse négation de tout l'ordre de choses nouveau, qui se personnifie si complétement dans la vivante mage de l'unité et du droit, le roi ou l'empereur.

Le crime de lèse-majesté occupa en quelque sorte le soint culminant de toute une classe de crimes qui poraient atteinte à l'État considéré en lui-même, ou représenté par ses employés.

Quant à la seconde classe de crimes, celle par aquelle l'État est lésé dans la personne de l'individu, elle prend un caractère tout différent de celui qu'elle trait eu jusque-là. Du moment que la constitution de ace, effacée et dissoute, n'est plus le milieu dans lequel individu se meut et se conserve, l'individu ne peut lus rattacher à elle son inviolabilité. L'idée de solidaté avec la communauté, et par conséquent l'idée de laix, disparaît peu à peu dans le monde germanique : le périt surtout très-promptement chez les races remaniques en France, en Italie et en Espagne. Mais lu fond de l'idée de paix, il y avait une notion de droit lui devait lui succéder et lui survivre : c'était celle de

la garantie de sécurité due par la société à l'individu. Or, la société étant désormais représentée par le souverain et par les employés et délégués du souverain, cette notion fondamentale ne faisait que se transformer dans l'application, et recevoir une vie plus puissante. En effet, ce ne fut plus à la race ou à la communauté, ce fut à l'État ou à ses employés qu'incomba la tâche d'assurer l'inviolabilité de l'individu dans chaque comté ou dans chaque canton.

Et certainement, dans cette organisation nouvelle, la personne et les biens de chacun durent être protégés plus efficacement que dans le vieux régime des constitutions de race.

Quoi qu'il en soit, au sein de ce nouvel ordre de choses, il arrive nécessairement que l'ancienne busse sera payée à l'employé administratif et judiciaire qui, en succédant aux obligations de la communauté, succède à ses droits. Par la même raison, la busse, conservée encore pendant la dynastie des Carlovingiens sous le nom de fredum ou friedensgeld, se transforme en droit régulier.

Quant aux rapports qui naissent de la perpétration du crime, entre l'offenseur et l'offensé, ils continuent de subsister à côté de l'idée de lésion indirecte faite au souverain ou à l'État. Aussi le wergeld privé ou les dommages-intérêts peuvent toujours être exigés par les victimes ou les parents de la victime, tandis que le fredum est perçu par le comte, le vidame ou tout autre employé subalterne.

Mais il y a un dernier point sur lequel le droit criminel se transforme d'une manière bien plus marquée; nous voulons parler des conséquences du non-paiement de la busse et du wergeld par rapport au criminel récalcitrant. Dans ce cas, comme nous l'avons vu plus haut, les deux classes de pénalité se confondaient l'une dans l'autre, au moyen d'une commune perte de la paix. Comment, à cet égard, le nouveau régime d'état modifie-t-il les anciens principes?

Dans le temps des vieilles constitutions de race, la désobéissance était une simple abjuration d'un lien d'état idéal : elle devient maintenant une révolte contre le pouvoir d'un état réel. C'est pourquoi les employés commencent à poursuivre, au nom de la puissance souveraine, ceux qui ne veulent pas se soumettre aux sentences criminelles, et à les punir pour cette révolte elle-même. C'est ainsi que périt le principe de perte de la paix, et qu'il est remplacé par l'idée que la désobéissance envers l'employé chargé de présider à l'expiation est un crime contre cet employé et contre le souverain qu'il représente. On reconnaît dès lors que le pouvoir et le droit de punir existent, dans le délégué du souverain ou de l'État, pour tout fait de révolte ou de contumace de la part du coupable condamné même à une peine légère.

Le droit pénal de cette époque se rattache donc à trois classes de crimes divers : 1° les crimes proprement dits ou crimes absolus (ceux de lèse-majesté, de trahison, de conspiration, etc.); 2° les crimes contre la

personnalité individuelle, autresois appelés crimes privés, pour lesquels, en vertu de jugements prononcés par la justice de l'État, l'amende est attribuée au souverain, les dommages-intérêts à l'offensé; 3° ensin, le crime de contumace résultant de ce que l'auteur du crime, soit absolu, soit privé, ne veut pas se soumettre à la sentence criminelle qui le condamne, et qui est rendue an nom du souverain.

On voit donc que dans la poursuite des crimes, la prépondérance de l'État est loin d'être exclusive, puisqu'une place encore assez grande est laissée à l'accisation privée.

Mais si le crime ou la transgression n'indique encore dans beaucoup de cas qu'un simple rapport personnel entre l'offensé et l'auteur de l'offense, d'un autre côté, cependant, l'État regarde comme sa tâche propre d'intervenir en son nom dans ces sortes de procès, pour faire payer le wergeld ou les dommages-intérêts, afin de prévenir tout trouble ultérieur qui pourrait être apporté à la paix publique. Le wergeld a encore la prétention d'être une simple affaire de droit privé cependant il n'est plus un règlement amiable laissé au bon plaisir des parties : par la volonté et l'action de l'État, il devient une conséquence du crime, et il n'est pas autre chose qu'une forme particulière de la peine.

Cette phase de progrès dans le droit criminel offre donc une dissolution des éléments antérieurs sans que la formation nouvelle soit complétement achevée; c'est une espèce de chaos où s'entrechoquent les principés

u droit criminel public et ceux du droit criminel privé.

Charlemagne s'était efforcé de relier en faisceau les lallo-Romains et les diverses races barbares soumises son sceptre (1): il avait tenté d'en faire un empire, ormé autant que possible sur le modèle de l'empire omain: c'était un essai de résurrection de l'idée l'état et d'unité de pouvoir, telle que l'avaient conçue et réalisée les Constantin et les Théodose. Mais cette dée rencontrait une forte résistance dans les nationalités nombreuses et vivaces qui composaient l'empire carlo-ringien: pour achever une œuvre aussi colossale, il turait fallu les règnes successifs de plusieurs Charlenagnes, et les siècles sont avares de tels hommes!

Charlemagne lui-même, ainsi que nous l'avons remarqué plus haut, respecta ces nationalités dans leurs divergences constitutives; il leur laissa leurs coutumes pariculières ou leurs lois de races, et ses employés,
quoique représentants du pouvoir un de l'empereur,
ugeaient le Franc-Salien d'après la loi salique, le Bourquignon d'après la loi gombette, le Wisigoth d'après
e breviarium ou le forum judicum, etc., etc.

L'unification de l'empire était donc à l'état d'ébauhe, quand le droit criminel carlovingien, qui tendait à se fonder sur ce principe, fut peu à peu remplacé par le lroit criminel féodal.

⁽¹⁾ Les éléments de la féodalité française à sa naissance nous paraisent avoir été moins bien démêlés par L. Stein que par plusieurs de los publicistes et historiens, tels que MM. Guizot, Ed. Laboulaie, Henri Martin, etc.

La souveraineté de l'empereur avait été solennellement proclamée et reconnue, mais elle était encore incomplétement réalisée dans la pratique, quand les bénésices devinrent héréditaires ainsi que la plupart des offices. Les comtes et les seigneurs s'attribuèrent alors dans leurs domaines ou fies la plénitude de cette souveraineté dont ils se détachaient au moment même où ils venaient de lui emprunter toutes les prérogatives qui en constituaient l'essence. Ils la dépeçaient ainsi en la mbeaux, mais sans l'affaiblir ni la diminuer comme idée théorique et absolue : on peut même dire que dans l'étroite sphère où ils en exercèrent les droits, ils la perfectionnèrent pratiquement; car les distinctions ou les priviléges de races disparurent; il n'y eut pas place au sein d'un même petit fief pour plusieurs législations d'origines diverses; les habitants du fief n'eurent plus, comme sujets du 'seigneur, que la loi qu'il lui plut de leur imposer. La législation, de personnelle qu'elle était, devint territoriale, par suite même du principe féodal. En considérant chaque seigneurie ou baronnie comme un petit état à part, on peut dire que l'idée d'unité et celle de souveraineté y ont pénétré fortement, en fait comme en droit; donc, la notion d'état ellemême y a fait des progrès.

M. Guizot semble croire qu'en présence de cette souveraineté absolue du seigneur féodal, les distinctions de position sociale entre les coloni et les servi tendaient à s'effacer. Le seigneur qui perçut la capitation ou taille en même temps que la redevance payée seule

dis au propriétaire, put, comme l'empereur dont il présentait désormais la souveraineté, augmenter à son ré et suivant son caprice, sinon la redevance du colon, u moins la taille et la corvée. De là ces expressions, aillable et corvéable à merci.

« Non-seulement le seigneur, dit le savant publiciste, taxait, taillait à son gré ses colons; mais toute juridiction lui appartenait sur eux. Comme leur pouvoir législatif, le pouvoir judiciaire des seigneurs, même sur la population agricole de leurs domaines, ne tarda pas à subir plus d'une atteinte, à rencontrer plus d'une limite. Mais, en principe, et dans l'âge de la vraie féodalité, il n'en était pas moins réel et entier: si réel, que les seigneurs avaient le droit de faire grâce aussi bien que celui de punir (1). »

Ainsi, à l'intérieur du fief, plénitude de souveraicté pour le seigneur, au moins dans l'originé: c'est et absolutisme qui brise la législation personnelle, qui établit l'unité dans le droit. Plus tard, le pouvoir eigneurial se limitera lui-même par des chartes accorlées aux vilains et aux manants, et dans l'ordre judiiaire, par l'institution des châtelains, baillis, etc. Il

⁽¹⁾ Cours d'histoire moderne, t. 1v, p. 266. Dans le même volume, .510, M. Guizot dit que dans l'intérieur de son fief, une fois qu'il vait acquitté les devoirs de vassal, le seigneur était indépendant et mnipotent: « Tout me porte à croire, dit-il, que dans l'origine, et en principe, le droit de battre monnaie appartenait à tout possesseur de fief aussi bien qu'à son suzerain. » Du reste, il reconnaît me le droit du colon revécut dans la personne du vilain, qui n'apparmait pas corps et biens à son seigneur comme le serf. Voir p. 270, nême volume, la citation de Pierre de Fontaine sur ce point.

n'en est pas moins vrai que ces chartes seront l'expression de la jurisprudence créée par le seigneur à l'aide de débris des traditions germaniques ou gallo-romaines. Elles constitueront la législation territoriale qui s'appliquera à tous sans distinction.

Indépendantes dans leur vie propre et séparée, les baronnies se relient entre elles, par le lien de l'hommage, à de plus vastes seigneuries féodales. Ces rapports sont fondés sur le consentement réciproque du suzerain et du vassal.

L'hommage et le serment de fidélité, qui se renouvelaient à chaque génération, rappelaient le principe primitif de la bande germanique, où chaque individu qui y entrait s'engageait personnellement, mais ne liait nullement sa famille et ses descendants. Ce principe set modifié par l'immobilisation de la bande germanique après la conquête, par la substitution du don de la terre au don des armes et des chevaux. La possession des biens fonciers tend toujours à se transformer en propriété héréditaire. De là, un lien qui continue d'être personnel sictivement, mais qui en réalité devient transmissible par la formalité de l'hommage renouvelée à la mort du vassal par son hérititier du sang.

Or, le droit criminel recommence à parcourir de nouvelles phases, dans cette société féodale qui soumit sa carrière du 1xe au xve siècle; ces phases semblent l'image agrandie de celles que nous avons retracées dans l'époque précédente. En effet, nous y avons vu la vengeance privée s'exercer librement, d'individu à indivente de celles que nous privée s'exercer librement, d'individu à indivente de celles que nous privée s'exercer librement, d'individu à indivente de celles que nous privée s'exercer librement, d'individu à indivente de celles que nous parcourir de nouvelles phases, dans cette société féodale qui soumit sa carrière du 1xe au xve siècle; ces phases semblent l'image agrandie de celles que nous avons retracées dans l'époque précédente. En effet, nous y avons vu la vengeance privée s'exercer librement, d'individu à indi-

vidu, puis se restreindre et se régulariser par l'intervention de la communauté, qui fait reconnaître envers elle le devoir de l'observance de la paix, et tire de la reconnaissance de ces relations entre elle et ses divers membres tout un système d'ordre public : ce système s'achève et se complète, comme nous l'avons dit, par l'institution de la paix qui résume toutes les paix : la Paix royale.

Le même cercle est parcouru dans la société féodale par les seigneurs ou barons.

En tant que les barons étaient souverains, ils étaient libres d'exercer à l'égard de leurs égaux et voisins des faits de vengeance ou de violence qui pouvaient être répréhensibles moralement, mais qui ne constituaient aucun crime punissable. De là, les guerres privées du moyen-âge remplaçant la vieille fehde des premiers temps.

Plus tard, les rapports du suzerain et du vassal, d'abord informes et mal déterminés, se définissent et s'organisent plus régulièrement: de cette association, espèce d'état naissant, qui impose nécessairement à ses membres des devoirs revêtus d'une sanction pénale, naît toute une classe nouvelle de crimes; ces crimes, qui sont proprement des crimes féodaux, se renferment dans la sphère spéciale de l'institution hiérarchique, de l'espèce de fédération baroniale dont ils violent les lois.

Enfin, le gouvernement féodal, en se généralisant, devient le corps d'état de cette époque. Les domaines

des diverses espèces de crimes se confondent de nou veau dans l'unité d'une même grande baronnie, l royauté féodale. C'est ainsi que les indépendances in dividuelles s'étaient à peu près perdues aux siècles an térieurs, dans l'unité de la communauté, ou de la royauté populaire. On doit donc reconnaître que l'his toire du droit criminel de ces deux époques passe par des phases analogues et se termine par des issues pareilles.

Mais comme la nature des crimes dépend de la nature de l'Etat, le droit particulier de l'époque féodale sera aussi peu semblable au droit criminel originaire, que le régime féodal l'est à l'ancienne communauté.

Ce droit aura une physionomie et une couleur qui lui seront tout à fait propres, et qui le distingueront essentiellement de celui auquel il succède.

Quant à la procédure criminelle, elle ne différera pas beaucoup, devant les cours féodales, de ce qu'elle a été devant les mâhls ou plaids de la première et de la deuxième race. La publicité, l'oralité, le combai judiciaire, continueront d'en former les traits principaux et distinctifs. Ensuite, si sa physionomie générale s'altère à quelques égards, ce n'est pas à l'époque de transition dont nous faisons l'étude spéciale, que ces altérations peuvent être sensibles. En résumé, on peul dire que le caractère germanique prédomina dans la procédure criminelle de la plus grande partie de l'Europe, comme dans d'autres branches de sa législation, jusqu'à la renaissance du droit romain, qui fut protégie

à Bologne et en Italie par les empereurs de la maison de Souabe, accueilli avec circonspection en France par saint Louis, et mis complétement en honneur par Philippe-le-Bel, par Charles v et par les Valois.

CHAPITRE X.

DU DROIT CRIMINEL DES RUSSES.

Les Slaves offrent, dans les phases de leur droit criminel, des développements qui leur sont propres. Ce n'est qu'à leur berceau qu'on trouve entre leurs institutions et celles des autres peuples, ces ressemblances qui signalent l'enfance de toute civilisation. Ainsi, nous avons rencontré chez les Russes, aussi bien que chez les Illyriens (1) et chez les autres branches des Slaves, la vengeance du sang, les compositions pécuniaires, la réconciliation des parties ou paix privée, la paix publique, etc.

Mais à mesure que les Germains et les Slaves sont des progrès dans la vie sociale, leur physionomie, qui, déjà, présentait des nuances distinctes à l'observateur, se dissérencie d'une manière plus tranchée. Puis, parmi les Slaves eux-mêmes, chez leurs deux grands peuples, qui se sont avancés le plus loin dans la civilisation, l'histoire législative doit se bifurquer comme celle des mœurs et des, conditions d'existence de ces peuples.

⁽¹⁾ Voir les Prolégomènes, pp. 22 et 23.

Nous allons donc jeter un coup-d'œil rapide sur le droit criminel des Russes et sur celui des Polonais pendant le moyen-âge. Il sera curieux de retrouver, sous des formes très-différentes, le fond des mêmes lois qui président à tous les développements de l'humanité.

§ Ier.

Rien, au moyen-âge, ne pouvait faire prévoir les hautes destinées de la Russie: les Slavo-Russes semblent avoir eu une peine infinie à acquérir une consistance fixe et à se dessiner comme nation indépendante et vivant de sa propre vie. Ils empruntent d'abord leurs forces militaires aux Scandinaves, leur religion et une partie de leurs lois à un peuple en décadence, les Byzantins; on les voit ensuite soumis sans cesse aux invasions des Cosaques, des Polonais et surtout des Mongols. Nulle autorité n'apparaît parmi eux, capable de réprimer les désordres au-dedans et de repousser les invasions au-dehors. Ce sont continuellement des guerres intestines produites par les divisions des princes, ou des guerres étrangères qui se terminent presque toujours par de déplorables défaites.

Ce n'est que plus tard, quand une aristocratie mal assise fait place dans ce pays à une autocratie puissante, qu'il finit par acquérir tant d'unité et de grandeur. Il fallait la main ferme d'une dictature inflexible pour tenir reliées en faisceau les forces éparses de l'empire de Russie.

Si nous remontons au temps où les Russes étaient idolâtres, nous trouverons que le développement théocratique fut porté, chez ce peuple, à un très-hant degré; à cette époque, les prêtres païens exerçaient sur lui une immense influence; interprètes présumés des dieux et de la volonté populaire, c'étaient eux qui dictaient la guerre ou la paix : ils imposaient, à plus sorte raison, la paix privée aux individus et aux familles qui poursuivaient la vengeance du sang.

Nestor dit, dans sa Chronique, qu'un tribunal de douze juges ou jurés siégeait sur l'autel de Péroun sous la présidence du grand-prêtre, et que ce tribunal dura jusqu'au règne de Wladimir, qui renversa les autels de cette divinité (1).

D'après un manuscrit des premières années du n' siècle, Karamsin atteste que, dans les procès criminels, l'accusateur comparaissait devant douze hommes choisis, qui jugeaient le fait d'après leur conscience, sans se préoccuper du texte de la loi : leur décision était en suite déférée au roi ou à ses juges, qui prononçaient la peine (2).

Quelques auteurs avaient pensé que cette espèce de jury avait pu être importée de la Scandinavie; mais on trouve la même institution en vigueur chez d'autres peuples plus méridionaux. En 1298, le roi de Hongrie.

⁽¹⁾ Narusz, p. 425, 429.—Chron. de Néstor, p. 85. (Voir ci-desse. p. 68.)

⁽²⁾ Karamsin, II, p. 62, 63. Ewers, Alterthumer, trad. allemande de Buss, p. 269.

ndré III, fit un décret sur divers crimes et délits tels ue meurtre, violences, atteintes à l'honneur et à la ropriété, lesquels seraient commis par un noble. Dans e cas, le roi choisissait douze nobles, et leur faisait irer non pas de juger suivant le droit, mais de cherher le vrai d'après leur conscience, et dans la crainte e Dieu. Ces douze hommes appelaient au milieu d'eux prélat du siège le plus voisin pour les présider, reueillir leur sentence, et en dresser un procès-verbal ui était envoyé au roi. Le roi déférait ensuite ce pro-ès-verbal au tribunal ordinaire pour qu'il pût pro-oncer en connaissance de cause une sentence pénale éfinitive (1).

Nous devons encore rappeler ici le tribunal de paix es vingt-quatre (2), dans le *Monténégro*, qui paraît rattacher au même ordre d'idées.

De tous ces faits, il est difficile de ne pas conclure de le jury était une institution indigène chez les Slaves; ais nous n'irons pas jusqu'à dire, avec Mickiewicz, que est aux Slaves que les Saxons l'ont emprunté pour le transprter en Angleterre (3). Pour fronder ainsi l'opinion mmune qui fait le jury anglo-saxon originaire de

⁽¹⁾ Macieïoski, tom. 11, p. 32 de la traduction allemande.

⁽²⁾ Sur ces 24 juges, qui devaient décider de la composition péculire pour meurtre et homicide, 12 sont choisis par chacune des nilles. (Voyage au Monténégro, par le colonel Vialla de Sommières, 07, t. 1, p. 339.)

⁽³⁾ Le jury, disait-il dans son cours, est une institution slave que Saxons ont adoptée très-anciennement et transportée en Angle-re. (Analyse de son cours, par Lèbre, Revue des Deux-Mondes, 15 cembre 1843.)

Scandinavie, il nous faudrait des preuves bien évidentes.

Du reste, les dernières traces de cette espèce de jury ne tardèrent pas à disparaître quand le pouvoir temporel et le pouvoir clérical s'y furent solidement organisés. Les tribunaux de ces deux pouvoirs attirèrent tout à leur juridiction, et la procédure, après l'invasion des Mongols, devint inquisitoriale.

Examinons maintenant quelles furent les lois pénales de la Russie jusqu'à Pierre-le-Grand.

Il existait déjà, dans cette contrée, au vi° siècle de notre ère, un corps de traditions et de coutumes oralement conservé par les prêtres, s'il faut en croire mancien historien grec (1).

Ces lois, dont l'esprit primitif était purement slave, s'altérèrent par le contact des Varègues et des Byzantins: les Varègues, ces proscrits scandinaves, qui leur fournirent la première dynastie de leurs princes (2), et les Byzantins, qui importèrent chez eux, par des conventions et des traités de paix, des dispositions législatives et pénales qui leur étaient étrangères.

L'un de ces traités contient cette clause remarquable:

⁽¹⁾ Hist. de Russie, de Karamsin, vol. 1, note 120.

⁽²⁾ Varègues, de vargr, vargus, loup, proscrit. Nous croyons cette étymologie meilleure que celle proposée par Geyer, qui fait venir varègues de woere-pactum, et traduit ce motainsi : « soldats qui servent d'après un traité, » les fæderati des anciens Romains. Dans le mot varègue on trouve les trois consonnes de vargi — v. r. gu. De plus, l'hypothèse de proscrits qui deviennent ailleurs des guerriers célèbres peut être justifiée par beaucoup d'autres exemples. — En franco-normand, ou patois de Normandie, varanguois veut encore dire marins et signifiait autrefois guerriers de mer, pirates.

Russe, on fera mourir l'assassin sur le lieu même où 'est commis le crime (1).» Ainsi, par suite d'une clause le réciprocité internationale, on applique la peine apitale à l'homicide commis avec préméditation, jusque-là considéré comme crime privé. Seulement, les Russes gardent leurs vieilles lois pour la répression des neurtres ou assassinats qu'ils commettent entre eux. Les uns à l'égard des autres, ils ne continuent à protéger eurs vies que par les amendes et les compositions pécuniaires.

Le contact continuel avec les Grecs avait éveillé chez es Russes une idée vague de la supériorité de la civiliation fondée sur le christianisme. Ce fut là, suivant oute apparence, le premier mobile de la conversion le Wladimir, qui, par les circonstances dont elle est ntourée, se présente comme un des faits les plus tranges de l'histoire.

Wladimir, que les Russes appellent le grand, le saint, t qu'ils présentent comme le Constantin du Nord, était anatique d'idolâtrie et régnait en tyran sur Kiew, vers an 985. Il avait offert à Péroun, dont la statue était dorée à Kiew, à Novogorod et dans toute la Russie, es hécatombes de victimes humaines. Polygame à la ranière des princes orientaux, il avait réuni, dans son

⁽¹⁾ Art. 3 du traité de 912 entre Oleg, souverain de Kiew, et Léon-Philosophe. Karamsin, Histoire de Russie, tom. 1^{ex}. Voir dans le Meme volume le traité de 942 dont les termes sont à peu près idenques.

harem, non-seulement plusieurs femmes légitimes, mais des centaines de concubines. Tout-à-coup ce prince sanguinaire et voluptueux conçoit la pensée d'embrasser le christianisme. On lui fait un rapport sur la pauvreté du rit latin dans la Pologne, sur la magnificence du rit grec à Constantinople : c'est pour ce dernier qu'il se décide. Un autre aurait fait venir des prêtres et des moines pour s'instruire et pour instruire son peuple. Wladimir veut conquérir le christianisme l'épée à la : main pour devenir ensuite lui-même sa conquête: il fait donc une invasion à main armée en Grèce, saccage plusieurs villes importantes, demande la main de la princesse Anne que l'empereur lui accorde; enfin, il ramène à sa suite des évêques, des archimandrites, avec un butin considérable en vases sacrés et autres objets nécessaires au culte. Arrivé à Kiew, il s'agenouille devant ses prisonniers de guerre transformés en apôtres et leur demande le baptême. Les prélats-grecs ne consentent à lui donner ce sacrement qu'après l'avoir instruit et lui avoir fait connaître les conditions de vie nouvelle que lui impose la morale évangélique. Alors Wladimir ferme son harem et jure de n'avoir plus qu'une femme, la princesse Anne, qu'il épouse avec solennité devant l'Église. Il s'engage de plus à abolir l'idolâtrie dans ses états, et voici comment cette promesse s'exécute. L'idole du dieu Péroun est arrachée

⁽¹⁾ La même cérémonie fut ordonnée et accomplie à Novogorod et dans les principales villes de Russie. (Lévesque, *Histoire de Russie*, tom. 1^{er}, p. 172.)

le son temple, liée à la queue d'un cheval, traînée à ravers les boues de Kiew, avec un cortége de douze soldats qui ne cessent de la frapper de coups de bâton, puis amenée sur les bords du Borysthène, et jetée gnominieusement dans le fleuve. Voilà comment le prétendu Constantin de la Russie traitait la divinité qu'il encensait encore la veille, et dont il avait arrosé es autels du sang de ses sujets : certes, le grand empereur auquel on veut le comparer ne passait pas avec cette mobilité sauvage de l'adoration au mépris des doles, du culte fanatique à la dérision barbare et sans lignité.

Wladimir pousse ensuite son peuple au christianisme comme un troupeau stupide et muet. Le lendemain du our où il a noyé Péroun dans les eaux du Borysthène, I donne ordre aux habitants de Kiew de se rendre sur es bords de ce fleuve et d'y recevoir en masse le bapteme par immersion. Les habitants obéissent sans murnurer: « Si cela n'était pas bien, disaient-ils, le prince et les boyards ne l'auraient pas fait (1)! »

Cette facilité servile excuse le peu de respect de Wlalimir pour la liberté morale de ses sujets.

Elle explique aussi comment ce prince put donner les le principe une immense autorité aux prêtres dont l'faisait les pasteurs de ses peuples, et comment il put l'ansformer ce clergé improvisé en une aristocratie aussi

⁽¹⁾ Chronique de Nestor, citée par Lévesque. Histoire de Russie, m. 1er, p. 673.

puissante que si elle avait plongé ses racines dans la nuit des temps.

Wladimir accorda au sacerdoce une grande influence indirecte en matière de pénalité générale, et un immense pouvoir direct en fait de compétence judiciaire.

La religion avait fini par dompter la fougue barbare de ce prince. Les enseignements du christianisme avaient même provoqué chez lui une telle réaction, qu'après avoir répandu jadis le sang des innocents, il se serait fait scrupule désormais de verser celui même des ciminels. Or, dans une société où la pénalité mal réglée et mal appliquée flotte un peu à l'aventure, ceux qu'une loi molle et imparsaite ne suffirait pas à contenir pervent l'être par la terreur qu'excite un despote. Cette espèce de frein supplémentaire n'existant plus chez les Russes, les brigands et les malfaiteurs relevèrent la tête et commirent toutes sortes de désordres. Alors les évêques insistèrent pour que la peine de mort fût introduite dans les lois et rigoureusement appliquée, et ils l'obtinrent de Wladimir, qui redevint un justicier sévère, mais juste (1).

On fait remonter jusqu'au même temps le fameur règlement qui fut la charte des priviléges et immunités du clergé russe, et qui est connu sous le nom de

^{(1) «} Qui suis-je, disait-il, pour condamner un homme à mort? Les fils d'Iaroslaw en 1056 jurent qu'ils ne condamneront personne à mort; Boris Godonnoff fait la même promesse en 1598; Elisabeth la renouvelle en 1741. On ne voit pas que cette horreur pour la peine de mort ait rendu les mœurs plus douces et facilité les progrès de la civilisation.

revniaïa Wivliophica. Ce règlement ne sut complété et e reçut sa rédactiou définitive qu'au xii° siècle, quoiue Nicou, dans sa chronique, l'attribue à Wladimir ni-même (1). On a comparé ce recueil à celui des ausses décrétales. Quoi qu'il en soit d'un tel rapprohement, où il y a peut-être moins de justesse que de nalveillance pour le droit canon de l'Église romaine, ous devons analyser dès à présent ce règlement cuieux, dont l'origine se perd dans la nuit du moyen-âge usse et dont plusieurs parties ne sont pas encore abroées. Suivant la Drevniaïa, les matières soumises à la ompétence du clergé étaient: « les prières, les fiançailles, 38 mariages, les dissensions entre époux, les divorces, 38 délais à faire baptiser les enfants, les mariages ou ccords entre parents ou compères, les liaisons illicites les gens consacrés à Dieu, le rapt, le viol, l'adultère, a polygamie, les infractions aux jeûnes ordonnés et aux rands carêmes, l'abstinence observée le samedi dans 'Église latine, ce qui est criminel dans l'Église grecque; es profanations des églises, les divinations, les sortiléges, es maléfices, les poisons, les hérésies et l'insulte faite à melqu'un en le traitant de sorcier ou d'hérétique; le crime les enfants qui frappent leur père ou leur mère, et des rus qui ont battu les mères de leurs époux; le vol des

⁽¹⁾ Cette pièce porte en quelque sorte en elle-même la preuve de sa on-authenticité. On y dit que Wladimir a reçu le métropolite de lew des mains de Photius, patriarche de Constantinople; et Photius mort en 857, plus de cent ans auparavant. En 986, le patriarche constantinople était Chrysoberge, alors uni à l'église romaine.

églises, les actions indécentes qui s'y commettent, et le mépris témoigné pour les temples en y mettant des troupeaux à l'abri sans grande nécessité; les prières adressées au soleil, à la lune, aux étoiles, aux nuages, aux vents, aux forêts, aux rivières, aux montagnes, aux rochers, aux animaux; le judaïsme, l'apostasie, la bitardise, les crimes d'avortement et d'infanticide, enfin les contestations qui avaient rapport aux poids et aux mesures.

« La juridiction de l'Église s'étendait encore sur tous ceux qui jouissaient du privilége de cléricature. Les évêques, les archimandrites, les doyens de moines, les abbesses, les popes et leurs femmes, les diacres et les diaconesses, les moines et les religieuses, les sonneurs et autres valets d'église, les gardiens des portes, ceux qui brûlaient l'encens, les vieilles femmes, les veuves, les orphelins, les pauvres, les malades et les médecins appartenaient à la juridiction de l'Église (1). »

Malgré les nombreux règlements qu'on attribue à Wladimir, à tort ou à raison, ce n'est pas lui qui passe pour le premier législateur de la Russie. C'est son successeur Iaroslaw qui a obtenu et mérité ce titre, aux yeux de la postérité. Ce prince, qui embellit et restaura Kiew, et qui fit venir des artistes grecs pour orner les églises de peintures et de mosaïques, après avoir fondé plusieurs villes qu'il dota d'établissements publics,

⁽¹⁾ Histoire de Russie, par Lévesque, t. 1er, p. 181, 182, 183 é suiv., et notes insérées à la suite de la Chronique de Nestor, traduch de MM. Louis Paris, Heideloff et Campé. Paris, 1834.

uissa de son règne un monument plus remarquable enore, le recueil de lois connu sous le nom de *Prawda* e Novogorod ou *Rouskaïa prawda* (1), les Vérités usses.

Ces lois nous paraissent inspirées par une réaction e l'esprit slavo-russe et par l'influence des Varègues u Scandinaves contre les essais de pénalité régulière ue Wladimir avait voulu imposer à ses sujets par le onseil des prélats et des prêtres venus de l'empire de lyzance, pour convertir ses états au christianisme. Ce lergé étranger avait tenté prématurément d'imposer à es peuples à demi barbares des institutions trop avanées pour lesquelles ils n'étaient pas mûrs. Ces peuples 'étaient pas même préparés à passer de leur enfance ociale à la seconde période de civilisation, celle de répondérance ecclésiastique (2). Iaroslaw, plus prudent ue Wladimir, ne se prête pas à ces tentatives que reoussent autour de lui les mœurs et les préjugés des Russes. Il maintient le christianisme, mais il ne lui ait aucune concession dans les lois de l'état. En préence de cette religion qui désend de se venger, la prawda, ans son premier article, reconnaît hautement le droit e vengeance du sang. Le texte est formel: « Si un I homme tue un autre homme, le frère aura le droit

⁽¹⁾ Nous avons remarqué ailleurs la belle synonymie que présente ce lot prawda, droit, vérité et lois. Le recueil des Rouskaïa prawda est récédé de ces mots: Respectez ce règlement, il doit être la règle de le conduite : telle est ma volonté.

⁽¹⁾ C'est ce qui nous consirme dans l'opinion que la Drevniaïa n'est le du xile siècle, ainsi que plusieurs critiques l'ont pensé.

« de venger le meurtre de son frère, le fils celui de

« son père, le père celui de son fils, de même que le

« neveu, soit qu'il soit fils du frère ou de la sœur (1).»

La loi de la responsabilité, qui occupe tant de place dans les institutions germaniques du nord, et en particulier chez les Anglo-Saxons, se retrouve dans la Prawda. On lit dans l'article 2: « Quand le meurtre « est la suite d'une querelle ou de l'ivresse, le district « encourt une responsabilité. Si le meurtrier s'échappe, « le district paie au prince une grivna; s'il ne s'échappe « point, il paie une demi-grivna, et le meurtrier l'autre « demi-grivna. Le district est déchargé de toute responsabilité quand le cadavre est inconnu (2). »

C'était, en effet, aux starostes (3) du district à maintenir l'ordre public et à empêcher l'abus des liqueurs fermentées: cette responsabilité n'est pas aveugle, et, pour ainsi dire purement matérielle, comme celle qui fut pendant plusieurs siècles le principal fondement de la législation pénale de l'Angleterre.

D'un autre côté, une simple amende, et une amende

⁽¹⁾ Nous avons pris le texte de la Prawda: 1° dans Ewers, das Alteste Recht der Russen, p. 259, 263 et suivantes; 2° dans les notes de la Chronique de Nestor, traduction déjà citée; 3° dans Esneaux, Histoire de Russie. Paris, Corréard, 1828. La Prawda a été promulguée en 1016.

⁽²⁾ Esneaux, Histoire de Russie, tom. 1, p. 175.

⁽³⁾ Nous avons dit ailleurs que staroste répondait à senior, le plus âgé; le staroste remplissait à peu près les mêmes fonctions que nos maires ou syndics. L'idée de l'âge était fictive. C'était le plus capable ou le plus ancien en sagesse, qui était choisi pour administrer la communauté.

une grivna, pour un meurtre, même non prémédité, araîtrait bien légère si la vengeance du sang n'avait as dû suppléer à l'insuffisance d'une telle expiation.

Du reste, le cas était prévu où le mort ne laisserait oint de vengeur: Alors, dit la Prawda, le meurtrier reconnu paiera 40 grivnas, que le mort soit Russe ou Slave, homme de guerre ou de chancellerie, marchand national ou étranger, et même fugitif d'un autre pays (1). »

Ici ne se rencontre pas le principe de la plupart des pis germaniques, qui graduaient l'amende suivant le rang le la victime. L'égalité de l'amende est le commencement le l'application du principe de l'égalité devant la loi.

Les articles suivants sont relatifs aux querelles qui le sont pas suivies d'homicide : dans le cas suivant, qui uppose de simples blessures, « les meurtrissures ou le ang qu'il perd tiennent au plaignant lieu de témoins. Le plaignant, même meurtri et ensanglanté, n'a aucun lroit à une réparation, si les témoins le déclarent agreseur. L'agresseur paie 60 kounis (2). Quand le plaimant n'a ni blessures, ni contusions, il doit au moins ournir un témoin, sans quoi la plainte serait nulle. En supposant valable et s'il y a impuissance de se venter personnellement, le battant paiera au battu trois rivnas et les frais du jugement (3). »

⁽¹⁾ Art. 3, dans Esneaux, I, p. 176; art. 2 dans les notes de la hronique de Nestor.

⁽²⁾ Esneaux, id., ibid.

⁽³⁾ Art. 4.

Voici encore un article remarquable:

« Si un homme est blessé au bras, s'il perd un membre ou qu'il reste estropié de la blessure, l'auteur du dommage lui paiera 40 grivnas. Si la blessure est au pied et que le blessé devienne boîteux, ses parents les plus proches en tireront vengeance. On paiera 3 grivnas pour un doigt coupé, et 12 grivnas pour avoir coupé les moustaches et la barbe (1). »

Il s'attachait, comme on le voit, une sorte de honte particulière à être boîteux; car, dans ce cas, la loi elle-même exhorte les parents du blessé à la vengeance. Il était moins douloureux, mais peut-être plus ignominieux encore, d'avoir la barbe coupée; et celui qui faisait cet outrage à un Russe était puni plus sévèrement que s'il avait commis une mutilation sanglante. Cela fait comprendre l'opposition nationale si violente qui s'èleva contre l'oukase de Pierre-le-Grand qui ordonnait à ses sujets de couper leur barbe.

L'article suivant montre que le législateur veut prévenir les meurtres en arrêtant les premiers mouvements qui peuvent conduire à l'homicide. « Celui qui tirera « son épée, sans même en frapper personne, paiera « un grivna (2). »

On voit ensuite la différence que fait la loi entre des témoins nationaux et des témoins étrangers. « Si un « homme en pousse un autre ou le tire à lui avec vio-« lence, l'offenseur paiera trois grivnas à l'offensé, si

⁽¹⁾ Art. 3 ou 6.

⁽²⁾ Art. 6 on 7.

celui-ci a deux témoins de la violence qu'on lui a cfaite; mais si ces témoins sont Varègues ou Kolbécgiens, on leur fera prêter serment de la vérité de cleur témoignage (1). »

Ainsi, la simple affirmation du Russe suffit à la justice, nais pour le témoin Scandinave, il faut qu'il atteste levant Dieu la vérité de sa parole.

Voici maintenant un passage de la Prawda qui prouve que tout en autorisant la vengeance du sang, on ne permettait pas, dans tous les cas, aux personnes volées le se faire justice elles-mêmes.

« Celui à qui on aura volé un cheval, des armes ou des habits, et qui les reconnaîtra pour siens, a le droit de les reprendre partout où il les retrouvera. Le voleur lui paiera trois grivnas pour ce tort. Mais si celui qui a recouvré son bien ne peut se faire justice par lui-même, il doit dire à la personne qui s'en est emparée: Ces objets m'appartiennent, tu le nies; dismoi donc l'endroit où tu les as achetés, produis des témoins qui l'attestent, ou viens avec moi devant le juge; si tu ne peux pas y venir aujourd'hui, fournis-moi caution que tu y viendras dans trois jours (2).»

Ce sont les premiers linéaments d'une procédure aissante.

Un autre article prouve que dès le x1° siècle existait servage, que quelques auteurs prétendent n'avoir été

⁽¹⁾ Art. 7 ou 8.

⁽²⁾ Art. 10, suivant les traducteurs de la Chronique de Nestor; art. 5, suivant Esneaux, I, p. 178.

introduit en Russie que depuis l'invasion des Mongole

- « Si un serf osait battre un homme libre, et qu'
- « trouvât un asile dans la maison d'un boyard ou d'u
- « noble, l'un ou l'autre paiera dix grivnas d'amende
- « et le serf sera rendu à son maître (1). »

Il résulte de là qu'il y avait en Russie des sers, de hommes libres et des boyards ou nobles, ce qui saisa trois grandes classifications sociales et peut-être quatre

L'état d'enfance sociale où se trouvaient encore le Russes se révèle par la prescription, en certains cas d'amendes en bestiaux au lieu d'amendes en argent « Celui qui brisera la lance ou les armes de quelqu'un « qui lui déchirera ses habits ou l'en dépouillera, ser « condamné à une amende en bestiaux; quand même « le coupable voudrait rendre les effets pris ou endom « magés, il n'en sera pas moins tenu de payer ces « effets par le nombre d'animaux désignés pour leur

« valeur (2). »

Isiaslaw, fils de Iaroslaw, ambitionna aussi la gloire du législateur: il voulut perfectionner l'œuvre de son père. En conséquence, à peine fut-il assis sur le trône, qu'il convoqua un conseil auquel il appela ses deux frères, ainsi que plusieurs seigneurs ou boyards, les plus renommés pour leur sagesse. Aussi les lois d'Isiablaw, qui sont réunies à celles de son père, portent le titre suivant: « Vérités prescrites à la Russie par Isiablaw, par Vsévoldet Iviatoslaw, ses frères, conjoin-

⁽¹⁾ Art. 13, suivant les traducteurs de la Chronique de Nestor.

⁽²⁾ Art. 14, ibid.

« tement avec Kosniatcheko, Pereviez, Nicephor, « Tchoudin et Mikoula. »

Le trait le plus saillant des lois d'Isiaslaw, c'est l'abolition de la peine de mort dans la plupart des cas où elle était prononcée, et le rétablissement des peines pécuniaires qu'elle avait remplacées. « On ne saurait décider, « dit l'auteur de l'Histoire de Russie, si cette mesure lui « fut dictée, comme à Wladimir, par une excessive hu-« manité; s'il la considéra comme un moyen d'épargner « des hommes qui pouvaient devenir utiles à la patrie, « ou si ce fut l'envie d'enrichir le trésor de l'État par « des amendes, qui fut son principal mobile (1). »

Ce doute d'un judicieux écrivain, qui est ordinairement partial en faveur des souverains de Russie, peut équivaloir de sa part à une affirmation historique défavorable à Isiaslaw.

Il faut remarquer d'ailleurs que ce prince n'abolissait pas le droit de vengeance des familles, qui devait faire verser bien plus de sang que la peine de mort régulièrement appliquée par la justice. Renvoyer aux vengeances privées les expiations dont la société avait déjà pris la charge et la responsabilité, c'était rallumer les vengeances et les appeler à se multiplier sans fin; d'était, en un mot, un retour vers la barbarie. Par de l'areilles concessions, le prince russe flattait les préugés populaires de son temps, mais il se rendait coupable d'un crime de lèse-humanité, car il arrê-

⁽¹⁾ Karamsiu, Histoire de Russie, tom. 11, p. 330.

tait nécessairement le développement de la civilisation.

Vanter la douceur et la sensibilité d'Isiaslaw, parce qu'il abolit la peine de mort, ce serait donc une niaiserie philanthropique digne du xviii siècle.

Voici quelques lois de ce prince, qui ont une certaine portée en matière de droit criminel :

« Si un homme en tue un autre dans une émeute

« populaire, le meurtrier paiera 80 grivnas aux héritiers

« du mort, mais il ne paiera rien pour ceux de ses

« gens qui auraient subi le même sort et qui seraient

« tombés à côté de lui. Si le meurtre était commis sur

« les terres du souverain, le meurtrier paierait 80

« grivnas de plus au profit du fisc (1). »

Ainsi le meurtrier est responsable de la mort qu'il donne, mais non de celle à laquelle se sont exposés ses amis en épousant sa querelle. Quant à la peine supplétive établie pour le meurtre commis sur les terres du souverain, il semble qu'il y ait là une réminiscence ou une imitation de ces paix du roi si usitées en Norwège et en Suède.

Un autre passage des lois d'Isiaslaw nous fournira matière à de nouveaux rapprochements avec des légis-lations étrangères. On y verra que l'idée de la solidarité dans la communauté, qui eut tant de force chez les Scandinaves et chez les Anglo-Saxons, et qui exista même chez les Polonais, paraît avoir été inconnue aux Russes dès les premiers temps de leur histoire:

⁽¹⁾ Note de la traduction de la Chronique de Nestor, loi d'Isiaslawart. 1.

« Si un homme est assassiné sur la grande route par es brigands, et que l'on n'ait pas arrêté les coupables, eux qui sont responsables de l'amende qu'auraient due es meurtriers, ce sont : 1° le seigneur de la terre sur quelle le crime a été commis; 2° et conjointement vec lui le magistrat ou officier public chargé de veiller ur cette route à la sûreté publique (1). »

On ne voit paraître, comme responsables, en cette irconstance, que le délégué du souverain et le boyard u seigneur : l'élément autocratique et l'élément aristoratique; point d'élément populaire dans la vieille omme dans la nouvelle Russie. En Suède, c'était la ommunauté entière qui devenait responsable de l'amende écuniaire, si on n'avait pu découvrir le meurtrier dans espace d'un an et un jour (2).

Dans le taux des amendes, fixé par Isiaslaw, on ne ouve plus la même égalité devant la loi que dans la gislation de son père : « Si quelqu'un vole le receveur d'un péage appartenant au souverain, le coupable paiera 80 grivnas; on paiera la même somme pour le meurtre d'un vieil écuyer des haras du prince (3),

⁽¹⁾ Art. 2, suivant les notes de la Chronique de Nestor.

⁽²⁾ Stiernook, De jure Sueonum, lib. 11, part. 11.

⁽³⁾ Les habitants de Dorogobouge (*) avaient tué un vieil écuyer Isiaslaw, et ce prince leur sit payer une amende de 80 grivnas. Ce it particulier donna lieu à une loi que les Romains auraient appelée post facto.

Plusieurs villes avaient alors des libertés et immunités qui en faisaient des espèces tats ou des communautés républicaines qui achetaient les avantages de l'indépendance les charges de la solidarité. Nous reviendrons sur l'existence de ces constitutions l'aines, en parlant de Novogorod et de Riga.

« et 12 grivnas pour le meurtre d'un staroste et d'un concierge appartenant au souverain. Quant au meurtre d'un serviteur de sa maison, l'amende sera de cinq grivnas, comme celle d'un homme du peuple de d'un serf; mais l'amende sera de douze grivnas pour quiconque tuera une nourrice ou le mari d'une nourrice (1). » Et un peu plus 'loin : « Quiconque maltraitera grièvement un paysan sans ordre du prince, paiera trois grivnas, et douze pour un homme d'armes, un homme libre ou un douanier maltraité (2). »

Certainement, la diversité dans le taux de ces amendes n'indique pas qu'elles soient classées, comme dans les législations germaniques, suivant les rangs et les positions des personnes lésées; cependant elle prouve qu'on a eu quelque égard à la différence de ces rangs et de ces positions. D'autres fois, si on a élevé l'amende, c'est par des raisons d'humanité. Il est touchant, par exemple, de voir une nourrice devenir l'objet d'une protection spéciale de la loi.

Isiaslaw n'épargnait pas, sinon les prescriptions, au moins les conseils de respect pour la vie de l'homme. « Si le voleur de nuit, dit-il, pris sur le fait, est tué, il « est bien tué; mais il est mieux de le saisir, si on « peut, et de le livrer à la justice dès qu'il sera jour; car « si quelqu'un avait vu ce voleur garrotté pendant la nuit.

⁽¹⁾ Art. 3, suivant les notes de la traduction de la Chronique de Nestor.

⁽²⁾ Art. 7, ibid.

et qu'au matin on le trouvât mort, le maître de la maison encourrait une juste peine (1). »

Le meurtre commis de sang-froid inspirait presque tant d'horreur au Slavo-Russe qu'au Germain.

Malgré le peu de population de la Russie et l'étenne de ses forêts, on attachait déjà beaucoup d'intérêt à ur conservation. « Il est expressément défendu, dit Isiaslaw, de dégrader les forêts, de dépouiller les arbres de leur écorce, de faire du feu dans les bois, non-seulement à cause des embrasements qui peuvent en résulter, mais encore à cause des ruches d'abeilles qu'on y entretient et auxquelles la fumée est mortelle. On paiera pour chacun de ces délits trois grivnas et trente coupons (2). »

Isiaslaw protège aussi la propriété de l'esclave par s dispositions qui rappellent le droit romain : il conmne à une amende de douze grivnas le suborneur qui gagera l'esclave et le serf d'un seigneur à s'enfuir (3). Le servage paraît donc en pleine vigueur dès cette oque, et cependant voici un article qui suppose l'exisce des petits propriétaires libres : « Quiconque, en labourant la terre, passera les bornes ou les fossés de son héritage, paiera douze grivnas (4). » Ce n'est pas la possession précaire du serf; c'est bien la propriété ec son caractère patrimonial et transmissible.

¹⁾ Art. 8 des lois d'Isiaslaw (notes de la Chronique de Nestor).

²⁾ Art. 9, id., ibid.

³⁾ Art. 5 des lois d'Isiaslaw, id., ibid.

⁴⁾ Art. 10, ibid. On vient de voir que le meurtre d'un Staroste tait pas payé plus cher.

On peut remarquer aussi combien le respect pour les limites devait être sacré, puisqu'une expiation aussi grave était imposée, non pas même à celui qui les arrachait, mais à celui qui les dépassait en traçant ses sillons.

Isiaslaw, pour les petites rapines des champs, conserve encore l'amende en nature. Cette amende est de neuf martres pour la soustraction d'une poule ou d'une colombe, pour un vol de foin ou de bois (1). Il est probable qu'alors les martres étaient plus communes qu'aujourd'hui et les fourrures moins chères.

Il y a enfin dans les lois d'Isiaslaw un article assez compliqué sur la répartition du produit des amendes; en voici le texte :

« Le produit des amendes sera employé ainsi qu'il

« suit : le prince percevra trois grivnas sur celles de

« douze grivnas : les trois quarts restants seront em-

« ployés à l'entretien du gouvernement de Novogorod

« et aux récompenses suivantes, savoir : chaque per-

« sonne qui arrêtera un voleur aura dix coupons, la

« garde portant épée aura autant de martres (2) qu'il se

⁽¹⁾ Art. 12 et 13, ibid.

⁽²⁾ Un vieux chroniqueur polonais s'exprime ainsi sur les Russes des anciens temps : « Mardurum et aliorum animalium pelles quas vicinae solitudines producant, pro summa opulentia Russis habentur. Qui ipsarum pellium delicatarum portantes decora, licet tenuem et inopem habeant victum, divitissime vestiuntur. » C'est encore aujourd'hui le même prix attaché aux martres, aux belles fourrures et aux riches vêtements. On comprend que les martres pussent équivaloir jadis à une once d'argent. (Dlugloss, Historia polonica lib. primus, p. 21, Lipsiæ, 1711.)

trouvera de grivnas dans l'amende ordonnée; maïs si cette amende excède douze grivnas, alors le prince en prélèvera dix, la dîme du clergé deux, et les personnes qui auront suivi et saisi les voleurs recevront soixante-dix martres (1). »

Il y avait donc à cette époque en Russie une garde priant épée qu'on peut regarder comme une espèce gendarmerie; mais elle était insuffisante pour le aintien de la police et du bon ordre, puisqu'on était pligé de donner une prime aussi considérable à ceux 11 arrêtaient les voleurs.

Par ces extraits des deux plus vieux recueils de la ussie, on peut juger de ses mœurs, de son état social, mieux encore de son droit criminel.

On a voulu comparer les prawda russes aux lois geraniques; des critiques ingénieux y ont trouvé des resimblances nombreuses (2). Sans doute, il y a toujours es rapports dans les législations des peuples apparmant aux races les plus diverses, si elles sont l'expresion d'un même état social, d'une même époque de arbarie à peu près complète. Cependant il y a dans la hysionomie du droit russe des traits d'originalité slave

⁽¹⁾ Art. 14, ibid. On pourrait trouver la preuve du caractère fiscal codes d'Iarosiaw et d'Isiasiaw dans leur loi sur l'incendie: incendiaire devait être livré en esclavage au prince et son bien était onfisqué, également au profit du prince, sauf le prélèvement fait abord sur ce bien pour dédommager le propriétaire. (Esneaux, listoire de Russie, tom. 1er, p. 177.)

⁽²⁾ Voir le discours déjà cité de M. Strube de Piermont, prononcé n 1786 à l'académie de Saint-Pétersbourg.

que nous avons signalés en passant. Le premier de tous est celui qui inaugure la Prawda d'Iaroslaw: il est impossible de proclamer le droit et le devoir de la vengeance du sang avec plus de franchise. Cela est digne de l'Orient asiatique.

Et sur ce point la Prawda est un sidèle miroir des mœurs de la vieille Russie, dont l'histoire n'offre qu'une longue série des plus sanguinaires vengeances accomplies jusque sur des villes et des nations entières (1).

Mais ce qui caractérise surtout ces vieilles lois russes, c'est leur absence de principes fixes. On n'y retrouve ni l'unité type de l'amende (2), ni la gradation régulièred

- (1) Das alteste Recht, etc. Ewers, Dorpat. Entre autres exemples de là pratique du droit de vengeance, Ewers rapporte et comments, d'après la Chronique de Nestor, les persides et horribles traitements qu'Olga sit subir aux Drevliens pour venger la mort cruelle d'Igor, son époux, massacré par ce peuple auquel il faisait la guerre. Le savant docteur de Dorpat explique compendieusement que, comme semme d'Igor, Olga n'aurait pas eu le droit de la vengeance, mais qu'on ne pouvait le lui resuser comme tutrice de son fils Sviatoslaw, qu'ellé représentait. Dès lors, toutes les trahisons, toutes les barbaries, non-seulement lui étaient permises, mais devenaient un deroir pour elle contre les meurtriers d'Igor. C'étaient, suivant Ewers, les mœurs et les idées du temps.
- (2) V. ci-dessus chapitres 8 et 9. La grivna équivalait à la lime d'argent, qui était de treize onces à Novogorod, mais on voit que le meurtre ordinaire se paie 3, 12, 40 et quelquesois 80 grivnas, et on ne sait où saisir le type de l'amende au milieu de ces variations continuelles et de ces dispositions contradictoires. Du reste, il n'y a pas eu de mon naie légale frappée en Russie avant le xv° siècle. Jusque-là on ne se acreait que de petites monnaies tartares, de fragments de peaux de martre ou de morceaux de cuir frappés d'une empreinte. Les tribus et les sommes considérables se payaient en lingots d'argent. Des progrès de la puissance russe, par Lesuy. Paris, 1812, chez Fantiu.

ax de l'amende suivant la qualité des personnes; on rait tenté de croire, d'après la Prawda d'Iaroslaw, qu'il . a des tendances vers l'égalité devant la loi, si des tennces contraires ne se manisestaient dans la Prawda de n successeur. Toute cette législation n'a donc pas de it bien déterminé, et elle a moins de consistance que plus barbare des législations germaniques.

Il y avait quelque chose de flottant, et pour ainsi dire capricieux, jusque dans la constitution du pouvoir priner: les partages de la Moscovie entre les frères ou parents la même maison affaiblissaient souvent ce pouvoir i était tantôt despotique, tantôt faible et limité. Le incipe de l'inviolabilité des princes et des souverains ait inconnu, et ils pouvaient être mis en jugement vant des assemblées de princes, de boyards, de chess clergé, de citoyens notables. On en voit des exemes multipliés vers la fin du xi° siècle.

En 1096, Sviatopolk et Wladimir II, après avoir fait les Polovtsi, voulurent tenir un congrès à Kiew, seraient convoqués des évêques, des abbés, des ossadniks (1), et des officiers de la couronne, anciens rviteurs de leur père. Ils citèrent devant cette assemlée (2) leur cousin le grand-duc Oleg, qui s'était allié entre eux aux Polovtsi, ces ennemis-nés de la Russie. Oleg répondit avec une arrogance hautaine qu'il ne lui

⁽¹⁾ Les Possadniks étaient à peu ce qu'étaient et ce que sont encore jourd'hui les bourgmestres dans les villes libres de l'Allemagne.

⁽²⁾ Nestor, dans sa Chronique, appelle ces assemblées vetche, du ème nom que les assemblées de la ville libre de Novogorod.

convenait pas d'être jugé par des évêques, des moines, une vile populace (1). Mais ce refus d'un accusé qui se sentait coupable ne prouve rien contre le droit dont on voulait user contre lui.

Trois ans après, il y eut, dans une autre affaire non moins grave, un véritable jugement rendu contre un prince de Russie, David Igorévitch, par les quatreautres grands princes, assistés des seigneurs ou boyards qui dépendaient de leurs souverainetés.

Le crime qu'on reprochait à David Igorévitch était d'avoir perfidement attiré dans un piége le prince Wassilko et de lui avoir arraché les yeux. Suivant les chroniques du temps, les quatre princes commencent par interroger l'accusé; il garde le silence: chacun d'eux sort ensuite de sa tente et forme un cercle à cheval avec les grands qui l'accompagnent. L'avis de chacun de ces quatre cercles est unanime; il en résulte une sentence de condamnation et de déchéance. Des hérauls viennent ensuite annoncer le résultat des délibérations. En conséquence, le prince David est déclaré déchu de sa principauté de Wladimir, mais il pourra cependant vivre tranquille dans la retraite sans redouter aucune vengeance (2).

⁽¹⁾ Lévesque, Histoire de Russie, tom. 1er, p. 247-248.

⁽²⁾ Karamsin, tom. 2, p. 166-167. En 1125, Wladimir n donn un supplément aux Rouskaïa Prawda. Mais il n'y a presque rien de relatif au droit criminel. Cependant, on peut y remarquer les règlements nouveaux relatifs à l'esclavage. Wladimir distingue l'esclavage plein et l'esclavage par contrat. L'esclavage plein, qui résulte de l'hèrédité ou de la guerre, donne au maître tous les droits possibles sur

La faiblesse et le peu de solidité d'un tel pouvoir rincier, l'inconsistance des lois, la multiplicité des engeances privées, des crimes et des brigandages : tout isait sentir le besoin d'une force morale et religieuse ui vînt en aide à l'ordre public et pût donner des appuis la société chancelante et sans cesse ébranlée.

C'est en profitant de ces circonstances si favorables, ue le clergé russe arriva à un pouvoir politique qui gala presque celui des théocraties de l'antiquité.

§ II.

Jusqu'au XII° siècle, il y avait un obstacle à la popurité de l'épiscopat en Russie : c'était la dépenne ence complète où il était du patriarche de Constantinole, qui nommait toujours un prêtre ou un moine grec étropolitain de Kiew. En 1147, les évêques secouent ce ug anti-national, et, profitant d'un interrègne dans le atriarchat, ils prennent sur eux d'élire pour métropo-

n esclave, excepté celui de vie ou de mort. L'esclavage par contrat t celui qui se constitue par des conventions avec un homme libre i s'est ruiné et qui se vend ou qui vend ses enfants pour payer ses ttes. Cette vente se borne souvent à une aliénation de la liberté ur plusieurs années. Dans tous les cas, elle ne donne pas au maître droit de battre son esclave injustement : l'esclave est admis à se aindre devant le magistrat civil ou devant l'évêque, s'il est dans une le; et s'il prouve qu'il a reçu des coups sans motifs légitimes, il a oit à la même réparation qui serait due à un homme libre en paille circonstance. Dans ees lois de protection pour l'esclave, on ut reconnaître la bienfaisante influence du clergé.

litain un chanoine russe. Cet acte d'indépendance ne fut pas accepté plus tard par le patriarche de Constantinople, qui cassa l'élection épiscopale et voulut encore imposer un Grec à l'église métropolitaine de Russie; mais ce Grec fut obligé de se retirer devant l'animadversion publique (1).

C'est à dater de cette époque que la popularité de clergé russe s'accroît sans mesure et que les princes lu accordent des priviléges dont il profite pour acquérir une immense prépondérance politique. C'est alors aussi, suivant toute probabilité, que parut la *Drevniaïa*, sous la forme d'un document antique par lequel le clergé faisait accepter comme des droits reconnus ce qui n'avait été jusque-là que des prétentions contestées.

Aux immunités presque effrayantes que lui conférait la Drevniaïa, il faut ajouter le droit qu'il avait réclamé et obtenu de faire siéger, dans les causes même purement séculières, les juges du métropolitain ou de l'érê que à côté des juges du prince. Sur les revenus du jugement, neuf parts devaient appartenir au souverain et la dixième à l'Eglise; c'est sous prétexte de surveiller la perception de cette dîme que l'Eglise avait introduit ses représentants dans les tribunaux civils et y exerçait la moitié de la puissance judiciaire.

Au reste, pour donner une preuve de l'autorité dont jouissaient les évêques, on peut citer l'abus qu'en porvaient faire quelques-uns d'entre eux. Nicon, dans sa

⁽¹⁾ Lévesque, tom. 1er, p. 339.

rronique, raconte l'histoire d'un certain Théodore qui nt trouver en 1171 le grand prince André, et qui préndit avoir été nommé évêque de Rostof par le patriarne de Constantinople. Sans vouloir faire examiner ses tres par le métropolite de Kiew, il alla prendre posession de son évêché avec la permission du faible André. à, Théodore se conduisit non point en homme de Dieu, ais en véritable tyran. « Beaucoup de personnes, dit la Chronique, et même des villages entiers qui dépendaient de cet évêque, eurent à souffrir de ses vexations: il les privait de leurs armes et de leurs chevaux. Plusieurs furent réduits en esclavage, exilés et dépouillés de leurs biens, non-seulement des laïques, mais des moines, des abbés, des prêtres, etc. Théodore, ajoute Nicon, persécutait les princes, les boyards et les ouvriers et ouvrières d'André; il faisait cuire les semmes dans des chaudières, coupait le nez et les oreilles aux hommes et saisait trembler tout le monde; car il était haut comme un chêne et rugissait comme un lion : il avait le langage pur et éloquent, le raisonnement subtil et artificieux. » Ce prétendu prélat, qui robablement n'était qu'un faussaire, sut arrêté le 8 mai 179. Suivant Nicon, il sut jugé par le métropolite de iew et condamné à être noyé avec une pierre au cou; uvant Tatischeff, il fut seulement banni ou déporté uns l'île de Psi [1].

^{&#}x27;1) Notes de la traduction de la Chronique de Nestor. — Lévesque, istoire de Russie, tom. 11, p. 32-33. Les évêques étaient toujours pour le parti de la rigueur, et en 1470

Si la version de Nicon, prélat lui-même, est véritable, les tribunaux ecclésiastiques, dont on voit qu'on respectait religieusement les immunités, pouvaient donc condamner à des peines capitales, et cette maxime: *Ecclesia abhorret a sanguine*, n'était ni connue ni pratiquée en Russie (1).

Ce qu'il y a de singulier c'est que la conquête et la domination des Mongols ne diminuèrent pas l'autorité du clergé. Dans les malheurs publics, les peuples conrent aux pieds des autels; ils demandent au roi du ciel des secours que les princes de la terre ne peuvent donner, et ils reportent sur le sacerdoce une partie des hommages qu'ils rendent à Dieu. D'un autre côté, les khans eux-mêmes consacrèrent cette autorité et contribuèrent à l'accroître par des concessions nouvelles. En 1313, le grand-prince Mikaïl se fit accompagner du métropolite de Kiew, pour aller à la horde tartare présenter ses hommages à Usbek, qui venait d'être proclamé grand-khan des Mongols. Usbek, en récompense de cet acte de soumission, donna au métropolite un firman ou diplôme qui confirmait tous les priviléges attachés à sa dignité.

ils réclamaient qu'on fit périr tous les auteurs et partisans de l'hérésie dans laquelle le juif Skaria avait entraîné un grand nombre de chrétiens. Ils tinrent un concile vers 1502, où ils demandèrent au pouvoir séculier de sévir contre l'hérésie judaïque. Alors on coupa la langue aux prédicateurs de l'hérésie, on les enferma dans des cages de fer, et quelques-uns, sur les instances d'un évêque, furent condamnés au dernier supplice (Esneaux, id., ibid., p. 232 et 234).

(1) C'eût été une subtilité puérile, de prétendre que la noyade n'était pas une peipe de sang. Il est certain d'ailleurs, par d'autres documents, que les tribunaux ecclésiastiques de Russie condamnaient quelquefois à mort.

Ce diplôme, qui a toujours été conservé depuis dans Église russe, comme un de ses titres les plus précieux, ésend, sous peine de mort, à qui que ce soit, de immiscer dans les fonctions du métropolite, car, dit-il, es choses concernent la divinité. Il ordonne de respecer non-seulement le pontife, mais toutes ses églises, es villes et villages qui sont sous sa dépendance, ses hasses, ses terres, ses bois, ses maisons de campagne, es vergers, ses moulins, ses chevaux, ses troupeaux. Que le métropolite, ajoute Usbek, passe en paix et sans aucun trouble le temps de cette courte vie, et que d'un cœur droit et d'une volonté sincère, il prie Dieu pour nous, nos femmes, nos enfants et notre famille. » Il exempte le chef de l'Église et son clergé e tout tribut, de toute douane, de toute contribution our la guerre, « car, dit-il, le clergé prie pour nous, il nous protége, il donne de la force à nos armées. » sbek et ses successeurs, quoique musulmans (1), ne ortent donc nulle atteinte à la juridiction de l'épiscoat, pendant plus de deux siècles et demi que dure ur domination: dans leurs nouvelles chartes, ils sement même renchérir sur l'ancienne Drevniaia, que l'on upçonnait le clergé de s'être fabriquée à lui-même.

Pendant que les princes russes, par leurs abaisseents devant des vainqueurs barbares, par leurs disrdes, par les divisions et subdivisions de leurs apa-

¹⁾ Berki, khan des Tartares Mongols, s'était fait mahométan vers 50, et les Mongols avaient adopté la nouvelle religion de leur prince-

nages, perdaient de leur prestige dans l'esprit de la nation, les évêques semblaient grandir en popularité et en puissance. Médiateurs presque toujours écoutés entre les conquérants et leur peuple, ils avaient plus d'autorité réelle que leurs souverains, tributaires des Mongols. On ne s'étonnera donc pas si, à la même époque, c'est-à-dire vers la fin du XIII° siècle, une sorte de paix épiscopale s'établit, supérieure à toutes les paix, et si le droit d'asile, non seulement dans les églises, mais dans les palais des métropolites et archevêques, était plus respecté que dans le palais même du grand-prince. En voici une preuve empruntée aux annales de Novogorod.

Le possadnik Siméon allait périr, dans une émeute, victime de ce même peuple qui l'avait nommé son premier magistrat; l'archevêque de Novogorod le conduit de sa maison, où on l'assiégeait, jusqu'à l'église de Sainte-Sophie, à travers une populace armée et furieuse: par l'abri de son manteau ou de son ombre, le prélat vénéré le protége mieux que par le plus impénétrable bouclier.

Pendant ce temps, le peuple entrait en tumulte dans le palais de l'archevêque, et y tuait le boyard Samuel qui avait tenté de s'y défendre. Comme ceux qui avaient porté une telle atteinte à la sainteté de cet asile étaient des marchands appartenant à la colonie des Prussiens, la rue Prussienne tout entière fut incendiée en expiation de cet attentat (1).

⁽¹⁾ Esneaux, Histoire de Russie, tom. 11, p. 379-380. Cantù sait

§ III.

Il faut montrer maintenant quel était le droit crininel particulier de Novogorod, cette espèce de épublique où commencèrent à se montrer, en Russie, es premières lueurs de la civilisation. C'est un coin atéressant du grand tableau dont nous avons essayé e retracer l'ensemble.

Novogorod, cette ville fameuse, fondée sur le haut olga, depuis le ve siècle, avait appelé en 866, trois hefs Varègues pour la défendre plutôt que pour la ouverner. Elle avait voulu se donner non pas des rois, nais ce que l'Allemagne appelait des margraves, charés de garder les marches ou frontières du pays. ourik, Sinaf et Trouvor semblèrent d'abord l'avoir ntendu ainsi; car aucun d'eux ne se fixa à Novogorod, chacun alla placer sa résidence aux trois extrémités pposées du territoire de la république. Cependant ces éfenseurs ne tardèrent pas à se changer en maîtres; ais leur autorité ne devint d'abord absolue que dans gouvernement de Kiew et les pays adjacents, qu'ils raient conquis: à Novogorod même cette autorité fut ible et limitée.

server que, selon la loi des Lombards, l'esclave réfugié dans les églisé tait inviolable, tandis qu'il ne l'était pas dans les domaines du roi. ais cela se comprend mieux: le resuge auprès d'un sanctuaire du roi ciel devait être plus sacré que le resuge dans la demeure du prince : la terre. Cantù, Hist. univ., tom. x.

Novogorod ayant donné deux fois la couronne à laroslaw 1er, en profita pour faire consacrer comme des droits, par une charte de ce prince, les coutumes et les franchises dont elle jouissait depuis longtemps. Des assemblées du peuple appelées vetchés exerçaient dans la cité et sur son territoire toutes les fonctions de la souveraineté: quelquefois le vetché se transformait en cour judiciaire pour juger ses princes ou magistrats particuliers.

Le droit de participer activement aux assemblées législatives n'était accordé qu'aux plus anciens des citoyens libres, aux boyards, aux militaires et aux marchands (1).

L'historien national de la Russie, Karamsin, soutient que partout, à Novogorod même, le prince avait le droit absolu de juger, de punir et de communiquer son autorité aux juges délégués par lui (2). Mais cette assertion tranchante et suspecte, d'un écrivain partial et dévoué aux traditions du despotisme, est démentie par une foule de faits historiques parfaitement prouvés. En voici quelques-uns qui nous paraissent avoir une signification bien déterminée.

Vers 1220, un bourgeois de Novogorod est arrêté par les ordres du possadnik Tverdislaf et livré au prince particulier du pays, Sviatoslaw. Le vetché se rassemble et accuse le possadnik d'avoir violé les priviléges du

⁽¹⁾ Karamsin, tom. 111, p. 243.

⁽²⁾ Id., ibid., p. 242.

ys en livrant un homme libre de la cité aux juges du ince. Le peuple se soulève. Le prince met le bourgeois liberté, et croyant apaiser l'irritation populaire, il voie dire au vetché encore réuni qu'il destitue de ses actions le possadnik Tverdislaf. Alors Tverdislaf s'ance dans l'assemblée et s'écrie : « Souvenez-vous, citoyens, que c'est à vous seuls de disposer de la souveraineté et des fonctions de possadnick. » Alors e réaction se déclare en sa faveur : il reste possadnik Sviatoslaw est obligé de céder (1).

Quelques années après, le conseil national de Novorod chasse le commandant que lui avait donné son
nce particulier, Iaroslaw 11 Féodor, et en rappelant
lettres d'immunités d'Iaroslaw-le-Grand, il invite
prince à en observer fidèlement les conditions. En conquence, il lui demande de ne plus laisser les
gistrats exercer la justice dans la ville et dans la
nlieue, au préjudice des juges de Novogorod: en
npensation des revenus de la justice qu'on lui enlève,
conseil reconnaît qu'Iaroslaw a le droit de prélever
dîme pour le trésor public.

Enfin Novogorod obtient d'Iaroslaw III une lettre ou tre qui semble avoir le caractère d'une transaction qui est plus précise encore : elle se termine par ces ts : « Les magistrats de Novogorod, conformément ses anciennes lois, devront être Novogorodiens et

l) Lévesque, Histoire de Russie, tom. 11, p. 54. Esneaux, Histoire Russie, tom. 11, p. 218.

« nommés du consentement du possadnik.... Il sentent

« envoyé à Volok et à Torjek des juges chargés de me

« intérêts réciproques. Bejetzi et Obonége ont reçu de

« Dmitri le droit de se juger eux-mêmes; respectez con

« décrets et ne leur envoyez point de juges (1).

D'un autre côté, il est certain qu'à Novogorod, les Gothlandais et les Allemands, divisés en négociants d'hiver et en négociants d'été, avaient de temps immèmorial leurs quartiers particuliers où ils suivaient leurs propres lois, sous la surveillance de leurs anciens, élus par eux-mêmes: on pourrait assimiler ces juges, sinon à nos jurés, du moins à nos tribunaux commerciaux ou consulaires; seulement ils étaient investis d'une juridiction plus étendue et plus complète.

Ces étrangers, en cas de contestation avec des Russes, se plaignaient aux autorités indigènes; les Russes, réciproquement et en cas pareil, se plaignaient aux anciens des étrangers; l'instruction première une fois faite par les magistrats dépositaires de la plainte, les juges russes et étrangers formaient, dans la cour de Saint-Jean, un tribunal mixte qui décidait l'affaire (2).

Lorsqu'au XIII° siècle Riga entre dans la ligue anséatique, cette ville obtient que la ligue fonde à Novogorod un comptoir qu'on appela bientôt le père de tous les autrés (3). D'un autre côté, les princes voisins comprennent qu'il est de leur intérêt de ménager Riga et la

⁽¹⁾ Esneaux, Histoire de Russie, tom. 11, p. 333.

⁽²⁾ Id., ibid., p. 269.

⁽³⁾ Id., ibid., p. 270.

pjet particulier qui nous occupe, aucun document de te époque n'est plus important que le traité de 1228, re la ville libre de Riga et Mstislaf Davidovitch, nce de Smolensk. Voici les stipulations de ce traité sont relatives au droit criminel:

- En argent et à quarante en kounis; un œil poché, une main coupée, une jambe ou un bras estropié, à cinq grivnas; une dent cassée, à trois; toute blessure légère, à une et demie; les coups avec bâton ou massue, ou chevelure empoignée, à trois quarts de grivna; l'adultère saisi dans la maison de la femme et le séducteur d'une fille ou d'une veuve sage, paieront dix grivnas en argent; et le double, si le coupable est un ambassadeur ou un prêtre.
- L'accusé ne sera ni enchaîné, ni détenu, s'il présente une caution, et ne sera jamais arrêté avant que l'offensé ait porté sa plainte au plus ancien des compatriotes de l'accusé, afin de laisser ouvertes les voies le conciliation. Le voleur, pris en flagrant délit dans une maison, est à la merci du propriétaire. »

Quelques autres priviléges sont stipulés pour les angers:

« On ne peut forcer les Allemands à l'épreuve du fer haud. Le jugement par le duel sera interdit. Tout délit sera jugé selon les lois du pays où il aura été commis (1).»

¹⁾ Esneaux, Histoire de Russie, tom. 11, p. 272 et 273.

Dans les précautions prises contre l'arrestation et la détention arbitraires des accusés, dans l'exclusion de épreuves comme moyen d'instruction judiciaire, on reconnaît des idées plus avancées de cinq ou six siècles que celles de la Russie de cette époque. Honneur à la civilisation commerciale de Riga, qui arrache de telles concessions au despotisme et à la barbarie!

Mais les princes russes ne pouvaient pas supporter la pensée de laîsser exister au sein de leurs états quelque chose de semblable à ce qu'ils avaient concédé à une puissance voisine et indépendante. Aussi ce sut de leur part une lutte continuelle contre les libertés de Novogorod. Cette malheureuse ville se défendit avec conrage contre un grand nombre d'entre eux; mais après une lutte plus que séculaire, elle fut vaincue par Ivan III Wassiliévitch, qui s'appuya habilement, pour cette cervre de destruction, sur la haineuse rivalité de Moscou, capitale de son empire, contre Novogorod, sière de ses traditions et de ses souvenirs. Ivan, par les plus persides manœuvres, sema la division dans la vieille république qui avait jadis appelé en Russie son aïeul Rourik; puis il marcha contre elle avec des forces supérieures. et força la superbe Novogorod de se remettre à sa discrétion. Il se borna d'abord à emprisonner ou à exiler les principaux notables; et, comme symbole de l'anéantissement de la liberté, il fit transporter la cloche du Vetché dans la cathédrale de Moscou. Alors le fameux adage: Novogorod est son propre juge, cessa d'être une vérilé. Ainsi périrent la liberté et l'indépendance novogorodienis glorieuse. Faut-il rappeler ici que ce triomphe facile van III fut suivi d'une persécution cruelle contre l'arvêque et le clergé de cette ville, d'une déportation en sse de huit mille de ses habitants et du supplice de plus courageux citoyens! Ivan IV acheva de ruiner vogorod en faisant brûler ses édifices et exterminer la pulation désarmée, vers 1569 (1).

§ IV.

On raconte que, de 1220 à 1480, les princes de scovie se soumirent à d'étranges humiliations. Il ait qu'ils allassent, au moment de leur avénement, evoir l'investiture de leur principauté des mains du un des Mongols à la Grande-Horde de Kapstchak, s'abaisser devant lui, en lui prodiguant les plus serses hommages. Ce n'est pas tout: le grand-prince rait sortir de Moscou une fois par an pour aller reoir à la porte de cette ville les ambassadeurs du ind khan. Là, en présence même de ses sujets, il roffrait une coupe de lait de jument en signe de vas-ité pendant qu'ils restaient à cheval; si une goutte ce lait tombait sur le poil ou sur l'équipement de rs chevaux, le prince était tenu de l'essuyer avec la gue; puis il les introduisait dans son palais, les y

¹⁾ Esneaux, Histoire de Russie, tom. 11, p. 214 et 288.

saisait asseoir, et, pendant que l'un d'eux lui lisait le Basma, qui était la loi de conquête (1), il restait à l'écouter debout et tête découverte.

(1) Ces détails, racontés par Voltaire, qui ne citait pas la source d il les avait puisés, ont été contestés; nous avons cherché cem source nous-même et nous l'avons trouvée. Nous citons textuellement: « Ea vero potentia tantopere Tartari abusi suut, ut, cum legate « suos ad Moscoviæ principem mitterent, is ipsis obviam prodire, « pateram, equino lacte plenam, exhibendam offerre, et si quid in « jubam equi diflueret, illud lambendo sorbere: in regiam vero istre-« ductos, inudato capite, sedentibus adstans, atque omni home « afficiens, Basmam audire cogeretur. » (Genealogia ducum Memvitorum, Francosurti, 1600; Lesur, Des progrès de la puisses russe, p. 30-31; Paris, 1812). Ce qu'il y a de plus singulier à ce sich c'est le soin avec lequel ces princes firent constater leur propo honte, ou au moins celle de leurs ancêtres. — Ce fait est ences consirmé par le baron d'Herberstein, Rerum Moscovitarum comme tarii; Basilew, 1556. Cet auteur raconte qu'Ivan Wassiliévitch. avait étendu sa puissance dans toute la Russie et qui avait même soumis une partie de la Livonie à ses armes, continuait pourtant se soumettre aux formalités humiliantes imposées à ses prédécesseurs; il allait, comme eux, en dehors de la porte de Moscou au-devast des ambassadeurs tartares, et se tenait respectueusement debot devant eux pendant qu'ils s'asseyaient : « Advenientibus namque Tar-« tarorum oratoribus, extra civitatem obviam procedebat, esque « sedentes stans audiebat, etc. » P. 11 de la première édition, p. 8 de l'édit. de 1600, imprimée à Francfort. Le baron d'Herberstein avait pu voir des témoins encore vivants de cet usage et de ces cérémonies.

Ivan III, comme le fait remarquer cet auteur, était marié à me princesse grecque qui lui reprochait la servilité avec laquelle ilse me mettait à cet usage. Aussi, en 1478, quand on lui apporta le band scellé du sceau du grand-khan, il le déchira, cracha dessus, fit arrêle les ambassadeurs et n'en renvoya qu'un seul, pour qu'il eût à annue cer à son maître que tout était rompu entre lui et le czar de Morcovie.

Malheureusement, il sit ensuite périr les ambassadeurs qu'il arait retenus prisonniers. Le droit des gens n'avait donc pas fait un pas en Russie de 1223 à 1475....! Les leçons de la fortune et de la justice tartare étaient restées stériles.

Pour bien apprécier le sens moral et profond d'une ussi humiliante cérémonie, il faut se rappeler qu'au ommencement du XIII° siècle, plusieurs princes de lussie avaient lâchement égorgé les ambassadeurs du rand-khan des Mongols, qui étaient venus leur proport une alliance contre les polovtsis (1). Le souvenir de crime ne faisait que rendre plus poignante l'ignomie de l'expiation. Jamais, peut-être, violation du droit se gens n'a été punie avec plus de grandeur, ni plus de stinément poursuivie de génération en génération ndant plus de deux cent cinquante ans. Quelle leçon nnée par des barbares de l'Asie (2) aux barbares de Europe du Nord!

Quoi qu'il en soit, sous de tels abaissements, il n'y rait place pour les Russes à aucun progrès social: ut ce qu'ils pouvaient faire, c'était de conserver quelles restes de vie nationale et de tâcher d'alléger la
santeur du joug qui les écrasait, en attendant qu'ils
ssent le briser.

⁽¹⁾ Ce fait se passa en 1223, dans l'île d'Arègues, sur le Dinéper, étaient réunis Mstislaw le Brave, Mstislaw Romanowitch, prince Kiew; le prince de Tchernigow; Daniel, prince de Volhynie; ichel, fils de Vsévolod le Rouge, et Vsévolod Mstislavitch. C'est in commun accord que ces princes firent égorger les dix députés tares qui leur avaient été envoyés. Les Tartares envoyèrent reproter aux Russes ce crime atroce: « Vous avez assassiné nos ambasdeurs, vous qui ne nous connaissez pas, vous à qui nous n'avons taucun mal; mais Dieu sera juge entre nous. » (Esneaux, tom. 11, 281; Leclerc, Histoire de Russie, tom. 1er, éd. in-140, p. 492; vesque, tom. 11, p. 64.)

⁽²⁾ Les Turcs ou Ottomans actuels ne sont qu'une branche des artares; ils ont tiré leur nom d'Othman, un de leurs chefs de hordes.

De leur côté, les Mongols ne cherchèrent pas à l'accepter leur domination aux Russes en se mêlant s'incorporant à eux comme autresois les Saxons Bretons, ou les Francs aux Gallo-Romains. On pour comparer l'invasion de ces hordes asiatiques à un ton fangeux qui laisse de vastes couches de limon sur plaines où ses eaux se sont étendues : il arrête sécondité, plus qu'il ne modisie la nature de la te qu'il ravage. La conquête des Mongols eut pour étéments étrangers.

Vers la fin du xv° siècle, quand les nationalis du midi de l'Europe, et en particulier celle de la Franc acquéraient de si heureux développements; quand renaissance, ce grand réveil de l'esprit humain, donne en Italie une si vive impulsion aux lettres et aux science la Moscovie, à peine aperçue au milieu des brumes nord, se débattait encore péniblement dans les ténèbre de la barbarie.

Cependant, dès que les flots des hordes sauvag de l'Asie qui avaient débordé sur la Russie européen commencent à se retirer, dès que les Moscovites sentent plus peser sur leur poitrine ce joug qui l'oppressait, ils en reviennent à s'interroger eux-même à requeillir leurs coutumes, à écrire leurs lois et à affe mir l'ordre public par des pénalités régulières.

Le premier de ces monuments, dont la publication de très-près l'expulsion des Mongols, est l'Oul

génié Zakonof (1). Il fut rédigé en 36 articles par le sacristain Wladimir Goussof, et promulgué en 1498 par Ivan III Wassiliéwitch. Les peines corporelles et les supplices y sont prodigués. On y punit de mort les serviteurs ou serfs qui tuent leurs maîtres, les traîtres à leur Irapeau, les sacriléges, les suborneurs d'esclaves, ceux qui introduisent secrètement et perfidement des objets eux appartenant dans la maison d'autres personnes dour les accuser ensuite de les avoir volés (espèces de riminels appelés podmetzchek); enfin les incendiaires et les malfaiteurs manifèstes (2).

Celui qui vole pour la première fois ne doit pas être uni de mort, mais il est soumis à un châtiment corporel ublic, c'est-à-dire au knout, et en même temps une eine pécuniaire doit lui être infligée par le juge.

S'il est de nouveau saisi en délit de vol et qu'il n'ait de par la constant de par la con

⁽¹⁾ Composé des lois. Pour l'analyse des deux oulogénié et du soudebrick, nous nous sommes servi du discours préliminaire qui précède
respèce de Corpus juris ou de Digeste des lois russes que l'empereur
ricolas a eu la gloire de faire achever; on sait que ce beau et grand
ravail, qui contient plusieurs volumes in-folio, a eu pour principal
recteur l'estimable et savant Spèranski, le Tribonien du Justinien de
Russie. Ce discours préliminaire a été imprimé à part sous le titre
re: « Précis des notions historiques sur la formation du corps des lois
russes, Saint-Pétersbourg, 1833. » Quand nous ne citerons pas nos
rources, il sera bien entendu que c'est à celle-là que nous aurons puisé.

⁽²⁾ Rerum moscovitarum commentarii, par d'Herberstein, p. 53 et 54. Plagiarii nous a paru avoir le même sens que dans l'ancien droit omain. Quant à ce singulier genre de criminels, quos Podmetzchek cocant, nous n'avons pas pu les définir d'une manière plus brève que e texte lui-même.

premier vol et qu'il n'ait pas de quoi satisfaire à son accusateur, il lui est donné en esclavage (1). « Si quelqu'un de vile condition ou de vie suspecte est soupçonné de vol et qu'il n'y ait contre lui que de simples présomptions, il est mis à la question. S'il ne peut pas être convaincu de vol, qu'il donne des cautions et qu'il soit renvoyé de l'accusation, sauf à être remis en jugement si de nouvelles preuves sont découvertes contre lui (2).

Ce dernier article s'applique à la procédure inquisitoriale ou faite d'office par le juge. Voici maintenant des règles pour la procédure accusatoire.

Quiconque veut en accuser un autre de vol, de pillage ou d'homicide, doit partir pour Moscou et demander qu'un tel soit appelé en justice. On lui donne un niedelsnick qui assigne l'accusé pour un jour fixe et le sait amener à Moscou. (Le niedelsnick est une espèce d'officier public, chargé d'appeler les accusés en justice, de saisir les malfaiteurs et de les faire mettre en prison; il doil être de naissance noble.) L'accusé, mis en présence de son accusateur, devant le tribunal, nie ordinairement ce qui lui est reproché; ensuite l'accusateur produit des témoins qui déposent, suivant la coutume et la justice. S'ils attestent la culpabilité de l'accusé, celui-ci se lère en disant: « Je demande qu'on me défère le serment, je « m'en remets au jugement de Dieu, je réclame le

⁽¹⁾ Rer. moscov., p. 34.

⁽²⁾ Id., ibid., p. 34. On ne voit pas ce qu'il devient s'il ne donne pas de caution. Il est probable qu'alors le juge a le droit de le retent indéfiniment en prison.

« duel. » Alors les juges ordonnent que le duel aura lieu selon la coutume du pays (1),

On voit ici qu'il n'est plus question de torture, et que cette procédure accusatoire suppose des débats oraux et même publics.

Viennent ensuite de minutieux règlements sur le duel, sur les armes qui sont permises et sur celles qui sont défendues. C'est presque toujours à pied, et non à cheval, que les Russes combattent. On n'admet guère ni des procureurs, ni des champions. Chacun expose sa cause et se bat pour lui-même (2).

Suivant le comte d'Herberstein, les Russes se chargeaient d'armures pesantes qui devenaient pour eux un ardeau plus qu'une défense. Ils étaient presque toujours raincus dans leurs duels par les Lithuaniens, les Polonais, les Allemands, munis d'armes plus légères et plus adroits à les manier. Aussi, on finit par défendre les luels entre Russes et étrangers (3).

Les juges avaient une part considérable dans les frais le justice, et ce premier oulogénié est un tarif de fisca-

(2) Quisque pro sua causa, id., ibid., p. 55.

⁽¹⁾ Rer. moscov., p. 54-55.

⁽³⁾ Id. ibid. Le comte d'Herberstein ajoute que les deux parties riennent ordinairement accompagnées de leurs nombreux amis; que il l'un des membres du cortége reçoit une injure, les siens prennent parti pour lui, que biéntôt la mêlée devient générale, et qu'alors rest une grêle de coups de poing, de coups de bâton, des cheveux rrachés, des vêtements déchirés, « combats, dit-il, fort amusants pour les spectateurs, » certamen ita exoritur spectantibus jucundum. Mais aussi quelle triste idée cela donne de la police judiciaire à cette poque! Cela reporte aux temps les plus reculés de la barbarie franque pu même celtique.

lité en même temps qu'un code de procédure et un code pénal. Il y est dit, par exemple, que quand même le duel judiciaire n'a pas lieu, il est dû à chacun des juges deux altins, au notaire huit deniers; mais si les deux adversaires sont venus au lieu du combat et ne se sont pas réconciliés, il est dû à l'Oscolnick, ou président de justice, 50 deniers; au Niedelsnick, 50 deniers et 2 altins; au secrétaire, 1 denier et 4 altins (1).

C'est par ce même tarif de fiscalité que nous apprenons qu'il y avait un premier degré de juridiction : « Les prè« fets locaux, qui n'ont pas le pouvoir de prononcer
« une sentence définitive en matière grave, après avoir
« condamné l'une des parties à quelques roubles d'a« mende, doivent envoyer et soumettre leur sentence
« aux juges supérieurs et ordinaires, et alors il est
« donné un altin à chacun des juges, et quatre deniers
« au secrétaire (2). »

Mais ces espèces d'épices ne suffisaient pas à l'avidité des magistrats: « Malgré la sévérité du prince, dit « d'Herberstein, la justice en Russie est presque ouver- « tement vénale (3). » Cependant cette sévérité du prince n'avait rien d'excessif, comme on va en juger d'après le même écrivain : « Un jour, un des conseillers d'Ivan, qui faisait les fonctions d'Oscolnick, su accusé d'avoir reçu des présents des deux parties. Amené devant le prince, il ne nia pas ce qui lui étail

⁽¹⁾ Rer. moscov.

⁽²⁾ Id., ibid., p. 55.

⁽³⁾ Justitia palam fere venalis est. Id., ibid., p. 35.

« 'plus cruelles pour l'accusé que celles d'une culpabi-« lité reconnue (1). »

Ivan iv promulgua en même temps que le Soudebtnick un Oukase qui contenait quelques améliorations
relatives à l'organisation judiciaire. Il décida qu'à l'Oscolnick et aux autres juges nommés par le czar, seraient
adjoints un ancien ou staroste et un juré « pris dans la
population de l'endroit même où siégeait le tribunal
pour juger les accusés (2). » Or, il y eut un tribunal
criminel par-chef-lieu de gouvernement, et ce fut le
commencement de l'organisation judiciaire qui existe
encore aujourd'hui en Russie.

Le Soudebtnick fut accompagné d'un autre code qui est connu sous le nom de Sto-Glaf, et qui roule uniquement sur les affaires de l'Église russe (3). Il n'y avait pas, sans doute, une séparation bien exacte, dans cetté législation, de l'ordre ecclésiastique et de l'ordre civil, et le Soudebtnick touchait souvent à l'un et à l'autre. Mais dans la création même d'un code purement clérical, il y a une tendance remarquable à la séparation de ces deux matières si diverses. Malheureusement, cette tendance resta stérile, et ne se reproduisit pas dans les monuments législatifs qui nous restent à analyser.

⁽¹⁾ Macieioski, Histoire des peuples slaves, traduction allemande, tom. 1v, p. 330-332. Cet écrivain fait remarquer en même temps que l'emprisonnement continuait à être regardé comme un moyen préventif et non comme une pénalité proprement dite.

⁽²⁾ Esneauz, Histoire de Russie, tom. III, p. 268.

⁽³⁾ Strube de Piermont, discours déjà cité, p. 21-28.

« qui sont chargés d'assister à ces combats, et d'en « écarter ceux qui n'y ônt rien à voir (4). »

Ce qu'on trouve de nouveau dans ces règlements sur le duel, c'est l'admission des champions et une intention bien marquée de prévenir les désordres qui se mêlaient au campus proprement dit.

Quant aux pénalités, elles n'y sont guère moins rigoureuses que dans l'Oulogénié Zakonof. Cependant voici en quoi le Soudebtnick semble y apporter de certains adoucissements: il substitue quelquefois à la potence 1° le knout et la pleite (2), ces peines d'origine tartare; 2° la déportation en Sibérie, accompagnée de la confiscation des biens.

Ce code assimile aux crimes publics plusieurs crimes considérés jusque-là comme crimes privés, tels que l'assassinat et le meurtre.

Il donne des règles assez sages sur la validité des preuves, sur la justice légale de l'imputation, sur l'examen du lieu et des circonstances qui accompagnent le crime. Mais, de même que dans la législation précédente, un accusé qui est soupçonné et qui n'avoue pas dans la torture peut être retenu indéfiniment au fond d'un cachot s'il ne peut pas fournir de caution à la justice, « de sorte, dit un publiciste slave, que les « suites d'une simple prévention devenaient souvent

⁽¹⁾ Discours de M. Strube de Piermont à l'académie de Saint-Pétersbourg, p. 21. Saint-Pétersbourg, 1756.

⁽²⁾ Nous donnerons plus loin la description de ces supplices.

« plus cruelles pour l'accusé que celles d'une culpabi-« lité reconnue (1). »

Ivan iv promulgua en même temps que le Soudebtnick un Oukase qui contenait quelques améliorations relatives à l'organisation judiciaire. Il décida qu'à l'Oscolnick et aux autres juges nommés par le czar, seraient adjoints un ancien ou staroste et un juré « pris dans la population de l'endroit même où siégeait le tribunal pour juger les accusés (2). » Or, il y eut un tribunal criminel par-chef-lieu de gouvernement, et ce fut le commencement de l'organisation judiciaire qui existe encore aujourd'hui en Russie.

Le Soudebtnick fut accompagné d'un autre code qui est connu sous le nom de Sto-Glaf, et qui roule uniquement sur les affaires de l'Église russe (3). Il n'y avait pas, sans doute, une séparation bien exacte, dans cetté législation, de l'ordre ecclésiastique et de l'ordre civil, et le Soudebtnick touchait souvent à l'un et à l'autre. Mais dans la création même d'un code purement clérical, il y a une tendance remarquable à la séparation de ces deux matières si diverses. Malheureusement, cette tendance resta stérile, et ne se reproduisit pas dans les monuments législatifs qui nous restent à analyser.

⁽¹⁾ Macieioski, Histoire des peuples slaves, traduction allemande, tom. 1v, p. 330-332. Cet écrivain fait remarquer en même temps que l'emprisonnement continuait à être regardé comme un moyen préventif et non comme une pénalité proprement dite.

⁽²⁾ Esneauz, Histoire de Russie, tom. 111, p. 268.

⁽³⁾ Strube de Piermont, discours déjà cité, p. 21-28.

§ V.

Entre le Soudebtnick et le Sobornoié Oulogénié, il s'écoule uu siècle presque entier; de plus, il se passe un grand événement politique, la fin de la dynastie des Rourik et l'avénement de la maison de Romanow au trône de l'empire de Russie.

Après une longue anarchie, la Russie avait reconne Michel Romanow pour czar ou empereur; le père dece prince, Fœdor Romanow, s'était rendu célèbre par ses exploits avant que la jalousie ombrageuse du czar Boris-Godomow l'eut jeté dans un cloître. Sorti de ce cloître pour être promu à l'évêché de Rostow, il devint patriarche de Moscou (1) quand son fils eut ceint le diadême, et il partagea avec le czar l'autorité suprême dans l'empire. C'est sur ce précédent que se fondèrent les patriarches qui suivirent pour réclamer une large part dans le gouvernement de l'Etat. Cela donna un nouvel essor à l'influence théocratique, ou, si l'on veut, à la prépondérance politique du clergé russe.

Aussi, lorsque vers 1648, le czar Alexis Mikhailowitch voulut devenir le législateur de son peuple, il fut obligé de reconnaître cette prépondèrance en appelant un grand nombre d'ecclésiastiques dans l'assemblée chargée de la confection du nouveau code.

Il en résulta que ce code eut une couleur religieuse ou

⁴⁾ Le patriarchat de Moscou avait été établi en 1888.

lutôt cléricale qui rappelle celle des capitulaires, avec ette différence qu'on n'y trouve ni le génie d'un Charleagne, ni l'esprit de clémence et de douceur de l'Eglise maine. Il y a un certain nombre d'articles qui sont apruntés au droit canon de l'Eglise grecque (pedalion): relques-uns sont tirés des basiliques, d'autres paraisnt se rapporter aux statuts de la Lithuanie, plus ancée en civilisation que la Russie de cette époque; ais le plus grand nombre, il faut bien le dire, ont une uleur nationale fortement prononcée.

Le Sobornoié Oulogénié, promulgué le 29 janvier 349, fut une œuvre plus complète que les codes qui aient précédé: il se composa de 968 articles, et il se oposa pour but d'embrasser à la fois le droit ecclésiasque, le droit civil et le droit criminel.

L'influence sacerdotale triompha dans la procédure de nfluence aristocratique; elle sit prévaloir la forme insisitoriale sur la forme accusatoire, l'instruction écrite secrète sur l'instruction orale et publique. Elle sit olir le duel judiciaire.

Quant aux lois pénales, les deux influences se combirent pour en aggraver encore les rigueurs. Par exemple, la simple peine de mort portée contre le faux-monyeur, on substitua un supplice expressif, mais affreux, i consistait à lui verser de l'argent fondu dans le sier. — Toutefois, par une loi spéciale et postérieure, rtée en 1672, on remplaça cette peine par une peine us douce, celle de l'amputation des deux pieds et de main gauche. — La femme qui tuait son mari était enterrée vivante. On punissait de mort non-seulement l'auteur d'un meurtre et celui qui l'avait provoqué, c mais même le non-révélateur et celui qui l'avait laissé commettre. La complicité, même passive, la complicité de laisser-faire, était assimilée au crime lui-même.

La peine capitale était aussi encourue pour sacrilége, violation de tombeaux, vol d'objets appartenant à une église, commis dans l'église même; pour des paroles injurieuses contre la Trinité, contre les livres saints, et enfin pour la non-révélation de ces propos.

Le vol, avec circonstances aggravantes et en récidire, était aussi puni de mort.

La torture, que mentionnent à peine le Soudebraick et le Sobornoïé oulogénié, est d'abord en Russie, comme dans l'Europe méridionale, la suite naturelle de la procédure secrète. Elle est peut-être moins raffinée et moins savante que chez certaines nations plus civilisées, mais elle est plus arbitrairement appliquée, et non subordonnée à des restrictions et à des conditions légales.

En somme, cette législation russe de 1649 et de 1672 est de plusieurs siècles en arrière de celle que Louis XIV, aidé de Colbert, donnait à la France précisément à la même époque. Elle ne saurait démentir le jugement sévère que le grand roi portait des Russes en 1687, alors qu'il ne voulait pas recevoir à sa cour Dolgoroubi, ambassadeur de la princesse Sophie, régente de Russie, parce que, suivant lui, « des puissances civilisées ne

evaient pas s'allier avec des puissances barbares et d'amettre avec elles un droit commun (1). »

Il est vrai que, dès le xvii et le xviii siècle, des ukases rendus par Pierre-le-Grand et par ses succesburs ont tendu à restreindre peu à peu la peine de lort et à la remplacer par la mutilation des narines et ar le knout, en y joignant la déportation en Sibérie.

(1) Ce refus d'admission de l'ambassadeur de Russie n'a été relevé ar aucun historien français. M. de Locmaria, dans son excellente listoire de Louis XIV, qui vient de paraître, n'en fait pas plus men-Dn que M. Henri Martin dans sa grande Histoire de France. Les nglais, qui n'ont pas pratiqué cette politique d'exclusion pour euxêmes, semblent en avoir mieux compris le mérite et la portée que Ds propres historiens et nos propres publicistes. Robert Walpole. exprimait ainsi à ce sujet : « On peut et l'on doit mettre au rang des traits de la politique la plus éclairée, cette conduite de Louis XIV; il savait que faire des alliances avec une puissance jusqu'alors inconuue, ou plutôt méprisable, c'était l'éclairer sur l'importance de son existence. Qu'est-ce, en effet, entre les souverains, que s'allier? C'est se communiquer le besoin qu'on a les uns des autres. Faire alliance avec Pierre-le-Grand, c'était donc lui dire qu'on admettait l'influence que pourrait avoir son existence sur les intérêts respectifs de l'Europe; c'était lui décrire le chemin par lequel son ambition pouvait venir faire pencher la balance. Ce trait de politique, sans doute peu connu et senti par les Français, puisqu'ils n'en parlent point, fera toujours honneur à la mémoire de Louis XIV. La postérité louera toujours en lui cette prévoyance sage et éclairée qui pénétrait jusque dans l'obscurité de l'avenir. » (Histoire du minisre de Walpole. — Fragments rapportés par Leclère, Histoire de la ussie ancienne, tom. III, p. 600.) Ce refus d'alliance avec la Russie t d'autant plus remarquable de la part de Louis XIV, qu'à cette oque toutes les puissances de son voisinage se coalisaient contre lui. était digne du noble monarque de faire, avant tout, de la politique ropéenne, même quand il avait l'Europe à combattre.

Du reste, ce n'est qu'en 1745 que la France a accordé le titre impéil aux souverains russes, dans la personne de la czarine Elisabeth. les progrès de la puissance russe, par Lesur, p. 162.) En 1753 et 1754, cette peine est définitivement abolie (1).

Mais était-ce une réforme bien réelle et dont la justice ait à s'applaudir autant que l'humanité? Au moins le peine de mort était égale pour tous et à l'abri des caprices et de la vénalité du bourreau. Avec le knout, un bourreau adroit peut tuer un homme en trois coups, ou lui en donner cinquante sans le faire beaucoup souffrir. Le riche achète pour lui ou pour les siens sa maladresse miséricordieuse et volontaire. Un homme puissant, qui veut se venger d'un ennemi, peut faire transformer le knout en instrument homicide, et rétablir ainsi la peine de mort pour servir sa haine privée.

Du reste, c'est ici le lieu de donner quelques détails particuliers sur ces mutilations et châtiments corporels qui, après avoir été consacrés par le soubornoié oulogénié, sont devenus le fond principal de la législation pénale en Russie, jusqu'au xix° siècle.

L'arrachement des narines était destiné à marquer les criminels; il paraît que, vers la fin du xviii siècle, on ne faisait plus que leur tenailler les narines, en même temps qu'on les marquait au visage d'un fer chaud,

⁽¹⁾ En 1762, Catherine II abolit aussi la torture dans les justices inférieures où les Vayvodes en avaient étrangement abusé. En 1767, un ordre secret donné à tous les juges des provinces ne permettait la torture qu'à deux conditions : 1° c'est qu'elle serait nécessaire pour obtenir l'aveu de l'accusé; 2° que les gouverneurs en autoriseraient l'emploi. A dater de ce moment, on assure que l'usage de la torture tomba en désuétude; mais elle fut souvent remplacée en fait par la fustigation et les mauvais traitements.

Une autre mutilation, celle de la langue, était ordonée pour les blasphèmes ou pour paroles outrageantes ontre le souverain. C'est sous prétexte de l'application e cette loi que la célèbre Mme Lapoukin fut arrêtée au ortir d'une fête où elle avait commis le crime d'être ouvée plus belle que l'impératrice régnante, la czarine lisabeth, et qu'on lui arracha la langue malgré sa résisince désespérée qui ne fit que rendre cette mutilation lus horrible et plus sanglante. Elle reçut ensuite cinuante coups de knout sur la place publique, et on l'enoya en Sibérie terminer misérablement son existence (2).

Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'un publiciste russe, ui se donne d'ailleurs comme ayant des idées très-vancées, semble regretter, sinon la mutilation de la ungue, au moins celle des narines, qui vient d'être bolie assez récemment par l'empereur Nicolas: « Le knout et la pleite, dit-il, ces peines aussi barbares que ridicules, n'intimident pas les malfaiteurs et ne corrigent pas même ceux qui les ont subies. Le fouet ne laisse pas de traces, comme disent les criminels

⁽¹⁾ Voyage philosophique en Russie, par Chantreau. Paris, Briand, 794. Ces deux manières si barbares de marquer les criminels étaient galement contraires aux progrès accomplis par le droit criminel dès : 1ve siècle de l'Église. On sait que Constantin avait aboli la marque et le front des criminels : « afin, disait-il, qu'on ne souillât pas d'une fétrissure le visage humain, qui a été fait à l'image de la beauté divine. » Quo facies que ad similitudinem pulchritudinis cœlestis est gurata minime maculetur, Cod. Theod. IX, 40, 2. Voir l'Histoire du roit criminel des peuples anciens, p. 666.

⁽²⁾ Coxe's Travels, vol. 1, p. 468 et 469.

« eux-mêmes; tandis qu'au moins, les narines arrachées « faisaient porter aux condamnés une marque éternelle « d'infamie qu'ils s'appliquaient à effacer par leur bonne « conduite : aussi étaient-ils réputés les hommes les « plus probes des mines comme des colonies (1).... » Ce raisonnement tendrait à faire ressortir l'utilité de la marque, mais ne justifierait pas les mutilations qui déshonorent le visage, la plus noble partie du corps de l'homme. L'empreinte du fer sur le cou ou sur l'épaule serait toujours une trace de la peine, qu'on ne verrait pas habituellement, mais qu'on pourrait facilement retrouver. Au surplus, ce n'est pas encore le moment de discuter les avantages ou les inconvénients de la marque, aujourd'hui abolie en France.

Quant au knout et à la pleite, que l'auteur que nous venons de citer semble regarder comme des moyens d'intimidation insuffisants, la description qu'il en fait lui même, et qu'en font d'autres témoins oculaires, inspire au contraire une horreur mêlée d'épouvante.

Le knout ou fouet tartare est une courroie saite de cur tressé, à sorme triangulaire; elle est attachée à un sorfort épais qui tient par une virole de ser à un petit morceau de ser élastique; et le tout est emmanché à un bâton assez court.

La longueur de la courroie est de deux pieds: sa largeur dans la partie supérieure est de huit lignes, el de trois dans l'inférieure; l'épaisseur est également de

⁽¹⁾ La Russie sous Nicolas Ier, par Ivan Golovin.

Dis lignes; la longueur du fouet est de deux pieds, le du manche d'un pied deux pouces, et la longueur tale de l'instrument est de cinq pieds cinq pouces; n poids est de onze onces (1). »

« La pleite ou le martinet russe se compose de nières de cuir brut très-grosses, lâches et d'une ngueur démesurée. Elle enlève facilement à chaque up des lambeaux de chair. L'exécution a lieu publimement ou simplement à la police. Dans le premier cas, peine s'appelle supplice; dans le second, correction. ppliquée publiquement, elle est suivie de l'exil en ibèrie, où le condamné est traité comme colon (2). » Sept ou huit coups de pleite bien appliqués pouraient donner la mort.

On encourt le châtiment de la pleite si on frappe uelqu'un dans un lieu public, si on déchire ou qu'on étruise les décrets du gouvernement, et si on s'oppose l'action des autorités légales. La même peine s'appliue à la mutilation d'un membre d'autrui, et à la mulation qu'on pratique sur un de ses propres membres, our échapper au recrutement; elle est infligée au faux

(2) Ivan Golovin, La Russie sous Nicolas Ier.

⁽¹⁾ Chantreau, Voyage en Russie, p. 152. — Ce voyagenr raconte 1'il a vu donner à un criminel 333 coups de knout, nombre fixé par sentence qui le condamnait. « L'exécuteur, dit-il, fut assez adroit pour ne pas donner deux coups à la même place. Après cette exécution, le malheureux, dont le dos ruisselait de sang, eut les narines tenaillées avec des pinces rougies, le visage marqué d'un fer chaud, et fut reconduit (ou plutôt porté), dans sa prison d'où il devait être transporté dans les mines de Nerschinsk, en Sibèrie. Nous doutons qu'il ait survécu à son supplice. »

serment et au faux témoignage. On l'emploie comme supplice (avec exil en Sibérie), pour vol de plus de trente roubles; comme correction (sans exil), pour vol de six à trente roubles (1).

Il y a ensuite une autre espèce de fustigation employée pour les petits délits, soit par la police de l'état, soit par celle des seigneurs; c'est celle qu'on appelle les battoges: « Elle est appliquée avec une branche d'abre de la grosseur du petit doigt. Celui qui doit subir ce supplice est couché sur le ventre : deux hommes hi tiennent l'un la tête, l'autre les jambes, lui appliquent alternativement un coup de battoge, et frappent jusqu'à ce que celui qui ordonne le supplice les avertisse de cesser, ce qui n'a lieu souvent que lorsque le dos de malheureux est cruellement déchiré. Pendant la sustigation, il est obligé de prononcer sans cesse le mot de winavat (je suis coupable), et en sortant d'être fustigé, il faut qu'il aille baiser les pieds de celui qui à ordonné son supplice et le remercier de ce qu'il ne l'a pas rendu plus cruel. Les nobles et les seigneurs ne sont pas exempts des battoges (2). »

Ensin, il existe en Russie un châtiment corporel plus cruel que le knout même, c'est le supplice des verges: il ne peut être appliqué que pour délits militaires ou pour crimes justiciables des tribunaux militaires, tels que l'infraction aux quarantaines ou la rébellion des sers

⁽¹⁾ Le vol au-dessous de six roubles est puni d'une simple délettion à temps.

⁽²⁾ Voyage en Russie, par Chantreau, p. 131.

ontre leurs seigneurs. Pour procéder à l'exécution de supplice, on range en ligne tout un bataillon armé e verges: le condamné, les mains liées par-devant à crosse d'un fusil, est mené tout le long de la ligne, récédé d'un tambour, qui couvre ses cris, jusqu'à ce u'il ait reçu le nombre de coups fixé par le jugement, e qui n'arrive presque jamais; car peu d'hommes en euvent supporter plus de quatre à cinq cents, et le plus ouvent on condamne à un nombre supérieur. Lorsqu'il e peut plus marcher, on le met sur un brancard et on le onduit à l'hôpital, où il reste jusqu'à son rétablissement; près quoi on recommence son supplice, et ainsi de suite isqu'au complément de coups fixé par la sentence (1). »

Ces divers châtiments corporels existent encore auourd'hui, excepté le knout, qui a été aboli en 1846, ar l'empereur Nicolas, et qui a été remplacé par la leite; mais on ne croit pas que cette abolition du nout soit sérieuse ni durable. Du reste, la pleite peut voir des conséquences presque aussi cruelles (2).

Quant à la vieille procédure russe, tout en devenant aquisitoriale elle garda des traces de la barbarie du aoyen-âge. On sait qu'en Germanie on confrontait

⁽¹⁾ La Russie, etc., par Ivan Golovin. Cet auteur prétend que le pplice des verges a été emprunté par la Russie à l'Autriche: certes, e n'est que la barbarie, et non la civilisation, qui s'enrichit par des mprunts semblables.

⁽²⁾ Au nombre des supplices usités en Russie depuis Ivan IV, on doit lacer aussi celui du pal. « L'empalement, qu'il avait mis en vogue, subsistait encore du temps de Pierre I^{er}, et des seigneurs de la première distinction subirent par ses ordres cet affreux supplice. »— oyage en Russie, de Chantreau, tom. 1^{er}, pag. 153-154.)

l'homme accusé de meurtre avec le cadavre de sa victime présumée, et s'il était véritablement le meurtrier, on prétendait que le cadavre saignait à son approche. Sans précisément admettre une telle croyance populaire, les Russes ont conservé l'usage de cette confrontation, à laquelle ils attribuent une puissance mystérieuse pour arracher au criminel l'aveu tacite ou exprès de sa calpabilité. Ainsi, quand les soupçons de la justice flottest entre plusieurs prévenus différents, on les oblige à soulever par les pieds et par le bas du corps le cadavre de l'homme assassiné (1), et pendant ce temps le juge d'inserte de la puse d'inserte plusieurs prévenus différents du corps le cadavre de l'homme assassiné (1), et pendant ce temps le juge d'inserte le par le par le par le par le juge d'inserte le par le par le par le par le juge d'inserte le par le p

(1) A propos de cet usage, voici une anecdote assez curient raconte le colonel Golovin, dans l'ouvrage déjà cité: « Un payans « prit de querelle avec un autre pour affaire d'intérêt; il le him « partir tranquillement de chez lui, puis appelant à son aide son « « vrier, il courut à travers champs, devança son homme et l'assonne « sur le grand chemin. Il était nuit. Une femme, passant sur la reule, « reconnut un des assassins au moment où il prenait la suite, « qu'elle l'eût vu toutesois commettre le crime. On arrêta les deux « coupables et, de plus, trois jeunes gens qui ce jour-là étaient à « sents du village. Ainsi que cela se pratique en pareil cas, on obliga « les accusés à tenir le cadavre pour observer en cet instant leus « physionomies. Celles des trois jeunes gens ne trahirent aucuse « émotion, tandis que le véritable assassin devenait tout pâle et tot « tremblant au moindre contact avec le corps de la victime. Mais il « était riche; il sit des dons considérables aux juges et au gresser, & « contrairement à l'usage et à la loi, on l'avait enfermé dans la même « pièce avec son complice. Un jour il lui dit qu'il était ridicule de # « perdre tous deux, et que, s'il voulait prendre sur lui seul le crime. « il lui donnerait cent roubles pour récompense. L'ouvrier y conser-« tit. Sur ces entresaites, le gouverneur civil, M. B ***, vint visiter h « prison, et, entrant dans la cellule des assassins en question, il les « reprocha avec énergie de ne pas faire l'aveu de leur crime. Le maire « s'écria alors qu'il était innocent, et que son ouvrier seul avait com « mis l'assassinat pour lequel ils étaient détenus. Questionné à son tous, « celui-ci s'avoua seul coupable. Les employés qui suivaient le gouw verneur, tout disposés en saveur du généreux paysan, se saisirenté

ve curieusement leurs physionomies pour lest parmi eux le vrai coupable.

re dans le soubornoié Oulogénié, que n'a lar ce point la législation actuelle, d'autres non moins empreintes de barbarie, puiscellent les vieux tarifs pécuniaires des lois lique, et qu'elles nous reportent au vi° siècle les Francs.

égale à la quotité de sa contribution coups sont taxés au double, ainsi que les aux femmes des bourgeois. Pour les fils demnité est réduite à moitié.

es au clergé sont punies du pur les bourgeois. Les domes à des nobles sont réglées que ceux-currecoivent au ser-

nt d'après cld salier ensé! 0 qui a

iés par le que l'instiobles traces rendre racine avait mis son

it en dresser procèsson départ, l'ouvrier
mattre lui dit que, puis
tenir son argent, il ne
de denoncer le tout an
de fut condamné pour depoyé en Sibérie, tandis que le

En 1753 et 1754, cette peine est définitivement abolie (1).

Mais était-ce une réforme bien réelle et dont la justice ait à s'applaudir autant que l'humanité? Au moins la peine de mort était égale pour tous et à l'abri des caprices et de la vénalité du bourreau. Avec le knout, un bourreau adroit peut tuer un homme en trois coups, ou lui en donner cinquante sans le faire beaucoup souffrir. Le riche achète pour lui ou pour les siens sa maladresse miséricordieuse et volontaire. Un homme puissant, qui veut se venger d'un ennemi, peut faire transformer le knout en instrument homicide, et rétablir ainsi la peine de mort pour servir sa haine privée.

Du reste, c'est ici le lieu de donner quelques détails particuliers sur ces mutilations et châtiments corporels qui, après avoir été consacrés par le soubornoié oulogénié, sont devenus le fond principal de la législation pénale en Russie, jusqu'au xix° siècle.

L'arrachement des narines était destiné à marquer les criminels; il paraît que, vers la fin du xviiie siècle, on ne faisait plus que leur tenailler les narines, en même temps qu'on les marquait au visage d'un fer chaud,

⁽¹⁾ En 1762, Catherine II abolit aussi la torture dans les justices inférieures où les Vayvodes en avaient étrangement abusé. En 1767, un ordre secret donné à tous les juges des provinces ne permettait la torture qu'à deux conditions : 1° c'est qu'elle serait nécessaire pour obtenir l'aveu de l'accusé; 2° que les gouverneurs en autoriseraient l'emploi. A dater de ce moment, on assure que l'usage de la torture tomba en désuétude; mais elle fut souvent remplacée en sait par la fustigation et les mauvais traitements.

dont l'empreinte était le double aigle de l'empire (1).

Une autre mutilation, celle de la langue, était ordonnée pour les blasphèmes ou pour paroles outrageantes contre le souverain. C'est sous prétexte de l'application de cette loi que la célèbre Mme Lapoukin fut arrêtée au sortir d'une fête où elle avait commis le crime d'être trouvée plus belle que l'impératrice régnante, la czarine Elisabeth, et qu'on lui arracha la langue malgré sa résistance désespérée qui ne fit que rendre cette mutilation plus horrible et plus sanglante. Elle reçut ensuite cinquante coups de knout sur la place publique, et on l'envoya en Sibérie terminer misérablement son existence (2).

Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'un publiciste russe, qui se donne d'ailleurs comme ayant des idées très-avancées, semble regretter, sinon la mutilation de la langue, au moins celle des narines, qui vient d'être abolie assez récemment par l'empereur Nicolas: « Le « knout et la pleite, dit-il, ces peines aussi barbares « que ridicules, n'intimident pas les malfaiteurs et ne « corrigent pas même ceux qui les ont subies. Le fouet « ne laisse pas de traces, comme disent les criminels

⁽¹⁾ Voyage philosophique en Russie, par Chantreau. Paris, Briand, 1794. Ces deux manières si barbares de marquer les criminels étaient également contraires aux progrès accomplis par le droit criminel dès le 1ve siècle de l'Église. On sait que Constantin avait aboli la marque sur le front des criminels: « afin, disait-il, qu'on ne souillât pas d'une « flétrissure le visage humain, qui a été fait à l'image de la beauté « divine. » Quo facies quæ ad similitudinem pulchritudinis cœlestis est figurata minime maculetur, Cod. Theod. IX, 40, 2. Voir l'Histoire du droit criminel des peuples anciens, p. 666.

⁽²⁾ Coxe's Travels, vol. 1, p. 468 et 469.

« eux-mêmes; tandis qu'au moins, les narines arrachées « faisaient porter aux condamnés une marque éternelle « d'infamie qu'ils s'appliquaient à effacer par leur bonne « conduite : aussi étaient-ils réputés les hommes les « plus probes des mines comme des colonies (4).... » Ce raisonnement tendrait à faire ressortir l'utilité de la marque, mais ne justifierait pas les mutilations qui déshonorent le visage, la plus noble partie du corps de l'homme. L'empreinte du fer sur le cou ou sur l'épaule serait toujours une trace de la peine, qu'on ne verrait pas habituellement, mais qu'on pourrait facilement retrouver. Au surplus, ce n'est pas encore le moment de discuter les avantages ou les inconvénients de la marque, aujourd'hui abolie en France.

Quant au knout et à la pleite, que l'auteur que nous venons de citer semble regarder comme des moyens d'intimidation insuffisants, la description qu'il en fait luimême, et qu'en font d'autres témoins oculaires, inspire au contraire une horreur mêlée d'épouvante.

Le knout ou fouet tartare est une courroie faite de cuir tressé, à forme triangulaire; elle est attachée à un fouet fort épais qui tient par une virole de fer à un petit morceau de fer élastique; et le tout est emmanché à un bâton assez court.

La longueur de la courroie est de deux pieds: 52 largeur dans la partie supérieure est de huit lignes, et de trois dans l'inférieure; l'épaisseur est également de

⁽¹⁾ La Russie sous Nicolas Ier, par Ivan Golovin.

trois lignes; la longueur du fouet est de deux pieds, celle du manche d'un pied deux pouces, et la longueur totale de l'instrument est de cinq pieds cinq pouces; son poids est de onze onces (1). »

« La pleite ou le martinet russe se compose de lanières de cuir brut très-grosses, lâches et d'une longueur démesurée. Elle enlève facilement à chaque coup des lambeaux de chair. L'exécution a lieu publiquement ou simplement à la police. Dans le premier cas, la peine s'appelle supplice; dans le second, correction. Appliquée publiquement, elle est suivie de l'exil en Sibèrie, où le condamné est traité comme colon (2). »

Sept ou huit coups de pleite bien appliqués pourraient donner la mort.

On encourt le châtiment de la pleite si on frappe quelqu'un dans un lieu public, si on déchire ou qu'on détruise les décrets du gouvernement, et si on s'oppose à l'action des autorités légales. La même peine s'applique à la mutilation d'un membre d'autrui, et à la mutilation qu'on pratique sur un de ses propres membres, pour échapper au recrutement; elle est infligée au faux

⁽¹⁾ Chantreau, Voyage en Russie, p. 152. — Ce voyagenr raconte qu'il a vu donner à un criminel 333 coups de knout, nombre fixé par la sentence qui le condamnait. « L'exécuteur, dit-il, fut assez adroit « pour ne pas donner deux coups à la même place. Après cette exécu- « tion, le malheureux, dont le dos ruisselait de sang, eut les narines « tenaillées avec des pinces rougies, le visage marqué d'un fer chaud, « et fut reconduit (ou plutôt porté), dans sa prison d'où il devait être « transporté dans les mines de Nerschinsk, en Sibèrie. Nous dou- « tons qu'il ait survécu à son supplice. »

⁽²⁾ Ivan Golovin, La Russie sous Nicolas Ier.

serment et au faux témoignage. On l'emploie comme supplice (avec exil en Sibérie), pour vol de plus de trente roubles; comme correction (sans exil), pour vol de six à trente roubles (1).

Il y a ensuite une autre espèce de fustigation employée pour les petits délits, soit par la police de l'état, soit par celle des seigneurs; c'est celle qu'on appelle les battoges: « Elle est appliquée avec une branche d'arbre de la grosseur du petit doigt. Celui qui doit subir ce supplice est couché sur le ventre : deux hommes lui tiennent l'un la tête, l'autre les jambes, lui appliquent alternativement un coup de battoge, et frappent jusqu'à ce que celui qui ordonne le supplice les avertisse de cesser, ce qui n'a lieu souvent que lorsque le dos du malheureux est cruellement déchiré. Pendant la sustigation, il est obligé de prononcer sans cesse le mot de winavat (je suis coupable), et en sortant d'être sustigé, il faut qu'il aille baiser les pieds de celui qui a ordonné son supplice et le remercier de ce qu'il ne l'a pas rendu plus cruel. Les nobles et les seigneurs ne sont pas exempts des battoges (2). »

Ensin, il existe en Russie un châtiment corporel plus cruel que le knout même, c'est le supplice des verges: il ne peut être appliqué que pour délits militaires ou pour crimes justiciables des tribunaux militaires, tels que l'infraction aux quarantaines ou la rébellion des sers

⁽¹⁾ Le vol au-dessous de six roubles est puni d'une simple détention à temps.

⁽²⁾ Voyage en Russie, par Chantreau, p. 131.

contre leurs seigneurs. Pour procéder à l'exécution de ce supplice, on range en ligne tout un bataillon armé de verges: le condamné, les mains liées par-devant à la crosse d'un fusil, est mené tout le long de la ligne, précédé d'un tambour, qui couvre ses cris, jusqu'à ce qu'il ait reçu le nombre de coups fixé par le jugement, ce qui n'arrive presque jamais; car peu d'hommes en peuvent supporter plus de quatre à cinq cents, et le plus souvent on condamne à un nombre supérieur. Lorsqu'il ne peut plus marcher, on le met sur un brancard et on le conduit à l'hôpital, où il reste jusqu'à son rétablissement; après quoi on recommence son supplice, et ainsi de suite jusqu'au complément de coups fixé par la sentence (1). »

Ces divers châtiments corporels existent encore aujourd'hui, excepté le knout, qui a été aboli en 1846, par l'empereur Nicolas, et qui a été remplacé par la pleite; mais on ne croit pas que cette abolition du knout soit sérieuse ni durable. Du reste, la pleite peut avoir des conséquences presque aussi cruelles (2).

Quant à la vieille procédure russe, tout en devenant inquisitoriale elle garda des traces de la barbarie du moyen-âge. On sait qu'en Germanie on confrontait

⁽¹⁾ La Russie, etc., par Ivan Golovin. Cet auteur prétend que le supplice des verges a été emprunté par la Russie à l'Autriche : certes, ce n'est que la barbarie, et non la civilisation, qui s'enrichit par des emprunts semblables.

⁽²⁾ Au nombre des supplices usités en Russie depuis Ivan IV, on doit placer aussi celui du pal. « L'empalement, qu'il avait mis en vogue, « subsistait encore du temps de Pierre Ier, et des seigneurs de la pre- « mière distinction subirent par ses ordres cet affreux supplice. » — (Voyage en Russie, de Chantreau, tom. 1er, pag. 153-154.)

l'homme accusé de meurtre avec le cadavre de sa victime présumée, et s'il était véritablement le meurtrier, on prétendait que le cadavre saignait à son approche. Sans précisément admettre une telle croyance populaire, les Russes ont conservé l'usage de cette confrontation, à laquelle ils attribuent une puissance mystérieuse pour arracher au criminel l'aveu tacite ou exprès de sa culpabilité. Ainsi, quand les soupçons de la justice flottent entre plusieurs prévenus différents, on les oblige à soulever par les pieds et par le bas du corps le cadavre de l'homme assassiné (1), et pendant ce temps le juge d'ins-

(1) A propos de cet usage, voici une anecdote assez curieuse que raconte le colonel Golovin, dans l'ouvrage déjà cité: « Un paysanse « prit de querelle avec un autre pour affaire d'intérêt; il le laisse « partir tranquillement de chez lui, puis appelant à son aide son es-« vrier, il courut à travers champs, devança son homme et l'assomma « sur le grand chemin. Il était nuit. Une femme, passant sur la route, « reconnut un des assassins au moment où il prenait la fuite, sans « qu'elle l'eût vu toutesois commettre le crime. On arrêta les deux « coupables et, de plus, trois jeunes gens qui ce jour-là étaient ab-« sents du village. Ainsi que cela se pratique en pareil cas, on obligea « les accusés à tenir le cadavre pour observer en cet instant leurs « physionomies. Celles des trois jeunes gens ne trahirent aucune « émotion, tandis que le véritable assassin devenait tout pâle et tout « tremblant au moindre contact avec le corps de la victime. Mais il « était riche; il sit des dons considérables aux juges et au gressier, et « contrairement à l'usage et à la loi, on l'avait enfermé dans la même « pièce avec son complice. Un jour il lui dit qu'il était ridicule de se « perdre tous deux, et que, s'il voulait prendre sur lui seul le crime. « il lui donnerait cent roubles pour récompense. L'ouvrier y conser-« tit. Sur ces entresaites, le gouverneur civil, M. B ..., vint visiter la « prison, et, entrant dans la cellule des assassins en question, il leur « reprocha avec énergie de ne pas faire l'aveu de leur crime. Le maître « s'écria alors qu'il était innocent, et que son ouvrier seul avait com-« mis l'assassinat pour lequel ils étaient détenus. Questionné à son tour. « celui-ci s'avoua seul coupable. Les employés qui suivaient le gouw verneur, tout disposés en saveur du généreux paysan, se saisirent de truction observe curieusement leurs physionomies pour découvrir quel est parmi eux le vrai coupable.

Il y a encore dans le soubornoié Oulogénié, que n'a pas modifié sur ce point la législation actuelle, d'autres dispositions non moins empreintes de barbarie, puisqu'elles rappellent les vieux tarifs pécuniaires des lois ripuaire et salique, et qu'elles nous reportent au vi° siècle de l'histoire des Francs.

Ainsi, toute offense envers un bourgeois est punie d'une amende égale à la quotité de sa contribution annuelle: les coups sont taxés au double, ainsi que les offenses faites aux femmes des bourgeois. Pour les fils en bas âge, l'indemnité est réduite à moitié.

Les offenses graves faites au clergé sont punies du double de l'amende sixée pour les bourgeois. Les dommages-intérêts pour offenses à des nobles sont réglées d'après les appointements que ceux-ci reçoivent au service ou qu'ils y recevraient d'après leur grade.

Voilà bien les wergeld saliens déterminés par le rang et la dignité de l'offensé! On voit par là que l'institution de la chevalerie, qui a laissé de si nobles traces dans le midi de l'Europe, n'a jamais pu prendre racine sur le sol ingrat de la Russie: si elle y avait mis son

[«] cet aveu et demandèrent à leur chef s'il fallait en dresser procès» verbal. Le gouverneur y consentit, et, après son départ, l'ouvrier
« réclama le prix de son dévouement; mais le maître lui dit que, puis« qu'il avait eu la bêtise d'avouer avant de tenir son argent, il ne
« l'aurait pas. L'ouvrier s'empressa aussitôt de dénoncer le tout au
» tribunal et de rétracter ses aveux; mais il fut condamné pour dépo« sitions contradictoires, knouté et envoyé en Sibérie, tandis que le
» principal auteur du crime jouit maintenant encore de sa liberté. »

empreinte dans les mœurs, on n'y comprendrait pas ces tarifs si précis destinés à compenser en argent la perte ou la diminution du premier des biens, l'honneur!

Ce que l'on a peine à s'imaginer, c'est que la plupart de ces tarifs aient été conservés dans la législation russe de nos jours!

Inutile de parlerici de certaines pénalités ecclésiastiques qui existent encore, et qui semblent appartenir à la seconde période du droit criminel, telle que nous l'avons définie.

Mais il est nécessaire de dire quelque chose de la manière dont on a appliqué ces lois déjà si imparfaites, si inégales et si oppressives par elles-mêmes.

M. d'Herberstein, en dépeignant la vénalité des magistrats russes au commencement du xvi° siècle, traçait un tableau qui aurait été encore fidèle au xviii° et peut-être même au xix°.

Un voyageur anglais de la fin du xvIIIe siècle disait:

- « Si juste et si claire que soit une cause en Russie, on
- « n'a pas d'autre chance de la gagner que de corrompre
- « les gens de loi et les juges (1). »

Un autre auteur, qui écrivait au commencement du xix° siècle, dit que « la carrière judiciaire, dédaignée « par l'orgueil indolent des nobles russes, est le plus « souvent abandonnée à des gens sans naissance, sans « mérite et sans probité (2). On comprend les conséquences qui doivent en résulter.

⁽¹⁾ Williams, The rise progress and present state of the Northern governments, vol. 11, p. 307.

⁽²⁾ Des progrès de la puissance russe, Lesur, Paris, Fantin, 1812.

Les deux derniers tzars, Alexandre et Nicolas, ont ait des efforts inouis pour déraciner ces habitudes invé-érées et funestes: presque toujours ces efforts ont été vains. Ils ont voulu que la cour criminelle qui siège au chef-lieu de chaque gouvernement fût présidée par un général (1). C'était mettre la toge sous la sauvegarde de l'honneur militaire. Mais là où les mœurs publiques sont profondément altérées, aucune sauvegarde n'est sûre. L'épée peut avoir ses défaillances, et le courage du guerrier, qui ne faiblit pas sur un champ de bataille, ne sait pas toujours résister aussi bien à des séductions corruptrices.

Il reste à répondre à une objection, ou si l'on veut à me récrimination qu'adressent les partisans de la Russie aux vieilles nations d'Europe. Le nombre des crimes est deaucoup moins grand dans cet empire, eu égard à la population, qu'il ne l'est en Autriche, en France ou en Angle-erre (2). Le peuple pris en masse y serait donc meilleur.

Partout où le servage existe sur une grande échelle, on verra moins de crimes poursuivis et dénoncés aux ribunaux, parce que le plus grand nombre auront été

⁽¹⁾ Avant l'annexion de la Pologne et de la Finlande à la Russie, inquante gouvernements, subdivisés en cercles, constituaient l'administration locale des provinces de cet empire.

⁽²⁾ Il n'y a en Russie qu'un criminel sur 1380 habitants, tandis qu'en léorgie, où la police se fait moins bien encore, il y en a un seulement ur 9200. (Études sur la Russie, par le baron de Haxthausen, tom. 11, 1.514, édition française. Hanovre, 1848.)

Pour l'Autriche comme pour la Russie, on confond les crimes avec es délits. En France, où on distingue les uns d'avec les autres, voici es résultats de la dernière statistique, celle de 1851: Il y aun condamné la cour d'assises sur 7,457 habitants; il y en a un sur 178 devant les ribunaux correctionnels.

réprimés par la police locale des seigneurs ou de leurs préposés. Il faut se rappeler que le droit du seigneur russe va jusqu'à faire déporter sans jugement en Sibérie tout serf mauvais sujet, qu'il juge incorrigible, et qui donne de mauvais exemples à ses paysans (1). Quel est le propriétaire qui n'aimera pas mieux user de ce droit à l'égard d'un voleur ou d'un criminel ordinaire, que d'envoyer une dénonciation officielle aux tribunaux et de s'exposer à un acquittement difficile, il est vrai, mais toujours possible?

Le seigneur ou boyard a d'ailleurs d'autres moyens de répression, tels que le fouet ou les battoges, qu'il emploie de préférence, parce qu'il n'en résulte pas pour lui la perte d'un cultivateur pour ses terres.

Le problème du petit nombre de crimes poursuivis et punis en Russie, nous semble donc résolu. Il ne nous sera pas non plus très-difficile d'expliquer dans son ensemble la singularité de l'état social que présente ce pays au milieu même du xix° siècle.

Il se rencontra en Russie, il y a environ cent soixante ans, un prince tellement enivré de son autorité souveraine, qu'il crut pouvoir supprimer, par la force seule de sa volonté, toutes les conditions mises par la Providence elle-même aux développements et aux progrès des sociétés humaines, et qu'il essaya de créer tout d'un

⁽¹⁾ Il faut dire ici pourtant qu'on ne compte annuellement que \$3 hommes et 33 femmes exilés d'après ce procédé, dans toute la Russie de les seigneurs ont plus de 20 millions de serfs. Leur propre intérèt les limite dans l'exercice de ce pouvoir arbitraire. Id., ibid., t. 11, p. 213.

Ecriture nous apprend que Dieu a créé le monde. Mais n'y a que l'auteur de la nature qui puisse en susendre ou en forcer les lois. Ces lois, qui ne sont pas aites par l'homme, résistent invinciblement à la main e l'homme.

Le tzar Pierre, qu'on appela Pierre-le-Grand, ne comrit pas que rien ne pouvait suppléer à l'action du temps et
cette lente éducation religieuse et morale qui est nécesaire pour former les peuples comme pour former chaque
omme en particulier. Il s'imagina qu'on brisait des
bstacles moraux comme on brise des obstacles matéels, et il procéda à son œuvre civilisatrice avec les
oyens violents de la barbarie. Aussi ne put-il obtenir
l'un succès apparent et tout superficiel. Les mœurs
bliques de la Russie réagirent contre des réformes
tives et auxquelles les esprits n'avaient été nullement
éparés.

Ces réformes, d'ailleurs, n'étaient pas de simples mofications du passé; c'étaient souvent des suppressions des transformations radicales. Le patriarchat de Mosu paraît au tzar Pierre un contrepoids gênant pour n pouvoir autocratique et pour sa dignité de souvein (1). Au lieu d'en restreindre les attributions, le

⁽¹⁾ Il est certain qu'il s'était introduit en Russie des usages incomtibles avec cette dignité: « A la procession du dimanche des meaux, le patriarche allait, monté sur un âne que le tzar conduit à pied par la bride, depuis Moscou jusqu'au couvent de Jérusalem, signé de plusieurs werstes. Arrivé là, le monarque recevait des mains patriarche une bourse de mille roubles pour le payer de la peine-

rince, qui voulut être législateur, ne put never un code, et au lieu de civiliser son civilisa que quelques courtisans, formés es empruntés aux nations du midi de l'Eurmême de Saint-Pétersbourg ne fut qu'une angers au milieu d'un peuple barbare. Et chose singulière! il arrive que la Russie est refaire russe, pour ainsi dire, et de reveles lois et à ses traditions nationales pour iblement un chemin plus long, mais qu'elle, vers le progrès social.

usse semble donc avoir compris le mal que e tzar Pierre et quelques-uns de ses suclui donnant la robe virile au sortir de l'enur nous servir d'un langage emprunté à nt, en lui faisant franchir d'un seul coup degrés d'initiation.

remédier aux vices de l'état de choses
de cette politique imprudente, ceux qui
la Russie auront-ils le courage
ocial en sous-œuvre jusque dans
ement humain, a dit un philosoaurait subsister et fleurir sans
es sociétés sont, sur ce point,
e, dont le corps ne saurait se pasme principe de vie (1)..... »

de vie, en effet, un peuple ne peut

/inceazo Gioberti, tom. 11, édit. italienne de aivantes.

tzar abolit le titre lui-même, qui rendait Moscou si fière et qui l'avait fait appeler la troisième Rome. Le prince unit alors la suprématie religieuse à l'autorité séculière; il délègue cette suprématie à une commission de fonctionnaires civils mêlés à des archimandrites et à des évêques, intitule plus tard cette commission le très-saint Synode dirigeant, et la fait tardivement reconnaître par le patriarche de Constantinople (1) pour apaiser les murmures des dévots de son empire.

A dater de ce moment, c'est donc le pouvoir séculier qui prend la tutelle d'un peuple encore enfant et à demi-sauvage, et se charge de l'élever à la civilisation. Une pareille mission, dans laquelle Charlemagne luimême sentait le besoin d'une puissante coopération du clergé, Pierre-le-Grand veut que lui et ses successeurs l'accomplissent tout seuls, ou du moins en ne faisant des prélats et des prêtres que des instruments serviles et non de libres et généreux auxiliaires. Disons-le hautement, cette mission, dans de telles conditions, ne pouvait réussir.

qu'il avait prise. » (Memoirs of Peter Henry Bruce, officier au service de Pierre-le-Grand. Dublin, 1783, p. 127.) Cela montre que dans la religion russe, on a toujours confondu les actes d'humilité qui honorent le chrétien avec les humiliations qui dégradent l'homme.

⁽¹⁾ Le patriarchat de Moscou avait été aboli en 1700. En 1721, le tzar Pierre appela sa commission ecclésiastique saint Synode dirigeant et prétendit n'avoir fait que substituer au gouvernement individuel du patriarchat, un gouvernement collectif qu'il appelait Ravno-patriarcheskoï, égal au patriarchat. C'est sous cette forme qu'il parvint a faire approuver sa réforme religieuse par Jérémie, patriarche de Constantinople, le 23 septembre 1723.

Aussi ce prince, qui voulut être législateur, ne put pas même achever un code, et au lieu de civiliser son peuple, il ne civilisa que quelques courtisans, formés sur des moules empruntés aux nations du midi de l'Europe. Sa ville même de Saint-Pétersbourg ne fut qu'une colonie d'étrangers au milieu d'un peuple barbare. Et aujourd'hui, chose singulière! il arrive que la Russie est obligée de se resaire russe, pour ainsi dire, et de revenir à ses vieilles lois et à ses traditions nationales pour reprendre péniblement un chemin plus long, mais qu'elle croit plus sûr, vers le progrès social.

Le peuple russe semble donc avoir compris le mal que lui ont fait le tzar Pierre et quelques-uns de ses successeurs, en lui donnant la robe virile au sortir de l'enfance, ou, pour nous servir d'un langage emprunté à l'antique Orient, en lui faisant franchir d'un seul coup deux ou trois degrés d'initiation.

Mais, pour remédier aux vices de l'état de choses qui est résulté de cette politique imprudente, ceux qui gouvernent aujourd'hui la Russie auront-ils le courage de reprendre l'édifice social en sous-œuvre jusque dans ses fondements? « L'élément humain, a dit un philoso-

- « phe moderne, ne saurait subsister et fleurir sans
- « l'élément divin. Les sociétés sont, sur ce point,
- « l'image de l'homme, dont le corps ne saurait se pas-
- « ser de l'âme comme principe de vie (1)..... »
- Sans ce principe de vie, en effet, un peuple ne peut

⁽¹⁾ Il primato, par Vincenzo Gioberti, tom. 11, édit. italienne de Lausanne, pag. 61 et suivantes.

pas atteindre von plein et entier développement; privé de ce qui constitue essentiellement une véritable différent de progrès moral et intellectuel, il ut comme de végéter dans un triste matérialisme; et, incapable d'être inspiré dans ses actes par des sentiments solles et élevés, l'amour de l'argent et la crainte du bitte deviendront peu à peu ses uniques mobiles.

Le grand prince à qui la Providence a remir de destinées de la nation russe lutte certainement evec énergie contre ces déplorables tendances. Mais s'est-il suffisamment pénétré des hautes vérités qui seules pourraient le diriger avec succès dans l'accomplissement de sa difficile mission? Ne s'est-il pas égaré lui-même plus d'une fois sur la route où il devait être le guide et le conducteur de son peuple? Et, par exemple, l'a-t-on vu revenir en quelque manière sur une des parties principales de l'œuvre de Pierre-le-Grand, l'usurpation de la puissance ecclésiastique et la subordination profonde de l'Église à l'État? Il semble au contraire, si nous sommes bien informé, s'être avancé plus loin encore dans la même voie; il a fait, dit-on, prévaloir complétement, dans le prétendu saint Synode dirigeant, l'élément séculier sur l'élément épiscopal; enfin il paraît n'aspirer qu'à l'entier rétablissement du césarisme païen (4). C'est, du reste, la pente où se

⁽¹⁾ Le tzar Pierre lui-même se proposait le même but. Car après la mort d'Adrien, patriarche de Moscou, qu'il refusa de faire remplacer, il fit publier un livre dans lequel l'auteur. Procopovitch, cherchait à démontrer « que les premiers empereurs chrétiens avaient été revêus,

laisse aller presque invinciblement tout monarque absolu qui n'est pas catholique. Mais cette autocratie sans limites, loin d'être un secours au tzar russe, lui deviendra un immense obstacle; au lieu d'aider son action, elle la gênera au dedans et au dehors. Il ne parviendra pas à civiliser son propre peuple (1), ni à se faire accepter par des peuples voisins comme un libérateur religieux et désintéressé.

comme les empereurs païens, de la dignité de pontise, jusqu'au temps où l'église romaine parvint à les en dépouiller. » (Correspondant, tom. xiv, pag. 699, ann. 1846-47, art. de M. Justin Maurice). Pierre-le-Grand voulait donc ressaisir ce que l'église primitive avait laissé d'attributions païennes aux premiers empereurs chrétiens.

(1) Nous ne reviendrons sur la législation russe contemporaine que vers la fin de cet ouvrage, pour la mettre en parallèle avec les autres législations de l'Europe et pour examiner si elle est bien entièrement sortie de la seconde période de l'histoire du droit criminel telle que nous l'avons définie.

CHAPITRE XI.

DU DROIT CRIMINEL DES POLONAIS.

La Pologne est restée plus longtemps que la Russie sans aucune loi écrite; aussi les origines de son histoire du droit sont-elles obscurés et incertaines. La juridiction du père de famille y a été la première de toutes; puis celle du roi ou du woyewode, qui allait tenir ses assises ambulantes et présider dans chaque district les assemblées du peuple. Enfin, quand les assises des woyewodes ne suffisaient pas à la multitude des affaires à juger, il se formait un tribunal, composé des plus riches propriétaires, appelé la wioca; ces propriétaires appelaient parmi eux l'employé ou les employés du district pour juger les procès; et non-seulement les employés ne devaient pas abuser de leur pouvoir pour empêcher une wioca, mais leur devoir était d'en faire partie (1).

Plus tard, furent institués des tribunaux de district réguliers qui firent tomber en désuétude les wioca-

^{. (1)} La même institution exista dans la haute Allemagne. Veir Maurer, Histoire de la procédure criminelle, p. 14.

Casimir-le-Grand en créa deux dans la petite Pologne, à Krakovie et à Sandomirz, et deux dans la grande Pologne, à Kalish et à Posen (1): il en fut organisé peu à peu de semblables dans les divers districts.

La publicité des procédures paraît avoir été la règle générale en Pologne, et s'être répandue de là en Lithuanie. La première loi de Lithuanie, promulguée par Casimir Jagellonski, et appelée privilegium terrestre, défend aux ducs, barons et citoyens, de condamner à toute peine de prison, d'amende ou de sang, avant d'avoir accordé à l'accusé l'épreuve d'un jugement public et contradictoire, suivant les coutumes du droit catholique (2).

C'était en 1457, à une époque où, dans l'Europe méridionale, la procédure devenait secrète par imitation du droit romain. La procédure secrète, dans le sein de l'Église, n'était donc pas plus de tous les lieux que de tous les temps.

La même prescription est renouvelée avec autant de force et de précision dans un statut de Ziemsky-Zygnum-towsky, à la date de 1529 (3). Là aussi la procédure

⁽¹⁾ Macieiowski, loco citato, p. 25.

⁽²⁾ Donec prius in judicio publico, more juris catholici, in præsentia accusatoris et accusati efficaciter suerint convicti, qui, post hujusmodi judicium et convictionem, secus consuetudinem et jura regni Polonize debent puniri, etc... Statuta Lithuaniæ, de 1389 à 1529, édit. par Poznam, Varsovie, 1841.

⁽³⁾ Nisi qui prius in judicio publico, more juris catholici, actore et reo personaliter comparentibus legitime suerint convicti, etc. Ibid., statut de Zygnumtowski. C'est dix ans après, en 1539, qu'une ordon-

orale et publique est établie sous le nom de droit catholique.

En Lithuanie, d'après ce dernier statut, les palatins devaient choisir, chacun dans leur district, deux nobles, qui, avec le vice-gérant et les maréchaux, compesaient le tribunal criminel de la localité.

En Pologne, les starostes, les châtelains et les capitans jugeaient les crimes par eux-mêmes ou par leux juges et sous-juges, subjudices; on pouvait appeleux leur décision devant la cour du roi, si cette décisien n'avait pas eu lieu devant le roi lui-même, dans une de ses assises ambulantes (1).

Mais il n'y eut jamais de chambre royale proprenent dite, à laquelle pût s'attacher l'idée d'une juridiction générale, fixe et unique; seulement, les rois nommisses quelquesois des judices deputandi (2), qui rappellent les missi de Charlemagne ou plutôt les commissions des grands jours, tirées de nos parlements. Malgré l'indépendance et les privilèges aristocratiques dont jouissaient les palatins et les grands propriétaires polonais, jamais le droit de guerre privée ne leur sut reconnu : ce droit de guerre tenait essentiellement et exclusive

nance de François 1^{er}, rédigée par Poyet, sanctionnait le décret sur la procédure secrète, déja établie depuis près d'un siècle et demi dass une grande partie de la France.

⁽¹⁾ C'était peut-être aussi une protestation contre la procédure secrète, qui s'était introduite en Russie par imitation du pedalien ou droit canon grec.

⁽²⁾ Volumus quod judex et subjudex terræ infra cujus limites morabimur, in curia nostra de causis judicare et cognoscere teneants. Statut de Vislitza.

ment au régime féodal (1). Le mot Treuga pacis, qui semble rappeler la trève de Dieu, ne s'introduisit que fort tard en Pologne. Il n'y eut pas la même signification que dans l'Europe méridionale. La treuga était un délai accordé au contumace condamné à la prison, à la mutilation, ou à d'autres peines plus rigoureuses, pour lui donner le temps de gagner les frontières et de quitter le pays : « Que si quelqu'un proteste contre le refus que nous lui aurions fait, nous ou notre capitaine, de l'admettre à se purger de l'accusation tentée contre lui, notre palatin pourra lui donner une trève de deux mois (2). » C'était un sauf-conduit ou une trève de deux mois donnée par la justice au criminel.

Le statut de Casimir-le-Grand s'exprime ainsi à l'égard de l'homicide d'un noble commis par un noble:

- « Quoique nous pussions, d'après l'ordre de Dieu et
- « les prescriptions des lois, punir de mort celui qui tue
- « son semblable, cependant, daignant tempérer cette
- « rigueur, nous statuons: que celui qui tuera un cheva-
- « lier, un noble (militem), paiera trente marcs aux
- « enfants et parents, etc. (3). »

Un statut postérieur porte à soixante marcs la tête d'un noble.

Sigismond, par son statut de 1510, établit une pro-

^{• (1)} Lettre inédite du professeur Lelewell, déjà cité.

⁽²⁾ Statut de Vislitza, édit. du xvº siècle, art. 133.

⁽³⁾ Quamvis occidens hominem, secundum Dei et legum sanctiones, esset capitali pœna plectendus, nos tamen rigorem illum temperantes, statuimus, etc. Statut de 1368. — Extrait du recueil intitulé: Statuta regni Poloniæ.

cédure et une pénalité spéciales pour le meurtre d'un noble. Quand le capitan, le châtelain, ou le juge de la localité aura dénoncé le meurtre, deux nobles et un officier ministériel se rendront au domicile de l'accusé, en l'assignant à comparaître devant la cour du roi dans le délai de six semaines.

« Que si le crime nous paraît établi, nous condam-

« nerons le coupable sans rémission à la prison pen-

« dant un an et six semaines, dans une tour au fond

« d'un cachot de 24 pieds de profondeur (douze aulnes);

« puis, après l'expiration de sa peine, il paiera cent

« vingt marcs d'argent aux parents de la victime, ou

« leur remettra une terre de cette valeur.

« S'il est contumace, et qu'il soit propriétaire, ses

« biens seront confisqués jusqu'à ce qu'il ait subi son

« emprisonnement et satisfait à la famille : s'il n'est pas

« propriétaire, il sera déclaré infâme et ennemi de

« la patrie (1). »

Ce décret de 1510 est renouvelé en 1523 et 1538, avec accroissement de rigueur contre les contumaces. En 1539, les nonces de la diète s'élèvent avec beaucoup de force contre la dureté de ces peines, et surtout contre celle de l'emprisonnement solitaire dans un cachot. Le roi Sigismond Auguste, vaincu par leurs instantes prières (precibus nunciorum), révoque ses derniers statuts, et replace la Pologne sous la législation du

⁽¹⁾ Statuta regni Poloniæ, au mot Homicidium. — C'est un recueil des statuts, par lettre alphabétique, relatifs au genre du crime. — Homicidium, furtum, etc.

roi Albert (1), qui ne punissait ce genre d'homicide que de peines correctionnelles, ou d'un emprisonnement laissé à l'arbitraire du monarque, quant à sa durée. Mais ce relâchement dans la pénalité encourage et multiplie de nouveau les violences particulières; l'opinion publique, lassée de ces scènes d'anarchie continuelles, réclame un retour à des sévérités salutaires. Sigismond-Auguste, en 1550, renouvelle alors le statut de 1510 dans toute sa rigueur, et cette fois, il ne se trouve, dans la diète elle-même, aucune opposition sérieuse.

Nous avons dù nous étendre avec quelque soin sur cette espèce de lutte entre l'esprit d'indépendance de l'aristocratie polonaise, et l'esprit d'ordre public, qui dictait à la royauté des mesures nécessaires à la sécurité sociale. Il est remarquable que jamais les nobles de Pologne ne réclament le droit de guerre privée; ils se plaignent seulement de l'horreur de cette prison d'une année au fond d'une tour; supplice qui, avec leurs habitudes d'altière liberté, devait leur paraître presque aussi affreux que la mort. Enfin, après s'être débattus contre ces répressions légales, dont ils étaient

⁽¹⁾ De 1496. Tous ces détails sont tirés du recueil intitulé: Statuta Poloniæ. Je trouve encore dans cet ouvrage un statut de 1587, de Sigismond-Auguste, qui modifie la procédure criminelle relativement à l'homicide: « Scrutinium, dit-il, quod pro homicidio fieri debet, castellaneus cum judicio colloquiali facere debet. » Ce scrutinium était une espèce de jugement préparatoire, émané des juges de la localité. Le castellan ou châtelain qui restait six mois après l'homicide sans faire d'information, était passible d'une amende de cent marcs d'argent.

portés tour à tour à repousser le joug et à reconnaître la nécessité, ils finissent par les accepter tout entières, et par se soumettre sur ce point à la volonté du monarque, d'un monarque élu par eux-mêmes et sorti de leur sein.

Tout ce drame législatif nous transporte dans matter monde que le monde féodal. La Pologne nous semble être, sous le rapport de son droit public, and antipodes de l'Allemagne, de la France et de la haute Italie.

Que si les véritables caractères de la féodalité n'apparaissent nulle part dans la législation polonaise, d'un autre côté l'esprit aristocratique y laisse partout son empreinte.

D'abord, les nobles ne peuvent être jugés que par les palatins et les maréchaux de la noblesse.

Ensuite, les règles de la procédure criminelle sont calculées de manière à offrir toutes sortes de garanties aux nobles, et nullement aux Kméthons, villageois, sers et autres Polonais de condition inférieure.

La composition pécuniaire, due par l'accusé convaincu d'homicide, se cumulait avec l'emprisonnement pour le noble, pour le plébéien, avec l'amputation de la main; que si ce dernier n'avait pas de quoi payer la composition, il pouvait être dans certains cas puni de mort (1). La tête du comte, du baron ou du noble,

⁽¹⁾ Ou au moins le choix des peines à infliger au paysan était laissé aux juges.

valait deux, quatre ou six fois celle du vilain, suivant le statut de Vislitza. Et plus tard la pénalité pécuniaire, au moins pour les crimes commis par les nobles, reste la pénalité dominante, avec ses inégalités correspondant aux inégalités des classes sociales (1). Ce n'est qu'en 1768, à la fin du xviii° siècle, que la loi polonaise punit enfin de la peine de mort le noble qui tue un paysan avec préméditation.

On voit que le caractère d'inégalité devant la loi et de dureté pour la classe inférieure est encore plus difficile à effacer dans ce qu'on appelle une aristocratie patricienne que dans une aristocratie féodale. Dans la première, les patriciens n'ont à côté de leurs droits politiques d'autres devoirs bien définis que ceux qui existent envers leurs égaux et envers la république, c'est-à-dire envers la diète et le roi élu. Dans la féodalité, au contraire, les devoirs envers les inférieurs sont corrélatifs des droits qu'on possède sur eux.

Pour suppléer à cette absence de lien d'association, les plus sages rois de Pologne essayèrent de créer une sorte de réciprocité de services à titre de bon voisinage. Les gens d'un village étaient responsables, par exemple, des pertes que faisait l'un d'eux par suite de l'égoïsme de tous. Voici un jugement de Casimir-le-Grand rendu dans ce sens et qui est devenu une loi du pays : « Nagoth a déposé la plainte qui suit contre ses voisins : Un che-

⁽¹⁾ Seulement, la loi, dans les derniers temps, finit par ne reconnaître plus qu'une classe de nobles. Or, l'égalité dans le patriciat ne faisait que rendre plus dure la condition inférieure des plébéiens.

val lui ayant été soustrait pendant la nuit, Nagoth a demandé et réclamé avec instance, aux gens du village ses voisins, qu'ils voulussent bien se mettre avec lui sur les traces du voleur pour l'aider à recouvrer son cheval. Les gens du village s'y sont refusés, et Nagoth n'a pas pu rattraper le voleur et retrouver son cheval. — Dans un tel cas, nous déclarons que les gens du village doivent être condamnés à payer audit Nagoth le prix de son cheval (1). »

A défaut d'une police d'association ou d'Etat, il sant bien que les membrés d'une communauté se prêtent une assistance mutuelle.

Les simples compositions pécuniaires, comme punition pour l'homicide, finissent aussi par devenir, à mesure qu'une nation se civilise, un moyen insuffisant pour le maintien de l'ordre. Aussi, dès le xv° siècle, il y eut des réclamations sur ce point, soit au sein des diètes, soit dans les écrits de plusieurs publicistes distingués (2). Tous s'accordaient à demander que celui qui avait donné la mort fût puni de mort.

D'un autre côté, dans le xvi° siècle, quelques écrivains philanthropes mettaient en doute la légitimité de la peine de mort (3). Peut-être ces nobles auteurs cachaient-ils

⁽¹⁾ Statut de Casimir-le-Grand, de l'année 1368. (Statuta regni Poloniæ ab Herburto de Fulstin, p. 186, Dantzik, 1620.)

⁽²⁾ Le baron Ostrorog, cité par le publiciste Kzachy, t. 11, p. 115; et puis Kisrztein, Cerazy, Fryez, Modrzewski et une foule d'autres, soit protestants, soit catholiques, énumérés par Helcel, au § 6 sur la Pologne, dans son Aperçu des progrès de la législation pénale, etc.

⁽³⁾ On cite parmi ces philanthropes Bernard de Lublin et Pierre

sous le masque de la philanthropie la crainte qu'ils avaient de voir étendre cette peine à l'homicide. C'est là, du moins, ce qui assurait de la popularité à leurs écrits.

Quant à la peine de l'emprisonnement, les idées les plus avancées se produisirent de bonne heure en Pologne, relativement à la manière de l'appliquer; une instruction du chancelier Ociesky, du 18 septembre 1550 (1), contient les prescriptions suivantes : « Ceux « qui sont condamnés pour des crimes commis dans « l'emportement de la colère peuvent être ensermés « ensemble pour se corriger mutuellement par le senti- « ment du remords, surtout s'ils ont de la componction; « 2º ceux qui ont commis des crimes avec prémédita- « tion doivent être ensermés séparément, sans quoi « les détenus sortiraient de la prison persectionnés dans « le crime, et leur détention deviendrait ainsi pour eux « l'école du vice; 3º les détenus doivent recevoir l'in- « struction religieuse, et on doit particulièrement sur-

Malheureusement, le relâchement et le peu de suite de l'administration polonaise frappaient de stérilité ces tentatives de réforme. Dans des gouvernements mieux réglés, nous voyons combien il y a loin d'une théorie généralement admise à sa réalisation dans les faits:

.« veiller leurs mœurs.»

de Goinec, qui eurent de nombreux résutateurs. — Voir Helcel, loco citato.

⁽¹⁾ Cette instruction au staroste de Rauwa est citée dans Kzachy, tom. 11, pag. 100. On voit qu'elle consacre le principe des prisons pénitentiaires.

qu'on juge par là de ce qui devait se passer dans une monarchie élective si souvent déchirée par des discordes intestines.

Il se produisait en Pologne ce que l'on voit encer aujourd'hui en Russie: un grand désaccord, une distance immense entre les idées de quelques hommes distingués et le niveau moyen des idées de la masse de la nation. Les diètes polonaises elles-mêmes, quoiqu'elles fusces censées être composées de l'élite du patriciat national, n'étaient pas à la hauteur des publicistes et des administrateurs dont nous avons cité les écrits et les instructions.

Il existait encore en Pologne, à la fin du xive siècle, des peines que l'Europe méridionale aurait rejetées comme trop barbares ou trop grotesques. Telle était celle infligée aux calomniateurs. Celui qui était convaincu de ce crime était conduit dans la salle du sénat, où il était obligé de se coucher à terre sous le siège de celui qu'il avait offensé, et là, dans cette humiliante situation, il déclarait à haute voix qu'il se repentait amèrement des bruits injurieux qu'il avait répandus contre la réputation de tel ou tel, et qu'il avait menti comme un chien. Après cette confession publique, le coupable était obligé de contresaire par trois sois l'aboiement d'un chien. C'était une allusion évidente aux morsures de la calomnie (1).

Cette peine n'était pas purement comminatoire. Voici

⁽¹⁾ Dreyer, D. A. § 14; et Titmann, Hist. du droit criminel allemand, p. 90. Leipsick, 1832.

une circonstance mémorable dans laquelle il est certain qu'elle fut réellement appliquée:

Un gentilhomme polonais, Gnievocz, s'était permis des insinuations injurieuses sur la vertu et la chasteté de la reine Hedwige. On le fait assigner en justice. Après l'audition des témoins qui attestent les propos diffamatoires, Jasko, castellan de Woynicz, jure au nom de la reine que ces propos étaient d'infâmes impostures. A la suite de cette déclaration, vingt chevaliers se lèvent et demandent à venger l'innocence de la reine en combat singulier. Les juges ordonnent à Gnievocz de prendre la parole pour se défendre et pour prouver les faits accusateurs qu'il a avancés. Gnievocz, frappé de terreur et se débattant sous le remords, hésite, tremble et balbutie. Enfin il parvient à faire entendre ces mots à demi étouffés : « Je demande grâce et merci! » Alors le tribunal le condamne à se présenter à un grand banquet où assistaient la reine, plusieurs grands officiers de la couronne, des sénateurs et des nonces de la diète, et là, à se mettre sous la table et à rétracter ce qu'il avait dit d'injurieux sur la reine Hedwige, en imitant par trois fois l'aboiement du chien. Gnievocz exécute de point en point cette sentence ignominieuse.

On a peine à se figurer que de pareilles pénalités fussent presque contemporaines des admirables instructions du chancelier Ociesky.

Et cependant, si on compare cette peine, plus bizarre que cruelle, avec celle qui était usitée en Russie pour des faits tout pareils, on sera étonné du contraste que

présentent les mœurs et l'esprit de la législation dans les deux pays. Dans l'un, ce sont des mutilations barbares, le knout qui déchire le corps en lambeaux, la déportation en Sibérie qui ne fait que prolonger une agonie commencée sous une autre forme. Dans l'autre, on se contente d'une rétractation accomplie avec des circonstances humiliantes, il est vrai, mais qui ne laissent aucune trace matérielle.

Tandis que la Russie prodigue les châtiments corporels, la Pologne s'en montre généralement assez avare (1). Le knout, ce supplice asiatique et sanguinaire, y semble inconnu.

Il y a cependant une peine, dans la législation polonaise, qui a quelque rapport avec le knout: ce sont les courroies. Donner les courroies, c'est enlever à ceux qui y sont condamnés deux courroies de la peau du dos (2).

Mais ce supplice, même aux xiii° et xiv° siècles, était

⁽¹⁾ Helcel, loco citato.

⁽²⁾ Relation historique d'un voyage en Pologne, par le sieur de Hauteville, p. 310. (Paris, Legras, 1697.) Les battoges étaient usités en Pologne ainsi qu'en Russie, mais seulement comme-pénalité domestique. Voici comment s'exprime à cet égard le voyageur ci-dessus cité:

[«] Les maîtres avaient le droit de donner les battoges à leurs servi-« teurs, soit serfs, soit gentilshommes (les métiers dérogeaient, mais « non la domesticité). Seulement, si c'était un gentilhomme qui y était « condamné, on étendait un tapis par terre, et on l'y faisait coucher « sur le ventre; puis on le battait sur le derrière avec des cordes ou « avec une verge...... Cette conduite paraît un peu dure, mais les « Polonais ne serviraient pas bien autrement. » Id., ibid., pp. 310-311.

infiniment rare et ne s'appliquait qu'à des cas excepzionnels.

Quant à la peine de mort, elle existait en Pologne depuis des temps très-reculés, sinon pour l'homicide sans préméditation, du moins pour une soule d'autres crimes, tels que la fausse monnaie, le crime de lèsemajesté, le parricide, le fratricide, le viol et le vol avec violence. Les supplices les plus usités étaient la décapitation, la potence, et pour quelques forfaits atroces la roue. Des historiens polonais (1) font observer que la peine du bûcher n'exista que pour les crimes religieux et ne fut prononcée que par les tribunaux ecclésiastiques ou par l'inquisition (2). Cela peut être vrai pour la Pologne. Mais dans le statut pénal de la Lithuanie, nous trouvons cette peine stipulée pour la contrefaçon du sceau ducal (3). Il est vrai que dans le droit lithuanien, il y a des traces de l'influence des lois romaines et ecclésiastiques, laquelle ne s'aperçoit pas dans le droit polonais proprement dit. On peut remarquer encore que le code lithuanien est en général plus sévère dans sa pénalité que la loi polonaise.

Comme moyen de procédure judiciaire, la torture ne

(1) Les historiens Kramer et Bielsky.

(2) L'inquisition s'introduisit en Pologne dans le xive siècle, et y dura jusqu'au règne de Sigismond. — Voir l'Histoire de Pologne, de M. Zielinsky, Roret, 1833. Historia inquisitionis de Lymborch, p. 72.

⁽³⁾ Is qui sigillo nostro ausus suerit salsificare, vel talibus scienter uti, igne puniatur. Art. vi, Rubr. 1^{re} du statut pénal de Ziemsky Zygnumtowsky. Il est à remarquer que la Lithuanie avait un Code pénal spécial et non consondu avec la législation civile, tandis que les lois pénales de la Pologne sont mélées avec d'autres tois.

s'est introduite en Pologne, par imitation de l'Occident, que vers le commencement du xve siècle. Mais il était recommandé aux juges de n'en user qu'avec une extrême discrétion. Elle fut abolie en 1776, plutôt que dans une grande partie de l'Europe. La Pologne semblait se presser de parcourir le cercle des perfectionnements sociaux, afin de remplir sa tâche civilisatrice avant la fin de son existence nationale.

Quoique étranger par lui-même aux institutions séodales, le peuple polonais leur avait fait quelquesois des emprunts. Ainsi nous retrouvons chez lui le duel judiciaire, qui était en pleine vigueur au temps de Boleslaw, mais qui n'existait plus dans la petite Pologne au xm² siècle, et qui au xiv² tomba également en désuétude dans la grande Pologne. Seulement, la noblesse de Poméranie, qui aimait les mœurs étrangères, renonça beaucoup plus tardivement et avec répugnance à cet usage auquel elle était très-attachée (1).

Des Polonais, le duel judiciaire passa chez les Bohèmes où nous le trouvons en vigueur vers 1034 (2). Un peu plus tard il y devenait d'une application très-rare; mais il se répandait chez les Serbes et chez les Bulgares, où il dure encore (3).

Les ombres de la barbarie ont donc gagné peu à peu cette portion des peuples slaves, tandis que le soleil de

⁽¹⁾ Maciéiowski, traduct. allemande, t. 11, p. 177.

⁽²⁾ Chronique de Kosma.—André de Duba (Introduction o Zemskem Pravu).

⁽³⁾ Maciéiowski, id., ibid.

La civilisation se levait sur l'autre et l'éclairait de sa Lumière.

Dès la fin du xv° siècle, en Pologne, de même qu'en Lithuanie, les peines n'atteignaient que le coupable et non la famille; les fautes étaient considérées comme personnelles et on ne devait pas les punir dans les enfants du criminel. Ces admirables principes avaient été importés de la loi religieuse du catholicisme dans la loi séculière, qui se plaisait à le reconnaître et à le déclarer hautement (1).

Et ici, nous devons remarquer que, contrairement aux assertions de Maciéiowski, auteur trop vanté d'une histoire de la législation des peuples slaves, la religion catholique romaine s'était établie en Pologne bien avant la religion grecque. Tous les vieux documents législatifs, les anciennes chroniques (2), les archives du Vatican et même celles de Varsovie (si les Russes n'ont pas profité de leur domination pour les falsifier ou les détruire), pourraient donner un unanime et éclatant démenti au

⁽¹⁾ Le privilegium terrestre, promulgué en 1457, par le grand, duc Casimir, dit expressément, art. v, que les fautes sont personnelles, κ cela ayant toujours été observé dans le régime catholique, hoc semper ordine juris catholici observato. »

⁽²⁾ Joannis Długossi Historiæ Polonicæ, lib. 2, pp. 92 et 93, in-so. Lipsiæ, 1711. — Cromerus, de rebus Polonorum, pp. 32 et 33, in-so. Coloniæ Agrippinæ, 1589, etc. C'est en 964 ou 965 que Mieszko se sait baptiser sous le nom de Miecslaus, et épouse la princesse Dabrowka, fille du roi de Bohême, qui était de la religion romaine. Il rassemble ensuite les grands de son royaume, et convient avec eux qu'on brisera les idoles des dieux de Pologne et qu'on les noiera dans un marais; ce qui sut sait le 7 mars 965. (Dlugloss, Hist. pol., tom. 1, p. 94.)

publiciste partial, qui n'a soutenu cette thèse que pour plaire aux conquérants et aux oppresseurs de la Pologne catholique.

L'église romaine y a toujours obtenu, au contraire, une grande influence; car le nonce du pape y exerçait une juridiction directe. On portait à son tribunal toutes les causes d'appel des cours ecclésiastiques du pays, dont la compétence était fort étendue (1).

Dans la répétition de cette formule, more catholico, appliquée sans cesse dans les lois de la Pologne, on voit clairement exprimé le désir qu'elle avait de pénétrer ces lois de l'esprit du catholicisme et de modeler sa constitution sur celle de l'Église.

C'est grâce à cette influence très-patente et très-nettement avouée, que le principe de l'égalité devant la loi finit par y triompher aux xvii° et xviii° siècles, soit pour les poursuites criminelles, soit pour la procédure, soit pour la pénalité (2).

Dans une grande partie de l'Europe, à cette même époque, le genre de peine de mort variait suivant la qualité du criminel. Pour le même homicide, le vilain était pendu et le noble avait la tête tranchée. En Polo-

⁽¹⁾ Relation historique de la Pologne, par le sieur de Hauteville, p. 308. Et Inhibitiones spiritualium statuta regni Polonia, ab Herburto de Fulstin. Dantzick, 1620. D. Chardon, bénédictin français. écrivait en 1745: « La juridiction extérieure de l'église est aujour d'hui réduite à très-peu de chose dans tous les états catholiques de « l'Europe, excepté en Pologne, où elle est encore à peu près sur le « même pied qu'elle était en France dans le x11e siècle. » (Histoire de la Pénitence, partie 1re, chap. 111, tom. 11, p. 317, édit. in-12.)

⁽²⁾ Il y avait pourtant des différences de juridiction.

gne, ces distinctions cessaient devant le niveau de la loi. C'était la différence du crime qui déterminait seule la différence du genre de pénalité (1).

En terminant cette rapide analyse de la législation des deux grandes nations slaves, il nous sera facile d'expliquer pourquoi nous leur avons donné une place à part dans notre Histoire du droit criminel. Toutes les deux, après les deux premières phases sociales qui leur sont communes avec les nations germaniques, se trouvaient en dehors du cadre que nous nous sommes tracé et que nous avons à remplir. La période où nous allons entrer est la période féodale, et la féodalité a été étrangère aux Russes comme aux Polonais. Il n'est pas bien clair, d'ailleurs, comme nous l'avons déjà insinué, que le premier de ces peuples soit entièrement sorti de la période de transition qui précède une civilisation véritable. La Pologne, il est vrai, était plus avancée; mais réduite par la force à l'état de province russe (2), elle a été durement ramenée en arrière sur cette voie du pro-

⁽¹⁾ On pend un voleur de quelque condition qu'il puisse être; et de même on coupe la tête à toutes sortes de personnes pour tout autre crimé que le vol. (Relation historique de la Pologne, par le sieur de . Hauteville, p. 310.)

⁽²⁾ Colbert écrivait ainsi, en 1666, à Louis XIV, sur la question de savoir s'il fallait envoyer une armée en Pologne: « Monavis est qu'il « faut épargner cinq sous aux choses non nécessaires, et jeter des « millions quand il s'agit de la gloire de la France. Je déclare à votre « majesté, en mon particulier, qu'un repas inutile de 3,000 livres me « fait une peine incroyable, et, lorsqu'il est question de millions d'or « pour la Pologne, je vendrais tout mon bien, j'engagerais ma femme « et mes enfants, et j'irais à pied toute ma vie s'il était nécessaire. » Voilà une preuve qu'on peut être un ministre habile et avoir des en-

grès où elle marchait d'une manière si noble et si ferme dans le dernier siècle.

A ce triste spectacle, on se demande si notre époque est destinée à voir ainsi périr les nations les plus généreuses et les droits les plus sacrés. Il y a pourtant quelque chose qui proteste dans la conscience publique contre ces destructions brutales. Le droit ne meurt par au fond des cœurs, et il ne s'avoue pas vaincu par le fait qui triomphe. Si cependant il venait à succember partout et d'une manière définitive, ce sérait un present pas fait par l'humanité vers la décadence et vante retour à la barbarie.

trailles d'homme et de Français; c'est même la réunion de ces publités qui seule, suivant nous, constitue le grand homme d'État. Cobst n'aurait pas laissé partager la Pologne.

Cette belle lettre de Colbert est citée dans un ouvrage de Monthyon, intitulé Particularités sur les ministres des finances, p. 44, et des l'Histoire de France d'Henri Martin, tom. 15, p. 187.

CHAPITRE XII ET DERNIER.

RÉSUMÉ ET CONCLUSION.

elques réflexions sur les différences du monde chrétien et du monde rosane, surtout en ce qui concerne la deuxième période de l'histoire u droit criminel chez les peuples anciens et chez les peuples moderes. Transition de cette dernière période à la troisième.

Les sociétés modernes ont sans doute, dans leurs évoions générales, certaines ressemblances avec les sotés antiques. Mais si l'humanité a toujours la même ture, et, à quelques égards, les mêmes lois, elle ne ale pourtant pas dans un cercle régulier et absoluent identique. La variété, en semblable matière, se nt constamment à l'unité.

Il s'est opéré d'ailleurs, depuis dix-huit cents ans, e révolution morale dont il faut bien apprécier l'imrtance: c'est celle qui a été produite dans le monde r l'établissement du christianisme. Elle seule eût suffi ur amener entre l'ère moderne et l'ère ancienne des férences capitales. La nouvelle révélation, appelée ssi la loi de grâce, n'a pas seulement modifié la nature humaine; elle l'a complétement transform c'a été comme une seconde création.

Aussi quand la philosophie de l'histoire (1), (Vico a été le fondateur, a voulu appliquer au mochrétien les mêmes règles, les mêmes classificat qu'au monde profane, elle a été amenée à forcer torturer les faits pour les faire entrer dans un cauquel ils ne pouvaient plus s'adapter.

Nous avons reconnu nous-même que de gran analogies morales se rencontraient chez les per barbares appartenant à la première période de l'hist du droit criminel, quelle que pût être leur race ou l'origine et quel que fût le point du globe sur lequel vécussent (2). Ce sont en général les mêmes couts de vengeance du sang, de composition pécuniaire, e sous l'équateur ou près du pôle. Seulement, il per avoir quelques divergences dans la voie par laquelle peuples commencent à sortir de l'enfance sociale e établir une pénalité régulière; l'Orient, par exempn'a pas eu d'institution pareille aux paix de la 6 manie septentrionale.

⁽¹⁾ Nous savons très-bien que la plus récente philosophie de l'toire, celle de Hégel, a la prétention de rendre compte de tou faits par l'hypothèse d'un Dieu impersonnel qui se développe deul manité, et qui finit par y avoir conscience de lui même. Mais ces ges plus ou moins lumineux, qu'une grande partie de l'Allemp voulu prendre pour des réalités, se dissipent maintenant à me qu'on les connaît mieux en France, le pays le plus ennemi pa nature de toute creuse métaphysique, et le moins disposé à pres des mots pour des choses.

⁽²⁾ Voir le chapitre x du 1er livre.

Si l'on compare la seconde période historique dans l'antiquité profane avec la seconde période correspondante de l'âge moderne, on y rencontrera peut-être encore quelque similitude lointaine; mais on y remarquera aussi des différences saillantes et fortement tranchées.

Presque tous les peuples de l'antiquité profane ont eu, à la suite de leur premier âge social, une théocratie plus ou moins caractérisée, c'est-à-dire, un corps de prêtres qui avaient une doctrine ésotérique, et qui constituaient une caste particulière. La doctrine ou la tradition religieuse, graduellement révélée aux initiés du sanctuaire, restait inconnue au reste du peuple. Les prêtres, choisis dans une race privilégiée, formaient le premier ordre de l'État, et exerçaient sur la société un empire presque absolu. Le culte sombre et mystérieux auquel ils présidaient avait pour effet d'exciter tour à tour la terreur et la superstition populaires et d'augmenter encore leur domination morale.

Aussi dans l'Inde, dans l'Égypte, dans la Phénicie, dans l'Étrurie et même dans la Gaule druidique où pourtant il n'y eut pas, à ce qu'il paraît, de caste proprement dite, la période théocratique, c'est-à-dire celle où le sacerdoce eut le plus d'autorité, fut précisément celle des grandes expiations religieuses par les sacrifices humains, des grandes piations sociales par les supplices les plus raffinés et es plus barbares. Dans l'Europe chrétienne, au contraire, 'époque où l'épiscopat et le sacerdoce ont eu le plus de douvoir est précisément celle où la législation criminelle est le plus humaine et le plus clémente.

Mais aussi, il n'y a pas plus de rapport entre les pontifes et les prêtres formés par l'Église de Jésus-Christ et ceux qui prétaient leur ministère aux fausses religions de l'antiquité, qu'il n'y en a entre ces religions elles-mêmes et celle de l'Evangile. Le clergé catholique n'a jamais été une corporation fermée, où pussent pénétrer seulement quelques familles choisies ou des disciples privilégiés, éprouvés par de pénibles initiations pendant la moitié de leur vie : il fut au contraire ouvert à tous dès le début, même aux classes naguère les plus déshéritées dans les sociétés païennes. L'esclave himême (1) y était admis aussi bien que le patricien de race antique. Dans le sacerdoce nouveau, la sainteté donnait la première place et l'on n'y faisait pas acception de la noblesse du sang et de l'illustration des origines.

Grâce à la loi du célibat, l'Église ne pouvait pas constituer à la place des aristocraties anciennes une aristocratie sacerdotale héréditaire. Il y a plus : le clergé catholique, par suite de certaines circonstances, compta d'abord dans ses rangs, pendant les quatre premiers siècles, plus d'hommes du peuple que de patriciens on de sénateurs, et ensuite plus de descendants des races vaincues que d'enfants des races victorieuses, telles que celles des Francs, des Goths ou des Anglo-Saxons.

⁽¹⁾ Le pape Calixte avait commencé par être esclave, s'il faut en croire le nouveau manuscrit des *Philosophoumena*, attribué à Origéne. à Caïus ou à saint Hippolyte. Un autre pape, qui vint beaucoup plus tard, Adrien 1v, était le fils d'un serf anglais.

Pendant le reste du moyen-âge, il se recruta à la fois dans tous les rangs. Tout en donnant accès dans son sein aux classes les plus élevées de la société, il n'excluait pas les plus humbles. Le fils du plus pauvre serf, une sois admis au sacerdoce, pouvait se trouver ensuite, dans la hiérarchie ecclésiastique, l'inférieur, l'égal ou le supérieur du fils de l'altier baron dont il était né le sujet. Le clergé était donc un corps toujours renouvelé, toujours mobile dans sa composition générale; 'il ouvrait sans cesse la porte du sanctuaire à quiconque s'y présentait avec les signes d'une vocation véritable. Sortant continuellement des entrailles de la nation, il vivait de sa vie extérieure ainsi que de sa vie intime; il s'associait à toutes ses joies comme à toutes ses douleurs, et, s'attachant à elle par la plus étroite communauté d'idées et de sentiments, il partageait les vicissitudes les plus diverses de ses destinées terrestres. Il n'y avait de fixe dans ce sacerdoce, chrétien pourtant avant d'être populaire, que les traditions dogmatiques et morales consiées à son enseignement. Son interprétation de la loi de Dieu ne pouvait qu'être immuable comme Dieu même.

Mais cette interprétation n'avait rien de mystérieux, cet enseignement n'avait rien d'exclusif; il était donné à tous sur tous les points de la religion, sans réticence et sans réserve. Car les membres de ce clergé étaient les disciples du divin rédempteur qui avait désendu de tenir la lumière sous le boisseau, et qui était venu pour éclairer tout homme venant en ce monde. Ainsi

que l'apôtre des Gentils, ils savaient que chacun d'eux devait se donner tout à tous. La religion catholique se levait comme un soleil sur le monde entier pour échauffer les cœurs et illuminer les intelligences. Malheur à ceux de ses ministres qui auraient cherché à intercepter ses rayons au lieu de travailler à les répandre! Ventoir ressusciter l'ésotérisme et l'esprit de caste dans le esthelicisme ou la religion universelle, ce n'aurait pas été seulement se rendre coupable d'infidélité sacrilége à une mission divine: c'eût été essayer l'impossible, tenter d'introduire les ténèbres à la source même de la lumière, et d'élever des barrières fixes sur le niveau immense et mobile de l'Océan.

Ne serait-il donc pas insensé de chercher au sein d'un clergé, placé dans de telles conditions, les éléments d'une théocratie véritable, qui rappelat en quelque manière les théocraties antiques des fausses religions?

Et cependant, ainsi que nous l'avons démontré avec évidence, il y a une période de l'humanité où de certains progrès ne peuvent s'accomplir qu'à l'aide d'une sorte de gouvernement sacerdotal et ecclésiastique. La renonciation à la vengeance du sang, la substitution d'une pénalité sociale à la composition pécuniaire, enfin une forte constitution de l'ordre public, ne s'obtiennent qu'à l'aide d'une discipline morale qui domine l'homme tout entier et s'empare du for intérieur comme du for extérieur.

Pour arriver à cette domination qui caractérise une

théocratie complète, les sacerdoces des fausses religions ne négligeaient, comme nous l'avons dit, ni les prestiges qui fascinent les âmes, ni même les moyens de contrainte matérielle.

Le sacerdoce chrétien, qui ne pouvait employer de semblables moyens, dut être, partant, sommé en quelque sorte par la Providence de répondre aux besoins sociaux qui se manifestent toujours dans le passage du premier au second âge des sociétés humaines. Mais, d'une part, il ne pouvait ni ne voulait aspirer à un règne héréditaire et absolu dû au mensonge et à la force; d'autre part, pouvait-il constituer ce qu'on a appelé improprement une théocratie modérée, ou exercer, même avec mesure, une certaine prépondérance politique, sans renier en quelque sorte ses antécédents, sans se mettre en contradiction avec l'attitude qu'il avait prise pendant les trois premiers siècles de son existence?

C'est une question qu'il est nécessaire de résoudre : car il faut en finir avec les préjugés étroits de nos vieux jurisconsultes sur ce point délicat.

Il était dans les desseins de Dieu que l'Église chrétienne s'établit en luttant par les seules armes de la persuasion et du martyre contre toutes les forces du monde païen, commandées et disciplinées par un pouvoir unique, celui de l'empereur, type dans lequel ce vieux monde semblait s'adorer lui-même.

L'Église annonçait hautement alors qu'elle ne venait pas faire la guerre au César de Rome; qu'elle voulait le laisser indépendant et même tout-puissant dans sa 1

sphère terrestre: à lui le trône, les faisceaux, la pourpre, toutes les marques et toute la réalité de la domination extérieure et temporelle: pour elle, un seul empire, celui des âmes; toute son ambition, elle l'avouait hautement, était de consoler les cœurs souffrants et de guérir les intelligences malades.

Il est vrai que cette ambition n'était pas petite: il s'agissait d'arracher à l'autorité sociale de cette époque la plus noble partie de l'homme. Derrière des prétentions si modestes en apparence, il y avait la menace de toute une révolution morale. Le monde antique, et en particulier le monde romain, était fondé sur le principe d'identité du culte et de la nationalité, et même de subordination de la religion à l'État. La religion chrétienne devait amener le triomphe de principes tout différents: elle était destinée à faire proclamer, au sein d'une civilisation nouvelle, la supériorité de l'esprit sur la matière, du droit sur la force, de l'intérieur sur l'extérieur de l'homme.

César comprit instinctivement les conséquences et la portée de la doctrine chrétienne; et comme l'Église lui paraissait humainement faible et sans défense, il tenta de la renverser et de l'anéantir. Étonné de la résistance inattendue qu'il rencontra dans une sphère qui échappait à son pouvoir, il fit des efforts désespérés pour la vaincre; il appela à son aide la fureur populaire et la cruauté des bourreaux. Tout fut inutile: après trois cents ans de vaines luttes contre l'héroïque inertie des victimes, César se sentit vaincu lui-même; César fit

plus: il avoua sa défaite. Et pour sauver, en même temps que pour raffermir son empire temporel, il reconnut et accepta cette société spirituelle qui avait grandi près de lui et malgré lui, l'Église de Dieu.

Ce qu'on appela la conversion de Constantin fut donc une espèce de partage tacite du monde entre ces deux grandes puissances. César promit de laisser à l'Église le gouvernement des âmes; celle-ci s'engagea, au moins implicitement, non-seulement à se soumettre, mais à prêcher à tous la soumission à l'autorité temporelle de César.

L'Église devait faire plus encore: il fallait qu'elle respectât les formes et les traditions politiques qu'elle trouvait établies; il fallait qu'elle se prêtât même, autant que possible, à travailler à la conservation de l'empire qui lui avait donné droit de cité à côté des vieux temples du Capitole, et qui l'avait fait asseoir près du foyer de Romulus et de Vesta.

Or, toutes les conditions de ce grand pacte, l'Église les accomplit avec une admirable fidélité.

Mais ce qu'elle ne pouvait pas faire elle-même, la Providence le fit, en déchaînant les peuples barbares du nord contre l'empire d'Occident. Par ce moyen, elle déblaya le sol de l'Europe des institutions surannées qui le couvraient; elle fit table rase.

Alors l'Église catholique devint libre de tout engagement, de toute transaction avec la vieille forme à jamais brisée. Elle se trouva seule en face du chaos social, comme autrefois l'esprit de Dieu planant sur le chaos de l'univers. C'eût été méconnaître sa mission, que de se refuser à donner aux germes de nationalité qui l'entouraient le bienfait de la vie et du souffie célest qui l'animaient elle-même. Restée debout au milier des ruines, on aurait pu la taxer d'un égoïsme inintelligent et impie, si elle avait gardé pour elle seule le secret de sa forte organisation, qui pouvait servir de modèle à la constitution des nouveaux gouvernement temporels.

D'ailleurs, les jeunes sociétés qui avaient adoption foi, lui demandaient elles-mêmes de se reformer sens ses aîles, et la suppliaient de devenir leur tutries et leur mère. Cette tâche, pleine d'écusils et de péris, elle l'accepta avec courage; elle la comprit avec un dévouement sublime.

Voilà pourquoi, sans se démentir en rien, sans se contredire en quoi que ce soit, l'Église put prendre, depuis les invasions des barbares dans le midi de l'Europe, une attitude toute nouvelle à l'égard de la puissance temporelle et des sociétés humaines. A l'ère du césarisme à jamais enseveli dans le passé, avait succédé l'ère moderne qui avait transformé toutes les situations et changé tous les devoirs.

Après que l'Église s'est ainsi posée d'une manière toute nouvelle à l'égard des sociétés politiques de l'Europe, elle ne tarde pas à acquérir une influence qui dépasse toutes les prévisions humaines. Une pareille influence s'explique pourtant par l'efficacité même de la

soi, dont elle n'était que l'intelligente et sidèle interprète.

Cette foi, adaptée merveilleusement à la nature de l'homme, était appelée à avoir, du moment qu'il l'embrassait, une action toute-puissante non-seulement dans le cercle de la famille, mais dans celui de la société tout entière. La perfection de l'instrument moral, donné par Dieu même, suppléait au manque complet ou à la faiblesse extrême de tous les moyens matériels qui auraient pu lui venir en aide. Aussi, cette période de prépondérance ecclésiastique, que nous n'avons pas pu appeler période théocratique (1), offre un spectacle unique jusqu'alors dans le monde; elle atteint son apogée au moment même où le monde chrétien se trouve dépouillé et sans défense devant le monde barbare qui l'a vaincu. Des conquérants païens et grossiers, ivres de leur triomphe, s'arrêtent devant un sacerdoce qui n'oppose que la croix à des épées teintes de sang. Bientôt ils feront plus : ils briseront leurs idoles, et se prosterneront devant le signe de la rédemption à la voix d'un prélat faible et désarmé, qui, fort de son caractère sacré, aura dit à leur chef: « Baisse la tête, « fier Sicambre; adore ce que tu as brûlé, et brûle ce « que tu as adoré! »

On sait quelles furent les suites de cette grande et étonnante conversion, qui mit les oppresseurs aux pieds des opprimés, et fit des vaincus de la veille les vainqueurs du lendemain. Jamais l'autorité de l'Église sur

⁽¹⁾ Voir le titre donné au deuxième livre de cet ouvrage.

La prépondérance du sacerdoce dans le gouvernament de l'Ebre à la Baltique, et de l'Adriatique à l'Ocean de l'Espagne jusqu'au temps de l'invasien mustimane, dans la société est au moins aussi compléte un la Bretagne anglo-saxonne jusqu'à l'époque de la conquête des Normands.

Cette prépondérance ecclésiastique se manifeste par des effets absolument opposés à ceux qu'eurent jadis les vieilles théocraties sur les mœurs et en particulier sur la législation criminelle des peuples. Le sacerdoce de la religion, qui a aboli les sacrifices sanglants, ne pouvait favoriser ces pénalités dures et cruelles, ces sacrifices sociaux que la peur d'un retour à la barbarie impose aux civilisations naissantes.

Aussi, on a vu ce sacerdoce disputer pied à pied, pour ainsi dire, aux juges de l'état, la vie des criminels qui se placent sous son égide (1). Ce n'est pas tout: dans ces assemblées à la fois législatives et judiciaires où le clergé s'est acquis une si grande prépondérance par la supériorité de ses lumières, il ne manque jamais

⁽¹⁾ Voir les chapitres III, IV et v du second livre.

de faire pencher la balance du côté de la douceur pour tous, de l'égalité devant la loi, et, s'il est quelquesois partial, ce sera pour le pauvre, le faible et l'indésendu. Quand il frappe et punit lui-même, il impose des pénitences rigoureuses, il est vrai, mais temporaires, aux plus grands criminels. Dans l'établissement et la dispensation de ces pénalités, il se préoccupe, avant tout, de l'amendement du pécheur: la désense sociale et le maintien de l'ordre public ne sont évidemment pour lui que des intérêts secondaires.

Aussi, dans la période suivante, une réaction se manifeste contre l'insuffisance des garanties que donne un tel régime à la société, agitée par tant de troubles et de désordres. La féodalité qui, vers les xie et xiie siècles, domine toutes les nations européennes, jusque dans leurs colonies orientales de la Palestine, se fondera, au contraire, sur le principe de la force et de l'intimidation matérielle. Elle amènera donc un système pénal tout opposé à celui qui était né dans la période précédente, d'une sorte de transaction implicite entre l'Eglise et le germanisme. Les supplices sanglants, à peu près inusités pour le meurtre et autres crimes privés, s'y multiplieront à l'infini, et, afin de limiter de plus en plus la juridiction du clergé catholique, on se fera une arme contre lui de l'extrême douceur, ou, si l'on veut, de la faiblesse de sa pénalité.

D'un autre côté, jusqu'aux ixe et xe siècles, la société était à l'état fluide, pour me servir d'une expression bizarre qu'un historien moderne (1) emprunte à la science géologique : elle ne passa à l'état solide qu'après l'établissement de l'hérédité dans les offices et les bénéfices. Tant que cette société ne fit que toucher le sol, sans s'y asseoir, elle fut facilement dominée par l'Eglise, dont la hiérarchie était si puissante et la constitution si forte. Ces Francs, ces Bourguignons, ces Goths, ces Gallo-Romains, qui se mêlaient sans cesse sans se confondre et invoquaient partout où ils se trouvaient leurs. lois spéciales en rappelant leurs nationalités diverses, n'avaient entre eux qu'un seul lien commun, celui d'enfants de l'Eglise dont ils reconnaissaient au même titre la loi et l'autorité divines. Il y a toujours chez les hommes une tendance à l'unité, et cette tendance ne pouvait être satisfaite qu'au sein de la société religieuse. Les habitants d'un même lieu, qui n'avaient ni la même législation, ni la même origine nationale, étaient heureux de se retrouver frères par le christianisme, de posséder le même culte et de se prosterner devant les mêmes autels.

Cette situation changea complétement quand l'élite de la nation eut, en quelque sorte, épousé la terre, qu'elle s'y fut incorporée et qu'elle eut fait la base de la société nouvelle. Il n'y eut plus seulement juxtaposition entre les habitants du même comté ou de la même baronnie: il y eut de leur part une égale adhérence au sol, quoique à des titres différents et avec des positions diverses

⁽¹⁾ M. Michelet.

La loi du suzerain, fondée sur les coutumes, leur étant devenue applicable à tous, comme nous l'avons dit ailleurs, rétablit l'unité dans chaque groupe féodal, dans chacun de ces petits états formés sur les débris du vaste empire de Charlemagne. Alors la tour baroniale s'élève souvent plus haut que le clocher de la paroisse, et l'église semble s'incliner devant le château, emblème d'une puissance nouvelle. Dans les villes même, le beffroi de la commune fait plus d'une fois retentir ses appels aux armes de manière à faire taire les appels pieux de la cathédrale; et, en face du palais épiscopal, s'élève avec menace l'Hôtel de Ville, fortifié et crénelé.

C'est donc en dehors de ces cercles étroits où se cantonne un patriotisme local intolérant et jaloux, qu'il faudra que se place l'Eglise; si elle se fait féodale ellemême, pour prendre sa part de la puissance du jour, elle perdra son caractère propre; et, au lieu d'absorber la société civile, elle risquera bientôt d'être absorbée par elle. Elle devra donc, au contraire, planer au-dessus des puissances locales, et si ses membres sont mal engagés ou chargés d'entraves, sa tête, qui est restée libre, la papauté, pourra, en se montrant dans sa sérénité et dans sa force, dominer l'organisation féodale et maintenir le principe de l'unité catholique au milieu des divisions territoriales, multipliées à l'infini dans l'Europe nouvelle.

L'empire de Charlemagne croula, parce que les faibles successeurs de ce grand prince ne surent pas se mettre à la tête des résistances nationales contre les invasions des barbares; le grand empire du catholicisme resta debout, parce que ses chefs spirituels, toujours divinement inspirés, ne cessorent de lutter courageusement contre les invasions morales qui l'ent si souvest menacé: la corruption et l'hérésie.

Cependant, les évêques et les hauts dignitaires de l'Eglise, dans les grandes assemblées où ils avaient dominé jusqu'aux x° et x1° siècles, avaient fait introduire dans les institutions, dans les coutumes, dans les jugements, des principes tout chrétiens dont quelques uns survécurent à leur prépondérance politique. De ce nombre furent ceux de l'expiation et de la gradation des peines.

Ainsi, d'une part, l'idée de l'expiation passa de la société religieuse dans la société civile et se substitua définitivement à celle de la vengeance. D'autre part, de même que l'Eglise mesurait la rigueur et la durée de ses pénitences sur la grandeur des fautes à racheter, le gouvernement séculier gradua ses pénalités d'après la gravité des crimes à punir. Il y eut cependant un des vieux principes de pénalité ecclésiastique qui parut longtemps être mis en oubli: ce fut celui de l'amendement des coupables. Dans la société civile, on n'y est revenu qu'au xixe siècle par l'institution du régime pénitentiaire; mais ce régime lui-même ne pourra rendre féconde une terre naturellement ingrate, qu'avec le secours d'ouvriers apostoliques empruntés à l'Eglise. La religion chrétienne, qui éleva si haut le mérite du repentir, peut seule le faire naître, le développer et le nourrir dans

les âmes déchues et flétries par le vice. Elle seule peut opérer ce que l'antiquité profane ne savait pas même nommer, des conversions.

FIN DU PREMIER VOLUME.

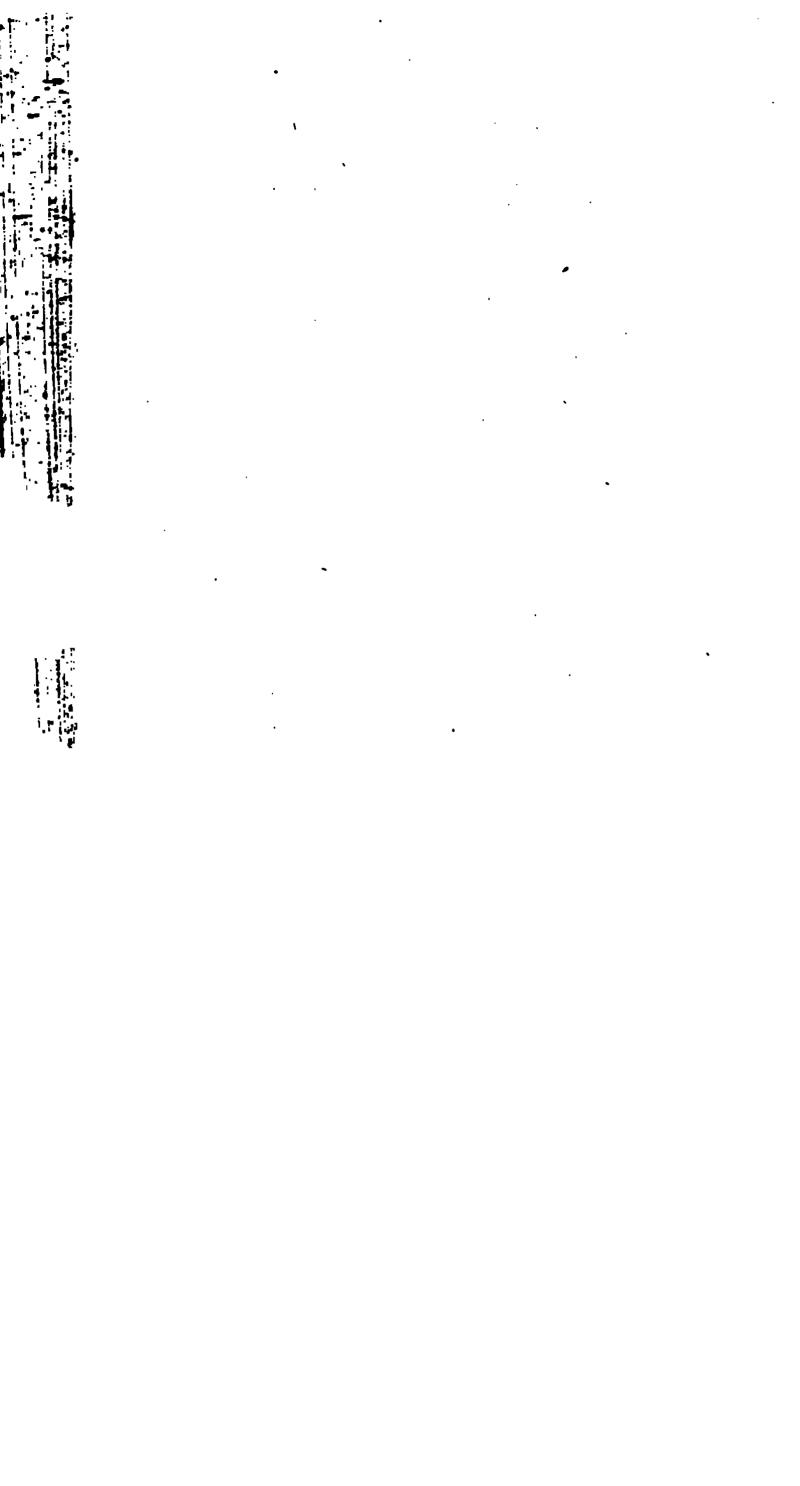


TABLE DES MATIÈRES.

1
it
7
12
3.
16
t
24
e :e :- s. 26 i-
ès r- le lé 34

	F 43"?
LIVRE Ier. — PÉRIODE BARBARE OU PRIMITIVE.	
CHAP. I. § 1. Des sources germaniques.	43
§ 2. De la vengeance chez les anciens Ger-	,
mains.	46
CHAP. II. De la théocratie chez les Scandinaves et chez les	}
Germains : comparaison avec la théocratie chez les	}
Slaves.	61
CHAP. III. De l'usage du Tabou chez les nations océaniennes.	74
§ 2. Le Habous et le Heurm des Arabes.	79
CHAP. IV. Des diverses espèces de paix chez les Germains.	81
§ 1. De la paix du Ding et de quelques autres	}
paix qui en dérivent.	93
§ 2. Paix de l'armée.	97
§ 3. Paix du domicile ou du chez soi.	100
§ 4. Paix des saisons et de l'agriculture.	101
§ 5. Paix des églises.	107
§ 6. Paix du roi.	111
CHAP. V. Perte de la paix, perte du droit, et leurs conséquences.	
— Comment les Germains, et particulièrement les Ger-	
mains du Nord, parvinrent à créer une sorte de gradation	
pénale, par le seul développement de ces institutions	120
nées sur leur propre sol.	122
§ 1. § 2.	131
•	110
CHAP. VI. De l'amende en général.	153
CHAP. VII. Du Wergeld.	
§ 1. Mode de formation et esprit de cette	Ibid.
institution. § 2. Du Wergeld dans ses rapports avec la	
solidarité des familles et de quelques autre	
groupes sociaux.	157
§ 3. Solidarité appliquée dans l'institution	
du wergeld chez les Anglo-Saxons.	114
§ 4. Même principe de solidarité applique	

	Pages.
dans l'institution du wergeld, chez les Franco-Allemands.	169
AP. VIII. Des diverses juridictions criminelles pendant la première période du moyen-âge, ou période barbare.	183
 § 1. Des juridictions chez les Scandinaves, les Bavarois, les Francs, les Anglo-Saxons. § 2. Juridiction nationale et royale chez 	184
les Scandinaves, les Francs, les Anglo-	40~
Saxons. § 3. Droit de justice du roi.	197 201
AP. IX. Du mode de poursuivre les crimes publics et privés, et des divers genres de preuves usités devant les tribunaux	
criminels pendant les premiers siècles du moyen-âge.	205
§ 1. Assignation. § 2. Corps du délit et comparution de l'ac-	Ibid.
cusé.	208
§ 3. De l'aveu des accusés.	211
§ 4. Preuves testimoniales.	213
§ 5. Des conjurateurs.	216
§ 6. Des avocats.	22 0
§ 7. Ordalies ou épreuves.	224
§ 8. Du campus ou duel.	239
AP. X. Ressemblances de quelques lois et coutumes primitives des peuples germaniques avec celles de divers peuples sauvages, rapportées par des voyageurs ou annalistes contemporains.— Siaelf-daemi.— Privation de la paix.— Crimes publics et privés. — Épreuves. — Exécutions	
judiciaires.	247
AP. XI. Législation criminelle des musulmans comparée à celle des peuples germaniques. De l'homicide et des blessures considérées comme crimes privés.— Talion.— Adcibs, Qéçâmé, Louts, Dié, Adqild.— Solidarité.	260
- Exposition religieuse, etc.	Ibid.
AP. XII. Législation musulmane. — (Suite.)	279

•	Pages.
Avortement. — Assassinat proprement dit,	
soumis à la justice sociale. — Vol. — Cri-	
mes contre les mœurs.— Crimes contre la	
religion. — Réflexions.	279
CHAP. XIII. Législation musulmane. — (Suite.)	293
Organisation judiciaire chez les musulmans.	Ibid.
§ 2. Tribunaux criminels.	310
CHAP. XIV. Législation musulmane. — (Suite et fin.)	316
Des réformes judiciaires et pénales dans	
l'empire ottoman.	Ibid.
LIVRE II. — période de prépondérance ecclésiastiq	UE.
CHAP. I. Législation de Charlemague.	335
§ 1. Tendances toutes germaniques de ce	
prince.	Ibid.
§ 2. Ce que la législation de Charlemagne	
emprunta aux lois mérovingiennes; en	
quoi elle en diffère.	339
§ 3. Organisation judiciaire.	317
§ 4. Procédure criminelle.	339
§ 5. Pénalité.	363
CHAP. II. Droit de grâce et droit d'asile.	381
§ 1. Droit de grâce.	Ibid.
§ 2. Droit d'asile.	395
CHAP. III. Des juridictions ecclésiastiques et mixtes, dans la	
période carlovingienne.	401
§ 2. Juridictions indirectes et directes sur	
les laïques; concessions de juridiction faites	
au pouvoir temporel en matière ecclésias-	
tique.	409
CHAP. IV. Des pénalités ecclésiastiques, ou des pénitences pu-	
bliques imposées par l'évêque.	428
§ 1. Importance de la législation pénale de	- =
l'Église, du v11º siècle jusqu'aux xe et x1º	
siècles.	Ibid.

Ibid.

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages.
§ 2. Jugements, condamnations et pénalités	
d'après les canons ou codes pénitentiels.	440
IAP. V. Des origines de la révolution judiciaire et féodale	•
opérée au 1xº siècle.	456
§ 1. Du capitulaire de Kiersy.	Ibid.
§ 2. Origines et développements des justices	
locales et territoriales.	457
IAP. VI. Changements dans les plaids ou tribunaux locaux.—	
Abolition de la personnalité des lois.	477
§ 1.	Ibid.
§ 2.	483
IAP. VII. L'Angleterre avant l'établissement de la féodalité.	491
§ 1. Si la féodalité a existé chez les Anglo-	
Saxons.	Ibid.
§ 2. Justice du roi et des Wittenagemots.	497
§ 3. Ealdormen et évêques.	512
IAP. VIII. Du droit criminel de l'Espagne sous la domination	
des Wisigoths.	521
§ 1. De l'origine et de la constitution du	
forum judicum.	Ibid.
§ 2. Comment la justice émana du roi seul	
chez les Wisigoths, au lieu d'émaner de	
la nation.	526
§ 3. Crimes et peines.	533
IAP. IX. De la transformation qui tend à s'opérer dans la	
pénalité, quand le régime féodal s'établit en Europe.	550
IAP. X. Du droit criminel des Russes.	566
§ 1. Droit barbare, Prawda, etc.	567
§ 2. Prépondérance ecclésiastique.	593
§ 3. Nowogorod et Riga.	599
§ 4. Oulogénié Zakonof, Soudebinick, etc.	. 605
§ 5. Oulogénié Sabornoié, Oukases de	
Pierre-le-Grand et de ses successeurs	
jusqu'à Nicolas.	616
IAP. XI. Du droit criminel des Polonais.	636

CHAP. XII ET DERNIER. Résumé et conclusion.

Quelques réflexions sur les différences du monde chrétien et du monde profane, surtout en ce qui concerne la deuxième période de l'histoire du droit criminel chez les peuples anciens et chez les peuples modernes. — Transition de cette dernière période à la troisième.

IDW.

FIN DE LA TABLE,

ERRATA.

Page 26, ligne 11, au lieu de chez ces derniers, lisez chez les premiers.

Page 38, ligne 4, au lieu de dans divers comtés, lisez dans les divers comtés.

Page 50, note 2, au lieu de le Glossaire de Ducange, lisez le Glossaire de Schlegel.

Page 143, note 2, au lieu de Das Schenische recht, lisez Das Schænische recht.

Page 148, transporter de la note 1 à la note 2 ces mots : Les Celtes se servaient aussi de bagues en guise de monnaie.

Page 189, ligne 14, après suivant d'autres, ajoutez : textes de lois.

Page 197, au lieu de § 111, lisez § 11.

Page 201, au lieu de § 1v, lisez § 111.

Page 257, note 1, au lieu de : Hartausen, lisez Haxthausen.

Page 391, ligne 11, au lieu de : Au pouvoir au roi, lisez au pouvoir du roi.

Page 438, ligne 14, au lieu de : Qui leur avaient pourtant promis, mettre qui lui avaient pourtant promis.

Page 524, note 1, ligne 5, au lieu de Fuero Jurgo, lisez Fuero Juzgo.

Page 661, ligne 6, au lieu de partant, lisez pourtant.



		•

		,	
	<i>;</i>		
		•	

	•		



